ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS286/R
30 mai 2005

(05-2048)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CLASSIFICATION DOUANIÈRE DES MORCEAUX DE POULET DÉSOSSÉS ET CONGELÉS

Plainte de la Thaïlande

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES ANNEXES ..... **vi**
AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT ..... **viii**
LISTE DES ABRÉVIATIONS ..... **x**
I. INTRODUCTION **1**
II. ASPECTS FACTUELS **2**
A. LA LISTE LXXX DES CE 2
B. LA NOMENCLATURE COMBINÉE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 3
C. LE SYSTÈME HARMONISÉ 4
D. RÈGLEMENTS ET DÉCISIONS DES CE 6
1. Règlement n° 2658/87 de la CEE **6**
2. Règlement n° 535/1994 des CE **7**
3. Règlement n° 3115/1994 des CE **7**
4. Règlement n° 1223/2002 des CE **9**
5. Décision 2003/97/CE des CE **9**
6. Règlement n° 1871/2003 des CE **10**
7. Règlement (CE) n° 1789/2003 ..... **11**
8. Règlement n° 2344/2003 des CE **11**
III. CONSTATATIONS, RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES **12**
A. BRÉSIL 12
B. THAÏLANDE 12
C. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 13
IV. ARGUMENTS DES PARTIES **13**
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES **14**
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE **14**
A. ARGUMENTS DES PARTIES 14
B. MODIFICATIONS MATÉRIELLES ET D'ORDRE RÉDACTIONNEL 15
C. MESURES EN CAUSE 15
D. PRODUITS EN CAUSE 18
E. RAPPORTS DISTINCTS DU GROUPE SPÉCIAL 18
VII. CONSTATATIONS **19**
A. RÉSUMÉ DE LA PRINCIPALE QUESTION SUR LAQUELLE LE GROUPE SPÉCIAL DOIT SE PRONONCER 19
B. CONTEXTE DE L'ANALYSE DU GROUPE SPÉCIAL 20
1. Relation entre la Liste des CE et la Nomenclature combinée des Communautés européennes **20**
2. Relation entre la Nomenclature combinée des Communautés européennes et le Système harmonisé **20**
C. LE MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 21
1. Définir la portée du mandat du Groupe spécial **21**

2. Mesures 22
a) Mesures spécifiquement indiquées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial 22
b) Mesures non indiquées spécifiquement dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial 22
i) Arguments des parties 22
ii) Analyse par le Groupe spécial 24
3. Produits 27
a) Arguments des parties 27
b) Analyse par le Groupe spécial 27
4. Résumé et conclusions concernant le mandat du Groupe spécial 27
D. INTERPRÉTATION DE L'EFFET DES MESURES EN CAUSE 28
i) Règlement n° 1223/2002 des CE 28
ii) Décision 2003/97/CE des CE 28
Arguments des parties 28
Analyse par le Groupe spécial 28
iii) Résumé et conclusions concernant l'effet des mesures en cause 30
E. DÉFINITION DE LA TÂCHE DU GROUPE SPÉCIAL DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE 30
1. Arguments des parties 30
2. Observations de l'Organisation mondiale des douanes 32
3. Analyse par le Groupe spécial 32
F. ARTICLE II DU GATT DE 1994 34
1. Principales allégations des parties 34
a) Allégations des parties 34
b) Analyse par le Groupe spécial 34
2. Traitement des produits en cause 35
a) Arguments des parties 35
b) Analyse par le Groupe spécial 36
i) Traitement dans la Liste des CE 36
ii) Traitement au titre des mesures en cause 37
iii) Traitement moins favorable 38
3. Charge de la preuve 39
4. Résumé et conclusions concernant l'interprétation de l'article II du GATT de 1994 40
G. INTERPRÉTATION DE LA LISTE DES CE 40
1. Essence de la question d'interprétation 40
a) Arguments des parties 40
b) Analyse par le Groupe spécial 41
2. Date à prendre en considération pour l'interprétation 45
a) Arguments des parties 45
b) Analyse par le Groupe spécial 46
3. Application de la *Convention de Vienne* à la Liste des CE 48
a) Sens ordinaire: article 31 1) de la *Convention de Vienne* 48

i) *De quel(s) terme(s) le sens ordinaire doit-il être déterminé?* *49*
Arguments des parties 49
Analyse par le Groupe spécial 49
ii) *Sens ordinaire du terme "salés" dans la sous-position 0210.90.20 de la Liste des CE* *49*
Arguments des parties 49
Analyse par le Groupe spécial 51
iii) *Contexte factuel pour l'examen du sens ordinaire* *53*
Arguments des parties 53
Produits visés par la concession correspondant à la position 02.10 53
Saveur, texture, autres propriétés physiques 54
Dessalement 56
Préparation ou conservation? 57
Analyse par le Groupe spécial 60
Produits visés par la concession correspondant à la position 02.10 60
Saveur, texture, autres propriétés physiques 60
Conservation 62
iv) *Résumé et conclusions concernant le "sens ordinaire"* *64*
b) Contexte: article 31 2) de la *Convention de Vienne* 64
i) *Qu'est-ce qui est admissible en tant que "contexte" pour l'interprétation de la Liste des CE?* *64*
ii) *Le texte de la Liste des CE* *65*
Autres termes figurant dans l'intitulé de la position 02.10 de la Liste des CE 66
Arguments des parties 66
Analyse par le Groupe spécial 67
Structure du chapitre 2 de la Liste des CE 69
Arguments des parties 69
Analyse par le Groupe spécial 70
Autres parties de la Liste des CE 72
Arguments des parties 72
Observations de l'Organisation mondiale des douanes 73
Analyse par le Groupe spécial 73
Résumé et conclusions concernant la Liste des CE 74
iii) *Le Système harmonisé* *74*
Le Système harmonisé est-il admissible en tant que "contexte" pour l'interprétation de la Liste des CE? 74
Arguments des parties 74
Analyse par le Groupe spécial 75
Interprétation des aspects pertinents du Système harmonisé 76
Méthode d'interprétation 76
Termes et structure du SH 77
Arguments des parties 77
Observations de l'Organisation mondiale des douanes 78
Analyse par le Groupe spécial 79
Note explicative du SH 81
Arguments des parties 81
Observations de l'Organisation mondiale des douanes 84

Analyse par le Groupe spécial 85
Règles générales 86
Arguments des parties 86
Observations de l'Organisation mondiale des douanes 89
Analyse par le Groupe spécial 89
Appréciation globale du Système harmonisé 90
iv) Listes d'autres Membres de l'OMC *91*
Arguments des parties 91
Analyse par le Groupe spécial 91
v) Résumé et conclusions concernant le "contexte" *91*
c) Questions à prendre en considération en même temps que le contexte: article 31 3) de la *Convention de Vienne* 92
i) Pratique ultérieurement suivie: article 31 3) b) de la Convention de Vienne *92*
Pratique de classement depuis 1994 92
La pratique de classement de qui faut-il prendre en considération pour l'interprétation de la Liste des CE? 92
Arguments des parties 92
Analyse par le Groupe spécial 93
Pratique de classement: Importations des CE 95
Arguments des parties 95
Analyse par le Groupe spécial 98
Pratique de classement: Importations et exportations du Brésil et de la Thaïlande 102
Arguments des parties 102
Analyse par le Groupe spécial 104
Pratique de classement: Importations et exportations des États-Unis et de la Chine 104
Arguments des parties 104
Analyse par le Groupe spécial 105
Résumé et conclusions provisoires concernant la "pratique ultérieurement suivie" 105
Lettres d'avis de l'OMD 106
Arguments des parties 106
Ces lettres relèvent-elles de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne? 106
Lettre d'avis de l'OMD de 1997 107
Lettre d'avis de l'OMD de 2003 107
Analyse par le Groupe spécial 108
Note explicative ultérieure de la Nomenclature combinée 109
Arguments des parties 109
Analyse par le Groupe spécial 110
Conclusion finale concernant la "pratique ultérieurement suivie" 110
d) Objet et but: article 31 1) de la *Convention de Vienne* 110
i) Arguments des parties *110*
L'Accord sur l'OMC et le GATT de 1994 110
La Liste des CE 112
ii) Observations de l'Organisation mondiale des douanes *113*
iii) Analyse par le Groupe spécial *114*
L'Accord sur l'OMC et le GATT de 1994 114
La Liste des CE 116

iv) *Résumé et conclusions concernant "l'objet et le but"* *117*
e) Sens particulier: article 31 4) de la *Convention de Vienne* 118
f) Conclusions préliminaires au titre de l'article 31 de la *Convention de Vienne* 118
g) Moyens complémentaires d'interprétation: article 32 de la *Convention de Vienne* 119
i) *Travaux préparatoires* *119*
Arguments des parties 119
Analyse par le Groupe spécial 120
ii) *Circonstances dans lesquelles la Liste des CE a été conclue* *121*
Champ d'application et portée temporelle des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" 121
Arguments des parties 121
Analyse par le Groupe spécial 122
Législation des CE 125
Règlement n° 535/94 des CE 125
Arguments des parties 125
Analyse par le Groupe spécial 130
Arrêts *Dinter* et *Gausepohl* 133
Arguments des parties 133
Analyse par le Groupe spécial 139
Notes explicatives des CE 144
Arguments des parties 144
Analyse par le Groupe spécial 145
Autres notes complémentaires 146
Arguments des parties 146
Analyse par le Groupe spécial 147
Pratique de classement avant 1994 147
Arguments des parties 147
Analyse par le Groupe spécial 148
iii) *Résumé et conclusions concernant les "moyens complémentaires"* *149*
h) Conclusion concernant le sens du terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE 149
i) Conclusions concernant l'application de l'article II du GATT de 1994 dans la présente affaire 149
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 150

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

Table des matières		Page
Annexe A	Résumé analytique de la Thaïlande après la première réunion de fond (21 octobre 2004)	A-1

ANNEXE B

COMMUNICATION DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication de la Chine en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	B-5

ANNEXE C

RÉPONSES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL DES AUTRES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-2
Annexe C-2	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial et par les Communautés européennes après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-34
Annexe C-3	Observations du Brésil sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées après la deuxième réunion de fond (9 décembre 2004)	C-49
Annexe C-4	Réponses de la Thaïlande aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-65
Annexe C-5	Réponses de la Thaïlande aux questions posées par le Groupe spécial et les Communautés européennes après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-76
Annexe C-6	Observations de la Thaïlande sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées après la deuxième réunion de fond (9 décembre 2004)	C-83
Annexe C-7	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial, la Thaïlande et le Brésil après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-88
Annexe C-8	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial et le Brésil après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-116

Table des matières		Page
Annexe C-9	Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants aux questions posées après la deuxième réunion de fond (9 décembre 2004)	C-136
Annexe C-10	Réponses de la Chine aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-141
Annexe C-11	Réponses des États–Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-143
Annexe C-12	Réponses de l'Organisation mondiale des douanes aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (29 octobre 2004)	C-145
Annexe C-13	Réponses de l'Organisation mondiale des douanes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-153
Annexe C-14	Observations du Brésil, de la Thaïlande et des Communautés européennes sur les réponses de l'Organisation mondiale des douanes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (16 décembre 2004)	C-156

ANNEXE D

Table des matières		Page
Annexe D	Chapitre 2 du Système harmonisé (version de 1992)	D-1

ANNEXE E

DEMANDES D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe E-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS269/3)	E-2
Annexe E-2	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande (WT/DS286/5)	E-4

ANNEXE F

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES ET LES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Liste des pièces présentées par le Brésil	F-2
Annexe F-2	Liste des pièces présentées par la Thaïlande	F-6
Annexe F-3	Liste des pièces présentées par les Communautés européennes	F-8
Annexe F-4	Pièce présentée par les États-Unis	F-10

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS121/AB/R, DSR 2000:II, 575
Argentine – Textiles et vêtements	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/AB/R et Corr.1, adopté le 22 avril 1998, DSR 1998:III, 1003
Australie – Saumons	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/R, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS18/AB/R, DSR 1998:VIII, 3407
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997, DSR 1997:I, 167
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1377
Canada – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R, adopté le 27 octobre 1999, DSR 1999:V, 2057
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, DSR 1998:V, 1851
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, DSR 1998:VII, 2755
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, DSR 1996:I, 3
États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement	Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation*, adopté le 17 juin 1987, IBDD, S34/154
États-Unis – Jeux	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/R, distribué le 10 novembre 2004
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Inde – Restrictions quantitatives	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels*, WT/DS90/AB/R, adopté le 22 septembre 1999, DSR 1999:IV, 1763
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97
Turquie – Textiles	Rapport du Groupe spécial *Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements*, WT/DS34/R, adopté le 19 novembre 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS34/AB/R, DSR 1999:VI, 2363

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CE	Communautés européennes
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes
Décision 2003/97/CE des CE	Décision 2003/97/CE de la Commission du 31 janvier 2003
JO	Journal officiel des Communautés européennes
Liste des CE	Liste LXXX des CE
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
NC	Nomenclature combinée des Communautés européennes
NCCD	Nomenclature du Conseil de coopération douanière
NDB	Nomenclature douanière de Bruxelles
NG	Nomenclature de Genève
OMD	Organisation mondiale des douanes
ORD	Organe de règlement des différends
Règlement n° 535/94 des CE	Règlement (CE) n° 535/1994 de la Commission
Règlement n° 3115/94 des CE	Règlement (CE) n° 3115/1994 de la Commission
Règlement n° 1223/2002 des CE	Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission
Règlement n° 1871/2003 des CE	Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission
Règlement n° 1789/2003 des CE	Règlement (CE) n° 1789/2003 de la Commission
Règlement n° 2344/2003 des CE	Règlement (CE) n° 2344/2003 de la Commission
Règlement n° 2658/87 de la CEE	Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil
Règles générales	Règles générales pour l'interprétation du SH
RTC	Renseignement tarifaire contraignant
SH	Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises

I. INTRODUCTION

1.1 Le 11 octobre 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) (WT/DS269/1). Cette demande concernait un règlement de la Commission des CE, à savoir le Règlement n° 1223/2002 de la Commission des CE (Règlement n° 1223/2002 des CE) qui, selon les allégations du Brésil, prévoyait une nouvelle désignation des produits en cause relevant du code 0207.14.10 de la Nomenclature combinée (NC) des CE, que le Brésil désigne comme suit dans sa demande de consultations: "morceaux de volaille désossés et congelés, imprégnés de sel dans toutes leurs parties, présentant une teneur en sel de 1,2 pour cent en poids".

1.2 Les consultations ont eu lieu entre le Brésil et les Communautés européennes le 5 décembre 2002 et le 19 mars 2003, mais elles n'ont pas permis de régler le différend. Par conséquent, dans une communication datée du 19 septembre 2003[1], le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'Organe de règlement des différends (ORD), à sa réunion du 7 novembre 2003, a donc établi un groupe spécial doté du mandat type.

1.3 Le 25 mars 2003, la Thaïlande a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord et à l'article XXII du GATT de 1994 (WT/DS286/1) concernant la "nouvelle classification douanière établie dans le Règlement des CE n° 1223/2002 du 8 juillet 2002". La Thaïlande indique dans sa demande de consultations que "les morceaux de poulet désossés, congelés et imprégnés de sel dans toutes leurs parties, présentant une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids, sont désormais classés en tant que morceaux de poulet désossés et congelés dans le code 0207.14.10 de la Nomenclature combinée (NC) des CE", au titre du Règlement n° 1223/2002 des CE.

1.4 Les consultations ont eu lieu entre la Thaïlande et les Communautés européennes le 21 mai 2003, mais elles n'ont pas permis de régler le différend. Par conséquent, dans une communication datée du 27 octobre 2003[2], la Thaïlande a demandé l'établissement d'un groupe spécial. L'Organe de règlement des différends (ORD), à sa réunion du 21 novembre 2003, a donc établi un groupe spécial doté du mandat type. À cette réunion, il a été convenu que, comme le prévoit l'article 9:1 du Mémorandum d'accord en cas de pluralité de plaignants, le Groupe spécial établi le 7 novembre 2003 pour examiner la plainte du Brésil examinerait aussi la plainte de la Thaïlande (WT/DSB/M/158).

1.5 Le mandat du Groupe spécial est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS269/3 et par la Thaïlande dans le document WT/DS286/5, la question portée devant l'ORD par le Brésil et la Thaïlande dans ces documents; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.6 Le 17 juin 2004, le Brésil et la Thaïlande ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord. Ce paragraphe dispose ce qui suit:

---

[1] WT/DS269/3 figurant à l'annexe E.
[2] WT/DS286/5 figurant à l'annexe E.

> "Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

1.7 En conséquence, le 28 juin 2004, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Hugh McPhail

Membres: Mme Elizabeth Chelliah
M. Manzoor Ahmad

1.8 Le Brésil (en ce qui concerne la plainte de la Thaïlande), la Chine, les États-Unis et la Thaïlande (en ce qui concerne la plainte du Brésil) se sont réservé le droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties. Le Chili et la Colombie ont renoncé à participer en tant que tierces parties avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties.

1.9 Le Groupe spécial a tenu la première réunion de fond avec les parties les 28 et 29 septembre 2004. La séance avec les tierces parties a eu lieu le 29 septembre 2004. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties a eu lieu les 17 et 18 novembre 2004.

1.10 Le 23 décembre 2004, le Groupe spécial a remis la partie descriptive de son rapport.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne la question de savoir si un certain nombre de mesures communautaires se rapportant à la classification de certains morceaux de poulet salés entraînent un traitement moins favorable de ces morceaux de poulet que celui qui est prévu dans la Liste LXXX des CE (la Liste des CE), en violation de l'article II du GATT de 1994.[3]

A. LA LISTE LXXX DES CE

2.2 La Liste LXXX des CE a fait l'objet de négociations durant le Cycle d'Uruguay entre 1986 et 1994. La nomenclature utilisée dans la Liste des CE suivait la version de 1992 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). Les Communautés européennes respectent maintenant la Liste CXL, qui est identique à la Liste LXXX en ce qui concerne tous les aspects pertinents pour la présente affaire.

2.3 On trouvera reproduites ci-après les deux concessions (lignes tarifaires 0207.41.10 et 0210.90.20) figurant dans la Liste des CE auxquelles il a été fait référence dans le présent différend:

0207	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 0105:

[3] Les mesures spécifiques en question sont traitées aux paragraphes 7.16 et suivants.

0207.41	-- De coqs ou de poules:
	--- Morceaux:
0207.41.10	---- Désossés

_____

0210	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats:
0210.90	- Autres, y compris les farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats:
	-- Viandes:
0210.90.20	--- Autres

2.4 Les produits relevant de la ligne tarifaire 0207.41.10 sont assujettis à un taux de droit spécifique consolidé de 1 024 écus/tonne, soit 102,4 euros/100 kg/net. En outre, ces produits peuvent faire l'objet d'un mécanisme de sauvegarde spéciale prévu à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Les produits relevant de la ligne tarifaire 0210.90.20 sont assujettis à un taux de droit consolidé final de 15,4 pour cent.

B. LA NOMENCLATURE COMBINÉE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

2.5 La NC des Communautés européennes a été établie par un règlement du Conseil, à savoir le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 (Règlement n° 2658/87 de la CEE).[4] Conformément à l'article 1 2) de ce règlement, la NC reprend: a) la nomenclature du SH; b) les subdivisions communautaires de cette nomenclature, dénommées "sous-positions NC" et c) les dispositions préliminaires, les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de page se rapportant aux sous-positions NC. Par conséquent, chaque sous-position NC est associée à un code numérique composé de huit chiffres, les six premiers chiffres représentant les numéros correspondants du SH et les deux derniers chiffres indiquant les sous-positions NC. En outre, un neuvième chiffre est réservé pour les subdivisions statistiques nationales; un dixième et un onzième chiffre renvoient au tarif intégré des CE, dénommé "Taric". La NC comporte 21 sections, comprenant 99 chapitres. Elle est reproduite dans l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE.

2.6 Le Règlement n° 2658/87 de la CEE confère certains pouvoirs s'agissant de l'adoption de mesures concernant la NC. En particulier, en vertu de l'article 9, la Commission des CE a le pouvoir d'adopter des mesures concernant, entre autres choses:

- le classement des marchandises;
- les notes explicatives;
- les modifications de la NC pour tenir compte de l'évolution des besoins en matière de statistiques ou de politique commerciale;
- les modifications de la NC et les adaptations des droits conformément aux décisions arrêtées par le Conseil ou la Commission des CE;

[4] J.O. L 256, 7.9.1987, page 1.

- les modifications de la NC visant à adapter celle-ci à l'évolution technologique ou commerciale ou tendant à l'alignement ou à la clarification des textes;

- les modifications de la NC résultant des amendements de la nomenclature du SH; et

- les questions relatives à l'application, au fonctionnement et à la gestion du SH, destinées à être discutées dans le cadre du Conseil de coopération douanière [maintenant Organisation mondiale des douanes (OMD)], ainsi que leur mise en œuvre par les CE.

2.7 La NC est complétée par le Règlement (CE) n° 2913/1992 du Conseil établissant le Code des douanes communautaire[5], qui est à son tour complété par le Règlement (CE) n° 2454/1993 de la Commission fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CE) n° 2913/1992 du Conseil.[6] L'article 12 du Code des douanes communautaire prévoit la possibilité pour les opérateurs économiques de demander des "renseignements tarifaires contraignants" (RTC) aux autorités douanières des États membres des CE.

2.8 Les Communautés européennes sont une union douanière. Elles ont un tarif douanier commun entre leurs États membres et les pays tiers. Les administrations des États membres des CE sont responsables de toutes les opérations concernant la mise en œuvre quotidienne de la NC. Les opérateurs économiques peuvent contester les décisions en matière de classement devant les tribunaux des États membres. En cas de contestation, les tribunaux des États membres peuvent saisir la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) de la question et, dans des circonstances spécifiques énoncées dans le Traité instituant la CE, sont tenus de le faire.

C. LE SYSTÈME HARMONISÉ

2.9 Le Système de désignation et de codification des marchandises, généralement dénommé "Système harmonisé" ou "SH", est une nomenclature internationale polyvalente élaborée par l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Il comprend environ 5 000 groupes de marchandises, identifiés par un code à six chiffres et classés suivant une structure légale et logique, et repose sur des règles bien déterminées destinées à faciliter son application uniforme. Ce système est utilisé par plus de 190 pays pour élaborer leurs tarifs douaniers et aux fins de l'établissement de statistiques commerciales internationales.[7] Le SH est régi par la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (la Convention sur le SH).

2.10 Le SH tire son origine de la "Nomenclature de Genève" (NG), qui a vu le jour le 1er juillet 1937 sous la forme du Projet de nomenclature douanière de 1937 de la Société des nations. La NG a été remplacée en 1959 par la Convention de Bruxelles sur la Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers (NDB)[8], qui a pris le nom de Nomenclature du Conseil de coopération douanière (NCCD) en 1974. La NCCD a été remplacée par le SH en 1988.

2.11 Le SH est administré par le Comité du SH, qui a été établi sous l'égide de l'OMD. Il est composé de représentants de chaque Partie contractante à la Convention sur le SH. Le Comité du SH

[5] J.O. L 302, 19.10.1992, page 1.
[6] J.O. L 253, 11.10.1993, page 1.
[7] Préambule de la Convention sur le SH.
[8] La NDB est entrée en vigueur le 11 septembre 1959, après l'adoption, le 1er juillet 1955, d'un Protocole de rectification établissant une version révisée de la Nomenclature.

peut proposer des projets d'amendement au SH et peut rédiger des notes explicatives, des avis de classement ou d'autres avis qui guideront l'interprétation du SH.[9]

2.12 Les CE sont devenues Partie contractante à la Convention sur le SH le 22 septembre 1987, le Brésil le 8 novembre 1988 et la Thaïlande le 16 décembre 1992. Le SH est entré en vigueur pour les Communautés européennes le 1er janvier 1988, pour le Brésil le 1er janvier 1989 et pour la Thaïlande le 1er janvier 1993.[10]

2.13 Le SH a été amendé trois fois depuis 1988 pour tenir compte de l'évolution des technologies ou des structures du commerce international. Le premier amendement a eu lieu en 1992, le deuxième en 1996 et le dernier en 2002. Comme celles de nombreux autres participants, la Liste des CE a été établie d'après la version de 1992 du SH, qui était la version en vigueur au cours des étapes finales des négociations du Cycle d'Uruguay.

2.14 Il est dit à l'article premier de la Convention sur le SH que ce dernier s'entend de "la nomenclature comprenant les positions et sous-positions et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions ainsi que les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé, figurant dans l'annexe à la présente Convention". La Convention sur le SH contient six Règles générales pour l'interprétation du SH (Règles générales).

2.15 Les principales obligations des Parties contractantes à la Convention sur le SH sont énoncées à l'article 3 de la Convention, qui dispose ce qui suit:

> "1. Sous réserve des exceptions mentionnées à l'article 4:
>
> a) Chaque Partie contractante s'engage, sauf application des dispositions de l'alinéa c) du présent paragraphe, à ce que, à partir de la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à son égard, ses nomenclatures tarifaire et statistiques soient conformes au Système harmonisé. Elle s'engage donc, pour l'établissement de ses nomenclatures tarifaire et statistiques:
>
> i) à utiliser toutes les positions et sous-positions du Système harmonisé, sans adjonction ni modification, ainsi que les codes numériques y afférents;
>
> ii) à appliquer les règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé ainsi que toutes les notes de sections, de chapitres et de sous-positions et à ne pas modifier la portée des sections, des chapitres, des positions ou des sous-positions du Système harmonisé;
>
> iii) à suivre l'ordre de numérotation du Système harmonisé;
>
> b) Chaque Partie contractante met également à la disposition du public ses statistiques du commerce d'importation et d'exportation conformément au code à six chiffres du

[9] Articles 6 et 7 de la Convention sur le SH.

[10] Situation concernant les Parties contractantes à la Convention internationale sur le SH (au 30 juin 2003), document NG0087E1 du 6 octobre 2003.

Système harmonisé ou, à l'initiative de cette Partie contractante, au-delà de ce niveau, dans la mesure ou cette publication n'est pas exclue pour des raisons exceptionnelles telles que celles ayant trait au caractère confidentiel des informations d'ordre commercial ou à la sécurité nationale;

c) Aucune disposition du présent article n'oblige les Parties contractantes à utiliser les sous-positions du Système harmonisé dans leur nomenclature tarifaire, à condition de se conformer dans leur nomenclature tarifaire et statistique combinée aux obligations visées en a) i), a) ii) et a iii) ci-dessus.

2. En se conformant aux engagements visés au paragraphe 1 a) du présent article, chaque Partie contractante peut apporter les adaptations de texte qui seraient indispensables pour donner effet au Système harmonisé au regard de sa législation nationale.

3. Aucune disposition du présent article n'interdit aux Parties contractantes de créer, à l'intérieur de leurs nomenclatures tarifaire ou statistiques, des subdivisions pour le classement des marchandises à un niveau au-delà de celui du Système harmonisé, à condition que ces subdivisions soient ajoutées et codées à un niveau au-delà de celui du code numérique à six chiffres qui figure dans l'annexe à la présente Convention."

2.16 Le Chapitre 2 du SH, qui est le chapitre principalement en cause dans le présent différend, est reproduit à l'annexe D.

D. RÈGLEMENTS ET DÉCISIONS DES CE

2.17 Les mesures indiquées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées respectivement par le Brésil et par la Thaïlande sont le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE de la Commission des CE du 31 janvier 2003 (Décision 2003/97/CE des CE). Les extraits pertinents de ces deux mesures, ainsi que de plusieurs autres règlements des CE auxquels il a été fait référence par la suite dans le courant de la présente procédure, sont reproduits ci-après. Les différents instruments juridiques des CE sont traités suivant un ordre chronologique.

1. Règlement n° 2658/87 de la CEE[11]

2.18 Comme cela a été indiqué au paragraphe 2.15 ci-dessus, un règlement du Conseil, le Règlement n° 2658/87 de la CEE, a instauré une nomenclature des marchandises, dénommée la NC, qui est reproduite à l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE.

2.19 L'article 12 du Règlement n° 2658/87 de la CEE est ainsi libellé:

"La Commission adopte chaque année un règlement reprenant la version complète de la nomenclature combinée et des taux autonomes et conventionnels des droits du tarif douanier commun y afférents, telle qu'elle résulte des mesures arrêtées par le Conseil ou par la Commission. Ce règlement est publié au *Journal officiel des Communautés*

[11] Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 256, 7 septembre 1987, page 1.

européennes au plus tard le 31 octobre et il est applicable à partir du 1er janvier de l'année suivante."

2.20 La section I de la NC contient les règles pour l'interprétation de la NC. La Règle 1 dispose ce qui suit:

"Le libellé des titres de sections, de chapitres ou de sous-chapitres est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative, le classement étant déterminé légalement d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres ..."

2. Règlement n° 535/1994 des CE[12]

2.21 Un règlement de la Commission des CE, le Règlement (CE) n° 535/1994 (Règlement n° 535/1994 des CE), a été adopté le 9 mars 1994 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 11 mars 1994. Ce règlement, qui modifiait l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE contenant la NC, introduisait une note complémentaire 8 au chapitre 2 de la NC.

2.22 Le préambule du Règlement n° 535/94 des CE indique ce qui suit:

"considérant que, afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des viandes et abats comestibles salés du code NC 0210 afin de pouvoir distinguer ces produits des viandes et abats frais, réfrigérés et congelés; qu'il apparaît qu'une teneur globale en sel de 1,2 pour cent ou plus en poids est un critère approprié de distinction entre ces deux groupes de produits;

considérant qu'il y a lieu d'introduire une note complémentaire à cet égard dans le chapitre 2 de la nomenclature combinée; qu'il convient de modifier l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 en conséquence ...;"

2.23 L'article premier du Règlement n° 535/94 des CE dispose ce qui suit:

"La note complémentaire suivante est insérée au chapitre 2 de la nomenclature combinée annexée au Règlement (CEE) n° 2658/87:

> Sont considérés comme "salés" au sens du n° 0210 les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids."

2.24 Le Règlement n° 535/94 des CE est entré en vigueur le 1er avril 1994.

3. Règlement n° 3115/1994 des CE[13]

2.25 Un règlement de la Commission des CE, le Règlement (CE) n° 3115/1994 (Règlement n° 3115/94 des CE) a été adopté le 20 décembre 1994 et publié au Journal officiel des Communautés

[12] Règlement (CE) n° 535/94 de la Commission du 9 mars 1994 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 68, 11 mars 1994, page 15.

[13] Règlement (CE) n° 3115/94 de la Commission du 20 décembre 1994 modifiant les annexes I et II du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 345, 31 décembre 1994.

européennes le 31 décembre 1994. Le Règlement n° 3115/94 des CE modifiait les annexes I et II du Règlement n° 2658/87 des CE pour tenir compte, entre autres choses, de l'évolution en matière de statistiques ou de politique commerciale résultant du Cycle d'Uruguay.

2.26 Plus précisément, le préambule du Règlement n° 3115/94 des CE indique ce qui suit:

> "considérant qu'il est nécessaire d'amender la nomenclature combinée en prenant en compte:
>
> - les modifications relatives à l'évolution des besoins en matière de statistiques ou de politique commerciale, à la suite, notamment, de la décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle de l'Uruguay et du règlement portant application de certaines mesures résultant de la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT ainsi que d'autres mesures de simplification;
>
> - les besoins d'alignement et de clarification des textes;
>
> considérant que l'article 12 du règlement (CEE) n° 2658/87 prévoit que la Commission adopte chaque année au moyen d'un règlement, applicable à partir du 1er janvier de l'année suivante, une version complète de la nomenclature combinée et des taux autonomes et conventionnels des droits du tarif douanier commun y afférents, telle qu'elle résulte des mesures arrêtées par le Conseil ou par la Commission;
>
> ..."

2.27 L'article 3 du Règlement n° 3115/94 des CE dispose ce qui suit:

> "Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1995.
>
> Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre. ...
>
> Les modifications résultant de l'adoption des mesures suivantes sont incorporées dans l'annexe I du présent règlement:
>
> ...
>
> - Règlement (CE) n° 535/94 de la Commission, du 9 mars 1994 (J.O. n° L 68 du 11.3.1994, page 15);
>
> ..."

2.28 La note complémentaire 8 du chapitre 2 de la NC, introduite par le biais du Règlement n° 535/94 des CE et incorporée par la suite dans la NC pour 1995 par le Règlement n° 3115/94 des CE, a été renumérotée en 1995 pour devenir la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC.[14]

[14] Voir le considérant 2) du Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission du 23 octobre 2003 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique

4. Règlement n° 1223/2002 des CE[15]

2.29 Un règlement de la Commission des CE, le Règlement n° 1223/2002 des CE, a été adopté le 8 juillet 2002 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 9 juillet 2002. Le Règlement n° 1223/2002 des CE concerne le classement de certaines marchandises dans la NC. Le considérant 1) du Règlement n° 1223/2002 des CE est ainsi libellé:

> "Afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée annexée au règlement (CEE) n° 2658/87, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des marchandises reprises à l'annexe du présent règlement."

2.30 L'article premier du Règlement n° 1223/2002 des CE dispose ce qui suit:

> "Les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe doivent être classées dans la nomenclature combinée dans le code NC correspondant indiqué dans la colonne 2 dudit tableau."

2.31 L'annexe au Règlement (CE) n° 1223/2002 est reproduite ci-après:

ANNEXE

Désignation des marchandises	Code NC	Motivation
(1)	**(2)**	**(3)**
Morceaux de poulet, désossés, congelés, et imprégnés de sel dans toutes leurs parties. Ils présentent une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids. Le produit et congelé à cœur et doit être conservé à une température inférieure à -18 °C pour garantir une conservation d'un an au moins.	0207 14 10	Le classement est déterminé par les dispositions des règles générales 1 et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée et par le libellé des codes NC 0207, 0207 14 et 0207 14 10. Le produit est une viande de poulet qui a été congelée pour assurer sa conservation à long terme. L'addition de sel ne modifie pas le caractère du produit en tant que viande congelée de la position 0207.

Source: Annexe du Règlement (CE) n° 1223/2002.

5. Décision 2003/97/CE des CE[16]

2.32 Le 12 février 2003, la Commission des CE a publié la Décision 2003/97/CE des CE concernant la validité de certains RTC délivrés par la République fédérale d'Allemagne. Plus particulièrement, l'article premier de la Décision, qui s'adresse à la République fédérale

---

et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 275, 25 octobre 2003, page 5.

[15] Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission du 8 juillet 2002 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 179, 9 juillet 2002, page 8.

[16] Décision de la Commission du 31 janvier 2003 concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants (RTC) délivrés par la République fédérale d'Allemagne, publiée dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 36, 12 février 2003, page 40.

d'Allemagne[17], demande la révocation de 66 RTC délivrés par les autorités douanières allemandes classant des produits dans la position 02.10 de la NC.[18]

2.33 Le considérant 3) de la Décision 2003/97/CE des CE indique que, après la publication du Règlement (CE) n° 1223/2002, tous les RTC délivrés précédemment par les États membres des CE, classant les produits visés par ce règlement présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,9 pour cent comme "viandes salées" dans la position 02.10 de la NC ont cessé d'être valables.[19] Le considérant 5) explique que, sur la base du Règlement n° 1223/2002 des CE, certains États membres ont ensuite délivré des RTC classant des produits congelés du même type que ceux qui étaient visés par ce règlement, mais présentant une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent en poids, dans la position 02.10 de la NC.[20] Le considérant 7) indique que des produits qui sont constitués de morceaux de viandes de poulets désossés, qui ont été congelés pour assurer leur conservation à long terme et qui contiennent de 1,9 à 3 pour cent de sel, sont similaires aux produits couverts par le Règlement n° 1223/2002 des CE. Il indique aussi que l'addition de telles quantités de sel n'est pas de nature à modifier le caractère des produits en tant que viandes de volailles congelées de la position 02.07 de la NC. Le considérant 8) indique que, en vue de préserver l'égalité de traitement entre opérateurs qui serait mise à mal si, placés dans des conditions similaires, des réponses différentes leur étaient apportées et afin d'assurer une application uniforme de la NC, la République fédérale d'Allemagne est tenue de révoquer les RTC qu'elle a délivrés en ce qui concerne les viandes de poulets congelées qui contiennent entre 1,9 et 3 pour cent de sel en poids.[21]

6. Règlement n° 1871/2003 des CE[22]

2.34 Un règlement de la Commission des CE, le Règlement (CE) n° 1871/2003 (Règlement n° 1871/2003 des CE), a été adopté le 23 octobre 2003 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 25 octobre 2003. Le Règlement n° 1871/2003 des CE modifiait l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE. En particulier, le Règlement n° 1871/2003 des CE modifiait la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC.

2.35 Le considérant 3) du Règlement n° 1871/2003 des CE est ainsi libellé:

> "Le classement dans le chapitre 2 de la nomenclature combinée dépend essentiellement de l'opération effectuée pour assurer la conservation à long terme d'un produit donné. Les notes explicatives du système harmonisé relatives au chapitre 2 décrivent, dans les considérations générales, la structure de ce chapitre. Le chapitre 2 comprend les viandes et abats non cuits, qu'ils soient frais ou réfrigérés ou qu'ils aient subi l'une des opérations visant à assurer leur conservation à long terme, c'est-à-dire les viandes et abats non cuits qui sont congelés, salés, en saumure, séchés ou fumés."[23]

2.36 Le considérant 4) est ainsi libellé:

> "Selon ces notes explicatives, les viandes fraîches restent classées comme telles même si elles ont été conditionnées avec du sel servant d'agent conservateur

[17] Article 2 de la Décision de la Commission.
[18] Article premier et annexe.
[19] Considérant 3).
[20] Considérant 5).
[21] Considérant 8).
[22] Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission du 23 octobre 2003 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la Nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 275, 25 octobre 2003, page 5.
[23] Considérant 3) du Règlement n° 1871/2003 des CE.

> temporaire pendant le transport. Ce raisonnement s'applique également à la viande congelée, sans quoi toute viande additionnée de sel serait considérée comme de la viande salée relevant du code NC 0210. Pour l'application du code NC 0210, le salage doit pouvoir garantir la conservation à long terme à des fins autres que le transport. À cet égard, il est à noter que les autres opérations énumérées au code NC 0210, à savoir le saumurage, le séchage et le fumage, visent à garantir la conservation à long terme plutôt qu'une conservation temporaire pour le transport."[24]

2.37 Le considérant 5) indique que la Commission des CE a jugé "opportun de préciser et de confirmer que le salage, au sens du code NC 0210, constitu[ait] une opération visant à garantir une conservation à long terme".[25] Elle l'a fait par le biais de l'article premier du Règlement (CE) n° 1871/2003, qui dispose que la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la Nomenclature combinée est remplacée par le texte suivant:

> "Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du code NC 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids, pour autant que le salage soit l'opération qui garantit une conservation à long terme."

7. Règlement (CE) n° 1789/2003[26]

2.38 Un règlement de la Commission des CE, le Règlement (CE) n° 1789/2003 (Règlement n° 1789/2003 des CE), a été adopté le 11 septembre 2003 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 30 octobre 2003. Le Règlement n° 1789/2003 des CE modifiait l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE en remplaçant l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE par l'annexe du Règlement n° 1789/2003 des CE (la NC 2004).

2.39 Dans l'annexe I du Règlement n° 1789/2003 des CE, la note complémentaire 7 du chapitre 2 était ainsi libellée:

> "Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du n° 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids."

8. Règlement n° 2344/2003 des CE[27]

2.40 Un règlement de la Commission des CE, le Règlement (CE) n° 2344/2003 (Règlement n° 2344/2003 des CE), a été adopté le 30 décembre 2003 et publié au Journal officiel des Communautés européennes le 31 décembre 2003. Le Règlement n° 2344/2003 des CE modifiait l'annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE. Le Règlement n° 2344/2003 des CE a été adopté pour assurer que la NC applicable à partir du 1er janvier 2004, telle qu'elle figurait dans le Règlement

[24] Considérant 4) du Règlement n° 1871/2003 des CE.
[25] Considérant 5) du Règlement n° 1871/2003 des CE.
[26] Règlement (CE) n° 1789/2003 de la Commission du 11 septembre 2003 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 281, 30 octobre 2003, page 1.
[27] Règlement (CE) n° 2344/2003 de la Commission du 30 décembre 2003 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié dans le Journal officiel des Communautés européennes n° L 346, 31 décembre 2003, page 38.

n° 1789/2003 des CE, comportait, entre autres choses, la modification introduite par le Règlement n° 1871/2003 des CE.[28]

2.41 Ainsi, l'annexe du Règlement n° 2344/2003 des CE modifiait l'annexe du Règlement n° 1789/2003 des CE, en ce qui concerne la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC, de la manière suivante:

> "1. La note complémentaire 7 du chapitre 2 de la nomenclature combinée est remplacée par le texte suivant:
>
> > 7. Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du n° 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids", pour autant que le salage soit l'opération qui garantie une conservation à long terme."

III. CONSTATATIONS, RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. BRÉSIL[29]

3.1 Le Brésil demande au Groupe spécial:

a) de constater que le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE sont incompatibles avec l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994;

b) de recommander que l'ORD demande aux Communautés européennes de rendre ces mesures conformes à l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994;

c) d'utiliser son droit de faire des suggestions sur les façons dont les Communautés européennes pourraient mettre en œuvre les recommandations du Groupe spécial, comme il est prévu à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord; et

d) de suggérer que, compte tenu de l'annulation et de la réduction des avantages résultant pour le Brésil de la Liste des CE en ce qui concerne son commerce de la viande de poulet salée vers les Communautés européennes, celles-ci abrogent immédiatement le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE.

B. THAÏLANDE[30]

3.2 La Thaïlande demande au Groupe spécial:

a) de constater que les Communautés européennes agissent d'une manière incompatible avec les obligations qui leur incombent au titre de l'article II:1 b) et II:1 a) du GATT de 1994 en réservant au produit à base de poulet en question un "traitement moins favorable" que celui qui est prévu dans la Liste des CE; et

---

[28] Considérant 3) du Règlement n° 2344/2003 des CE.
[29] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 192.
[30] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 157 et 158.

b) de recommander, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que l'ORD demande aux Communautés européennes de rendre la mesure en cause conforme au GATT de 1994.

C. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES[31]

3.3 Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial:

a) de rejeter les allégations du Brésil et de la Thaïlande;

b) de constater que le traitement accordé par les Communautés européennes dans le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE pour les morceaux de poulet désossés et congelés présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent respecte les consolidations figurant dans la Liste des CE; et

c) de constater que le traitement accordé par les Communautés européennes dans le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE pour les morceaux de poulet désossés et congelés présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent n'entraîne aucune violation de l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Le paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial, qui ont été adoptées le 7 juillet 2004, prévoit la communication par les parties de résumés analytiques des faits et arguments présentés au Groupe spécial par écrit et par oral. Ces résumés devaient être utilisés pour aider le Groupe spécial à rédiger la section de son rapport consacrée aux éléments factuels et aux arguments.

4.2 Dans une lettre datée du 7 octobre 2004, les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial "de faire simplement référence dans la partie descriptive aux faits et aux arguments tels que résumés par le Groupe spécial dans la section de son rapport consacrée aux constatations", dispensant ainsi les parties de devoir établir des résumés analytiques. Le Brésil a souscrit à cette demande, notant en même temps qu'il ne faudrait pas que cela constitue un précédent pour les futures affaires. La Thaïlande a émis l'avis qu'il n'était pas nécessaire de modifier les procédures de travail à ce stade de la procédure du Groupe spécial.

4.3 Tenant compte des avis des parties sur la question, le Groupe spécial a informé le 13 octobre 2004 les parties qu'il avait décidé ce qui suit:

a) La communication de résumés analytiques par les parties se ferait sur une base volontaire;

b) Comme indiqué aux parties à la première réunion de fond (28 et 29 septembre 2004), l'intention du Groupe spécial était de reproduire les résumés analytiques des parties et des tierces parties dans la partie descriptive de son rapport. Le Groupe spécial se conformerait à cette intention dans les cas où il recevrait de telles communications. Sinon, une référence serait introduite dans la partie descriptive aux faits et aux arguments tels que résumés par le Groupe spécial dans la section de son rapport consacrée aux constatations; et

[31] Première communication écrite des CE, paragraphe 211.

c) Comme indiqué aussi à la première réunion de fond, les réponses des parties et des tierces parties aux questions du Groupe spécial ainsi qu'aux questions des autres parties seraient jointes au rapport en tant qu'annexe.

4.4 La Thaïlande est la seule partie au présent différend qui ait communiqué un résumé analytique. Par conséquent, conformément à la décision du Groupe spécial énoncée dans le paragraphe précédent, le résumé analytique de la Thaïlande a été reproduit en tant qu'annexe A. Les arguments avancés par toutes les parties sont exposés dans la section du rapport du Groupe spécial consacrée aux constatations.

4.5 Les réponses écrites des parties aux questions posées par le Groupe spécial et par les autres parties ont été reproduites à l'annexe C. Les réponses écrites de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial ont aussi été reproduites à l'annexe C, de même que les observations des parties concernant les réponses des parties et de l'OMD aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Les pièces présentées par les parties sont énumérées à l'annexe F mais n'ont pas été reproduites dans le présent rapport du fait de la nature confidentielle d'un certain nombre d'entre elles.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments de la Chine, tels qu'ils figurent dans son résumé analytique, ont été reproduits à l'annexe B. Le 7 octobre 2004, les États-Unis ont demandé que la déclaration orale qu'ils avaient faite en tant que tierce partie à la première réunion de fond soit considérée comme le résumé analytique des États-Unis prévu au paragraphe 12 des procédures de travail. La déclaration orale des États-Unis a donc été reproduite à l'annexe B.

5.2 Les réponses présentées par écrit par les tierces parties aux questions posées par le Groupe spécial ont été reproduites à l'annexe C.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le rapport intérimaire du Groupe spécial a été remis aux parties le 17 février 2005. Conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord et au paragraphe 16 des procédures de travail du Groupe spécial, les parties ont eu jusqu'au 3 mars 2005 pour présenter leurs observations sur le rapport intérimaire. Les observations des Communautés européennes ont été communiquées le 24 février 2005 et celles du Brésil et de la Thaïlande le 3 mars 2005. Aucune des parties n'a demandé de réunion pour le réexamen d'une ou de plusieurs parties du rapport du Groupe spécial. Le 10 mars 2005, les parties ont présenté des observations écrites sur les observations qui avaient été communiquées par les parties le 24 février et le 3 mars.

6.2 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, la présente section du rapport du Groupe spécial contient la réponse du Groupe spécial aux observations formulées par les parties au sujet du rapport intérimaire.

A. ARGUMENTS DES PARTIES

6.3 Toutes les parties au présent différend ont demandé que certaines modifications soient apportées à l'exposé de leurs arguments respectifs dans la section du rapport intérimaire relative aux constatations. Le Groupe spécial a accepté ces modifications dans la mesure où elles n'entraînaient pas la répétition d'arguments qui avaient déjà été exposés dans le rapport et dans la mesure où elles étaient compatibles avec ce que les parties avaient déclaré dans les différentes communications qu'elles avaient présentées au Groupe spécial au cours de ses travaux.

6.4 Le Brésil a aussi suggéré une adjonction au paragraphe 3.1 d) du rapport intérimaire, qui contient les constatations, recommandations et suggestions demandées par les parties. Le Groupe spécial a refusé d'inclure la modification suggérée parce que, selon lui, le texte proposé contenait une argumentation qui n'ajoutait rien à ce qui se trouvait déjà dans le paragraphe 3.1 d) et le résumé des arguments du Brésil figurant ailleurs dans le rapport.

B. MODIFICATIONS MATÉRIELLES ET D'ORDRE RÉDACTIONNEL

6.5 Le Brésil a suggéré certaines modifications visant à corriger des erreurs matérielles contenues dans le rapport intérimaire. Toutes ces modifications suggérées ont été acceptées par le Groupe spécial. Celui-ci a aussi accepté la suggestion du Brésil tendant à reproduire dans l'annexe C les observations des parties sur les réponses écrites des parties aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond et les observations des parties sur les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Le Groupe spécial a aussi apporté quelques autres modifications matérielles et d'ordre rédactionnel mineures.

C. MESURES EN CAUSE

6.6 Dans ses observations sur le rapport intérimaire, le Brésil a confirmé les arguments qu'il avait présentés précédemment, selon lesquels le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE devraient être inclus dans le mandat du Groupe spécial. Il a aussi formulé des arguments additionnels et a demandé au Groupe spécial de revoir, à la lumière de ces arguments additionnels, son analyse et sa conclusion selon laquelle il excluait ces mesures de son mandat. Dans leurs observations sur les observations du Brésil, les Communautés européennes ont estimé que le Groupe spécial ne devrait pas accepter les arguments additionnels du Brésil parce qu'ils équivalaient à une tentative de revenir sur des questions de droit et de fait sur lesquelles le Groupe spécial s'était déjà prononcé. Selon le Groupe spécial, les arguments additionnels ne modifient pas la conclusion à laquelle il est arrivé dans son rapport intérimaire, selon laquelle le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE ne relèvent pas de son mandat pour les raisons exposées ci-dessous.

6.7 Premièrement, le Brésil soutient qu'on ne pouvait pas raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait prévu la promulgation du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE au moment où il a présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il explique que, puisque les mesures qui, selon le Groupe spécial, relèvent de son mandat n'étaient pas des modifications de la NC, au moment où il a rédigé sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil n'avait aucune raison de prévoir que des mesures additionnelles en rapport avec celles qui avaient été indiquées – c'est-à-dire le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE – seraient promulguées. Il fait valoir que, par conséquent, on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il ait inclus une référence à ces mesures dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

6.8 Le Groupe spécial fait observer qu'une raison d'être fondamentale des prescriptions contenues à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord concernant la teneur d'une demande d'établissement d'un groupe spécial[32] est de faire en sorte qu'un Membre défendeur soit suffisamment informé de la ou des mesure(s) contestée(s) afin qu'il puisse assurer correctement sa défense. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

[32] L'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé."

> "... le mandat et la demande d'établissement d'un groupe spécial sur laquelle il est fondé contribuent à réaliser, du point de vue de la *régularité de la procédure*, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant.[33] Lorsqu'il est confronté à une question concernant la portée de son mandat, un groupe spécial doit examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial "pour s'assurer qu'elle est conforme aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord".[34,35] (italique dans l'original)

6.9 Compte tenu de ce qui précède, même si le Brésil n'a pas pu raisonnablement prévoir la promulgation du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE au moment où il a rédigé sa demande d'établissement d'un groupe spécial, nous ne pensons pas qu'il soit possible, en l'espèce, de compromettre l'objectif en matière de régularité de la procédure qui est sous-jacent dans l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Le Brésil lui-même a indiqué dans ses observations pour le réexamen intérimaire qu'il était conscient du problème que posait, sur le plan de la régularité de la procédure, un ajustement de l'argumentation au cours d'une procédure de règlement des différends. Comme cela a été indiqué dans le rapport intérimaire du Groupe spécial, les parties plaignantes dans d'autres affaires portées devant l'OMC ont choisi d'utiliser dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial un libellé large, générique et/ou inclusif afin de couvrir des mesures qu'elles ne pouvaient pas nécessairement anticiper ou prévoir au moment où elles ont déposé leur demande d'établissement d'un groupe spécial tout en respectant leurs obligations en matière de régularité de la procédure au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Le Brésil n'a pas agi ainsi en l'espèce.

6.10 Deuxièmement, le Brésil fait référence à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix* et donne à entendre que, sur la base de cette décision, le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE devraient être inclus dans le mandat du Groupe spécial parce qu'ils clarifient des mesures spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les Communautés européennes répondent que le Règlement n° 1871/2003 des CE avait pour objectif de clarifier la position 02.10 et non le Règlement n° 1223/2002 des CE.

6.11 Les observations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix* et sur lesquelles le Brésil s'appuie sont reproduites ci-dessous:

> "... Nous croyons comprendre que la modification a clarifié la législation établissant le système de fourchettes de prix du Chili. La modification ne transforme toutefois pas le système de fourchettes de prix en une mesure *différente* du système de fourchettes de prix qui était en vigueur avant la modification. Plus exactement, comme nous l'avons signalé, l'article 2 de la Loi n° 19.772 modifie simplement l'article 12 de la Loi n° 18.525 en *ajoutant* un paragraphe final à cette disposition. ...[36]
>
> Nous croyons comprendre que, comme la mesure de sauvegarde dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, le système de fourchettes de prix du Chili reste essentiellement le même après la promulgation de la Loi n° 19.772. Par essence, la mesure n'est en aucune façon différente du fait de cette modification. En conséquence, nous concluons que la mesure dont nous sommes saisis dans le présent

[33] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 186. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.
[34] (*note de bas de page de l'original*) Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.
[35] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126.
[36] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 137.

> appel inclut la Loi n° 19.772, parce que cette loi modifie le système de fourchettes de prix du Chili sans *en modifier l'essence*."[37] (italique dans l'original)

6.12 Nous relevons que les observations ci-dessus ont été formulées dans le contexte d'une demande d'établissement d'un groupe spécial où il était expressément fait mention de modifications apportées à la loi en question dans cette affaire – à savoir la Loi n° 18.525. En fait, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "[N]ous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine fait référence à la mesure en cause comme étant le système de fourchettes de prix "en vertu de la Loi n° 18.525, telle qu'elle a été modifiée par la Loi n° 18.591 puis par la Loi n° 19.546, *ainsi que des règlements et autres dispositions complémentaires et/ou modifications*". (pas d'italique dans l'original) Ces *modifications* incluent, selon nous, la Loi n° 19.772. La large portée de la demande d'établissement du Groupe spécial donne à penser que l'Argentine comptait que la demande d'établissement couvre la mesure même après modification. Nous concluons donc que la Loi n° 19.772 entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial."[38] (italique dans l'original)

6.13 Comme nous l'avons indiqué dans notre rapport intérimaire, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil contraste avec celle qui avait été présentée dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*. Contrairement à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée dans cette affaire, l'indication des mesures en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est spécifique et étroite et ne paraît pas prévoir l'inclusion d'une quelconque mesure outre celles qui ont été spécifiquement indiquées, à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE. Par conséquent, nous ne pensons pas que les observations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix* et sur lesquelles le Brésil s'est appuyé soient applicables en l'espèce.

6.14 Troisièmement, le Brésil fait valoir que la décision du Groupe spécial de ne pas inclure le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE dans son mandat risque de ne pas permettre d'arriver à une solution positive du différend et que les constatations du Groupe spécial risquent de ne pas être suffisamment précises pour qu'il puisse y être donné suite dans les moindres délais. À cet égard, le Groupe spécial fait observer que l'article 3:7 du Mémorandum d'accord dispose que "le but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends". Nous croyons comprendre que le terme "différend" figurant à l'article 3:7 est le différend tel qu'il est défini par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme nous l'avons relevé précédemment, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, seuls sont indiqués le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE. Conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, notre rapport cherche à arriver à une solution positive des allégations du Brésil concernant les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et nous estimons que nos recommandations concernant ces mesures sont suffisamment précises pour qu'il puisse y être donné suite dans les moindres délais.

6.15 Le Groupe spécial rappelle que, dans son rapport intérimaire, il a conclu que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE ne relevaient pas de son mandat. Nous confirmons ici cette conclusion. Nous rappelons que, dans notre rapport intérimaire, nous avons cependant déclaré que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE constituaient un contexte utile pour l'examen des mesures qui relèvent de notre mandat, à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE. En fait, nous avons utilisé ces

[37] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 139.
[38] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 135.

premières mesures dans notre évaluation du point de savoir si les dernières mesures constituaient une violation de l'article II du GATT de 1994. Nous réaffirmons la conclusion à laquelle nous sommes parvenus dans le rapport intérimaire selon laquelle l'effet, quant au fond, du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision 2003/97/CE des CE est le même que celui du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE en ce qui concerne les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont été imprégnés de sel.

D. PRODUITS EN CAUSE

6.16 Le Brésil conteste la conclusion du Groupe spécial figurant dans le rapport intérimaire selon laquelle les produits en cause sont les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel et présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent. Il fait référence, entre autres choses, à la description des produits en cause figurant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et fait valoir que les produits en cause sont plutôt les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel *égale ou supérieure* à 1,2 pour cent. Les Communautés européennes soutiennent que les mesures en cause concernent la viande de poulet présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent.

6.17 Le Groupe spécial fait observer pour commencer que les produits en cause dans le présent différend sont les produits qui relèvent de son mandat. En d'autres termes, ce sont les produits spécifiques visés par les constatations et recommandations que nous formulons dans le présent rapport. Nous rappelons que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord expose les prescriptions relatives aux demandes d'établissement d'un groupe spécial qui, à leur tour, constituent la base des mandats des groupes spéciaux. Conformément à l'article 6:2, un plaignant est tenu d'indiquer les "mesures" spécifiques "en cause". L'article 6:2 ne prévoit pas qu'un plaignant doit décrire dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial les produits qui relèvent du mandat du groupe spécial dans un différend particulier. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil et la Thaïlande indiquaient clairement certaines mesures – à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE – et ce sont ces mesures qui définissent notre mandat pour le présent différend.

6.18 Le Brésil aurait pu faire référence aux morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel *égale ou supérieure* à 1,2 pour cent, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais, comme cela a été indiqué, notre mandat est défini par le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE. Puisque ces mesures portent uniquement sur les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, le Groupe spécial conclut qu'il s'agit là des produits qui relèvent de son mandat aux fins de la présente affaire.

E. RAPPORTS DISTINCTS DU GROUPE SPÉCIAL

6.19 Dans une lettre au Groupe spécial datée du 5 juillet 2004, les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial d'établir des rapports distincts pour les plaintes présentées respectivement par le Brésil et par la Thaïlande. Toutefois, étant donné qu'un Groupe spécial unique avait été établi pour examiner à la fois la plainte du Brésil et celle de la Thaïlande dans le présent différend, que les allégations du Brésil et de la Thaïlande sont identiques et que chacun des plaignants a fait siens les arguments de l'autre au cours de la présente procédure[39], à la fin de la deuxième réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial a indiqué son intention d'établir un rapport unique pour les plaintes présentées par le Brésil et par la Thaïlande, sauf avis contraire. Aucune des parties n'a formulé

[39] Le Brésil a fait siens les arguments formulés par la Thaïlande dans sa deuxième communication écrite, paragraphe 95, et la Thaïlande a fait siens les arguments formulés par le Brésil dans sa déclaration orale à la première réunion de fond, paragraphe 55.

d'objection à ce stade des travaux du Groupe spécial. En conséquence, le 17 février 2005, celui-ci a remis aux parties un rapport intérimaire unique.

6.20 Dans leurs observations sur le rapport intérimaire, les Communautés européennes ont fait référence à leur lettre au Groupe spécial datée du 5 juillet 2004 et ont déclaré qu'elles souhaiteraient que des rapports distincts soient établis. Dans leurs observations sur les observations des Communautés européennes au sujet du rapport intérimaire, ni le Brésil ni la Thaïlande ne se sont opposés à cette demande, mais, faisant observer que chacun des plaignants avait fait siens les arguments de l'autre au cours de la présente procédure, ils ont soutenu que les rapports distincts devraient contenir les arguments complets formulés par les deux plaignants.

6.21 Le Groupe spécial reconnaît que les Communautés européennes se sont réservé le droit de demander des rapports distincts du Groupe spécial conformément à l'article 9:2 du Mémorandum d'accord en juillet 2004, peu après la composition du présent Groupe spécial. En outre, les plaignants ne se sont pas opposés à la demande des Communautés européennes. Par conséquent, le Groupe spécial a décidé de présenter deux rapports distincts – un pour la plainte formulée par le Brésil visant les Communautés européennes et l'autre pour la plainte formulée par la Thaïlande visant les Communautés européennes. Toutefois, comme cela a été indiqué précédemment, le Brésil et la Thaïlande ont fait leurs arguments respectifs dans la présente procédure. En outre, à la demande des Communautés européennes, les arguments des parties figurent dans la section du rapport du Groupe spécial relative aux constatations. En conséquence, le Groupe spécial fait observer que la seule différence matérielle entre ses rapports distincts concernant la plainte du Brésil et celle de la Thaïlande concernera la page de couverture et les conclusions; la partie descriptive et les constatations seront communes aux deux rapports.

VII. CONSTATATIONS

A. RÉSUMÉ DE LA PRINCIPALE QUESTION SUR LAQUELLE LE GROUPE SPÉCIAL DOIT SE PRONONCER

7.1 La question essentielle sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer dans la présente affaire est de savoir si certaines mesures des CE entraînent pour certains produits un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste LXXX des CE (la Liste des CE), en violation de l'article II:1 a) et/ou II:1 b) du GATT de 1994. Plus précisément, le Groupe spécial doit se prononcer sur la question de savoir si ces mesures entraînent l'imposition de droits et de conditions sur ces produits qui excèdent ceux qui sont prévus dans la Liste des CE.

7.2 La Liste des CE prévoit un droit de 102,4 euros/100 kg/net pour les produits relevant de la sous-position 0207.14.10 et permet aux Communautés européennes d'utiliser des mesures de sauvegarde spéciale au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne ces produits. Elle prévoit un droit de 15,4 pour cent *ad valorem* pour les produits relevant de la sous-position 0210.90.20 et aucune réserve n'est attachée au recours à des mesures de sauvegarde spéciale au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne ces produits.

7.3 Le Brésil et la Thaïlande (les plaignants) font observer qu'un traitement moins favorable a été réservé aux morceaux de poulet salés, désossés et congelés, ce qui constitue une violation de l'article II:1 a) et de l'article II:1 b) du GATT de 1994 car, par le biais des mesures communautaires pertinentes, les Communautés européennes ont modifié leur classement douanier de sorte que ces produits, qui étaient auparavant classés sous la sous-position 0210.90.20 et étaient assujettis à un droit *ad valorem* de 15,4 pour cent, sont maintenant classés sous la sous-position 0207.14.10 et sont assujettis à un droit de 102,4 euros/100 kg/net tout en pouvant faire l'objet de mesures de sauvegarde spéciale conformément à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture.

B. CONTEXTE DE L'ANALYSE DU GROUPE SPÉCIAL

7.4 À titre de contexte pour son analyse, le Groupe spécial expose la manière dont il comprend les relations entre la Liste des CE, la Nomenclature combinée des Communautés européennes (NC) et le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).[40]

1. Relation entre la Liste des CE et la Nomenclature combinée des Communautés européennes

7.5 Les listes des Membres de l'OMC sont maintenant annexées au GATT de 1994. Par le biais de ces listes, les Membres s'engagent à consolider les niveaux des droits applicables aux différentes marchandises. Des réductions ont été apportées aux niveaux des droits à l'échelon multilatéral depuis 1947 dans le cadre de séries successives de négociations tarifaires. La Liste LXXX des CE a fait l'objet de négociations pendant le Cycle d'Uruguay entre 1986 et 1994.

7.6 L'article II:7 du GATT de 1994 dispose que les listes annexées au GATT de 1994 font partie intégrante dudit Accord. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* a précisé que l'article II:7 signifiait que les concessions reprises dans ces listes faisaient partie des termes du traité, à savoir le GATT de 1994.[41] L'article II:2 de l'Accord sur l'OMC dispose que les accords repris dans les annexes de l'Accord sur l'OMC, qui inclut le GATT de 1994, font partie intégrante de l'Accord sur l'OMC. Par conséquent, sur la base de l'article II:7 du GATT de 1994 et de l'article II:2 de l'Accord sur l'OMC, les concessions reprises dans la Liste des CE sont des termes du traité du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

7.7 L'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dispose ce qui suit: "[c]haque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe". L'article XVI:4 signifie que, aux fins du présent différend, les Communautés européennes sont tenues de veiller à ce que leur législation interne soit compatible avec les concessions pertinentes reprises dans leur Liste.

7.8 La NC contient la nomenclature tarifaire interne des Communautés européennes, laquelle, comme on l'explique de manière plus détaillée ci-après, a été instaurée par la mise en œuvre du Règlement n° 2658/87 de la CEE. Le Groupe spécial devra déterminer si le traitement des produits en cause dans la NC est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE aux fins d'évaluer l'allégation des plaignants selon laquelle les Communautés européennes ont agi en violation de l'article II:1 a) et/ou de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

2. Relation entre la Nomenclature combinée des Communautés européennes et le Système harmonisé

7.9 Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, généralement appelé "Système harmonisé" ou simplement "SH", est une nomenclature internationale polyvalente élaborée par l'Organisation des douanes (OMD). Il comprend environ 5 000 groupes de marchandises, identifiés par un code à six chiffres et classés suivant une structure légale et logique, et repose sur des règles bien déterminées destinées à faciliter son application uniforme. Ce système est utilisé par plus de 190 pays pour élaborer leurs tarifs douaniers et aux fins de l'établissement de statistiques commerciales internationales. Le SH est régi par la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (la Convention sur le SH).

---

[40] Le SH est décrit ci-après aux paragraphes 7.9 et suivants.
[41] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84.

7.10 L'article 3.1 de la Convention sur le SH exige de chaque partie contractante qu'elle veille à ce que sa législation soit conforme au SH. En particulier, les parties contractantes au SH sont tenues d'utiliser les positions et sous-positions du SH sans adjonction ni modification, ainsi que les codes numériques du SH[42] et d'appliquer les règles générales pour l'interprétation du SH (Règles générales) ainsi que toutes les notes de sections, de chapitres et de sous-positions.[43] En outre, les parties contractantes au SH doivent veiller à suivre l'ordre de numérotation du SH dans leurs nomenclatures tarifaires internes respectives.[44]

7.11 Les Communautés européennes sont signataire de la Convention sur le SH. Par conséquent, conformément à l'article 3:1 de la Convention sur le SH, elles sont tenues d'utiliser les positions et sous-positions du SH au niveau du code numérique à six chiffres. Les Communautés européennes sont par contre libres d'ajouter des positions et sous-positions au-delà de ce niveau.

7.12 Les Communautés européennes ont exécuté leurs obligations au titre de la Convention sur le SH en mettant en œuvre le Règlement n° 2658/87 de la CEE qui, comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.8, instaurait la NC. L'article premier du Règlement n° 2658/87 de la CEE indique que la NC reprend: a) la nomenclature du SH; b) les subdivisions/positions communautaires de cette nomenclature; et c) les dispositions préliminaires, les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de page se rapportant aux sous-positions. Outre les positions du SH au niveau du code numérique à six chiffres, la NC contient au moins deux chiffres supplémentaires pour chaque position, qui indiquent les sous-positions NC. Les six règles générales énoncées dans le SH constituent la base des Règles générales pour l'interprétation de la NC.

C. LE MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

1. Définir la portée du mandat du Groupe spécial

7.13 Le Groupe spécial commence son analyse sur le fond par un examen de son mandat. Cet examen est nécessaire vu que les parties ont avancé des arguments contradictoires concernant la portée du mandat du Groupe spécial.

7.14 Le Groupe spécial rappelle que son mandat se fonde sur l'article 7 du Mémorandum d'accord et est énoncé dans les documents WT/DS269/4/Rev.1 et WT/DS286/6/Rev.1 qui indiquent dans le passage pertinent que le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS269/3 et par la Thaïlande dans le document WT/DS286/5, la question portée devant l'ORD par le Brésil et la Thaïlande dans ces documents; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

7.15 Par conséquent, le mandat du Groupe spécial est défini par les demandes d'établissement d'un groupe spécial déposées respectivement par le Brésil et par la Thaïlande (demandes d'établissement d'un groupe spécial). Ces demandes sont reproduites en annexe E au présent rapport.

[42] Article 3:1 a) i) de la Convention sur le SH.
[43] Article 3:1 a) ii) de la Convention sur le SH.
[44] Article 3:1 a) iii) de la Convention sur le SH.

2. Mesures

7.16 La première question sur laquelle nous devons nous prononcer est de savoir quelles sont les mesures spécifiques relevant de notre mandat. Nous commencerons notre analyse par un examen des mesures qui ont été spécifiquement indiquées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial des plaignants. Nous examinerons ensuite un certain nombre de mesures qui n'ont pas été spécifiquement indiquées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants mais qui ont été évoquées par les parties au cours de la procédure de groupe spécial.

a) Mesures spécifiquement indiquées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial

7.17 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil déclare dans la partie pertinente ce qui suit:

> "Les mesures spécifiques en cause sont le Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée (NC), publié au Journal officiel des CE le 9 juillet 2002, et la Décision de la Commission des CE concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants (RTC) délivrés par la République fédérale d'Allemagne, publiée au Journal officiel des CE le 12 février 2003."[45]

7.18 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande déclare dans la partie pertinente ce qui suit:

> "La mesure en cause est la classification des morceaux de poulet salés, désossés et congelés prévue dans le Règlement des CE n° 1223/2002 du 8 juillet 2002 (le "Règlement n° 1223/2002") publié au Journal officiel des CE le 9 juillet 2002 et relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée (la "NC"), et précisé dans la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003 (la "Décision") publiée au Journal officiel des CE le 12 février 2003 concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants ("RTC") délivrés par la République fédérale d'Allemagne."[46]

7.19 Les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil et par la Thaïlande mentionnent spécifiquement deux mesures, à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE. Les parties ne contestent pas que ces mesures relèvent du mandat du Groupe spécial.

b) Mesures non indiquées spécifiquement dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial

i) Arguments des parties

7.20 Le **Brésil** fait valoir que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE relèvent du mandat du Groupe spécial même s'ils n'ont pas été cités dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil et que, pour arriver à une solution positive du différend, comme le prescrit l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, il faudrait aussi les rendre conformes s'il est constaté qu'ils constituent une violation de l'Accord sur l'OMC.[47] Le Brésil fait observer que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE ont été publiés

[45] WT/DS269/3.
[46] WT/DS286/5.
[47] Réponse du Brésil à la question n° 1 du Groupe spécial.

après l'établissement du Groupe spécial et que ces règlements n'auraient donc pas pu être cités dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.[48]

7.21 D'après le Brésil, le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE sont des mesures qui sont "étroitement liées" ou "annexes" à celles qui ont été spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil à tel point qu'elles peuvent être considérées comme faisant "partie de l'application" de ces mesures.[49] En particulier, le Brésil fait valoir que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE ont été promulgués à la suite des changements de classement et de traitement tarifaire instaurés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE. Le Brésil estime que, comme le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE ont modifié ou interprété différemment la portée et la définition des produits relevant de la sous-position 0207.14.10 de la NC de manière à y faire entrer les "autres viandes salées" de la sous-position 0210.90.20, les Communautés européennes ont été forcées de modifier la définition qui était alors celle des "viandes salées" de la position 02.10 pour éviter un conflit avec la nouvelle interprétation de la définition et de la portée de la sous-position 0207.14.10. Le Brésil dit que les Communautés européennes l'ont fait par le biais du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE.[50]

7.22 La **Thaïlande** dit que les Communautés européennes ont introduit pour la première fois le principe de conservation à long terme pour le classement des morceaux de poulet désossés sous la sous-position 0207.14.10 dans le Règlement n° 1223/2002 des CE. Elle estime que la Décision n° 2003/97/CE des CE a repris le raisonnement appliqué dans le Règlement n° 1223/2002 des CE, à savoir que comme les morceaux de poulet désossés "ont été congelés aux fins d'une conservation à long terme", ils doivent être classés sous la position 0207.14.10.[51] La Thaïlande estime que la position des Communautés européennes selon laquelle la conservation à long terme des "morceaux de poulet" doit déterminer leur classement a été confirmée et élargie à "toutes les viandes" de la position 02.10 par le Règlement n° 1871/2003 des CE, qui a ensuite été incorporé dans la NC par le Règlement n° 2344/2003 des CE. La Thaïlande estime que, par conséquent, même si le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE n'étaient pas spécifiquement cités dans la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle a présentée, ils doivent néanmoins être considérés comme faisant partie des mesures contestées dont est saisi le Groupe spécial. D'après la Thaïlande, le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE se fondent sur le même principe que celui qui est énoncé dans le Règlement n° 1223/2002 des CE et dans la Décision n° 2003/97/CE des CE, à savoir que le critère de conservation à long terme doit déterminer le classement du produit. La Thaïlande cite l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* pour affirmer que les mesures sont "étroitement liées". Elle considère que si le Groupe spécial constate que la classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés prévue dans le Règlement n° 1223/2002 des CE et dans la Décision n° 2003/97/CE des CE est incompatible avec les obligations qui incombent aux Communautés européennes au titre de l'article II du GATT de 1994, alors il devrait aussi constater que le Règlement n° 1871/2002 et le Règlement n° 2344/2003 – qui se fondent sur le même critère de la conservation à long terme pour le classement des produits – devraient également être considérés comme incompatibles avec l'OMC.[52]

7.23 Les **Communautés européennes** répondent que ni le Règlement n° 1871/2003 des CE ni le Règlement n° 2344/2003 des CE ne relèvent du mandat du Groupe spécial.[53] Elles estiment que les

[48] Réponse du Brésil à la question n° 11 du Groupe spécial.
[49] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 5.
[50] Réponse du Brésil à la question n° 1 du Groupe spécial.
[51] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 6.
[52] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 9 à 11.
[53] Réponse des CE à la question n° 20 a) du Groupe spécial.

demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants n'ont indiqué que deux mesures communautaires – à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE – et que ces demandes délimitent la juridiction du Groupe spécial.[54] Les Communautés européennes font valoir qu'il n'y a, sur le fond, aucune raison pour justifier l'élargissement du mandat du Groupe spécial, étant donné en particulier que la question du mandat du Groupe spécial n'a pas été abordée dans les premières communications écrites des plaignants ni dans leurs déclarations orales devant le Groupe spécial lors de la première réunion de fond.[55] Les Communautés européennes estiment que l'inclusion de textes législatifs autres que le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE dans le mandat du Groupe spécial porterait atteinte aux droits des Communautés européennes à une procédure régulière ainsi qu'à ceux des tierces parties.[56]

7.24 En réponse, le **Brésil** indique que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE sont si étroitement liés aux mesures citées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants qu'on ne peut que constater que les Communautés européennes en ont été suffisamment informées. Le Brésil fait en outre observer qu'il n'a cessé d'insister tout au long de la procédure sur la teneur et la pertinence du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE.[57]

ii) Analyse par le Groupe spécial

7.25 Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.19, les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants mentionnent spécifiquement deux mesures – à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE. Cependant, les plaignants ont aussi évoqué un certain nombre d'autres mesures dans leurs premières communications écrites, y compris le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE. Pour tenter de déterminer l'importance qu'il conviendrait d'accorder, pour autant qu'elles en aient, à ces mesures, le Groupe spécial a demandé aux plaignants d'indiquer s'ils voulaient ou non contester spécifiquement ces mesures dans la présente procédure.[58] Les deux plaignants ont confirmé qu'ils le souhaitaient et que, en outre, ces mesures relevaient du mandat du Groupe spécial. Les Communautés européennes contestent que ces mesures relèvent de notre mandat.

7.26 Le Groupe spécial note que dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "[D]'une manière générale, la régularité de la procédure exige qu'une partie plaignante n'ait pas à ajuster son argumentation tout au long de la procédure de règlement des différends pour faire face à une mesure contestée en tant que "cible mobile". Si le mandat relatif à un différend est suffisamment large pour inclure des modifications apportées à une mesure – comme il l'est en l'espèce – et qu'il est nécessaire d'examiner une modification pour parvenir à une solution positive du différend - comme c'est le cas ici – il est alors approprié de considérer la mesure telle qu'elle a été modifiée pour parvenir à une décision dans un différend".[59]

---

[54] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 15.

[55] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 19.

[56] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 20; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 4.

[57] En particulier, le Brésil évoque la première communication écrite du Brésil, paragraphes 36, 37, 38, 39, 99, 126, 135, 142 et 143; la déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 37; les réponses du Brésil aux questions n° 1 et 11 du Groupe spécial et la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 52 à 59 et 87 à 90.

[58] Question n° 11 du Groupe spécial.

[59] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 144.

7.27 En d'autres termes, l'Organe d'appel a déclaré que, pour que le mandat d'un groupe spécial inclue des modifications apportées à des mesures figurant dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, les conditions ci-après doivent être réunies: a) le mandat doit être suffisamment large; et b) cette inclusion est nécessaire pour parvenir à une solution positive du différend. Même si ces conditions ont été énoncées par l'Organe d'appel en ce qui concerne des *modifications* à la mesure qui avait été spécifiquement indiquée dans la demande d'établissement du groupe spécial pertinente, nous ne voyons aucune raison pour qu'elles ne soient pas également applicables à des mesures qui ne constituent pas des modifications. En effet, le Groupe spécial estime que si une modification peut être incluse dans le mandat d'un groupe spécial uniquement si le mandat figurant dans la demande d'établissement du Groupe spécial est suffisamment large, il semblerait qu'il serait au moins aussi justifié sinon plus d'appliquer cette condition en ce qui concerne des mesures pour lesquelles la relation avec des mesures spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est moins apparente, comme dans la présente affaire, afin de préserver les droits des Membres défendeurs à une procédure régulière.[60]

7.28 S'agissant maintenant de la question de savoir si les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants sont suffisamment larges pour inclure le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE, nous nous référons aux termes spécifiques des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil et la Thaïlande, dont des extraits pertinents sont reproduits ci-dessus aux paragraphes 7.17 et 7.18, respectivement. Nous considérons que ces termes s'opposent aux termes des demandes d'établissement d'un groupe spécial en cause dans un certain nombre d'affaires précédentes où les différents groupes spéciaux avaient inclus dans leurs mandats des mesures qui n'avaient pas été spécifiquement indiquées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial. Les aspects pertinents des demandes d'établissement d'un groupe spécial dans chacune de ces affaires étaient rédigés en termes généraux, évoquant les mesures contestées en termes génériques et utilisant un libellé non exclusif.[61] Par comparaison, les demandes d'établissement d'un groupe spécial du Brésil et de la Thaïlande sont rédigées d'une manière beaucoup plus étroite et, à notre avis, ne sont pas suffisamment larges pour inclure le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE.

---

[60] Ces droits ont été confirmés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126.

[61] Par exemple, dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, la demande d'établissement du groupe spécial mentionnait "la Loi n° 18.525, telle que modifiée par la Loi n° 18.591 et ultérieurement par la Loi n° 19.546, ainsi que les *réglementations et dispositions et/ou modifications complémentaires*" (pas d'italique dans l'original). Dans l'affaire *CE – Bananes III*, la demande d'établissement d'un groupe spécial concernait "le *régime* applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes institué par le Règlement n° 404/93 (J.O. L47 du 25 février 1993, page 1), ainsi que *la législation, les règlements et les mesures administratives ultérieures de la CE, notamment* ceux qui reprenaient les dispositions de l'Accord-cadre sur les bananes, mettant en œuvre, complétant et modifiant ce régime" (pas d'italique dans l'original). La demande d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements* comprenait "1. les Résolutions n° 304/95, 305/95, 103/96, 299/96, le Décret n° 998/95 *et les autres mesures qui imposent sur divers textiles, vêtements ou chaussures des droits spécifiques* supérieurs au taux consolidé de 35 pour cent *ad valorem* fixé dans la Liste LXIV de l'Argentine; 2. les Décrets n° 2277/94, 389/95 *et les autres mesures qui imposent une taxe statistique de 3 pour cent ad valorem*, laquelle a pris effet en mars 1995, sur les importations de toutes provenances à l'exception des pays du MERCOSUR; et 3. les Résolutions n° 622/95, 26/96, 850/96 *et les autres mesures qui ont été imposées sans avoir été dûment notifiées et sans que les pays intéressés aient eu véritablement l'occasion de présenter des observations*, et qui créent des obstacles non nécessaires au commerce, par exemple les prescriptions concernant les attestations relatives aux composants des produits qui exigent que les étiquettes apposées sur les chaussures, les textiles et les vêtements, entre autres choses, portent le numéro que le Sous-Secrétariat au commerce extérieur a donné à l'attestation" (pas d'italique dans l'original). Dans l'affaire *Australie – Saumons*, la demande d'établissement d'un groupe spécial faisait mention des "*mesures* de prohibition des importations de saumons frais, réfrigérés ou congelés … qui *comprennent* la Proclamation n° 86A, datée du 19 février 1975, et *tous amendements ou modifications*" (pas d'italique dans l'original).

7.29 En particulier, l'indication des mesures en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil est spécifique et étroite et ne semble pas anticiper l'inclusion de mesures quelconques en plus de celles qui sont spécifiquement indiquées, à savoir le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE.

7.30 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande mentionne aussi spécifiquement ces mesures. Cependant, contrairement à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, la référence de la Thaïlande à ces mesures est faite dans le contexte de sa contestation d'une mesure que la Thaïlande définit comme "la classification des morceaux de poulet salés, désossés et congelés". Le Groupe spécial a posé une question à la Thaïlande pour tenter de clarifier ce que la Thaïlande entendait par "classification" dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial".[62] Même si la Thaïlande n'a pas répondu à la question du Groupe spécial, ce dernier considère que la référence à "la classification des morceaux de poulet salés, désossés et congelés" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande ne peut être interprétée que de trois façons. Premièrement, elle pourrait être interprétée comme signifiant que la Thaïlande cherchait à contester le classement tarifaire des Communautés européennes en ce qui concerne une expédition particulière ou des expéditions particulières de morceaux de poulet salés, désossés et congelés. Deuxièmement, elle pourrait être interprétée comme signifiant que la Thaïlande cherchait à contester la méthode de classification douanière des Communautés européennes en ce qui concerne les morceaux de poulet salés, désossés et congelés en général, que ce soit au titre du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision n° 2003/97/CE des CE ou de toute autre mesure susceptible d'affecter cette méthode, telle que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE. Troisièmement, la référence à une "classification" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande pourrait être interprétée comme n'ajoutant rien à la référence spécifique au Règlement n° 1223/2002 des CE et à la Décision n° 2003/97/CE des CE.

7.31 À notre avis, même si la Thaïlande avait l'intention de contester le classement tarifaire des Communautés européennes en ce qui concerne une expédition particulière ou des expéditions particulières de morceaux de poulet salés, désossés et congelés, cette intention n'est pas étayée par les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande. En particulier, nous notons que la référence à "la classification des morceaux de poulet salés, désossés et congelés" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande est suivie immédiatement par le membre de phrase "*prévue dans* le Règlement des CE n° 1223/2002 … et précisée dans la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003" ("la Décision") (pas d'italique dans l'original). À notre avis, le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE ne peuvent pas être interprétés comme se rapportant à une ou plusieurs expéditions spécifiques de morceaux de poulet salés, désossés et congelés.[63] En outre, même si la Thaïlande avait l'intention de contester la méthode de classification douanière des Communautés européennes en ce qui concerne les morceaux de poulet salés, désossés et congelés en général, que ce soit au titre du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision n° 2003/97/CE des CE ou de toute autre mesure susceptible d'affecter cette méthode, telle que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE, nous sommes d'avis que cette intention n'était pas non plus étayée par les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande. Nous considérons que la référence spécifique au Règlement n° 1223/2002 des CE et à la Décision n° 2003/97/CE des CE qui fait suite à la référence plus générale à la "classification" sans autres précisions qui indiqueraient dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande que toute mesure qui pourrait affecter une telle méthode était aussi incluse dans le mandat du groupe spécial, s'oppose à une telle interprétation. Par conséquent, selon nous, la référence à "la classification des morceaux de

[62] Question n° 6 du Groupe spécial.

[63] Nous expliquons notre interprétation de ces mesures de manière plus détaillée ci-dessous aux paragraphes 7.38 et suivants.

poulet salés, désossés et congelés" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande n'ajoute rien à la référence spécifique au Règlement n° 1223/2002 des CE et à la Décision n° 2003/97/CE des CE.

7.32 Le Groupe spécial conclut que les termes des demandes d'établissement d'un groupe spécial respectivement présentées par les plaignants ne sont pas suffisamment larges pour inclure le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE. En conséquence, nous considérons que le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Cependant, à notre avis, cela ne signifie pas que la teneur et l'effet du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE ne peuvent pas nous fournir un contexte utile pour notre examen des mesures qui relèvent de notre mandat.

3. Produits

7.33 La question suivante sur laquelle nous devons nous prononcer est quels sont les produits spécifiques relevant de notre mandat?

a) Arguments des parties

7.34 Le **Brésil** et la **Thaïlande** font valoir que les produits en cause – c'est-à-dire ceux auxquels a été réservé un traitement moins favorable aux fins de l'article II du GATT de 1994 – sont les morceaux de poulet salés, désossés et congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids.[64]

7.35 Les **Communautés européennes** estiment que ce différend concerne des morceaux de poulet désossés et congelés auxquels du sel a été ajouté, entraînant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent en poids.[65] Elles font observer que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par le Brésil et la Thaïlande confirment que les préoccupations des plaignants concernent la viande ayant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent mais pas supérieure à 3 pour cent.[66]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.36 Le Groupe spécial considère que, en l'espèce, les mesures relevant de son mandat déterminent les produits qui relèvent de son mandat. Comme nous avons conclu que notre mandat se limitait au Règlement n° 1223/2002 des CE et à la Décision n° 2003/97/CE des CE, il s'ensuit que les produits visés par notre mandat sont les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent.[67]

4. Résumé et conclusions concernant le mandat du Groupe spécial

7.37 Le Groupe spécial conclut que les mesures relevant de son mandat sont le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE. Nous désignons ci-après ces mesures sous l'appellation collective de "mesures en cause". Le Groupe spécial conclut aussi que les produits

---

[64] Réponse du Brésil à la question n° 10 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 12.

[65] Première communication écrite des CE, paragraphe 17.

[66] Première communication écrite des CE, paragraphe 18; réponse des CE à la question n° 22 du Groupe spécial.

[67] À cet égard, nous faisons observer que, au paragraphe 7.47 ci-après, nous concluons que les mesures relevant de notre mandat ont dans la pratique pour effet de classer les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, sous la sous-position 0207.14.10 de la NC des Communautés européennes.

inclus dans son mandat sont ceux visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et par la Décision n° 2003/97/CE des CE – à savoir les morceaux de poulet désossés et congelés, imprégnés de sel, qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent. Nous désignons ci-après ces produits sous l'appellation de "produits en cause".

D. INTERPRÉTATION DE L'EFFET DES MESURES EN CAUSE

i) Règlement n° 1223/2002 des CE

7.38 Les parties ne semblent pas contester le contenu et l'effet du Règlement n° 1223/2002 des CE. Précisément, le Règlement n° 1223/2002 des CE concerne le classement des morceaux de poulet désossés et congelés qui ont été imprégnés de sel dans toutes leurs parties, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,9 pour cent en poids. En particulier, le considérant 3), l'article premier et l'annexe du Règlement n° 1223/2002 des CE indiquent clairement que ces morceaux de poulet doivent être classés sous la sous-position 0207.14.10 de la NC des Communautés européennes.[68] En outre, l'article 2 dispose effectivement que les RTC[69] concernant les produits visés par le Règlement cessent d'être valables après l'expiration d'une période de trois mois suivant l'entrée en vigueur du Règlement.

ii) Décision 2003/97/CE des CE

Arguments des parties

7.39 La **Thaïlande** fait valoir que la Décision n° 2003/97/CE des CE développe le Règlement n° 1223/2002 des CE parce que la première mesure utilise le même raisonnement pour révoquer les RTC concernant les morceaux de poulet désossés et congelés qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent que celui qui est utilisé dans la deuxième mesure pour le classement des morceaux de poulet désossés et congelés qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,9 pour cent. La Thaïlande estime par conséquent que l'effet juridique de la Décision n° 2003/97/CE des CE est que les morceaux de poulet désossés et congelés qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent doivent aussi être classés sous la sous-position 0207.14.10 de la NC.[70]

7.40 Les **Communautés européennes** soutiennent que l'article premier de la Décision n° 2003/97/CE des CE limite l'effet juridique de cette Décision à la révocation des RTC énumérés à l'annexe jointe à ladite décision.[71] D'après elles, les considérants des décisions de la Commission des CE, y compris la Décision n° 2003/97/CE des CE, n'ont pas d'effet juridique. Les Communautés européennes affirment que ces considérants ne font qu'exposer les raisons pour lesquelles telle ou telle décision a été adoptée.[72]

Analyse par le Groupe spécial

7.41 La Thaïlande a affirmé que l'effet juridique de la Décision n° 2003/97/CE des CE était de classer les morceaux de poulet désossés et congelés ayant fait l'objet d'un salage imprégné, présentant

---

[68] L'article premier et l'annexe du Règlement n° 1223/2002 des CE sont exposés respectivement aux paragraphes 2.30 et 2.31 ci-dessus. Le considérant 3) indique ce qui suit: "[e]n application desdites Règles générales, les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe doivent être classées dans le code NC correspondant indiqué dans la colonne 2 et cela en vertu des motivations indiquées dans la colonne 3".

[69] Les RTC fournissent aux opérateurs commerciaux des renseignements tarifaires contraignants, entre autres des renseignements concernant le classement des marchandises en question: "EC Customs Classification Rules: Should Ice Cream Melt?", *Michigan Journal of International Law*, (1994), volume 15, n° 4 figurant dans la pièce n°18 de la Thaïlande, page 1264.

[70] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 6.

[71] Réponse des CE à la question n° 19 a) du Groupe spécial.

[72] Réponse des CE à la question n° 19 c) du Groupe spécial.

une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent, sous la sous-position 0207.14.10 de la NC, en plus des morceaux de poulet désossés et congelés ayant fait l'objet d'un salage imprégné, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,9 pour cent, ces derniers étant classés sous la sous-position 0207.14.10 conformément au Règlement n° 1223/2002 des CE.[73]

7.42 Le Groupe spécial note que la Décision n° 2003/97/CE des CE contient deux articles ayant force obligatoire – à savoir l'article premier et l'article 2. Ces articles disposent ce qui suit:

"*Article premier*

> Les renseignements tarifaires contraignants dont la référence est reprise à la colonne 1 du tableau en annexe, délivrés par les autorités douanières indiquées à la colonne 2, reprenant le classement tarifaire repris à la colonne 3, doivent être révoqués le plus tôt possible et, au plus tard, le dixième jour après la notification de la présente décision.

Article 2

> La République fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision."

7.43 Les articles premier et 2 de la Décision n° 2003/97/CE des CE indiquent au Groupe spécial que le seul effet juridique de la Décision est que l'Allemagne doit révoquer 66 RTC délivrés par ses autorités douanières, qui sont cités dans le tableau annexé à la Décision. Les RTC visés par la Décision n° 2003/97/CE des CE classaient les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent, sous la position 02.10 de la NC.[74]

7.44 Le Groupe spécial note que les considérants de la Décision n° 2003/97/CE des CE font référence aux similarités qui existeraient entre d'une part les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,9 pour cent et, d'autre part, les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent. En particulier, le considérant 7) indique que "des produits qui sont également constitués de morceaux de viandes de poulet qui ont été congelés pour assurer leur conservation à long terme et qui contiennent de 1,9 à 3 pour cent de sel, sont similaires aux produits couverts par le Règlement n° 1223/2002. L'addition de telles quantités de sel n'est pas de nature à modifier le caractère des produits en tant que viandes de volailles congelées de la position 0207." Le considérant 8) continue comme suit: "[e]n vue de préserver l'égalité de traitement entre opérateurs qui serait mise à mal si, placés dans des conditions similaires, des réponses différentes leur étaient apportées et afin d'assurer une application uniforme de la NC, les RTC délivrés par l'Allemagne, qui concernent les viandes de poulet congelées et qui contiennent entre 1,9 et 3 pour cent de sel et dont la liste figure en annexe, doivent être révoqués".

7.45 Le Groupe spécial croit comprendre que les considérants des décisions des CE, y compris les considérants de la Décision n° 2003/97/CE des CE, n'ont pas d'autre effet juridique que d'assurer que les dispositions de la Décision qui ont effectivement un effet juridique sont interprétées et appliquées d'une manière qui soit conforme à l'esprit de la loi et d'indiquer les raisons pour lesquelles la Décision a été adoptée, comme l'ont dit les Communautés européennes.[75]

---

[73] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 6.

[74] S'il n'est pas tout à fait clair d'après le texte de la Décision n° 2003/97/CE des CE que les RTC visés par cette Décision concernent les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent, les Communautés européennes ont confirmé que c'était bien le cas: première communication écrite des CE, paragraphes 96 à 98.

[75] Le Groupe spécial note que, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord (qui est reproduit intégralement au paragraphe 7.55 ci-après), nous sommes tenus de procéder à une évaluation "objective" de la

7.46 Dans la mesure où tous les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent, sont visés par les RTC qui ont été révoqués conformément à cette Décision, nous interprétons les articles premier et 2 de la Décision, lorsqu'ils sont lus en même temps que les considérants pertinents, comme signifiant que, dans la pratique, la Décision n° 2003/97/CE des CE interdit le classement de ces produits sous la position 02.10 de la NC. Nous croyons comprendre aussi que ces produits sont, en fait, classés par les Communautés européennes sous la sous-position 0207.14.10 de la NC.[76] Par conséquent, le Groupe spécial comprend que, en tant que question factuelle, l'effet de la Décision n° 2003/97/CE des CE sera que les morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,9 et 3 pour cent, seront classés sous la sous-position 0207.14.10 de la NC.

iii) Résumé et conclusions concernant l'effet des mesures en cause

7.47 En résumé, le Groupe spécial est d'avis que les mesures en cause ont dans la pratique pour effet de classer les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, sous la sous-position 0207.14.10 de la NC des Communautés européennes. Nous notons que cet avis est confirmé par une déclaration faite par les Communautés européennes pour dire que les produits visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et par la Décision n° 2003/97/CE des CE relèvent de la position 02.07 de la Liste des CE.[77]

E. DÉFINITION DE LA TÂCHE DU GROUPE SPÉCIAL DANS LA PRÉSENTE AFFAIRE

1. Arguments des parties

7.48 Le **Brésil** et la **Thaïlande** indiquent qu'ils ont décidé de porter le présent différend devant l'OMC plutôt que l'OMD parce qu'ils estiment qu'il s'agit d'une affaire de traitement tarifaire moins favorable, au sens de l'article II du GATT de 1994, et non de reclassement en soi.[78] Plus particulièrement, la Thaïlande estime que la question en l'espèce n'est pas de savoir si les produits en cause sont visés par les termes de la position 02.10 du SH, question qui pourrait relever de la compétence de l'OMD. En fait, la question est de savoir si les produits en cause sont visés par les termes de la position 02.10 de la Liste des CE telle que les Communautés européennes la comprenaient en 1994, question qui selon la Thaïlande ne relève pas de la compétence de l'OMD. Le Brésil ajoute que, pour évaluer la question de savoir si les Communautés européennes ont enfreint les dispositions de l'article II du GATT de 1994, le Groupe spécial doit examiner la Liste des CE suivant les règles d'interprétation des traités énoncées dans la *Convention de Vienne*. Le Brésil estime que, même si le SH et ses Notes explicatives sont un contexte pertinent et que les décisions de l'OMD peuvent être pertinentes en tant que pratique ultérieure aux fins de l'interprétation de la Liste des CE, ils ne constituent qu'une partie de l'exercice d'interprétation auquel le Groupe spécial doit se livrer.[79] La Thaïlande estime en outre qu'une décision de l'OMD ne serait pas déterminante pour les droits et obligations des Membres en termes de traitement tarifaire.[80] Le Brésil ajoute que les décisions prises

---

question dont nous sommes saisis. À notre avis, comme les Communautés européennes sont les mieux placées pour interpréter le sens et l'effet de ses propres lois, nous acceptons leur argument selon lequel les considérants des décisions de la Commission des CE, y compris la Décision n° 2003/97/CE des CE, n'ont pas d'effet juridique: réponse des CE à la question n° 19 c) du Groupe spécial.

[76] Réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.

[77] Réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.

[78] Réponse du Brésil à la question n° 9 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 17.

[79] Observations du Brésil concernant les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à l'OMD le 2 décembre 2004; observations de la Thaïlande sur les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à l'OMD le 2 décembre 2004.

[80] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 18.

par le Comité du SH de l'OMD, y compris celles qui découlent du règlement des différends, ne sont pas contraignantes de sorte qu'il n'y a pas de mécanismes en vigueur garantissant la mise en œuvre ou l'exécution des décisions dans cette enceinte.[81]

7.49 La Thaïlande fait aussi valoir que l'article 3:2 du Mémorandum d'accord indique clairement que le système de règlement des différends de l'OMC est l'instance où régler des différends entre les Membres de l'OMC concernant leurs droits et obligations résultant des accords visés.[82] Elle fait en outre valoir que l'article 23 du Mémorandum d'accord dispose que lorsque les Membres chercheront à obtenir réparation en cas de violation d'obligations résultant des accords visés, ils auront recours et se conformeront aux règles et procédures du système de règlement des différends de l'OMC.[83] Le Brésil ajoute que comme l'OMC est une Organisation dirigée par ses Membres, elle n'a pas le pouvoir ni le mandat d'agir au nom de ses Membres; aucun représentant ou organe de l'OMC n'a non plus été habilité à régler un différend concernant deux ou plusieurs Membres de l'OMC en dehors de la sphère de compétence de l'OMC. Le Brésil et la Thaïlande estiment que, même si le Groupe spécial a le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques, comme prévu à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, il n'a pas le droit de se dérober à la fonction qui lui incombe en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à savoir aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du Mémorandum d'accord et des accords visés. Le Brésil fait valoir qu'il incombe donc au Groupe spécial et non au Comité du SH de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation des faits de la cause, de l'applicabilité des accords visés et de la conformité avec lesdits accords.[84]

7.50 Les **Communautés européennes** indiquent que les deux plaignants ont refusé la suggestion des CE, avancée au stade des consultations, de porter le différend devant l'OMD dans la mesure où il se rapporte à la classification.[85] Elles font valoir que, vu les cadres institutionnels respectifs de l'OMC et de l'OMD, il est important que la nature des procédures de règlement des différends de l'OMC reste distincte des prises de décisions dans le contexte de l'OMD.[86] Les Communautés européennes font valoir que, néanmoins, la tâche qui incombe au Groupe spécial en l'espèce est différente de celle qui incomberait à l'OMD si cette dernière devait être saisie de la question. Elles expliquent que l'OMD utiliserait les procédures du Comité du SH pour déterminer sous quelle position il conviendrait de classer les produits en cause. Les Communautés européennes estiment que, en revanche, le Groupe spécial n'a pas à prendre de décision positive de ce type. En fait, il doit simplement déterminer si les plaignants se sont acquittés de la charge qui leur incombe de prouver que les Communautés européennes n'ont pas accordé au produit en cause le traitement convenu au titre de leur Liste en ne lui réservant pas le traitement tarifaire prévu au titre de la position 02.10.[87]

7.51 En réponse, le **Brésil** fait valoir que, juste avant de présenter sa demande de consultations à l'OMC, il avait demandé à l'OMD des conseils et éclaircissements concernant le sens des positions 02.07 et 02.10, dans la perspective de la question en cause dans le présent différend. Le Brésil fait observer qu'à l'époque, l'OMD ne lui avait fourni aucun éclaircissement concernant l'interprétation de ces positions mais l'avait simplement renvoyé à la disposition de l'OMD concernant le règlement des différends qui se trouvait dans la Convention sur le SH.[88]

---

[81] Réponse du Brésil à la question n° 9 du Groupe spécial.
[82] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 19.
[83] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 20.
[84] Observations du Brésil concernant les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à l'OMD le 2 décembre 2004; observations de la Thaïlande concernant les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à l'OMD le 2 décembre 2004.
[85] Réponse des CE à la question n° 74 du Groupe spécial.
[86] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 13.
[87] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 12.
[88] Réponse du Brésil à la question n° 9 du Groupe spécial renvoyant à la pièce n° 28 du Brésil.

2. Observations de l'Organisation mondiale des douanes

7.52 À la fin de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, le Groupe spécial a indiqué son intention de demander des renseignements à l'OMD conformément à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.[89] Les parties étaient invitées à formuler des observations à ce sujet. Le Groupe spécial a demandé ces renseignements à l'OMD par le biais de questions posées dans des lettres datées du 30 septembre 2004 et du 19 novembre 2004. Les réponses à ces lettres sont reproduites à l'annexe C du présent rapport.

7.53 À titre d'observation générale, dans ses réponses à la lettre du Groupe spécial du 19 novembre 2004, l'OMD indique que le présent différend lui semble concerner une question de classification faisant intervenir plusieurs parties contractantes à la Convention sur le SH. L'OMD se réfère à l'article 10 de la Convention sur le SH, qui dispose que "tout différend entre des Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé, autant que possible, par voie de négociations directes entre lesdites Parties" et que "tout différend qui n'est pas ainsi réglé est porté par les Parties au différend devant le Comité du système harmonisé qui l'examine et fait des recommandations en vue de son règlement". L'OMD suggère que les procédures de règlement figurant dans la Convention sur le SH devraient être suivies par les parties au présent différend avant que le Groupe spécial ne prenne sa décision.[90]

3. Analyse par le Groupe spécial

7.54 Le Groupe spécial rappelle qu'il lui est demandé dans le présent différend de déterminer si les mesures en cause constituent ou non une violation de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Pour ce faire, nous devrons déterminer si les mesures en cause entraînent un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE et si les droits et conditions imposés aux produits en cause excèdent les droits et conditions prévus dans la Liste des CE. Comme expliqué plus en détail ci-après[91], cette tâche nécessite l'interprétation d'un terme du traité de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994, à savoir la concession de l'OMC correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.[92]

7.55 Le Groupe spécial note qu'il est lié par l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'article 11 dispose ce qui suit:

> "La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent Mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à

[89] L'article 13:1 du Mémorandum d'accord, intitulé "Droit de demander des renseignements", dispose ce qui suit: "Chaque groupe spécial aura le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques. Toutefois, avant de demander de tels renseignements ou avis à toute personne ou à tout organisme relevant de la juridiction d'un Membre, il en informera les autorités de ce Membre. Les Membres devraient répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un groupe spécial qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés. Les renseignements confidentiels ne seront pas divulgués sans l'autorisation formelle de la personne, de l'organisme ou des autorités du Membre qui les aura fournis."

[90] Observations générales de l'OMD dans ses réponses aux questions que lui a posées le Groupe spécial le 2 décembre 2004.

[91] Voir les paragraphes 7.87 et suivants.

[92] Nous rappelons qu'au paragraphe 7.6 ci-dessus, nous avons conclu que les concessions reprises dans la Liste des CE font partie des termes du traité du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

> faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. Le groupe spécial devrait avoir régulièrement des consultations avec les parties au différend et leur donner des possibilités adéquates d'élaborer une solution mutuellement satisfaisante."

7.56 À notre avis, l'article 11 empêche un groupe spécial, une fois qu'il est saisi d'une question, de se décharger de sa responsabilité envers l'ORD. En d'autres termes, dans le contexte de la présente affaire, nous ne sommes pas habilités à renvoyer le différend dont nous sommes saisis à l'OMD ou à tout autre organisme.[93]

7.57 En outre, nous notons que toutes les parties au présent différend, y compris le défendeur, semblent considérer qu'il est approprié que ce soit nous qui jugions cette affaire.[94] À cet égard, nous notons que l'article 23:1 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Lorsque des Membres chercheront à obtenir réparation en cas de violation d'obligations ou d'annulation ou de réduction d'avantages résultant des accords visés, ou d'entrave à la réalisation d'un objectif desdits accords, ils auront recours et se conformeront aux règles et procédures du présent mémorandum d'accord."

7.58 De l'avis du Groupe spécial, l'article 23:1 étaye l'opinion selon laquelle, dans le contexte du présent différend, qui pose la question de savoir si les mesures en cause se traduisent par un traitement qui est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE en violation de l'article II du GATT de 1994, les plaignants sont en droit de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

7.59 Le Groupe spécial tient compte de la juridiction et de la compétence respectives de l'OMD et de l'OMC et, en fait, nous avons spécifiquement abordé cette question avec les parties au cours de la présente procédure.[95] Néanmoins, nous considérons que l'ORD nous a confié la tâche de déterminer si les Communautés européennes avaient agi en violation de l'article II du GATT de 1994 en ce qui concerne les produits en cause. Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.54, ce faisant, nous devrons interpréter la concession OMC correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

---

[93] Le Groupe spécial fait observer que dans l'affaire *Inde – Restrictions quantitatives*, le Groupe spécial avait adressé au FMI un certain nombre de questions concernant la situation de la balance des paiements de l'Inde. Le Groupe spécial avait accordé une importance considérable aux vues exprimées par le FMI dans sa réponse à ces questions. L'Inde avait allégué en appel que le Groupe spécial avait indûment délégué au FMI son devoir de procéder à une évaluation objective de la question et avait donc agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Organe d'appel avait déclaré ce qui suit: "[L]e rapport du Groupe spécial ne contient aucun élément qui étaye l'argument de l'Inde selon lequel le Groupe spécial a délégué au FMI sa fonction judiciaire qui consiste à procéder à une évaluation objective de la question. Une lecture attentive de ce rapport montre bien que le Groupe spécial ne s'est pas contenté d'accepter les vues du FMI. Il en a fait une analyse critique et a aussi pris en compte d'autres données et opinions pour formuler ses conclusions." Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 149. Nous estimons que les observations de l'Organe d'appel dans cette affaire étayent l'avis que nous avons exprimé au paragraphe 7.56.

[94] Voir par exemple les observations du Brésil concernant les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à l'OMD le 2 décembre 2004; les observations de la Thaïlande concernant les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial à l'OMD le 2 décembre 2004; la déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 12.

[95] Voir la question n° 9 du Groupe spécial.

F. ARTICLE II DU GATT DE 1994

1. Principales allégations des parties

a) Allégations des parties

7.60 Le **Brésil** et la **Thaïlande** allèguent que, par le biais du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision n° 2003/97/CE des CE, les Communautés européennes agissent d'une manière incompatible avec les obligations qui leur incombent au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 en réservant un traitement moins favorable aux produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE.[96]

7.61 Les **Communautés européennes** allèguent que le traitement qu'elles réservent aux morceaux de poulet désossés et congelés imprégnés de sel, qui présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, au titre du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision n° 2003/97/CE des CE, respecte les consolidations figurant dans la Liste des CE et n'entraîne aucune infraction à l'article II:1 a) et à l'article II:1 b) du GATT de 1994.[97]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.62 L'article II:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "a) Chaque partie contractante accordera aux autres parties contractantes, en matière commerciale, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu dans la partie appropriée de la liste correspondante annexée au présent Accord.
>
> b) Les produits repris dans la première partie de la liste d'une partie contractante et qui sont les produits du territoire d'autres parties contractantes ne seront pas soumis, à leur importation sur le territoire auquel se rapporte cette liste et compte tenu des conditions ou clauses spéciales qui y sont stipulées, à des droits de douane proprement dits plus élevés que ceux de cette liste. De même, ces produits ne seront pas soumis à d'autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, qui seraient plus élevés que ceux qui étaient imposés à la date du présent Accord, ou que ceux qui, comme conséquence directe et obligatoire de la législation en vigueur à cette date dans le territoire importateur, seraient imposés ultérieurement."

7.63 L'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements* a précisé le sens et la portée de l'article II du GATT de 1994:

> "Aux termes de l'article II:1 a), un Membre est tenu d'accorder "aux autres Membres, en matière commerciale, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu" dans la liste de ce Membre ... Le paragraphe a) de l'article II:1 interdit d'une manière générale d'accorder un traitement moins favorable aux importations que celui qui est prévu dans la liste d'un Membre. Le paragraphe b) interdit un type de pratique spécifique qui sera toujours incompatible avec le paragraphe a), à savoir

[96] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 192; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 157 et 158.

[97] Première communication écrite des CE, paragraphe 211.

> l'application de droits de douane proprement dits plus élevés que ceux qui sont prévus dans la liste."[98]

7.64 Quant à la relation entre les paragraphes a) et b) de l'article II du GATT de 1994, l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements* a déclaré ce qui suit:

> "Conformément aux règles générales d'interprétation des traités énoncées à l'article 31 de la *Convention de Vienne*, la première phrase de l'article II:1 b) doit être lue dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du GATT de 1994. L'article II:1 a) fait partie du contexte de l'article II:1 b); il prescrit qu'un Membre accorde, en matière commerciale, aux autres Membres "un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est prévu" dans sa liste. Il est évident pour nous que l'application de droits de douane *plus élevés* que ceux qui sont prévus dans la liste d'un Membre, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b), constitue un traitement "moins favorable" au sens de l'article II:1 a) ..."[99]

7.65 À la lumière de ce qui précède, pour déterminer si les mesures en cause sont incompatibles ou non avec l'article II.1 a) et avec l'article II:1 b) du GATT de 1994, nous devrons nous assurer: a) du traitement réservé aux produits en cause au titre de la Liste des CE; b) du traitement réservé aux produits en cause au titre des mesures en cause; et c) de la question de savoir si les mesures en cause entraînent un traitement moins favorable des produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE et, plus particulièrement, si ces mesures entraînent l'imposition de droits et de conditions sur les produits en cause qui excèdent ceux qui sont prévus dans la Liste des CE.

2. Traitement des produits en cause

a) Arguments des parties

7.66 Le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment qu'un traitement moins favorable a été réservé aux produits en cause dans la présente affaire en violation de l'article II du GATT de 1994 car les Communautés européennes ont modifié leur classification douanière de sorte que la viande de poulet salée congelée qui était précédemment classée sous la sous-position 0210.90.20 et assujettie à un droit *ad valorem* de 15,4 pour cent est désormais classée en tant que viande de poulet congelée sous la sous-position 0207.14.10 et assujettie à un droit de 102,4 euros/100 kg/net; elle peut en outre faire l'objet de mesures de sauvegarde spéciale conformément à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Ils font valoir que l'application d'un taux spécifique de 102,4 euros/100 kg/net entraîne un taux de droit plus élevé que le taux consolidé applicable à la viande de poulet salée prévu dans la Liste des CE et constitue "un traitement moins favorable" au sens de l'article II du GATT de 1994.[100] La Thaïlande fait observer que les Communautés européennes n'ont pas contesté la validité des données sur les prix démontrant que l'équivalent *ad valorem* du droit spécifique de 102,4 euros/100 kg/net applicable aux produits en cause à la suite de l'introduction des mesures en cause excède 15,4 pour cent.[101] En outre, la Thaïlande soutient que les Communautés européennes n'ont pas mis en place de mécanisme pour faire en sorte que, en ce qui concerne la nouvelle désignation des produits en cause, le droit spécifique de 102,4 euros/100 kg/net n'excède pas le taux consolidé *ad valorem* de 15,4 pour cent précédemment appliqué à ce produit.[102] La Thaïlande soutient que, par conséquent, les mesures en cause ont entraîné

---

[98] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 45.

[99] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 47.

[100] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 9, 54 et 59; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 19 et 20, 54, 58 et 155.

[101] De fait, dans leur réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, les CE ont confirmé qu'elles ne contestaient pas les données concernant les prix fournies par les plaignants.

[102] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 12.

un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE.[103] Le Brésil et la Thaïlande font valoir en outre que le fait que le même produit puisse désormais se voir appliquer une mesure de sauvegarde spéciale au titre de l'Accord sur l'agriculture est également "un traitement moins favorable" que celui qui est prévu dans la Liste des CE pour les viandes "salées".[104]

7.67 Les **Communautés européennes** font observer que les produits visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et par la Décision n° 2003/97/CE des CE relèvent de la position 02.07 de la Liste des CE et sont assujettis à un droit de 102,4 euros/100 kg.[105] Elles notent que, en outre, ces produits peuvent faire l'objet du mécanisme de sauvegarde spéciale prévu à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Les Communautés européennes notent aussi qu'elles ont un contingent tarifaire couvrant cette ligne tarifaire qui s'établit à 15 500 tonnes et dont le Brésil et la Thaïlande sont, entre autres, les bénéficiaires. Elles précisent que le taux contingentaire est nul.[106] Les Communautés européennes reconnaissent que, à l'heure actuelle, elles n'ont pas de mécanisme qui soumette les produits visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE à un droit n'excédant pas 15,4 pour cent *ad valorem*. Cela dit, les Communautés européennes estiment que la mise en place d'un tel mécanisme n'est pas nécessaire car les produits en cause ne sont pas admis au bénéfice de la concession communautaire d'un taux de 15,4 pour cent *ad valorem* au titre de la sous-position 0210.90.20 de la Liste des CE.[107]

b) Analyse par le Groupe spécial

i) Traitement dans la Liste des CE

7.68 Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.65, la première question sur laquelle doit se prononcer le Groupe spécial est le traitement accordé aux produits en cause au titre de la Liste des CE. Est pertinent en l'espèce le traitement réservé dans la Liste des CE à la sous-position 0207.14.10 et à la sous-position 0210.90.20. Des extraits de ces sous-positions provenant de la Liste des CE sont reproduits ci-après:

N° du tarif	Désignation des produits	Taux consolidé final du droit	Sauvegarde spéciale
02.07	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05:		
(…)			
	- Morceaux et abats de volailles autres que les foies, congelés:		
0207.41	-- De coqs ou de poules:		
	--- Morceaux:		
0207.41.10	---- Désossés	1 024 écus/t	MSS
(…)			

[103] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 9, 54 et 59; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 19 et 20, 54, 58 et 155.
[104] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 9, 54 et 59; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 19 et 20, 54.
[105] Réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.
[106] Réponse des CE à la question n° 94 du Groupe spécial.
[107] Réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.

N° du tarif	Désignation des produits	Taux consolidé final du droit	Sauvegarde spéciale
02.10	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats		
(…)			
0210.90	- Autres, y compris les farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats:		
	-- Viandes:		
(…)			
0210.90.20	--- Autres	15,4%	--
(…)			

7.69 Le Groupe spécial note à titre préliminaire que l'essentiel de l'argumentation qui a été présentée par les parties dans la présente affaire a trait au niveau à quatre chiffres des positions en question – c'est-à-dire les positions 02.07 et 02.10 plutôt que, respectivement, les sous-positions 0207.41.10 et 0210.90.20. Comme on l'explique plus en détail ci-après aux paragraphes 7.84 et suivants, cela est lié au fait que le présent différend semble tourner autour du sens du terme "salés", qui apparaît au niveau du code à quatre chiffres dans la position 02.10.

7.70 Pour le Groupe spécial, il ressort clairement des extraits de la Liste des CE reproduits ci-dessus au paragraphe 7.68 que les produits relevant de la sous-position 0207.41.10 sont assujettis à un taux de droit spécifique consolidé de 1 024 écus/t (c'est-à-dire 102,4 euros/100 kg/net). En outre, ces produits peuvent se voir appliquer une mesure de sauvegarde spéciale conformément à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Les produits relevant de la sous-position 0210.90.20 sont assujettis à un taux de droit consolidé final de 15,4 pour cent *ad valorem*.

ii) Traitement au titre des mesures en cause

7.71 Le Groupe spécial a indiqué ci-dessus au paragraphe 7.65 que la deuxième question sur laquelle nous devons nous prononcer est le traitement accordé aux produits en cause au titre des mesures en cause. Nous avons constaté ci-dessus au paragraphe 7.47 que le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE avaient pour effet de classer les morceaux de poulet désossés et congelés qui avaient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, sous la sous-position 0207.14.10 de la NC des Communautés européennes. En outre, les Communautés européennes nous ont informés que les produits en cause – c'est-à-dire ceux qui étaient visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et par la Décision n° 2003/97/CE des CE – étaient assujettis à un droit de 102,4 euros/100 kg.[108] Compte tenu de ce qui précède, il est clair que les mesures en cause traitent les produits en cause comme s'ils relevaient de la position 02.07 de la NC des Communautés européennes.[109]

[108] Réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.

[109] À cet égard, nous faisons observer que les Communautés européennes ont déclaré que les produits visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et par la Décision n° 2003/97/CE des CE relevaient de la position 02.07 de la Liste des CE: réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.

iii) Traitement moins favorable

7.72 Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.65, la troisième question sur laquelle nous devons nous prononcer est de savoir si les mesures en cause entraînent un traitement moins favorable des produits en cause que celui qui est prévu dans la Liste des CE et, plus particulièrement, si ces mesures entraînent l'imposition de droits et de conditions sur les produits en cause qui excèdent ceux qui sont prévus dans la Liste des CE.

7.73 En ce qui concerne la question de ce qui peut constituer un traitement moins favorable au sens de l'article II du GATT de 1994, l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements* a déclaré ce qui suit:

> "Une consolidation tarifaire inscrite dans la liste d'un Membre fixe le montant maximal du droit qui peut être imposé, et un Membre est autorisé à imposer un droit qui est inférieur à celui qui est prévu dans sa liste. … pour se conformer à la principale obligation énoncée dans la première phrase de l'article II:1 b), un Membre doit s'abstenir d'imposer des droits proprement dits *plus élevés* que ceux qui sont prévus dans sa liste."[110]

En d'autres termes, si le droit perçu sur un produit est plus élevé que celui qui est prévu dans la liste d'un Membre, il y aura "traitement moins favorable" au sens de l'article II du GATT de 1994.

7.74 Le Groupe spécial note que l'imposition d'un droit spécifique sur un produit dans les cas où la liste pertinente du Membre prévoit un droit *ad valorem* ou vice versa n'entraînera pas nécessairement une violation de l'article II du GATT de 1994. Dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: "l'application d'un type de droits différent de celui qui est prévu dans la liste d'un Membre est incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 dans la mesure où il en résulte que les droits de douane proprement dits qui sont perçus sont plus élevés que ceux qui sont prévus dans la liste de ce Membre".[111]

7.75 Dans la présente affaire, le Groupe spécial rappelle qu'au titre des mesures en cause, les produits en cause sont traités comme s'ils relevaient de la position 02.07 de la NC. À notre avis, il est à l'évidence possible que le prix des produits en cause soit suffisamment bas pour que l'on ait un équivalent *ad valorem* plus élevé que celui qui est applicable aux produits visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. De fait, les données concernant les prix dont le Groupe spécial est saisi indiquent que le droit perçu sur les produits en cause peut et a par le passé excédé 15,4 pour cent *ad valorem*, qui est le taux de droit consolidé pour les produits relevant de la position 02.10.[112] Les Communautés européennes ont indiqué qu'elles ne contestaient pas les chiffres

---

[110] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 46.

[111] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 55. Cette affaire concernait un engagement de l'Argentine de consolider les importations de textiles, de vêtements et de chaussures à un taux *ad valorem* de 35 pour cent. Cependant, après la conclusion du Cycle d'Uruguay, les importations de textiles et de vêtements en Argentine ont été assujetties soit à un taux *ad valorem* de 35 pour cent soit à un droit spécifique minimal, le plus élevé des deux étant retenu. Le Groupe spécial a constaté que, comme l'Argentine avait consolidé un droit *ad valorem* de 35 pour cent, elle ne pouvait pas ensuite appliquer un droit spécifique minimal. Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.74, l'Organe d'appel n'a pas été d'accord avec le Groupe spécial à ce sujet.

[112] Au paragraphe 57 de sa première communication écrite, le Brésil déclare que, sur la base des prix annuels moyens de la viande de poulet salée exportée du Brésil vers les CE entre 1998 et 2002, le taux de droit *ad valorem* équivalent imposé sur cette viande était compris entre 42,17 pour cent et 58,4 pour cent. Au paragraphe 11 de sa première communication écrite, la Thaïlande indique que, sur la base du prix annuel moyen de la viande de poulet salée exportée de la Thaïlande vers les CE entre 1997 et 2002, le taux équivalent imposé à cette viande de poulet était de 43 pour cent *ad valorem*. La Thaïlande dit aussi que, à la suite de l'entrée en

des prix.[113] En outre, elles ont admis que, actuellement, elles n'avaient pas en place de mécanisme qui assujettirait les produits visés par le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE à un droit n'excédant pas 15,4 pour cent *ad valorem*.[114] Compte tenu de ce qui précède, si nous concluons que les produits en cause relèvent de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE plutôt que de la concession correspondant à la position 02.07, il ne fait aucun doute que le traitement accordé à ces produits au titre des mesures en cause est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE.

3. Charge de la preuve

7.76 Pour qu'il détermine si, en fait, les produits en cause ont fait l'objet d'un traitement moins favorable en violation de l'article II du GATT de 1994, le Groupe spécial estime qu'il faut d'abord déterminer ce que les plaignants doivent prouver pour justifier leurs allégations au titre de l'article II.

7.77 Le Groupe spécial note que dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "[U]n critère de la preuve généralement admis en régime "code civil", en régime "common law" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques, est que la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption.
>
> Dans le cadre du GATT de 1994 et de l'*Accord sur l'OMC*, la quantité et la nature précises des éléments de preuve qui seront nécessaires pour établir une telle présomption varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre." [115]

7.78 L'allégation fondamentale des plaignants dans le présent différend est que les produits en cause relèvent de la portée de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE alors que, au titre des mesures en cause, ils sont actuellement classés comme s'ils relevaient de la portée de la concession correspondant à la position 02.07 de la Liste des CE.[116] Compte tenu des règles applicables à la charge de la preuve, nous sommes d'avis que c'est aux plaignants qu'il incombe de prouver que les produits en cause sont en fait visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

---

vigueur du Règlement n° 1223/2002 des CE le 29 juillet 2002, sur la base du prix annuel du poulet salé exporté de la Thaïlande, le taux de droit *ad valorem* équivalent était de 51,2 pour cent en 2002 et de 58,9 pour cent en 2003: première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 150 et 151. Voir aussi la pièce n° 2 de la Thaïlande.

[113] Réponse des CE à la question n° 95 du Groupe spécial.

[114] Réponse des CE à la question n° 25 du Groupe spécial.

[115] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16 (DSR 1997:I, 323 à 325).

[116] Voir par exemple la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 1, et la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 66. Nous rappelons que nous avons déterminé ci-dessus au paragraphe 7.47 que les mesures en cause avaient pour effet de classer les morceaux de poulet désossés et congelés qui avaient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, sous la sous-position 0207.14.10 de la NC des Communautés européennes.

4. Résumé et conclusions concernant l'interprétation de l'article II du GATT de 1994

7.79 La question essentielle sur laquelle doit se prononcer le Groupe spécial dans le présent différend est de savoir si les mesures en cause entraînent un traitement moins favorable des produits en cause et, plus particulièrement, si ces mesures entraînent l'imposition de droits et de conditions sur les produits en cause qui excèdent ceux qui sont prévus dans la Liste des CE. Comme noté précédemment, l'allégation fondamentale des plaignants est que les produits en cause sont visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE alors qu'ils sont actuellement traités comme s'ils étaient visés par la concession correspondant à la position 02.07 de la Liste des CE en application des mesures en cause. Par conséquent, le Groupe spécial considère que les plaignants ont la charge de prouver que les produits en cause sont en fait visés par la concession figurant dans la position 02.10 de la Liste des CE. Si le Groupe spécial conclut que les produits en cause sont ainsi visés, il ne fait aucun doute que le traitement accordé à ces produits au titre des mesures en cause est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE parce que des données sur les prix incontestées indiquent que le droit perçu sur les produits en cause peut excéder et a excédé 15,4 pour cent *ad valorem*, qui est le taux de droit consolidé pour les produits visés par la concession correspondant à la position 02.10.

7.80 Nous abordons maintenant les aspects pertinents de la Liste des CE, que nous devons interpréter pour déterminer si les termes de la concession correspondant à la position 02.10 de cette Liste visent les produits en cause.

G. INTERPRÉTATION DE LA LISTE DES CE

1. Essence de la question d'interprétation

a) Arguments des parties

7.81 Les **Communautés européennes** nient que les produits en cause soient couverts par la position 02.10 de la Liste des CE.[117] Elles expliquent qu'elles ne font pas valoir qu'étant donné que les produits sont congelés et que la position 02.07 de la Liste des CE couvre la viande de poulet "congelée", ces produits devraient être classés sous cette position, qu'ils aient ou non été conservés par salage. Elles précisent qu'en fait, les produits en cause ne sont pas "salés" parce que, pour pouvoir relever de la position 02.10 au moyen du salage, le produit doit avoir été soumis à un procédé de conservation.[118] Selon elles, l'élément clé de la position 02.10 est la notion de conservation.[119] En outre, les Communautés européennes estiment que, pour être conservée par le sel, la viande devrait avoir été imprégnée en profondeur de manière homogène d'une quantité de sel suffisante pour garantir la conservation à long terme.[120] Elles font aussi valoir que, s'agissant de la position 02.10, le principe de la conservation à long terme est solidement établi et a été confirmé dès 1983 dans l'arrêt *Dinter* de la CJCE.[121]

7.82 La **Thaïlande** soutient que l'argument des Communautés européennes selon lequel seuls les produits carnés salés à des fins de conservation à long terme sont "salés" au sens de la position 02.10 de la Liste des CE suppose une approche nouvelle du classement douanier. Pour déterminer le classement douanier d'un produit, il ne suffirait plus d'examiner les caractéristiques physiques du produit présenté à la douane; il serait aussi nécessaire d'examiner à quelles fins ces caractéristiques

[117] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 14.
[118] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 16.
[119] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 23.
[120] Réponse des CE à la question n° 88 du Groupe spécial.
[121] Réponse des CE à la question n° 109 du Groupe spécial. L'arrêt *Dinter* est examiné ci-après de manière plus approfondie aux paragraphes 7.372 et suivants.

physiques ont été conférées au produit. La Thaïlande estime que l'approche nouvelle des CE ne peut pas être considérée comme implicite dans le terme "salé". Elle fait également valoir qu'une telle approche est complètement étrangère au SH et s'écarte de la pratique normale des Membres en matière de classement douanier. Selon elle, cette approche, si elle était introduite dans le droit de l'OMC, créerait une grande incertitude dans la détermination de la portée des concessions tarifaires.[122]

7.83 Le **Brésil** estime qu'en examinant le sens, la portée et le contenu de la concession tarifaire en cause des CE, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit le fait que les principes d'interprétation selon lesquels il est demandé au Groupe spécial d'interpréter la Liste des CE "ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus". Il fait valoir qu'en l'espèce, les principes d'interprétation ne permettent pas d'inclure dans la position 02.10 le terme de conservation qui ne s'y trouve pas ou le concept de conservation qui n'y est pas prévu.[123]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.84 Le Groupe spécial rappelle qu'au paragraphe 7.47 ci-dessus, il a conclu que les mesures en cause – le Règlement n° 1223/2002 et la Décision 2003/97/CE des CE – ont pour effet pratique de classer les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent, sous la sous-position 0207.14.10 de la NC des Communautés européennes. Les mesures indiquent l'une et l'autre que les produits qu'elles visent (les produits en cause) sont "congelés pour assurer la *conservation à long terme*".[124]

7.85 S'agissant de la position 02.10, les Communautés européennes ont soutenu que, dans leur régime, cette position était caractérisée par la notion de conservation.[125] Elles font valoir plus particulièrement que, pour qu'un produit soit salé aux fins de la position 02.10, le sel doit être suffisant pour garantir la "conservation à long terme".[126] Le Groupe spécial note que le principe de la "conservation à long terme" est mentionné dans le Règlement n° 1871/2003 des CE[127] et le Règlement n° 2344/2003 des CE.[128]

---

[122] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 5.

[123] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 22, citant le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45, et le rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 98.

[124] Voir, en particulier, la colonne 3 de l'annexe du Règlement n° 1223/2002 des CE reproduite plus haut au paragraphe 2.31 et le considérant 7) de la Décision 2003/97/CE des CE décrit plus haut au paragraphe 2.33.

[125] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 23.

[126] Réponse des CE à la question n° 88 du Groupe spécial.

[127] L'article premier du Règlement n° 1871/2003 des CE dispose ce qui suit: "La note complémentaire 7 du chapitre 2 de la nomenclature combinée faisant l'objet de l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 est remplacée par le texte suivant: "Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du code NC 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids, pour autant que le salage soit l'opération qui garantit une conservation à long terme.""

[128] Selon les Communautés européennes, le Règlement n° 2344/2003 des CE opère certaines modifications dans la NC afin d'intégrer les modifications qu'il a été proposé d'apporter à celle-ci après le 11 septembre 2003, date à laquelle a été adoptée la révision annuelle de la NC pour 2004. (Cette révision était reproduite dans le Règlement n° 1789/2003 des CE, adopté le 11 septembre 2003 et publié le 30 octobre 2003.) Les Communautés européennes soutiennent que le Règlement n° 1871/2003 des CE du 23 octobre 2003 constituait l'une de ces modifications (réponses des CE aux questions n° 20 a) et 33 du Groupe spécial), ce qui semble corroboré par le texte du Règlement n° 2344/2003. Conformément à la modification proposée dans le Règlement n° 1871/2003, le Règlement n° 2344/2003 modifie la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC

7.86 Les Communautés européennes ont confirmé que l'effet des mesures en cause quant au fond était le même que celui du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE, du moins en ce qui concerne les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont été imprégnés de sel.[129] D'après ce que nous croyons comprendre, ces mesures, comme le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision n° 2003/97/CE des CE, ont pour effet de traiter les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont été imprégnés de sel et présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent comme s'ils étaient couverts par la concession correspondant à la position 02.07 de la Liste des CE plutôt que par la concession correspondant à la position 02.10, à moins que le sel ne garantisse la "conservation à long terme" desdits morceaux de poulet. Par conséquent, la question cruciale à laquelle nous devons répondre pour interpréter la Liste des CE en l'espèce est de savoir si le terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 couvre les produits en cause; il nous faudra pour cela déterminer si cette concession comporte la prescription selon laquelle le salage sert à la conservation et, plus particulièrement, à la conservation à long terme.[130]

7.87 La réponse à cette question dépendra clairement des résultats de l'interprétation donnée par le Groupe spécial de la concession tarifaire en cause, à savoir la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Ainsi qu'il a été noté plus haut au paragraphe 7.6, compte tenu de l'article II:7 du GATT de 1994 et de l'article II:2 de l'Accord sur l'OMC, les concessions figurant dans la Liste des CE sont des termes conventionnels du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC. Autrement dit, le contenu de la Liste des CE doit être considéré comme constituant des dispositions conventionnelles.

---

comme suit: "Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du n° 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids, pour autant que le salage soit l'opération qui garantit une conservation à long terme.": Règlement n° 2344/2003 des CE, paragraphe 1 de l'annexe.

[129] En particulier, les Communautés européennes ont indiqué que les morceaux de poulet congelés qui avaient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et qui présentaient une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent seraient classés sous la sous-position 0210.90.20 de leur NC en application du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE, pour autant que les marchandises aient été salées à des fins de conservation: réponse des CE à la question n° 20 b) du Groupe spécial. Pour comparer l'effet quant au fond du Règlement n° 1871/2003 des CE et du Règlement n° 2344/2003 des CE avec les mesures en cause, le Groupe spécial note que lesdits règlements portent sur tous les "viandes et abats comestibles" visés à la position 02.10 de la NC. Il rappelle sa conclusion énoncée plus haut au paragraphe 7.47 selon laquelle le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE concernent le classement des "morceaux de poulet désossés, congelés et imprégnés de sel dans toutes leurs parties" sous la position 02.07 de la NC. Bien que les deux ensembles de mesures, tels qu'ils sont libellés, semblent très différents pour ce qui est des produits et des positions de la NC auxquels ils se rapportent, il nous apparaît clairement qu'ils ont pour effet de classer les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont été imprégnés de sel et présentent une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent sous la position 02.07 plutôt que sous la position 02.10, à moins que le sel n'assure la conservation à long terme desdits morceaux de poulet. Le Groupe spécial ne voit donc pas de différence pertinente entre, d'une part, le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE et, d'autre part, le Règlement n° 1871/2003 des CE et le Règlement n° 2344/2003 des CE, dans la mesure où ils concernent le classement des produits en cause.

[130] À cet égard, nous notons qu'en réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer ce qui suit: "[a]lors que le droit communautaire relatif à la classification renferme l'expression "conservation à long terme", le mot "conservation" ne figure pas dans l'intitulé de la position 02.10 du SH. En fait, comme les CE l'ont montré, la position 02.10 s'articule autour d'une notion centrale qu'elles ont dénommée "conservation" dans la présente procédure, mais qu'elles auraient pu tout aussi bien appeler "conservation à long terme". ... "Conservation à long terme" est l'expression que les CE ont employée pour représenter le critère de la conservation qui est inhérent à la position 02.10, que ce soit dans le Système harmonisé, dans la Liste des CE ou dans la nomenclature combinée des CE". Réponse des CE à la question n° 118 du Groupe spécial.

7.88 L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Les Membres reconnaissent qu'il a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Les recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés."

Le Groupe spécial note que les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (*Convention de Vienne*) contiennent des "règles coutumières d'interprétation du droit international public" au sens de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.[131] Ces articles constituent le cadre juridique dans lequel cette interprétation doit s'effectuer.

7.89 L'article 31 de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Règle générale d'interprétation
>
> 1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.
>
> 2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.
>
> 3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:
>
> a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;
>
> b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;
>
> c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.
>
> 4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties."

7.90 L'article 32 dispose ce qui suit:

---

[131] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 19 (DSR 1996: I, 3, page 16); le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 114.

"Moyens complémentaires d'interprétation

> Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31:
>
> a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou
>
> b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable."

7.91 Le recours aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* pour interpréter les dispositions conventionnelles de l'Accord sur l'OMC est justifié par la jurisprudence de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux établis au titre du GATT de 1994, de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les marchés publics. Par exemple, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a énoncé les règles d'interprétation concernant les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre de l'OMC annexée au GATT:

> "Les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre - dont l'interprétation est en cause dans la présente affaire - sont réciproques et résultent d'une négociation mutuellement avantageuse entre Membres importateurs et Membres exportateurs. Une liste devient partie intégrante du GATT de 1994 en vertu de l'article II:7 du GATT de 1994. En conséquence, les concessions reprises dans cette liste font partie des termes du traité. De ce fait, les seules règles qui peuvent être appliquées pour interpréter une concession sont les règles générales d'interprétation des traités énoncées dans la *Convention de Vienne*."[132]

7.92 Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a mentionné une hiérarchie entre les différents éléments contenus dans l'article 31 de la *Convention de Vienne*:

> "Celui qui interprète un traité doit commencer par fixer son attention sur le texte de la disposition particulière à interpréter. C'est dans les termes qui constituent cette disposition, lus dans leur contexte, que l'objet et le but des États parties au traité doit d'abord être cherché. Lorsque le sens imparti par le texte lui-même est ambigu et n'est pas concluant, ou lorsque l'on veut avoir la confirmation que l'interprétation du texte lui-même est correcte, il peut être utile de faire appel à l'objet et au but du traité dans son ensemble."[133]

En d'autres termes, l'Organe d'appel a indiqué que l'objet et le but devraient être examinés après que l'interprète du traité a déterminé le sens des termes qui constituent l'obligation conventionnelle en question lorsqu'ils sont lus dans leur contexte.

7.93 En outre, l'Organe d'appel a déclaré que l'un des corollaires de la règle générale d'interprétation énoncée à l'article 31 était que "l'interprétation [devait] donner sens et effet à tous les termes d'un traité".[134] En conséquence, un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité.

7.94 Le Groupe spécial croit comprendre également que le but principal de l'interprétation des traités est de déterminer l'intention commune des parties et que les règles énoncées aux articles 31

---

[132] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84.
[133] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 114.
[134] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26.

et 32 de la *Convention de Vienne* ont été élaborées pour aider à évaluer de manière objective quelle était ou quelle aurait pu être l'intention commune des parties à un traité. Nous sommes conscients du fait que les différentes étapes prévues aux articles 31 et 32 sont conçues comme constituant une seule règle d'interprétation intégrée et non comme une série de critères distincts et que, par conséquent, les différents critères contenus dans ces articles ne doivent pas être appliqués indépendamment les uns des autres. Toutefois, par souci de clarté, nous jugeons approprié d'expliquer nos conclusions dans le cadre de l'article 31 étape par étape en commençant par l'analyse du sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 et en continuant par l'examen du sens ordinaire de cette concession dans son contexte, puis à la lumière de l'objet et du but. Nous passerons à l'article 32 pour confirmer le sens de la concession correspondant à la position 02.10 résultant de l'application de l'article 31 si le sens de la concession résultant de l'article 31 n'est pas clair ou conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.

2. Date à prendre en considération pour l'interprétation

a) Arguments des parties

7.95 Le **Brésil** et la **Thaïlande** font observer que la date pertinente à laquelle devrait se rapporter l'évaluation du sens des positions de la Liste des CE est le 15 avril 1994, date à laquelle les parties contractantes du GATT ont signé l'Acte final du Cycle d'Uruguay et où les listes des Membres ont été annexées au Protocole de Marrakech. Le Brésil fait valoir qu'en principe, le 15 avril 1994 était la dernière date possible à laquelle les parties contractantes pouvaient refuser ou accepter l'adhésion au Protocole.[135] La Thaïlande note également que, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a indiqué que la date pertinente pour l'interprétation de l'accord en cause était 1994, puisque c'était la date à laquelle les Membres avaient contracté leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC.[136]

7.96 Les **Communautés européennes** font valoir que le Groupe spécial a pour tâche d'évaluer le sens de leurs concessions selon l'article 31 de la *Convention de Vienne* à la date d'établissement du Groupe spécial, conformément aux articles 3:2 et 11 du Mémorandum d'accord.[137] Elles estiment que, dans la mesure où le droit communautaire est pertinent pour déterminer la portée de leur Liste conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne* en tant que partie des circonstances dans lesquelles cette liste a été conclue, l'intention commune des parties exprimée dans les Modalités OMC de l'établissement d'engagements contraignants et spécifiques s'inscrivant dans le cadre du programme de réforme (accord sur les modalités) indique que c'est le début des négociations du Cycle d'Uruguay, à savoir le 1er septembre 1986, qu'il faudrait retenir comme date pertinente à laquelle l'examen dudit droit devrait se rapporter.[138]

7.97 En réponse, la **Thaïlande** fait valoir qu'alors que la détermination du point de savoir s'il y a manquement aux obligations des Communautés européennes doit s'effectuer sur la base de la situation qui existait à la date à laquelle le Groupe spécial a été établi, l'interprète du traité est tenu d'évaluer la portée de l'engagement tarifaire que les Communautés européennes ont pris pour la position 02.10 lorsqu'elles ont conclu l'Accord sur l'OMC le 15 avril 1994 afin de déterminer les obligations de celles-ci dans le cadre de l'OMC.[139] Elle estime que le 15 avril 1994 est la date pertinente pour l'examen de la portée des positions inscrites dans la liste d'un Membre parce que c'est à cette date que

[135] Réponse du Brésil à la question n° 56 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 56 du Groupe spécial.

[136] Réponse de la Thaïlande à la question n° 56 du Groupe spécial.

[137] Réponse des CE aux questions n° 56 et 87 du Groupe spécial.

[138] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 97 et suivants; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 72; réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial. Voir également les arguments des Communautés européennes exposés au paragraphe 7.337 ci-après. L'accord sur les modalités est reproduit dans la pièce n° 9 des CE.

[139] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.

les Parties Contractantes d'alors ont signifié qu'elles acceptaient d'être liées par l'Accord sur l'OMC et que leurs listes y ont été annexées.[140] S'agissant des arguments des Communautés européennes relatifs à la date pour l'évaluation du droit communautaire, elle fait observer que l'article 32 de la *Convention de Vienne* ne fait aucunement référence à la législation ni aux décisions judiciaires prises dans la juridiction d'un Membre qui sont applicables à la date du début des négociations ou au moment où celles-ci s'achèvent. Selon elle, l'article 32 de la *Convention de Vienne* fait seulement référence aux circonstances entourant la conclusion du traité.[141] La Thaïlande soutient aussi que l'accord sur les modalités prescrit simplement que pour les produits assujettis à des droits de douane proprement dits, ceux-ci soient consolidés au niveau appliqué au 1er septembre 1986. Elle fait valoir que cela n'a aucune incidence sur la portée de la concession tarifaire en question.[142]

b) Analyse par le Groupe spécial

7.98 Le Groupe spécial rappelle que les plaignants font valoir que la date à laquelle devrait se rapporter l'évaluation du sens des concessions reprises dans la Liste des CE est le 15 avril 1994. Les Communautés européennes estiment qu'aux fins de l'analyse par le Groupe spécial selon l'article 31 de la *Convention de Vienne*, le sens des positions tarifaires de la Liste des CE devrait être évalué à la date d'établissement du Groupe spécial, alors qu'aux fins de l'analyse par le Groupe spécial du droit communautaire en tant que partie des circonstances dans lesquelles ladite liste a été conclue, selon l'article 32 de la *Convention de Vienne,* le 1er septembre 1986 est la date à laquelle doit être évalué le sens des concessions reprises dans la Liste.[143]

7.99 La *Convention de Vienne* n'indique pas expressément la date ou la période à laquelle doit se rapporter l'examen des intentions communes des parties lorsque l'on interprète un terme d'un traité. Cependant, le Groupe spécial note que les diverses sources pouvant être prises en considération par la personne qui interprète un traité selon les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* sont, d'une manière générale, définies par référence au moment où elles ont été créées, finalisées et/ou elles ont existé, par rapport au moment où le traité qui fait l'objet de l'interprétation a été conclu. De cela, il infère que la date pertinente pour l'évaluation selon les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* dépend de la source à laquelle on se réfère pour l'interprétation du traité. Selon nous, le "sens ordinaire" doit être évalué à la date de la *conclusion* du traité en question, puisque c'est la date visée tant à l'article 31 qu'à l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[144] S'agissant du "contexte" au titre de

---

[140] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 77.

[141] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 29; observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.

[142] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 76.

[143] À cet égard, les arguments des Communautés européennes sont exposés plus en détail au paragraphe 7.337 ci-après.

[144] Le Groupe spécial note que cette opinion paraît étayée par plusieurs des principaux commentateurs du droit international. Ian Sinclair dit ce qui suit: "Le sens ordinaire d'une disposition conventionnelle devrait en principe être le sens qui lui aurait été attribué au moment où le traité a été conclu. ... nommé "principe de concomitance", qui prescrit que "les termes d'un traité doivent être interprétés selon le sens qu'ils avaient ou qui leur aurait été attribué, compte tenu de l'usage linguistique en cours, au moment où le traité a été initialement conclu"": Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984) page 124, citant Fitzmaurice dans 33 *BYIL* (1957), page 212. Mustafa Yasseen indique ce qui suit: "À moins qu'une intention différente ne ressorte du traité, le sens ordinaire doit être celui de l'époque de la conclusion du traité.": Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités" dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international* (1974), volume III, page 26, paragraphe 7. Le Groupe spécial n'ignore pas qu'il existe une jurisprudence de l'OMC donnant à penser qu'une approche "évolutive" de l'interprétation d'un traité est nécessaire dans certains cas pour prendre en compte une évolution des circonstances factuelles. En particulier, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, en interprétant l'article XX g) du GATT de 1994, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "Si nous nous plaçons dans la perspective du préambule de l'Accord sur l'OMC, nous observons que le contenu ou la référence de l'expression générique "ressources naturelles" employée dans l'article XX g) ne sont pas "statiques" mais plutôt "par définition

l'article 31 2), l'article 31 2) a) fait référence à "tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la *conclusion du traité*" et l'article 31 2) b), à "tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la *conclusion du traité* ...". Les termes de l'article 31 2) donnent à entendre que les sources considérées au titre de cet article doivent avoir été créées, finalisées et/ou avoir existé *de manière concomitante* à la conclusion du traité. L'article 31 3) a) fait référence à "tout accord *ultérieur*" et l'article 31 3) b), à "toute pratique *ultérieurement suivie*". Les termes de l'article 31 3) donnent à entendre que les sources considérées au titre de cet article doivent avoir été créées, finalisées et/ou avoir existé *après* la conclusion du traité. L'article 32 fait référence aux "*travaux préparatoires* et aux *circonstances dans lesquelles le traité a été conclu*", ce qui donne à entendre que les sources prises en considération au titre de l'article 32 doivent avoir été créées, finalisées et/ou avoir existé *en préparation* de la conclusion du traité *ou pendant la période la précédant*.

7.100 S'agissant de la date ou de la période à laquelle le traité en cause en l'espèce (à savoir la Liste des CE) a été "conclu", le Groupe spécial relève que les négociations du Cycle d'Uruguay se sont achevées le 15 décembre 1993. En fait, le compte rendu de la trente-sixième réunion du Comité des négociations commerciales du 15 décembre 1993 indique expressément ce qui suit: "Le Comité des négociations commerciales [à la réunion du 15 décembre 1993] a officiellement adopté l'Acte final des négociations de l'Uruguay Round reproduit dans le[ ] document[ ] MTN/FA."[145] Le processus de vérification des résultats de ces négociations s'est déroulé du 15 février au 25 mars 1994. Le 15 avril 1994, l'Acte final a été signé et c'est à cette date que les listes qui faisaient l'objet des négociations pendant le Cycle d'Uruguay ont été annexées au Protocole de Marrakech.[146] L'Acte final est entré en vigueur le 1er janvier 1995.[147]

7.101 Selon nous, le processus d'authentification ou de vérification des traités constitue une partie importante du processus de conclusion. En particulier, il permet aux signataires de vérifier et s'assurer que les intentions communes ont été correctement exprimées dans les termes du traité pertinent.[148] Si nous devions constater que les listes annexées au GATT ont été conclues avant que le processus de vérification n'ait eu lieu, cela affaiblirait l'importance du rôle que ledit processus est censé jouer dans le processus de conclusion. En conséquence, dans le contexte de la présente affaire, vu qu'il existait une possibilité de vérifier et de modifier les listes pendant la période de vérification pour faire en sorte qu'elles reprennent les résultats négociés et, donc, les intentions communes des Membres de l'OMC, le Groupe spécial constate que la Liste des CE a été conclue après l'expiration du processus de vérification. Plus spécifiquement, nous estimons que la Liste des CE a été "conclue" lorsque l'Acte final a été signé et que les listes issues du Cycle d'Uruguay ont été annexées au Protocole de Marrakech le 15 avril 1994.[149]

évolutifs"." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 130. Cependant, aucune des parties au présent différend n'a préconisé une telle approche "évolutive" pour la concession des CE en question.

[145] MTN.TNC/40 reproduit dans la pièce n° 28 des CE.

[146] Le Protocole de Marrakech est reproduit dans la pièce n° 5 du Brésil.

[147] W/Let/1.

[148] Dans leur ouvrage de droit international public, Nguyen Quoc Dinh, Patrick Daillier et Alain Pellet indiquent ce qui suit: "L'adoption du texte du traité marque la fin de la phase d'élaboration. Intellectuellement, l'adoption se décompose en deux opérations distinctes: l'arrêt du texte – qui signifie que la négociation est terminée et que les négociateurs considèrent être arrivés à un texte à première vue acceptable – et son authentification – procédure qui consiste à déclarer que le texte rédigé correspond à l'intention des négociateurs et qu'ils le tiennent pour définitif. En principe, un texte authentifié n'est plus susceptible de modification." Nguyen Quoc Dinh, Patrick Daillier et Alain Pellet, *Droit international public*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 3ème édition (1987) page 124.

[149] Nous notons que cette conclusion paraît étayée par une déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, selon laquelle c'étaient les intentions des signataires de l'Accord sur l'OMC en 1994 (et

7.102 En conséquence, nous établirons le sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE au 15 avril 1994. Cette date servira également de point de référence pour notre examen, selon les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*, d'autres sources pour l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

7.103 En ce qui concerne l'argument des Communautés européennes selon lequel la date pour l'interprétation de la Liste des CE selon l'article 31 de la *Convention de Vienne* est la date d'établissement du Groupe spécial, nous relevons que les Communautés européennes font référence aux articles 3:2[150] et 11[151] du Mémorandum d'accord. Or nous ne trouvons dans aucun de ces articles d'éléments étayant le point de vue selon lequel la date pour l'interprétation d'une obligation conventionnelle contractée dans le cadre de l'OMC devrait être la date d'établissement d'un groupe spécial. S'agissant de l'argument des CE selon lequel la date pour l'interprétation du droit communautaire en tant que partie des "circonstances" dans lesquelles la Liste des CE "a été conclu[e] selon l'article 32 de la *Convention de Vienne* est le 1er septembre 1986[152], nous croyons comprendre que, d'après les Communautés européennes, les événements, actes ou autres instruments pouvant être considérés comme des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne* doivent être examinés au 1er septembre 1986. Cet argument concerne la portée temporelle de l'expression "circonstances dans lesquelles" le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne* et est traité plus bas dans les paragraphes 7.342 et suivants.

3. Application de la *Convention de Vienne* à la Liste des CE

a) Sens ordinaire: article 31 1) de la *Convention de Vienne*

7.104 Le Groupe spécial rappelle que la concession qu'il doit interpréter aux fins du présent différend – à savoir la concession correspondant à la sous-position 0210.90.20 de la Liste des CE – est ainsi libellée:

> "Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats
>
> - Autres, y compris les farines et poudres comestibles de viandes ou d'abats:
>
> -- Viandes:
>
> --- Autres"

7.105 Le Groupe spécial note que son point de départ pour déterminer le sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE consiste à établir le sens des termes contenus dans cette concession. Alors que les dictionnaires constituent la source principale pour déterminer le sens ordinaire des termes d'un traité, nous jugeons nécessaire en l'espèce de vérifier la justesse de ces définitions des dictionnaires à la lumière du contexte factuel dans lequel la concession

---

donc pas en 1993) qui devaient être établies afin de déterminer le sens à attribuer à l'article XX g) du GATT de 1994. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 129.

[150] L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit: "Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Les Membres reconnaissent qu'il a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Les recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés."

[151] L'article 11 du Mémorandum d'accord est reproduit au paragraphe 7.55 ci-dessus.

[152] À cet égard, les arguments des Communautés européennes sont exposés plus en détail au paragraphe 7.337 ci-après.

en question existe et est appliquée.[153] Nous précisons pour plus de clarté que le contexte *factuel* auquel nous faisons référence est distinct du contexte *juridique* au sens de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*. Le contexte factuel pourrait inclure, par exemple, des aspects associés aux caractéristiques physiques des produits en cause et de ceux dont on sait qu'ils sont couverts par la concession en question dans le présent différend. En prenant en compte ces aspects, notre propos est de vérifier toute allégation des parties relative au sens ordinaire à la lumière du contexte factuel pertinent, afin de nous assurer que le sens ordinaire qui est envisagé correspond à la réalité du contexte factuel à la date pertinente.

i) De quel(s) terme(s) le sens ordinaire doit-il être déterminé?

Arguments des parties

7.106 Le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment que le sens ordinaire de tous les termes figurant dans la position 02.10 doit être examiné parce que ce qu'examine le Groupe spécial, ce sont la portée et le sens de la concession tarifaire correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Pour autant, ils ne pensent pas que l'exercice d'interprétation donnera un résultat différent selon que les termes autres que "salés" figurant dans la position 02.10 seront examinés en tant que partie du "sens ordinaire" au titre de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* ou en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2).[154]

7.107 Les **Communautés européennes** sont d'avis que les termes autres que "salés" dans la position 02.10 soient traités en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne* parce que c'est le terme "salés" qui est directement en cause en l'espèce.[155]

Analyse par le Groupe spécial

7.108 Dans la mesure où c'est le sens du terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE qui est en cause dans le présent différend, le Groupe spécial cherchera à déterminer le sens ordinaire de ce terme. Il examinera les autres termes pertinents de cette concession – à savoir "en saumure", "séchés" et "fumés" – en tant que contexte au titre de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*. À cet égard, nous notons que les plaignants ne pensent pas que l'exercice d'interprétation aboutira à un résultat différent selon que les termes autres que "salés" figurant dans la position 02.10 seront examinés en tant que partie du "sens ordinaire" au titre de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* ou en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2).[156]

ii) Sens ordinaire du terme "salés" dans la sous-position 0210.90.20 de la Liste des CE

Arguments des parties

7.109 Le **Brésil** et la **Thaïlande** font référence à plusieurs définitions de dictionnaires du terme "salé" afin d'essayer d'apporter des éclaircissements sur le sens ordinaire de ce terme. Sur la base de ces définitions de dictionnaires, le Brésil conclut que le terme "salé" est associé aux aliments pour indiquer la teneur en sel, le goût et l'odeur, le traitement appliqué ou signaler si l'aliment a été

[153] Nous trouvons des éléments étayant le point de vue selon lequel le contexte factuel devrait être pris en considération dans les travaux d'un éminent commentateur du droit international qui indique que "pour déterminer le sens véritable d'un texte, il faut prendre en compte toutes les conséquences qui découlent normalement et raisonnablement de ce texte". Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984) page 121.

[154] Réponse du Brésil à la question n° 66 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 66 du Groupe spécial.

[155] Réponse des CE à la question n° 66 du Groupe spécial.

[156] Réponse du Brésil à la question n° 66 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 66 du Groupe spécial.

conservé ou non.[157] Le Brésil et la Thaïlande font valoir qu'en substance, le terme "salé" désigne de la viande qui contient du sel ou est imprégnée de sel.[158] Le Brésil soutient aussi que le sens ordinaire du terme "salage" signale un procédé permettant de préparer la viande à différentes fins[159], et que ce qui distingue les viandes visées à la position 02.10 de celles d'autres positions du chapitre 2 de la Liste des CE n'est pas le procédé de conservation utilisé mais plutôt le procédé de préparation.[160] La Thaïlande soutient par ailleurs qu'elle ne considère pas que le but dans lequel le procédé du salage est appliqué à un produit soit pertinent pour déterminer le sens ordinaire du terme "salé". Elle fait valoir qu'étant donné que le salage d'un produit carné peut être effectué à différentes fins, le sens ordinaire du mot "salé" doit correspondre à la description qui indique de façon neutre la caractéristique la plus élémentaire du terme – à savoir que le produit contient du sel.[161] Le Brésil et la Thaïlande font valoir également que rien dans le sens ordinaire du terme "salé" ne donne à penser qu'il s'agisse exclusivement d'un procédé utilisé pour assurer la conservation (à long terme). Ils estiment qu'interpréter le terme "salé" comme désignant un procédé visant à assurer la conservation (à long terme) revient à en donner une interprétation trop étroite qui n'est pas compatible avec son sens ordinaire dans la position 02.10 de la Liste des CE.[162] Sur la base des diverses définitions de dictionnaires qu'ils citent, ils concluent que le terme "salé" n'a pas une signification unique et qu'on ne peut donc pas conclure du sens ordinaire de ce terme que le salage est lié seulement à la conservation, encore moins à la conservation à long terme. Ils estiment qu'il est donc nécessaire d'examiner les autres moyens d'interprétation prévus par la *Convention de Vienne* afin d'aboutir à l'interprétation correcte.[163]

7.110 Les **Communautés européennes** font aussi référence à plusieurs définitions de dictionnaires du terme "salé" et concluent que la question de savoir si le terme "salé" désigne un produit qui a été conservé par le sel ou dont la saveur a été modifiée par l'addition de sel doit être tranchée au moyen d'une analyse du "contexte".[164] S'agissant du type de sel visé par le sens ordinaire du terme "salé", elles estiment qu'il est relativement peu courant que l'on n'utilise que du sel ordinaire pour la conservation des produits faisant l'objet de transactions commerciales.[165] Plus spécifiquement, elles font observer qu'elles n'ont connaissance d'aucune viande qui soit conservée uniquement à l'aide de sel ordinaire.[166]

7.111 Les différentes définitions de dictionnaires du terme "salted" (salé) qui ont été utilisées par les parties dans le cadre de leur examen du sens ordinaire de la concession en question sont reproduites dans le tableau ci-dessous.[167]

---

[157] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 73.

[158] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 19 et 20; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 19; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 82.

[159] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 30.

[160] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 44.

[161] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 21.

[162] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 100; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 82.

[163] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 30; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 12.

[164] Première communication écrite des CE, paragraphe 122.

[165] Réponse des CE à la question n° 64 du Groupe spécial.

[166] Réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial.

[167] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 72; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 19; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 68; première communication écrite des CE, paragraphe 115. Nous notons que les CE ont fait aussi des références générales au Larousse gastronomique (dont des extraits figurent dans la pièce n° 3 des CE) et au Arnold Bender's Dictionary of Nutrition and Food Technology (dont des extraits figurent dans la pièce n° 16 des CE).

	Brésil	Thaïlande	CE
Dictionnaires utilisés	Concise Oxford Dictionary (1995), American Heritage College Dictionary (1993) et Merriam Webster's Collegiate Dictionary (1993)	Concise Oxford Dictionary (1995)	New Shorter Oxford English Dictionary (1996)
	-Impregnated with, containing or tasting of salt; cured or preserved or seasoned with salt; containing or filled with salt; having a salty taste or smell; preserved in salt or a salt solution -To cure or preserve with salt or brine; season with salt; to add, treat, season, or sprinkle with salt; or to cure or preserve by treating with salt or a salt solution -To treat with a solution of salt or a mixture of salts -To treat, provide, or season with common salt (-Imprégné de sel, contenant du sel ou ayant un goût de sel; traité en salaison ou conservé ou assaisonné avec du sel; contenant du sel ou rempli de sel; ayant un goût ou une odeur de sel; conservé dans du sel ou une solution saline -Traiter en salaison ou conserver avec du sel ou de la saumure; assaisonner avec du sel; ajouter du sel, traiter ou assaisonner avec du sel, saupoudrer de sel; traiter en salaison ou conserver en traitant avec du sel ou une solution saline -Traiter avec une solution saline ou un mélange de sels -Traiter avec du sel ordinaire, additionner de sel ordinaire ou assaisonner avec du sel ordinaire)	-Impregnated with, containing or tasting of salt (-Imprégné de sel, contenant du sel ou ayant un goût de sel)	-Treated with or stored in salt as a preservative; cured or preserved with salt or salt water (brine) -Seasoned with salt -Treated with chemical salts (-Traité avec du sel ou gardé dans du sel, utilisé comme agent conservateur; traité en salaison ou conservé avec du sel ou de l'eau salée (saumure) -Assaisonné avec du sel -Traité avec des sels chimiques)

Analyse par le Groupe spécial

7.112 Le Groupe spécial note que le verbe "to salt" (saler) est défini comme suit dans les différents dictionnaires auxquels il s'est référé:

Dictionnaires utilisés	Concise Oxford Dictionary (1999)	Webster's New Encyclopaedic Dictionary (1993)	New Shorter Oxford English Dictionary (1993)
	-Season or to preserve with salt -Make piquant or more interesting (-Assaisonner ou conserver avec du sel -Rendre piquant ou plus intéressant)	-To treat, flavour or supply with salt -To preserve (food) with salt -To add flavour or zest (-Traiter, donner de la saveur avec du sel ou additionner de sel -Conserver (un aliment) avec du sel -Rendre plus savoureux ou donner du piquant)	-Treat with or store in salt as a preservative; cure or preserve (esp. meat or fish) with salt or salt water (brine) -Season with salt -Flavour as with salt, make biting, piquant, or less bland (-Traiter avec du sel ou garder dans du sel, utilisé comme agent conservateur; traiter en salaison ou conserver (en particulier de la viande ou du poisson) avec du sel ou de l'eau salée (saumure) -Assaisonner avec du sel -Donner de la saveur comme avec du sel, rendre mordant, piquant, ou moins fade)

7.113 Les définitions de dictionnaires du verbe "to salt" (saler) mentionnées par les parties et par le Groupe spécial indiquent à celui-ci que ce terme a différents sens, y compris assaisonner, ajouter du sel, donner de la saveur avec du sel, traiter, traiter en salaison ou conserver.[168] Les définitions de dictionnaires donnent aussi à entendre que le sens ordinaire du terme "salé" n'est pas nécessairement limité au salage avec du sel ordinaire (NaCl).

7.114 En ce qui concerne la question de savoir si le salage concerne les procédés de "préparation", comme l'estiment les plaignants, ou plutôt les procédés de "conservation", comme l'estiment les Communautés européennes, nous notons que "to preserve" (conserver) signifie, entre autres choses, "to keep from or prevent decay or decomposition" (préserver de l'altération ou de la décomposition ou empêcher de s'altérer ou de se décomposer) ou "to treat or prepare food for future use by boiling with sugar, salting, pickling or canning" (traiter ou préparer des aliments en vue d'une utilisation ultérieure par cuisson avec du sucre, salage, saumurage ou appertisation).[169] Le terme "to prepare" (préparer) est

[168] Le Groupe spécial relève qu'en réponse à une question qu'il a posée, l'OMD a indiqué, s'agissant des définitions lexicographiques des produits en cause en l'espèce, que le Concise Oxford Dictionary (2001) définissait le terme "salted" (salé) comme signifiant "to season or preserve with salt" (assaisonner ou conserver avec du sel): réponse de l'OMD à la question n° 1 que le Groupe spécial lui a posée.

[169] Plus spécifiquement, le terme "preserve" (conserver) est défini comme signifiant "prepare (fruit, meat, etc.) by boiling with sugar, salting, or pickling to prevent decomposition or fermentation; treat (esp. food) to prevent these processes; prepare (food) for future use, as by canning or salting; to prevent (organic bodies) from decaying or spoiling" (préparer (des fruits, de la viande, etc.) par cuisson avec du sucre, salage ou saumurage, afin d'empêcher la décomposition ou la fermentation; traiter (en particulier des aliments) afin d'empêcher ces processus; préparer (des aliments) en vue d'une utilisation ultérieure, par exemple par appertisation ou salage; empêcher (des corps organiques) de s'altérer ou de se dégrader) (*American Heritage College Dictionary*, 1993, page 1082); "maintain in its original or existing state; treat (food) to prevent its decomposition" (maintenir dans son état initial ou en l'état; traiter (des aliments) pour en empêcher la décomposition) (*Concise Oxford Dictionary*, 1999, page 1131); "to keep from decomposition; to prepare (as by canning or pickling) for future use" (préserver de la décomposition; préparer (par exemple par appertisation ou saumurage) en vue d'une utilisation ultérieure) (*Webster's New Encyclopaedic Dictionary*, 1993, page 797);

défini comme signifiant, entre autres choses, "to put together or make by combining various elements or ingredients" (élaborer ou faire en combinant divers éléments ou ingrédients) ou "to make ready for use or consideration; make (food) ready for cooking or eating" (apprêter pour l'utilisation ou l'examen; apprêter (des aliments) pour la cuisson ou la consommation).[170] De l'avis du Groupe spécial, les définitions de dictionnaires du terme "salted" indiquent que le salage inclut les procédés de "conservation" puisqu'elles mentionnent expressément la "conservation". En outre, nous estimons que le "salage" inclut aussi les procédés de "préparation" puisque, par exemple, l'assaisonnement et le fait de donner de la saveur avec du sel, tous deux mentionnés dans les définitions de dictionnaires du terme "salted", relèvent de la définition des procédés de "préparation".

7.115 Nous ne trouvons pas, dans les définitions de dictionnaires du verbe "to salt", de référence à la quantité de sel qui doit être ajoutée pour qu'un produit puisse être considéré comme "salé". S'agissant de la référence à la "conservation" dans les différentes définitions de dictionnaires du terme "salted", nous notons qu'il n'est pas fait mention de la durée pour laquelle un produit doit être conservé pour pouvoir être considéré comme "salé".

7.116 Sur la base des définitions de dictionnaires auxquelles font référence les parties et le Groupe spécial, celui-ci conclut que le sens ordinaire du terme "salé" inclut assaisonner, ajouter du sel, donner de la saveur avec du sel, traiter, traiter en salaison ou conserver. Selon nous, le sens ordinaire est plus large que la "conservation". Le sens ordinaire du terme "salé" n'est pas nécessairement limité au salage avec du sel ordinaire (NaCl).

iii) Contexte factuel pour l'examen du sens ordinaire

7.117 Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut au paragraphe 7.105, pour compléter notre analyse du sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, nous examinerons aussi le contexte factuel du terme "salé" afin de vérifier la justesse de nos conclusions concernant le sens ordinaire de ce terme.[171]

Arguments des parties

Produits visés par la concession correspondant à la position 02.10

7.118 Les **Communautés européennes**, faisant référence aux produits énumérés dans la pièce n° 5 des CE, soutiennent que ces produits ainsi que le bacon sont des exemples représentatifs de produits visés par la position 02.10. Elles soutiennent que, s'agissant des différentes viandes indiquées dans la

---

"keep from decay; prepare (fruit, meat, etc.) by boiling with sugar, salting or pickling to prevent decomposition or fermentation; treat (esp. food) to prevent these processes" (préserver de l'altération; préparer (des fruits, de la viande, etc.) par cuisson avec du sucre, salage ou saumurage afin d'empêcher la décomposition ou la fermentation; traiter (en particulier des aliments) afin d'empêcher ces processus) (*The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 2342).

[170] Plus spécifiquement, le terme "to prepare" (préparer) est défini comme signifiant "to put together or make by combining various elements or ingredients" (élaborer ou faire en combinant divers éléments ou ingrédients) (*American Heritage College Dictionary*, 1993, page 1080); "to make ready for use or consideration; make (food) ready for cooking or eating" (apprêter pour l'utilisation ou l'examen; apprêter (des aliments) pour la cuisson ou la consommation) (*Concise Oxford Dictionary*, 1999, page 1129); "to make or get ready; to put together" (faire ou tenir prêt; élaborer) (*Webster's New Encyclopaedic Dictionary*, 1993, page 796); et "make ready (food, a meal) for eating; cook or assemble in eatable form and serve" (apprêter (des aliments, un repas) pour la consommation; faire cuire ou assembler sous une forme comestible et servir) (*The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993, page 2337).

[171] Le Groupe spécial note que, puisqu'il est chargé d'établir le sens ordinaire de la position 02.10 de la Liste des CE à la date à laquelle la Liste a été conclue – soit le 15 avril 1994 – il n'examinera pas le contexte factuel qui n'existait manifestement pas à ce moment-là.

pièce n° 5 des CE et du bacon, le salage avec du sel ordinaire ne constitue pas la seule base de la conservation. À cet égard, elles font observer qu'elles n'ont connaissance d'aucune viande qui soit conservée uniquement à l'aide de sel ordinaire.[172] Elles soutiennent ensuite que toutes les pratiques existantes donnent à penser que les produits visés par la position 02.10 doivent être préparés d'une manière qui fait passer la viande à un état perceptiblement différent, normalement identifié par un nom spécifique.[173] Elles expliquent que par l'expression "perceptiblement différent" elles veulent dire que la viande est manifestement différente de la viande crue, par son apparence et sa texture. Elles estiment qu'un fonctionnaire des douanes examinant les marchandises n'aurait aucune difficulté à les reconnaître pour ce qu'elles sont.[174] Elles font valoir que, si les viandes qui peuvent être classées sous la position 02.10 partagent cette caractéristique (par exemple, elles ont toutes des appellations particulières comme "bacon" ou "jambon de Parme"), les morceaux de poulet congelés additionnés de sel ne constituent pas un produit qui est instantanément reconnaissable de la même façon. Ils n'ont pas non plus de nom permettant de les distinguer.[175]

7.119 La **Thaïlande** fait observer que la pièce n° 5 des CE est intitulée "Liste *non exhaustive* de produits carnés traditionnels e*uropéens* salés et séchés/fumés". Elle fait valoir que cela laisserait supposer qu'il y a d'autres produits ne figurant pas dans cette liste qui pourraient néanmoins relever de la position 02.10.[176] Elle fait valoir en outre que la base de l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le critère de la préparation signifie que la viande préparée doit avoir un nom différent pour pouvoir être classée sous la position 02.10 n'est pas claire.[177]

7.120 Le **Brésil** signale une liste, tirée de la base de données en ligne de l'OMD, de produits dont le commerce relève habituellement de la sous-position 0210.90 de la version de 1996 du SH.[178] Le Brésil et la Thaïlande font observer qu'aucune des viandes salées énumérées n'a de nom général ou spécifique.[179] Le Brésil relève aussi que la liste comprend des produits qui ne répondent pas au critère des Communautés européennes selon lequel la préparation doit faire passer la viande à un "état perceptiblement différent", comme les abats comestibles salés de renne, la viande de castor salée, les cuisses de grenouilles salées, la viande de pigeon salée et la viande de lièvre salée. Le Brésil et la Thaïlande notent également que cette liste inclut la "viande de poulet salée" et la "viande de volaille salée".[180]

Saveur, texture, autres propriétés physiques

7.121 Le **Brésil** et la **Thaïlande** soutiennent que le sel a les effets suivants sur la viande: a) la viande retient davantage l'eau (autrement dit, les pertes de liquide par écoulement sont réduites), ce qui permet d'en améliorer la qualité et la texture; b) le sel dissout les protéines; cela contribue à lier les particules de viande, ce qui a pour effet d'émulsionner la graisse, de réduire la perte d'humidité à la cuisson et de rendre la viande plus juteuse; c) la viande possède une saveur salée, distincte, qui limite l'utilisation finale du produit par suite des préoccupations en matière de santé et de la tolérance gustative du consommateur; d) la viande est conservée quand la teneur en sel est comprise entre 9 et 11 pour cent au moins, mais une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent peut également

[172] Réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial.
[173] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 35.
[174] Réponse des CE à la question n° 100 du Groupe spécial.
[175] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 35; réponse des CE à la question n° 100 du Groupe spécial.
[176] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 100 du Groupe spécial.
[177] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 15.
[178] Un extrait figure dans la pièce n° 43 du Brésil.
[179] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 100 du Groupe spécial; observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 100 du Groupe spécial.
[180] Réponse du Brésil à la question n° 119 du Groupe spécial; observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 100 du Groupe spécial.

avoir un certain effet conservateur; et e) la viande rancit plus rapidement que les morceaux sans sel parce que le sodium contenu dans le sel favorise l'oxydation des graisses.[181]

7.122 En réponse, les **Communautés européennes** estiment que, bien que l'on puisse faire valoir que l'addition de sel dans les produits en cause a un effet sur le goût, on ne peut pas considérer qu'une telle addition est faite dans le but de changer le goût puisque le goût des produits en cause est modifié pour être rendu conforme aux besoins des fabricants lors de la transformation ultérieure qui est opérée dans les Communautés européennes.[182] Au sujet de l'affirmation selon laquelle l'addition de sel réduit la perte d'humidité à la cuisson, elles font observer que la cuisson est effectuée par l'industrie alimentaire des CE une fois que les produits en cause ont été importés dans les Communautés européennes. Elles se demandent donc pour quelle raison l'addition de sel avant l'exportation conférerait au produit des caractéristiques distinctives.[183] De plus, elles soutiennent que la question de la "perte de liquide par écoulement" concerne non la perte d'eau (laquelle peut être remplacée lors de la transformation ultérieure) mais la perte de protéines à la décongélation et se pose donc seulement pour les aliments congelés. Elles font valoir qu'en outre, de faibles teneurs (0,5 pour cent) en sel sont considérées dans la branche de production comme étant suffisantes pour empêcher la "perte de liquide par écoulement". Selon elles, une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent n'est pas nécessaire. En conséquence, même si la perte de liquide par écoulement était pertinente, elle n'exige pas que la teneur en sel soit supérieure à 0,5 pour cent.[184]

7.123 La **Thaïlande** répond que, bien que l'effet du sel sur la "perte de liquide par écoulement" soit une raison technique importante pour laquelle les importateurs communautaires des produits en cause préfèrent la viande de poulet salée, la quantité de sel qui peut être ou ne pas être nécessaire pour empêcher la "perte de liquide par écoulement" est une considération *a posteriori* et n'est pas pertinente pour la question dont est saisi le Groupe spécial, à savoir la portée de la concession tarifaire des Communautés européennes correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE à la date de la conclusion de l'Accord sur l'OMC.[185]

7.124 Le **Brésil** soutient que les allégations des Communautés européennes selon lesquelles une teneur en sel de 0,5 pour cent est considérée par la branche de production comme étant suffisante pour empêcher la perte de liquide par écoulement ne sont pas étayées par des éléments de preuve. Il fait valoir d'un autre côté qu'il a communiqué des lettres d'entreprises européennes attestant que la viande salée exportée du Brésil vers les Communautés européennes – c'est-à-dire la viande imprégnée d'au moins 1,2 pour cent de sel – est préférée à la viande de poulet non salée précisément parce que la perte de liquide par écoulement est réduite. Il fait valoir que, dans la documentation technique qu'il a fournie, il est expliqué que, jusqu'à un certain point, plus on ajoute de sel à la viande, plus sa capacité de rétention d'eau augmente et plus la perte de liquide par écoulement diminue.[186] Il estime qu'en tout état de cause, le fait que dans la viande de poulet salée imprégnée de 1,2 pour cent de sel, la perte de

[181] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 3, 84 à 87 et 102; déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 26; réponse du Brésil à la question n° 14 b) du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 15; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 2, faisant référence aux pièces n° 16 et 30 du Brésil; réponses du Brésil aux questions posées par les CE après la deuxième réunion de fond; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 53, 77 et 128 et réponse de la Thaïlande à la question n° 14 b) du Groupe spécial, faisant référence aux pièces n° 15 et 16 de la Thaïlande.

[182] Première communication écrite des CE, paragraphe 49.

[183] Première communication écrite des CE, paragraphe 22.

[184] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 14 et 36.

[185] Réponse de la Thaïlande à la question n° 86 du Groupe spécial.

[186] Réponse du Brésil à la question n° 86 du Groupe spécial.

liquide par écoulement est réduite est un avantage commercial qui explique l'existence d'une demande pour le produit dans les Communautés européennes.[187]

Dessalement

7.125 La **Thaïlande** soutient qu'à la différence de la réfrigération ou de la congélation de la viande de poulet qui, selon elle, sont facilement réversibles, le salage de la viande de poulet effectué en profondeur de manière homogène dans toutes les parties ne peut pas être entièrement éliminé. Elle fait valoir qu'une fois salé, un produit ne peut pas être complètement dessalé par immersion dans l'eau. Le caractère essentiel du produit à base de poulet est modifié du fait du salage.[188]

7.126 Le **Brésil** reconnaît qu'un certain dessalement est possible. Cependant, il soutient que les morceaux de poulet salés brésiliens qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et présentent une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent ne peuvent pas être complètement dessalés au point que la viande revienne à l'état de viande non salée possédant les mêmes caractéristiques fondamentales et ayant la même utilisation qu'avant le salage. Selon lui, une fois imprégnée de sel en profondeur de manière homogène, la viande de poulet se présentera toujours comme de la viande salée, même après dessalement. Il ajoute que, du fait que le dessalement nécessite l'addition d'eau à la viande pendant un certain temps, quand l'eau élimine une partie du sel, elle élimine aussi des protéines, des vitamines et des minéraux importants du muscle. De ce fait, le processus de dessalement fait perdre à la viande des caractéristiques fondamentales et, parfois même, la rend impropre à l'utilisation comme matière première pour la transformation des produits carnés. En outre, le Brésil soutient que les producteurs et exportateurs brésiliens auraient augmenté la teneur en sel de la viande afin qu'elle réponde à la nouvelle définition communautaire des "viandes salées" de la position 02.10 si la viande de poulet salée qu'ils exportent pouvait être dessalée. Il soutient qu'ils ne l'ont pas fait parce que le processus de salage appliqué par les producteurs brésiliens rend le produit irréversiblement salé et donc différent du produit sans sel.[189]

7.127 Les **Communautés européennes** soutiennent qu'en théorie, le sel ordinaire (chlorure de sodium, NaCl) qui a été ajouté à la viande peut en être entièrement éliminé, par osmose.[190] Elles font également observer que des articles de presse concernant les produits en cause laissent entendre que le sel peut être éliminé d'un produit salé.[191] Néanmoins, elles reconnaissent qu'une telle opération exigerait des techniques sophistiquées et serait onéreuse. Elles admettent que, par conséquent, le dessalement n'est pas pratiqué à des fins commerciales. Elles notent également que la conservation de la viande par "salage" suppose souvent l'utilisation non seulement de chlorure de sodium, mais aussi de nitrate et nitrite de sodium. Elles reconnaissent aussi que ce procédé n'est pas réversible, bien que l'on puisse réduire le chlorure de sodium résiduel par osmose.[192] Elles soutiennent que, pour autant, le fait qu'en théorie il n'est pas viable sur le plan commercial de dessaler un produit ne veut pas dire que les produits en cause ne sont pas dessalés. Selon elles, vu que ces produits sont utilisés pour des produits transformés à base de poulet qui présentent une teneur en sel importante, il sera rarement nécessaire, dans la pratique commerciale, de les dessaler complètement. Elles font observer que, cela étant, la teneur en sel est réduite par barattage avec de l'eau ou par barattage avec d'autres produits

[187] Réponse du Brésil à la question n° 86 du Groupe spécial.
[188] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 77, 79 et 128; réponse de la Thaïlande à la question n° 61 du Groupe spécial.
[189] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 83; déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 14 et 15; réponse du Brésil à la question n° 61 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 6, 11 à 14. Voir aussi les pièces n° 36 et 38 du Brésil.
[190] Réponse des CE à la question n° 37 du Groupe spécial.
[191] Première communication écrite des CE, paragraphe 14, faisant référence à la pièce n° 1 des CE.
[192] Réponse des CE à la question n° 37 du Groupe spécial.

non salés.[193] Outre ce qui précède, elles reconnaissent que le processus de conservation par séchage ou fumage des produits n'est pas réversible parce que ces procédés provoquent des changements physiques et chimiques irréversibles dans la viande.[194]

7.128 Le **Brésil** fait valoir que la possibilité de dessaler les produits en cause n'est pas pertinente aux fins du classement douanier des produits à la frontière. Selon lui, l'autorité douanière est chargée de classer un produit en se fondant sur ses caractéristiques objectives au moment où il passe la frontière, et non en se fondant sur la question de savoir si le produit fera l'objet par la suite d'une transformation plus poussée ni sur l'utilisation qu'en fera chaque importateur en particulier.[195]

Préparation ou conservation?

7.129 Le **Brésil** fait valoir qu'aux fins de la position 02.10, le sel est utilisé pour "préparer" la viande plutôt que pour la "conserver".[196]

7.130 En réponse, les **Communautés européennes** soutiennent que l'addition de sel aux fins de la position 02.10 sert à la conservation.[197] Elles estiment que la conservation des denrées alimentaires ne signifie pas nécessairement qu'un objet doive être maintenu en l'état. Cela signifie plutôt que le processus de dégradation et d'altération est empêché ou inhibé. Cela peut ou non entraîner des modifications de l'objet qui a été conservé.[198] Les Communautés européennes font observer que le salage d'un produit réduit l'activité de l'eau et, de ce fait, réduit la capacité de prolifération des microbes. Elles font également observer que, dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, le Groupe spécial a reconnu que le salage était un moyen de conserver les corps organiques.[199]

7.131 Le **Brésil** estime que la littérature scientifique établit que, pour être conservée correctement par salage seulement, la viande doit contenir de 9 à 11 pour cent de sel.[200]

7.132 En réponse, les **Communautés européennes** font observer qu'il ressort clairement de la littérature scientifique citée par les plaignants que le salage permet, à lui seul (c'est-à-dire sans qu'il soit besoin de lui adjoindre la congélation), de conserver un produit carné.[201] Elles s'appuient sur l'opinion d'un expert pour faire valoir qu'une teneur en sel ordinaire de 7 pour cent au moins est nécessaire pour conserver la viande par salage uniquement.[202] Elles font observer qu'en tout état de cause, il n'y a pas de désaccord entre les parties quant au fait qu'une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent est insuffisante pour assurer la conservation.[203] Elles notent en outre que, bien que l'on

[193] Réponse des CE à la question n° 37 du Groupe spécial; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 8.
[194] Réponse des CE à la question n° 36 du Groupe spécial.
[195] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 16. Le Brésil fait observer que les CE emploient le critère des "caractéristiques objectives" lorsqu'elles classent les produits à la frontière. À cet égard, il fait référence à la pièce n° 12 des CE, page 969, à la pièce n° 18 de la Thaïlande, page 1276 et à la pièce n° 27 du Brésil.
[196] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 75 et 90 à 103.
[197] Première communication écrite des CE, paragraphe 50; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 23.
[198] Première communication écrite des CE, paragraphe 35.
[199] Première communication écrite des CE, paragraphe 37.
[200] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 103.
[201] Première communication écrite des CE, paragraphe 9.
[202] Réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce n° 32 des CE.
[203] Réponse des CE à la question n° 26 du Groupe spécial, faisant référence à la première communication écrite du Brésil, paragraphe 85.

puisse prolonger la durée de vie des viandes conservées en les refroidissant ou en les congelant, rien ne donne à penser que ces produits ont besoin d'être conservés par congélation.[204]

7.133 La **Thaïlande** estime qu'il y a une incompatibilité apparente entre, d'un côté, l'opinion de l'expert des Communautés européennes selon laquelle une teneur en sel d'au moins 7 pour cent est nécessaire pour conserver la viande et, de l'autre, celle qu'avait donnée l'Office fédéral de recherches sur les viandes dans l'affaire *Gausepohl*[205], selon lequel il fallait de 4 à 5 pour cent de sel pour conserver la viande. Elle fait observer qu'en tout état de cause, les Communautés européennes ont déclaré qu'une viande présentant une teneur en sel égale ou supérieure à 3 pour cent n'aurait pas de marché commercial dans les Communautés européennes.[206] Par conséquent, les Communautés européennes demandent que la viande soit salée à des fins de conservation à des niveaux si élevés qu'elle ne serait pas comestible et serait impropre à l'alimentation humaine. La Thaïlande relève que la note du Chapitre 2 du SH, sur lequel est fondée la NC des CE, indique ce qui suit: "Le présent Chapitre ne comprend pas … en ce qui concerne les n° 02.01 à 02.08 et 02.10, les produits impropres à l'alimentation humaine." Elle soutient que la viande présentant une teneur en sel de 7 pour cent serait "impropre à l'alimentation humaine". Selon la Thaïlande, les Communautés européennes cherchent donc à établir un critère pour les "viandes salées" (à savoir une teneur en sel de 7 pour cent) qui, s'il était appliqué, ferait que le produit ne remplirait pas les conditions requises pour relever du Chapitre 2.[207]

7.134 Le **Brésil** reconnaît qu'il est possible que certaines viandes, préparées par salage, séchage ou fumage, soient aussi conservées par ces procédés.[208] Cependant, il note que, dans le cas de quelques produits que les Communautés européennes classent sous la position 02.10, les procédés pertinents sont insuffisants pour inhiber le développement de certains organismes toxiques et que, par conséquent, la congélation est nécessaire depuis le moment de la production jusqu'à la cuisson et/ou la consommation.[209]

7.135 De la même façon, la **Thaïlande** soutient que certains produits salés nécessitent un moyen de conservation additionnel. Elle fait référence aux pièces n° 25 a), 25 b) et 25 c) de la Thaïlande qui contiennent des emballages de jambon de Parme, de prosciutto et de jamón Serrano, pour montrer que ces produits doivent être conservés à une température inférieure à la température ambiante, à savoir au niveau de la réfrigération.[210]

7.136 En réponse, les **Communautés européennes** indiquent qu'elles classeraient les produits mentionnés par la Thaïlande sous la position 02.10, mais contestent que ces types de produits nécessitent des moyens de conservation additionnels.[211] Elles soutiennent qu'en tout état de cause, la possibilité d'appliquer les moyens d'assurer une plus longue conservation de la viande visée à la position 02.10 n'aurait pas d'incidence sur le classement de cette viande.[212] De plus, selon elles, le fait que l'on peut prolonger la durée de vie des viandes conservées par salage au moyen de la réfrigération ou de la congélation ne veut pas dire que ces viandes n'ont pas été conservées.[213] À cet égard, elles

[204] Réponse des CE à la question n° 49 du Groupe spécial.
[205] Cette affaire est examinée ci-après aux paragraphes 7.372 et suivants.
[206] La Thaïlande se réfère à la réponse des CE à la question n° 27 du Groupe spécial.
[207] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial.
[208] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 40.
[209] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 42; réponse du Brésil à la question n° 4 du Groupe spécial.
[210] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 19; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 37.
[211] Réponse des CE à la question n° 96 du Groupe spécial, faisant référence aux pièces n° 31 et 32 des CE.
[212] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 30.
[213] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9.

font observer que les arguments des plaignants paraissent reposer sur l'idée que la "conservation" désigne la protection contre la détérioration et l'altération pendant une période indéfinie.[214] En outre, elles soutiennent que la viande conservée est souvent tranchée et conditionnée en préparation de la vente au détail et que cela peut la contaminer. Elles ne font pas valoir que la viande garde les mêmes qualités après l'application de ce procédé. Elles soutiennent cependant qu'une telle viande a été conservée par salage et que les autorités douanières n'auraient pas de mal à la reconnaître en tant que telle. Enfin, elles font observer que l'emploi de techniques additionnelles de conservation pour les viandes relevant de la position 02.10 est explicitement envisagé dans les Notes explicatives du Chapitre 2 du SH qui prévoient que l'emballage sous vide (conditionnement sous atmosphère modifiée) et l'application de cette technique de conservation additionnelle ne modifient pas le classement des produits, qui restent dans le Chapitre 2.[215]

7.137 En ce qui concerne la question de savoir pendant combien de temps il faudrait qu'un produit se conserve pour relever de la position 02.10, les **Communautés européennes** estiment que les viandes conservées se gardent de nombreux mois à température ambiante.[216] Elles estiment que les viandes qui sont conservées pour plusieurs mois sont manifestement conservées aux fins de la position 02.10.[217]

7.138 En réponse, le **Brésil** fait observer que, bien que les Communautés européennes semblent avoir défini la conservation à long terme aux fins de la position 02.10 comme correspondant à de nombreux mois ou à plusieurs mois, l'annexe du Règlement n° 1223/2002 des CE indique une conservation d'un an. Il note également que le considérant 4) du Règlement n° 1871/2003 des CE parle de conservation pour une période autre que celle du transport. Dans l'affaire *Gausepohl*, la conservation à long terme a été décrite comme étant "une conservation dépassant largement la durée du transport".[218] Le Brésil note que, dans cette affaire, la durée de conservation était de deux jours. Il note aussi que, dans la pièce n° 32 des CE, l'expert des Communautés européennes a affirmé que la viande de poulet salée se conservait pendant quelques jours sans être réfrigérée.[219] Il fait valoir que la conservation n'est pas une notion absolue et dénuée d'ambiguïté. Selon lui, un produit peut être soumis à un procédé permettant des durées de conservation entièrement différentes, allant de quelques heures à une durée indéterminée.[220] En outre, il estime que l'opinion de l'expert présentée par les Communautés européennes dans la pièce n° 32 des CE devrait être rejetée parce que, entre autres choses, elle a été communiquée à une étape tardive de la procédure, ce qui a empêché les plaignants d'étudier pleinement les renseignements figurant dans cette pièce.[221]

7.139 Les **Communautés européennes** estiment qu'il est simple de définir la position 02.10 par référence au critère de la conservation; les variétés de viandes qui relèveraient de la position selon ce critère sont bien établies et faciles à identifier. Elles soutiennent qu'en revanche, le critère vague d'"un certain degré de salage", "un certain degré de séchage" ou "un certain degré de fumage", qui est implicite dans les communications des plaignants, créerait d'inévitables problèmes s'agissant de définir la limite – autrement dit le degré de salage, etc. qui serait suffisant pour qu'un produit relève de la position 02.10. En outre, même si une limite pouvait être définie, il serait impossible de dire si elle a été atteinte dans un cas particulier.[222] Les Communautés européennes font aussi observer qu'il n'y a pas de règles nationales spécifiant des pourcentages de sel, etc. aux fins de la position 02.10 et qu'il

[214] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 41.
[215] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9; réponses des CE aux questions n° 96 et 98 du Groupe spécial.
[216] Réponses des CE aux questions n° 49 et 96 du Groupe spécial.
[217] Réponse des CE à la question n° 102 du Groupe spécial.
[218] Réponse du Brésil à la question n° 118 du Groupe spécial.
[219] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial.
[220] Réponse du Brésil à la question n° 4 du Groupe spécial.
[221] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial.
[222] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 36.

n'y a pas de sous-positions dans les tarifs douaniers nationaux qui reposent sur de tels critères. Il n'y a pas non plus de décisions des autorités douanières fournissant aux différents importateurs des indications sur ces questions.[223]

Analyse par le Groupe spécial

Produits visés par la concession correspondant à la position 02.10

7.140 Le Groupe spécial note que les définitions de dictionnaires auxquelles il s'est référé pour déterminer le sens ordinaire du terme "salé" n'indiquaient pas les types particuliers de produits qui pourraient nécessairement être considérés comme étant "salés". Les Communautés européennes paraissent laisser entendre que la catégorie des "produits salés" constitue une liste fermée comprenant les produits mentionnés dans la pièce n° 5 des CE[224], les produits qui sont "semblables" à ceux qui figurent dans cette pièce et le bacon.[225] Toutefois, nous n'avons pas trouvé d'éléments de preuve indiquant que les produits salés visés par la concession correspondant à la position 02.10 sont nécessairement limités à ceux qui ont été cités par les Communautés européennes. À cet égard, nous notons que la sous-position 0210.90 de la version de 1996 du SH est textuellement semblable à la sous-position 0210.90 de la Liste des CE. Dans la base de données en ligne de l'OMD[226], les produits dont le commerce relève habituellement de la sous-position 0210.90 de la version de 1996 du SH incluent la "viande de poulet salée" et la "viande de volaille salée". En conséquence, le Groupe spécial conclut que les viandes de poulet ou de volaille qui ont été additionnées de sel ne sont pas nécessairement exclues du champ de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.[227]

Saveur, texture, autres propriétés physiques

7.141 De l'avis du Groupe spécial, le contexte factuel indique que, pour qu'un produit soit "salé" au sens de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, l'addition du sel doit avoir modifié le caractère de ce produit par rapport à son état frais avant l'addition du sel. En particulier, les éléments de preuve qui nous ont été communiqués indiquent que l'addition de sel à la viande en modifie les caractéristiques physiques. Par exemple, la documentation indique qu'entre autres choses, le sel rehausse la saveur[228;] réduit le taux d'aquosité ou d'humidité des aliments[229]; contribue à la

[223] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 122.

[224] Dans la pièce n° 5 des CE, désignée par les Communautés européennes comme étant une "liste non exhaustive de produits carnés traditionnels européens salés et séchés/fumés", les produits suivants sont cités: bünder Fleisch/viande de grisons, jambon de Parme, San Daniele, prosciutto, jamón Serrano, jamón Iberico, jambon de Bayonne, südtiroler Speck et schwarzwälder Schinken.

[225] Réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial. Dans la question n° 97, il était demandé aux Communautés européennes d'indiquer si la pièce n° 5 des CE contenait ou non une liste exhaustive de tous les produits dont le commerce relevait habituellement de la position 02.10. Il leur était également demandé d'indiquer tous autres produits dont le commerce relevait actuellement de la position 02.10 au cas où la pièce n° 5 des CE ne contiendrait pas une liste exhaustive. En réponse à cette question, les seuls produits qu'ont mentionnés les Communautés européennes étaient ceux qui figuraient dans leur pièce n° 5, ceux qui étaient "semblables" à ces produits et le bacon.

[226] Un extrait figure dans la pièce n° 43 du Brésil.

[227] Le Groupe spécial note que rien, dans la réponse de l'OMD à la question n° 10 qu'il lui a posée (au sujet des types de produits qui, de l'avis du Secrétariat de l'OMD, relèveraient clairement de la position 02.10 du SH, laquelle est textuellement identique à la position 02.10 de la Liste des CE), n'indique que de tels produits seraient exclus du champ de la position 02.10 du SH.

[228] Pièce n° 16 du Brésil: Lück, E. & Jager, M., *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, page 86; Pardi, Dos Santos, De Souza, Pardi, *Meat Science, Technology and Hygiene*, volume II, page 721; Silva, João, *Topics on Food Technology*, page 181; Montana Meat Processors Convention, *Ingredients in Processed Meat Products*, 27-29 avril 2001, page 11. Pièce n° 15 de la Thaïlande.

solubilisation des protéines musculaires et à l'émulsionnement des graisses[230]; élimine les ingrédients hydrosolubles comme les minéraux, les vitamines et les protéines organiques[231]; diminue la solubilité de l'oxygène dans l'eau[232]; accélère l'oxydation des graisses[233]; et favorise le rancissement.[234]

7.142 Nous notons également que les Communautés européennes semblent admettre que le sel modifie certaines propriétés physiques de la viande à laquelle il est ajouté. Par exemple, elles ne paraissent pas contester qu'ajouter du sel à de la viande en modifie le goût. Elles font valoir cependant que le but dans lequel le sel est ajouté aux produits en cause n'est pas d'en modifier le goût.[235] Selon nous, le fait que l'addition de sel pouvait ne pas avoir pour *but* de modifier les propriétés physiques (par exemple le goût) de la viande à laquelle le sel a été ajouté n'infirme pas la conclusion selon laquelle ces propriétés physiques ont été modifiées.

7.143 En outre, les Communautés européennes ne semblent pas contester que la perte d'humidité soit réduite par l'addition de sel. Elles font valoir cependant que cette perte d'humidité est l'affaire de l'industrie de transformation des CE importatrice des produits en cause.[236] Là encore, nous ne considérons pas que ce facteur aille à l'encontre de la conclusion selon laquelle le sel modifie les propriétés physiques de la viande à laquelle il a été ajouté, par exemple en contribuant à solubiliser les protéines musculaires et à émulsionner les graisses.[237]

7.144 Que le caractère d'un produit soit modifié par l'addition de sel est, selon nous, également confirmé par le fait que le dessalement de tels produits, comme les CE elles-mêmes le reconnaissent, exigerait des techniques sophistiquées et serait onéreux.[238] Les Communautés européennes ont également indiqué que le dessalement n'était pas pratiqué à des fins commerciales.[239] Nous considérons que le fait que le barattage[240] avec de l'eau ou avec d'autres produits non salés peut réduire la teneur relative en sel en volume pour un produit particulier n'infirme pas la conclusion selon laquelle le produit en question ne peut pas, en pratique, être complètement dessalé.

---

[229] Pièce n° 16 du Brésil: Evangelista, José, *Food Technology*, 2ème édition, page 409; Lück, E. & Jager, M., *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, page 80. Pièce n° 15 de la Thaïlande.

[230] Pièce n° 16 du Brésil: Pardi, Dos Santos, De Souza, Pardi, *Meat Science, Technology and Hygiene*, volume II, page 721; Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, pages 420 et 421; Silva, João, *Topics on Food Technology*, page 181; Montana Meat Processors Convention, *Ingredients in Processed Meat Products*, 27-29 avril 2001, page 11.

[231] Pièce n° 16 du Brésil: Lück, E. & Jager, M., *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, page 86; Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, pages 380 et 381.

[232] Pièce n° 16 du Brésil: Evangelista, José, *Food Technology*, 2ème édition, page 409; Lück, E. & Jager, M., *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, page 81; Silva, João, *Topics on Food Technology*, page 182.

[233] Pièce n° 16 du Brésil: Lawrie, R.A., *Meat Science*, pages 301 et 302.

[234] Pièce n° 16 du Brésil: Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, pages 420 et 421.

[235] Première communication écrite des CE, paragraphe 49.

[236] Première communication écrite des CE, paragraphe 22.

[237] Pièce n° 16 du Brésil: Pardi, Dos Santos, De Souza, Pardi, *Meat Science, Technology and Hygiene*, volume II, page 721; Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, pages 420 et 421; Silva, João, *Topics on Food Technology*, page 181; Montana Meat Processors Convention, *Ingredients in Processed Meat Products*, 27-29 avril 2001, page 11.

[238] Réponse des CE à la question n° 37 du Groupe spécial.

[239] Réponse des CE à la question n° 37 du Groupe spécial.

[240] Le Brésil décrit le procédé du "barattage" comme étant le barattage, effectué en baratte, des morceaux de poulet qui ont fait l'objet d'un salage manuel: réponse du Brésil à la question n° 14 a) du Groupe spécial. La Thaïlande décrit le procédé du "barattage" comme étant le mélange des morceaux de poulet à de l'eau salée en baratte sous vide: réponse de la Thaïlande à la question n° 14 a) du Groupe spécial.

7.145 Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de donner une liste exhaustive des façons dont le sel peut modifier le caractère d'un produit. Nous ne jugeons pas non plus nécessaire de donner un avis sur la mesure dans laquelle l'addition de sel modifie les caractéristiques physiques des viandes.[241] À notre avis, aux fins de notre détermination du sens ordinaire du terme "salés" figurant à la position 02.10, notre principale préoccupation est ici de savoir si le sel modifie le caractère du produit auquel il a été ajouté. Pour les raisons indiquées dans les paragraphes qui précèdent, nous estimons que la réponse à cette question est affirmative.

Conservation

7.146 Le Groupe spécial rappelle qu'au paragraphe 7.116 ci-dessus, il a constaté que le sens ordinaire du terme "salé" incluait la conservation. Les renseignements factuels qui nous ont été présentés confirment que le sel peut jouer le rôle d'agent conservateur.[242] Le Groupe spécial rappelle ensuite que le terme "conserver" a différents sens, y compris "maintenir un produit dans son état initial ou en l'état" ainsi que "empêcher la décomposition d'un produit".[243] Il croit comprendre à partir de ces différents sens qu'il existe divers degrés de conservation pour les produits. Les renseignements dont nous disposons indiquent que l'effet conservateur du sel peut différer selon la quantité de sel qui est ajoutée.[244] De plus, des types de viande différents peuvent nécessiter des quantités de sel différentes pour leur conservation.[245] Enfin, l'utilisation qui est faite de l'aliment en question peut avoir une incidence sur la teneur en sel requise pour sa conservation.[246] Par exemple, il apparaît qu'une teneur en sel de 2 à 3 pour cent est le niveau que l'on trouve habituellement dans les produits

[241] Par exemple, nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer combien il faut de sel pour obtenir la perte de liquide par écoulement souhaitée par l'industrie alimentaire des CE.

[242] Pièce n° 16 du Brésil: Evangelista, José, *Food Technology*, 2ème édition, pages 408 et 409; Forrest, Aberle, Hedrick, Judge, Merkel, *Meat Science Foundations*, page 246; Lawrie, R.A., *Meat Science*, pages 303 à 305; Lück, E. & Jager, M., *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, pages 77 et 84; Pardi, Dos Santos, De Souza, Pardi, *Meat Science, Technology and Hygiene*, volume II, pages 704, 721 et 722; Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, pages 365, 420 et 421; Silva, João, *Topics on Food Technology*, page 181; Montana Meat Processors Convention, *Ingredients in Processed Meat Products*, 27-29 avril 2001, page 11.

[243] Voir le paragraphe 7.114 ci-dessus, y compris les notes de bas de page.

[244] Pièce n° 16 du Brésil: Pardi, Dos Santos, De Souza, Pardi, *Meat Science, Technology and Hygiene*, volume II, page 723; Silva, João, *Topics on Food Technology*, page 182. M. Silva indique qu'"à des concentrations suffisamment élevées, le sel inhibe la croissance microbienne par augmentation de la pression osmotique du milieu, avec pour résultat une diminution de l'activité de l'eau; à de faibles concentrations, de 1 à 3 pour cent, le sel exerce déjà une action antimicrobienne importante causée par la diminution de l'activité de l'eau du milieu. À de faibles concentrations telles que 2 pour cent, la croissance de certaines bactéries est inhibée, tandis que la majorité des moisissures et des levures sont capables de se développer dans des concentrations de sel proches de la saturation. Toutefois, le développement de microorganismes halophiles exige des concentrations de sel supérieures à 10 pour cent. Pour une bonne conservation, le produit ne devrait pas contenir plus de 55 pour cent d'eau. Les teneurs en sel comprises entre 9 et 10 pour cent saturent presque la phase aqueuse. Les produits présentant des concentrations de sel inférieures à ce niveau devraient être conservés par réfrigération (refroidissement)". Dans l'opinion d'un expert, M. Honikel, reproduite dans la pièce n° 32 des CE, il est indiqué qu'"[à] l'état cru et réfrigéré, 3 pour cent de sel ne sont pas suffisants pour empêcher la dégradation pendant plus de quelques jours. Si l'on utilise seulement du sel, la concentration finale de sel doit être supérieure à 7 pour cent pour le produit dans son ensemble ou à 11 pour cent pour la partie aqueuse, avec une activité de l'eau inférieure ou égale à 0,91".

[245] Pièce n° 16 du Brésil: Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, page 394.

[246] Pièce n° 16 du Brésil: Price, J.F. & Schweigert, B.S., *Science of Meat and Meat Products*, pages 420 et 421. Les auteurs indiquent que les produits transformés arrivés à maturation contiennent généralement de 3 à 5 pour cent de sel, tandis que les produits frais transformés contiennent de 1,5 à 2 pour cent de sel. Ils ajoutent que la grande majorité des produits transformés cuits contiennent de 2 à 2,5 pour cent de sel.

carnés qui sont transformés commercialement[247], alors qu'à un niveau de 26,5 pour cent, le sel élimine les larves de *cysticercus bovis* et *cysticercus cellulosae*.[248] En d'autres termes, il apparaît que même de petites quantités de sel peuvent avoir un effet conservateur, bien que cet effet soit moins réel et moins durable que dans les cas où de plus grandes quantités de sel ont été ajoutées.[249]

7.147 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial considère que la quantité de sel nécessaire pour conserver un produit sera différente suivant la durée pendant laquelle un produit donné devra être conservé. Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus au paragraphe 7.115, les définitions de dictionnaires du terme "salé" n'apportent aucun éclaircissement quant à la durée pendant laquelle un produit doit être conservé pour être "salé". Plus spécifiquement, ces définitions ne précisent pas si cette durée doit être déterminée par rapport à la durée du transport, comme l'a indiqué la CJCE dans l'arrêt *Gausepohl*[250], de nombreux mois ou plusieurs mois comme l'ont indiqué les Communautés européennes pendant la présente procédure[251], ou bien toute autre durée. Selon nous, il est donc difficile de tirer des conclusions quant à la quantité de sel qui doit être ajoutée à un produit pour qu'il soit "salé" au sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.[252]

7.148 En fait, sur la base du sens ordinaire du terme "salé" dans la concession correspondant à la position 02.10, lorsqu'on l'examine à la lumière du contexte factuel pertinent, le Groupe spécial estime qu'il est très possible que la quantité de sel ajoutée aux produits pouvant être considérés comme "salés" au titre de cette concession varie suivant le produit carné considéré et l'utilisation spécifique qui en est faite, laquelle aura à son tour une incidence sur la durée pour laquelle il faudra conserver un produit. Bien que les éléments de preuve montrent que plus on ajoute de sel, plus la durée de

---

[247] Pièce n° 16 du Brésil: Forrest, Aberle, Hedrick, Judge, Merkel, *Meat Science Foundations*, page 246. Les auteurs indiquent que "dans les produits carnés transformés à des fins commerciales, que l'on trouve aujourd'hui, le sel n'exerce qu'un effet de conservation limité, et d'autres méthodes de conservation sont nécessaires pour prolonger la durée de vie de ces produits". En outre, Lück, E. & Jager, M. dans *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, reproduit dans la pièce n° 16 du Brésil, à la page 84, indiquent que le sel ordinaire exerce un effet microbicide satisfaisant à des concentrations aussi faibles que 1 à 3 pour cent. Les auteurs indiquent également que ces additions de sel relativement faibles réduisent suffisamment l'activité de l'eau pour empêcher la croissance de bactéries jouant un rôle important dans la putréfaction, comme c'est le cas dans les saucisses, les jambons et les viandes salées. Par ailleurs, Pardi, Dos Santos, De Souza, Pardi dans *Meat Science, Technology and Hygiene*, volume II, reproduit dans la pièce n° 16 du Brésil, à la page 722, indiquent que des concentrations de sel comprises entre 1 et 3 pour cent exercent une bonne action antimicrobienne.

[248] Pièce n° 16 du Brésil: Evangelista, José, *Food Technology*, 2ème édition, page 409. Voir également Lück, E. & Jager, M., *Chemical Food Preservation*, 2ème édition, page 80, figurant dans la pièce n° 16 du Brésil, qui indique que la teneur en sel peut avoir un effet sur les types de microorganismes qui sont capables de survivre.

[249] Nous ne considérons pas que ces observations soient incompatibles avec celles de l'expert des CE, M. Honikel, qui figurent dans la pièce n° 32 des CE. En particulier, M. Honikel indique qu'"[à] l'état cru et réfrigéré, 3 pour cent de sel ne sont pas suffisants pour empêcher la dégradation pendant plus de quelques jours". Autrement dit, M. Honikel semble admettre l'idée que 3 pour cent de sel peuvent empêcher la dégradation, bien que pour une période de quelques jours seulement.

[250] Pièce n° 14 des CE: *Gausepohl-Fleisch GmbH contre Oberfinanzdirektion Hamburg*, Rec. CJCE 1993, I-3047. À la page I-3066, paragraphe 11, la CJCE a indiqué ce qui suit: "la viande bovine à laquelle a été ajoutée une quantité de sel aux seules fins de transport ne saurait être considérée comme viande salée relevant de la position 0210. En revanche, le salage en tant que mode de conservation à long terme doit constituer un procédé homogène auquel la viande bovine est soumise dans toutes ses parties". L'arrêt *Gausepohl* est examiné de manière plus approfondie ci-après aux paragraphes 7.372 et suivants.

[251] Réponses des CE aux questions n° 49 et 96 du Groupe spécial.

[252] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'examiner l'argument de la Thaïlande selon lequel les CE cherchent à établir une teneur en sel pour les "viandes salées" relevant de la position 02.10 (à savoir 7 pour cent) qui, si elle était appliquée, ferait que le produit ne remplirait pas les conditions requises pour relever du Chapitre 2: observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 97 du Groupe spécial.

conservation du produit considéré sera longue[253], rien ne donne à penser que les produits conservés par le sel pour des périodes relativement brèves ne peuvent pas relever de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

7.149 La teneur en sel et la durée de conservation variables qui sont admissibles, selon nous, sur la base du sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10, lorsqu'on l'examine à la lumière de son contexte factuel, sembleraient expliquer, du moins en partie, pourquoi certains produits classés par les Communautés européennes sous la position 02.10 comme le jambon de Parme, le prosciutto et le jamón Serrano peuvent nécessiter des moyens de conservation supplémentaires. En fait, nous estimons que la reconnaissance par les Communautés européennes du fait que les produits visés par la position 02.10 peuvent nécessiter des moyens de conservation en sus de celui que constitue l'addition de sel[254] apporte un certain soutien au point de vue selon lequel un produit conservé par le sel pour des durées relativement brèves n'est pas nécessairement exclu du champ de la position 02.10 de la Liste des CE.

iv) Résumé et conclusions concernant le "sens ordinaire"

7.150 En résumé, sur la base des définitions de dictionnaires du terme "salé", le Groupe spécial conclut que le sens ordinaire de ce terme inclut différents sens – à savoir assaisonner, ajouter du sel, donner de la saveur avec du sel, traiter, traiter en salaison ou conserver. Les définitions de dictionnaires donnent également à penser que le sens ordinaire du terme "salé" n'est pas nécessairement limité au salage avec du sel ordinaire (NaCl). Le Groupe spécial considère que, par essence, le sens ordinaire du terme "salé", lorsqu'il est examiné dans son contexte factuel, indique que le caractère d'un produit a été modifié par l'addition de sel.

7.151 Le Groupe spécial considère que rien dans les différents sens qui constituent le sens ordinaire du terme "salé" n'indique que la viande de poulet à laquelle du sel a été ajouté n'est pas visée par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Néanmoins, selon nous, le sens ordinaire du terme "salé" dans la position 02.10 n'est pas concluant s'agissant de savoir si les produits spécifiques en cause dans le présent différend, auxquels du sel a été ajouté et qui sont congelés, sont ou non visés par cette concession. En conséquence, nous passons maintenant à une analyse du contexte de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, au sens de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*, pour trouver des indications complémentaires à cet égard.

b) Contexte: article 31 2) de la *Convention de Vienne*

i) Qu'est-ce qui est admissible en tant que "contexte" pour l'interprétation de la Liste des CE?

7.152 L'article 31 2) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;

[253] Par exemple, l'expert des CE, M. Honikel, donne à entendre que, bien qu'une teneur en sel de 3 pour cent puisse empêcher la dégradation pendant quelques jours, une teneur en sel de 7 pour cent est nécessaire pour conserver complètement le produit considéré.

[254] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9; réponses des CE aux questions n° 96 et 98 du Groupe spécial.

> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité."

7.153 Le texte introductif de l'article 31 2) indique que le texte du traité qui est interprété, y compris son préambule et ses annexes, est admissible en tant que "contexte" au sens de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*. En ce qui concerne les autres accords ou instruments qui peuvent être admissibles au titre de l'article 31 2), la Commission du droit international a déclaré ce qui suit:

> "[L'article 31 2)] se fonde sur le principe selon lequel un document de caractère unilatéral ne saurait être considéré comme faisant partie du contexte […] *à moins que non seulement il ait été établi à l'occasion de la conclusion du traité, mais encore qu'il ait été reconnu à la même occasion par les autres parties comme se rapportant au traité*. […] Ce que le paragraphe 2 propose, c'est qu'aux fins d'interprétation du traité, ces catégories de documents ne soient pas traitées comme de simples preuves auxquelles on peut avoir recours pour résoudre une ambiguïté ou une obscurité, mais comme une partie du contexte servant à dégager le sens ordinaire des termes du traité."[255] (pas d'italique dans l'original)

7.154 En outre, un éminent juriste international indique que, pour se rapporter au traité, et faire ainsi partie du "contexte", par opposition à l'historique de la négociation, qui fait l'objet de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, un instrument "doit concerner la substance du traité et en clarifier certains concepts ou en limiter le champ d'application. Il doit également avoir été élaboré à l'occasion de la conclusion du traité".[256]

7.155 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial examinera en premier lieu les termes des aspects pertinents de la Liste des CE pour s'assurer qu'ils facilitent l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Il examinera ensuite s'il y a d'autres accords ou instruments admissibles en tant que "contexte" au sens de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne* qui peuvent également nous aider dans l'exercice d'interprétation que nous sommes tenus d'entreprendre.

ii) Le texte de la Liste des CE

7.156 Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.108, les plaignants ont discuté des termes autres que "salés" qui figurent dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE au cours de leur examen du "sens ordinaire" de cette concession alors que les Communautés européennes l'ont fait dans la section de leur argumentation consacrée au "contexte". Comme nous l'avons dit précédemment, nous avons adopté l'approche suggérée par les Communautés européennes en ce qui concerne ces autres termes, rappelant que c'est le mot "salés" qui est en cause en l'espèce et que les plaignants ont indiqué qu'ils ne considéraient pas que le résultat de l'exercice d'interprétation doive différer selon que les termes autres que "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 étaient pris comme faisant partie du "sens ordinaire" au titre de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* ou comme ayant valeur de "contexte" au sens de l'article 31 2).[257]

---

[255] *Annuaire de la Commission du droit international*, 1966, volume II, page 241, paragraphe 13.

[256] Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2e edition (1984), page 129.

[257] Réponse du Brésil à la question n° 66 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 66 du Groupe spécial.

Autres termes figurant dans l'intitulé de la position 02.10 de la Liste des CE

Arguments des parties

7.157 Le **Brésil** et la **Thaïlande** se réfèrent à un certain nombre de définitions que donnent les dictionnaires de "salé", "en saumure", "séché" et "fumé" et concluent que tous ces termes ont une caractéristique commune. En particulier, selon le Brésil et la Thaïlande, ils se rapportent tous à la manière dont des aliments sont préparés – c'est-à-dire la manière dont l'état naturel du produit a été modifié – indépendamment du but de la préparation de la viande (par exemple à des fins de traitement, d'assaisonnement, d'aromatisation, de préservation).[258]

7.158 Les **Communautés européennes** estiment que les définitions des dictionnaires citées par les plaignants en ce qui concerne les termes "en saumure", "séché" et "fumé" indiquent que ces termes renvoient à des méthodes de préservation des produits carnés.[259] En particulier, elles indiquent que l'expression "en saumure" fait référence à la conservation par l'eau salée, le terme "séché" signifie conservé par élimination de l'humidité naturelle et le terme "fumage" renvoie à l'action de sécher, de traiter ou de foncer par exposition à la fumée.[260] D'après les Communautés européennes, les termes "salé", "en saumure", "séché" et "fumé" concernent tous des méthodes traditionnelles de conservation de la viande qui sont les seules méthodes traditionnelles de conservation de la viande ayant une quelconque importance.[261] Les Communautés européennes font valoir que par conséquent la position 02.10 se fonde sur une liste complète et exclusive des méthodes traditionnelles de conservation de la viande.[262]

7.159 Les différentes définitions des dictionnaires qu'ont invoquées les parties sont reprises dans le tableau ci-après[263]:

	Brésil	**Thaïlande**	**CE**
Dictionnaires utilisés	Concise Oxford Dictionary (1995)	Concise Oxford Dictionary (1995)	New Shorter Oxford English Dictionary (1996)
"In Brine" (en saumure)	- [brine] Water saturated or strongly impregnated with salt or to soak in or saturate in brine (- [saumure] Eau saturée de sel ou fortement salée; plonger dans la saumure ou imbiber de saumure)	- Water saturated or strongly impregnated with salt or to soak in or saturate in brine (- Eau saturée de sel ou fortement salée; plonger dans la saumure ou imbiber de saumure)	

[258] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 74 et 75; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 68 et 69; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 13.

[259] Première communication écrite des CE, paragraphes 128, 135 et 136; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 31; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 29.

[260] Première communication écrite des CE, paragraphes 129, 130 et 132.

[261] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 30.

[262] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 31.

[263] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 74; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 68; première communication écrite des CE, paragraphes 130 et 132.

	Brésil	**Thaïlande**	**CE**
"Dried" (séché)	- To make or become dry by wiping, evaporation, draining, etc. or to preserve (food etc.) by removing the moisture (*dried egg; dried fruit; dried flowers*) (- Rendre sec ou devenir sec par essuyage, évaporation, égouttage, etc.; conserver (des aliments, etc.) en en éliminant l'humidité (*œuf séché, fruit séché, fleurs séchées*))	- To make or to become dry by wiping, evaporation, draining, etc., or to preserve (food, etc) by removing the moisture (- Rendre sec ou devenir sec par essuyage, évaporation, égouttage, etc.; conserver (des aliments, etc.) en en éliminant l'humidité)	- Spec. of food: preserved by the removal of its natural moisture (- Spécialement des aliments: conservés en éliminant leur humidité naturelle)
"Smoked" (fumé)	- To cure or darken by the action of smoke (*smoked salmon*) (- Traiter ou donner une coloration plus foncée par l'action de la fumée (*saumon fumé*))	- To cure or darken by the action of smoke (- Traiter ou donner une coloration plus foncée par l'action de la fumée)	- Of meat, fish, etc.: dried, cured, or tainted by exposure to smoke, or loosely by a process that produces a similar effect (- De la viande, du poisson, etc.: séché, traité ou foncé par exposition à la fumée, ou plus largement par un procédé qui a un effet similaire)

Analyse par le Groupe spécial

7.160 Le Groupe spécial note que les termes autres que "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 sont définis comme suit dans les différents dictionnaires auxquels il a fait référence:

Dictionnaires utilisés	Concise Oxford Dictionary (1999)	Webster's New Encyclopaedic Dictionary (1993)	New Shorter Oxford English Dictionary (1993)
"In Brine" (en saumure)	- [brine] Water saturated or strongly impregnated with salt; - (technical) A strong solution of a salt or salts; - [brined] soak in or saturate with brine (- [saumure] Eau saturée de sel ou fortement salée; - (technique) Solution concentrée de sel ou de sels; - [saumuré] Plongé dans la saumure ou imbibé de saumure)	- [brine] Water containing a great deal of salt (- [saumure] Eau ayant une forte teneur en sel)	- [brine] Water saturated or strongly impregnated with salt; salt water (- [saumure] Eau saturée de sel ou fortement salée; eau de mer)

Dictionnaires utilisés	Concise Oxford Dictionary (1999)	Webster's New Encyclopaedic Dictionary (1993)	New Shorter Oxford English Dictionary (1993)
"Dried" (séché)	- [dry] Free from moisture or liquid; - preserve by evaporating the moisture from (- [sec] Exempt d'humidité ou de liquide; - conservé par évaporation de l'humidité)	- [dry] Free or freed from water or liquid; - Characterized by loss or lack of water - [dried] To make or become dry (- [sec] Exempt ou débarrassé d'eau ou de liquide; - Qui se caractérise par la perte ou l'absence d'eau - [séché] Rendre ou devenir sec)	- Deprived of moisture, desiccated; - Spec. of food: preserved by the removal of its natural moisture (- Dont l'humidité a été retirée, desséché; - Spécialement des aliments: conservés par élimination de leur humidité naturelle)
"Smoked" (fumé)	- [smoke] Cure or preserve (meat or fish) by exposure to smoke (- [fumer] Traiter ou conserver (de la viande ou du poisson) par exposition à la fumée)	- [smoke] To cure by exposure to smoke (smoked meat) (- [fumer] Traiter par exposition à la fumée (viande fumée))	- Of meat, fish, etc: dried, cured, or tainted by exposure to smoke (- De la viande, du poisson, etc.: séché, traité ou foncé par exposition à la fumée)

7.161 La question essentielle sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer ici est de savoir s'il existe une quelconque notion intrinsèque commune à tous les termes mentionnés dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, qui pourrait contribuer à clarifier le sens du mot "salés" dans l'intitulé de cette concession. À cet égard, nous rappelons que les plaignants soutiennent que la notion intrinsèque commune à tous les termes mentionnés dans la position 02.10 est celle de "préparation" visant à modifier l'état naturel de la viande alors que les Communautés européennes font valoir que la notion intrinsèque est celle de "conservation".

7.162 De l'avis du Groupe spécial, il est difficile d'identifier une notion qui recouvre tous les termes de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Si la notion de "conservation" apparaît dans les définitions que donnent les dictionnaires des mots "séché" et "fumé" (et, comme on l'a indiqué précédemment, du mot "salé" également), elle n'apparaît pas dans les définitions que donnent les dictionnaires de l'expression "en saumure". Même en ce qui concerne les mots pour lesquels la notion de "conservation" apparaît effectivement, les définitions des dictionnaires indiquent que leurs sens respectifs sont plus larges que la conservation proprement dite. En outre, nous ne sommes pas certains que la conservation soit nécessairement la caractéristique dominante qui devrait être utilisée pour qualifier ces procédés. De plus, à notre avis, les définitions se rapportant à chacun des termes qui figurent dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE peuvent être considérées comme se rapportant à un procédé aussi bien de "préparation" que de "conservation". Nous rappelons qu'il semble y avoir un certain degré de chevauchement entre ces deux notions en ce sens que, par exemple, un produit peut être "préparé" à des fins de "conservation" et que le mot "conserver" est défini entre autres comme signifiant "préparer des aliments en vue d'une utilisation ultérieure".[264]

7.163 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial ne considère pas que les définitions des termes autres que "salés" permettent de dégager une quelconque notion unique qui soit intrinsèque ou recouvre tous les termes de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Le

[264] Voir le paragraphe 7.114 ci-dessus.

Groupe spécial ne constate pas non plus que ces termes peuvent être définis comme se rapportant exclusivement à un procédé soit de "préparation" soit de "conservation" ou, en l'occurrence, de conservation à long terme. En conclusion, le Groupe spécial est d'avis qu'un examen des termes autres que "salés" figurant dans le libellé de cette concession ne permet pas de clarifier le sens ordinaire du mot "salés".

Structure du chapitre 2 de la Liste des CE

Arguments des parties

7.164 La **Thaïlande** fait observer que la structure des dix positions figurant dans le chapitre 2 de la Liste des CE, dont la position 02.10 fait partie, indique que les produits sont classés soit comme "frais", "réfrigérés" ou "congelés" (les huit premières positions) soit comme "salés", "en saumure", "séchés" ou "fumés" (position 02.10); et que seule la position 02.09 énumère spécifiquement tous les différents états. D'après la Thaïlande, le fait que la position 02.10 n'énumère pas tous les états mais seulement les états correspondant à "salés", "en saumure", "séchés ou "fumés" – qui, selon la Thaïlande, sont des méthodes de préparation – indique que, en ce qui concerne la position 02.10, c'est le type de "préparation" qui est le facteur déterminant pour le classement du produit.[265] Selon la Thaïlande, une analyse de la structure des positions du chapitre 2 indique que la position 02.10 est spécifique pour tous les types de viandes qui sont salées, en saumure, séchées ou fumées. La Thaïlande fait valoir qu'il ne s'agit pas d'une catégorie résiduelle. Contrairement à la position 02.08, qui s'applique aux "autres viandes" non précisées dans les positions 02.01 à 02.07, la position 02.10 s'applique à tous les types de viandes et abats comestibles dès lors que les produits sont salés, en saumure, fumés ou séchés. La Thaïlande estime que tous ces types de viandes doivent être classées sous la position 02.10 indépendamment de l'état dans lequel elles sont présentées, c'est-à-dire frais, réfrigéré ou congelé.[266]

7.165 En réponse, les **Communautés européennes** font valoir qu'un examen du chapitre 2 dans son ensemble montre qu'il est structuré en fonction des différentes formes de "conservation" et non selon que les viandes ont subi ou non un procédé.[267] Plus particulièrement, elles estiment que les positions du chapitre 2 de la Liste des CE relèvent de deux catégories selon que les viandes ont fait l'objet ou non des procédés énumérés à la position 02.10.[268] D'après les Communautés européennes, la réfrigération et la congélation constituent une caractéristique importante des positions de la première catégorie qui comprend toutes les positions du chapitre 2 à l'exception de la position 02.10, parce qu'il est explicitement indiqué que les positions de cette catégorie incluent les viandes qui sont réfrigérées et congelées. Quant à la deuxième catégorie, qui se compose de la seule position 02.10, les Communautés européennes estiment que la congélation ou la réfrigération sont omises parce que le but atteint par la réfrigération et la congélation – c'est-à-dire la conservation – a déjà été atteint par le salage, le séchage ou le fumage. Les Communautés européennes estiment également que, même si les viandes de la position 02.10 peuvent faire l'objet d'"un procédé de conservation supplémentaire" par d'autres méthodes (telles que la congélation), la réfrigération ou la congélation ne constituent néanmoins pas une considération importante en ce qui concerne ces viandes, ce qui explique pourquoi les termes "réfrigérés" ou "congelés" sont absents de la position 02.10.[269] Les Communautés européennes font valoir que, par conséquent, le contexte de la position 02.10, considéré de cette manière schématique, étaye solidement l'avis selon lequel tous les procédés visés au chapitre 2 servent

[265] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 89; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 24 et 25.
[266] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 27.
[267] Première communication écrite des CE, paragraphe 138.
[268] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 12 à 16.
[269] Première communication écrite des CE, paragraphe 138; deuxième communication écrite des CE, paragraphes 27, 30, 41 et 45.

à protéger la viande de la putréfaction. Par conséquent, d'après elles, le sens du mot "salés", dans son contexte, et à la lumière de son objet et de son but, signifie que le "salage" est réalisé à des fins de conservation.[270] Les Communautés européennes précisent que conserver une denrée alimentaire ne signifie pas qu'elle n'a pas fait l'objet d'un procédé d'un type ou d'un autre. Cela signifie simplement que le processus de décomposition a d'une manière ou d'une autre été inhibé.[271]

7.166 Le **Brésil** et la **Thaïlande** ne souscrivent pas à l'argument des Communautés européennes selon lequel le chapitre 2 de la Liste des CE est structuré en fonction des procédés de conservation. Le Brésil estime que si l'on avait voulu que les termes "salage", "séchage" et "fumage" renvoient à des moyens de conservation, ils auraient été placés au niveau des sous-positions avec les termes "frais", "réfrigérés" et "congelés" figurant au chapitre 2, mais pas séparément en tant que position différente.[272] La Thaïlande demande comment le chapitre 2 pourrait être structuré en fonction des méthodes de conservation vu que l'état "frais", qui est l'un des états des produits carnés visés par le chapitre 2, ne pourrait pas être considéré comme une forme de conservation.[273] Le Brésil et la Thaïlande conviennent que la congélation n'est pas une considération importante en ce qui concerne les viandes de la position 02.10. Cependant, d'après le Brésil, il en est ainsi parce que ce qui est important en ce qui concerne les viandes de la position 02.10 est le fait qu'il s'agit de viandes différentes des viandes non préparées des positions 02.01 à 02.08, indépendamment de savoir si elles sont réfrigérées ou congelées.[274] La Thaïlande estime que le fait que les viandes salées soient par la suite congelées ne devrait pas avoir d'incidence sur leur classement sous la position 02.10.[275] Le Brésil demande pourquoi un procédé de conservation supplémentaire serait nécessaire pour les viandes de la position 02.10 si les procédés de la position 02.10 eux-mêmes assurent une conservation à long terme comme le font valoir les Communautés européennes. Le Brésil et la Thaïlande soutiennent que, par conséquent, la conservation à long terme n'est pas une notion qui définit la structure du chapitre 2 ou les procédés de la position 02.10.[276]

Analyse par le Groupe spécial

7.167 Le Groupe spécial considère que la structure du chapitre 2 de la Liste des CE dans son ensemble peut fournir un contexte textuel permettant de tirer des déductions concernant l'interprétation du mot "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, conformément à l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*.

7.168 Le chapitre 2 de la Liste des CE se compose de 10 positions – c'est-à-dire les positions 02.01 à 02.10 – qui sont reproduites ci-après:

"02.01 Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées

02.02 Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées

02.03 Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées

02.04 Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées

[270] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 12 à 16.
[271] Première communication écrite des CE, paragraphe 137.
[272] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 22.
[273] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 35.
[274] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 24.
[275] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 15.
[276] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 29; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 35.

02.05 Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées

02.06 Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés

02.07 Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05

02.08 Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés

02.09 Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles (non fondues), frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés

02.10 Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats."

7.169 Le Groupe spécial rappelle que, d'un côté, les plaignants font valoir que les positions sont structurées de façon à distinguer les viandes "préparées" par les procédés énumérés à la position 02.10 des viandes non préparées visées par les autres positions du chapitre 2 de la Liste des CE. De l'autre côté, les Communautés européennes font valoir que la conservation est une caractéristique importante de toutes les positions du chapitre 2. Plus particulièrement, elles estiment qu'un examen du chapitre 2 dans son ensemble montre qu'il est divisé en fonction des différents modes de "conservation". De l'avis des Communautés européennes, la position 02.10 ne mentionne pas d'autres méthodes de conservation telles que la "réfrigération" et la "congélation" parce que les procédés que sont le "salage", le "saumurage", le "séchage" et le "fumage" assurent en eux-mêmes la conservation.

7.170 D'une manière générale, les positions du chapitre 2 sont structurées de la manière suivante: a) elles désignent le type de viande ou de produit carné visé par la position en question; et b) elles indiquent l'état de la viande qui est visée par la position – à savoir, l'état "frais", "réfrigéré" et/ou "congelé". Une exception importante à cette généralisation est la position 02.10, qui couvre tous les types de viandes énumérées aux positions 02.01 à 02.08 et indique que les produits visés par cette position doivent être "salés ou en saumure, séchés ou fumés".[277] Ce qui n'est pas clair pour nous est la raison d'être et l'importance de la formulation unique utilisée dans la position 02.10.

7.171 En effet, de l'avis du Groupe spécial, rien dans les termes du chapitre 2 n'indique clairement laquelle, parmi les approches présentées par les parties, est la bonne, si tant est qu'il y en ait une. Les Communautés européennes elles-mêmes semblent émettre des doutes quant au fait que les procédés évoqués sous la position 02.10 entraînent une "conservation" au même titre que la "réfrigération" ou la "congélation". En particulier, les Communautés européennes ont admis que les viandes de la position 02.10 pouvaient être soumises à un procédé de "conservation supplémentaire" par d'autres méthodes, telles que la réfrigération.[278] Mais de l'autre côté cependant, on note l'absence de tout élément de preuve convaincant découlant de la structure du chapitre 2 qui indiquerait d'une manière déterminante que la concession correspondant à la position 02.10 se caractérise par la notion de "préparation" plutôt que de "conservation", comme l'ont soutenu les plaignants.

7.172 À notre avis, il peut y avoir une multitude de raisons qui, individuellement et/ou en combinaison, pourraient expliquer la formulation unique utilisée à la position 02.10. En particulier,

[277] Nous notons que la position 02.09 est aussi quelque peu différente des positions 02.01 à 02.08 en ce sens que, en plus de désigner le type de produit carné visé par cette position et de mentionner les états "frais", "réfrigéré" et "congelé", elle mentionne aussi les états "salé" ou "en saumure", "séché" ou "fumé".

[278] Première communication écrite des CE, paragraphe 138; deuxième communication écrite des CE, paragraphes 27, 30, 41 et 45.

cette formulation unique pourrait être due au fait que, contrairement aux autres procédés visés dans les positions du chapitre 2, les procédés visés à la position 02.10 servent à "préparer" la viande de sorte que son état naturel se trouve modifié, comme l'ont affirmé les plaignants; et/ou au fait que les procédés visés à la position 02.10 servent en eux-mêmes à "conserver" la viande à laquelle ils sont appliqués, comme l'ont affirmé les Communautés européennes; et/ou encore à un facteur complètement étranger aux théories de la "préparation" et de la "conservation" qui ont été avancées par les parties. Par exemple, les termes et la structure de la position 02.10 pourraient simplement correspondre à la physionomie du commerce international.[279] Le Groupe spécial considère que, d'après les termes et la structure de la position 02.10, il est difficile de savoir quelle est parmi les raisons mentionnées plus haut, celle qui est applicable, pour autant qu'il y en ait une.

7.173 En conclusion, le Groupe spécial considère que la structure du chapitre 2 de la Liste des CE ne fournit aucune indication concernant la question de savoir si c'est la "conservation" et/ou la "préparation", pour autant que l'une ou l'autre soit prise en compte, qui caractérise le chapitre 2 et, plus particulièrement, la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. En outre, le Groupe spécial est d'avis que la structure du chapitre 2 de la Liste des CE n'indique pas que la concession correspondant à la position 02.10 se caractérise nécessairement par la notion de conservation à long terme.

Autres parties de la Liste des CE

Arguments des parties

7.174 La **Thaïlande** estime que les positions 08.12 et 08.14 de la Liste des CE illustrent le fait que, dans la Liste des CE, lorsque les Communautés européennes considèrent qu'un produit doit être classé en fonction de ses caractéristiques de conservation, ces caractéristiques sont spécifiquement mentionnées dans la position tarifaire pertinente.[280] En particulier, la Thaïlande fait référence aux positions tarifaires suivantes provenant de la Liste des CE:

> "08.12 Fruits conservés provisoirement (au moyen de gaz sulfureux ou dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, par exemple), mais impropres à l'alimentation en l'état:
>
> 0812.10.00 Cerises
>
> 0812.20.00 Fraises
>
> 0812.90 Autres
>
> 08.14 Écorces d'agrumes ou de melons (y compris de pastèques), fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées."

7.175 La Thaïlande indique que, contrairement aux positions 08.12 et 08.14, la position 02.10 ne fait aucune référence à la "conservation". Elle fait aussi observer que, conformément aux principes généraux d'interprétation de l'article 31 de la *Convention de Vienne*, l'Organe d'appel à déclaré qu'un interprète ne devait pas "adopter une interprétation [d'une disposition d'un traité] qui aurait pour

[279] À cet égard, voir la réponse de l'OMD à la question n° 2 du Groupe spécial à l'OMD, mentionnée au paragraphe 7.196 ci-après.

[280] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 13.

résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[281] En conséquence, d'après la Thaïlande, une interprétation du mot "salés" comme signifiant aux fins d'une conservation à long terme rendrait inutiles les termes "conservés" dans les positions 08.12 et 08.14. C'est pourquoi, de l'avis de la Thaïlande, l'absence d'une référence à la "conservation" à la position 02.10 signifie que la conservation n'est pas la caractéristique déterminante.[282]

7.176 Les **Communautés européennes** répondent en affirmant que les mots "séchés", "salés", "fumés" et "en saumure" signifient nécessairement qu'une viande qui a été soumise à ces procédés est conservée. Elles soutiennent que par conséquent il n'est pas nécessaire de mentionner explicitement la "conservation" en liaison avec ces procédés car une telle référence serait redondante. En outre, elles estiment que l'interprétation *a contrario* proposée par la Thaïlande est dénuée de fondement. Les Communautés européennes soutiennent que, de plus, un examen plus approfondi du chapitre 8 de la Liste des CE étaye l'avis selon lequel les procédés décrits à la position 02.10 renvoient à un procédé de conservation à long terme parce que la position 08.14 juxtapose les écorces d'agrumes ou de melons qui sont "congelées" ou "séchées" et celles qui sont dans l'eau salée pour "assurer provisoirement leur conservation". D'après les Communautés européennes, lorsque la conservation n'est que provisoire, cela doit être expressément indiqué.[283]

Observations de l'Organisation mondiale des douanes

7.177 En ce qui concerne l'importance à accorder à la référence à l'expression "assurer provisoirement leur conservation" figurant sous la position 08.14 du SH (qui est le pendant de la position 08.14 de la Liste des CE), l'OMD indique que l'expression "assurer provisoirement leur conservation" servait selon elle à établir une distinction entre les produits finis du chapitre 20, d'une part, et les écorces d'agrumes ou de melons n'ayant été soumis qu'à certains procédés de conservation, mais non autrement préparées, d'autre part. En outre, selon l'OMD, cette mention visait à élargir la portée de la position 08.14 pour y inclure non seulement les produits frais, congelés et séchés, mais aussi ceux dont la conservation était provisoirement assurée par les procédés énumérés dans l'intitulé de la position. L'OMD est d'avis que l'inclusion d'une référence à la notion de "conservation" au chapitre 8 n'a probablement qu'une pertinence limitée pour les autres positions d'où une telle référence est absente.[284]

Analyse par le Groupe spécial

7.178 Le Groupe spécial estime que certaines parties de la Liste des CE autres que le chapitre 2 pourraient aussi être considérées comme un contexte pertinent pour l'interprétation du mot "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, conformément à l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*.

7.179 Le Groupe spécial note que les positions auxquelles se réfère la Thaïlande au chapitre 8 de la Liste des CE sont le pendant des positions correspondantes du SH.[285] Comme nous l'avons indiqué ci-dessus au paragraphe 7.11, en tant que signataire du SH, les Communautés européennes sont tenues d'utiliser les positions et sous-positions du SH au niveau à six chiffres. En conséquence, nous estimons raisonnable de supposer que l'inclusion d'une référence à la "conservation" aux positions 08.12 et 08.14 de la Liste des CE n'était pas le résultat d'une intention expresse de la part des Communautés européennes de faire une telle référence mais plutôt le résultat des obligations

[281] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 14, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 25 (DES 1996:I, 3 à 21).
[282] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 14 et 15.
[283] Réponse des CE à la question n° 39 du Groupe spécial.
[284] Réponse de l'OMD à la question n° 12 que lui a posée le Groupe spécial.
[285] Le SH est examiné de manière plus approfondie ci-après à la section VII.G.3 b) iii).

qu'avaient les Communautés européennes au titre de la Convention sur le SH d'adopter les mêmes positions dans leur nomenclature tarifaire interne. En d'autres termes, il semblerait que la référence à la "conservation" aux positions 08.12 et 08.14 doive être attribuée au SH plutôt qu'à une volonté des Communautés européennes de faire expressément figurer la notion de "conservation" dans ces deux positions. En outre, le Groupe spécial note que, en ce qui concerne les pendants des positions 08.12 et 08.14 de la Liste des CE dans le SH, l'OMD a indiqué qu'il ne fallait accorder qu'une importance limitée, au plus, à la référence à la "conservation" faite dans des positions spécifiques (telles que les positions 08.12 et 08.14) pour les autres positions (telles que la position 02.10) où ce type de référence avait été omise. Par conséquent, en nous fondant sur ce qui précède, nous considérons qu'il n'est pas possible de tirer des positions 08.12 et 08.14 des inférences en ce qui concerne le sens du mot "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

Résumé et conclusions concernant la Liste des CE

7.180 En résumé, le Groupe spécial conclut que les définitions des termes de la concession figurant dans la position 02.10 de la Liste des CE autres que le terme "salés" ne renvoient à aucune notion intrinsèque caractérisant tous les termes de cette concession si ce n'est que les produits sont dans un état qui n'est pas simplement frais, réfrigéré ou congelé. Le Groupe spécial ne considère pas non plus que ces termes peuvent être définis comme se rapportant exclusivement à des procédés de "préparation" ou de "conservation". En outre, il ne considère pas que des déductions quelconques qui utiles pour son interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE puissent être tirées de la structure du chapitre 2 de la Liste des CE ou d'autres parties de la Liste des CE si ce n'est qu'elles n'indiquent pas que le chapitre 2, y compris la position 02.10, se caractérisent nécessairement par la notion de conservation à long terme. En conclusion, le Groupe spécial est d'avis qu'un examen de ces différents aspects de la Liste des CE ne clarifie pas le sens ordinaire du terme "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

iii) Le Système harmonisé

Le Système harmonisé est-il admissible en tant que "contexte" pour l'interprétation de la Liste des CE?

Arguments des parties

7.181 Le **Brésil**, la **Thaïlande** et les **Communautés européennes** estiment que le SH devrait être pris en considération pour interpréter la Liste des CE. Les plaignants notent que le SH est utilisé par plus de 175 pays et territoires douaniers pour élaborer leurs tarifs douaniers et aux fins de l'établissement de statistiques commerciales. Ils affirment également que la version du SH de 1992 a été la base des négociations relatives à la Liste des CE.[286] Le Brésil est d'avis que, compte tenu de ce qui précède, on peut se référer aux termes des positions et sous-positions de la version de 1992 du SH pour clarifier le sens de la Liste des CE.[287] La Thaïlande dit que toutes les parties conviennent qu'une interprétation de la Liste des CE conforme à l'article 31 de la *Convention de Vienne* doit tenir compte du SH et de ses Notes explicatives et souligne que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* a déclaré que le SH et ses Notes explicatives auraient dû être pris en considération par le Groupe spécial chargé de cette affaire pour interpréter les termes de la Liste des CE.[288]

[286] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 106 à 108; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 97 à 101; réponse des CE à la question n° 73 du Groupe spécial.

[287] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 111.

[288] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 30 et 31; déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 25.

7.182 Le **Brésil** considère que le SH est admissible en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2) b) de la *Convention de Vienne*. D'après lui, le SH était un instrument établi par diverses parties à l'Accord sur l'OMC "à l'occasion de" la conclusion de l'Accord sur l'OMC, en ce sens où il se rapportait à cet accord – qu'il a servi de base aux négociations tarifaires – et non qu'il a été conclu en même temps que l'Accord sur l'OMC.[289]

7.183 La **Thaïlande** ne considère pas que le SH constitue un "contexte" au sens de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne* vu que, à son avis, il ne satisfait pas aux critères énoncés dans cet article.[290] Cependant, elle estime que le SH pourrait être pris en compte soit au titre de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* en tant que "contexte", soit au titre de l'article 31 3) c) de la *Convention de Vienne* en tant que "règle pertinente de droit international".[291] Elle fait observer que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a estimé qu'il aurait fallu que le SH soit pris en considération par le Groupe spécial chargé de l'affaire lorsque ce dernier s'est attaché à interpréter les termes de la Liste des CE mais il n'a pas précisé la disposition de la *Convention de Vienne* en vertu de laquelle il aurait fallu tenir compte du SH.[292] La Thaïlande dit qu'il n'est peut-être pas nécessaire en l'espèce que le Groupe spécial précise la disposition de l'article 31 de la *Convention de Vienne* en vertu de laquelle il conviendrait de prendre en considération le SH.[293]

7.184 Les **Communautés européennes** estiment que, dans le contexte de la présente affaire, le SH est admissible en tant que "contexte" au titre de l'article 31 3) c) de la *Convention de Vienne*.[294] Pour étayer cette affirmation, elles font observer que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* avait considéré que le SH faisait partie du contexte de la liste en cause en l'espèce.[295]

Analyse par le Groupe spécial

7.185 Le Groupe spécial rappelle que, conformément à l'article 3.1 de la Convention sur le SH, les Communautés européennes sont tenues d'utiliser les positions et les sous-positions du SH au niveau des positions à six chiffres. Par conséquent, la NC des Communautés européennes et le SH sont identiques au niveau des positions à six chiffres.

7.186 Le SH tire son origine de la "Nomenclature de Genève" (NG), qui a vu le jour le 1er juillet 1937 sous la forme du Projet de nomenclature douanière de 1937 de la Société des Nations. La NG a été remplacée en 1959 par la Convention de Bruxelles sur la Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers (Nomenclature douanière de Bruxelles ou NDB)[296], qui a pris le nom de Nomenclature du Conseil de coopération douanière (NCCD) en 1974. La NCCD a été remplacée par le SH en 1988. Le SH a été amendé trois fois depuis 1988 – en 1992, en 1996 et en 2002.

---

[289] Réponse du Brésil à la question n° 73 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 27.

[290] Réponse de la Thaïlande à la question n° 73 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 31.

[291] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 32; réponse de la Thaïlande à la question n° 121 du Groupe spécial.

[292] Réponse de la de la Thaïlande à la question n° 73 du Groupe spécial, citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89.

[293] Réponse de la Thaïlande à la question n° 73 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 31.

[294] Réponse des CE à la question n° 73 du Groupe spécial.

[295] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 28.

[296] La NDB est entrée en vigueur le 11 septembre 1959, après l'adoption, le 1er juillet 1955, d'un Protocole de rectification établissant une révision de la Nomenclature.

7.187 Le Groupe spécial note que les membres du SH sont extrêmement nombreux et incluent la grande majorité des Membres de l'OMC, y compris les parties au présent différend.[297] En outre, le SH a été utilisé comme base de l'établissement des listes annexées au GATT issues du Cycle d'Uruguay. Cela ressort clairement de l'accord sur les modalités[298], qui indique que les produits agricoles pour lesquels des engagements tarifaires doivent être établis se fondent sur le SH[299], et du fait que le SH a été utilisé pour définir les produits visés par l'Accord sur l'agriculture.[300]

7.188 En outre, le Groupe spécial note que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a déclaré que le Groupe spécial aurait dû tenir compte du SH et de ses Notes explicatives pour l'interprétation des termes de la liste en cause en l'espèce, qui se révèle être la même liste que celle qui est en cause dans la présente affaire – à savoir la Liste des CE. En particulier, l'Organe d'appel avait déclaré ce qui suit:

> "Nous pensons … que pour interpréter correctement la liste LXXX [des CE], il aurait fallu examiner le *Système harmonisé* et ses *Notes explicatives*."[301]

7.189 Compte tenu de ce qui précède, il ne fait aucun doute pour le Groupe spécial que la version de 1992 du SH et ses Notes explicatives sont pertinentes pour l'interprétation des concessions reprises dans la Liste des CE. Nous ne considérons pas que l'issue de l'exercice d'interprétation que nous réalisons en ce qui concerne la position 02.10 de la Liste des CE se trouvera modifiée selon que nous classons le SH en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2) b) de la *Convention de Vienne*, conformément à la thèse du Brésil, ou en tant que "contexte" au titre de l'article 31 1), conformément à la thèse de la Thaïlande, ou en tant que "règle pertinente de droit international" au titre de l'article 31 3) c), conformément à la thèse de la Thaïlande et des Communautés européennes. Par conséquent, nous traiterons le SH comme étant admissible en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2), rappelant que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* a indiqué que le SH devrait être pris en considération pour l'interprétation de la liste d'un Membre. Nous examinerons maintenant la question de savoir si des déductions pertinentes quelconques peuvent être tirées du SH aux fins de l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

Interprétation des aspects pertinents du Système harmonisé

Méthode d'interprétation

7.190 Pour déterminer la pertinence, pour autant qu'il en ait, du SH pour l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, nous examinerons tous les aspects pertinents du SH – c'est-à-dire les termes et la structure du SH, ses Notes explicatives et les Règles générales. Nous examinerons, dans un premier temps, chaque aspect individuellement, mais nous finirons par évaluer tous ces aspects dans leur totalité. Nous considérons que nous serons mieux à même de tirer du SH les déductions pertinentes aux fins de notre interprétation de la Liste des CE si tous les aspects pertinents du SH sont examinés dans leur ensemble.

---

[297] Le Groupe spécial note que 102 des 148 Membres de l'OMC sont signataires de la Convention sur le SH et que la grande majorité de ceux qui ne sont pas signataires appliquent aussi le SH.

[298] L'accord sur les modalités est mentionné ci-dessus au paragraphe 7.96.

[299] Voir le paragraphe 3 de l'annexe 3 de l'accord sur les modalités.

[300] Voir le paragraphe 1 de l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture.

[301] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89.

Termes et structure du SH

Arguments des parties

7.191 En ce qui concerne les termes de la position 02.10 du SH, le **Brésil** et la **Thaïlande** font observer qu'ils sont identiques aux termes de la position 02.10 de la Liste des CE.[302] En particulier, la Thaïlande indique que le terme "salés" dans le libellé de la position 02.10 du SH ne permet aucunement de clarifier le niveau minimum de sel que le produit doit contenir pour pouvoir être classé comme "salé".[303]

7.192 En ce qui concerne la structure du Chapitre 2 du SH, le Brésil note que l'OMD n'a pas fait référence à la conservation ou à la conservation à long terme dans sa réponse aux questions du Groupe spécial à ce sujet.[304]

7.193 Le Brésil se réfère également à la nomenclature qui a précédé le SH – à savoir la NG – et aux Notes explicatives y afférentes pour démontrer que le Chapitre 2 du SH est structuré suivant la "préparation" et non la "conservation".[305] Premièrement, il soutient que la NG montre que le chapitre 2 était structuré de telle façon que plus les viandes étaient préparées et/ou transformées, plus elles étaient placées loin des animaux vivants.[306] Deuxièmement, le Brésil fait observer qu'une Note explicative du chapitre 2 de la NG ne faisait référence qu'à deux catégories de conservation – c'est-à-dire "frais/réfrigéré" et "congelé", mais pas "salé", "séché" ou "fumé". D'après le Brésil, si les auteurs de la NG avaient considéré "salé", "séché" ou fumé" comme étant des méthodes de conservation au titre du chapitre 2, ils les auraient placées comme positions tierces à côté de "frais/réfrigéré" et "congelé".[307] Troisièmement, le Brésil fait valoir que la même Note explicative traduit une volonté d'éviter de créer au chapitre 2 des divisions qui entraîneraient une discrimination parmi les viandes de même type en fonction de leur provenance.[308] D'après le Brésil, si la conservation déterminait le classement sous la position 02.10, cet objectif serait compromis.[309] Quatrièmement, le Brésil renvoie aux termes du libellé qui a précédé celui de la position 02.10 dans la NG. Il fait valoir que l'expression "simplement préparées" dans cette position signifie que la position renvoie aux viandes qui ont été "préparées" mais pas "conservées".[310] D'après le Brésil, cela se trouve confirmé par la Note explicative relative à cette position dans la NG, qui indique que les viandes ayant fait l'objet d'un traitement complémentaire, comme les produits en récipients hermétiquement fermés et soumis à un conditionnement spécifique, par opposition aux viandes simplement préparées, relèvent du chapitre 16 en tant que viandes de l'industrie des conserves.[311] Le Brésil conclut que le chapitre 2 de la NG a été structuré suivant le degré de préparation et que, d'après la NG, les viandes "salées", "séchées" et "fumées" étaient considérées comme des viandes "préparées" et non comme des

[302] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 112; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 107.
[303] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 109.
[304] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 32; déclaration finale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 14.
[305] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 33 à 47. Le Brésil a présenté la NG et ses Notes explicatives dans la pièce n° 40 a) du Brésil.
[306] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 37; déclaration finale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 14.
[307] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 40; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 25; réponse du Brésil à la question n° 121 du Groupe spécial.
[308] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 41; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 26; réponse du Brésil à la question n° 121 du Groupe spécial.
[309] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 27.
[310] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 44.
[311] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 45.

viandes "conservées".[312] En conséquence, d'après le Brésil, le Chapitre 2 du SH est structuré d'après le même principe – c'est-à-dire le degré de "préparation" et non le degré de "conservation".[313]

7.194 Les **Communautés européennes** citent la réponse de l'OMD à une question du Groupe spécial qui, selon elles, montre que la logique sous-tendant le choix des produits visés dans le SH était de répondre aux besoins des participants au commerce international, en incluant des marchandises ou groupes de marchandises qui représentaient un volume significatif dans les échanges internationaux.[314] Selon elles, la réponse de l'OMD confirme que les auteurs du SH ont placé les viandes qui avaient été "salé[e]s ou en saumure, séché[e]s ou fumé[e]s" à des fins de conservation sous une position spécifique parce qu'elles constituaient une catégorie significative dans le commerce international. Les Communautés européennes soutiennent, en outre, que le commerce des viandes "conservées" par les moyens mentionnés à la position 02.10 du SH peut certainement être considéré comme représentant un volume significatif dans le commerce international, ce que confirme le fait que les pays européens étaient les principaux participants à la NG de 1937 et à son successeur, la NCCD de 1955. D'après les Communautés européennes, les viandes partiellement transformées, telles que les produits en cause, n'ont joué aucun rôle dans le commerce international puisqu'elles n'existaient ni en 1937 ni en 1955. Les Communautés européennes font valoir qu'il n'y avait donc aucune raison pour que les auteurs de la NG, de la NCCD et du SH prévoient une catégorie de produits qui n'existaient pas dans le commerce international. En fait, le type de viandes qu'ils avaient à l'esprit lorsqu'ils ont prévu une position séparée devait être les viandes "conservées", dont les différentes sortes étaient bien établies et facilement identifiables et faisaient l'objet d'une liste assez courte.[315] Les Communautés européennes soutiennent également que, malgré l'utilisation du mot "préparées" dans le texte de la NG qui a précédé le libellé de la position 02.10 du SH, il ne pouvait s'agir d'autre chose que de viandes qui avaient été transformées pour éviter qu'elles ne s'avarient et se détériorent étant donné l'absence quasi totale de réfrigération dans l'Europe d'avant-guerre. Les Communautés européennes expliquent que comme la position de la NG couvrait les viandes cuites en même temps que les viandes qui étaient salées etc. l'expression "simplement préparées" a été utilisée pour englober tous ces procédés. Elles font observer que les "viandes cuites" ont finalement été regroupées avec les autres préparations à base de viandes dans le chapitre 16 de la NCCD et, par la suite, dans le SH.[316]

Observations de l'Organisation mondiale des douanes

7.195 L'OMD déclare que le chapitre 2 du Système harmonisé est fondé sur la structure de la NCCD. La NCCD, en usage depuis 1959, était, dans une certaine mesure, fondée sur l'ancienne "Nomenclature de Genève". L'OMD déclare en outre que l'historique des deux positions du SH en cause dans le présent différend (02.07 et 02.10) est le suivant:

> Position 14 Volaille tuée. (Nomenclature de Genève)
>
> 02.02 Volailles mortes de basse-cour et leurs abats comestibles (à l'exclusion des foies), frais, réfrigérés ou congelés (NCCD)
>
> 02.07 Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05 (SH)

[312] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 47.
[313] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 46 et 47.
[314] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 32, renvoyant à la réponse de l'OMD à la question n° 2 que lui a posée le Groupe spécial.
[315] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphes 34 à 36.
[316] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphes 41 à 45.

> Position 18 Viandes salées, séchées, fumées, cuites ou simplement préparées d'une autre manière. (Nomenclature de Genève)
>
> 02.06 Viandes et abats comestibles de toutes espèces (à l'exclusion des foies de volailles), salés ou en saumure, séchés ou fumés. (NCCD)
>
> 02.10 Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats. (SH)[317]

7.196 L'OMD déclare en outre que, lorsque le SH a été élaboré, la désignation séparée de marchandises ou de groupes de marchandises n'a, en règle générale, été approuvée que lorsque les participants s'accordaient pour reconnaître que ces marchandises ou groupes de marchandises étaient significatifs dans le commerce international. Par conséquent, le choix des produits visés dans le SH avait pour objet de répondre aux besoins des participants au commerce international, en incluant des marchandises ou groupes de marchandises représentant un volume significatif dans les échanges internationaux, compte tenu de la structure des nomenclatures consultées.[318]

Analyse par le Groupe spécial

7.197 La teneur et la structure du SH sont identiques à la Liste des CE au niveau des positions à six chiffres. Le Groupe spécial considère que, dans la mesure où les termes du libellé de la position 02.10 dans le SH et la structure du Chapitre 2 du SH sont identiques aux termes de la concession correspondant à la position 02.10 et au chapitre 2 de la Liste des CE, ils ne nous fournissent aucune indication utile nouvelle concernant l'interprétation du mot "salés" dans le libellé de cette concession par rapport à ce que ce que le Groupe spécial a déjà tiré jusqu'ici de son analyse concernant les termes et la structure de la Liste des CE. Par conséquent, dans la présente section, nous nous concentrerons sur les éléments des termes et de la structure du SH qui n'apparaissent pas dans la Liste des CE et que l'on ne nous a pas demandé d'examiner jusqu'ici.

7.198 En ce qui concerne l'évolution de la structure du Chapitre 2 du SH, nous rappelons que la NG et la NDB ont été conclues respectivement en 1937 et 1959. La date de leur conclusion nous permet de penser qu'elles pourraient n'avoir qu'une pertinence limitée en ce qui concerne les positions figurant dans le SH étant donné l'évolution des caractéristiques et des techniques commerciales depuis cette époque, qui a parfois nécessité des modifications de la nomenclature tarifaire. Cela dit, nous entreprenons d'examiner l'évolution de la structure du Chapitre 2 du SH pour déterminer si elle pourrait quand même nous aider à interpréter la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

7.199 Nous reconnaissons que certains aspects liés à l'évolution du Chapitre 2 du SH peuvent donner à penser que la position 02.10 était censée renvoyer à la "préparation" de la viande. À cet égard, nous notons que le texte de la NG auquel a succédé la position 02.10 du SH, – c'est-à-dire la position 18 – était le suivant:

> "Position 18 Viandes salées, séchées, fumées, cuites ou simplement préparées d'une autre manière:
>
> a. Jambons de porc
> b. Autres.

[317] Réponse de l'OMD à la question n° 3 que lui a posée le Groupe spécial.
[318] Réponse de l'OMD à la question n° 2 que lui a posée le Groupe spécial.

> Note. – *Sont exclues de la position 18, les viandes importées en boîtes, terrines, croûtes ou en récipients hermétiquement fermés*."[319]

7.200 En outre, la Note explicative de la position 18 est ainsi libellée:

> "Une dernière position de base de ce chapitre comprend toute autre viande salée, séchée, fumée, cuite ou simplement préparée d'une autre manière. … Les articles repris dans cette position sont ... d'une préparation très simple, et leur production est assez étroitement liée à celle des viandes fraîches. Le double intérêt de simplification et de facile consultation des tarifs douaniers indique donc de ne pas classer ces viandes autrement que comme simple préparation de viande fraîche. Par contre, ne rentrent pas dans ce chapitre les viandes importées en boîtes, terrines, croûtes ou en récipients hermétiquement fermés. Celles-ci sont déjà des produits de l'industrie des conserves et sont donc classées dans le chapitre 16."

7.201 Il est vrai que l'expression "simplement préparées" à la position 18 peut être interprétée comme qualifiant tous les termes qui la précèdent. Plus précisément, cette expression pourrait donner à penser que "salées", "séchées", "fumées" et "cuites" sont autant de méthodes de "préparation simple". De fait, cet avis semble être étayé par les mots "d'une autre manière" qui précèdent immédiatement l'expression "simplement préparées" de même que par la Note explicative de la position 18, qui indique que "les articles repris dans cette position sont ... d'une préparation très simple" et "ne rentrent pas dans ce chapitre les viandes importées en boîtes, terrines, croûtes ou en récipients hermétiquement fermés … des produits de l'industrie des conserves".

7.202 Néanmoins, le Groupe spécial considère que, même si la position 18 de la NG et la position qui lui a succédé dans le SH – à savoir la position 02.10 – étaient censées se rapporter à des aliments "préparés", à notre avis, rien dans la NG ni dans le SH n'indique qu'elles ne pourraient pas concurremment se rapporter à des aliments "conservés". À cet égard, le Groupe spécial rappelle l'observation qu'il a formulée ci-dessus au paragraphe 7.114, selon laquelle il y a un certain degré de chevauchement entre les définitions des termes "préparation" et "conservation".

7.203 Lorsqu'on examine si l'évolution du SH étaye l'avis selon lequel la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE se rapporte non seulement à la "préparation" mais aussi à la "conservation", nous notons que le Brésil a soutenu que l'évolution de la NG indiquait que la notion de "conserver" ne pouvait pas caractériser la position 02.10 du SH et les libellés qui l'avaient précédée. En particulier, le Brésil affirme que, si les auteurs de la NG avaient voulu que les termes "salés", "séchés" ou "fumés" renvoient à des méthodes de conservation, il les aurait placés en tant que positions tierces aux côtés de frais/réfrigérés/congelés.[320] Le Brésil soutient également que, si la conservation déterminait le classement sous la position 02.10, cela compromettrait l'objectif consistant à éviter la discrimination entre les viandes de provenances différentes.[321] Le Brésil fonde ces deux arguments sur la Note explicative suivante relative à la position 13 de la NG[322]:

> "Quant à la subdivision de cette position, on peut évidemment procéder de deux manières: on pourrait prendre pour base les quatre espèces importantes d'animaux de boucherie: les espèces bovine, ovine, porcine et chevaline; ou bien les deux grandes

[319] La NG est reproduite dans la pièce n° 40 a) du Brésil.

[320] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 40; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 25; réponse du Brésil à la question n° 121 du Groupe spécial.

[321] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 27.

[322] La position 13 concernait les "viandes provenant des animaux de boucherie" (c'est-à-dire bœuf, veau, mouton, agneau, porc à l'exclusion du lard, et cheval).

> catégories des viandes fraîches ou réfrigérées et des viandes congelées. Le projet combine ces deux modes de classement. Il n'est pas contestable que l'intérêt d'avoir, dans les tarifs, une distinction qui vise les différentes espèces est prédominant. En effet, c'est la division qui existe actuellement dans la plupart des tarifs. Le projet applique donc, quant à la subdivision, la même règle, en prévoyant à l'égard des viandes des espèces bovine et ovine, pour lesquelles les importations à l'état congelé jouent un très grand rôle, des positions tierces qui distinguent entre viandes fraîches et viandes congelées. Procéder autrement, c'est-à-dire établir la division fondamentale entre viandes fraîches et viandes congelées, obligerait plusieurs pays à introduire dans leur tarif douanier une subdivision dont ils n'ont pas reconnu l'opportunité jusqu'ici et aboutirait à une discrimination entre les viandes fraîches, lesquelles sont généralement les produits de l'agriculture des pays voisins, et les viandes congelées, qui proviennent en général de régions très éloignées."

7.204 La Note explicative de la position 13 désigne deux grandes catégories de viande – à savoir les "viandes fraîches/réfrigérées" et les "viandes congelées". Même si ces catégories sont des catégories relatives à la "conservation" comme l'a affirmé le Brésil, nous ne voyons rien dans la Note explicative qui permette de penser qu'il s'agit nécessairement des *seules* catégories relatives à la conservation dans le chapitre 2. En outre, le Groupe spécial fait observer que l'objectif consistant à éviter la discrimination mentionné dans la Note explicative, qui selon le Brésil s'oppose à une interprétation de la position 18 comme incluant l'idée de "conservation", est exprimé en ce qui concerne les viandes fraîches et congelées de la position 13 seulement et pas en ce qui concerne les viandes auxquelles s'applique la position 18. Par conséquent, nous ne considérons pas que l'expression d'une volonté de non-discrimination, qui ressort de la Note explicative de la position 13, indique nécessairement que les procédés mentionnés sous la position 18 et, à son tour, sous la position 02.10, excluent la notion de "conservation".

7.205 Le Groupe spécial rappelle une fois encore que, à la suite de son examen du sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, il a conclu que le mot "saler" signifiait assaisonner, ajouter du sel, aromatiser avec du sel, traiter, traiter en salaison ou conserver et englobe à la fois la notion de "conservation" et de "préparation".[323] À notre avis, l'évolution des termes et de la structure du Chapitre 2 du SH n'indique pas d'une manière certaine si oui ou non le libellé qui a précédé celui de la position 02.10 du SH était caractérisé par l'idée de "préparation" et/ou de "conservation" et/ou correspondait à la physionomie du commerce international à l'époque où la position a été arrêtée. En conséquence, nous considérons que l'évolution des termes et de la structure du Chapitre 2 du SH ne clarifie pas le sens ordinaire de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. En outre, de l'avis du Groupe spécial, les termes et la structure du SH n'indiquent pas que la concession correspondant à la position 02.10 se caractérise nécessairement par la notion de conservation à long terme.

Note explicative du SH

Arguments des parties

7.206 Le **Brésil** et la **Thaïlande** admettent que l'article 1 a) de la Convention sur le SH ne définit pas le SH comme incluant les Notes explicatives qui l'accompagnent. Ils font observer que, néanmoins, sachant que les Notes explicatives ne faisaient pas partie du SH, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel leur a délibérément donné le même poids et la même

[323] Voir le paragraphe 7.114 ci-dessus.

valeur pour l'interprétation qu'au SH lorsqu'il a déclaré que le Groupe spécial chargé de l'affaire aurait dû examiner aussi bien le SH que ses Notes explicatives.[324]

7.207 Les **Communautés européennes** répondent en disant qu'elles ne contestent pas que certaines parties du SH qui n'apparaissent pas dans la Liste des CE – c'est-à-dire les différentes notes du SH y compris les notes de chapitres et les Notes explicatives – devraient être prises en considération pour interpréter la Liste des CE.[325] Cependant, elles estiment que les Notes explicatives du SH donnent des indications qui n'ont pas force obligatoire et ne devraient pas être traitées de la même façon que des dispositions de traité.[326]

7.208 En ce qui concerne *la Note explicative de la position 02.10 dans le SH*, le **Brésil** et la **Thaïlande** déclarent qu'elle indique clairement que la position 02.10 couvre les viandes qui ont été "préparées" de la manière décrite dans la position – c'est-à-dire par salage, saumurage, séchage ou fumage.[327] La Thaïlande estime que, par conséquent, toutes les viandes qui ont été préparées de la manière décrite dans la position doivent être classées sous la position 02.10.[328] Le Brésil ajoute que rien dans la Note n'indique que le "salage" soit un procédé utilisé pour assurer une conservation [à long terme] puisque le mot "conserver" n'est pas mentionné dans la Note.[329] Selon le Brésil, lire dans la prescription que le salage est un procédé destiné à assurer la conservation à long terme aurait pour effet d'exclure le terme "préparés" de la Note de la position 02.10 du SH.

7.209 En réponse, les **Communautés européennes** disent que, lorsqu'on considère dans son ensemble la Note explicative de la position 02.10 du SH, il apparaît peu probable que le mot "préparés" y soit utilisé dans un sens technique.[330] En outre, elles estiment que l'objet de la Note n'est pas de faire la distinction entre la position 02.10 et les positions 02.01 à 02.08 (qui est la question en cause dans le présent différend) mais plutôt de chercher à distinguer entre les viandes spécifiques visées par la position 02.09 (graisse de porc et graisse de volailles) et tous les autres types de viandes du chapitre 2.[331]

7.210 La **Thaïlande** répond en disant que le fait que la Note fasse référence à la distinction entre les positions 02.09 et 02.10 ne diminue pas la valeur intrinsèque de la description qui y est utilisée. D'après la Thaïlande, la Note indique clairement que les termes "salés, en saumure, séchés ou fumés" décrivent la manière dont les viandes et les abats ont été préparés.[332]

7.211 Le **Brésil** et la **Thaïlande** se réfèrent aux *Notes explicatives du chapitre 2 dans le SH* qui indiquent que l'état "frais" des viandes peut inclure les viandes et abats conditionnés avec du sel

---

[324] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 35; réponse du Brésil à la question n° 121 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 31; réponse de la Thaïlande à la question n° 121 du Groupe spécial renvoyant au rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89.

[325] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphe 17.

[326] Première communication écrite des CE, paragraphe 156; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 46.

[327] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 118 et 119; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 29; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 21; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 120.

[328] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 120; réponse de la Thaïlande à la question n° 67 du Groupe spécial.

[329] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 120; déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 33.

[330] Première communication écrite des CE, paragraphe 157.

[331] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphe 21; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 39.

[332] Réponse de la Thaïlande à la question n° 67 du Groupe spécial.

servant d'agent conservateur temporaire pendant le transport et, par conséquent, se rapporte à des viandes dont les caractéristiques essentielles n'ont pas été altérées par l'adjonction de sel. Ils estiment que, en revanche, les produits en cause ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène.[333] La Thaïlande est d'avis que, comme les viandes fraîches conditionnées avec du sel servant d'agent conservateur temporaire doivent être classées en tant que viandes "fraîches", les viandes auxquelles du sel a été ajouté en tant que plus qu'un agent conservateur temporaire doivent être classées ailleurs que sous "fraîches"; c'est-à-dire qu'elles doivent être considérées comme des viandes "salées" au titre de la position 02.10.[334] Le Brésil affirme aussi que rien dans les Notes ne permet de penser que les viandes congelées imprégnées de sel ou préparées dans du sel doivent être classées en tant que viandes "congelées" plutôt que "salées". Il soutient que, au contraire, comme le sel n'est mentionné dans les Notes qu'en rapport avec des viandes fraîches, cela dénote l'intention explicite de n'inclure le sel qu'en rapport avec des viandes fraîches et dans un cas spécifique.[335]

7.212 En réponse, les **Communautés européennes** disent que le sel ne peut pas servir d'agent conservateur, même pour une conservation temporaire, en l'absence d'une réaction d'un type ou d'un autre avec la viande pendant le transport. Elles estiment que, par conséquent, la distinction entre l'adjonction de sel en tant qu'agent conservateur temporaire et l'adjonction de sel en tant qu'ingrédient n'est pas évidente. Elles sont d'avis que l'aspect pertinent des Notes explicatives devrait s'appliquer *mutatis mutandis* aux viandes "congelées" contenant du sel ajouté.[336]

7.213 Le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment en outre que les Notes explicatives du Chapitre 2 du SH indiquent que les viandes du chapitre 2 sont classées selon quatre états seulement: frais; réfrigéré; congelé; et salé/en saumure/séché/fumé.[337] D'après le Brésil, cela indique que les viandes "congelées" et les viandes "salées" sont considérées comme étant deux produits différents qui doivent être classés sous des positions séparées du chapitre 2.[338] Le Brésil soutient que les Notes explicatives du chapitre 2 n'indiquent pas que les "états" représentent des méthodes de conservation.[339] La Thaïlande ajoute que l'état "frais" – l'un des quatre états énumérés dans les Notes explicatives – n'est pas un état se rapportant à la conservation. Elle estime que l'état "salé, en saumure, séché ou fumé" ne se rapporte pas non plus à la conservation.[340] En outre, d'après le Brésil, les Notes explicatives relatives au chapitre 2 et à la position 02.10 indiquent que le mot "salés" à la position 02.10 de la Liste des CE ne signifie pas salés aux fins d'une conservation à long terme.[341]

7.214 Le Brésil fait aussi observer que, pour illustrer le type de viandes qui devraient être classées sous les positions du chapitre 16 (par opposition aux positions du chapitre 2), les Notes explicatives du chapitre 2 énumèrent les produits "autrement *préparés ou conservés* par tout procédé non visé" au chapitre 2.[342] Le Brésil estime que seules les positions 02.09 et 02.10 se rapportent à des viandes qui ont subi un procédé de préparation.[343] Il fait aussi valoir que les Notes explicatives montrent que le classement au titre du chapitre 2 est déterminé soit par un procédé de préparation soit par un procédé

---

[333] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 141; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 114.

[334] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 114.

[335] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 140.

[336] Première communication écrite des CE, paragraphe 150.

[337] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 125; réponse de la Thaïlande à la question n° 79 a) du Groupe spécial.

[338] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 125.

[339] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 127; déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 36 et 37.

[340] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 35.

[341] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 5.

[342] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 128; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 28.

[343] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 129.

de conservation.[344] Il fait observer que, si un produit a été "préparé" par un procédé visé au chapitre 2, et a aussi été "conservé" par un procédé relevant de ce chapitre, le produit sera classé suivant le procédé de "préparation"; autrement, l'expression "préparés ou conservés" figurant dans les Notes du chapitre 2 serait dénuée de sens.[345] Le Brésil estime que, si la structure du chapitre 2 avait été exclusivement fondée sur la "conservation", il n'aurait pas été nécessaire d'inclure le mot "préparés" dans les Notes parce que n'importe quelle préparation – y compris celle qui est visée sous la position 02.10 – aurait uniquement pour objet la conservation. Cependant, d'après lui, le mot "préparation" a un sens différent et plus large que "conservation" dans les Notes.[346]

7.215 En ce qui concerne *les Notes explicatives du chapitre 16 du SH*, la **Thaïlande** fait observer qu'elles indiquent aussi clairement que le chapitre 2 concerne des produits qui ont subi certains procédés de préparation ("salés", "en saumure", "séchés" ou "fumés") ou qui ont subi des procédés de conservation ("réfrigérés" ou "congelés") ou qui sont à l'état naturel et ne sont pas préparés ou conservés par un quelconque procédé ("frais").[347] La Thaïlande indique que la Note du chapitre 16 exclut les produits qui sont "*préparés ou conservés* par les procédés énumérés aux chapitres 2, 3 ou au n° 05.04". Elle estime que, comme les termes "frais", "réfrigérés" et "congelés" se rapportent à la conservation, les termes "salés, en saumure, séchés ou fumés" ne peuvent pas être aussi interprétés comme se rapportant à la conservation parce que, autrement, le mot "préparés" dans la Note du chapitre 16 deviendrait inutile. D'après la Thaïlande, l'interprétation correcte serait de considérer les termes "salés, en saumure, séchés ou fumés" comme se rapportant à des procédés ayant pour objet la préparation car cette interprétation donnerait un sens à tous les termes de la Note explicative du chapitre 16.[348]

7.216 En réponse, les **Communautés européennes** disent que les Notes explicatives du chapitre 16 ne sont pas concluantes en ce qui concerne le classement des produits en cause car elles signifient simplement que les viandes auxquelles il n'a été ajouté que du sel pour modifier la saveur, par opposition aux viandes assaisonnées auxquelles du sel et du poivre ont été ajoutés, devraient être classées ailleurs qu'au chapitre 16. Cela ne peut que signifier que ces viandes devraient être classées dans le chapitre 2 mais les Notes n'indiquent pas sous quelle position.[349]

7.217 Le **Brésil** et la **Thaïlande** concluent que les Notes explicatives du SH confirment sans ambiguïté que la position 02.10 s'applique aux viandes qui ont été "préparées" par salage, saumurage, séchage ou fumage et non aux viandes qui ont été "conservées" par ces procédés.[350]

Observations de l'Organisation mondiale des douanes

7.218 L'OMD déclare que la classification des produits du SH repose sur le libellé des textes juridiques, c'est-à-dire sur les termes des positions et de toutes notes de sections, de chapitres ou de sous-positions connexes, ainsi que sur les Règles générales pour l'interprétation du SH. L'OMD ajoute que les Notes explicatives du SH, qu'elle décrit comme l'"interprétation officielle du SH", sont prises en considération conjointement avec les textes juridiques.[351]

---

[344] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 132.

[345] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 133; déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 39.

[346] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 39.

[347] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 122.

[348] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 36; réponse de la Thaïlande à la question n° 121 du Groupe spécial.

[349] Première communication écrite des CE, paragraphe 154.

[350] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 28 et 29; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 33 à 35.

[351] Réponse de l'OMD à la question n° 1 que lui a posée le Groupe spécial.

Analyse par le Groupe spécial

7.219 L'article 1 a) de la Convention sur les SH dispose ce qui suit:

> "[On entend] par "Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises", dénommé ci-après le "Système harmonisé", la Nomenclature comprenant les positions et sous-positions et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions ainsi que les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé, figurant dans l'annexe à la présente Convention."

7.220 Le Groupe spécial fait observer que les Notes explicatives ne sont pas mentionnées à l'article 1 a) de sorte qu'elles ne semblent pas faire partie du SH qu'il a décidé de considérer en tant que "contexte" pour l'interprétation de la Liste des CE conformément à l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*. Néanmoins, nous notons que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel avait explicitement déclaré que le Groupe spécial aurait dû tenir compte des Notes explicatives du SH pour son examen de la Liste des CE, bien que le caractère non contraignant de ces Notes lui ait été signalé par l'une des parties.[352] En outre, nous notons que l'OMD a indiqué que les Notes explicatives du SH étaient prises en considération conjointement avec les textes juridiques pour interpréter le SH.[353] Par conséquent, sur la base de ce qui précède, nous examinerons les Notes explicatives du SH pour interpréter la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, en n'oubliant pas ce faisant que les Notes explicatives ne font pas partie du SH et n'ont pas force obligatoire.

7.221 Le Groupe spécial note tout d'abord que certains aspects des Notes explicatives peuvent être interprétés comme indiquant que les procédés visés dans la concession correspondant à la position 02.10 doivent être considérés comme des procédés de "préparation". Par exemple, la Note explicative relative à la position 02.10 du SH, qui semble être la plus pertinente pour la présente affaire, indique ce qui suit:

> "Cette position s'applique seulement aux viandes et abats de toute sorte *préparés* selon les spécifications du libellé, à l'exclusion cependant du lard sans parties maigres ainsi que de la graisse de porc et de la graisse de volailles non fondues ni autrement extraites (n° 02.09) …"[354] (pas d'italique dans l'original)

7.222 En outre, les Notes explicatives du chapitre 2 renvoient aux procédés décrits dans le chapitre 2 par les termes "préparés ou conservés" et les Notes explicatives du chapitre 16 excluent les produits qui sont "préparés ou conservés" par les procédés visés entre autres au chapitre 2. Ces Notes explicatives indiquent qu'au moins certains procédés visés au chapitre 2 entraînent une "préparation" et la Note explicative relative à la position 02.10 permet de penser que les procédés visés dans cette position en font partie.

7.223 Même si les Notes explicatives ci-dessus peuvent laisser entendre que les procédés mentionnés à la position 02.10 sont des procédés visant la "préparation" de la viande, nous ne considérons pas qu'elles soient particulièrement utiles en ce qui nous concerne vu que nous ne sommes pas convaincus que les notions de "conservation" et de "préparation" s'excluent mutuellement

---

[352] Voir les arguments des États-Unis dans le rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 38.

[353] Réponse de l'OMD à la question n° 1 que lui a posée le Groupe spécial.

[354] Les aspects des Notes explicatives du SH qu'invoquent les plaignants figurent dans l'annexe I de la déclaration orale des CE à la première réunion de fond. Le texte intégral des Notes explicatives du Chapitre 2 du SH est reproduit dans la pièce n° 24 du Brésil.

dans le contexte de la position 02.10.[355] Par conséquent, nous considérons que les Notes explicatives du SH ne clarifient pas le sens ordinaire du mot "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. En outre, nous sommes d'avis que les Notes explicatives n'indiquent pas que cette concession se caractérise nécessairement par la notion de conservation à long terme.

Règles générales

Arguments des parties

7.224 Le **Brésil** et la **Thaïlande** font observer que l'article 1 a) de la Convention sur le SH dispose qu'on entend par ""Système harmonisé" (…) la Nomenclature comprenant les positions et sous-positions et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions ainsi que les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé." Par conséquent, d'après le Brésil et la Thaïlande, les Règles générales du SH font partie du SH et sont aussi admissibles en tant que "contexte" pour l'interprétation des positions de la Liste des CE.[356]

7.225 Les **Communautés européennes** contestent l'applicabilité des Règles générales pour l'interprétation de la Liste des CE. D'après elles, l'application des Règles générales ne saurait invalider les conclusions concernant l'interprétation de la Liste des CE qu'une application des articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* permettrait de tirer.[357]

7.226 En ce qui concerne la Règle générale 1, la **Thaïlande** fait observer qu'elle dispose que le classement d'un produit doit être déterminé d'après les termes des positions et des notes de positions ou de chapitres pertinents. La Thaïlande estime que les termes des positions et des notes de chapitres et de positions pertinents dans le SH confirment que, suivant le sens ordinaire, "salé" s'entend d'un produit qui contient du sel et pas d'un produit qui est conservé par la méthode du salage.[358]

7.227 En ce qui concerne la Règle générale 3, le **Brésil**, la **Thaïlande** et les **Communautés européennes** sont d'accord pour dire que la condition pour qu'elle soit appliquée – à savoir que les produits en cause paraissent devoir être classés sous deux ou plusieurs positions – n'a pas été remplie dans ce cas. Les plaignants considèrent que les produits en cause doivent être classés sous la position 02.10 alors que les Communautés européennes considèrent qu'ils doivent être classés sous la position 02.07.[359]

7.228 Néanmoins, le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment que le Groupe spécial peut invoquer la Règle générale 3 s'il considère que les produits en cause doivent être classés sous deux ou plusieurs

[355] À cet égard, nous rappelons une fois encore l'observation que nous avons formulée au paragraphe 7.114 ci-dessus selon laquelle il y a un certain degré de chevauchement dans les définitions des termes "préparation" et "conservation".

[356] Réponse du Brésil à la question n° 74 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 48; réponse du Brésil à la question n° 121 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 74 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 121 du Groupe spécial.

[357] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 54.

[358] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 124; réponse de la Thaïlande à la question n° 121 du Groupe spécial.

[359] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 147; réponse du Brésil à la question n° 72 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 49; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 29; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 44; réponse des CE à la question n° 72 du Groupe spécial; première communication écrite des CE, paragraphe 159.

positions du SH.[360] À cet égard, la Thaïlande note que les Communautés européennes elles-mêmes semblent considérer que les produits en cause peuvent être classés sous deux ou plusieurs positions vu que, dans les minutes d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE, le Comité a déclaré que les "[produits en cause] correspond[ai]ent en même temps au libellé de la position 02.07 (congelés) et à celui de la position 02.10 (salés)".[361]

7.229 Le Brésil et la Thaïlande notent que la Règle générale 3 a) dispose que la position qui donne la description la plus spécifique d'une marchandise doit avoir la priorité sur les positions d'une portée plus générale.[362] Le Brésil dit que l'adjectif "spécifique" signifie "clairement défini", "se rapportant à, caractérisant ou distinguant une espèce" ou "spécial, distinctif ou unique".[363] Le Brésil et la Thaïlande affirment que le salage confère à la viande des caractéristiques spécifiques, distinctives, qui distinguent les viandes salées des viandes non salées.[364] Pour étayer leur affirmation, il font référence à la saveur et à la texture différentes des viandes salées qui ont une incidence sur les choix des consommateurs et disent que les viandes qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène ne peuvent pas être totalement dépourvues de sel et que ces viandes ont des utilisations plus limitées et spécifiques.[365] Le Brésil et la Thaïlande estiment que, par contre, la congélation du poulet ne modifie pas les propriétés de la viande.[366]

7.230 En outre, le Brésil fait observer que la référence aux volailles à la position 02.07 ne la rend pas plus spécifique que la position 02.10. Il dit que les Communautés européennes n'ont pas contesté le fait que les sous-positions aussi bien 0207.41.10 que 0210.90.20 incluaient la viande de poulet. Par conséquent, il ne fait aucun doute que la viande de poulet est un produit visé par les deux sous-positions. En outre, le Brésil fait valoir que, comme le mot "viandes" à la position 02.10 inclut les viandes de toutes sortes, la position 02.10 pourrait très bien se rapporter spécifiquement aux viandes de porc, bovin, cheval, agneau, chèvre, oie, dinde, poulet, etc.[367] La Thaïlande estime que si, en théorie, le terme volaille est plus spécifique que le terme viande, cela n'est pas pertinent pour déterminer la position appropriée pour classer les produits en cause dans le présent différend puisqu'une analyse des positions montre que la position 02.10 s'applique plus spécifiquement à tous les types de viandes qui sont salés, en saumure, séchés ou fumés.[368] Le Brésil insiste aussi sur le fait que le terme "salés" est ce qui décrit spécifiquement le produit en cause en l'espèce vu la manière dont le chapitre 2 est structuré.[369] Ainsi, d'après la Brésil et la Thaïlande, la position 02.10 est plus spécifique au sens de la Règle générale 3 a) parce que, à leur avis, le fait que des produits soient

[360] Observations du Brésil concernant la réponse des CE à la question n° 121 du Groupe spécial citant la réponse des CE à la question n° 76 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 42 à 44.

[361] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 46, renvoyant à la pièce n° 22 de la Thaïlande. La pièce n° 22 de la Thaïlande contient les minutes du Comité du Code des douanes des CE du 25 janvier 2002.

[362] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 150; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 127.

[363] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 150.

[364] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 50 et 51; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 24 à 29 et 45 à 47.

[365] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 152 et 153; réponse du Brésil à la question n° 72 du Groupe spécial; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 128 et 131; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 24 à 29.

[366] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 154; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 129.

[367] Réponse du Brésil à la question n° 72 du Groupe spécial.

[368] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 26 et 27.

[369] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 50.

"salés", "en saumure", "séchés" ou "fumés" est un critère plus spécifique que le type de viande aux fins de la classification douanière.[370]

7.231 Les **Communautés européennes** répondent en disant que toutes les volailles sont des viandes mais que toutes les viandes ne sont pas des volailles. Par conséquent, d'après les Communautés européennes, la référence aux "volailles" est plus spécifique aux fins de la Règle générale 3 a).[371] Les Communautés européennes estiment que, en tout état de cause, il n'y a aucune raison de considérer le "salage" comme étant plus spécifique que la "congélation" alors que ces termes renvoient tous deux à des procédés qui peuvent être appliqués à la viande.[372]

7.232 Le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment que, si le classement des produits en cause ne peut pas être déterminé par la Règle générale 3 a) et vu que la Règle générale 3 b) n'est pas applicable en l'espèce, il faudrait appliquer la Règle générale 3 c). Ils notent que la Règle générale 3 c) dispose que les produits en cause doivent être classés dans la position classée la dernière par ordre de numérotation.[373] Ils estiment que l'application de la Règle générale 3 c) entraînera le classement du poulet salé congelé sous la position 02.10 puisque cette position arrive après la position 02.07 par ordre de numérotation.[374]

7.233 Les **Communautés européennes** répondent en disant que le sens du mot "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 dans la Liste des CE doit être interprété conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord par application des règles coutumières d'interprétation des traités énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. Elles estiment que la Règle générale 3 c) est une règle mécanique de *non liquet* à laquelle l'article 3:2 du Mémorandum d'accord ne permet pas de recourir. D'après les Communautés européennes, dans un cas de *non liquet*, les règles générales du droit de l'OMC en matière de charge de la preuve exigeraient du Groupe spécial qu'il penche du côté du défendeur – en l'espèce les Communautés européennes.[375]

7.234 La **Thaïlande** répond en déclarant que l'application de la Règle générale 3 c) ne donne pas lieu à une situation de *non liquet* – c'est-à-dire une situation entraînant "a tribunal's nondecision resulting from the lack of clarity of the law applicable to the dispute at hand" (une absence de décision d'un tribunal résultant du manque de clarté quant au droit applicable au différend concerné).[376] Elle estime que l'objet de la Règle générale 3 c) n'est pas de déterminer le sens de la position 02.10. Au contraire, elle part du principe que le produit en question relève de deux ou plusieurs positions. La Thaïlande estime que, en tout état de cause, qualifier une règle d'outil "mécanique" n'en affaiblit pas la valeur en tant que moyen de déterminer la position sous laquelle il convient de classer un produit.[377] En outre, d'après elle, la Règle générale 3 c) est une règle générale d'interprétation qui peut harmonieusement s'appliquer conjointement avec les règles coutumières d'interprétation du droit international public puisque les règles coutumières d'interprétation sont considérées en général comme

---

[370] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 50 et 51; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 27 et 28; déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 22.

[371] Réponse des CE à la question n° 72 du Groupe spécial.

[372] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 58.

[373] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 34; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 48.

[374] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 158; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 34; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 132; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 29; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 48 et déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 24.

[375] Réponse des CE à la question n° 74 du Groupe spécial.

[376] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 25, citant la définition du "*non liquet*" figurant dans le *Black's Law Dictionary*.

[377] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 49.

étant celles qui sont énoncées dans la *Convention de Vienne* et vu que l'Organe d'appel a spécifiquement déclaré qu'un groupe spécial devait examiner le SH, y compris ses Règles générales.

Observations de l'Organisation mondiale des douanes

7.235 L'OMD déclare que, aux fins de la Règle générale 3 a), on pourrait faire valoir que la position 02.07 du SH est celle qui énonce la description la plus "spécifique" puisqu'elle fait référence aux "viandes congelé[e]s de[s] volailles", alors que la position 02.10 fait référence aux "viandes, salé[e]s" en général. Cependant, l'OMD dit qu'on pourrait aussi faire valoir que la référence au type spécifique de viandes (volailles) qui est faite à la position 02.07 ne devrait pas être prise en considération puisque c'est le traitement (congélation et salage) qui importe afin de déterminer le classement du produit en cause, de sorte qu'il est possible que ce soit la position 02.10 qui donne une description plus spécifique.[378]

Analyse par le Groupe spécial

7.236 Le Groupe spécial note que l'article 1 a) de la Convention sur le SH dispose que le SH comprend les positions et sous-positions du SH et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de positions ainsi que les Règles générales. Étant donné que les Règles générales font clairement partie du SH et à la lumière de la conclusion que nous avons formulée ci-dessus au paragraphe 7.189 selon laquelle le SH est pertinent pour l'interprétation de la position 02.10 de la Liste des CE, nous examinerons les Règles générales pour déterminer si elles peuvent nous aider à interpréter la position 02.10 de la Liste des CE. Toutefois, nous notons que, à la lumière du mandat qui est le nôtre en l'espèce, nous n'examinerons que les Règles générales auxquelles il a été fait référence par les parties. Plus précisément, nous ne nous référerons qu'à la Règle générale 1 et à la Règle générale 3, qui sont les Règles générales qui ont été spécifiquement invoquées par les plaignants dans le contexte du présent différend.[379]

7.237 Nous commençons notre analyse par la Règle générale 3, qui dispose ce qui suit:

> "Lorsque des marchandises paraissent devoir être classées sous deux ou plusieurs positions par application de la règle 2 b) ou dans tout autre cas, le classement s'opère comme suit:
>
> a) La position la plus spécifique doit avoir la priorité sur les positions d'une portée plus générale. Toutefois, lorsque deux ou plusieurs positions se rapportent chacune à une partie seulement des matières constituant un produit mélangé ou un article composite ou à une partie seulement des articles dans le cadre de marchandises présentées en assortiments conditionnés pour la vente au détail, ces positions sont à considérer, au regard de ce produit ou de cet article, comme également spécifiques même si l'une d'elle en donne par ailleurs une description plus précise ou plus complète.
>
> b) Les produits mélangés, les ouvrages composés de matières différentes ou constitués par l'assemblage d'articles différents et les marchandises présentées en assortiments conditionnés pour la vente au détail, dont le classement ne peut être effectué en application de la règle 3 a), sont classés d'après la matière ou l'article qui leur confère leur caractère essentiel lorsqu'il est possible d'opérer cette détermination.

[378] Réponse de l'OMD à la question n° 6 que lui a posée le Groupe spécial.

[379] Quoi qu'il en soit, nous faisons observer que les Règles générales autres que les règles 1 et 3 ne semblent pas être pertinentes à la lumière des faits de la cause.

> c) Dans le cas où les Règles 3 a) et 3 b) ne permettent pas d'effectuer le classement, la marchandise est classée dans la position placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération."

7.238 En ce qui concerne la question de savoir si la Règle générale 3 s'applique ou non, toutes les parties semblent d'accord pour dire qu'une analyse textuelle et contextuelle des positions pertinentes indique que les produits en cause dans le présent différend ne paraissent pas devoir être classés sous deux ou plusieurs positions. En conséquence, nous procéderons selon le même postulat et nous n'appliquerons donc pas la Règle générale 3. Vu notre conclusion que la Règle générale 3 est inapplicable, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire d'examiner les différents arguments qui ont été avancés par les parties concernant cette Règle.

7.239 La Règle générale 1 dispose ce qui suit:

> "Le libellé des titres de sections, de chapitres ou de sous-chapitres est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative, le classement étant déterminé légalement d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres et, lorsqu'elles ne sont pas contraires aux termes desdites positions et notes, d'après les règles suivantes …"

7.240 En ce qui concerne la Règle générale 1, comme expliqué ci-dessus aux paragraphes 7.205 et 7.223, nous considérons que, d'après les éléments de preuve que nous avons examinés jusqu'ici, les termes des positions en question et les notes de chapitres et de positions pertinentes du SH ne nous fournissent pas d'indications nouvelles quant à ce que signifie précisément le terme "salés" par rapport à ce que nous avons déjà déduit du sens ordinaire de ce terme tel qu'il apparaît dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

Appréciation globale du Système harmonisé

7.241 Le Groupe spécial rappelle que, au paragraphe 7.190 ci-dessus, nous avons déclaré que nous examinerions chaque aspect du SH individuellement pour finir cependant par une appréciation globale. De l'avis du Groupe spécial, les termes et la structure du SH ainsi que l'évolution de la position 02.10 du SH ne fournissent pas d'indications nouvelles quant à ce que le terme "salés" signifie par rapport à ce que nous avions déjà déduit de notre examen du sens ordinaire de ce terme tel qu'il apparaît dans la concession correspondant à la position 02.10 des CE. En outre, le Groupe spécial considère que les termes et la structure du SH n'indiquent pas clairement si les notions de "conservation" et/ou de "préparation" caractérisent la position 02.10. En tout état de cause, le Groupe spécial est d'avis que les termes et la structure du SH n'indiquent pas que la position 02.10 se caractérise nécessairement par la notion de conservation à long terme. Quant aux Notes explicatives non contraignantes du SH, le Groupe spécial considère qu'elles n'aident pas à clarifier le sens ordinaire du terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. En ce qui concerne les Règles générales invoquées par les plaignants, à savoir la Règle générale 1 et la Règle générale 3, nous ne considérons pas que la Règle générale 3 soit applicable dans la présente affaire. Pour ce qui est de la Règle générale 1, d'après les éléments de preuve que nous avons examinés jusqu'ici, nous ne considérerons pas qu'elle fournisse des indications nouvelles quant à ce que signifie précisément le mot "salés" par rapport à ce que nous avons déjà déduit du sens ordinaire de ce terme tel qu'il apparaît dans la concession pertinente de la Liste des CE. Par conséquent, dans l'ensemble, le Groupe spécial considère que le SH ne permet pas de clarifier l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

iv) Listes d'autres Membres de l'OMC

Arguments des parties

7.242 Le **Brésil** se réfère aux concessions tarifaires correspondant à la position 02.10 reprises dans les listes de certains Membres de l'OMC qui sont d'importants importateurs de produits à base de poulet en provenance du Brésil. Il estime que, pour autant qu'il le sache, il n'existe pas de marchés importants, en dehors de celui des Communautés européennes, qui importent des morceaux de poulet salés congelés pour transformation ultérieure. Le Brésil déclare que, de ce fait, il n'a pas pu obtenir de précisions sur la pratique des autres Membres en matière de classement des importations de viande de poulet salée congelée.[380]

7.243 Les **Communautés européennes** disent que, comme les positions tarifaires dans les listes des Membres de l'OMC sont tirées du SH, qui a été très généralement adopté par les parties aux négociations du Cycle d'Uruguay, elles supposent que les listes de la plupart, sinon de tous les autres Membres de l'OMC sont identiques en ce qui concerne les positions du chapitre 2. Les Communautés européennes affirment que c'est le cas d'un certain nombre de listes, y compris celles du Brésil, de la Thaïlande et des États-Unis. Elles déclarent que les seuls pays à suivre une quelconque pratique en matière de classement des produits en cause sont le Brésil, la Thaïlande et les Communautés européennes.[381]

Analyse par le Groupe spécial

7.244 Dans la mesure où les termes des concessions pertinentes reprises dans les listes des autres Membres de l'OMC sont identiques aux termes de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE et du SH, nous ne considérerons pas qu'ils peuvent nous aider à progresser dans notre analyse. En ce qui concerne l'importance qu'il faudrait accorder, pour autant qu'elle en ait, à la pratique de classement correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE dans les listes des autres Membres, la question est examinée ci-après à la section VII.G.3 c).

v) Résumé et conclusions concernant le "contexte"

7.245 Le Groupe spécial rappelle qu'il a examiné différents aspects de la Liste des CE en tant que "contexte" au titre de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne* pour déterminer si les termes autres que "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 de la Liste des CE, la structure du chapitre 2 de la Liste des CE et d'autres parties de la Liste des CE, pourraient l'aider dans son interprétation du terme "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Nous avons aussi examiné en tant que "contexte" les termes et la structure du SH, et en particulier l'évolution de la position 02.10 du SH, les Notes explicatives non contraignantes du SH et les Règles générales 1 et 3. Enfin, nous avons examiné les listes d'autres Membres de l'OMC en tant que "contexte". À notre avis, rien de ce qui précède n'a permis de tirer d'autres conclusions que celles auxquelles nous étions déjà parvenus concernant le sens ordinaire du terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE si ce n'est que les termes de la position 02.10, la structure et les autres parties de la Liste des CE ainsi que les termes et la structure, les Notes explicatives et les Règles générales du SH n'indiquent pas que la concession soit nécessairement caractérisée par la notion de conservation à long terme. Par conséquent, nous entreprendrons maintenant une analyse des questions dont il faut tenir compte en même temps que du contexte conformément à l'article 31 3) de la *Convention de Vienne*.

[380] Réponse du Brésil à la question n° 59 du Groupe spécial citant la pièce n° 37 du Brésil.
[381] Réponse des CE à la question n° 59 du Groupe spécial.

c) Questions à prendre en considération en même temps que le contexte: article 31 3) de la *Convention de Vienne*

i) Pratique ultérieurement suivie: article 31 3) b) de la Convention de Vienne

Pratique de classement depuis 1994

La pratique de classement de qui faut-il prendre en considération pour l'interprétation de la Liste des CE?

Arguments des parties

7.246 Le **Brésil** soutient que, même si tous les Membres doivent s'entendre sur la portée d'une concession tarifaire accordée par les Communautés européennes dans leur Liste[382], c'est sur le sens et la portée de la concession tarifaire prévue pour la position 02.10 dans la Liste des CE que porte l'examen.[383] Le Brésil soutient que, par conséquent, six années de classement concordant, commun et constant des morceaux de poulet salés congelés sous la position 02.10 par les autorités douanières des CE suffisent à établir une pratique ultérieurement suivie aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[384] Le Brésil reconnaît que la pratique de classement ultérieurement suivie par d'autres Membres de l'OMC dans l'application de leurs listes peut être pertinente pour l'interprétation des concessions tarifaires inscrites dans la Liste des CE dans les cas où, par exemple, d'autres Membres importent le produit en cause et où la portée et le sens de la concession tarifaire dans les listes de ces autres Membres sont semblables ou identiques à la portée et au sens de la concession tarifaire inscrite dans la Liste des CE.[385] Toutefois, le Brésil soutient que ce n'est pas le cas pour les viandes "salées" relevant de la position 02.10 de la Liste des CE parce que, par le biais de leur Règlement n° 535/94, les Communautés européennes ont adopté une définition spécifique qui diffère de celle que l'on trouve dans la plupart, sinon dans la totalité, des listes des Membres.[386] Il soutient que, par conséquent, la position 02.10 de la Liste des CE est unique et distincte de la position 02.10 de la liste de tout autre Membre de l'OMC.[387]

7.247 La **Thaïlande** soutient que la pratique de classement douanier des CE n'est pas pertinente pour évaluer le sens de la position 02.10 parce que les pratiques de classement unilatérales des Membres ne peuvent pas être considérées comme étant une pratique ultérieurement suivie qui établit "l'accord des parties" à l'égard de l'interprétation de la position tarifaire en cause aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[388] La Thaïlande estime qu'il est d'un intérêt limité de s'appuyer sur une telle pratique pour déterminer les conditions d'une concession convenue au niveau multilatéral, comme pour la position 02.10 de la Liste des CE.[389]

7.248 Selon les **Communautés européennes**, la pratique ultérieurement suivie par une partie seulement ne peut pas déterminer l'interprétation d'un traité. Les Communautés européennes soutiennent que, s'il en était autrement, elles pourraient, pour étayer leur interprétation de leur Liste, faire référence à une période postérieure à 2002, pendant laquelle elles ont suivi une pratique constante consistant à classer les morceaux de poulet congelés avec adjonction de sel sous la

[382] Réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial.
[383] Réponse du Brésil à la question n° 77 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 75.
[384] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 69.
[385] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 42.
[386] Réponse du Brésil aux questions n° 16 et 77 du Groupe spécial.
[387] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 41.
[388] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 20; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 68.
[389] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 21.

position 02.07. Elles font valoir que, puisque toutes les parties au présent différend admettent la pertinence du SH pour l'interprétation de la Liste des CE et puisque le SH est aussi pertinent pour l'interprétation des listes de la totalité, ou de la quasi-totalité, des Membres de l'OMC, l'expérience de tous les Membres de l'OMC est pertinente.[390]

7.249 En réponse, le **Brésil** soutient que le fait que la négociation des listes des Membres de l'OMC était fondée sur le SH ne signifie pas que toutes les concessions négociées soient les mêmes parce que le point de départ et le point d'aboutissement des négociations n'étaient pas nécessairement les mêmes. Il soutient qu'ils n'étaient pas les mêmes dans le cas de la position 02.10.[391] Le Brésil soutient en outre que, même si une partie de la NC des Communautés européennes est fondée sur le SH, on ne peut pas dire que la NC soit identique au SH.[392]

Analyse par le Groupe spécial

7.250 Le Groupe spécial rappelle que l'article 31) 3) b) de la *Convention de Vienne* fait référence à "toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité". Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'Organe d'appel a déclaré qu'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31) 3) b) de la *Convention de Vienne* supposait une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance", suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude.[393]

7.251 Pour l'essentiel, le Brésil fait valoir que, dans le contexte de la présente affaire, puisque la Liste des CE est en cause, c'est seulement la pratique des Communautés européennes qui est pertinente pour la définition de la "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. D'un autre côté, les Communautés européennes font valoir que la pratique ultérieurement suivie par une partie seulement ne peut pas déterminer l'interprétation d'un traité. Par conséquent, la question principale pour la détermination du Groupe spécial sur cette question est de savoir si la référence faite par l'Organe d'appel à une pratique "commune" et "concordante" signifie nécessairement que tous les Membres de l'OMC doivent avoir suivi une pratique particulière pour que celle-ci puisse être considérée comme une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*, ou si la pratique d'un sous-ensemble de la totalité des Membres de l'OMC, y compris la pratique d'un seul Membre, peut suffire.[394]

7.252 Nous relevons que la Commission du droit international a déclaré ce qui suit:

> "Le texte [initial de l'article 31 3) b)] parlait d'une pratique "par laquelle est établi l'accord de toutes les parties". En omettant le mot "toutes", la Commission n'a pas voulu modifier la règle. Elle a considéré que la formule "l'accord des parties" désigne

---

[390] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 50.

[391] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 45.

[392] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphes 46 à 48.

[393] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 15 (DSR 1996:I, 97, page 106). Le Groupe spécial relève aussi que Ian Sinclair a déclaré ce qui suit: "Il faudrait naturellement souligner que le paragraphe 3 b) de l'article 31 de la Convention ne vise pas la pratique ultérieurement suivie en général, mais seulement une forme spécifique de ce type de pratique – c'est-à-dire une pratique ultérieurement suivie qui est concordante et commune à toutes les parties": Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 138. En outre, Anthony Aust a déclaré ce qui suit: "Aussi précis qu'un texte puisse paraître, la façon dont il est effectivement appliqué par les parties est habituellement une bonne indication de ce que, selon elles, ce texte signifie, à condition que la pratique soit constante et commune à toutes les parties ou acceptée par celles-ci": Anthony Aust, *Modern Treaty Law and Practice*, Cambridge University Press (2000), page 194.

[394] Nous traitons la question de la "constance" de la pratique aux paragraphes 7.258 et suivants ci-dessous.

> nécessairement "les parties dans leur ensemble". Elle n'a omis le mot "toutes" que pour éviter une méprise possible, qui ferait croire que chaque partie doit individuellement avoir suivi cette pratique, alors qu'il suffit qu'elle l'ait acceptée."[395]

7.253 La déclaration ci-dessus indique qu'il n'est pas nécessaire de montrer que tous les signataires d'un traité doivent avoir suivi une pratique particulière pour que celle-ci puisse être considérée comme une pratique ultérieurement suivie au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. En fait, il peut suffire de montrer que toutes les parties au traité ont accepté la pratique considérée. Selon nous, une telle acceptation peut être déduite de la réaction ou de l'absence de réaction d'une partie à l'égard de la pratique en cause.[396] Nous estimons qu'une telle approche est logique dans la pratique, en particulier dans le contexte des listes annexées au GATT qui sont particulières à chaque Membre de l'OMC. Si, en revanche, il était nécessaire de montrer l'existence d'une pratique commune à toutes les parties à un traité (en l'espèce, tous les 148 Membres de l'OMC) afin de démontrer l'existence d'une "pratique ultérieurement suivie" aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*, il est très improbable qu'une pratique ultérieurement suivie puisse être jamais prouvée dans le contexte de l'OMC en ce qui concerne les listes.

7.254 Cela ne veut pas dire qu'en l'espèce, la pratique des autres Membres de l'OMC soit nécessairement dénuée de pertinence. À cet égard, nous relevons que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "Le but de l'interprétation d'un traité est d'établir l'intention *commune* des parties au traité. Pour établir cette intention, la pratique antérieure d'*une* des parties seulement peut être pertinente, mais elle présente manifestement un intérêt plus limité que la pratique de toutes les parties. Dans le cas spécifique de l'interprétation d'une concession tarifaire reprise dans une liste, la pratique de classement du Membre importateur peut, en fait, revêtir une grande importance. Cependant, le Groupe spécial s'est trompé lorsqu'il a constaté que la pratique de classement des États-Unis n'était *pas* pertinente."[397]

Selon nous, la déclaration de l'Organe d'appel confirme l'importance de la pratique de classement suivie par le Membre importateur dont la liste est interprétée. Toutefois, l'Organe d'appel a aussi indiqué que la pratique de classement des autres Membres de l'OMC, y compris la pratique du Membre exportateur, pouvait être pertinente.

7.255 Le Groupe spécial relève que c'est la Liste des CE qui est en cause en l'espèce et non les listes d'autres Membres de l'OMC. Il relève en outre qu'aucun élément de preuve ne lui a été communiqué indiquant que des Membres de l'OMC ont protesté contre la pratique de classement en question des CE entre 1996 et 2002, période pendant laquelle le Brésil soutient qu'il existait une pratique constante suivie par les Communautés européennes. (Nous examinons cette pratique de classement d'une façon plus détaillée ci-dessous, aux paragraphes 7.265 et suivants.) En outre, les Communautés européennes elles-mêmes ont déclaré que les seuls Membres de l'OMC à suivre une quelconque pratique de classement des produits en cause étaient le Brésil, la Thaïlande et les Communautés européennes.[398] Il apparaît que, parmi ces Membres, les Communautés européennes sont le seul qui

---

[395] *Annuaire de la Commission du droit international* (1966), volume II, page 242, paragraphe 15.

[396] Mustafa Yasseen déclare ce qui suit: "... l'acceptation d'une partie pourrait être "déduite de la réaction ou de l'absence de réaction de cette partie à l'égard de cette pratique"." Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités" dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, (1974) volume III, page 49, paragraphe 17.

[397] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 93.

[398] Réponse des CE à la question n° 59 du Groupe spécial.

importe les produits en cause.[399] Par conséquent, selon nous, il serait raisonnable de conclure que la seule pratique de classement des CE concernant la concession en cause en l'espèce pourrait être considérée comme une "pratique ultérieurement suivie" aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Néanmoins, compte tenu des observations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, dans la mesure où nous le jugeons pertinent, nous nous référerons aussi aux éléments de preuve dont nous disposons concernant la pratique de classement d'autres Membres de l'OMC.

7.256 En ce qui concerne l'argument des Communautés européennes selon lequel la pratique ultérieurement suivie par une partie seulement ne peut pas déterminer l'interprétation d'un traité parce que, sinon, les Communautés européennes pourraient, pour étayer leur interprétation de leur Liste, faire référence à une période postérieure à 2002, pendant laquelle elles allèguent avoir suivi une pratique constante consistant à classer les morceaux de poulet congelés avec adjonction de sel sous la position 02.07, nous faisons observer que cet argument tend à être affaibli par le fait que la pratique postérieure à 2002 ne peut pas être interprétée comme étant "concordante" et "commune" parce que les plaignants y ont fait objection et ces objections sont au cœur du présent différend.

7.257 Le Groupe spécial passe maintenant aux éléments de preuve qui lui ont été communiqués au sujet de la pratique de classement.

Pratique de classement: Importations des CE

Arguments des parties

7.258 Pour ce qui est des *éléments de preuve montrant l'existence alléguée d'une "pratique ultérieurement suivie"*, la **Thaïlande** soutient que depuis 1996 jusqu'au milieu de 2002, les morceaux de poulet désossés salés et congelés thaïlandais étaient classés par les Communautés européennes en tant que viandes "salées" sous la sous-position 0210.90.20 et assujettis à un taux de droit *ad valorem* de 15,4 pour cent.[400]

7.259 Le **Brésil** fait référence aux statistiques pour montrer qu'entre 1998 et 2002, jusqu'à ce que le Règlement n° 1223/2002 des CE entre en vigueur, les autorités douanières des CE classaient la viande de poulet salée congelée en provenance du Brésil sous la sous-position 0210.90.20 de la NC et délivraient des RTC classant cette viande sous cette sous-position.[401]

7.260 Les **Communautés européennes** admettent qu'un certain nombre de RTC ont été délivrés par les autorités douanières d'États membres des CE (principalement Hambourg en Allemagne, Rotterdam aux Pays-Bas et différents bureaux au Royaume-Uni), classant les produits en cause sous la sous-position 0210.90. Elles admettent en outre que, vu l'importance commerciale de certains bureaux de douane – à savoir Hambourg et Rotterdam – des courants d'importations substantiels sont entrés sur le territoire des Communautés européennes selon cette interprétation incorrecte. Toutefois, elles soutiennent que cette interprétation n'a pas été suivie dans d'autres bureaux de douane des CE.[402] Elles soutiennent aussi que les RTC délivrés par des autorités douanières nationales à partir de 1996, classant les morceaux de poulet congelés avec adjonction de sel sous la position 02.10, doivent être replacés dans un contexte caractérisé par le fait qu'un principe juridique fondé sur un critère de

[399] Dans sa réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, le Brésil déclare ce qui suit: "Pour autant que nous le sachions, il n'y a pas de marchés importants, en dehors des CE, qui importent des morceaux de poulet salés congelés pour transformation ultérieure."

[400] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 7.

[401] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 177 et 178; pièce n° 14 du Brésil.

[402] Première communication écrite des CE, paragraphes 52, 91 et 92.

conservation avait été énoncé à de nombreuses reprises par les Communautés européennes, sur le plan législatif comme sur le plan judiciaire.[403]

7.261 En réponse à une demande du Groupe spécial, les Communautés européennes soutiennent qu'elles ne voient pas de RTC relatifs à des cas dans lesquels les produits en cause étaient classés sous la position 02.07 plutôt que sous la position 02.10 avant l'adoption du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision 2003/97/CE des CE.[404] Elles font valoir qu'en tout état de cause, il est impossible de s'appuyer sur des renseignements tirés de RTC en tant qu'indicateurs de la structure des échanges car ils permettent simplement aux importateurs de connaître à l'avance le classement tarifaire que les autorités douanières jugent applicable à leurs produits.[405] Elles soutiennent qu'un RTC ne donne aucune indication sur le volume des importations auxquelles il s'applique.[406] Elles ajoutent qu'il est possible, selon le droit communautaire, de retirer une demande de RTC dans les cas où l'importateur considère que le résultat ne sera pas favorable.[407] Elles expliquent en outre que les négociants qui ont des doutes au sujet d'un classement particulier sont les principaux utilisateurs de RTC, alors que ceux dont le commerce porte sur des produits bien établis ne s'en servent pas.[408] Elles soutiennent que, dans la plupart des cas, le classement de produits sous la position 02.10 ne faisait pas l'objet de controverse et, par conséquent, ne suscitait pas de demandes de RTC. Elles soutiennent en outre que l'interprétation de la position 02.10 comme s'appliquant à des produits qui étaient salés, mais non à des fins de conservation, n'a été suivie que dans quelques États membres alors qu'un commerce important de produits classés sous la position 02.10 qui étaient salés, séchés ou fumés à des fins de conservation s'est poursuivi. À l'appui de ce dernier point, elles font référence à la pièce n° 26 des CE qui contient un RTC délivré par les autorités douanières espagnoles. Elles soutiennent que ce RTC indique clairement que, pour qu'un produit soit classé sous la position 02.10, il doit avoir fait l'objet d'un procédé de conservation.[409]

7.262 En réponse, le **Brésil** soutient que les RTC contiennent des renseignements tarifaires délivrés par les autorités douanières des États membres des CE qui sont contraignants pour l'administration de tous les États membres des CE. Selon lui, les autorités des CE et les détenteurs de RTC (importateurs) ont facilement accès aux RTC, mais non les producteurs/exportateurs extracommunautaires. Le Brésil soutient aussi que, malgré une demande du Groupe spécial et des demandes qu'il a lui-même présentées, les Communautés européennes n'ont pas indiqué le volume des importations totales de morceaux de poulet salés congelés classés sous la position 02.10 de la Liste des CE.[410] En outre, selon lui, les Communautés européennes n'ont pas fourni de RTC ni de quelconque documentation à l'appui de l'allégation selon laquelle aucun bureau des douanes sur leur territoire n'avait classé le produit en cause sous la sous-position 0210.90.[411] Le Brésil fait observer que, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a le droit de demander ces renseignements aux Communautés européennes. Il fait aussi observer que, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel a conclu que les Membres avaient "le devoir et l'obligation de "répondre dans les moindres délais et de manière complète" aux demandes de renseignements présentées par les

[403] Première communication écrite des CE, paragraphe 178.
[404] Réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial.
[405] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51; réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial.
[406] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51.
[407] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51; réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial.
[408] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51; réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial.
[409] Réponse des CE à la question n° 53 du Groupe spécial.
[410] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 72.
[411] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 71; réponse du Brésil à la question n° 120 du Groupe spécial; observations du Brésil sur la réponse des CE aux questions n° 117 et 120 du Groupe spécial.

groupes spéciaux au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord".[412] Le Brésil soutient qu'en outre, l'Organe d'appel a indiqué clairement que des déductions défavorables pouvaient et devaient être tirées dans les cas de refus de coopérer.[413] Il soutient aussi que, même si une demande de RTC était retirée par l'importateur, la Commission des CE – ou les autorités douanières des États membres des CE – auraient au moins accès à la demande écrite.[414] En ce qui concerne le RTC auquel les Communautés européennes ont fait référence et qui figure dans leur pièce n° 26, il fait valoir que le produit faisant l'objet de ce RTC diffère du produit en cause en l'espèce. Il soutient que, par conséquent, il n'y a aucun élément de preuve montrant que les produits en cause étaient classés par certains bureaux des douanes des CE sous la position 02.07 plutôt que sous la position 02.10.[415]

7.263 *Quant à la façon dont devraient être interprétés les éléments de preuve montrant l'existence alléguée d'une pratique*, selon le **Brésil** et la **Thaïlande**, la pratique consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10 suivie par les autorités douanières des CE a constitué une suite d'actes concordants, communs et d'une certaine constance qui a duré six ans, commençant peu après la conclusion du Cycle d'Uruguay, c'est-à-dire en 1996, et se terminant en 2002, date à laquelle les mesures en cause ont été adoptées par les Communautés européennes.[416] Le Brésil soutient que cette pratique de six années était suffisante pour que l'on puisse discerner une attitude qui suppose l'accord de tous les Membres au sujet de la portée de la position 02.10 de la Liste des CE.[417] Il soutient que les Communautés européennes elles-mêmes ont reconnu qu'un certain nombre de RTC avaient été délivrés par les autorités douanières d'États membres des CE classant les produits en cause sous la position 02.10, en particulier en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Selon lui, bien que les Communautés européennes allèguent que les autorités douanières des mêmes ou d'autres États membres des CE n'ont pas toutes suivi cette interprétation, elles ont admis que les bureaux des douanes qui avaient classé le produit sous la position 02.10 étaient importants sur le plan commercial dans les Communautés européennes et que des courants d'importations "substantiels" de ces produits étaient entrés sur le territoire communautaire sous la position 02.10 en passant par eux.[418] La Thaïlande fait observer que la Commission des CE a l'obligation, conformément à l'article X:3 a) du GATT de 1994, de faire en sorte que les lois douanières de CE soient appliquées de façon uniforme. La Commission des CE a le pouvoir d'intervenir si les États membres des CE n'appliquent pas une classification uniforme mais, selon la Thaïlande, elle n'est pas intervenue dans la question qui se trouve au cœur du présent différend avant 2002. La Thaïlande soutient que cela donne à entendre que les Communautés européennes n'avaient pas d'objection à ce que le produit en cause soit classé sous la position 02.10. Elle soutient en outre que les Communautés européennes savaient que les autorités douanières de plusieurs États membres des CE avaient émis des RTC classant la viande de poulet salée congelée sous la position 02.10 conformément aux critères spécifiés dans la note complémentaire 7 de la NC.[419]

7.264 En réponse, les **Communautés européennes** déclarent qu'elles n'admettent pas que le classement erroné par certains bureaux des douanes des CE ait pu modifier les obligations internationales des Communautés européennes, ni qu'il puisse constituer une pratique pouvant être pertinente au sens des articles 31 ou 32 de la *Convention de Vienne*. Elles soutiennent qu'elles n'ont pas attendu 2002 (date à laquelle le Règlement n° 1223/2002 des CE a été promulgué) pour s'occuper

[412] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 187.

[413] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 204.

[414] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial.

[415] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 117 du Groupe spécial.

[416] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 76; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 40; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 73.

[417] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 76.

[418] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 70.

[419] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 42.

du problème du classement erroné puisque l'existence du problème est devenue manifeste pour les fonctionnaires des CE en 2001 seulement. Selon les Communautés européennes, ce retard dans la prise de conscience du problème était imputable au fait que la ligne tarifaire sous laquelle les importations étaient classées s'intitulait "viandes salées, autres", de sorte que la Commission des CE ne pouvait pas savoir quels étaient les produits qui entraient sous cette position, et ce n'est qu'en 2000 qu'il y a eu un bond important dans les statistiques pertinentes. Les Communautés européennes soutiennent que, même alors, on ne savait pas que les produits qui avaient été classés de façon erronée n'avaient pas été salés à des fins de conservation. Selon elles, cela n'est apparu qu'après une enquête plus poussée. Les Communautés européennes font aussi observer que 30 000 RTC environ sont délivrés chaque année, qu'il y a eu de sérieuses difficultés à communiquer les RTC du fait d'un manque d'interfonctionnement des systèmes informatiques et que la Commission des CE n'avait qu'un seul fonctionnaire et deux assistants administratifs pour surveiller toutes les questions relatives aux 40 premiers chapitres de la NC pendant la période précédant 2001.[420] Elles soutiennent qu'elles ont à la fois importé et exporté des quantités importantes de viande de poulet congelée pendant de nombreuses années et qu'elle était toujours classée sous la position 02.07.[421]

Analyse par le Groupe spécial

7.265 Le Groupe spécial examinera ici s'il existait ou non des éléments de preuve montrant une pratique de classement "constante" de la part des Communautés européennes en ce qui concerne les produits en cause pendant la période 1996-2002.[422]

7.266 À titre de renseignements d'ordre général, nous faisons observer que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a souligné que le Groupe spécial, dans cette affaire, avait donné une importance particulière à la pratique de classement de deux États membres des CE, qu'il avait considérés comme constituant les "plus gros" et les "principaux" marchés pour le produit en question. L'Organe d'appel a critiqué cette approche, faisant observer ce qui suit:

> "Les Communautés européennes forment une union douanière et, de ce fait, une fois les marchandises importées dans un État membre quelconque, elles circulent librement sur tout le territoire de l'union douanière. Le marché d'exportation est donc constitué par les Communautés européennes, et non par tel ou tel État membre."[423]

L'Organe d'appel a aussi donné à entendre que la pratique devait être réellement uniforme pour relever de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Plus particulièrement, il a semblé donner à entendre que des éléments de preuve montrant que des produits étaient "en général" classés sous une position particulière étaient insuffisants s'il y avait aussi des éléments de preuve montrant un classement sous une autre position.[424]

7.267 Si le Groupe spécial reconnaît que, dans le contexte de la présente affaire, il aurait été préférable d'avoir des éléments de preuve montrant une pratique de classement qui soit pleinement constante parmi tous les États membres des CE, d'un point de vue pratique, selon toute probabilité, de tels éléments de preuve seront extrêmement difficiles à obtenir. En l'absence de tels éléments de preuve complets, nous considérons que des éléments de preuve montrant une pratique constante concernant une part essentielle des importations des produits en cause dans les Communautés

[420] Réponse des CE à la question n° 54 du Groupe spécial.
[421] Première communication écrite des CE, paragraphes 52, 57, 91 et 92.
[422] Nous rappelons notre conclusion formulée ci-dessus au paragraphe 7.255 selon laquelle, aux fins de la présente affaire, la seule pratique de classement des CE peut être considérée comme étant une pratique ultérieurement suivie "concordante" et "commune" aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.
[423] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 96.
[424] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 95, citant les paragraphes 8.41 à 8.43 du rapport du Groupe spécial chargé de cette affaire.

européennes donneraient tout au moins une *indication* raisonnable d'une pratique constante aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[425]

7.268 Passant maintenant aux faits de la cause en l'espèce, le Groupe spécial dispose de trois ensembles séparés d'éléments de preuve qui ont été produits par les parties au sujet de la pratique de classement des CE relative à la concession correspondant à la position 02.10 de leur Liste. Plus précisément, ont été portés à la connaissance du Groupe spécial: a) la reconnaissance par les Communautés européennes du fait que, pendant la période pertinente, certains bureaux des douanes des CE classaient les produits en cause sous la position 02.10; b) un certain nombre de RTC relatifs au classement sous la position 02.10 par les autorités douanières des CE, y compris certains RTC relatifs aux produits en cause ainsi qu'à certains autres produits; et c) trois ensembles de procès-verbaux de réunions du Comité du Code des douanes des CE concernant le classement sous la position 02.10. Selon nous, il est nécessaire d'examiner les différents éléments de preuve dans leur totalité avant de parvenir à une conclusion sur le point de savoir si la pratique de classement des CE peut ou non être considérée comme "constante" aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Nous traitons chacun de ces ensembles d'éléments de preuve tour à tour.

7.269 En ce qui concerne la *reconnaissance par les Communautés européennes*, le Groupe spécial rappelle que celles-ci ont déclaré que les produits en cause avaient été classés sous la position 02.10 jusqu'en 2002 par certains bureaux des douanes d'États membres des CE – en particulier, les bureaux d'Allemagne et des Pays-Bas ainsi que différents bureaux du Royaume-Uni.[426] Afin de déterminer le volume du commerce des produits en cause visé par cette pratique de classement, le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes de donner des détails sur: a) la période pendant laquelle cette pratique de classement a existé; et b) le volume des importations totales visées.[427] Les Communautés européennes n'ont pas fourni ces renseignements mais ont reconnu que des "courants d'importations substantiels" étaient entrés sur leur territoire selon ce qu'elles appellent une "interprétation incorrecte" de la position 02.10.[428]

7.270 S'agissant des *RTC* dont dispose le Groupe spécial, un certain nombre de RTC concernant les produits en cause lui ont été communiqués. Un RTC concernant un autre produit lui a aussi été communiqué. Pour ce qui est des RTC relatifs aux produits en cause[429], ces pièces indiquent que, jusqu'en septembre 2002, les produits en cause, qui étaient apparemment visés par ces RTC, étaient classés sous la position 02.10.[430] Les RTC concernent des importations en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Le Groupe spécial relève aussi qu'il ressort d'une façon évidente de la Décision 2003/97/CE des CE qu'au moins 66 RTC classaient les produits en cause (ou un sous-ensemble de ces produits) sous la position 02.10.[431] Les Communautés européennes n'ont pas

[425] Nous faisons observer à cet égard que Mustafa Yasseen fait référence à "une *certaine* constance" plutôt qu'à une notion plus rigoureuse de constance absolue. Il déclare que: "[La condition d'une certaine constance] est nécessitée par l'idée même de "pratique". Une pratique est une suite de faits ou d'actes, elle ne peut en général être concrétisée par un fait ou un acte isolé, ou même par quelques applications éparses." Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités" dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international* (1974) volume III, page 48, paragraphe 17.

[426] Première communication écrite des CE, paragraphes 52, 91 et 92.

[427] Question n° 54 du Groupe spécial.

[428] Première communication écrite des CE, paragraphes 91 et 92.

[429] Ces RTC sont contenus dans la pièce n° 24 des CE, la pièce n° 31 du Brésil et les pièces n° 24 a), 24 b) et 24 c) de la Thaïlande.

[430] Le RTC le plus ancien parmi ceux qui ont été communiqués au Groupe spécial est contenu dans la pièce n° 24 a) de la Thaïlande et est daté de mai 1998.

[431] Tous les RTC visés par la Décision 2003/97/CE des CE ont été délivrés par les autorités douanières allemandes. Cela donne à penser que le nombre total de RTC classant les produits en cause sous la position 02.10 pendant la période 1996-2002 dépasse 66 puisque les CE ont indiqué que les autorités douanières

fourni de RTC relatifs à des cas où les produits en cause ont été classés sous une position autre que la position 02.10, par exemple la position 02.07. S'agissant du RTC relatif à un produit autre que ceux qui sont directement en cause en l'espèce, les Communautés européennes font référence à un RTC de 1999 relatif au jambon séché et salé qui a été classé sous la position 02.10.[432] Ce RTC concerne des importations en Espagne. Il n'indique pas la teneur en sel du produit en question et n'indique pas non plus si le sel avait pour effet de conserver le produit en question.

7.271 Le Groupe spécial prend note de l'argument des Communautés européennes selon lequel les RTC sont d'une utilité limitée pour la tâche qu'il a à accomplir ici – à savoir, déterminer s'il y a eu une pratique de classement constante concernant les produits en cause de la part des Communautés européennes. Toutefois, nous estimons que les RTC peuvent être utiles pour donner une *indication* de la façon dont les produits présentant un ensemble particulier de caractéristiques sont classés par le Membre importateur. Les données sur le commerce aident à confirmer ou à vérifier une telle indication.

7.272 En l'espèce, outre les RTC mentionnés ci-dessus, nous avons à notre disposition des données sur le commerce. En particulier, le Brésil[433] et les Communautés européennes[434] ont fourni des statistiques commerciales concernant les flux d'importations entrant dans les Communautés européennes sous les positions 02.07 et 02.10 de la Liste des CE. Le Brésil a fourni des statistiques au niveau des positions à huit chiffres pour la période allant de 1990 à 2001. Les Communautés européennes ont fourni des statistiques au niveau des positions à quatre chiffres et à huit chiffres pour la période allant de 1990 à 2003. Lues conjointement, les données sur le commerce et les RTC indiquent que des volumes importants de produits en cause importés du Brésil et de la Thaïlande dans les Communautés européennes étaient classés sous la position 02.10 pendant la période pertinente.[435]

7.273 En ce qui concerne les *procès-verbaux de réunions du Comité du Code des douanes des CE*[436], le Brésil renvoie à un extrait du procès-verbal d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE tenue les 25 et 26 septembre 2003[437] au cours de laquelle le classement du bacon salé/fumé congelé a été examiné.[438] Ce procès-verbal donne à entendre qu'un certain nombre d'États membres des CE ont indiqué à la réunion que le produit devrait "rester" classé sous la position 02.10. Il n'est pas fait référence à la teneur en sel du bacon en question dans le procès-verbal et il n'y a pas non plus d'indication sur le point de savoir si le sel avait pour effet de conserver le bacon. Par conséquent, nous ne pensons pas que ce procès-verbal soit particulièrement utile en l'espèce.

---

des Pays-Bas et du Royaume-Uni avaient aussi délivré des RTC classant les produits en cause sous la position 02.10.

[432] Ce RTC est contenu dans la pièce n° 26 des CE.

[433] Voir les tableaux au paragraphe 177 de la première communication écrite du Brésil et la pièce n° 14 du Brésil.

[434] Voir les tableaux 2 et 3 de la première communication écrite des CE.

[435] À cet égard, nous relevons que les Communautés européennes elles-mêmes ont soutenu que des importations sur leur territoire ont commencé à apparaître sous la position 02.10 principalement en provenance du Brésil et de la Thaïlande pendant la période pertinente: première communication écrite des CE, paragraphes 57 et 180. D'ailleurs, le Groupe spécial estime que les RTC et les statistiques commerciales indiquent qu'il existait une réelle demande du marché pour les produits en cause avant la promulgation des mesures en cause. Cela ressort aussi, entre autres, de lettres, de factures, de connaissements et de commandes qui concernent l'importation de ces produits en provenance du Brésil et de la Thaïlande dans les Communautés européennes et qui sont contenus dans les pièces n° 29, 30, 41 et 42 du Brésil et la pièce n° 26 de la Thaïlande. Certains de ces documents tendent aussi à confirmer que les produits en cause étaient importés dans les Communautés européennes sous la position 02.10 pendant la période pertinente.

[436] Le Comité du Code des douanes des CE est composé de représentants de chacun des États membres des CE: réponse des CE à la question n° 55 du Groupe spécial.

[437] Ce procès-verbal est contenu dans la pièce n° 32 du Brésil.

[438] Réponse du Brésil à la question n° 4 du Groupe spécial.

7.274 La Thaïlande présente ce qui semble être le procès-verbal d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE daté du 25 janvier 2002[439] et le procès-verbal d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE tenue les 18 et 19 février 2002[440].[441] Le Brésil fait aussi référence à ces procès-verbaux.[442] Nous relevons la déclaration des Communautés européennes selon laquelle ces procès-verbaux ne sont pas contraignants.[443] Même dans ce cas, nous estimons qu'ils donnent des indications utiles sur la pratique de classement des CE concernant la position 02.10 telle que la percevait le Comité du Code des douanes des CE. En particulier, le procès-verbal daté du 25 janvier 2002 indique que les morceaux de poulet désossés et congelés présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,4 pour cent étaient classés sous la position 02.10 depuis 1996. Le procès-verbal de la réunion du Comité du Code des douanes des CE tenue les 18 et 19 février 2002 indique que les viandes salées congelées présentant une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids "pouvaient être classées" sous la position 02.10.

7.275 Ayant examiné tous les éléments de preuve portés à notre connaissance au sujet de la pratique de classement des CE concernant la position 02.10 en général et, plus précisément, les produits en cause, il nous reste à évaluer ces éléments de preuve dans leur totalité. Selon nous, les éléments de preuve pris dans leur ensemble indiquent que, pendant la période 1996-2002, les Communautés européennes ont suivi une pratique constante consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10. En particulier, les Communautés européennes elles-mêmes ont reconnu que des "courants d'importations substantiels" des produits en cause étaient entrés sur leur territoire sous la position 02.10 pendant cette période.[444] Des copies d'un certain nombre de RTC nous ont été présentées indiquant que, pendant la période pertinente, les produits en cause étaient classés par les Communautés européennes sous la position 02.10.[445] Aucun RTC ne nous a été communiqué indiquant que les produits en cause étaient classés sous une autre position de la NC, par exemple la position 02.07. Lus conjointement, les données sur le commerce et les RTC indiquent que des volumes importants de produits en cause importés du Brésil et de la Thaïlande dans les Communautés européennes étaient classés sous la position 02.10 pendant la période pertinente. Enfin, nous avons des éléments de preuve indiquant qu'en 2002, avant l'adoption des mesures en cause, le Comité du Code des douanes des CE, qui est un comité composé de représentants de tous les États membres des CE, a estimé que des produits présentant des caractéristiques équivalentes à celles des produits en cause "pouvaient être classés" et étaient aussi classés sous la position 02.10. Selon le Groupe spécial, considérés dans leur ensemble, les divers éléments de preuve qui lui ont été présentés indiquent que, pendant la période 1996-2002, les Communautés européennes ont suivi une pratique constante consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10. À cet égard, nous faisons observer que nous n'avons vu aucun élément de preuve montrant que les produits en cause étaient classés sous une position autre que la position 02.10 pendant cette période.

---

[439] Document de travail TAXUD/1636/2002 du Comité du Code des douanes du 25 janvier 2002, contenu dans la pièce n° 22 de la Thaïlande. Le Groupe spécial relève que la version électronique de la pièce n° 22 de la Thaïlande, qui a été fournie par la Thaïlande au Groupe spécial pendant la première réunion de fond et qui contient un document portant la cote TAXUD/1815/2003, ne semble pas correspondre à la copie papier de cette pièce qui a été fournie par la Thaïlande pendant la première réunion de fond et sur laquelle la Thaïlande s'est appuyée dans sa déclaration orale à cette réunion. Dans notre rapport, nous nous sommes fondés sur la copie papier de la pièce n° 22 de la Thaïlande présentée par celle-ci pendant la première réunion de fond.

[440] Ce procès-verbal est contenu dans la pièce n° 23 de la Thaïlande.

[441] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 39.

[442] Réponse du Brésil à la question n° 10 du Groupe spécial, faisant référence aux pièces n° 22 et 23 de la Thaïlande.

[443] Réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.

[444] Première communication écrite des CE, paragraphes 52, 91 et 92.

[445] Nous n'estimons pas que le RTC concernant un produit différent de ceux qui sont en cause en l'espèce qui nous a été communiqué est particulièrement pertinent pour la présente affaire.

7.276 Au sujet du fait que les Communautés européennes n'ont pas fourni certains renseignements demandés par le Groupe spécial, celui-ci rappelle que le Brésil a formulé une objection et a soutenu que le Groupe spécial aurait le droit de tirer des déductions défavorables de ce refus au titre de l'article 13:2 du Mémorandum d'accord. Compte tenu de la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la totalité des éléments de preuve qui lui ont été présentés indique qu'il existait une pratique constante dans les Communautés européennes consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10 plutôt que sous une autre position, telle que la position 02.07, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner s'il faudrait tirer des déductions défavorables à l'encontre des Communautés européennes, comme l'a suggéré le Brésil.

Pratique de classement: Importations et exportations du Brésil et de la Thaïlande

Arguments des parties

7.277 Le **Brésil** et la **Thaïlande** soutiennent que leurs pratiques de classement respectives ne sont pas pertinentes pour la présente affaire. Le Brésil soutient que son classement n'est pas pertinent pour l'interprétation de la Liste des CE étant donné que le texte conventionnel examiné est contenu dans la Liste des CE et concerne les engagements des CE et d'aucun autre Membre.[446] La Thaïlande fait valoir que la pratique de classement unilatérale des Membres ne peut pas être considérée comme une pratique ultérieurement suivie établissant "l'accord des parties" à l'égard de l'interprétation de la position tarifaire en cause.[447] Elle fait aussi observer que l'Organe d'appel a indiqué clairement qu'il était pertinent de s'appuyer sur la pratique de classement douanier uniquement dans la mesure où il s'agissait d'interpréter une concession tarifaire.[448] La Thaïlande soutient que, par conséquent, selon le droit de l'OMC, le classement douanier d'un produit n'aurait d'importance que si le classement était en rapport avec l'octroi d'une concession convenue dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.[449]

7.278 En ce qui concerne *la pratique de classement à l'importation*, le Brésil soutient qu'il n'importe pas de morceaux de poulet salés et que, par conséquent, il n'y a pas de pratique de classement concernant les importations de ce produit.[450] La Thaïlande soutient qu'au moment de la conclusion de l'Accord sur l'OMC, elle n'importait pas de viande de poulet salée congelée.[451] En outre, elle soutient qu'elle n'a jamais importé de viande de poulet salée congelée parce qu'elle est un fournisseur compétitif de viande de poulet[452] et qu'elle n'a donc jamais classé le produit en cause à des fins douanières.[453]

7.279 En ce qui concerne *la pratique de classement à l'exportation*, les **Communautés européennes** font observer que pendant la période 2000-début 2002, si des importations substantielles sur leur territoire ont commencé à apparaître sous la position 02.10 principalement en provenance du Brésil et de la Thaïlande, il n'y a pas eu d'accroissement correspondant des exportations de ces deux pays classées sous cette position. Les Communautés européennes soutiennent qu'une analyse des exportations de ces pays montre un accroissement marqué des exportations sous la position 02.07, qui correspond au total des importations des Communautés européennes sous les positions 02.07 et 02.10.[454]

---

[446] Réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial.
[447] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 68.
[448] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 70.
[449] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 72.
[450] Réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial.
[451] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 70.
[452] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 44.
[453] Réponse de la Thaïlande à la question n° 16 du Groupe spécial.
[454] Première communication écrite des CE, paragraphes 57 et 180; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 49.

7.280 La **Thaïlande** soutient que le classement des produits à l'exportation n'est pas pertinent pour déterminer la pratique de classement d'un Membre parce que seule la pratique suivie par les Membres pour mettre en œuvre leurs concessions tarifaires est pertinente.[455]

7.281 Le **Brésil** soutient que, dans les situations où il n'y a pas de droits à percevoir, les autorités sont habituellement moins rigoureuses au sujet du classement et ne vérifient pas toujours si les marchandises déclarées par un producteur/exportateur correspondent à ce qui est effectivement exporté. Par conséquent, puisque le plus souvent, les importations sont assujetties à des droits, la pratique de classement à l'importation est une source de renseignements sur le classement plus fiable et plus précise parce que les producteurs ne s'intéressent aux questions de classement que quand elles ont une incidence sur leurs opérations commerciales ou leurs bénéfices.[456] Le Brésil soutient qu'aucun droit à l'exportation n'est perçu au Brésil sur les exportations de viande de poulet salée congelée ou de viande de poulet congelée à l'état naturel.[457] Il soutient aussi que sa pratique de classement concernant les exportations de viande de poulet salée congelée n'était pas constante; le produit était parfois classé correctement sous la position 02.10 et parfois incorrectement sous la position 02.07.[458]

7.282 Le Brésil soutient aussi que, sur son territoire, l'exportateur est responsable de la documentation à l'exportation, y compris de la détermination du classement douanier approprié, bien que les pouvoirs publics brésiliens puissent vérifier et contrôler cette documentation.[459] De même, la Thaïlande soutient que les compagnies maritimes dont les exportateurs louent les services s'occupent des formalités et procédures d'exportation, y compris la classification douanière dans les formulaires de déclaration d'exportation.[460]

7.283 En réponse, les **Communautés européennes** soutiennent que la distinction faite par les plaignants entre le classement des produits à l'exportation et à l'importation n'a pas de fondement juridique. Selon elles, les produits devraient être classés dans les deux cas suivant les mêmes principes. Elles soutiennent que cela est reconnu à l'article 3.1 a) de la Convention sur le SH, qui exige que les nomenclatures tarifaires et statistiques soient conformes au SH. Elles relèvent que, dans le préambule de la Convention sur le SH, il est envisagé de favoriser "l'établissement d'une corrélation aussi étroite que possible entre les statistiques du commerce d'importation et d'exportation, d'une part, et les statistiques de production, d'autre part". Elles soutiennent aussi qu'un négociateur chargé de l'accès aux marchés a besoin de s'appuyer sur des données exactes en matière d'exportations/d'importations quand il négocie des concessions tarifaires. Elles soutiennent que les Parties Contractantes du GATT l'ont reconnu dans la Décision du Conseil du GATT du 12 juillet 1983 relative aux "implications du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises pour les concessions accordées dans le cadre du GATT".[461] Dans cette décision, les Parties Contractantes ont noté qu'"outre les avantages qu'elle présent[ait] du point de vue de la facilitation du commerce et de l'analyse des statistiques commerciales, l'adoption du Système harmonisé assurerait, selon le GATT, une plus grande uniformité des classifications douanières des pays, et permettrait ainsi à ces derniers de mieux surveiller et protéger la valeur des concessions tarifaires". Les Communautés européennes relèvent que l'Organe d'appel a estimé que les négociations tarifaires

[455] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 44; réponse de la Thaïlande à la question n° 16 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 71.
[456] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 55; réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial.
[457] Réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial.
[458] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 120 du Groupe spécial, faisant référence aux pièces n° 42 c) et 42 d) du Brésil.
[459] Réponse du Brésil à la question n° 85 du Groupe spécial.
[460] Réponse de la Thaïlande à la question n° 85 du Groupe spécial.
[461] L/5470/Rev.1.

étaient un processus d'"offres" et de "demandes" entre les Membres exportateurs et importateurs. Il est donc nécessaire d'avoir une base d'entente commune pour le classement des marchandises. Les Communautés européennes soutiennent que, compte tenu de ce qui précède, les plaignants ont tort de donner à entendre que le classement à l'exportation est moins pertinent que le classement à l'importation.[462]

Analyse par le Groupe spécial

7.284 Le Groupe spécial relève qu'il n'a aucune donnée concernant le classement des produits en cause à l'importation pour le Brésil et la Thaïlande parce que, apparemment, ces pays exportent ces produits plutôt qu'ils ne les importent.[463] En ce qui concerne les données relatives au classement à l'exportation, il semble qu'elles ne soient pas constantes, tout au moins pour ce qui est du Brésil.[464] En tout état de cause, nous ne sommes pas convaincus de l'utilité de faire référence à des données relatives au classement à l'exportation du Brésil et de la Thaïlande vu que, de toute évidence, le classement à l'exportation est moins rigoureux puisqu'il n'est pas perçu de droits sur les produits à l'exportation.[465] À cet égard, nous relevons que l'article 1 b) de la Convention sur le SH définit la "nomenclature tarifaire" comme étant "une nomenclature établie selon la législation de la Partie Contractante pour la *perception des droits de douane à l'importation*". (pas d'italique dans l'original)

Pratique de classement: Importations et exportations des États-Unis et de la Chine

Arguments des parties

7.285 Le **Brésil** fait référence à quatre décisions des États-Unis en matière de classement datant de la période 1996-1998, qui classent le bacon en provenance du Danemark sous la position 02.10.[466] Il fait aussi référence à un connaissement des États-Unis dans lequel l'importateur demandait pour son produit à base de bacon en tranches congelé le traitement tarifaire correspondant à la position 02.10.[467]

7.286 À propos de ce connaissement, les **États-Unis**[468] font observer que le fait qu'un importateur demande le traitement tarifaire correspondant à une sous-position particulière ne représente pas une déclaration officielle des autorités douanières des États-Unis quant au classement correct du produit.

---

[462] Réponse des CE à la question n° 28 du Groupe spécial, citant le rapport de l'Organe d'appel *CE - Matériels informatiques*, paragraphe 109.

[463] Réponse du Brésil à la question n° 16 du Groupe spécial; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 44; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 70. Les Communautés européennes ne contestent pas le fait que le Brésil et la Thaïlande sont des exportateurs plutôt que des importateurs des produits en cause.

[464] Nous relevons que les CE font référence à des données figurant au tableau 3 de leur première communication écrite et dans leurs pièces n° 17 et 18, qui, selon elles, indiquent que les plaignants ont classé de façon constante les produits en cause sous la position 02.07 plutôt que sous la position 02.10: première communication écrite des CE, paragraphe 180. Toutefois, le Brésil a présenté un connaissement, un document d'enregistrement à l'exportation et un accusé de réception d'octobre 2001 (contenus dans la pièce n° 42 c) du Brésil) et un connaissement, un document d'enregistrement à l'exportation et un accusé de réception de novembre 2001 (contenus dans la pièce n° 42 d) du Brésil) selon lesquels, à leur exportation du Brésil, les produits en cause étaient classés sous la position 02.10. Ces éléments de preuve indiquent que le classement à l'exportation, tout au moins pour le Brésil, n'est pas constant en ce qui concerne les produits en cause.

[465] Nous relevons en outre qu'au Brésil et en Thaïlande, ce sont les exportateurs plutôt que les agents des douanes qui classent les produits en cause, tout au moins dans un premier temps: réponse du Brésil à la question n° 85 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 85 du Groupe spécial.

[466] Pièce n° 39 du Brésil.

[467] Pièce n° 19 du Brésil.

[468] Les États-Unis participent au présent différend en tant que tierce partie.

Ils soutiennent cependant que dans une décision de 1996, les autorités douanières des États-Unis ont dit qu'il convenait de classer le bacon congelé en provenance du Danemark sous la position 02.10.[469]

7.287 La **Chine**[470] fait observer qu'en 2000 et 2001, elle a importé et exporté des marchandises relevant de la sous-position 0210.90.00 de sa nomenclature tarifaire mais qu'elle n'a plus importé ni exporté de telles marchandises depuis 2002.[471] Elle soutient aussi qu'en 2000, elle a importé et exporté des marchandises relevant de la sous-position 0207.14.00 de sa nomenclature tarifaire mais qu'elle n'a plus importé ni exporté de telles marchandises depuis 2001.[472]

Analyse par le Groupe spécial

7.288 Au cours de la présente procédure, le Brésil a fait référence à certains exemples de ce que l'on pourrait appeler d'une façon générale la pratique de classement suivie par les États-Unis au sujet de l'équivalent de la position 02.10 dans la liste des États-Unis. En outre, la Chine a fourni certains renseignements concernant sa pratique de classement pour les positions équivalant aux positions 02.10 et 02.07 de la Liste des CE. Selon le Groupe spécial, ces éléments de preuve sont trop limités pour qu'il soit possible d'en tirer des conclusions concernant la constance ou le manque de constance de la pratique de classement suivie par d'autres Membres de l'OMC. En outre, en ce qui concerne les éléments de preuve disponibles relatifs à la pratique de classement des États-Unis, les décisions pertinentes des États-Unis en matière de classement ne portent pas sur des produits identiques ou semblables aux produits en cause; elles n'indiquent pas la teneur en sel des produits en question et n'indiquent pas non plus si le sel avait pour effet de conserver ces produits. Par conséquent, l'utilité de ces éléments de preuve aux fins du présent différend est douteuse. De même, en ce qui concerne les renseignements communiqués par la Chine, ils n'indiquent pas la teneur en sel des morceaux de poulet classés sous les positions 02.07 et 02.10 et n'indiquent pas non plus si le sel avait pour effet de conserver les produits en question. Par conséquent, ces éléments de preuve semblent, eux aussi, être d'un intérêt limité pour la présente affaire.

Résumé et conclusions provisoires concernant la "pratique ultérieurement suivie"

7.289 Le Groupe spécial estime qu'en l'espèce, il est raisonnable de se fonder seulement sur la pratique de classement suivie par les CE pour déterminer s'il existe ou non une "pratique ultérieurement suivie" par laquelle "est établi l'accord" des Membres de l'OMC, au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*, à l'égard de l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Parmi d'autres raisons justifiant cette approche, nous relevons que les Communautés européennes sont apparemment le seul Membre importateur de l'OMC ayant une pratique quelconque quant au classement des produits en cause. Sur la base des éléments de preuve dont il dispose, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes ont suivi une pratique constante consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10 pendant la période 1996-2002. En ce qui concerne la pratique de classement suivie par d'autres Membres de l'OMC, le Groupe spécial constate qu'il n'y a aucun élément de preuve concernant la pratique de classement à l'importation suivie par les plaignants pour les produits en cause puisqu'ils exportent ces produits plutôt qu'ils ne les importent. Le Groupe spécial estime que les éléments de preuve concernant la pratique de classement à l'exportation suivie par les plaignants sont limités. En outre, leur utilité est douteuse étant donné que le classement des produits en cause à l'exportation est moins rigoureux puisque ces produits ne sont pas assujettis à des droits à l'exportation. En outre, les

[469] Réponse des États-Unis à la question n° 85 du Groupe spécial, faisant référence à la lettre d'avis de décision de New York n° NY A80393 (7 mars 1996), telle qu'elle a été modifiée par la lettre d'avis de décision douanière n° HQ 960585 (20 juillet 1998) contenue dans la pièce n° 1 des États-Unis.
[470] La Chine participe au présent différend en tant que tierce partie.
[471] Réponse de la Chine à la question n° 81 du Groupe spécial.
[472] Réponse de la Chine à la question n° 81 du Groupe spécial.

éléments de preuve concernant la pratique de classement suivie par les États-Unis et la Chine sont si limités que le Groupe spécial n'est pas en mesure de tirer de conclusions concernant la constance ou le manque de constance de la pratique de classement suivie par d'autres Membres de l'OMC.

7.290 Sous réserve de ce qu'il constatera ci-dessous au sujet des décisions de l'OMD et de notes explicatives de la NC auxquelles les Communautés européennes font référence, le Groupe spécial conclut provisoirement que la pratique constante suivie par les Communautés européennes consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10 équivaut à une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.

Lettres d'avis de l'OMD

Arguments des parties

Ces lettres relèvent-elles de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne?

7.291 Le **Brésil** soutient qu'une lettre envoyée par le Secrétariat de l'OMD, exprimant son avis ou son opinion, en réponse à une question posée par une autorité douanière, ne constitue pas une position officielle de l'OMD sur l'interprétation de la nomenclature du SH. Selon le Brésil, une telle lettre d'avis se borne à exposer l'opinion technique d'une personne, ou peut-être davantage, qui ne lie en aucune façon les membres de l'OMD et n'a aucune valeur juridique.[473] Le Brésil relève aussi que l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, a estimé que "les décisions de l'OMD [*pouvaient*] être pertinentes" pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la Liste des CE. Selon le Brésil, si les décisions de l'OMD, qui sont prises par le Comité du SH et approuvées par le Conseil de coopération douanière, sont contestables (vu l'utilisation du mot "peuvent" par l'Organe d'appel) en tant que moyen d'interprétation pertinent, alors des opinions données par le Secrétariat de l'OMD le sont encore plus.[474] Le Brésil soutient que, s'il n'y a pas de décision de l'OMD concernant le classement des positions 02.07 et 02.10, il n'existe aucune pratique des Membres de l'OMD relevant de la pratique ultérieurement suivie au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[475]

7.292 La **Thaïlande** fait valoir que la pratique ultérieurement suivie au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne* doit établir l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité pertinent. Selon elle, aucune des parties au présent différend n'a présenté de décision de l'OMD concernant l'interprétation de la position 02.10. La Thaïlande soutient qu'une lettre de l'OMD ne constitue pas une pratique ultérieurement suivie concordante par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation des termes du traité, au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[476]

7.293 Les **Communautés européennes** soutiennent que, pour satisfaire au critère juridique de la pratique pertinente prévue à l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne* aux fins de la présente affaire, le Groupe spécial doit tenir compte du fait que le différend concerne la portée d'une consolidation tarifaire au niveau des positions à quatre chiffres, qui a fait l'objet d'une harmonisation internationale par le biais de la Convention sur le SH et qui est utilisée par tous les Membres de l'OMC.[477] Elles relèvent que la Convention sur le SH fournit un mécanisme spécifique permettant l'expression d'une pratique concordante sous la forme de décisions du Comité du SH.[478] Elles soutiennent que le fait qu'une telle procédure existe exige un critère particulièrement élevé pour démontrer l'existence d'une pratique cohérente qui soit pertinente pour l'interprétation des listes et

[473] Réponse du Brésil à la question n° 18 du Groupe spécial.
[474] Réponse du Brésil à la question n° 18 du Groupe spécial; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 62, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 90.
[475] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 37.
[476] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 57 à 66.
[477] Première communication écrite des CE, paragraphe 174.
[478] Première communication écrite des CE, paragraphe 175.

concessions fondées sur le SH. Sinon, tout Membre pourrait modifier unilatéralement la nomenclature commune convenue entre toutes les parties à la Convention sur le SH et, par conséquent, influer sur l'interprétation des listes OMC.[479] Les Communautés européennes reconnaissent que des lettres du Secrétariat de l'OMD exprimant un avis ou une opinion ne se confondent pas avec une décision ou une opinion rendue par le Comité du SH. Elles soutiennent qu'elles ne peuvent toutefois pas être ignorées étant donné qu'elles contiennent les opinions d'un expert neutre du Secrétariat de l'OMD.[480]

Lettre d'avis de l'OMD de 1997

7.294 Les **Communautés européennes** font référence à une lettre d'avis de 1997 envoyée par le Secrétariat de l'OMD aux autorités douanières chypriotes. Elles relèvent que la question portait sur les positions du Chapitre 3 du SH, qui concernent les poissons et qui, à de nombreux égards, sont parallèles à celles du Chapitre 2 examinées dans le présent différend. En ce qui concerne le type de salage nécessaire pour que les poissons passent sous la position 03.05, les Communautés européennes font observer que le Secrétariat de l'OMD a indiqué dans sa lettre que les poissons "salés", pouvant être classés sous la position 03.05, n'étaient pas normalement salés légèrement, ce qui rendrait la congélation nécessaire. L'OMD a aussi déclaré que le sel était censé pénétrer la chair afin d'assurer une longue durée de conservation des poissons.[481]

7.295 Le **Brésil** soutient que la lettre d'avis du Secrétariat de l'OMD de 1997 concernant les poissons salés congelés n'est pas compatible avec la lettre d'avis du Secrétariat de l'OMD de 2003 à laquelle le Brésil fait référence ci-dessous concernant les viandes de l'espèce porcine salées congelées et, par conséquent, la première ne relève pas de la "pratique ultérieurement suivie" dans l'interprétation de la Liste des CE.[482] La **Thaïlande** soutient que la lettre du Secrétariat de l'OMD de 1997 est d'une faible valeur probante dans le différend soumis au Groupe spécial car ses conclusions sont indicatives et sont fondées sur des faits qui ne sont pas clairs.[483]

Lettre d'avis de l'OMD de 2003

7.296 Le **Brésil** fait référence à une lettre d'avis du Secrétariat de l'OMD datée de mai 2003 concernant le sens du terme "salé" figurant dans la position 02.10.[484] Il relève que la lettre du Secrétariat de l'OMD de 2003 a été écrite en réponse à une question posée par l'administration douanière bulgare sur le point de savoir si les importations "des poitrines de l'espèce porcine, désossées, congelées, qui avant la congélation ont subi un salage en surface" devraient être classées sous la sous-position 0203.29 ou sous la sous-position 0210.12. Le Brésil fait observer que, dans ce cas, "les résultats de l'analyse de laboratoire, après la décongélation, indiquent que le sel n'a pénétré que dans une couche très limitée (celle située sous la surface du produit) et non pas en profondeur" et les autorités estimaient, en se fondant sur le libellé de la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC des Communautés européennes, que le produit devrait être classé sous la position 02.03 parce qu'il n'avait pas fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène. L'importateur, pour sa part, faisait valoir que le produit devrait être classé sous la position 02.10 parce que sa teneur globale en sel était approximativement de 1,9 pour cent en poids. Devant ce problème, l'autorité a demandé l'avis du Secrétariat de l'OMD.[485] Le Brésil soutient que la demande de l'autorité douanière

[479] Première communication écrite des CE, paragraphe 176.
[480] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 27 à 31.
[481] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 27 à 31, faisant référence à la pièce n° 19 des CE.
[482] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 65.
[483] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 61 et 66.
[484] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 65, faisant référence à la pièce n° 35 du Brésil.
[485] Réponse du Brésil à la question n° 18 du Groupe spécial.

dans ce cas était fondée sur le fait que le produit ne répondait qu'en partie à la description/au critère indiqué dans la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC en ce qui concerne les "viandes salées" de la position 02.10. Toutefois, il fait valoir qu'en l'espèce, il n'y a aucun doute sur le fait que les produits en cause exportés par le Brésil répondent pleinement à la définition des "viandes salées" de la position 02.10 de la NC.[486] Il relève aussi que dans le cas mentionné ci-dessus, le Secrétariat de l'OMD a déclaré que le SH et les notes explicatives ne contenaient pas de définition officielle du terme "salé". Toutefois, le Brésil soutient que l'OMD a reconnu que la NC des Communautés européennes établissait un critère spécifique pour la définition des viandes salées de la position 02.10 et que l'autorité bulgare devrait s'adresser aux Communautés européennes pour obtenir des éclaircissements. Il soutient que, bien que l'autorité en question ait spécifiquement demandé des indications sur le degré et la méthode de salage aux fins de la position 02.10, il n'avait été fait aucune mention du fait que le salage devait conserver le produit pour que celui-ci puisse être classé sous la position 02.10.[487]

7.297 En réponse, les **Communautés européennes** soutiennent que, bien que la question traitée dans la lettre du Secrétariat de l'OMD de 2003 puisse être pertinente pour le présent différend, le Secrétariat de l'OMD a évité de prendre position et n'a pas donné d'avis sur le classement aux autorités bulgares. Elles soutiennent que le Brésil ne peut pas, du fait que le Secrétariat de l'OMD s'est abstenu d'exprimer une opinion, inférer qu'il a refusé la "conservation" en tant que base de la position 02.10. Elles soutiennent que, par conséquent, la lettre en question n'est pas une "pratique ultérieurement suivie" pertinente aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[488]

Analyse par le Groupe spécial

7.298 Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a indiqué spécifiquement que les décisions prises par le Comité du SH de l'OMD auraient pu être pertinentes pour l'interprétation de la Liste des CE dans cette affaire. Le Groupe spécial estime que, même si elles ne sont pas contraignantes, les décisions de l'OMD concernant les positions en cause adoptées après 1994 pourraient bien être une source de renseignements très utile sur la pratique ultérieurement suivie par les Membres de l'OMC, dont une grande partie sont signataires de la Convention sur le SH et, par conséquent, sont membres du Comité du SH. Toutefois, nous avons été informés par le Secrétariat de l'OMD qu'il n'existait aucune décision de l'OMD relative à la position 02.10 du SH, qui correspond à la position 02.10 de la Liste des CE.[489]

7.299 Le Groupe spécial a été invité par les parties à tenir compte de deux lettres écrites par des membres du Secrétariat de l'OMD – l'une datée de 1997 et l'autre de 2003 – en tant qu'éléments de preuve montrant une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Nous rappelons que la Commission du droit international a indiqué qu'une "pratique ultérieurement suivie" relevant de l'article 31 3) b) devait être une "pratique ultérieurement suivie qui est concordante et commune à toutes les parties". L'Organe d'appel a aussi indiqué qu'une suite d'actes ou de déclarations "concordants, communs et d'une certaine constance" était nécessaire pour que la pratique relève de l'article 31 3) b). Selon nous, les lettres du Secrétariat de l'OMD exprimant un avis ou une opinion qui sont adressées à des autorités douanières précises, et qui n'ont juridiquement aucune force obligatoire, ne peuvent pas être interprétées comme constituant une "pratique ultérieurement suivie qui est concordante et commune à [tous les Membres de l'OMC]" aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. En tout état de cause, nous relevons que les

[486] Réponse du Brésil à la question n° 18 du Groupe spécial.
[487] Réponse du Brésil à la question n° 18 du Groupe spécial; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphes 38 et 39.
[488] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 39; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 48.
[489] Réponse de l'OMD à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à l'OMD.

lettres en question du Secrétariat de l'OMD portent sur des produits (les poissons et les viandes de l'espèce porcine) qui diffèrent des produits en cause. Par conséquent, le Groupe spécial ne prendra pas en considération les deux lettres en question du Secrétariat de l'OMD en appliquant l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[490]

Note explicative ultérieure de la Nomenclature combinée

Arguments des parties

7.300 Les **Communautés européennes** font référence à une note explicative de la NC de décembre 1994 relative aux sous-positions 0210.11.11 et 0210.11.19. Cette note prévoit entre autres choses que: "les présentes sous-positions ne couvrent que les jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés, de l'espèce porcine domestique, dont le mode de conservation se limite à un salage en profondeur ou un saumurage ...". Les Communautés européennes soutiennent que cette note explicative est pertinente aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.[491] Elles soutiennent que l'importance de cette note réside dans le fait qu'elle suppose l'existence du principe de la conservation à long terme pour ce qui est de la position 02.10.[492]

7.301 Le **Brésil** et la **Thaïlande** soutiennent que la note explicative en question porte sur les viandes salées de l'espèce porcine domestique et non sur toutes les "viandes salées" de la position 02.10 et que, par conséquent, elle ne peut pas s'appliquer à la viande de volaille.[493] Selon le Brésil, si les Communautés européennes avaient souhaité appliquer les dispositions concernant les viandes salées de l'espèce porcine domestique à toutes les viandes visées à la position 02.10, elles auraient inscrit ces dispositions dans une note explicative générale relative à la position 02.10 plutôt que dans une note relative à des sous-positions particulières. Le Brésil conclut que, par conséquent, le Groupe spécial n'a aucune raison de supposer que cette note explicative devrait être applicable à un produit différent des viandes salées de l'espèce porcine domestique.[494] La Thaïlande fait aussi valoir que les Communautés européennes ont pour pratique établie d'indiquer explicitement dans les notes explicatives si une certaine règle s'applique *mutatis mutandis* à d'autres produits. Elle soutient que, si cela a été fait explicitement pour les produits de la sous-position 0210.12.11, il n'y a aucune indication de ce type dans la note explicative de la sous-position 0210.90.20. Elle conclut que, par conséquent, les Communautés européennes ne peuvent pas affirmer que la notion de conservation est applicable à la viande de volaille relevant de la position 02.10.[495] Le Brésil ajoute aussi que les notes explicatives

[490] Le Groupe spécial note qu'en réponse aux questions qu'il a posées au sujet des lettres du Secrétariat de l'OMD de 1997 et de 2003, l'OMD elle-même a conseillé de ne pas s'appuyer sur cette correspondance en l'absence d'une autorisation explicite des parties ayant adressé ou reçu ces lettres: réponses de l'OMD aux questions n° 13 et 14 du Groupe spécial posées à l'OMD. Nous relevons que les CE soutiennent qu'après avoir pris connaissance de la lettre de 1997 adressée par l'OMD aux autorités chypriotes en examinant les archives de l'OMD, elles ont demandé et obtenu l'accord des autorités douanières chypriotes avant de communiquer la correspondance au Groupe spécial: observations des CE sur les réponses de l'OMD aux questions n° 13 et 14 du Groupe spécial posées à l'OMD. Le Brésil soutient qu'il a eu librement accès à la lettre du Secrétariat de l'OMD de 2003 et n'a été informé d'aucune notification de la part des autorités douanières bulgares demandant que la lettre ne soit pas publiée par l'OMD: observations du Brésil sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 51. En tout état de cause, nous n'estimons pas que cela modifie notre conclusion selon laquelle nous ne devrions pas tenir compte des lettres en question aux fins de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.

[491] Réponse des CE à la question n° 75 du Groupe spécial.

[492] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 70.

[493] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 93; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.

[494] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 94.

[495] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.

de la NC des Communautés européennes sont des instruments non contraignants et ne font pas partie de la législation communautaire.[496]

Analyse par le Groupe spécial

7.302 Le Groupe spécial ne considère pas qu'une unique note explicative non contraignante dans la législation intérieure des Communautés européennes – c'est-à-dire la NC – réponde à la prescription selon laquelle la "pratique ultérieurement suivie" doit être "concordante, commune et constante" afin d'établir l'accord de tous les Membres de l'OMC au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. En tout état de cause, la note a trait à des produits (viandes de porc) qui sont différents des produits en cause. Par conséquent, le Groupe spécial ne prendra pas en considération la note explicative de la NC de décembre 1994, qui porte sur les sous-positions 0210.11.11 et 0210.11.19, en appliquant l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.

Conclusion finale concernant la "pratique ultérieurement suivie"

7.303 Le Groupe spécial rappelle l'absence de décisions de l'OMD qui seraient pertinentes pour le présent différend. Il rappelle aussi sa décision de ne pas prendre en considération deux lettres du Secrétariat de l'OMD et une unique note explicative non contraignante de la NC en appliquant l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Compte tenu de ces décisions, nous confirmons la conclusion provisoire que nous avons formulée ci-dessus au paragraphe 7.290, selon laquelle la pratique constante suivie par les Communautés européennes consistant à classer les produits en cause sous la position 02.10 équivaut à une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Selon le Groupe spécial, une telle pratique ultérieurement suivie indique que les produits en cause dans le présent différend sont visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Pour chercher confirmation de cette indication, nous passons à un examen de l'objet et du but, au sens de l'article 31 1) de la *Convention de Vienne*.

d) Objet et but: article 31 1) de la *Convention de Vienne*

i) Arguments des parties

L'Accord sur l'OMC et le GATT de 1994

7.304 Le **Brésil** et la **Thaïlande** disent que la sécurité et la prévisibilité des concessions tarifaires sont l'objet et le but principaux du GATT de 1994.[497] D'après le Brésil, cette sécurité et cette prévisibilité garantissent l'importance et la valeur de ces concessions parce qu'elles signifient que les concessions ne seront pas modifiées unilatéralement sans qu'il y ait des mesures correctives appropriées. Le Brésil estime que, s'il en allait autrement, les Membres ne seraient pas disposés à engager des négociations commerciales.[498] Il fait valoir que lorsqu'en vertu des mesures contestées, les Communautés européennes ont unilatéralement modifié la concession qu'elles avaient accordée aux viandes salées au titre de leur Liste, elles ont porté atteinte à cet objet et ce but essentiels de l'Accord sur l'OMC.[499]

7.305 D'après la Thaïlande, l'objet et le but du GATT de 1994, tels qu'ils ressortent de l'article II du GATT de 1994, sont de préserver la valeur des concessions tarifaires. Par conséquent, il est essentiel que la désignation des produits relevant d'une sous-position particulière soit maintenue telle

[496] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 93.
[497] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 160; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 90.
[498] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 160.
[499] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 161.

qu'elle était au moment de la négociation de la concession pertinente. Selon la Thaïlande, la valeur de la concession tarifaire se trouverait amoindrie si un Membre pouvait unilatéralement modifier la portée et le champ d'application de la désignation du produit pour une position tarifaire spécifique. Cette situation affaiblirait la sécurité et la prévisibilité que des concessions tarifaires contraignantes sont censées avoir dans le système commercial multilatéral.[500]

7.306 Le Brésil et la Thaïlande estiment que, en ce qui concerne spécifiquement l'application de l'article II du GATT de 1994, le critère décisif permettant de caractériser un produit, ce sont les "caractéristiques objectives" du produit au moment de son importation.[501] Le Brésil fait valoir que ce critère assure la sécurité juridique et facilite le classement et la vérification par les autorités douanières à la frontière.[502] La Thaïlande fait en outre observer que la classification douanière doit reposer sur l'évaluation des caractéristiques objectives du produit à la frontière[503] et note que ce principe a été clairement reconnu par la CJCE.[504]

7.307 Les **Communautés européennes** admettent que, au titre de la législation communautaire, aux fins de l'application du SH, les caractéristiques objectives d'un produit sont décisives pour le classement. D'après elles, ces caractéristiques objectives reposent pour l'essentiel sur la composition des produits ou leurs propriétés, qui peuvent être établies par un examen en laboratoire.[505] Les Communautés européennes disent que, lorsqu'un produit arrive à la frontière, les fonctionnaires des douanes des CE procèdent aux opérations suivantes: a) inspection des documents douaniers et sanitaires joints à la marchandise, y compris les éventuels RTC; b) inspection physique par les fonctionnaires des douanes du conteneur, de l'emballage et de l'étiquetage; c) inspection physique du produit, en particulier sa température, son odeur, son goût et sa couleur; et d) au besoin, expédition d'échantillons au laboratoire en vue d'analyses destinées à vérifier la conformité du produit avec les spécifications douanières pertinentes.[506] Les Communautés européennes font observer qu'il n'existe pas de principes directeurs spéciaux pour aider les fonctionnaires des douanes à déterminer si un produit devrait être classé sous la position 02.10, c'est-à-dire si le salage assure une conservation à long terme. Elles font valoir que, néanmoins, de tels principes directeurs n'ont jamais été nécessaires parce que, à l'exception des faits en cause dans l'affaire *Gausepohl*[507] et dans le présent différend, en pratique, il n'y a guère eu de contestation quant au type de produits qui relève de la position 02.10.[508] En outre, les Communautés européennes indiquent que l'application du principe de la conservation a rarement posé de problème parce qu'il est normalement évident qu'un produit a ou n'a pas été conservé par l'un des moyens mentionnés dans l'intitulé de la position 02.10.[509] Les Communautés européennes précisent que les techniques de conservation mentionnées dans l'intitulé de la position 02.10 confèrent à la viande des caractéristiques spécifiques (couleur, goût salé, sécheresse par exemple) qui sont aisément décelables (dans le jambon de Parme par exemple).[510] Elles affirment qu'elles appliquent le principe de la conservation indépendamment de l'origine des produits importés.[511]

7.308 Le **Brésil** estime que, en l'absence de décisions du Comité du SH concernant les aspects pratiques liés à la vérification des critères de classement applicables aux produits visés par la

[500] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 92 et 93.
[501] Réponse du Brésil à la question n° 13 du Groupe spécial; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 51 à 53; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 39.
[502] Réponse du Brésil à la question n° 13 du Groupe spécial.
[503] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 8 et 51 à 53.
[504] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 3.
[505] Réponses des CE aux questions n° 90 et 105 du Groupe spécial.
[506] Réponse des CE à la question n° 89 du Groupe spécial.
[507] Cette affaire est examinée ci-après aux paragraphes 7.372 et suivants.
[508] Réponse des CE à la question n° 23 du Groupe spécial.
[509] Réponse des CE à la question n° 44 du Groupe spécial.
[510] Réponse des CE à la question n° 91 du Groupe spécial.
[511] Réponse des CE à la question n° 44 du Groupe spécial.

position 02.10, la classification doit se fonder simplement sur les termes du texte juridique lu conjointement avec les Notes explicatives du SH.[512]

7.309 La **Thaïlande** fait valoir que, même en supposant qu'un but spécifié pourrait être pertinent pour déterminer le classement d'un produit, l'approche des Communautés européennes donne à penser que les fonctionnaires des douanes des 25 États membres des CE devraient décider individuellement comment les caractéristiques du produit au moment du dédouanement atteignent le but de la conservation à long terme, notion qui de l'avis de la Thaïlande est vague et incertaine. La Thaïlande estime que cela est contraire à l'objet et au but de l'Accord sur l'OMC en ce qui concerne les concessions tarifaires négociées par les Communautés européennes au titre de leur Liste – à savoir assurer "la sécurité et la prévisibilité des "accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce"".[513]

La Liste des CE

7.310 Les **Communautés européennes** estiment que l'objet et le but sous-tendant la portée et la teneur de leurs concessions concernant respectivement les viandes de poulet "congelées" et les produits "salés" sont évidents étant donné la structure tarifaire et le commerce à l'époque où les concessions ont été faites. Elles disent qu'à l'époque où elles ont négocié leur Liste, elles étaient conscientes que les échanges de morceaux de poulet "congelés" portaient sur un volume important et que ces produits feraient concurrence aux morceaux de poulet communautaires destinés à une transformation plus poussée. Les Communautés européennes font valoir que, par conséquent, elles ont négocié avec les autres Membres de l'OMC un niveau approprié de protection contre les importations de morceaux de poulet "congelés", y compris des mesures de sauvegarde spéciale au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. D'après les Communautés européennes, elles l'ont fait en sachant que pour être considéré en tant que produit "salé" au titre de la position 02.10, le produit devrait avoir été salé pour assurer sa conservation. Elles déclarent qu'elles se sont contentées de droits nettement inférieurs sur les produits salés parce qu'elles savaient que les produits relevant de cette position qui faisaient l'objet d'un commerce international étaient peu nombreux. Les Communautés européennes affirment que si elles avaient imaginé que les viandes de poulet congelées contenant du sel ajouté allaient pouvoir être classées sous la position 02.10, elles n'auraient jamais fixé un droit aussi bas.[514] En outre, les Communautés européennes disent qu'aucun des plaignants n'a jamais prétendu montrer que, à l'époque où les Membres de l'OMC faisaient leurs concessions en matière d'accès aux marchés pendant le Cycle d'Uruguay, il était généralement admis que l'accès aux marchés qui était négocié pour les produits "salés" ne concernait pas les produits qui avaient été salés à des fins de conservation, ni que l'objet et le but de la négociation d'un niveau spécifique d'accès aux marchés convenant aux intérêts des importateurs et des exportateurs se fondaient sur quoi que ce soit d'autre. Les Communautés européennes estiment que, par conséquent, l'objet et le but de la structure tarifaire en question étayent clairement l'interprétation qu'elles donnent de leurs obligations.[515]

7.311 Le **Brésil** estime que "l'objet et le but" d'une concession reprise dans la liste d'un Membre particulier doivent être déterminés sur la base de l'interprétation commune qu'en donnent toutes les parties et pas simplement du souhait ou du but allégués de la partie faisant la concession. Le Brésil estime que, à toutes fins utiles, lorsque les Communautés européennes ont précisé la portée de leur concession tarifaire au moyen du Règlement n° 535/94 des CE, elles ont concédé que les viandes qui

[512] Observations du Brésil sur la réponse de l'OMD à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à l'OMD.

[513] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 41, citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 95; réponse de la Thaïlande à la question n° 118 du Groupe spécial.

[514] Première communication écrite des CE, paragraphe 163.

[515] Première communication écrite des CE, paragraphe 164.

présentaient une teneur en sel de 1,2 pour cent seraient nécessairement soumises, sous une forme ou une autre, à un procédé de conservation autre que le salage.[516] Il fait en outre valoir que, au moment où les droits sont négociés, les Membres définissent leurs offres et leurs obligations dans les termes les mieux adaptés à leurs besoins. Cependant, d'après le Brésil, un Membre ne peut absolument pas prévoir dans les moindres détails ce que ses besoins seront dix ans ou plus après la date où il a négocié ses droits. Le Brésil fait valoir que c'est précisément parce que les flux commerciaux sont dynamiques qu'existe la possibilité, et même la probabilité, de voir un courant d'échanges nouveau et imprévu se développer dans un sens qui est contraire ou qui ne convient pas aux besoins d'un Membre. Il estime que les Accords de l'OMC tiennent compte de cette possibilité et prévoient des moyens pour les Membres de faire face à l'apparition de courants d'échanges imprévus, tels que l'imposition de sauvegardes, de mesures antidumping ou de mesures compensatoires ou la modification de leur liste en vertu des dispositions de l'article XXVIII du GATT de 1994. Cependant, le Brésil dit que ce qu'un Membre ne peut pas faire est de modifier unilatéralement ses engagements pour la seule raison qu'un nouveau courant d'échanges a vu le jour et que la concession correspondante reprise dans sa liste ne répond plus à ses besoins.[517]

7.312 La **Thaïlande** estime que les Communautés européennes ne peuvent pas utiliser le processus de classification pour répondre aux changements dans les courants d'échanges survenus depuis la dernière fois qu'elles ont négocié leurs listes tarifaires.[518] D'après elle, le principe de la conservation à long terme a été introduit par les Communautés européennes en rapport avec la position 02.10 uniquement dans le but de réduire la portée d'une concession tarifaire qui avait donné lieu à un volume d'échanges supérieur à ce qu'avaient prévu les Communautés européennes. La Thaïlande estime que les Communautés européennes auraient dû régler le problème en renégociant leur concession au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994 plutôt qu'en excluant des produits de la position tarifaire mettant en œuvre cette concession.[519]

7.313 Les **Communautés européennes** admettent que les courants commerciaux puissent changer à la suite d'engagements tarifaires. Elles estiment que cela ne signifie pas pour autant que cette évolution des échanges ne soit fonction d'aucun paramètre. D'après elles, tout courant d'échanges nouveau doit nécessairement entrer dans le champ de l'engagement tarifaire qu'il revendique. Les Communautés européennes estiment, qu'en l'espèce, le nouveau courant d'échanges ne relève pas de l'engagement tarifaire des Communautés européennes en ce qui concerne les viandes "salées".[520]

ii) Observations de l'Organisation mondiale des douanes

7.314 L'OMD dit que le classement de marchandises dans le SH s'effectue toujours sur la base des caractéristiques objectives du produit au moment de son importation. Le facteur qui détermine selon elle le caractère essentiel d'un produit varie selon le produit. L'OMD ajoute que la détermination du caractère essentiel d'un produit peut se faire par l'inspection visuelle du produit, y compris les indications figurant sur l'emballage. On peut aussi se reporter aux documents d'accompagnement. L'OMD déclare que, dans certains cas, une analyse en laboratoire peut être nécessaire. Selon elle, étant donné que les positions 02.07 et 02.10 visent les produits "congelés" et "salés", respectivement, il y aurait lieu de déterminer si les produits en cause ont essentiellement le caractère d'un produit "congelé" ou d'un produit "salé". L'OMD estime qu'il serait probablement facile de déterminer si le produit est "congelé" ou non, tandis qu'une analyse en laboratoire pourrait être nécessaire pour déterminer s'il peut être considéré comme un produit "salé" au sens de la position 02.10.[521] L'OMD

[516] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 46 à 50.
[517] Réponse du Brésil à la question n° 80 du Groupe spécial.
[518] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 46.
[519] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 6.
[520] Réponse des CE à la question n° 80 du Groupe spécial.
[521] Réponse de l'OMD à la question n° 1 que lui a posée le Groupe spécial.

note aussi que les aspects pratiques de la vérification des critères de classification sont pris en compte aux fins du classement des marchandises au niveau du SH dès lors que ces aspects sont devenus partie intégrante du texte juridique ou des Notes explicatives.[522]

iii) Analyse par le Groupe spécial

7.315 Le Groupe spécial rappelle que l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

7.316 L'article 31 1) de la *Convention de Vienne* indique clairement qu'un traité doit être interprété à la lumière de l'objet et du but de ce *traité*. Il est important de noter que l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* n'indique pas qu'il faut déterminer l'objet et le but des *termes* particuliers *d'un traité*, comme ceux de la position 02.10 de la Liste des CE.

7.317 À notre avis, aux fins de la présente affaire, l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* nous enjoint d'examiner l'objet et le but du traité dans lequel se trouvent les termes du traité qui font l'objet du présent différend. Les termes du traité en cause en l'espèce se trouvent dans le libellé de la position 02.10 de la Liste des CE. Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.6, sur la base de l'article II:7 du GATT de 1994 et de l'article II:2 de l'Accord sur l'OMC, les concessions reprises dans la Liste des CE sont les termes du traité du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC. En conséquence, nous considérons que notre tâche dans la présente section est de déterminer l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994.[523]

L'Accord sur l'OMC et le GATT de 1994

7.318 L'objet et le but de l'Accord sur l'OMC peuvent être déduits des préambules de l'Accord sur l'OMC et des accords qui y sont annexés. Le préambule de l'Accord sur l'OMC précise que l'un des buts de l'Accord est d'"accroî[tre] … [le] commerce de marchandises et de services". Il déclare aussi que les Membres devraient contribuer à l'accroissement précité "par la conclusion d'accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce". En outre, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel avait déclaré ce qui suit:

> "[L]a sécurité et la prévisibilité des "accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce" constituent un objet et un but de l'Accord sur l'OMC, de manière générale, ainsi que du GATT de 1994."[524]

---

[522] Réponse de l'OMD à la question n° 11 que lui a posée le Groupe spécial.

[523] Le Groupe spécial note que, en théorie, l'objet et le but de l'Accord sur l'agriculture, qui est un accord annexé à l'Accord sur l'OMC, peuvent aussi être pertinents pour interpréter une concession d'un Membre de l'OMC concernant un produit agricole. L'objet de l'Accord sur l'agriculture est de réglementer la libéralisation progressive du commerce des produits agricoles comme convenu par les Membres. Il est indiqué dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture que la négociation d'engagements fait partie du processus de réforme du commerce des produits agricoles. Il dispose également que "l'objectif à long terme … est d'arriver, par un processus suivi s'étendant sur une période convenue, à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture, qui permettraient de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir". Cet objectif semble avoir une pertinence limitée dans la présente affaire. Par conséquent, nous ne poursuivrons pas notre examen de l'objet et du but de l'Accord sur l'agriculture.

[524] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 82.

L'Organe d'appel a indiqué clairement dans cette affaire que la sécurité et la prévisibilité ne doivent pas se fonder sur les "vues subjectives" des Membres exportateurs mais sur les intentions communes des parties au moment de la conclusion des négociations.[525]

7.319 En ce qui concerne l'objet et le but du GATT de 1994, dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements*, l'Organe d'appel avait déclaré ce qui suit:

> "[L']un des objets et des buts fondamentaux du GATT de 1994, énoncés à l'article II, est de préserver la valeur des concessions tarifaires négociées par un Membre avec ses partenaires commerciaux et consolidées dans la Liste de ce Membre. Une fois qu'une concession tarifaire est convenue et consolidée dans la Liste d'un Membre, une réduction de sa valeur par l'imposition de droits plus élevés que le taux de droit consolidé romprait l'équilibre des concessions entre les Membres."[526]

7.320 Considérés ensemble, les aspects pertinents de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994 indiquent que les concessions faites par les Membres de l'OMC devraient être interprétées de manière à servir l'objectif général que représentent l'accroissement du commerce de marchandises et la réduction substantielle des droits. Il est également clair qu'une telle interprétation est limitée par la condition selon laquelle les accords conclus par les Membres doivent l'être sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels. En d'autres termes, les termes d'une concession ne devraient pas être interprétés d'une manière qui porte atteinte à l'équilibre des concessions négociées par les parties. Enfin, l'interprétation doit assurer la sécurité et la prévisibilité des accords conclus, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, sous forme de concessions.

7.321 En ce qui concerne le dernier point évoqué au paragraphe précédent, à savoir qu'une interprétation de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994 doit assurer la sécurité et la prévisibilité des accords conclus, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, sous forme de concessions, la question s'est posée en l'espèce de savoir si le fait d'interpréter la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE comme incluant un critère de conservation à long terme pourrait compromettre cet objectif. À cet égard, nous notons que toutes les parties au présent différend, y compris les Communautés européennes, conviennent que, pour caractériser un produit aux fins d'une classification tarifaire, il faut s'en tenir exclusivement aux "caractéristiques objectives" du produit en question au moment où il est présenté à la frontière pour être classé.[527] L'OMD a suggéré qu'une inspection visuelle pourrait suffire pour certains produits alors que des analyses en laboratoire pourraient être nécessaires pour d'autres. En ce qui concerne la présente affaire, l'OMD estime que des analyses en laboratoire pourraient être nécessaires pour déterminer si un produit peut être considéré comme "salé" au sens de la position 02.10 du SH.

7.322 En ce qui concerne les produits en cause, les Communautés européennes ont déclaré que, si un produit avait été "congelé" au sens de la position 02.07, il resterait classé sous la position 02.10 de la Liste des CE en tant que produit "salé" à condition que le salage ait été réalisé aux fins d'une "conservation à long terme" au sens du Règlement n° 1223/2002 des CE et de la Décision n° 2003/97/CE des CE.[528] Cependant, malgré les questions posées par le Groupe spécial et le

---

[525] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphes 82 et 84.

[526] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 47.

[527] Réponse du Brésil à la question n° 13 du Groupe spécial; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 51 à 53; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 38 à 41; réponses des CE aux questions n° 90 et 105 du Groupe spécial.

[528] Réponses des CE aux questions n° 49 et 70 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des CE, paragraphes 27, 30, 41 et 45; déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphes 9, 14 et 15.

Brésil[529], les Communautés européennes n'ont pas permis au Groupe spécial de se faire une idée précise de ce qu'il fallait entendre en pratique par l'expression "conservation à long terme".[530] En outre, le Groupe spécial note que les Communautés européennes ont admis qu'il n'existait pas de principes directeurs spéciaux pour aider les fonctionnaires des douanes à déterminer si un produit particulier devrait être classé ou non sous la position 02.10[531] mais elles ont affirmé que cela ne posait pas de problème parce que les produits pouvant être classés sous la position 02.10 étaient "aisément décelables".[532] Cependant, si un produit arrivant à la frontière des CE a été salé puis congelé (comme c'est le cas des produits en cause)[533], le Groupe spécial demande comment un fonctionnaire des douanes à la frontière chargé d'identifier la position appropriée sous laquelle le produit devrait être classé est censé savoir si: a) le produit a été traité pour une conservation à long terme et b) dans l'affirmative, si la conservation à long terme est le résultat du salage, de la congélation ou d'une combinaison des deux. S'il peut être répondu à la première question par des analyses en laboratoire, que les Communautés européennes disent réaliser lorsque c'est nécessaire[534], il est loin d'être clair pour nous comment déterminer la réponse à donner à la deuxième question. Or, sans un moyen de déterminer la réponse à cette deuxième question, le fonctionnaire des douanes ne sera pas en mesure de savoir si le produit en question devrait être classé sous la position 02.10 (c'est-à-dire parce que la conservation à long terme est attribuable au salage) ou sous la position 02.07 (parce que la conservation à long terme est attribuable à la congélation).

7.323 De l'avis du Groupe spécial, l'absence de certitude concernant l'application du critère de conservation à long terme au sujet de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE va à l'encontre de l'un des objectifs et buts tant de l'Accord sur l'OMC que du GATT de 1994, à savoir qu'il faut préserver la sécurité et la prévisibilité des accords conclus sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels. Par conséquent, le Groupe spécial conclut qu'interpréter le mot "salés" dans le libellé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE comme incluant le critère de conservation à long terme pourrait compromettre l'objet et le but de la sécurité et de la prévisibilité, qui sont au cœur de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994.

La Liste des CE

7.324 Le Groupe spécial fait observer que, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, l'Organe d'appel avait déclaré ce qui suit:

> "[N]ous ne partageons pas le point de vue du Groupe spécial quant à l'importance de l'objet et du but de l'article II du GATT de 1994 pour la question d'interprétation dont il s'agit. Il est vrai, comme l'a dit le Groupe spécial, que l'objet et le but de l'article II sont "de préserver la valeur des concessions tarifaires …". Or, la question que le Groupe spécial devait examiner était la suivante: quelles étaient la portée et la teneur de la concession? Le fait que le Groupe spécial mentionne l'objet et le but de l'article II nous semble soulever la question même que le Groupe spécial aurait dû

[529] Question n° 118 du Groupe spécial. Questions n° 1 à 3 posées par le Brésil aux CE après la deuxième réunion de fond.

[530] Les CE ont simplement indiqué que les viandes conservées pouvaient se garder pendant de nombreux mois à température ambiante: réponses des CE aux questions n° 49 et 96 du Groupe spécial.

[531] Réponse des CE à la question n° 23 du Groupe spécial.

[532] Réponses des CE aux questions n° 44 et 91 du Groupe spécial.

[533] Voir la réponse du Brésil à la question n° 14 a) du Groupe spécial faisant référence à la pièce n° 33 du Brésil et la réponse de la Thaïlande à la question n° 14 a) du Groupe spécial.

[534] De fait, la pièce n° 23 de la Thaïlande, qui contient les minutes d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE tenue les 18 et 19 février 2002, indique que des analyses ont été réalisées par certains États membres des CE en liaison avec du poulet salé congelé.

> examiner: quel est le sens de cette note? Autrement dit, quelles sont la forme et la teneur de la concession que le Canada avait stipulée dans sa Liste d'engagements?"[535]

7.325 Les Communautés européennes invoquent cette déclaration de l'Organe d'appel pour faire valoir que leur objet et leur but lorsqu'elles ont conclu la position tarifaire en question devaient être pris en considération. À notre avis, la déclaration précitée ne veut pas dire cela mais plutôt que la tâche principale d'un interprète est de déterminer le sens d'un engagement inscrit dans une liste. Ce principe est explicite à l'article 31 de la *Convention de Vienne*.

7.326 En outre, comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.317, le Groupe spécial est d'avis que, aux fins de la présente affaire, l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* lui enjoint d'examiner l'objet et le but de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994. Nous ne considérons pas que l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* nous demande d'examiner l'objet et le but des termes particuliers des traités en question – en l'espèce, le terme "salés" dans le libellé de la position 02.10 de la Liste des CE. En tout état de cause, nous faisons observer que ce qui pour un Membre constitue unilatéralement l'objet et le but aux fins de l'établissement d'un engagement tarifaire ne peut pas servir de base à une interprétation conformément aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. De fait, pour interpréter la position 02.10 de la Liste des CE, nous sommes tenus d'établir les intentions *communes* des parties.[536]

7.327 Par conséquent, dans le contexte de la présente affaire, nous considérons que l'article 31 1) de la *Convention de Vienne* ne nous autorise pas à examiner l'objet et le but qui étaient unilatéralement ceux des Communautés européennes lorsqu'elles ont négocié leur Liste pour interpréter la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

iv) Résumé et conclusions concernant "l'objet et le but"

7.328 De l'avis du Groupe spécial, l'absence de certitude liée à l'application du critère de conservation à long terme en ce qui concerne la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE va à l'encontre de l'un des objets et des buts de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994, à savoir que la sécurité et la prévisibilité des accords conclus sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels doivent être préservées. Par conséquent, le Groupe spécial conclut qu'interpréter le terme "salés" dans le libellé de cette concession comme incluant le critère de conservation à long terme pourrait compromettre l'objet et le but que sont la sécurité et la prévisibilité, lesquelles sont au cœur aussi bien de l'Accord sur l'OMC que du GATT de 1994.

---

[535] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 137.

[536] Nous notons que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: "Le but de l'interprétation des traités conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne* est d'établir les intentions *communes* des parties. Ces intentions *communes* ne peuvent pas être établies sur la base des "attentes" subjectives et déterminées de manière unilatérale d'*une* des parties à un traité. Les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre – dont l'interprétation est en cause dans la présente affaire – sont réciproques et résultent d'une négociation mutuellement avantageuse entre Membres importateurs et Membres exportateurs." Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 84. En outre, Ian Sinclair tient un raisonnement selon lequel, dans le cas des traités multilatéraux, certaines parties auront accédé à un traité et par conséquent sont censées s'y être associées non pas d'après ce que les négociateurs originels avaient voulu mais plutôt sur la base de ce que le texte dit et signifie effectivement. Il ajoute que dans un différend concernant l'interprétation d'un traité, les parties donneront sans doute au texte des sens différents et affirmeront ce faisant avoir eu des intentions différentes dès le départ. M. Sinclair conclut que c'est le texte du traité qui exprime l'intention des parties et que c'est cette expression d'intention qu'il faut examiner pour en dégager l'objet et le but: Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), pages 130 et 131.

e) Sens particulier: article 31 4) de la *Convention de Vienne*

7.329 Le Groupe spécial note que l'article 31 4) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties."

7.330 Le Groupe spécial fait observer qu'aucune des parties n'a mentionné l'article 31 4) de la *Convention de Vienne*. Elles n'ont pas non plus présenté d'argument indiquant l'existence d'un "sens particulier" du terme "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

f) Conclusions préliminaires au titre de l'article 31 de la *Convention de Vienne*

7.331 À la suite d'une analyse du terme "salés" figurant dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne*, le Groupe spécial conclut à titre préliminaire ce qui suit:

a) Le "sens ordinaire" du terme "salé" est: assaisonner, ajouter du sel, aromatiser avec du sel, traiter, traiter en salaison ou conserver. Le sens ordinaire du terme "salé" ne se limite pas nécessairement au fait de saler avec du sel ordinaire (NaCl).

b) Le contexte factuel indique que le sens ordinaire du terme "salé" est que le caractère d'un produit a été modifié par l'adjonction de sel.

c) Le "contexte" du terme "salés" ne clarifie pas le "sens ordinaire" du terme "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE bien qu'il tende effectivement à indiquer que la position ne se caractérise pas nécessairement par la notion de conservation à long terme.

d) Des éléments de preuve concernant une "pratique ultérieure" de la part des Communautés européennes indiquent que les produits en cause sont visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

e) Interpréter le terme "salés" dans l'intitulé de la concession correspondant à la position 02.10 de la liste des CE comme incluant le critère de la conservation à long terme pourrait compromettre "l'objet et le but" de la sécurité et de la prévisibilité, qui sont au cœur de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994.

7.332 Ce qui précède indique au Groupe spécial que la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE signifie que du sel a été ajouté à un produit de manière à assaisonner, ajouter du sel, aromatiser avec du sel, traiter, traiter en salaison ou conserver. Le sens ordinaire du terme "salé" ne se limite pas nécessairement au fait de saler avec du sel ordinaire (NaCl). Il tend aussi à indiquer que la concession en question n'est pas caractérisée par la notion de conservation à long terme. Par conséquent, même si l'interprétation entreprise par le Groupe spécial conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne* permet de penser que les produits en cause sont visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, nous ferons appel à des moyens complémentaires d'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne* pour obtenir confirmation que c'est effectivement le cas.

g) Moyens complémentaires d'interprétation: article 32 de la *Convention de Vienne*

i) Travaux préparatoires

Arguments des parties

7.333 Les **Communautés européennes** considèrent que l'accord sur les modalités constitue à tout le moins des "travaux préparatoires" parce qu'il définit les paramètres des négociations et, en tant que tel, peut être pris en considération en même temps que les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[537] Elles font valoir que l'effet de la prise en considération de l'accord sur les modalités est que la date à retenir pour l'examen de la portée des positions tarifaires pertinentes de la Liste des CE telle qu'attestée par les circonstances dans lesquelles le traité a été conclu au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne* est le 1er septembre 1986.[538] À cet égard, les Communautés européennes font observer que les tarifs agricoles ont été établis sur la base de l'accord sur les modalités, conformément auquel une grande importance était accordée aux renseignements remontant au début du Cycle d'Uruguay.[539] En outre, d'après les Communautés européennes, l'utilisation de la date d'ouverture des négociations en tant que base des changements convenus est pratique courante dans le système GATT/OMC. Les Communautés européennes estiment qu'une telle date présente l'avantage d'offrir une certitude et d'empêcher les parties de modifier leur législation et/ou leur pratique pour améliorer leurs positions de négociation. Elles affirment que, en l'absence de toute autre expression d'intention des parties, il faut supposer que les parties aux négociations du Cycle d'Uruguay voulaient que cette date soit le point principal par rapport auquel définir la portée des concessions tarifaires individuelles.[540] Les Communautés européennes disent qu'il n'est donc pas plausible de prétendre que la commune intention des parties aux négociations ait pu être infléchie par des actes unilatéraux, quand les plaignants n'ont pas indiqué le moindre élément tendant à prouver le contraire (tel qu'une note de bas de page dans la Liste des CE).[541] Les Communautés européennes estiment que, par conséquent, dans la mesure où la législation et la pratique des CE concernant la portée des positions doivent être prises en considération en tant que "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", il devrait s'agir de la loi et de la pratique telles qu'elles se présentaient au 1er septembre 1986.[542] D'après les Communautés européennes, en tout état de cause, la date critique ne devrait pas être postérieure au 15 décembre 1993, date à laquelle les négociations du Cycle d'Uruguay ont officiellement pris fin.[543] Les Communautés européennes confirment que, tout au long de cette période, la législation aussi bien que la pratique des CE, sont allées dans le sens du principe de la conservation à long terme en ce qui concerne la position 02.10 de la Liste des CE.[544]

7.334 La **Thaïlande** dit que l'accord sur les modalités peut théoriquement être considéré comme constituant des "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Cependant, elle met en doute la valeur probante de ce document en tant que moyen complémentaire d'interprétation.[545] Elle fait observer que le paragraphe 3 de l'accord sur les modalités indique que "[p]our les produits agricoles qui, actuellement, ne sont assujettis qu'à des droits de douane

[537] Les CE invoquent les paragraphes 6.72 et suivants du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Services de jeux* pour dire que l'accord sur les modalités peut même être admissible en tant que "contexte" au sens de l'article 31 2) de la *Convention de Vienne*: déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 72.
[538] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 107.
[539] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 103 et 107, invoquant la pièce n° 9 des CE.
[540] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 104 et 105.
[541] Réponse des CE à la question n° 58 du Groupe spécial.
[542] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 107.
[543] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 96 et 110.
[544] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 118.
[545] Réponse de la Thaïlande à la question n° 78 du Groupe spécial.

proprement dits, l'engagement de réduction sera mis en œuvre ... au niveau appliqué au 1er septembre 1986". D'après la Thaïlande, cette déclaration prescrit uniquement que les produits assujettis à des droits de douane proprement dits doivent être consolidés au niveau appliqué au 1er septembre 1986.[546] La Thaïlande fait valoir qu'il est courant de convenir au début de négociations commerciales multilatérales d'une date se situant dans le passé à utiliser pour déterminer les niveaux des droits auxquels s'appliqueraient les éventuels accords sur des réductions tarifaires. D'après la Thaïlande, les Membres sont donc effectivement convenus dans l'accord sur les modalités d'utiliser le niveau des droits appliqué au 1er septembre 1986. Cependant, on ne peut pas considérer que cet accord signifie que la portée de la Liste des CE devrait être déterminée par rapport au commencement du Cycle d'Uruguay.[547]

7.335 Le **Brésil** ne considère pas que l'accord sur les modalités constitue des "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Il fait observer à cet égard que la note introductive de l'accord sur les modalités est libellée comme suit: "[l]e texte révisé est publié étant entendu, pour les participants à l'Uruguay Round, que ces modalités de négociation ne seront pas utilisées comme base pour engager une procédure de règlement des différends au titre de l'Accord instituant l'OMC".[548] Le Brésil estime que, par cette déclaration, les Membres de l'OMC ont exprimé sans ambiguïté leur intention de ne pas utiliser l'accord sur les modalités comme base d'une procédure de règlement des différends au titre de l'Accord sur l'OMC et, étant donné que le système de règlement des différends de l'OMC sert à "clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public"[549], les Membres ont déterminé que l'accord sur les modalités ne pouvait pas être utilisé en tant que "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne* aux fins d'une procédure de règlement des différends. En outre, le Brésil souligne que les "travaux préparatoires" doivent être utilisés dans l'interprétation d'un traité – en l'espèce la Liste des CE – et non dans l'interprétation de la pratique des Communautés européennes en matière d'importation lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay.[550]

Analyse par le Groupe spécial

7.336 Le Groupe spécial rappelle que les Communautés européennes font valoir que l'effet de la prise en considération de l'accord sur les modalités est que la date à retenir pour l'examen de la portée des positions tarifaires pertinentes dans la Liste des CE telle qu'attestée par les circonstances dans lesquelles elle a été conclue au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* est le 1er septembre 1986.[551] Comme indiqué précédemment, cet argument concerne la portée temporelle de l'expression "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" figurant à l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Nous expliquons plus en détail ci-après, aux paragraphes 7.340 et suivants, que nous ne considérons pas que l'expression soit limitée d'un point de vue temporel. Comme les Communautés européennes invoquent l'accord sur les modalités parce qu'elles veulent faire valoir que la date à retenir pour l'examen du sens de la position 02.10 de la Liste des CE, telle qu'attestée par les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32, est le 1er septembre 1986, à la lumière de nos conclusions concernant la portée temporelle de l'article 32, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire de déterminer si l'accord sur les modalités devrait être ou non pris en considération pour notre interprétation de la Liste des CE en tant que "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

[546] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 76.
[547] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.
[548] L'accord sur les modalités fait l'objet de la pièce n° 9 des CE.
[549] Article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
[550] Réponse du Brésil à la question n° 78 du Groupe spécial.
[551] Réponse des CE à la question n° 58 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 107.

ii) Circonstances dans lesquelles la Liste des CE a été conclue

Champ d'application et portée temporelle des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu"

Arguments des parties

7.337 Les **Communautés européennes** disent que l'article 32 de la *Convention de Vienne* est fondé sur le principe de la bonne foi. D'après elles, l'article 32 assure que la "réalité de la situation" sur laquelle est basée l'intention commune des parties peut être pertinente pour interpréter un accord.[552] Les Communautés européennes font valoir que la question de savoir si un événement particulier est ou non une circonstance pertinente qui devrait déterminer l'interprétation d'un traité, est une question de fait qu'il faut déterminer dans chaque cas.[553] Comme indiqué précédemment, les Communautés européennes estiment que, dans la mesure où la législation et la pratique des CE concernant la portée des positions doivent être prises en considération en tant que "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", il devrait s'agir de la législation et de la pratique telles qu'elles se présentaient au 1er septembre 1986.[554] D'après les Communautés européennes, en tout état de cause, la date critique ne devrait pas être postérieure au 15 décembre 1993.[555] Elles disent que c'est le 15 décembre 1993 que les négociations sur le fond concernant l'accès aux marchés, conformément à la Déclaration ministérielle sur le Cycle d'Uruguay, se sont achevées. Les Communautés européennes font observer que la période qui a suivi était destinée à "vérifier que les projets de listes finales repren[aient] exactement les résultats convenus des négociations".[556] Les Communautés européennes concèdent que, à proprement parler, les événements survenus après le 15 décembre 1993 pourraient relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu".[557] Elles expliquent qu'elles n'allèguent pas que les parties aux négociations n'auraient pas pu convenir que les changements apportés à la législation nationale pendant la phase de vérification auraient une incidence sur les obligations des parties puisque l'Organe d'appel a souligné que les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" pouvaient se produire à n'importe quel moment jusqu'à la conclusion effective.[558] Cependant, les Communautés européennes estiment qu'il faudrait que la partie qui cherche à invoquer un tel événement prouve que la question pertinente avait été soulevée pendant la période de vérification, par exemple par le biais d'une demande spécifique.[559]

7.338 En réponse, le **Brésil** indique que, d'après les dictionnaires, le terme "conclusion" signifie "le résultat ou l'issue d'un acte ou d'un processus" ou simplement "un résultat final".[560] Il indique que les négociations n'auraient pas eu de raison d'être si le 1er septembre 1986 était accepté comme la date à laquelle les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" devaient être déterminées. Il fait observer qu'il n'y a pas de raison de supposer que les parties aux négociations n'ont pu apporter aucune modification à leurs nomenclatures de classification entre 1986 et 1994, date à laquelle les négociations sur les concessions tarifaires se sont achevées, et qu'elles ne l'ont pas fait.[561] Il estime qu'il est également erroné de dire que la Liste des CE a été conclue le 15 décembre 1993. D'après lui, une telle interprétation diminue, voire réduit à néant, l'importance de la période de vérification des listes en tant qu'étape du processus menant à l'établissement des listes officielles.[562] Le Brésil fait

[552] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 62.
[553] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 109.
[554] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 107.
[555] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 96 et 110.
[556] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 110 et 111.
[557] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 96.
[558] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 112.
[559] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 96.
[560] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 64.
[561] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 66.
[562] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 67.

valoir que, en réalité, la conclusion des négociations se produit au moment où les parties à une négociation sont convenues et ont approuvé le résultat de cette négociation.[563] Il fait en outre observer que l'Organe d'appel a clairement attaché de l'importance au processus spécial consistant à "vérifier et contrôler" les listes de concessions des Membres, processus qui a pris fin le 25 mars 1994.[564] Le Brésil note aussi que les Communautés européennes admettent que la période prévue pour la vérification des listes pourrait relever d'un strict point de vue juridique des circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, mais sous réserve que la preuve soit fournie que la question avait été soulevée pendant la période de vérification. Le Brésil dit que cette charge de la preuve n'existe pas et qu'en tout état de cause elle n'a pas de sens. Les Membres auraient pu vérifier les listes de chacun et parvenir à la conclusion qu'il n'y avait pas de question à discuter plus avant ou à soulever pendant le processus de vérification.[565]

7.339 Le **Brésil**, la **Thaïlande** et les **Communautés européennes** soutiennent qu'il n'est pas nécessaire que certains ou l'ensemble des négociateurs aient eu effectivement connaissance pendant les négociations d'un document ou instrument pour que ces derniers puissent relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. La Thaïlande explique que, d'un point de vue pratique, il serait extrêmement difficile de prouver que tous les négociateurs en avaient effectivement connaissance. Le Brésil fait en outre observer que, comme les instruments ou documents peuvent avoir été rédigés pendant la négociation d'un traité sans la participation de l'ensemble des parties contractantes, on ne peut pas présumer que ces documents ne sont pas des éléments de l'historique du traité pour la simple raison que certains États n'ont pas participé, ou n'ont pas pu participer, à la rédaction de tels documents.[566] Le Brésil et les Communautés européennes estiment, au contraire, que pour qu'un document ou instrument puisse être pris en considération en tant qu'élément des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne*, il faut que ce document ou cet instrument ait été rendu public ou que les Membres de l'OMC aient pu y avoir accès.[567]

Analyse par le Groupe spécial

7.340 De l'avis du Groupe spécial, aux fins de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" peuvent éclairer le cadre historique dans lequel la Liste des CE a été négociée. Ce cadre historique comprend tous les événements, actes et autres instruments caractérisant la situation en vigueur dans les Communautés européennes.[568]

---

[563] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 68.

[564] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 69, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 109.

[565] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 70.

[566] Réponse du Brésil à la question n° 122 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 122 du Groupe spécial; réponse des CE à la question n° 122 du Groupe spécial.

[567] Réponse du Brésil à la question n° 122 du Groupe spécial.

[568] Dans sa description des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, Mustafa Yasseen déclare ce qui suit: "Il s'agit du cadre historique que forme l'ensemble des événements qui ont porté les parties à conclure le traité pour maintenir ou confirmer le statu quo ou apporter un changement qu'une nouvelle conjoncture nécessite." Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la *Convention de Vienne* sur le droit des traités", dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international* (1974), volume III, page 90, paragraphe 3. D'autres spécialistes du droit international étayent aussi l'avis que, pour identifier les "circonstances" dans lesquelles un traité "a été conclu", au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne, il est nécessaire d'examiner la "réalité de la situation", laquelle peut varier selon les cas. En particulier, Mustafa Yasseen dit ce qui suit: "Le traité comme fait social est une conséquence de toute une série de causes. Il est donc utile de connaître les conditions des parties et la réalité de la situation que les parties ont voulu régler, l'importance du problème qu'elles ont voulu résoudre et la

7.341 En ce qui concerne les événements, actes et autres instruments qui peuvent être pris en considération en tant que "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a expressément reconnu que la *législation* pertinente du Membre en matière de classement douanier qui existait au moment où les concessions tarifaires ont été négociées, ainsi que la *pratique de classement* suivie par le Membre pendant les négociations faisaient partie des circonstances dans lesquelles l'Accord sur l'OMC avait été conclu et pouvaient être utilisées comme moyen complémentaire d'interprétation au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[569]

7.342 Les Communautés européennes ont soulevé la question du moment à prendre en considération pour évaluer les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. À notre avis, il n'y a pas nécessairement un moment unique à prendre en considération pour évaluer les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu". Il s'agit plutôt selon nous d'une période qui commence à un moment donné avant la conclusion du traité en question et se termine lorsqu'il est conclu.[570]

7.343 En ce qui concerne la question de jusqu'où l'interprète d'un traité peut remonter dans le temps pour identifier les événements, actes ou autres instruments qui peuvent relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32, à notre avis, en théorie, il n'y a pas de limitation temporelle à cet égard. Nous considérons que la "pertinence" est le critère le plus approprié pour dire si un événement, un acte ou un autre instrument particulier peut relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu".[571] Quant à la manière dont une telle pertinence peut être démontrée, le Groupe spécial est d'avis qu'il faut montrer que l'événement, l'acte ou autre instrument a

---

portée du litige auquel elles ont voulu mettre fin par le traité qu'il s'agit d'interpréter." Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités", dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international* (1974), volume III, page 90, paragraphe 4. De même, Ian Sinclair déclare ce qui suit: "… la référence faite à l'article 32 … aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu peut avoir une certaine valeur s'agissant de souligner la nécessité pour l'interprète de garder constamment à l'esprit le cadre historique dans lequel le traité a été négocié. … Il peut aussi être nécessaire de prendre en considération les attitudes individuelles des parties – leurs conditions économiques, politiques et sociales, leur adhésion à certains groupements ou leur statut, par exemple en tant que pays importateur ou exportateur dans le cas particulier d'un accord sur des produits – pour chercher à déterminer la réalité de la situation que les parties ont voulu réglementer par le traité." Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 141.

[569] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphes 92 et 94.

[570] Mustafa Yasseen déclare ce qui suit: "Il s'agit des circonstances dans lesquelles le traité a été conclu; il est possible donc de dire qu'il s'agit des circonstances d'une époque déterminée, à savoir l'époque de la conclusion du traité. Mais est-ce que cela signifie qu'il faut exclure la possibilité d'une recherche historique concernant une époque antérieure? Nous ne le pensons pas. Il est en effet utile et même nécessaire quelquefois d'entreprendre une telle recherche pour mieux comprendre les circonstances mêmes dans lesquelles le traité a été conclu. De toute façon, l'examen général de l'historique du traité peut être considéré comme un moyen complémentaire d'interprétation, étant donné l'enchaînement des événements qui ont abouti à la conclusion du traité. Rappelons que l'énumération des moyens complémentaires d'interprétation par l'article 32 de la *Convention de Vienne* n'est pas exhaustive. Si les circonstances dans lesquelles le traité a été conclu sont expressément mentionnées, c'est pour en souligner l'importance dans l'élaboration du traité et ce n'est point pour exclure la possibilité d'une recherche historique plus étendue et plus poussée qui atteint une époque antérieure à celle de la conclusion du traité. …" Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités" dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, (1974) volume III, page 92, paragraphes 10 et 11.

[571] Nous notons que Ian Sinclair déclare que "aucun interprète de traité digne de ce nom, quel que soit son point de départ doctrinal, n'ignorera délibérément des documents qui peuvent lui donner des indications utiles pour établir le sens du texte qu'il a devant lui": Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 116.

influencé ou aurait pu influencer les aspects spécifiques du texte définitif du traité qui sont en cause.[572]

7.344 Ayant dit que, en théorie, il n'y a pas de limitation temporelle concernant ce qui peut relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" et que la pertinence est le critère le plus approprié pour déterminer ce qui peut en relever, nous reconnaissons qu'il peut y avoir une certaine corrélation entre le moment où un événement est survenu, un acte a été promulgué ou un autre instrument a été adopté (c'est-à-dire jusqu'où il faut remonter dans le temps) et leur pertinence pour le traité en question. Il serait juste de dire que, d'une manière générale, plus le moment ou un événement a eu lieu, un acte a été promulgué ou un autre instrument a été adopté est éloigné de la conclusion d'un traité, moins il est probable que cet événement, acte ou instrument ait eu une influence sur le texte final du traité et, par conséquent, moins il est probable qu'il soit pertinent pour l'interprétation de ce traité. En outre, le fait que l'article 32 de la *Convention de Vienne* mentionne les "circonstances" dans lesquelles le traité "*a été conclu*" est pour nous une indication que l'événement, acte ou autre instrument devrait être temporellement proche de la conclusion du traité pour qu'il soit pris en considération aux fins de l'interprétation de ce traité au titre de l'article 32 en tant que "circonstances" dans lesquelles il "a été conclu". À notre avis, ce qui est considéré comme temporellement proche sera variable d'une disposition conventionnelle à l'autre.

7.345 En ce qui concerne la date de la fin de la période correspondant à la "conclusion", nous notons que les Communautés européennes établissent une distinction entre le moment où le texte de la Liste des CE a été définitivement arrêté (c'est-à-dire le 15 décembre 1993) et la période durant laquelle la teneur de cette Liste a été vérifiée par les Membres de l'OMC (entre le 15 février et le 25 mars 1994). Les Communautés européennes semblent vouloir dire que c'est la première date plutôt que la seconde qui devrait être retenue comme marquant la fin de la période au cours de laquelle les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" peuvent être évaluées sauf s'il peut être démontré qu'une partie cherchant à invoquer un événement ultérieur prouve qu'il a été évoqué pendant la période de vérification, par exemple par le biais d'une demande spécifique.[573] Nous nous référons au raisonnement que nous avons tenu aux paragraphes 7.100 et 7.101 ci-dessus et rappelons que, au paragraphe 7.101, nous avons constaté que la Liste des CE avait été conclue le 15 avril 1994. Cette constatation s'applique également ici. Par conséquent, nous estimons que, dans le contexte de la présente affaire, les événements, actes et autres instruments qui ont eu lieu, ont été promulgués ou ont été adoptés à n'importe quel moment jusqu'au 15 avril 1994, peuvent être considérés comme des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, à condition que leur pertinence ait été démontrée.

7.346 En ce qui concerne la question de savoir si toutes les parties doivent avoir connaissance d'un événement, acte ou autre instrument, pour que cet événement, acte ou instrument puisse relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, nous estimons que cela n'est pas nécessaire. Le Groupe spécial considère que, si une participation effective à la conclusion d'un traité (qui peut être assimilé à une connaissance effective)

---

[572] À l'appui de cette thèse, nous faisons observer que Mustafa Yasseen dit ce qui suit: "Il est logique que les circonstances dans lesquelles le traité a été conclu influencent la rédaction du traité. L'examen de ces circonstances peut donc jeter une certaine lumière sur l'intention des parties et aider ainsi à élucider les formules que les parties ont adoptées." Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités" dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, (1974) Volume III, page 90, paragraphe 5.

[573] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 96, 107 et 110. À cet égard, nous rappelons que les Communautés européennes font valoir que, dans la mesure où la législation et la pratique des CE concernant la portée des positions doivent être prises en considération en tant que "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", il devrait s'agir de la législation et de la pratique telles qu'elles se présentaient le 1er septembre 1986 et, en tout état de cause, la date critique ne devrait pas être postérieure au 15 décembre 1993.

devait déterminer si l'on pouvait tenir compte ou non d'un événement, acte ou autre instrument particulier dont n'avaient connaissance que ceux qui participaient, cela signifierait que les résultats du processus d'interprétation pourraient différer selon qu'une partie a participé ou non aux négociations menant à la conclusion du traité. De l'avis du Groupe spécial, ce résultat n'est certainement pas souhaitable si l'on veut parvenir à une approche cohérente et suivie de l'interprétation d'une obligation conventionnelle donnée. À notre avis, à condition qu'il soit réputé que les parties ont eu avis d'un événement, acte ou instrument particulier au moyen d'une publication, il peut être considéré qu'elles en ont eu implicitement connaissance et que cette connaissance suffit aux fins de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[574]

7.347 Compte tenu de ce qui précède, nous examinerons la législation des CE et la pratique des CE en matière de classement pendant les négociations du Cycle d'Uruguay dans la mesure où elles sont pertinentes pour la conclusion de la Liste des CE conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

Législation des CE

Règlement n° 535/94 des CE

Arguments des parties

7.348 *En ce qui concerne la question de savoir si le Règlement n° 535/94 des CE relève des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne*, le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment que le Règlement n° 535/94 des CE fait partie des circonstances entourant la conclusion de la Liste des CE, au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, et devrait donc être pris en considération pour interpréter les termes de la concession des Communautés européennes au titre de la position 02.10.[575] Ils font observer que, entre le 15 février et le 25 mars 1994, les Membres ont eu la possibilité de vérifier et contrôler la portée et la définition de leurs concessions tarifaires respectives.[576] Ils font valoir que, avant la fin du processus de vérification des listes tarifaires pendant le Cycle d'Uruguay et la conclusion de la Liste des CE, les Communautés européennes ont modifié la NC telle qu'elle figure à l'Annexe I du Règlement n° 2658/87 de la CEE par le biais du Règlement n° 535/94 des CE.[577] Le Brésil fait observer que la définition du terme "salés" aux fins de la position 02.10 figurant dans le Règlement n° 535/94 des CE était la seule définition existante de "salés" aux fins de la position 02.10 de la NC à l'époque où la Liste des CE a été conclue.[578] D'après le Brésil et la Thaïlande, les Membres de l'OMC ont négocié des concessions

[574] À l'appui de cette thèse, nous faisons observer que Ian Sinclair a déclaré ce qui suit: "… le recours aux *travaux préparatoires* ne dépend pas de la participation à la rédaction du texte de l'État à l'encontre duquel ces travaux sont invoqués. En décider autrement compromettrait l'unité d'un traité multilatéral puisque ce serait donner à entendre qu'il faudrait employer deux méthodes d'interprétation différentes, l'une pour les États qui ont participé aux *travaux préparatoires* et l'autre pour les États qui n'y ont pas participé. Il importe toutefois de préciser un point. Les *travaux préparatoires* doivent être dans le domaine public de telle sorte que les États qui n'ont pas participé à la rédaction du texte aient la possibilité de les consulter. Des *travaux préparatoires* tenus secrets par les États négociateurs ne devraient pas pouvoir être invoqués à l'encontre d'États ayant adhéré ultérieurement". Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984) page 144. Nous ne voyons pas pourquoi ces observations ne seraient pas également applicables en ce qui concerne les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

[575] Réponse du Brésil à la question n° 58 du Groupe spécial; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 135 et 136.

[576] Réponse du Brésil à la question n° 56 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 78.

[577] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 21; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 136 et 137.

[578] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 98.

tarifaires sur la base de cette définition des viandes "salées".[579] Quant à l'importance du fait que le Règlement n° 535/94 des CE ne soit entré en vigueur qu'une fois terminée la période de vérification, le Brésil dit que, dans des rapports adoptés antérieurement, les groupes spéciaux du GATT et de l'OMC "ont toujours estimé que la législation impérative d'un Membre, même si elle n'était pas encore entrée en vigueur ou appliquée, pouvait être contestée par un autre Membre de l'OMC".[580] Le Brésil dit que si une législation impérative qui n'est pas encore en vigueur peut être contestée par un autre Membre de l'OMC, la définition que donnent les CE des viandes "salées" dans le Règlement n° 535/94, qui était publique mais pas en vigueur durant la période de vérification des listes, aurait aussi pu être contestée par un partenaire de négociation au cours de cette période. Il explique que même si la définition que donnent les Communautés européennes des viandes "salées" de la position 02.10 n'était pas encore en vigueur, et n'était donc pas applicable aux échanges en cours, elle serait néanmoins applicable aux échanges futurs. En conséquence, selon le Brésil, le simple fait pour les partenaires de négociation des Communautés européennes de savoir ce que celles-ci considéraient comme viandes "salées" de la position 02.10 était suffisant pour les besoins de la vérification et du contrôle de la portée et de la définition des concessions tarifaires.[581]

7.349 En réponse, les **Communautés européennes** disent que toutes les questions abordées pendant le processus de vérification concernaient des points qui ressortaient clairement des textes des listes et qu'aucun ne concernait des aspects de la pratique nationale.[582] Elles font valoir que, par conséquent, les parties ont certainement supposé que l'évolution de la situation au plan national ne modifierait pas sur le fond les concessions, du moins tant qu'elle n'était pas spécifiquement portée à l'attention des négociateurs.[583]

7.350 Le **Brésil** croit savoir que le Règlement n° 535/94 n'a pas été promulgué pour répondre à des demandes d'éclaircissements adressées aux CE par d'autres Membres de l'OMC au sujet de la position 02.10 de la Liste des CE.[584] Il estime néanmoins qu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'un règlement définissant les viandes "salées" de la position 02.10 de la Liste des CE, publié par les Communautés européennes à la fin des négociations du Cycle d'Uruguay, définisse les critères adoptés par les Communautés européennes dans leur Liste en ce qui concerne ce produit.[585] La Thaïlande estime que le Règlement n° 535/94 des CE donnait une définition des viandes "salées" qui énonçait les critères à retenir pour le classement d'un produit visé par la position 02.10.[586] Le Brésil dit que la définition du terme "salés" dans le Règlement n° 535/94 des CE était l'interprétation de ce qui, pour les Communautés européennes, constituait des viandes "salées" de la position 02.10, et leurs partenaires de négociation ont admis et compris que les droits négociés pour la position 02.10 de la Liste des CE s'appliquaient aux produits répondant à la définition des viandes "salées" telle qu'énoncée dans la NC des Communautés européennes.[587] Le Brésil fait valoir que la concession

---

[579] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 176; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 79.

[580] Le Brésil fait référence au rapport du Groupe spécial *Turquie – Textiles*, paragraphe 9.37 et note de bas de page 263; et au rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Fonds spécial*, paragraphes 5.2.1 et 5.2.2.

[581] Réponse du Brésil à la question n° 56 du Groupe spécial.

[582] Pour étayer leur thèse, les CE se réfèrent aux comptes rendus du Comité des négociations commerciales, réuni le 30 mars 1994 (MTN.TNC/43, 1994) figurant dans la pièce n° 37 des CE. Elles font valoir, par exemple, que les États-Unis s'étaient plaints que la Liste de la Corée ne reprenait pas l'engagement pris durant les négociations au sujet du "programme de l'harmonisation concernant les produits chimiques" et que les CE n'avaient pas l'intention d'engager la mise en œuvre de leurs concessions agricoles avant le milieu de 995.

[583] Observations des CE sur la réponse du Brésil à la question n° 81 du Groupe spécial.

[584] Réponse du Brésil à la question n° 58 du Groupe spécial.

[585] Réponse du Brésil à la question n° 77 du Groupe spécial.

[586] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 30.

[587] Réponse du Brésil à la question n° 77 du Groupe spécial.

tarifaire et la définition correspondante ont été acceptées par les autres Membres lorsqu'ils ont signé le Protocole de Marrakech.[588] D'après le Brésil, la preuve de cette acceptation est la signature du Protocole de Marrakech le 15 avril 1994.[589]

7.351 En réponse, les **Communautés européennes** disent que selon des éléments de preuve juridiques et factuels convaincants datant de l'époque des négociations du Cycle d'Uruguay, l'interprétation commune était que le terme "salés" dans la position 02.10 renvoyait à du sel ajouté à des fins de conservation.[590] Les Communautés européennes font valoir que le Règlement n° 535/94 des CE est un acte supplémentaire, dans le contexte d'une série d'actes juridiques et de décisions judiciaires, venant confirmer et étoffer le principe de la conservation en tant qu'interprétation appropriée de la position 02.10.[591] Les Communautés européennes estiment que, vu les éléments de preuve convaincants montrant que le terme "salés" à la position 02.10 signifiait un salage aux fins d'une conservation à long terme, il n'est pas plausible de prétendre que la commune intention des parties aux négociations ait pu être infléchie par le Règlement n° 535/94 des CE ou par n'importe quels autres actes unilatéraux de ce type, quand les plaignants n'ont pas indiqué le moindre élément tendant à prouver le contraire.[592]

7.352 La **Thaïlande** indique que le Règlement n° 535/94 des CE a été intégré dans la NC par le biais du Règlement n° 3115/94 des CE. Elle fait observer que le préambule du Règlement n° 3115/94 des CE fait référence, entre autres, à la nécessité "d'amender la nomenclature combinée en prenant en compte … l'évolution des besoins en matière de statistiques ou de politique commerciale, à la suite, notamment, de la décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et du Règlement du Conseil portant application de certaines mesures résultant de la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT ainsi que d'autres mesures de simplification". La Thaïlande affirme que, de ce fait, le Règlement n° 3115/94 des CE reconnaît que le Règlement n° 535/94 des CE – définissant le terme "salés" de la position 02.10 – était l'un des actes mettant en œuvre les résultats du Cycle d'Uruguay.[593] La Thaïlande note également que le contenu du Règlement n° 535/94 des CE a été promulgué à de nombreuses reprises en tant que Règlement du Conseil par le biais de la publication annuelle de la NC des Communautés européennes.[594] Elle dit que les autorités douanières communautaires dans les États membres des CE se sont fondées sur cette définition du terme "salés" pour classer la viande de poulet congelée présentant une teneur en sel de plus de 1,2 pour cent sous la position 02.10 de la NC de 1996 à 2002, année où le Règlement n° 1223/2002 des CE est entré en vigueur.[595]

7.353 Les **Communautés européennes** répondent en contestant que le Règlement n° 535/94 des CE ait été un acte mettant en œuvre les Accords issus du Cycle d'Uruguay.[596] D'après elles, le simple fait que le Règlement n° 535/94 des CE ait été cité dans le Règlement n° 3115/94 des CE, qui mettait en œuvre la version annuelle révisée de la NC des Communautés européennes en 1994, ne signifie pas qu'il était censé mettre en œuvre les Accords issus du Cycle d'Uruguay puisque le Règlement n° 3115/94 des CE regroupait aussi les modifications apportées à la NC en 1994.[597] Les Communautés européennes font valoir que le Règlement n° 535/94 des CE est un acte unilatéral qui ne peut pas déterminer la portée d'une concession tarifaire parce que l'Organe d'appel a insisté dans

[588] Réponse du Brésil à la question n° 57 du Groupe spécial.
[589] Réponse du Brésil à la question n° 81 du Groupe spécial.
[590] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 39 à 43.
[591] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 8.
[592] Réponse des CE à la question n° 58 du Groupe spécial.
[593] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 33 à 35.
[594] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial.
[595] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 139.
[596] Première communication écrite des CE, paragraphes 88 et 89.
[597] Première communication écrite des CE, paragraphes 88 et 89.

l'affaire *CE – Matériels informatiques* pour dire que l'engagement de tel ou tel Membre devait correspondre à l'"intention commune" de toutes les parties.[598]

7.354 En ce qui concerne la question de savoir si on peut présumer que les Membres de l'OMC ont eu connaissance du Règlement n° 535/94 des CE avant la conclusion de la Liste des CE, le **Brésil** pense que le Règlement était dans le domaine public dès le 11 mars 1994 et que tous les partenaires des CE aux négociations ont eu la possibilité de consulter l'interprétation/la définition donnée par les Communautés des "viandes salées" de la position 02.10 avant l'établissement définitif de la Liste des CE.[599] De même, la **Thaïlande** dit que, lorsque l'Accord sur l'OMC a été conclu, les négociateurs auraient pu être réputés avoir eu connaissance de la législation communautaire, telle que le Règlement n° 535/94 des CE, qui avait été publié et était en vigueur à l'époque de la conclusion du traité.[600]

7.355 *En ce qui concerne la pertinence du Règlement n° 535/94 des CE pour l'interprétation de la liste des CE dans la présente affaire*, le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment que la définition du terme "salés" dans le Règlement n° 535/94 des CE était nécessaire pour distinguer le classement des viandes et abats comestibles salés relevant de la position 02.10, d'une part, de celui des viandes fraîches, réfrigérées ou congelées relevant de la position 02.07, d'autre part.[601] D'après la Thaïlande, le Règlement n° 535/94 des CE reconnaît que des produits peuvent avoir des propriétés se rapportant à la fois à la position 02.07 et à la position 02.10. En particulier, un produit pourrait être à la fois salé et frais, salé et réfrigéré ou salé et congelé. D'après la Thaïlande, il était nécessaire de promulguer le Règlement n° 535/94 des CE pour distinguer les viandes salées des viandes relevant des autres états et pour classer correctement ces produits.[602] Le Brésil et la Thaïlande font observer que les expressions "conservation" et "conservation à long terme" ne figuraient pas dans la définition du terme "salés" aux fins de la position 02.10 figurant dans le Règlement n° 535/94 des CE.[603] En outre, la Thaïlande se réfère au procès-verbal d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE du 25 janvier 2002 pour faire valoir que la Commission des CE a expressément reconnu que le principe de la conservation à long terme était exclue de la définition finale des viandes "salées" aux fins d'une classification sous la position 02.10 dans le Règlement n° 535/94 des CE et, ultérieurement, dans la note complémentaire 7, qui a été introduite dans la NC par le biais du Règlement n° 535/94 des CE.[604] La Thaïlande note que, d'après la jurisprudence de la CJCE, une note complémentaire constitue une interprétation authentique d'une position de la NC des CE car elle devient partie intégrante de la position à laquelle elle se rapporte et participe de sa force obligatoire. En conséquence, la Thaïlande considère que la note complémentaire 7 – introduite au moment de la conclusion de l'Accord sur l'OMC – constituait une interprétation authentique de la concession des CE au titre de la position 02.10 puisqu'elle était devenue partie intégrante de cette position et avait force obligatoire.[605]

7.356 Les **Communautés européennes** disent que le Règlement n° 535/94 des CE fait partie d'une approche cohérente qui traite la conservation comme le critère de base aux fins du classement sous la position 02.10.[606] Elles font observer que, tout au long des négociations du Cycle d'Uruguay, les Notes explicatives des Communautés européennes relatives à la NC contenaient un certain nombre de dispositions soulignant que le "salage" devait avoir pour objet la conservation, ce qui était conforme à

[598] Première communication écrite des CE, paragraphe 206.
[599] Réponse du Brésil à la question n° 122 du Groupe spécial.
[600] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.
[601] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 137; première communication écrite du Brésil, paragraphe 172.
[602] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 137.
[603] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 98, réponse du Brésil à la question n° 77 du Groupe spécial; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 137.
[604] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphe 27.
[605] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 80 et 81.
[606] Première communication écrite des CE, paragraphe 201.

la pratique ordinaire des autorités douanières communautaires.[607] En outre, les Communautés européennes font valoir que dans l'affaire *Gausepohl*[608], la CJCE a interprété la position 02.10 comme exigeant un salage à des fins de conservation. D'après les Communautés européennes, les décisions de la CJCE lient la Commission des CE et constituent les interprétations autorisées de la NC.[609] Les Communautés européennes estiment que l'effet du Règlement n° 535/94 des CE et de l'arrêt *Gausepohl*, lorsqu'ils sont lus conjointement, est que le pourcentage de 1,2 pour cent pour la teneur en sel a été considéré comme la teneur en sel minimale au-delà de laquelle il était possible de conserver un produit carné uniquement par salage. Elles font valoir que, en d'autres termes, pour être classé sous la position 02.10, un produit devait satisfaire aux critères du Règlement n° 535/94 et être salé à des fins de conservation, comme l'exige la position 02.10 de la NC.[610] Les Communautés européennes estiment que la teneur spécifique en sel qui ferait qu'un produit est salé dépendrait de la nature de la viande en question, de sa préparation et d'autres facteurs liés à l'environnement.[611]

7.357 En réponse, le **Brésil** dit que la limite de 1,2 pour cent fixée dans le Règlement n° 535/94 des CE n'était pas une règle pragmatique concernant la teneur en sel minimale en deçà de laquelle un produit n'était pas salé à des fins de conservation. D'après le Brésil, aucun Membre de l'OMC ne pourrait en examinant le Règlement n° 535/94 des CE imaginer qu'il fixait une teneur minimale en sel en deçà de laquelle on ne pourrait pas considérer qu'un produit était salé à des fins de conservation.[612] En outre, d'après le Brésil, les Communautés européennes elles-mêmes ont indiqué qu'elles ne connaissaient aucun type de viandes ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et contenant 1,2 pour cent de sel, qui soient conservées pendant plusieurs ou de nombreux mois.[613]

7.358 Les **Communautés européennes** disent que, même si la note complémentaire 7 contenait peut-être une condition, logiquement, elle aurait néanmoins pu exister parallèlement à une prescription de conservation à long terme étant donné qu'elle n'était pas, dans ses termes, exclusive.[614] En outre, elles rejettent l'argument selon lequel le Règlement n° 535/94 des CE excluait la notion de conservation parce que les Communautés européennes avaient pris la décision de principe de ne plus interpréter de la sorte la position 02.10.[615] Les Communautés européennes tiennent à faire remarquer que le procès-verbal mentionné par la Thaïlande rend compte du débat préparatoire concernant le Règlement n° 1871/2003, et non les mesures en cause ou le Règlement n° 535/94 des CE. Les Communautés européennes ajoutent que les procès verbaux ne sont pas des actes législatifs des Communautés européennes, pas plus qu'ils ne représentent les raisons justifiant une intervention du législateur communautaire, ni ne constituent des interprétations autorisées d'actes communautaires.[616] Les Communautés européennes estiment que par conséquent, ces documents ne fournissent aucune base pour interpréter la législation communautaire.[617]

---

[607] Première communication écrite des CE, paragraphe 203.
[608] Cette affaire est traitée au paragraphe 7.372 et suivants.
[609] Réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.
[610] Première communication écrite des CE, paragraphes 88 et 89; réponse des CE à la question n° 93 du Groupe spécial.
[611] Première communication écrite des CE, paragraphes 88 et 89; réponse des CE à la question 93 du Groupe spécial.
[612] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 108 du Groupe spécial.
[613] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 93 du Groupe spécial.
[614] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 85 et 86.
[615] Réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.
[616] Réponse des CE à la question n° 45 du Groupe spécial.
[617] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 87.

Analyse par le Groupe spécial

7.359 La première question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer est de savoir si le Règlement n° 535/94 des CE relève des "circonstances" dans lesquelles la Liste des CE "a été conclu[e]" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.360 Le Groupe spécial rappelle que, dans le cadre de son examen des moyens complémentaires d'interprétation au titre de l'article 32, l'Organe d'appel avait déclaré, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, ce qui suit: "[s]i la pratique de classement suivie par le Membre importateur au moment des négociations tarifaires est pertinente pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la Liste d'un Membre, il ne fait aucun doute que la législation dudit Membre relative au classement douanier en vigueur à ce moment-là est aussi pertinente".[618] En conséquence, le simple fait qu'un acte, tel que le Règlement n° 535/94 des CE, soit unilatéral, ne signifie pas que cet acte soit automatiquement rejeté en tant qu'élément à prendre en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.361 Le Groupe spécial note que le Règlement n° 535/94 des CE a été adopté le 9 mars 1994, qu'il a été publié le 11 mars 1994 et qu'il est entré en vigueur le 1er avril 1994.[619] En d'autres termes, le Règlement n° 535/94 des CE a été introduit, adopté et publié pendant la période de vérification des négociations du Cycle d'Uruguay et est entré en vigueur juste avant la conclusion de la Liste des CE le 15 avril 1994. À notre avis, comme le Règlement n° 535/94 des CE a été publié avant la conclusion de la Liste des CE, on peut considérer que les Membres de l'OMC en avaient eu implicitement connaissance au moment où la Liste des CE a été conclue aux fins de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. À cet égard, nous ne sommes pas d'accord avec les Communautés européennes pour dire que les Membres auraient dû spécifiquement mentionner le Règlement n° 535/94 des CE pendant la période de vérification pour qu'il fasse partie des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu".[620]

7.362 En outre, il nous semble que le Règlement n° 535/94 des CE a été promulgué dans le contexte de la conclusion des négociations du Cycle d'Uruguay. Cela ressort clairement du préambule du Règlement n° 3115/94 des CE[621], qui constituait la version révisée annuelle de 1994 de la NC et y incorporait, entre autres, les amendements proposés par le Règlement n° 535/94 des CE. En particulier, le préambule dit ce qui suit:

> "Considérant qu'il est nécessaire d'amender la nomenclature combinée en prenant en compte:
>
> - les modifications relatives à l'évolution des besoins en matière de statistiques ou de politique commerciale, à la suite, notamment, de la décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des *actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay* et du règlement portant application de certaines mesures résultant de la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT ainsi que d'autres mesures de simplification;
>
> - les besoins d'alignement et de clarification des textes;

---

[618] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 94.

[619] L'article 2 du Règlement n° 535/94 des CE dispose ce qui suit: "Le présent Règlement entre en vigueur le vingt et unième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.", c'est-à-dire le 1er avril 1994.

[620] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 96 et 112.

[621] Le Règlement n° 3115/94 des CE a été adopté le 20 décembre 1994 et publié le 31 décembre 1994.

> Considérant que l'article 12 du Règlement (CEE) n° 2658/87 prévoit que la Commission adopte chaque année au moyen d'un règlement, applicable à partir du 1er janvier de l'année suivante, une version complète de la nomenclature combinée et des taux autonomes et conventionnels des droits du tarif douanier commun y afférents, telle qu'elle résulte des mesures arrêtées par le Conseil ou par la Commission;
>
> …" (pas d'italique dans l'original)

7.363 En outre, l'article 3 du Règlement n° 3115/94 des CE dispose ce qui suit:

> "Les modifications résultant de l'adoption des mesures suivantes sont incorporées dans l'annexe I du présent règlement:
>
> …
>
> - *Règlement (CE) n° 535/94 de la Commission, du 9 mars*
>
> …" (pas d'italique dans l'original)

7.364 Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que le Règlement n° 535/94 des CE est pertinent pour la conclusion de la Liste des CE et, par conséquent, relève des "circonstances" dans lesquelles la Liste des CE "a été conclue", au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.365 La deuxième question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer est l'incidence de la définition du terme "salés" dans le Règlement n° 535/94 des CE sur l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

7.366 Nous notons que l'article premier du Règlement n° 535/94 des CE dispose ce qui suit:

> "La note complémentaire suivante est insérée au chapitre 2 de la nomenclature combinée annexée au Règlement (CEE) n° 2658/87:
>
> > Sont considérés comme "salés" au sens de la position 02.10, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids."

L'article premier indique clairement qu'un effet du Règlement n° 535/94 des CE a été d'insérer une note complémentaire dans la NC. Il ne fait aucun doute d'après cet article que la note complémentaire en question avait trait à la définition du terme "salés" dans la position 02.10 de la NC.

7.367 Le préambule du Règlement n° 535/94 des CE est ainsi libellé:

> "Considérant que, afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des viandes et abats comestibles salés du code NC 0210 afin de pouvoir distinguer ces produits des viandes et abats frais, réfrigérés et congelés; qu'il apparaît qu'une teneur globale en sel de 1,2 pour cent ou plus en poids est un critère approprié de distinction entre ces deux groupes de produits;
>
> …"

Cet extrait du préambule du Règlement n° 535/94 des CE nous donne à penser que, si les critères contenus dans la définition du terme "salés" figurant dans le Règlement n° 535/94 des CE étaient remplis, le produit carné en question pourrait être "distingué" des "viandes et abats comestibles frais, réfrigérés et congelés". En d'autres termes, ce produit serait classé sous la position 02.10 plutôt que sous d'autres positions correspondant aux "viandes et abats comestibles frais, réfrigérés ou congelés".

7.368 Les critères à remplir pour relever de la définition du terme "salés" au sens du Règlement n° 535/94 des CE et, par conséquent, de la note complémentaire qu'il a introduite dans la NC, sont énoncés à l'article premier du Règlement n° 535/94 des CE reproduit ci-dessus au paragraphe 7.366. Nous croyons comprendre que la référence à un "salage imprégné en profondeur de manière homogène" dans cet article exclurait par exemple les viandes qui ont été légèrement saupoudrées de sel. À cet égard, nous notons que les Communautés européennes ont fait observer que l'expression "salage imprégné" sert entre autres à distinguer les produits qui ont été simplement saupoudrés de sel.[622] En outre, l'article premier indique que les viandes doivent présenter une teneur en sel "égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids" pour être considérées comme "salées" au sens de la position 02.10 de la NC. En d'autres termes, le Règlement n° 535/94 des CE indique que les viandes seraient "salées" au sens de la position 02.10 si elles contenaient *au moins* 1,2 pour cent de sel. À notre avis, les mots utilisés dans le Règlement n'indiquent pas que la référence à une teneur en sel de 1,2 pour cent correspond à une teneur en sel minimale au-delà de laquelle il serait *possible* qu'un produit carné soit considéré comme "salé". Le Règlement n'indique pas non plus que la teneur minimale en sel varierait d'une viande à l'autre. Enfin, il ne dit pas que, aux fins de la position 02.10, le salage doit avoir pour objet la conservation à long terme.

7.369 En résumé, nous croyons comprendre que le Règlement n° 535/94 des CE a introduit une note complémentaire dans la NC. L'effet de ce Règlement, par le biais de la note complémentaire qu'il a introduite, a été que les viandes ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, qui présentent une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent en poids, satisferaient aux prescriptions de ce Règlement et seraient considérées comme des viandes "salées" au titre de la position 02.10 de la NC.

7.370 Le Groupe spécial considère que son interprétation du Règlement n° 535/94 des CE est compatible avec les autres éléments de preuve dont il dispose. En particulier, nous sommes en possession d'éléments de preuve qui indiquent que, pendant la période comprise entre 1996 et 2002, les autorités douanières des CE ont considéré que les produits en cause – morceaux de poulet désossés et congelés ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent – étaient considérés comme des produits "salés" aux fins de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.[623] En outre, nous notons que le procès-verbal de la réunion du Comité du Code des douanes des CE du 25 janvier 2002 indique, en ce qui concerne la note complémentaire 7 telle qu'elle se présentait lorsque le Règlement n° 535/94 des CE a été promulgué, ce qui suit:

> "[E]n outre, le critère de salage aux fins d'une conservation à long terme n'a pas été introduit dans [la note complémentaire 7 du chapitre 2]."[624]

---

[622] Réponse des CE à la question n° 32 du Groupe spécial. Le Groupe spécial note aussi que les Communautés européennes ont indiqué qu'elles ne contestaient pas le fait que les produits en cause aient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur d'une manière homogène dans toutes leurs parties: note de bas de page 8, déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond; réponse des CE à la question n° 93 du Groupe spécial.

[623] Nous faisons référence à nos conclusions concernant la pratique de classement des CE pour les produits en cause entre 1996 et 2002 exposées au paragraphe 7.303.

[624] Pièce n° 22 de la Thaïlande.

Même si ce procès-verbal n'est pas contraignant, nous considérons qu'il constitue un élément de preuve convaincant du fait que le principe de la conservation à long terme n'était pas inclus dans la définition de "salés" figurant dans le Règlement n° 535/94 des CE.

7.371 Nous abordons maintenant la question de savoir si l'effet du Règlement n° 535/94 des CE devrait être examiné ou non dans le contexte des autres actes et instruments des CE.

Arrêts *Dinter* et *Gausepohl*

Arguments des parties

7.372 *En ce qui concerne la question de savoir si les arrêts Dinter et Gausepohl rendus par la CJCE relèvent ou non des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne*, le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment qu'ils n'en relèvent pas.[625] Le Brésil est d'avis que la Liste des CE ne concerne pas la manière dont les Communautés européennes ont antérieurement traité tel ou tel produit. Elle concerne plutôt ce qui a été négocié entre les Membres pendant le Cycle d'Uruguay. Le Brésil estime en outre que, si l'Organe d'appel a établi que la législation du Membre importateur en matière de classement douanier était pertinente pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre, il n'a pas établi que la jurisprudence de la CJCE était pertinente à cette fin.[626]

7.373 En réponse, les **Communautés européennes** disent que les arrêts *Dinter* et *Gausepohl* font partie de la pratique communautaire, à prendre en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, en tant que "circonstances" dans lesquelles leur Liste "a été conclu[e]".[627] D'après les Communautés européennes, les observations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* auxquelles le Brésil fait référence, ont été faites dans le contexte d'un ensemble particulier de circonstances et n'ont pas été énoncées sous forme d'une liste exclusive.[628] Les Communautés européennes font valoir que la référence de l'Organe d'appel à la "législation" comme constituant les "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" signifie certainement la législation telle qu'elle est interprétée dans le Membre en question.[629]

7.374 En ce qui concerne l'arrêt *Dinter*, le **Brésil** et la **Thaïlande** font valoir qu'il est antérieur au début du Cycle d'Uruguay et qu'il ne pourrait par conséquent pas être pris en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[630]

7.375 En réponse, les **Communautés européennes** disent que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a reproché au Groupe spécial de ne pas avoir examiné la législation qui avait été promulguée en 1987 et qui était *applicable* pendant le Cycle d'Uruguay. Les Communautés européennes estiment que l'arrêt *Dinter* était applicable pendant toute la durée du Cycle d'Uruguay.[631]

7.376 En ce qui concerne la question de savoir si l'on peut supposer que les Membres de l'OMC avaient connaissance des arrêts *Dinter* et *Gausepohl* avant la conclusion de la Liste des CE, les Communautés européennes notent que les arrêts de la CJCE sont accessibles au public le jour où ils

[625] Réponse du Brésil à la question n° 75 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial.
[626] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 57.
[627] Réponse des CE à la question n° 75 du Groupe spécial.
[628] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 68.
[629] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 73.
[630] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 84; réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial.
[631] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 76.

sont rendus. Les Communautés européennes notent aussi que les arrêts de la CJCE sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes.[632] Elles estiment que si les parties avaient connaissance du Règlement n° 535/94 des CE pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, elles devaient aussi avoir connaissance du critère de la conservation qui est au cœur du droit communautaire.[633]

7.377 En réponse, le **Brésil** dit qu'un Membre n'est pas tenu de connaître toute la jurisprudence d'un autre Membre au moment des négociations tarifaires.[634] La **Thaïlande** explique que l'on ne peut pas s'attendre à ce que les négociateurs aient pu connaître tous les arrêts rendus par la CJCE parce que chaque arrêt de la CJCE a trait à une situation factuelle spécifique. Elle estime que, en revanche, les modifications apportées par une législation sont plus généralement applicables à des situations diverses, telles que le Règlement n° 535/94 des CE, qui s'applique à tous les types de viandes relevant de la position 02.10.[635]

7.378 *En ce qui concerne la pertinence des arrêts Dinter et Gausepohl rendus par la CJCE pour l'interprétation de la Liste des CE dans la présente affaire*, et plus spécifiquement l'arrêt *Dinter*, le **Brésil** estime qu'ils sont sans rapport avec la position 02.10 ou la sous-position 02.10.90.20[636] ou avec les produits en cause.[637] En outre, la **Thaïlande** estime que la remarque faite par la CJCE dans cette affaire selon laquelle le chapitre 2 "comprend les viandes de volaille qui ont été soumises à des procédés en vue de les conserver" n'avait qu'une valeur accessoire pour sa décision finale et a en outre été infirmée la même année par la note complémentaire 6 a) de la NC des Communautés européennes.[638] Le Brésil fait aussi référence aux observations formulées par l'Avocat général dans cette affaire dans le cadre de son analyse de la structure du chapitre 2. D'après le Brésil, l'Avocat général n'a pas estimé que tous les procédés énumérés sous la position 02.10 avaient pour objet la conservation à long terme. En fait, il a considéré que le fumage était un procédé de préparation. Le Brésil estime que cela affaiblit l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le chapitre 2 a toujours été interprété comme s'appliquant aux produits qui, s'ils ne sont pas frais ou réfrigérés, ont été conservés.[639]

7.379 En réponse, les **Communautés européennes** disent que l'opinion de l'Avocat général corrobore leur position. Elles font observer que l'Avocat général distingue entre l'addition de sel selon le chapitre 2, destinée à "mieux conserver le produit", et l'addition de sel comme assaisonnement. D'après les Communautés européennes, l'Avocat général a expressément indiqué que le "salage" aux fins de la position 02.10 exigeait clairement un salage destiné à assurer la conservation. Elles ajoutent que, en tout état de cause, il s'agissait d'assaisonnement à l'aide de sel et de poivre, et non de fumage. Au surplus, les Communautés européennes disent que, dans son arrêt, la CJCE a confirmé que le chapitre 2 "compren[ait] les viandes de volaille qui [avaient] été soumises à des procédés en vue de les conserver".[640]

7.380 En ce qui concerne l'arrêt *Gausepohl*, le **Brésil** et la **Thaïlande** estiment que, dans cette affaire, la CJCE s'est contentée de donner son interprétation de la position 02.10 pour la viande bovine. Il en découle à leur avis que cette affaire ne peut pas être considérée comme représentant

---

[632] Réponse des CE à la question n° 110 du Groupe spécial.
[633] Réponse des CE à la question n° 122 du Groupe spécial.
[634] Réponse du Brésil à la question 75 du Groupe spécial.
[635] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.
[636] Nous faisons observer qu'à la suite de changements dans la numérotation du SH, l'ancienne sous-position 02.10.90.20 de la NC est devenue la sous-position 02.10.99.39.
[637] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 66.
[638] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 3.
[639] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 90.
[640] Réponse des CE à la question n° 111 du Groupe spécial.

l'interprétation de la CJCE pour toutes les viandes relevant de la position 02.10.[641] La Thaïlande déclare en outre que les constatations concernant l'importance de la conservation se fondaient sur la formulation spécifique des Notes explicatives de la NC des Communautés européennes pour la viande porcine.[642]

7.381 Le Brésil et la Thaïlande indiquent aussi que la question examinée dans l'affaire *Gausepohl* a par la suite été réglée par le Règlement n° 535/94 des CE et que, par conséquent, la définition des "viandes salées" de la position 02.10 qui était appliquée lorsque la Liste des CE a été conclue était celle qui figurait dans ce règlement.[643] Le Brésil et la Thaïlande estiment que, lorsque la Commission européenne a promulgué le Règlement n° 535/94 des CE, elle a choisi de ne pas y appliquer la même norme que celle à laquelle se référait la CJCE dans l'affaire *Gausepohl*. En particulier, par le truchement du Règlement n° 535/94 des CE, la Commission des CE a fixé à 1,2 pour cent la teneur minimale en sel requise pour classer les viandes en tant que "salées" sous la position 02.10, en sachant pertinemment que ce pourcentage n'était pas suffisant pour assurer "une conservation à long terme".[644] D'après le Brésil et la Thaïlande, la Commission des CE a choisi d'appliquer cette teneur minimale en sel à toutes les viandes salées de la position 02.10 alors qu'elle même avait informé la CJCE des différentes teneurs en sel nécessaires pour conserver les différents types et morceaux de viande dans l'affaire *Gausepohl*.[645] De l'avis du Brésil et de la Thaïlande, la Commission des CE a délibérément omis le critère de "conservation à long terme" du Règlement n° 535/94 des CE parce que, comme l'a fait valoir l'Avocat général dans l'affaire *Gausepohl*, il ne s'agit pas là d'un critère qui peut être objectivement évalué au moment de l'importation et il peut entraîner une discrimination entre les importations de viandes de même type, ayant la même teneur en sel, mais de provenances différentes.[646] La Thaïlande affirme que, par conséquent, lorsque la Liste des CE a été conclue, les Communautés européennes elles-mêmes ont reconnu que l'"objectif d'une conservation à long terme" n'était pas un facteur pertinent pour déterminer si un produit devait être considéré ou non comme salé et de ce fait classé sous la position 02.10.[647] Le Brésil convient que toutes les parties à l'affaire *Gausepohl* supposaient que le salage constituait un procédé assurant la conservation de la viande.[648]

7.382 En réponse, les **Communautés européennes** disent que, dans l'affaire *Gausepohl*, si les participants à la procédure avaient des doutes sérieux quant à la possibilité de fixer une teneur en sel permettant de considérer toute viande comme conservée, aucun participant n'a émis le moindre doute quant au fait que le procédé de salage mentionné à la position 02.10 devait aboutir à la conservation. Les Communautés européennes sont d'avis que la CJCE a considéré que dans tous les cas on pouvait exclure qu'un salage inférieur à 1,2 pour cent pourrait assurer une conservation à long terme.[649] En d'autres termes, elle a considéré qu'une teneur en sel de 1,2 pour cent constituerait un minimum approprié en deçà duquel il ne serait pas nécessaire de se demander si la viande en question avait été salée à des fins de conservation.[650] D'après les Communautés européennes, il est implicite, dans ce principe, que la quantité de sel requise pour une telle conservation varierait selon les viandes. S'il n'y

[641] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 78 et 80; observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial.
[642] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 93.
[643] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 91; réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial.
[644] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 79 à 82; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 24 à 27, citant la pièce n° 22 de la Thaïlande.
[645] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 79 à 82; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 93.
[646] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphes 79 à 82; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 24 à 26.
[647] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 24 à 26.
[648] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 70.
[649] Réponse des CE à la question n° 40 du Groupe spécial.
[650] Réponse des CE à la question n° 11 du Brésil.

avait pas de variations, le pourcentage nécessaire pourrait être calculé et publié.[651] En outre, notant que la CJCE avait trouvé confirmation de son interprétation de la position 02.10, à savoir que celle-ci exigeait un salage à des fins de conservation à long terme, dans une Note explicative relative à la viande porcine, les Communautés européennes font observer que cette Note explicative indique que la teneur en sel "peut être très différente selon les découpes et la nature de la viande".[652] Enfin, les Communautés européennes disent que l'arrêt rendu dans l'affaire *Gausepohl* est pertinent pour la "pratique de classement" non seulement de la viande bovine salée, mais de toutes les viandes salées, y compris le poulet.[653]

7.383 Le **Brésil** et la **Thaïlande** disent que les Notes explicatives, qui sont des instruments non contraignants se rapportant à une sous-position spécifique, ne peuvent pas s'appliquer *mutatis mutandis* à une autre sous-position sans qu'une disposition l'indique explicitement.[654] La Thaïlande estime que comme il n'existe pas de disposition de ce type dans la Note explicative qu'a invoquée la CJCE dans l'affaire *Gausepohl*, les Communautés européennes ne peuvent pas affirmer que la notion de conservation est applicable aux volailles relevant de la position 02.10.[655] Le Brésil et la Thaïlande estiment que, en tout état de cause, la Note explicative pertinente sur laquelle s'est fondé l'arrêt *Gausepohl* indique que "la durée de la conservation doit dépasser largement la durée du transport".[656] D'après le Brésil, il n'est indiqué nulle part que la durée dépassant la durée du transport est de "nombreux" mois ou de "plusieurs" mois, c'est-à-dire la durée que les Communautés européennes ont apparemment associée à une conservation à long terme. Le Brésil fait observer que, dans l'affaire *Gausepohl*, la "durée dépassant largement la durée du transport" n'était que de deux jours. Le Brésil fait observer que l'expert des Communautés européennes a confirmé que les produits en cause pouvaient être conservés pendant cette durée et, par conséquent, pouvaient être considérés comme conservés à long terme lorsqu'ils étaient transportés de Suisse en Allemagne, par exemple.[657] Comme les Communautés européennes ont affirmé qu'un produit salé/séché/fumé pouvait être soumis à une opération de conservation supplémentaire par réfrigération/congélation tout en continuant de relever de la position 02.10 et vu qu'un produit peut être considéré comme conservé à long terme lorsqu'il est transporté de Suisse en Allemagne, le Brésil en déduit qu'il semble juste que les mêmes produits soient aussi considérés comme conservés à long terme lorsqu'ils sont transportés du Brésil vers l'Allemagne, même s'ils ont été soumis à une opération de conservation supplémentaire par réfrigération ou congélation.[658]

7.384 Les **Communautés européennes** estiment que, au sein des CE, la source autorisée d'interprétation du SH est la CJCE.[659] Elles indiquent qu'en cas de conflit entre les instruments juridiques communautaires et les arrêts de la CJCE au sujet du SH, c'est l'interprétation de la Cour qui l'emporterait.[660] Elles estiment que, par conséquent, le Règlement n° 535/94 ne peut pas être considéré séparément du cadre institutionnel des Communautés européennes et, en particulier, des arrêts *Dinter* et *Gausepohl* dans lesquels la CJCE a confirmé l'opinion constante des Communautés

[651] Réponse des CE à la question n° 47 du Groupe spécial.
[652] Réponse des CE à la question n° 112 du Groupe spécial.
[653] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 74.
[654] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 112 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.
[655] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.
[656] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 112 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce n° 32 des CE; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 93.
[657] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 112 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce n° 32 des CE.
[658] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 112 du Groupe spécial.
[659] Réponse des CE à la question n° 41 du Groupe spécial.
[660] Réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial; réponse des CE à la question n° 1 de la Thaïlande.

européennes selon laquelle, pour que les viandes puissent être considérées comme "salées" au titre de la position 02.10, le salage devait être suffisant pour assurer la conservation.[661]

7.385 La **Thaïlande** répond en disant que la CJCE elle-même a expliqué qu'une note complémentaire "s'intégr[ait] dans la position à laquelle elle se rapport[ait] et particip[ait] de sa force obligatoire, soit qu'elle constitue une interprétation authentique de la position [pertinente], soit qu'elle la complète".[662] En outre, la Thaïlande se réfère à l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Gijs van de Kolk-Douane Expéditeur BV*, pour affirmer que, dans une situation de "conflit" entre un arrêt de la CJCE et un règlement ultérieur de la Commission des CE, la CJCE a indiqué clairement que c'était le règlement ultérieur des CE qui l'emportait.[663] La Thaïlande dit que, dans cette affaire, lorsqu'il a été demandé à la CJCE si c'était son arrêt dans l'affaire *Dinter* ou des dispositions d'une note complémentaire qui devaient l'emporter (en l'occurrence la note complémentaire 6 a) de la NC), la CJCE a déclaré que c'était la note complémentaire.[664] La Thaïlande estime que, par analogie, l'arrêt rendu dans l'affaire *Gausepohl* a été modifié par les dispositions de la note complémentaire 7, qui a été introduite dans la NC lorsque le Règlement n° 535/94 des CE a été promulgué.[665]

7.386 Les **Communautés européennes** reconnaissent que la note complémentaire 6 a) s'applique plutôt que l'arrêt *Dinter* concernant le critère approprié qui doit être utilisé pour déterminer si une viande est ou non "assaisonnée" au sens du chapitre 16 de la NC.[666] Cependant, elles estiment que rien n'indique que la note complémentaire 6 a) ait infirmé l'arrêt rendu par la CJCE dans l'affaire *Dinter*.[667] D'après les Communautés européennes, dans l'affaire *Gijs van de Kolk-Douane Expéditeur BV*, la CJCE a considéré que l'arrêt *Dinter* avait été rendu dans des circonstances différentes de celles auxquelles était confrontée la CJCE lorsqu'elle a rendu sa décision dans l'affaire *Gijs van de Kolk-Douane Expéditeur BV*. En particulier, une norme ISO avait été publiée, qui confirmait l'objectivité de l'analyse sensorielle, privant du même coup de tout intérêt pratique la critique formulée par la CJCE dans l'arrêt *Dinter* à l'égard de cette méthode d'analyse. Les Communautés européennes estiment en outre que la CJCE n'avait défendu la validité de la note complémentaire 6 a) que parce qu'elle concernait simplement les moyens techniques permettant d'évaluer objectivement les caractéristiques d'un produit, mais sans modifier la portée des positions considérées. Les Communautés européennes font valoir que, au contraire, l'introduction d'un critère permettant de considérer tous les produits carnés présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent comme "salés" au sens de la position 02.10, même si ce salage n'assurait pas la conservation, modifierait très sensiblement la portée de la position 02.10 correspondant à l'interprétation constante de la Cour dans les arrêts *Dinter* et *Gausepohl*.[668]

7.387 En réponse, le **Brésil** dit que l'arrêt *Gausepohl* a aussi été rendu dans des circonstances différentes. En particulier, au moment où la CJCE a rendu sa décision dans l'affaire *Gausepohl*, la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC, définissant les "viandes salées" de la position 02.10, n'existait pas. À partir du moment où cette note a été insérée dans la NC, une "circonstance différente" a été créée qui aurait par exemple une incidence sur toute décision postérieure à l'affaire *Gausepohl* concernant les "viandes salées" de la position 02.10.[669] La **Thaïlande** estime que les effets juridiques de l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* ont été modifiés par les dispositions de la

[661] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 34 à 38.
[662] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 7, faisant référence à la pièce n° 31 de la Thaïlande; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 80.
[663] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 8.
[664] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 7; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 87 à 89.
[665] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 10.
[666] Réponse des CE à la question n° 115 du Groupe spécial.
[667] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 69.
[668] Réponse des CE à la question n° 114 du Groupe spécial.
[669] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 115 du Groupe spécial.

note complémentaire 7 qui précisait les critères à prendre en considération pour le classement des produits sous la position 02.10.[670] Elle fait en outre observer que le Règlement n° 535/94 des CE ne modifie ni la portée des chapitres, sections et positions du SH, ni la NC des CE, ni la Liste des CE. D'après elle, le Règlement précise simplement les critères objectifs à prendre en considération pour classer les marchandises sous la position 02.10.[671] La Thaïlande déclare en outre que le Règlement n° 535/94 des CE a été promulgué à de nombreuses reprises en tant que Règlement du Conseil des CE par le biais de la publication annuelle de la NC des CE.[672]

7.388 Les **Communautés européennes** estiment que la relation entre des arrêts comme l'arrêt *Gausepohl*, qui interprète la NC, et un règlement ultérieur de la Commission des CE, qui insère une note complémentaire, est une question de "hiérarchie des normes", par opposition à une question de hiérarchie entre les arrêts de la Cour et les règlements de la Commission des CE.[673] Les Communautés européennes expliquent que le libellé et la structure de la position 02.10 entraînent une exigence de conservation, ainsi que la CJCE l'a confirmé dans l'affaire *Gausepohl*. Elles estiment que, dans l'affaire *Gausepohl*, la CJCE a confirmé la portée de la position 02.10 de la NC (c'est-à-dire un Règlement du Conseil). D'après elles, l'addition ultérieure par la Commission des CE de la note complémentaire 7, par le truchement du Règlement n° 535/94 des CE, est un acte juridique qui est inférieur à la NC. Les Communautés européennes estiment que la Commission des CE n'est pas habilitée à modifier, par le biais d'un règlement, la teneur ou la portée d'une position tarifaire définie dans la NC (c'est-à-dire un règlement du Conseil portant application du SH). Par conséquent, tout acte de la Commission doit nécessairement être lu en harmonie avec la norme supérieure (c'est-à-dire la NC) et avec son interprétation par la CJCE. D'après les Communautés européennes, dans la mesure où il y aurait un conflit entre l'acte de la Commission des CE et la NC, c'est l'interprétation donnée par la CJCE de la portée de la position 02.10 dans la NC qui l'emporterait.[674] En outre, les Communautés européennes estiment que le Règlement n° 535/94 des CE ne pourrait pas infirmer la constatation à laquelle était parvenue la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* parce que le SH est une convention internationale qui lie les Communautés européennes et qui empêche la Commission des CE de modifier le contenu des positions tarifaires qui ont été établies sur la base du SH.[675]

7.389 Le **Brésil** répond en disant que l'argument des Communautés européennes selon lequel la note complémentaire 7 du chapitre 2, insérée dans la NC par le truchement du Règlement n° 535/94 des CE, ne pouvait pas modifier la position 02.10 telle qu'elle figure dans le SH et, par conséquent, devait être lue dans le contexte de la structure du Chapitre 2 du SH en ce qui concerne la conservation à long terme, est trompeur. En particulier, le Brésil dit que cet argument présuppose que la conservation à long terme est ce qui définit la structure du chapitre 2 et les procédés visés à la position 02.10 du SH, opinion à laquelle le Brésil ne souscrit pas.[676] Le Brésil estime que, dans l'affaire *Gausepohl*, il avait été demandé à la CJCE d'interpréter le Règlement n° 2658/87 de la CEE instaurant la NC des Communautés européennes conformément à l'article 177 du Traité instituant la CEE.[677] Le Brésil estime que, d'après le Règlement n° 2658/87 de la CEE, la Commission des CE peut adopter un règlement qui insère une note complémentaire dans un chapitre de la NC, comme le Règlement n° 535/94 des CE.[678] D'après le Brésil, lorsqu'il a été demandé à la CJCE dans l'affaire

[670] Réponse de la Thaïlande à la question n° 114 du Groupe spécial.
[671] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 114 du Groupe spécial.
[672] Observations de la Thaïlande sur la réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial.
[673] Réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial.
[674] Réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial; réponse des CE à la question n° 114 du Groupe spécial.
[675] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 34 à 38; réponse des CE à la question n° 41 du Groupe spécial.
[676] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 57; observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 93 du Groupe spécial.
[677] Pièce n° 23 du Brésil, article 1.1 du Règlement n° 2658/87.
[678] Pièce n° 6 du Brésil.

Gausepohl d'interpréter la NC, la "conservation à long terme" ne faisait partie ni de la NC ni du SH.[679] Il estime par conséquent que la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* n'a pas confirmé la portée de la position 02.10 dans la NC puisque la confirmation implique la validation de quelque chose qui existait déjà. Le Brésil est d'avis que le Règlement n° 535/94 des CE est en parfaite harmonie avec ce qui est prévu sous la position 02.10 de la NC. Il estime en outre que, si la CJCE a l'autorité nécessaire pour interpréter un acte du Conseil des CE, tel que la NC, elle n'a pas l'autorité nécessaire pour interpréter le SH.[680]

Analyse par le Groupe spécial

7.390 La première question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer est de savoir si les arrêts de la CJCE, *Dinter* et *Gausepohl*, relèvent des "circonstances" dans lesquelles la Liste des CE "a été conclue", au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Le Groupe spécial considère que cette question fait intervenir deux éléments dans le contexte des arrêts *Dinter* et *Gausepohl*. Le premier porte sur la question de savoir si, théoriquement, les arrêts d'un tribunal peuvent être pris en considération au titre de l'article 32. Le second consiste à savoir si le moment où ont été rendus les arrêts de la CJCE en cause, et plus particulièrement l'arrêt *Dinter*, exclut nécessairement qu'ils soient pris en considération au titre de l'article 32.

7.391 En ce qui concerne la question de savoir si les arrêts des tribunaux peuvent ou non être considérés comme relevant des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, le Groupe spécial rappelle que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a explicitement déclaré que la pratique de classement d'un Membre importateur pendant le Cycle d'Uruguay et la "législation" de ce Membre qui était applicable à ce moment-là auraient dû être prises en considération au titre de l'article 32. Comme l'ont fait observer les parties à ce différend, la question se pose de savoir si la liste de l'Organe d'appel est exhaustive ou si elle est simplement liée aux faits particuliers de l'affaire, ce qui sous-entendrait que d'autres éléments non inscrits sur la liste pourraient aussi être pris en considération. Le rapport de l'Organe d'appel aurait tendance à indiquer que c'est cette dernière interprétation qui est la bonne – c'est-à-dire que l'Organe d'appel faisait simplement une déclaration d'après les éléments de fait dont il disposait dans le cadre de l'affaire en question plutôt qu'il ne cherchait à dresser une liste exhaustive des éléments susceptibles de relever dans tous les cas des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu". Cela indiquerait qu'on ne peut pas établir de distinction valable entre, d'une part, la législation des CE et, d'autre part, les arrêts de la CJCE aux fins de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[681] En conséquence, le Groupe spécial estime que les arrêts des tribunaux, tels que les arrêts *Dinter* et *Gausepohl*, peuvent être pris en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.392 En ce qui concerne le moment où les arrêts de la CJCE ont été rendus, nous rappelons que le Brésil et la Thaïlande ont émis l'avis que l'arrêt *Dinter* ne devrait pas être examiné par le Groupe spécial au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, parce qu'il a été rendu en 1983, avant le lancement du Cycle d'Uruguay.[682] Nous rappelons notre conclusion énoncée au paragraphe 7.344 ci-dessus selon laquelle, en théorie, il n'y a pas de limite temporelle concernant ce qui peut relever des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 et que la "pertinence" est

[679] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial.
[680] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 113 du Groupe spécial.
[681] Cette conclusion semble particulièrement valable en ce qui concerne la présente affaire dans laquelle les arrêts de la CJCE en question interprètent la législation communautaire. À notre avis, il serait étrange qu'une telle législation puisse être prise en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* alors que les arrêts des tribunaux, qui interprètent cette législation, ne pourraient pas l'être.
[682] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 84; réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial.

le critère le plus approprié pour déterminer ce qui en relève effectivement. Nous avons aussi déclaré dans ce paragraphe qu'il pourrait y avoir une certaine corrélation entre le moment correspondant à un événement, un acte ou un autre instrument et leur pertinence pour le traité en question, et que le fait que l'article 32 de la *Convention de Vienne* mentionne les "circonstances" dans lesquelles le traité "*a été conclu*" indique que l'événement, acte ou autre instrument en question doit être temporellement proche de la date à laquelle le traité a été conclu pour que ce dernier soit pris en considération pour interpréter ce traité au titre de l'article 32.

7.393 Contrairement à ce qu'ont fait valoir le Brésil et la Thaïlande, nous sommes d'avis que le fait que l'arrêt *Dinter* ait été rendu en 1983 n'indique pas, en soi, qu'il est temporellement trop éloigné du moment où la Liste des CE a été conclue pour avoir influencé (ou du moins avoir eu la possibilité d'influencer) la conclusion de la position en cause dans le présent différend. Nous disons cela à la lumière du fait que, à notre connaissance, à l'exception des aspects qui étaient visés dans la note complémentaire 6 a) de la NC[683], l'arrêt *Dinter* est resté applicable pendant les négociations du Cycle d'Uruguay. Néanmoins, nous faisons observer que, dans l'affaire *Dinter*, il avait été demandé à la CJCE d'examiner la portée de la position 16.02 de la NC, visant les viandes assaisonnées. Au cours de cet examen, la CJCE a formulé des observations générales concernant le chapitre 2 de la NC dans la mesure où il se rapportait aux volailles. Nous ne considérons pas que ces observations générales rendent en elles-mêmes l'arrêt *Dinter* "pertinent" pour les aspects spécifiques du texte final du traité en cause, c'est-à-dire la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Pour les raisons qui précèdent, le Groupe spécial ne prendra pas en considération l'arrêt *Dinter*, y compris l'opinion de l'Avocat général dans cette affaire, pour interpréter la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.394 Pour ce qui est de l'arrêt *Gausepohl*, contrairement à l'arrêt *Dinter*, il concernait effectivement l'interprétation de la position 02.10 de la NC, correspondant à la position spécifique en cause dans le présent différend. Par conséquent, nous considérons qu'il est "pertinent" pour les aspects spécifiques du texte final du traité en cause dans la présente affaire, à savoir la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. En outre, en nous fondant sur les renseignements que nous ont fournis les Communautés européennes dans le présent différend, nous notons que l'arrêt était accessible au public dès sa publication, c'est-à-dire en mai 1993.[684] En conséquence, à notre avis, on peut considérer que les Membres de l'OMC avaient implicitement connaissance de cet arrêt au moment où la Liste des CE a été conclue, le 15 avril 1994. Nous concluons donc que l'arrêt *Gausepohl* relève des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.395 La deuxième question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer est l'incidence de l'arrêt *Gausepohl* sur l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Nous nous référons aux éléments clés de l'arrêt reproduits ci-après.

7.396 Nous faisons observer que le sommaire de l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* est ainsi libellé:

> "La position 02.10 [de la Nomenclature combinée] ... doit être interprétée en ce sens que la viande bovine ne relève de cette position, en tant que viande salée, que si elle a fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes ses

[683] Nous traitons la note complémentaire 6 a) de la NC de manière plus approfondie ci-après au paragraphe 7.403 mais nous faisons observer ici que cette note a été introduite dans la NC par le truchement du Règlement (CEE) n° 3678/83 de la Commission daté du 23 décembre 1983, qui figure dans la pièce n° 34 de la Thaïlande.

[684] Voir la pièce n° 35 des CE.

parties à des fins de conservation à long terme, donnant ainsi une teneur globale d'un minimum de 1,2 pour cent en sel par poids."[685]

7.397 S'agissant des positions 02.01, 02.02 et 02.10, la CJCE a déclaré qu'il ressortait clairement de l'économie du chapitre 2 que "pour les besoins de la classification tarifaire, il s'agi[ssai]t soit de viande bovine fraîche ou réfrigérée soit de viande qui a[vait] été soumise à un des modes de conservation distincts à long terme".[686] La CJCE a indiqué qu'il s'ensuivait que "la viande bovine à laquelle a[vait] été ajoutée une quantité de sel aux seules fins de transport ne saurait être considérée comme viande salée relevant de la position 02.10".[687] La CJCE a invoqué une note explicative se rapportant aux sous-positions tarifaires 02.10.11.11 et 02.10.11.19 pour confirmer cette opinion. Elle a admis que la Note explicative n'était pas juridiquement contraignante et qu'elle se rapportait aux viandes de l'espèce porcine mais a déclaré que, néanmoins, elle fournissait une indication utile quant aux critères objectifs minimaux requis pour que les viandes de l'espèce bovine soient classées comme "salées".[688] En ce qui concerne la teneur en sel qu'il faut considérer comme le pourcentage minimal pour que les viandes soient classées sous la position 02.10, la CJCE a déclaré que "les éléments du dossier font apparaître des divergences entre les pourcentages retenus par les autorités des différents États membres. Ces éléments permettent toutefois de chiffrer à 1,2 pour cent par poids la teneur globale en sel minimale pour la conservation d'une viande à long terme".[689]

7.398 Le Groupe spécial note que l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* reconnaît clairement le principe de la conservation à long terme en ce qui concerne la position 02.10 de la NC. Cependant, nous estimons qu'il y a certaines ambiguïtés concernant le sens et l'effet de l'arrêt *Gausepohl* qui sont importantes aux fins de la présente affaire. Premièrement, le Groupe spécial ne comprend pas bien si les constatations clés de la CJCE qui sont énoncées au paragraphe 7.396 ci-dessus, concernant explicitement les viandes de l'espèce bovine, ne sont applicables qu'aux viandes de l'espèce bovine ou, en fait, s'appliquent plus généralement aux viandes en général, y compris la viande de volaille. Deuxièmement, le Groupe spécial ne comprend pas bien si la teneur en sel de 1,2 pour cent mentionnée par la CJCE dans son arrêt est une teneur en sel minimale en deçà de laquelle on peut supposer que les viandes ne sont pas salées aux fins de la position 02.10 ou, au contraire, s'il s'agit d'une teneur en sel minimale au-delà de laquelle les viandes seront salées aux fins de la position 02.10. Troisièmement, l'arrêt ne permet pas de bien comprendre si la teneur en sel minimale de 1,2 pour cent qui y est mentionnée est "le plus bas dénominateur commun" minimum qui s'applique à toutes les viandes ou, en fait, s'applique uniquement aux viandes de l'espèce bovine. Enfin, même si la CJCE indique dans son arrêt que le salage doit être utilisé "comme un moyen de conserver les viandes de l'espèce bovine pour une durée plus longue [qu'aux fins du transport]", ce qui indique que la durée de la conservation à long terme doit dépasser la durée nécessaire pour transporter le produit en question, elle ne donne aucune indication complémentaire à ce sujet.

7.399 En résumé, selon nous, l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* signifie que les viandes de l'espèce bovine qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et qui présentent une teneur en sel minimale de 1,2 pour cent en poids seront visées par la position 02.10 de la Liste des CE. Même si cet arrêt pouvait être interprété comme s'appliquant plus généralement à la viande de volaille, nous n'avons pas été convaincus qu'il indique que la teneur en sel minimale de

[685] Pièce n° 14 des CE: *Gausepohl-Fleisch GmbH contre Oberfinanzdirektion Hamburg*, Rec. CJCE 1993, page I-3047 et page I-3066, paragraphe 16.
[686] Pièce n° 14 des CE: *Gausepohl-Fleisch GmbH contre Oberfinanzdirektion Hamburg*, Rec. CJCE 1993, page I-3066, paragraphe 10.
[687] Pièce n° 14 des CE: *Gausepohl-Fleisch GmbH contre Oberfinanzdirektion Hamburg*, Rec. CJCE 1993, page I-3066, paragraphe 11.
[688] Pièce n° 14 des CE: *Gausepohl-Fleisch GmbH contre Oberfinanzdirektion Hamburg*, Rec. CJCE 1993, page I-3067, paragraphe 12.
[689] Pièce n° 14 des CE: *Gausepohl-Fleisch GmbH contre Oberfinanzdirektion Hamburg*, Rec. CJCE 1993, page I-3067, paragraphes 13 et 14.

1,2 pour cent varie suivant les viandes, ni que la teneur en sel de 1,2 pour cent soit simplement un minimum au-delà duquel les viandes peuvent relever de la position 02.10, sous réserve sans doute que d'autres conditions soient réunies.

7.400 Nous considérons que notre interprétation de l'arrêt de la CJCE dans l'affaire *Gausepohl* dans la mesure où elle concerne la concession en cause en l'espèce est compatible avec les autres éléments de preuve dont nous disposons. Comme indiqué ci-dessus, nous disposons d'éléments de preuve montrant que, au cours de la période 1996-2002, les autorités douanières des CE ont estimé que les produits en cause – morceaux de poulet désossés et congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent – étaient considérés comme des produits "salés" aux fins de la position 02.10 de la Liste des CE.[690]

7.401 En outre, nous faisons référence au procès-verbal de la réunion du Comité du Code des douanes des CE du 25 janvier 2002, dont le passage pertinent est ainsi libellé:

> "La note complémentaire 7 du chapitre 2 [introduite par le Règlement n° 535/94 des CE] a été introduite pour assurer le respect de l'[arrêt *Gausepohl*]. L'arrêt était libellé comme suit:
>
> > "La position 02.10 de [la Nomenclature combinée] … doit être interprétée en ce sens que la viande bovine ne relève de cette position, en tant que viande salée, que si elle a fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes ses parties à des fins de conservation à long terme, donnant ainsi une teneur globale d'un minimum de 1,2 pour cent en sel par poids."
>
> Cependant, la note complémentaire 7 du chapitre 2, qui a ensuite été introduite dans la Nomenclature combinée, ne reprend pas exactement les termes de cet arrêt. Dans la note précitée, il était fait référence à tous les types de viandes, et pas seulement aux viandes de l'espèce bovine; en outre, le critère du salage aux fins d'une conservation à long terme n'a pas été introduit dans [la note complémentaire 7 du chapitre 2]".[691]

Comme on l'a fait observer précédemment, le procès-verbal indique que le principe de la conservation à long terme était exclu de la définition du terme "salés" dans le Règlement n° 535/94 des CE. Il tend aussi à indiquer que l'arrêt *Gausepohl* ne visait que les viandes de l'espèce bovine, alors que le Règlement n° 535/94 des CE s'applique plus généralement à toutes les viandes.

7.402 Même si les ambiguïtés concernant le sens et l'effet de l'arrêt *Gausepohl* pour la concession en cause dans le présent différend, qui ont été évoquées ci-dessus au paragraphe 7.398, n'existaient pas, nous considérons que, en tout état de cause, lorsque la Liste des CE a été conclue, les aspects pertinents de l'arrêt *Gausepohl* avaient été supplantés par la promulgation du Règlement n° 535/94 des CE. Nous exposons ci-après les raisons qui nous ont menés à cette conclusion.

7.403 Le Groupe spécial souscrit à l'explication des Communautés européennes selon laquelle, en règle générale, les arrêts de la CJCE l'emportent sur les règlements des CE en cas de conflit entre les deux.[692] Cependant, nous notons également que les CE ont admis que l'introduction de la note

[690] Nous faisons là encore référence à nos conclusions exposées au paragraphe 7.303 au sujet de la pratique de classement suivie par les CE pour les produits en cause entre 1996 et 2002.
[691] Pièce n° 22 de la Thaïlande.
[692] Réponse des CE à la question n° 1 de la Thaïlande après la première réunion de fond.

complémentaire 6 a) dans la NC, par la promulgation du Règlement de la Commission des CE[693], signifiait qu'un aspect important de l'arrêt rendu par la CJCE dans l'affaire *Dinter* – c'est-à-dire le critère retenu pour savoir si une viande était ou non "assaisonnée" au sens du chapitre 16 de la NC – avait été remplacé par le critère énoncé dans la note complémentaire 6 a).[694] Nous ne voyons aucune raison convaincante pour que le Règlement n° 535/94 des CE, qui a conduit à l'introduction de la note complémentaire 7 dans la NC, ne puisse pas de la même manière supplanter l'arrêt *Gausepohl*. En fait, nous disposons d'éléments de preuve indiquant que c'est effectivement ce qui s'est produit.

7.404 Tout d'abord, comme indiqué précédemment, le Règlement n° 535/94 des CE a inséré dans la NC une note complémentaire, à savoir la note complémentaire 7. Nous faisons observer que l'article 1 2) c) de la NC dispose que cette dernière reprend "les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de page se rapportant aux sous-positions NC". En outre la CJCE a indiqué clairement que les notes complémentaires s'intègrent aux positions auxquelles elles se rapportent et ont force obligatoire.[695] Par conséquent, la note complémentaire 7 fait selon nous partie intégrante de la NC. De ce fait, même si l'interprétation que donne la CJCE de la position 02.10 de la NC dans l'arrêt *Gausepohl* peut être considérée comme ayant acquis le statut de norme au même niveau que la NC, comme l'ont affirmé les Communautés européennes, à notre avis, il est clair que la note complémentaire 7, qui a été introduite par le Règlement n° 535/94 des CE et est restée en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit remplacée à la suite de la promulgation du Règlement n° 1871/2003 des CE, avait aussi ce statut. Deuxièmement, le Règlement n° 535/94 des CE a été promulgué après la publication de l'arrêt *Gausepohl*. Cela donne à penser que le Règlement n° 535/94 des CE devrait être lu séparément de cet arrêt. Plus précisément, nous sommes d'avis que les Communautés européennes ont remplacé les aspects pertinents de l'arrêt *Gausepohl* (qu'il ait eu ou non le statut de norme NC ou autre) par le biais d'un amendement à la NC elle-même, introduit par la promulgation ultérieure du Règlement n° 535/94 des CE. Troisièmement, le procès-verbal d'une réunion du Comité du Code des douanes des CE, en date du 25 janvier 2002, laisse entendre que la Commission des CE a délibérément omis d'inclure une référence à la conservation à long terme en promulguant le Règlement n° 535/94 des CE.[696] Cette indication semble confirmée par le procès-verbal d'une réunion ultérieure du Comité du Code des douanes des CE, qui a eu lieu en février 2002, où il est dit que le Comité a estimé nécessaire de modifier la note complémentaire 7 du chapitre 2 "pour *introduire* la condition de la "conservation à long terme"".[697] Le Groupe spécial se demande pourquoi il serait nécessaire d'apporter une telle modification si le principe de la conservation à long terme exprimé dans l'arrêt *Gausepohl* s'appliquait dans tous les cas.

7.405 En conclusion, le Groupe spécial considère que les aspects de l'arrêt *Gausepohl* qui sont pertinents dans la présente affaire ont été supplantés par la promulgation du Règlement n° 535/94 des CE. Par conséquent, le Groupe spécial estime que son interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE n'est pas modifiée par l'arrêt *Gausepohl*.

---

[693] À savoir le Règlement (CEE) n° 3678/83 du 23 décembre 1983, qui figure dans la pièce n° 34 de la Thaïlande.

[694] Réponse des CE à la question n° 115 du Groupe spécial.

[695] Affaire 38-75, *Douaneagent der NV Nederlandse Spoorwegen contre Inspecteur der invoerrchten en accijnzen*, 19 novembre 1975, Rec. CJCE 1975, page 01439, paragraphe 10, figurant dans la pièce n° 31 de la Thaïlande.

[696] Voir le paragraphe 7.401 ci-dessus dans lequel sont reproduits des extraits de ce procès-verbal.

[697] Le procès-verbal d'une réunion qui a eu lieu en janvier 2002 (figurant dans la pièce n° 22 de la Thaïlande), est libellé comme suit: "La note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC (qui a été introduite/amendée par le Règlement n° 535/94) "ne reprend pas exactement les termes de cet arrêt [*Gausepohl*] … en outre, le critère du salage aux fins d'une conservation à long terme n'a pas été introduit"." Il est dit dans le procès-verbal d'une réunion qui a eu lieu en février 2002 que le Comité est convenu d'"étudier la possibilité d'amender la note complémentaire 7 du chapitre 2 pour … introduire la condition de "la préservation à long terme" telle qu'exprimée dans [l'arrêt Gausepohl]".

Notes explicatives des CE

Arguments des parties

7.406 Les **Communautés européennes** se réfèrent à une note explicative de 1981 relative à la position 02.06 du Tarif douanier commun des CE et à une note explicative de 1983 relative aux sous-positions 02.10.11.31 et 02.10.11.39 du Tarif douanier commun des CE qui, selon elles, font partie de la pratique communautaire, à prendre en considération en vertu de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, en tant que "circonstances" dans lesquelles leur Liste "a été conclu[e]".[698] Les Communautés européennes font valoir que ces notes indiquent que, à l'époque du Cycle d'Uruguay, la notion de conservation était inhérente à leur analyse des viandes de la position 02.10. Selon elles, le fait que les notes considérées visent en l'occurrence la viande de porc est dénué de pertinence aux fins du présent différend vu qu'elles prouvent incontestablement qu'à l'époque du Cycle d'Uruguay, les Communautés européennes interprétaient le terme "salés" comme ayant trait au salage à des fins de conservation, indépendamment du produit particulier auquel les notes se rapportaient.[699] Les Communautés européennes estiment en outre que si le Règlement n° 535/94 des CE avait signifié que la conservation n'était pas nécessaire pour que les viandes soient considérées comme "salées" au sens de la position 02.10, on aurait logiquement attendu une modification et/ou la suppression des Notes explicatives des Communautés européennes, qui faisaient référence à la notion de conservation. Or, il n'en a rien été. Les Communautés européennes estiment que, par conséquent, la notion de conservation était essentielle à l'interprétation de la position 02.10 pendant et à la fin du Cycle d'Uruguay.[700]

7.407 En réponse, le **Brésil** et la **Thaïlande** considèrent que les Notes explicatives de la NC ne peuvent pas être prises en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* parce qu'elles existaient avant le lancement du Cycle d'Uruguay.[701] En outre, le Brésil dit que les Notes explicatives ne peuvent pas être prises en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* vu la liste limitée des éléments relevant de cet article, comme indiqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*. Le Brésil estime en outre qu'un Membre n'est pas tenu de connaître tout l'éventail des instruments non contraignants d'un autre Membre, tels que les Notes explicatives de la NC, au moment où il mène des négociations tarifaires.[702]

7.408 En outre, le Brésil et la Thaïlande font observer que les Notes explicatives de la NC ne sont pas des instruments juridiquement contraignants et que la CJCE elle-même a parfois considéré que leur contenu n'était pas conforme aux dispositions effectives de la NC.[703] Le Brésil et la Thaïlande estiment aussi que les notes complémentaires, comme la note complémentaire 7 du chapitre 2, qui a été insérée dans la NC par la promulgation du Règlement n° 535/94 des CE, a une position plus élevée que les Notes explicatives dans la hiérarchie des règles de classification des CE.[704] En conséquence,

---

[698] Réponse des CE à la question n° 75 du Groupe spécial.

[699] Réponse des CE à la question n° 2 de la Thaïlande après la première réunion de fond.

[700] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphes 34 à 38.

[701] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 83; réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial.

[702] Réponse du Brésil à la question n° 75 du Groupe spécial.

[703] Réponse du Brésil à la question n° 75 du Groupe spécial; déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 55; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 30 à 34; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 82, faisant référence à "EC Customs Classification Rules: Should Ice Cream Melt?", *Michigan Journal of International Law*, (1994), volume 15, n° 4, figurant dans la pièce n° 18 de la Thaïlande, page 1284 et Affaire C-130/02, *Krings GmbH contre Oberfinanzdirektion Nürnberg*, 4 mars 2004 [arrêt non encore connu], paragraphe 28, figurant dans la pièce n° 32 de la Thaïlande.

[704] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 83; déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 30 à 34; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 83.

d'après la Thaïlande, si la note complémentaire énonce une règle claire, les Notes explicatives ne peuvent pas en modifier le sens.[705] En outre, le Brésil et la Thaïlande font valoir que les Notes explicatives mentionnées par les Communautés européennes ne se rapportent pas à la position 02.10 ni à la sous-position 02.10.90.20 ni aux produits en cause.[706] Plus précisément, la Thaïlande dit qu'elles renvoient aux viandes de l'espèce porcine, à savoir les jambons et les épaules, et qu'elles ne peuvent donc pas s'appliquer par analogie à la viande de volaille relevant de la sous-position 02.10.90.20.[707] La Thaïlande fait observer que la pratique normale des Communautés européennes est de ne pas appliquer les dispositions d'une note explicative à une autre, sauf si la note précise qu'elle s'applique *mutatis mutandis*.[708]

7.409 Les **Communautés européennes** mentionnent aussi une note explicative de décembre 1994 relative aux sous-positions 02.10.11.11 et 02.10.11.19 de la NC. Elles estiment que l'importance de cette note réside dans le fait qu'elle suppose l'existence du principe de la conservation à long terme en ce qui concerne la position 02.10.[709]

7.410 Le **Brésil** et la **Thaïlande** font observer que la Note explicative en question se rapporte aux viandes salées de l'espèce porcine domestique et pas à toutes les "viandes salées" de la position 02.10 et que, par conséquent, elle ne peut pas s'appliquer à la viande de volaille.[710] D'après le Brésil, si les Communautés européennes avaient voulu appliquer les dispositions concernant les viandes salées de l'espèce porcine domestique à toutes les viandes visées par la position 02.10, elles l'auraient fait par le biais d'une note explicative générale relative à la position 02.10 plutôt que par une note explicative se rapportant à une sous-position particulière.[711]

Analyse par le Groupe spécial

7.411 La première question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer est de savoir si les Notes explicatives de la NC et de son prédécesseur, le Tarif douanier commun, relèvent des "circonstances" dans lesquelles la Liste des CE "a été conclu[e]" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Pour les raisons évoquées au paragraphe 7.391 ci-dessus, le Groupe spécial ne considère pas que le fait que les Notes explicatives n'aient pas été explicitement mentionnées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques* en tant que source au titre de l'article 32 signifie qu'elles ne peuvent pas être prises en considération au titre de cet article. À notre avis, puisque les Notes explicatives sont examinées pour interpréter la NC, elles pourraient, même si elles ne font pas, à proprement parler, partie de la NC, être admissibles au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.

7.412 Cependant, même si ces Notes explicatives peuvent être prises en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, que ce soit en tant que "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" dans le cas des Notes explicatives de 1981 et de 1983, ou plus généralement au titre de l'article 32 dans le cas de la Note explicative de décembre 1994, nous notons qu'elles semblent être

[705] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, paragraphes 30 à 34; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 82 et 83 citant l'Affaire 149-73, *Otto Witt KG contre Hauptzollamt Hamburg-Ericus*, 12 décembre 1973, Rec. CJCE 1973, page 01587, paragraphe 3, figurant dans la pièce n° 33 de la Thaïlande.

[706] Déclaration orale du Brésil à la première réunion de fond, paragraphe 66; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 82.

[707] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.

[708] Réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.

[709] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 70.

[710] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 93; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.

[711] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 94.

non contraignantes.[712] La CJCE a aussi déclaré que, même si les Notes explicatives peuvent constituer un élément d'interprétation important en cas de doute, elles ne peuvent pas modifier des dispositions de la NC.[713] Par contre, la CJCE a indiqué clairement que les notes complémentaires s'intègrent aux positions auxquelles elles se rapportent et ont force obligatoire.[714] Sur la base de ce qui précède, nous estimons que les notes complémentaires de la NC l'emportent sur les notes explicatives dans la hiérarchie des règles de classification des CE. Par conséquent, nous considérons que, dans la mesure où il y aurait une quelconque incompatibilité entre les Notes explicatives en question et le Règlement n° 535/94 des CE, qui a introduit la note complémentaire 7, c'est la note complémentaire 7 qui l'emporterait.

7.413 Le Groupe spécial rappelle sa constatation énoncée au paragraphe 7.369 selon laquelle, d'après le Règlement n° 535/94 des CE, les viandes ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, qui présentent une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent en poids, satisfont aux prescriptions de ce règlement et sont considérées comme viandes "salées" visées par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Nous ne souscrivons pas à l'avis selon lequel la notion de conservation à long terme transparaît dans ce règlement. En conséquence, même si les Notes explicatives invoquées par les Communautés européennes peuvent être considérées comme laissant transparaître le principe selon lequel le salage au titre de la position 02.10 a pour objet la conservation, comme l'affirment les Communautés européennes en se fondant sur les termes de la NC et la jurisprudence de la CJCE, le Groupe spécial estime que la note complémentaire 7, qui ne laisse pas transparaître ce principe, l'emporte. Par conséquent, nous omettrons ces Notes explicatives pour interpréter la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE.

Autres notes complémentaires

Arguments des parties

7.414 La **Thaïlande** fait observer qu'en 1983, avant le lancement du Cycle d'Uruguay, les Communautés européennes avaient introduit la note complémentaire 6 c) de la NC [ultérieurement renumérotée en tant que note complémentaire 6 b)] qui était ainsi libellée: "Toutefois, les produits relevant des sous-positions 02.06 ... auxquels sont ajoutés des produits d'assaisonnement pendant leur *fabrication* restent classés dans lesdites sous-positions, pour autant que cela ne change pas leur caractère de produit relevant de la position 02.06." D'après la Thaïlande, cette note complémentaire a été insérée dans le Tarif douanier commun des CE à partir de 1983 et est restée (même si le libellé a été légèrement modifié) dans la NC des Communautés européennes jusqu'à ce jour. Selon la Thaïlande, la teneur de la note complémentaire est pertinente pour démontrer que les Communautés européennes ont considéré de manière constante que les produits relevant de la position 02.10 faisaient l'objet d'un procédé de préparation, dès avant le lancement du Cycle d'Uruguay jusqu'à ce jour.[715] La Thaïlande estime que si les Communautés européennes n'avaient pas spécifiquement omis

[712] Cela ressort clairement de l'article 1 2) c) de la NC, qui dispose que la NC reprend "les dispositions préliminaires, les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de page se rapportant aux sous-positions NC". Aucune mention n'est faite des Notes explicatives à l'article 1 2) c) de la NC.

[713] Affaire 149-73, *Otto Witt KG contre Hauptzollamt Hamburg-Ericus*, 12 décembre 1973, Rec. CJCE 1973, page 01587, paragraphe 3, figurant dans la pièce n° 33 de la Thaïlande.

[714] Affaire 38-75, *Douaneagent der NV Nederlandse Spoorwegen contre Inspecteur der invoerrchten en accijnzen*, 19 novembre 1975, Rec. CJCE 1975, page 01439, paragraphe 10, figurant dans la pièce n° 31 de la Thaïlande.

[715] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 90 et 91; déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphes 11 et 26.

la prescription selon laquelle les produits devaient être salés pour assurer leur conservation de la note complémentaire 7, cette dernière aurait été en contradiction avec la note complémentaire 6 b).[716]

7.415 Les **Communautés européennes** notent que, avant le Cycle d'Uruguay, leur nomenclature se fondait sur la NCCD et elles étaient tenues d'en observer les termes. Elles disent que la position 02.06 de la NCCD a effectivement le même libellé que la position 02.10 du SH, et que l'une et l'autre consacrent le principe de la conservation. Les Communautés européennes font valoir que la même nomenclature fondée sur la NCCD était en usage dans les Communautés européennes depuis 1960, sinon plus tôt. Par conséquent, le principe de la conservation à long terme était solidement établi dans les Communautés européennes et avait été confirmé dès 1983 dans l'arrêt rendu par la CJCE dans l'affaire *Dinter*. D'après les Communautés européennes, toute autre mesure n'aurait pu que réaffirmer l'exigence de la conservation mais non la modifier.[717]

Analyse par le Groupe spécial

7.416 La Thaïlande se réfère à la note complémentaire 6 c) pour tenter de réfuter l'affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont d'une manière constante soutenu que la position 02.10 (ayant succédé à la position 02.06 à laquelle la note se rapporte) englobait la notion de conservation. Au vu de nos conclusions exposées au paragraphe 7.413 ci-dessus, nous n'estimons pas nécessaire de répondre aux arguments de la Thaïlande concernant ce point.

Pratique de classement avant 1994

Arguments des parties

7.417 Les **Communautés européennes** disent que les États-Unis et probablement d'autres Membres de l'OMC considéraient que le terme "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 renvoyait au salage à des fins de conservation.[718] En ce qui concerne les États-Unis, les Communautés européennes font référence à une décision douanière des États-Unis datant de novembre 1993 qui vise les viandes fraîches et congelées auxquelles 3 pour cent de sel ont été ajoutés par barattage. Selon les Communautés européennes, il était constaté dans cette décision que le produit relevait des positions 02.01 ou 02.02 (selon que les viandes étaient fraîches ou congelées) et non de la position 02.10. À l'appui de cette décision, les autorités douanières ont cité la Note explicative de la NC des Communautés européennes exigeant que la durée de conservation "dépasse largement la durée du transport".[719]

7.418 En ce qui concerne la décision citée par les Communautés européennes, les **États-Unis** notent que leurs autorités douanières ont décrit le produit en cause comme étant "semblable à la viande de bœuf fraîche saupoudrée de sel", tandis que les produits en cause dans la présente affaire sont décrits comme ayant fait l'objet d'un salage "imprégné en profondeur de manière homogène". Les États-Unis font observer qu'il est difficile de savoir à quel point les produits en cause dans cette décision sont semblables aux produits en cause dans le présent différend.[720]

7.419 Le **Brésil** et la **Thaïlande** font aussi observer que les produits en cause dans la décision douanière des États-Unis de 1993 étaient de la viande de bœuf désossée, saupoudrée de 3 pour cent de sel, alors que les produits en cause dans le présent différend sont des morceaux de poulet qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et qui présentent une teneur en sel

[716] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphe 12.
[717] Réponse des CE à la question n° 109 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce n° 34 des CE.
[718] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 6.
[719] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphe 33.
[720] Réponse des États-Unis à la question n° 86 du Groupe spécial.

égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids. Le Brésil et la Thaïlande estiment que, vu que les produits en cause dans la décision douanière des États-Unis étaient préparés différemment des produits en cause en l'espèce, la décision ne donne guère d'indications applicables ici.[721] Le Brésil dit que, par conséquent, la décision des États-Unis de 1993 en matière de classement douanier ne peut pas être considérée comme "pratique de classement" des autres pays au sens des "circonstances" dans lesquelles la Liste des CE "a été conclu[e]". Il ajoute que plusieurs autres décisions prises par les autorités douanières des États-Unis classent des viandes de l'espèce porcine congelées, fumées et/ou traitées en salaison sous la position 02.10. D'après le Brésil, bien que fumées ou traitées en salaison, les viandes ont aussi dû être congelées pour assurer la conservation du produit et pourtant elles sont restées classées sous la position 02.10.[722] La Thaïlande estime que, quoi qu'il en soit, il est demandé au Groupe spécial de déterminer les obligations qu'ont les Communautés européennes au titre de leur Liste. Elle estime que par conséquent la Liste des États-Unis n'est pas pertinente.[723]

7.420 Les **Communautés européennes** disent que la décision douanière des États-Unis de novembre 1993 décrivait explicitement le procédé de barattage utilisé pour faire pénétrer le sel dans la viande en question. Elles rappellent que, bien qu'elle ait été soumise à ce procédé, la viande était décrite dans la décision comme "semblable à la viande de bœuf fraîche saupoudrée de sel". Les Communautés européennes rappellent en outre que la viande était classée avec les viandes bovines fraîches et congelées sous des positions correspondant à la position 02.07 et pas sous la position 02.10. Elles font observer que les produits en cause dans la présente affaire avaient de même fait l'objet d'un procédé de barattage ou d'injection équivalent entraînant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent. Elles font en outre observer que c'est la viande résultant de ce procédé que la décision décrivait comme "semblable à la viande de bœuf fraîche saupoudrée de sel".[724]

Analyse par le Groupe spécial

7.421 Le Groupe spécial rappelle que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a indiqué que les pratiques de classement des Membres pendant les négociations du Cycle d'Uruguay faisaient partie des "circonstances" dans lesquelles l'Accord sur l'OMC "a[vait] été conclu" et pouvaient être utilisées comme moyen complémentaire d'interprétation au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. L'Organe d'appel a aussi indiqué qu'il était de la plus grande utilité d'examiner la pratique de classement de tous les Membres de l'OMC. Or, dans la présente affaire, il n'a été communiqué au Groupe spécial que des éléments de preuve limités concernant la pratique de classement d'un seul Membre de l'OMC – à savoir les États-Unis – pendant les négociations du Cycle d'Uruguay. Ces éléments de preuve concernent des produits autres que ceux qui sont en cause en l'espèce. Le Groupe spécial ne considère pas que ces éléments de preuve limités ont une quelconque valeur probante concernant l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE aux fins du présent différend et, par conséquent, n'en tiendra pas compte.

7.422 Le Groupe spécial fait observer qu'il a traité la pratique de classement après 1994 dans la section VII.G.3 c) i) ci-dessus en tant que "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*. Même si une telle pratique ne peut être considérée comme une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 3) b), nous estimons qu'elle peut néanmoins être prise en considération au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne*.[725] En pareil cas, nos conclusions

[721] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 71; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 54 et 55.

[722] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion de fond, paragraphe 71, faisant référence à la pièce n° 39 du Brésil.

[723] Déclaration orale de la Thaïlande à la deuxième réunion de fond, paragraphes 30 et 31.

[724] Déclaration orale des CE à la deuxième réunion de fond, paragraphe 74.

[725] Ian Sinclair déclare ce qui suit: "Il faudrait naturellement souligner que le paragraphe 3 b) de l'article 31 de la Convention ne vise pas la pratique ultérieurement suivie en général, mais seulement une forme spécifique de ce type de pratique – c'est-à-dire une pratique ultérieurement suivie qui est concordante et

concernant la pertinence de la pratique ultérieurement suivie pour l'interprétation de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE s'appliquent également ici.

iii) Résumé et conclusions concernant les "moyens complémentaires"

7.423 Le Groupe spécial rappelle que, à la suite de son analyse de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne*, il a conclu que les produits en cause semblaient être visés par cette concession. Le Groupe spécial a cherché à confirmer cette conclusion en se référant à un moyen complémentaire d'interprétation de la concession en question, conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Nous avons examiné le Règlement n° 535/94 des CE, les arrêts *Dinter* et *Gausepohl* de la CJCE, les Notes explicatives des CE, une note complémentaire des CE et sa pratique de classement avant la conclusion de leur Liste. De l'avis du Groupe spécial, les aspects pertinents des moyens complémentaires d'interprétation, tout particulièrement le Règlement n° 535/94 des CE, indiquent que les viandes qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et qui présentent une teneur en sel minimum de 1,2 pour cent en poids seraient considérées comme viandes "salées" au titre de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les moyens complémentaires d'interprétation examinés au titre de l'article 32 de la *Convention de Vienne* confirment les conclusions préliminaires auxquelles nous sommes parvenus aux paragraphes 7.331 et 7.332 ci-dessus à la suite d'une analyse réalisée au titre de l'article 31 de la *Convention de Vienne*.

h) Conclusion concernant le sens du terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE

7.424 À la lumière de l'analyse du terme "salés" dans la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, conformément aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*, le Groupe spécial conclut que ce terme inclut les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent.[726]

i) Conclusions concernant l'application de l'article II du GATT de 1994 dans la présente affaire

7.425 Le Groupe spécial rappelle que, au paragraphe 7.79 ci-dessus, il a déclaré que s'il en venait à conclure que les produits en cause étaient visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE, il ne fait aucun doute que le traitement réservé à ces produits au titre des mesures en cause est moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE parce que des données sur les prix incontestées indiquent que le droit perçu sur les produits en cause peut excéder et a excédé 15,4 pour cent *ad valorem*, c'est-à-dire le taux de droit consolidé pour les produits visés par la position 02.10.

---

commune à toutes les parties. Une pratique ultérieurement suivie qui ne relève pas de cette définition étroite peut néanmoins constituer un moyen complémentaire d'interprétation au sens de l'article 32 de la Convention". Ian Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, Manchester University Press, 2ème édition (1984), page 138.

[726] Les CE ne semblent pas contester le fait que les produits en cause contiennent un minimum de 1,2 pour cent de sel et ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties. Par contre, les CE estiment que les produits en cause ne satisfont pas aux critères énoncés dans le Règlement n° 535/94 des CE parce que ce règlement fixe une teneur en sel minimum en deçà de laquelle on ne peut pas considérer qu'un produit est salé à des fins de conservation: réponse des CE à la question n° 93 du Groupe spécial. Comme indiqué ci-dessus au paragraphe 7.368, le Groupe spécial ne considère pas que le Règlement n° 535/94 des CE fixe une teneur en sel minimum en deçà de laquelle on ne peut pas considérer qu'un produit est salé à des fins de conservation. Cette opinion semble étayée par la pratique de classement des CE, selon laquelle les produits en cause étaient classés sous la position 02.10 entre 1996 et 2002.

7.426 De l'avis du Groupe spécial, les produits en cause sont visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE. En conséquence, ces produits sont admis au bénéfice du traitement prévu par cette concession. Comme les produits en cause ne bénéficient pas d'un tel traitement, les Communautés européennes agissent en violation des dispositions de l'article II:1 a) et de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

7.427 En parvenant à cette conclusion, le Groupe spécial rappelle qu'un objet et un but essentiels de l'Accord sur l'OMC et du GATT de 1994 sont de préserver la sécurité et la prévisibilité des accords conclus sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels. De l'avis du Groupe spécial, l'intention unilatérale d'un Membre concernant le sens à accorder à une concession qu'un Membre a faite dans le contexte de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC ne peut pas l'emporter sur les intentions communes de tous les Membres de l'OMC, telles qu'elles sont déterminées par une analyse réalisée conformément aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1 Le Groupe spécial *conclut* ce qui suit:

a) les morceaux de poulet désossés et congelés qui ont été imprégnés de sel, présentant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent (les produits en cause), sont visés par la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE;

b) le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE entraînent l'imposition de droits de douane sur les produits en cause qui excèdent les droits prévus dans le cadre de la concession correspondant à la position 02.10 de la Liste des CE; et

c) par conséquent, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994 et ont donc annulé ou compromis des avantages revenant à la Thaïlande.

8.2 Par conséquent, le Groupe spécial *recommande* que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de mettre le Règlement n° 1223/2002 des CE et la Décision 2003/97/CE des CE en conformité avec leurs obligations au titre du GATT de 1994.

ANNEXE A

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA THAÏLANDE APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(21 octobre 2004)

I. INTRODUCTION 2
II. CONTEXTE 3
A. CONTEXTE FACTUEL 3
B. RÈGLEMENTS DES CE ET DÉCISION DE LA COMMISSION 5
1. Règlement n° 2658/87 du 23 juillet 1987 modifié par le Règlement n° 535/94 du 9 mars 1994 5
2. Règlement n° 3115/94 du 29 décembre 1994 6
3. Règlement n° 1223/2002 du 8 juillet 2002 6
4. Décision de la Commission du 31 janvier 2003 à l'intention de la République fédérale d'Allemagne 7
5. Règlement n° 1871/2003 du 23 octobre 2003 8
6. Règlement n° 2344/2003 du 30 décembre 2003 8
C. EXPORTATIONS DE VOLAILLE EN PROVENANCE DE LA THAÏLANDE VERS LES CE 8
III. ARGUMENTS JURIDIQUES 8
A. LE CLASSEMENT PAR LES CE DE LA VIANDE DE POULET SALÉE CONGELÉE EST INCOMPATIBLE AVEC L'INTERPRÉTATION CORRECTE DES POSITIONS PERTINENTES DE LA LISTE LXXX 8
a) Sens ordinaire 9
b) Contexte 13
c) Objet et but 14
d) Le Système harmonisé et les notes explicatives 14
i) Termes des positions 0207 et 0210 du SH 15
ii) Notes de chapitre relatives au chapitre 2 15
iii) Notes de position relatives aux positions 0207 et 0210 16
iv) Règle générale d'interprétation 3 17
e) Décisions judiciaires des CE 18
2. Les moyens complémentaires d'interprétation au titre de l'article 32 confirment que la viande de poulet salée congelée devrait être classée sous la position 0210 du SH 19
B. LE CLASSEMENT PAR LES CE DU PRODUIT EN CAUSE ENTRAÎNE POUR LA VIANDE DE POULET SALÉE CONGELÉE UN TRAITEMENT MOINS FAVORABLE QUE CELUI QUI ÉTAIT CONSOLIDÉ DANS LA LISTE DE CONCESSIONS DES CE ET EST DONC INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE II:1 A) ET L'ARTICLE II:1 B) DU GATT 19
IV. CONCLUSION 20

I. INTRODUCTION

1. En l'espèce, la question juridique fondamentale est que, du fait que les CE ont classé les morceaux de poulet salés congelés ayant une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids d'une manière incompatible avec l'interprétation correcte des positions 0210 et 0207 de leur Liste de concessions, elles réservent aux exportations thaïlandaises de morceaux de poulet salés congelés un traitement moins favorable que celui qui est accordé pour ce produit dans cette liste. La mesure des CE est donc incompatible avec les obligations fondamentales énoncées à l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT.

2. Les concessions tarifaires sont la pierre angulaire du système commercial multilatéral. L'article II du GATT exige que les Membres de l'OMC limitent leurs droits de douane proprement dits frappant une marchandise particulière décrite dans leur Liste de concessions au niveau maximal qui y est spécifié. Ainsi que l'a reconnu l'Organe d'appel, "[l]'un des objets et des buts fondamentaux du GATT de 1994, énoncé à l'article II, est *de préserver la valeur des concessions tarifaires négociées par un Membre avec ses partenaires commerciaux* et consolidées dans la liste de ce Membre". (pas d'italique dans l'original)[1]

3. Ainsi, l'obligation qui est faite à un Membre au titre de l'article II est d'accorder pour les produits des autres Membres un traitement tarifaire "non moins favorable" que celui qui est décrit et consolidé dans sa Liste pour ce produit. Une concession tarifaire est constituée d'au moins quatre éléments essentiels: i) la position numérique, ii) la désignation de la marchandise, iii) le niveau maximal du droit consolidé et iv) la méthode d'évaluation de la marchandise à des fins douanières. Une concession tarifaire d'un Membre serait vidée de son sens si ce Membre pouvait modifier unilatéralement l'un quelconque de ces éléments d'une manière telle qu'un "traitement moins favorable" serait réservé aux produits des autres Membres.

4. La Thaïlande estime que les termes de la concession des CE visent les morceaux de poulet qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids. Les CE font valoir que cette viande de poulet n'est "salée" au sens de leur concession tarifaire *que si le sel a été ajouté à des fins de conservation à long terme*. Elles font valoir que si la conservation à long terme est obtenue par congélation, la viande de poulet thaïlandaise ne peut plus être considérée comme étant "salée" et ne devrait pas bénéficier de la concession prévue par les CE.

5. La question d'interprétation fondamentale qui se pose est de savoir si le terme "salé" décrit les *caractéristiques physiques des produits bénéficiant de la concession tarifaire* – comme l'allègue la Thaïlande – ou si ce terme fait référence *à l'objectif ou au but en vue duquel le produit a été salé* – comme le font valoir les CE. L'argument des CE est entièrement nouveau et signifierait que, pour déterminer le classement douanier d'un produit, il ne suffirait plus d'examiner les caractéristiques physiques du produit. Au lieu de cela, il serait aussi nécessaire d'examiner le but en vue duquel ces caractéristiques physiques ont été conférées au produit. L'approche inhabituelle des CE n'est pas justifiée par le terme "salé", est complètement étrangère au Système harmonisé, s'écarte de la pratique normale des Membres en matière de classement douanier et créerait, si elle était introduite dans le droit de l'OMC, une grande incertitude dans la détermination de la portée des concessions tarifaires.

6. Il y a aussi d'importantes raisons pratiques qui font que le classement doit déprendre des caractéristiques physiques du produit: un agent des douanes procédant au dédouanement de produits à l'importation ne serait pas le mieux placé pour déterminer si les caractéristiques du produit présenté permettent d'atteindre un certain but ou objectif. Dans leur première communication écrite au Groupe spécial, citant des arrêts de la Cour de justice européenne, les CE reconnaissent ce principe

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles* ("*Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*"), WT/DS56/AB/R, paragraphe 47.

fondamental, disant que ce sont les "caractéristiques et propriétés objectives" des produits au moment de leur dédouanement qui constituent le "critère décisif" aux fins du classement douanier.[2]

II. CONTEXTE

A. CONTEXTE FACTUEL

7. Pendant le Cycle d'Uruguay, les CE ont consolidé les droits applicables aux produits correspondant à la description des morceaux de volaille désossés et congelés relevant de la sous-position 0207.41.10 au taux de 1 024 écus/tonne et ont désigné ces produits comme étant visés par la clause de sauvegarde spéciale prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. Elles ont également consolidé les droits applicables aux produits correspondant à la description des viandes salées relevant de la sous-position 0210.90.20 au taux *ad valorem* de 15,4 pour cent, mais n'ont pas désigné ces produits comme étant visés par la clause de sauvegarde spéciale. En 1994, lorsque les CE ont finalisé leur Liste de concessions, leur opinion, définie dans leur propre droit interne en matière de classement douanier ("nomenclature combinée" ou "NC"), était que les "viandes salées" étaient les viandes qui avaient fait l'objet d'un "salage" imprégné "en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présent[aient] une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent".[3] La Thaïlande croit donc comprendre que le produit visé par la consolidation établie par les CE dans leur Liste LXXX en tant que viandes salées relevant de la position 0210.90.20 était, par conséquent, celui qui correspondait à leur propre définition des viandes salées énoncée dans leur propre législation à cette époque.

8. En 1996, la Thaïlande s'est mise à exporter de la viande de poulet salée vers les CE à la demande des transformateurs européens de produits alimentaires qui voulaient une viande de poulet salée pouvant être utilisée directement dans la fabrication de produits transformés à base de poulet. Ces produits à base de poulet avaient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et présentaient une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent. Vu la distance géographique séparant la Thaïlande et les CE et le fait que le transport par bateau dure entre 21 et 28 jours, les exportations thaïlandaises de viande de poulet salée expédiées par bateau doivent également être congelées. Bien que les exportations thaïlandaises de viande de poulet salée aient toujours été congelées, les CE ne classaient pas ces produits en tant que viande de poulet congelée. Il leur suffisait que les exportations thaïlandaises correspondent à leur propre définition des viandes salées énoncée dans leur nomenclature combinée et donc dans leur Liste LXXX. Par conséquent, de 1996 jusqu'au milieu de 2002, elles ont classé les morceaux de poulet thaïlandais désossés, salés et congelés en tant que "viandes salées" sous la position 0210.90.20, à laquelle correspondait un taux de droit *ad valorem* de 15,4 pour cent.

9. En novembre 2001, un membre du Parlement européen a appelé l'attention du Commissaire européen à l'agriculture, M. Fischler, sur l'augmentation des importations communautaires de viande de poulet salée et a demandé si les CE pouvaient "modifier de façon indépendante la taxe à l'importation sur le filet de poulet salé en augmentant la teneur en sel prescrite de 1,2 pour cent".[4]

10. Le Commissaire Fischler a répondu ce qui suit:

> La Commission suit de très près l'évolution des importations sur les marchés concernant tous les types de viandes… L'Honorable Parlementaire estime que les

---

[2] Ainsi qu'il est indiqué dans les arrêts *Dinter* et *Gausepohl* de la Cour de justice européenne cités dans la première communication écrite des CE, paragraphe 82.

[3] Règlement (CE) n° 535/94 de la Commission du 9 mars 1994, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 68 du 11 mars 1994, page 15 ("Règlement n° 535/94"). Pièce n° 3 de la Thaïlande.

[4] Question écrite E-3046/01 posée par Albert Maat (PPE-DE) à la Commission, le 15 novembre (2002/C147/081). Pièce n° 4 de la Thaïlande.

> viandes concernées sont légèrement salées et que le sel peut être retiré. Si tel était le cas, les viandes ne seraient pas conformes à la définition suivante de la nomenclature combinée: "Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du n° 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids." *Cependant la Commission n'a pas connaissance du fait que des importations de viandes de volaille salées ne seraient pas conformes à cette définition.* La Commission a attiré l'attention des États membres afin qu'ils veillent de près au respect par ces importations de viandes de volaille des dispositions communautaires en matière douanière et vétérinaire. *En outre, les options permettant de traiter tout problème éventuel découlant des produits concernés sont examinées actuellement par les différents départements de la Commission.* (pas d'italique dans l'original)[5]

11. Pourtant, en réponse à des préoccupations protectionnistes, les CE ont adopté le Règlement n° 1223/2002, qui modifie la désignation du produit en classant "les morceaux de poulet désossés, congelés et imprégnés de sel dans toutes leurs parties, présentant une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent" sous la sous-position 0207.14.10. Par conséquent, la viande de poulet qui correspondait précédemment à la définition des "viandes salées" du fait de sa teneur minimale en sel de 1,2 pour cent dans toutes ses parties est maintenant classée en tant que "viande de poulet congelée". Avant le Règlement n° 1223/2002, lorsque le même produit à base de poulet était classé en tant que viande salée, conformément au traitement tarifaire qui lui était accordé, il était assujetti à un taux *ad valorem* de 15,4 pour cent. À la suite du Règlement n° 1223/2002, ce même produit – classé maintenant en tant que viande de poulet congelée – est frappé d'un taux de droit consolidé de 102,4 €/100 kg/net.[6] Sur la base des prix de 2003 de la viande de poulet, le taux de droit spécifique équivaut à un taux *ad valorem* de 58,9 pour cent – beaucoup plus élevé que le taux *ad valorem* de 15,4 pour cent. Sur la base du prix annuel moyen de la viande de poulet salée exportée de la Thaïlande vers les CE entre 1997 et 2002, le taux *ad valorem* équivalent était de 43,9 pour cent. Ce taux de droit est beaucoup plus élevé que le taux consolidé de 15,4 pour cent que les CE se sont engagées à appliquer aux viandes salées dans leur Liste de concessions.

12. Rien dans l'Accord sur l'OMC n'autorise un Membre de l'OMC à faire face à un afflux anormal d'importations en modifiant la désignation d'un produit de façon à le faire relever d'une position tarifaire différente, assujettie à un niveau de droit plus élevé. Pourtant, il ressort clairement des échanges au Parlement européen et dans d'autres enceintes que c'était là précisément le but visé par les CE dans leur classification du poulet thaïlandais. En l'espèce, en modifiant la description de la viande de poulet salée congelée de telle façon qu'elle est maintenant classée en tant que viande de poulet congelée et non en tant que viande salée, les CE ont fait passer le taux de droit applicable à ce produit de 15,4 pour cent à un équivalent *ad valorem* de 58,9 pour cent (sur la base du prix de juin 2003 de la viande de poulet)[7] et ont, en fait, vidé de son sens leur concession tarifaire applicable aux viandes salées.

---

[5] *Ibid*.

[6] Conformément à la Liste LXXX, le taux de droit applicable aux produits relevant de la sous-position 0207.41.10 est de 1 024 écus/tonne, alors que conformément à la nomenclature combinée des CE, le taux de droit applicable aux produits relevant de la sous-position 0207.14.10 (qui a remplacé la position 0207.41.10) est de 102,4 €/100 kg/net.

[7] Les exportations de viande de poulet thaïlandaise à destination des CE ont cessé en juin 2003 à la suite du problème de la grippe aviaire. En juin 2003, le prix de la viande de poulet était de 1 738,78 €/tonne. Pièce n° 2 de la Thaïlande.

B. RÈGLEMENTS DES CE ET DÉCISION DE LA COMMISSION

1. Règlement n° 2658/87 du 23 juillet 1987 modifié par le Règlement n° 535/94 du 9 mars 1994[8]

13. Le régime douanier des CE applicable au moment de la conclusion du Cycle d'Uruguay a été exposé dans la nomenclature combinée publiée dans l'annexe I du Règlement n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun. L'article 12 du Règlement n° 2658/87 dispose que la Commission adoptera chaque année, au plus tard le 31 octobre, un règlement reprenant la version complète de la nomenclature combinée et des taux autonomes et conventionnels des droits. L'élément le plus important de la mise à jour annuelle est la modification de l'annexe I du Règlement n° 2658/87, qui contient la nomenclature combinée complète.

14. La structure de la nomenclature combinée était fondée sur celle du Système harmonisé. Avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, la nomenclature combinée a été modifiée par le Règlement n° 535/94, qui a inséré, au chapitre 2 de la NC, la note complémentaire ci-après (initialement note complémentaire 8, renumérotée en 1995 pour devenir la note complémentaire 7):

> Sont considérés comme "salés" au sens du n° 0210 les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids.

15. Selon le Règlement n° 535/94, "… afin d'assurer l'application uniforme de la NC, il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des *viandes* et abats comestibles *salés* du code NC 0210, *afin de pouvoir distinguer ces produits des viandes et abats frais, réfrigérés et congelés; ... il apparaît qu'une teneur globale en sel de 1,2 pour cent ou plus en poids est un critère approprié de distinction entre ces deux groupes de produits*". (pas d'italique dans l'original) À ce moment, les CE estimaient donc qu'une teneur en sel de 1,2 pour cent permettait à un produit de remplir le critère requis pour être classé en tant que viande salée sous la position 0210 et servait à distinguer ce produit des produits frais, réfrigérés ou congelés.

16. Le processus de vérification des listes tarifaires entre toutes les parties aux négociations du Cycle d'Uruguay s'est déroulé du 15 février au 25 mars 1994.[9] C'est pendant cette période de vérification des listes tarifaires qu'au moyen du Règlement n° 535/94, les CE ont clarifié la portée de leur concession tarifaire pour la position 0210, en particulier s'agissant du terme "salé". Cette note complémentaire a été publiée dans le Règlement n° 535/94 le 11 mars 1994 et est restée en vigueur dans la nomenclature combinée des CE jusqu'au 13 novembre 2003.[10]

[8] Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 256 du 7 septembre 1987, page 1 ("Règlement n° 2658/87"). Pièce n° 6 de la Thaïlande (seulement la partie pertinente).

[9] Réunion informelle des chefs de délégation du 20 janvier 1994 – Déclaration du Président, MTN.TNC/W/131, 21 janvier 1994. Pièce n° 7 de la Thaïlande.

[10] Le Règlement n° 535/94 n'a été remplacé que le 14 novembre 2003 par le Règlement n° 1871/2003, lequel est entré en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel du 25 octobre 2003.

2. Règlement n° 3115/94 du 29 décembre 1994

17. La définition du terme "salé" énoncée dans le Règlement n° 535/94 a été incorporée dans le Règlement n° 2658/87 au moyen du Règlement n° 3115/94.[11] Le préambule du Règlement n° 3115/94 affirme la nécessité:

> … d'amender la nomenclature combinée en prenant en compte:
>
> - les modifications relatives à l'évolution des besoins en matière de statistiques ou de politique commerciale, à la suite, notamment, de la *décision du Conseil relative à l'entrée en vigueur simultanée des actes mettant en œuvre les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle de l'Uruguay* et du règlement portant application de certaines mesures résultant de la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV:6 du GATT ainsi que d'autres mesures de simplification,
>
> - les besoins d'alignement et de clarification des textes. (pas d'italique dans l'original)

18. Le Règlement n° 3115/94 a été promulgué en application des prescriptions de l'article 12 du Règlement n° 2658/87, qui prévoit que la Commission adoptera chaque année une version complète de la nomenclature combinée.

3. Règlement n° 1223/2002 du 8 juillet 2002[12]

19. Dans le Règlement n° 1223/2002 relatif au classement de certaines marchandises, il est indiqué que son adoption est nécessaire afin d'assurer l'application uniforme de la nomenclature combinée, conformément aux règles générales pour l'interprétation de la nomenclature combinée fixée par le Règlement n° 2658/87.[13]

20. L'article premier du Règlement n° 1223/2002 dispose que les marchandises désignées dans la colonne 1 du tableau repris à l'annexe du Règlement doivent être classées dans le code NC indiqué dans la colonne 2, vu les motivations indiquées dans la colonne 3. L'annexe du Règlement n° 1223/2002 est reproduite ci-dessous:

---

[11] Règlement (CE) n° 3115/94 de la Commission du 20 décembre 1994 modifiant les annexes I et II du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 345 du 31 décembre 1994, page 1. ("Règlement n° 3115/94"). Pièce n° 8 de la Thaïlande.

[12] Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission du 8 juillet 2002 relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée. Journal officiel des Communautés européennes n° L 179 du 9 juillet 2002, page 8 ("Règlement n° 1223/2002"). Pièce n° 9 de la Thaïlande.

[13] Considérant 2 du Règlement n° 1223/2002.

Désignation des marchandises	Code NC	Motivation
1	2	3
Morceaux de poulet, désossés, congelés, et imprégnés de sel dans toutes leurs parties. Ils présentent une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids. Le produit est congelé à cœur et doit être conservé à une température inférieure à moins 18° C pour garantir une conservation d'un an au moins.	0207 14 10	Le classement est déterminé par les dispositions des règles générales 1 et 6 pour l'interprétation de la nomenclature combinée ainsi que par le libellé des codes NC 0207, 0207 14 et 0207 14 10. Le produit est une viande de poulet qui a été congelée pour assurer sa conservation à long terme. L'addition de sel ne modifie pas le caractère du produit en tant que viande congelée de la position 0207.

21. L'article 2 du Règlement n° 1223/2002 établissait ensuite que les renseignements tarifaires contraignants (RTC) donnés par les autorités douanières des États membres des CE qui n'étaient pas conformes au droit établi par le Règlement pouvaient continuer à être invoqués pendant une période de trois mois. Le Règlement n° 1223/2002 est entré en vigueur le 29 juillet 2002; il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre des CE.[14]

4. Décision de la Commission du 31 janvier 2003 à l'intention de la République fédérale d'Allemagne[15]

22. Le 12 février 2003, la Commission des CE a adopté la décision de la Commission du 31 janvier 2003 ("Décision") concernant la validité de certains RTC délivrés par l'Allemagne. La Décision indiquait que le Règlement n° 1223/2002 avait été adopté pour clarifier et confirmer que les produits décrits ci-après devaient être classés en tant que viandes de volailles congelées de la position 0207, sous-position 0207 14 10 de la NC: "Morceaux de poulet, désossés, congelés et imprégnés de sel dans toutes leurs parties. Ils présentent une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids. Le produit est congelé à cœur et doit être conservé à une température inférieure à moins 18° C pour garantir une conservation d'un an au moins."

23. Conformément à la Décision, suite à la publication du Règlement n° 1223/2002, tous les RTC délivrés précédemment par les États membres, classant les produits visés en tant que viandes salées sous la position 0210, ont cessé d'être valables. Sur la base de ce règlement, un certain nombre d'États membres ont ensuite délivré des RTC classant les morceaux de poulet congelés contenant de 2 à 2,7 pour cent de sel sous la position 0207. Néanmoins, il y a eu un certain nombre de cas dans lesquels l'Allemagne a délivré des RTC qui classaient les morceaux de poulet désossés, congelés et contenant entre 1,9 et 3 pour cent en poids de sel sous la position 0210.

[14] Le 13 août 2002, les CE ont publié un rectificatif au considérant 5 du Règlement n° 1223/2002. Ce considérant indiquait que les mesures prévues audit règlement étaient conformes à l'avis du Comité du code des douanes. Conformément au rectificatif, le considérant 5 indique à présent ce qui suit: "[l]e Comité du code des douanes n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président". Journal officiel des Communautés européennes n° L 217 du 13 août 2002, page 8. Pièce n° 10 de la Thaïlande.

[15] Décision de la Commission du 31 janvier 2003 concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants délivrés par la République fédérale d'Allemagne. Journal officiel des Communautés européennes n° L 36 du 12 février 2003. Pièce n° 11 de la Thaïlande.

5. Règlement n° 1871/2003 du 23 octobre 2003

24. Le 25 octobre 2003, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission du 23 octobre 2003 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil.[16] D'après le considérant 3 du Règlement n° 1871/2003, le classement dans le chapitre 2 de la nomenclature combinée dépend essentiellement de l'opération effectuée pour assurer la conservation à long terme d'un produit donné. Le considérant 4 indique que, selon les notes explicatives du Système harmonisé relatives au chapitre 2, "les viandes fraîches restent classées comme viandes fraîches si elles ont été conditionnées avec du sel servant d'agent conservateur temporaire pendant le transport, et que ce raisonnement s'applique également à la viande congelée". Il ajoute que, pour l'application du code NC 0210 (qui comprend la concession accordée par les CE pour la position 0210.90.20), le salage doit pouvoir garantir la conservation à long terme à des fins autres que le transport.

25. Aux considérants 5 et 6, il est réaffirmé que le salage, au sens du code NC 0210, constitue une opération visant à garantir une conservation à long terme et il est indiqué que la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC doit être modifiée en conséquence. Par conséquent, l'article premier du Règlement n° 1871/2003 dispose que la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la nomenclature combinée est remplacée par le texte suivant:

> Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du code NC 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids, pour autant que le salage soit l'opération qui garantit une conservation à long terme.

6. Règlement n° 2344/2003 du 30 décembre 2003

26. Compte tenu de ces modifications, les CE ont adopté l'article premier du Règlement n° 2344/2003 qui modifie l'annexe I du Règlement n° 2658/87 tel qu'il a été modifié par le Règlement n° 1789/2003. Le Règlement n° 2344/2003 est entré en vigueur le 1er janvier 2004; il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

C. EXPORTATIONS DE VOLAILLE EN PROVENANCE DE LA THAÏLANDE VERS LES CE

27. La Thaïlande a commencé à exporter de la viande de poulet salée vers les CE en 1996 pour répondre à des besoins spécifiques des importateurs. La viande de poulet salée n'est pas vendue au consommateur moyen mais plutôt à l'industrie alimentaire. Elle est utilisée dans la fabrication de produits transformés à base de poulet comme les nuggets de poulet. Pour cette utilisation finale, elle permet aux fabricants de réduire le temps et les coûts de préparation. Le sel sert à réduire la perte d'humidité pendant la cuisson et donne une viande qui se prête mieux à la transformation.

III. ARGUMENTS JURIDIQUES

A. LE CLASSEMENT PAR LES CE DE LA VIANDE DE POULET SALÉE CONGELÉE EST INCOMPATIBLE AVEC L'INTERPRÉTATION CORRECTE DES POSITIONS PERTINENTES DE LA LISTE LXXX

28. La Liste LXXX des CE est une annexe du GATT et doit être interprétée conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités. Ainsi que l'a confirmé l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*:

---

[16] Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission du 23 octobre 2003 modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 275 du 25 octobre 2003, page 5 ("Règlement n°1871/2003"). Pièce n° 13 de la Thaïlande. Toutes les références aux considérants renvoient à ce document.

> Une liste devient partie intégrante du GATT de 1994 en vertu de l'article II:7 du GATT de 1994. En conséquence, les concessions reprises dans cette liste font partie des termes du traité. De ce fait, les seules règles qui peuvent être appliquées pour interpréter une concession sont les règles générales d'interprétation des traités énoncées dans la Convention de Vienne.[17]

29. Appliquant les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne, la Thaïlande fait valoir que la portée des concessions des CE relatives à la position 0210 inclut le produit thaïlandais à base de poulet en cause en l'espèce.

30. Le sens ordinaire des termes de la Liste LXXX donne une description claire des produits qui relèvent des positions 0210 et 0207 respectivement. La position 0210 couvre les "viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats". Le sens ordinaire du terme "viande" inclut la volaille. Le sens ordinaire du terme "salted" (salé) est "impregnated with, containing or tasting of salt"[18] (imprégné de sel, contenant du sel ou ayant un goût de sel). Le terme "salé" est suivi des expressions "in brine, dried, or smoked" (en saumure, séchés ou fumés). Les définitions de ces expressions sont les suivantes:

- "in brine" (en saumure): "water, saturated or strongly impregnated with salt or to soak in or to saturate in brine"[19] (eau saturée de sel ou fortement salée; plonger dans la saumure ou imbiber de saumure);

- "dried" (séché): "to make or to become dry by wiping, evaporation, draining, etc., or to preserve (food, etc.) by removing the moisture"[20] (rendre sec ou devenir sec, par essuyage, évaporation, égouttage, etc.; conserver (des aliments, etc.) en en éliminant l'humidité);

- "smoked" (fumé): "to cure or darken by the action of smoke"[21] (traiter ou donner une coloration plus foncée par l'action de la fumée).

31. Ces expressions et le terme "salé" présentent un élément commun, qui est l'existence d'un procédé additionnel par rapport à l'état naturel de la viande. Ce procédé pourrait être le salage, le saumurage, le séchage ou le fumage de la viande. En d'autres termes, l'élément commun est que l'on applique au produit un procédé qui en modifie l'état naturel en le préparant.

32. En revanche, la position 0207 couvre les "viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 0105". La position 0105 couvre les "coqs, poules, canards, oies, dindons, dindes et pintades, vivants, des espèces domestiques". Les poulets domestiques sont des coqs et poules des espèces domestiques (*Gallus domesticus*).

a) Sens ordinaire

33. Le sens ordinaire du terme "fresh" (frais) fait référence à un aliment "…not preserved by salting, tinning, freezing, etc."[22] (non conservé par salage, appertisation, congélation, etc.), "recently made, produced or harvested; not stale or spoiled" (fait, produit ou récolté récemment; qui n'est pas

---

[17] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("*CE – Matériels informatiques*") WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 84.

[18] *The Concise Oxford Dictionary*, 9ème édition, Oxford University Press 1995, page 1218.

[19] *Ibid*., page 163.

[20] *Ibid*., page 147.

[21] *Ibid*., page 1313.

[22] *Ibid*., page 541.

altéré ou abîmé) et "not preserved, as by canning or freezing"[23] (qui n'est pas conservé, par exemple par appertisation ou congélation). Le sens ordinaire du terme "chilled" (réfrigéré) est "preserve by cooling" (conserver par refroidissement).[24] Le sens ordinaire du terme "frozen" (congelé) est "…preserve (food) by refrigeration below freezing point"[25] (conserver (un aliment) par une réfrigération inférieure au point de congélation) ou "to preserve (food for example) by subjecting to freezing temperatures"[26] (conserver, par exemple un aliment, en le soumettant à une température de congélation).

34. Compte tenu du sens ordinaire de ces trois expressions, la position 0207 couvre la viande de volaille qui est soit fraîche, soit réfrigérée, soit congelée, c'est-à-dire les différents états dans lesquels la viande de volaille peut être maintenue pour conserver son état naturel initial ou le retrouver aisément. Ainsi qu'il a été indiqué, "[l]a congélation est l'une des méthodes de conservation des aliments les plus faciles et les plus rapides à appliquer. La plupart des denrées alimentaires conservent leur couleur, leur saveur, leur texture naturelles mieux qu'avec d'autres méthodes de conservation" (comme l'appertisation).[27] Rien n'indique, d'après le sens ordinaire des termes figurant dans l'intitulé des positions, que l'état de fraîcheur ou l'état de conservation par refroidissement est un critère plus important pour déterminer le classement que l'état de préparation. De plus, même à supposer que la conservation soit le critère pertinent, il n'est certainement pas fait mention de la conservation ou de la préservation *à long terme* comme constituant le facteur décisif pour déterminer le classement final du produit.

35. Le terme "congelé" fait référence à la conservation du produit par refroidissement ou réfrigération. Le verbe "preserve" (conserver) signifie "to maintain (a thing) in its existing condition"[28] (maintenir (une chose) dans l'état existant) ou "to prevent (organic bodies) from decaying or spoiling"[29] (empêcher (des corps organiques) de se décomposer ou de se détériorer). À la lumière de ces définitions, un produit "congelé" peut être maintenu ou ramené dans son état initial sans modification aucune de ses caractéristiques physiques ou chimiques. Si un produit est congelé, on peut facilement le décongeler afin qu'il revienne à son état initial.

36. Contrairement à la congélation, le salage d'un produit suppose un procédé qui en altère l'état initial. Les viandes visées à la position 0210 sont les "viandes … salées ou en saumure, séchées ou fumées". La viande de poulet qui a été soumise à l'un des procédés de préparation suivants: imprégnation de sel, immersion dans l'eau salée, élimination de l'humidité ou assombrissement de la couleur par la fumée, relève de la position 0210.

37. En outre, on peut établir une distinction claire entre les procédés énumérés dans la position 0207 et ceux de la position 0210. Le *New Shorter Oxford English Dictionary* définit un "process" (procédé) comme étant: "[a] thing that goes on or is carried on; a continuous series of actions, events, or changes; a course of action, a procedure; *esp.* a continuous and regular action or succession of actions occurring or performed in a definite manner; a systematic series of actions or operations directed to some end, as in manufacturing, printing, photography, etc." (quelque chose qui se continue ou se déroule; une suite continue d'actions, d'événements ou de changements; une manière de procéder; spéc. une action ou succession d'actions continue et régulière qui se produit ou s'effectue d'une manière déterminée; une suite systématique d'actions ou d'opérations visant une

[23] *The American Heritage College Dictionary*, 3ème édition, Houghton Mifflin Company, 1993, page 545.
[24] *The Concise Oxford Dictionary*, 9ème édition, Oxford University Press, 1995, page 228.
[25] *Ibid*., page 539.
[26] *American Heritage College Dictionary*, 3ème édition, Houghton Mifflin Company, 1993, page 544.
[27] B.J. Willenberg, Département des sciences alimentaires et de la nutrition, Université du Missouri-Columbia, http://muextension.missouri.edu/xplor/hesguide/foodnut/gh1501.htm, dernier accès 3 août 2004. Pièce n° 14 de la Thaïlande.
[28] *The Concise Oxford Dictionary*, 9ème édition, Oxford University Press 1995, page 1081.
[29] *American Heritage College Dictionary*, 3ème édition, Houghton Mifflin Company, 1993, page 1082.

certaine fin, comme dans la fabrication, l'impression, la photographie, etc.). La position 0207 couvre les produits "frais, réfrigérés ou congelés". Si un produit est frais, on ne peut pas dire qu'il a subi un procédé. La réfrigération et la congélation peuvent être considérées comme des procédés. Sur les trois états (frais, réfrigéré ou congelé) énumérés dans la note relative à la position 0207, le refroidissement et la congélation supposent un procédé visant à garantir la conservation. En tout état de cause, tous les procédés énumérés dans cette position ont trait à la température du produit. La note relative à la position 0207 indique ce qui suit:

> Cette position s'applique exclusivement aux viandes et abats comestibles frais, réfrigérés ou congelés, des volailles domestiques qui, vivantes, sont classées au n° 01.05.

38. En revanche, les procédés visés à la position 0210 ont trait à la préparation du produit plutôt qu'à sa température. La note relative à la position 0210 indique ce qui suit:

> Cette position s'applique seulement aux viandes et abats de toutes sortes *préparés selon les spécifications du libellé*, à l'exclusion cependant du lard sans parties maigres ainsi que de la graisse de porc et de la graisse de volailles non fondues ni autrement extraites (n° 02.09). Le lard entrelardé (c'est-à-dire le lard entremêlé de couches de viande) et le lard avec une couche de viande adhérente relèvent de cette position, *pour autant qu'ils soient préparés selon les spécifications du libellé*. (pas d'italique dans l'original)

39. Le salage s'effectue en plaçant la viande de poulet dans un conteneur en forme de tambour dans lequel on ajoute le sel. Le conteneur avec la viande est légèrement agité ("baratté") jusqu'à dissolution du sel. La viande est ensuite maintenue dans la solution pendant une durée spécifiée. Ce procédé a pour effet de saler la viande à cœur. Une fois salée de cette manière, la viande ne peut pas être complètement lavée ou entièrement dessalée d'une autre manière. Le sel a deux effets principaux sur la viande de volaille: "[i]l dissout les protéines dans le muscle, et le sel et les protéines réduisent la perte d'humidité à la cuisson. Cela rend la viande plus juteuse, plus tendre et en relève la saveur. Les faibles teneurs en sel font ressortir les autres saveurs naturelles de la volaille".[30] Les teneurs élevées en sel sont connues pour accroître la capacité de rétention d'eau d'un produit carné.[31] Ainsi, un morceau de poulet désossé et congelé aura, après décongélation et cuisson, le même goût qu'un morceau de poulet désossé et frais après cuisson. En revanche, un morceau de poulet qui est salé, saumuré, séché ou fumé aurait, après cuisson, un goût très différent s'il a été soumis à un tel procédé.

40. Depuis l'arrivée de la réfrigération, il existe des façons plus modernes de conserver des aliments que de les saler. Aujourd'hui, le sel est donc surtout utilisé pour donner de la saveur aux aliments ou pour les préparer. En fait, les CE ont reconnu que "l'usage exclusif du salage pour conserver les produits carnés [était] relativement rare à présent"[32] et que "[l]es produits conservés par salage (ou une combinaison de salage, de séchage et de fumage) rest[aient] populaires de nos jours, *principalement en raison de leur goût et autres caractéristiques*, indépendamment du fait qu'*ils sont conservés par des méthodes qui ont été surpassées* (au moins sur le plan technologique) par la congélation".[33] (pas d'italique dans l'original) La Thaïlande souscrit à ces affirmations des CE.

41. La Thaïlande souligne que le présent différend concerne le traitement tarifaire prévu à l'article II du GATT et qu'il exige, par conséquent, un examen de la concession accordée par les CE

---

[30] Dr Alan Sam, Food Safety Feature, Département de l'agriculture des États-Unis, décembre 1999, http://www.fsis.usda.gov/OA/pubs/bastebrine.htm, dernier accès 3 août 2004. Pièce n° 15 de la Thaïlande.

[31] Effects of Preblending, Reduced Fat and Salt Levels on Frankfurter characteristics, *Journal of Food Science*, volume 52, n° 5, pages 1149 à 1151, à la page 1151. Pièce n° 16 de la Thaïlande.

[32] Première communication écrite des CE, paragraphe 39.

[33] *Ibid*., paragraphe 41.

pour la position 0210 et une évaluation du point de savoir si le produit en cause possède les caractéristiques physiques du produit décrit dans la Liste de concessions des CE. Alors que les procédés de production conférant ces caractéristiques et les utilisations finales du produit peuvent être pertinents pour une détermination de la similarité des produits au sens de l'article III du GATT, ils ne le sont pas pour la question soulevée dans le présent différend.

42. Une fois qu'un produit est salé, l'immersion dans l'eau ne permet pas de le dessaler complètement. Le salage modifie le caractère essentiel du produit à base de poulet. Il limite également ses utilisations finales. La viande de poulet salée exportée par la Thaïlande à destination des CE est vendue, dans les CE, à l'industrie alimentaire où elle est utilisée pour la fabrication de produits à base de poulet à valeur ajoutée. Les importateurs du marché communautaire considèrent la viande de poulet salée et la viande de poulet non salée comme des produits totalement différents.

43. Les CE ont indiqué que "[l]'addition de sel ne modifi[ait] pas le caractère du produit en tant que viande congelée de la position 0207". Si ce principe devait être adopté par d'autres pays, cela voudrait dire qu'un produit comme une pièce de bacon danois, qui est fumée et traitée mais néanmoins congelée à des fins d'exportation, devrait être classée en tant que produit congelé et non fumé. La Thaïlande a aussi présenté des éléments de preuve montrant que d'autres produits carnés salés comme le jambon de Parme, le prosciutto et le jamón serrano doivent être conservés à une température inférieure à la température ambiante, à savoir au niveau de la réfrigération. En d'autres termes, ces produits peuvent être salés et séchés mais ils sont aussi réfrigérés.

44. Par ailleurs, le sens ordinaire du terme "salé" n'indique pas que le produit doive être salé à des fins de conservation. Bien que cette fin ne ressorte pas du sens ordinaire du terme "salé" et que, dans leur propre définition de ce terme aux fins de la position 0210 (énoncée dans le Règlement n° 535/94), les CE n'aient pas mentionné la conservation ni la conservation à long terme, elles ont néanmoins introduit dans le Règlement n° 1871/2003 la prescription selon laquelle le salage visé à la position 0210 "… sert à garantir la conservation à long terme". L'introduction de cette prescription est dénuée de fondement et ne trouve aucune justification textuelle dans le libellé de la position 0210.

45. Il faut présumer que les CE avaient connaissance du pourcentage de sel requis pour la conservation à long terme d'un produit. Dans leur première définition des expressions "salé ou en saumure" au sens de la position 0210, énoncée dans le Règlement n° 535/94, les CE ont établi qu'il fallait une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent et un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes les parties. À ce taux peu élevé, le produit ne peut pas être conservé seulement par salage, comme il est reconnu dans le préambule du Règlement n° 535/94 où il est indiqué ce qui suit: "il y a lieu d'arrêter des dispositions concernant le classement des *viandes* et abats comestibles *salés* du code NC 0210 *afin de pouvoir distinguer ces produits des viandes et abats frais, réfrigérés et congelés; ... il apparaît qu'une teneur globale en sel de 1,2 pour cent ou plus en poids est un critère approprié de distinction entre ces deux groupes de produits*". S'il fallait fixer une teneur en sel minimale pour qu'un produit soit classé en tant que produit salé plutôt que congelé, il est clair que les CE supposaient qu'un tel produit entrerait sur leur territoire à l'état salé et frais, à l'état salé et réfrigéré, ou encore à l'état salé et congelé. Sinon, il n'aurait pas été nécessaire de distinguer ces produits les uns des autres.

46. L'Organe d'appel a indiqué que l'un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" énoncée à l'article 31 était que "l'interprétation [d'un traité] [devait] donner sens et effet à tous les termes d'un traité". Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité.[34] L'interprétation des CE qui consiste à prescrire que le "salage" soit effectué à des fins de conservation à long terme rend

[34] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, page 23.

inutiles le sens ordinaire du terme "salé" dans l'intitulé de la position 0210 et les concessions tarifaires des CE relatives à cette position (lorsqu'un produit est à la fois congelé et salé).

47. En outre, les CE n'ont pas démontré que les Membres de l'OMC étaient convenus que seules les viandes salées à des fins de conservation à long terme relèveraient de la définition du terme "salé". L'Organe d'appel a indiqué que "[l]e devoir de celui qui interprète un traité [était] d'examiner les termes du traité pour déterminer les intentions des parties … Les principes d'interprétation ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[35] Rien ne permet d'inclure le concept de conservation dans la définition du terme "salé".

48. De plus, les CE elles-mêmes reconnaissent que le sens ordinaire du terme "salé" dans l'intitulé de la position 0210 peut faire référence à la viande qui a été "conservée par le sel" *ou* à la viande dont "la saveur a été modifiée par l'addition de sel".[36] Le salage peut être effectué à d'autres fins que celles qui sont citées par les CE. En tout état de cause, le seul dénominateur commun entre ces acceptions est qu'il faut inclure du sel dans le produit. Comme l'ont reconnu les CE, le sens ordinaire du terme "salé" ne permet pas de savoir quel sens doit être choisi[37] et pour faire un choix entre les deux sens possibles qu'elles mentionnent au sujet du mot "salé" dans l'intitulé de la position 0210, il faut analyser le "contexte".

b) Contexte

49. Le contexte des positions figurant dans la Liste de concessions des CE corrobore également les arguments de la Thaïlande. La position 0210.90 de la Liste couvre toutes les viandes salées autres que les "viandes de l'espèce porcine" et les "viandes de l'espèce bovine". La sous-position 0210.90.20, quant à elle, couvre les viandes salées autres que les "viandes de l'espèce porcine", les "viandes de l'espèce bovine", les "viandes de cheval, salées ou en saumure" et les viandes "des espèces ovine et caprine", puisqu'il existe des sous-positions spécifiques pour ces viandes. La "viande salée" de poulet n'est pas exclue des termes de l'intitulé de la position 0210.90.20 dans le cadre de cette analyse contextuelle. Par application du principe *expressio unius est exclusio alterius*, cette position doit être interprétée comme incluant d'autres types de viandes non expressément exclues (par exemple, la viande de poulet). Par conséquent, ce contexte confirme que le sens ordinaire de l'expression "viandes salées" couvre la viande de poulet.

50. Ensuite, la structure des positions à quatre chiffres indique que les huit premières positions font référence à différents types de viandes et d'abats qui sont frais, réfrigérés ou congelés. Il y a une position, à savoir la position 0209, la graisse de porc, qui couvre non seulement le produit frais, réfrigéré ou congelé, mais aussi le produit salé ou en saumure, séché ou fumé. La dernière position couvre les viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés. Les produits sont donc classés soit en tant que produits frais, réfrigérés ou congelés (huit premières positions), soit en tant que produits salés ou en saumure, etc. (position 0210); à la position 0209 seulement, les différents états sont énumérés spécifiquement. En revanche, à la position 0210, tous les états ne sont pas énumérés, mais seulement les états salé ou en saumure, séché ou fumé. Cela indique qu'au sens de la position 0210, le type de préparation est le facteur déterminant pour le classement de ce produit.

51. Les CE allèguent que le terme "salé", interprété dans son contexte, doit signifier exclusivement que la viande est salée à des fins de conservation à long terme.[38] Le contexte examiné

[35] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture (États-Unis)*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, paragraphe 45.

[36] Première communication écrite des CE, paragraphe 121.

[37] *Ibid*., paragraphe 122.

[38] *Ibid*., paragraphe 13.

par les CE est constitué par les expressions voisines figurant dans la position 0210: "en saumure", "séchés" et "fumés". De ces trois expressions, elles essaient d'inférer que le dénominateur commun est la conservation. Or ces expressions s'appliquent aussi à la *préparation* du produit. Un examen du contexte constitué par les autres positions tarifaires, comme les positions 0812 et 0814 de la Liste LXXX des CE, montre que lorsque la conservation est le critère pertinent, cela est indiqué expressément. Par conséquent, lorsque les CE estiment qu'un produit doit être classé sur la base de ses caractéristiques de conservation, elles énoncent spécifiquement cette caractéristique objective que constitue la conservation dans l'intitulé de la position tarifaire lui-même. La position 0210, quant à elle, ne fait pas du tout mention d'une prescription de conservation.

c) Objet et but

52. L'Organe d'appel a indiqué que l'objet et le but de l'article II du GATT étaient de *préserver la valeur des concessions tarifaires négociées par un Membre avec ses partenaires commerciaux* et consolidées dans la liste de ce Membre. Il est donc essentiel que la désignation des produits relevant d'une sous-position particulière soit maintenue telle qu'elle a été établie au moment de la négociation de la concession. Par conséquent, ce sont non seulement les positions numériques et les niveaux tarifaires, mais aussi la désignation des produits définissant toute la portée et tout le contenu de cette consolidation tarifaire qui doivent être respectés pour que soit préservée la valeur d'une concession. Un Membre n'est pas autorisé, comme l'ont fait les CE ici, à porter atteinte aux concessions reprises dans sa Liste en modifiant la désignation des produits qui relèvent d'une position particulière.

d) Le Système harmonisé et les notes explicatives

53. Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a indiqué clairement que pour interpréter correctement la Liste LXXX, il fallait examiner le Système harmonisé et ses notes explicatives. La législation communautaire qui régit le classement douanier, tel qu'il figure dans la nomenclature combinée des CE[39], est fondée sur le Système harmonisé. En l'espèce, le Groupe spécial devrait donc examiner le Système harmonisé et ses notes explicatives pour procéder à un examen correct des termes de la Liste LXXX.

54. L'article premier de la Convention sur le Système harmonisé définit le Système harmonisé comme comprenant, entre autres choses, les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. L'article 3.1 a) fait obligation aux Parties contractantes de veiller à ce que leurs "nomenclatures tarifaires et statistiques soient conformes au Système harmonisé". Par conséquent, si le Groupe spécial devait examiner le Système harmonisé, il lui faudrait s'appuyer sur les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé parce qu'elles en font partie intégrante.

55. De surcroît, en tant que Parties contractantes à la Convention sur le Système harmonisé, les CE et la Thaïlande ont accepté, entre autres choses, les obligations ci-après, énoncées à l'article 3 de ladite Convention:

> i) … utiliser toutes les positions et sous-positions du Système harmonisé, sans adjonction ni modification, ainsi que les codes numériques y afférents;
>
> ii) … appliquer les règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé ainsi que toutes les notes de sections, de chapitres et de sous-positions et … *ne pas modifier la portée* des sections, des chapitres, *des positions ou des sous-positions du Système harmonisé* … (pas d'italique dans l'original)

[39] *Voir* le Règlement n° 2658/87.

56. Les CE sont également convenues d'appliquer les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé[40], y compris, en particulier, la Règle générale d'interprétation l, qui dispose ce qui suit:

> Le libellé des titres de sections, de chapitres ou de sous-chapitres est considéré comme n'ayant qu'une valeur indicative, le classement étant déterminé légalement d'après les termes des positions et des notes de sections ou de chapitres et, lorsqu'elles ne sont pas contraires aux termes desdites positions et notes, d'après les règles suivantes: …

i) Termes des positions 0207 et 0210 du SH

57. Le classement des produits relevant des positions 0207 et 0210 du SH doit être examiné d'après les termes des positions.[41] Les termes des positions 0207 et 0210 de la Liste LXXX et du Système harmonisé sont identiques. À la position 0210 du SH, le terme "salé" n'est précisé d'aucune façon. En particulier, il n'y a pas de spécification quantitative dans la position quant à la teneur minimale en sel requise pour que le produit puisse être classé en tant que produit salé.

ii) Notes de chapitre relatives au chapitre 2

58. La note de section relative à la section 1 "Animaux vivants et produits du règne animal" (section dont relève le chapitre 2) n'est pas utile en l'espèce pour classer correctement le produit en cause.

59. Le premier élément de la note générale relative au chapitre 2 dispose que le chapitre couvre les viandes et abats présentés dans les états suivants: i) frais; ii) réfrigéré; iii) congelé; et iv) salé ou en saumure, séché ou fumé. L'état "frais" peut comprendre les viandes et abats qui sont saupoudrés de sel en vue d'assurer une conservation temporaire. Le fait que, dans ce cas, le sel est "saupoudré" signifie qu'il n'a pas imprégné le produit et peut facilement être éliminé. Les caractéristiques essentielles d'une viande saupoudrée de sel de manière temporaire ne sont pas modifiées. Ce saupoudrage temporaire de sel est complètement différent du procédé consistant à ajouter du sel de façon à l'imprégner en profondeur de manière homogène dans toutes les parties.[42] Dans le Règlement n° 1871/2003, les CE extrapolent, à partir du raisonnement suivi dans le premier élément de la note du chapitre, pour considérer que si l'addition de sel dans la viande fraîche signifie que la viande doit être classée en tant que produit frais, alors l'addition de sel dans une viande qui est congelée signifie que la viande doit être classée en tant que produit congelé. Or cela est incompatible avec leur propre définition du terme "salé" énoncée dans le Règlement n° 535/94, selon laquelle est salé un produit qui a "fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes [ses] parties et qui présente [ ] une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids". C'est

[40] Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. Pièce n° 20 de la Thaïlande.

[41] En conséquence, puisque les titres de la section (Animaux vivants et produits du règne animal) et du chapitre (Viandes et abats comestibles) ne sont donnés qu'à titre indicatif et n'ont pas de statut juridique, ils ne sont pas pris en compte ici aux fins du classement.

[42] En fait, le Commissaire Fischler a reconnu les différences existant entre l'usage du sel à des fins temporaires qui pourrait être facilement éliminé et l'usage du sel pour une durée plus longue. Comme cela a été indiqué ci-dessus, dans sa réponse au parlementaire concernant les importations de viande de poulet salée en provenance de Thaïlande, il a, entre autres choses, indiqué ce qui suit: "… L'Honorable Parlementaire estime que les viandes concernées sont légèrement salées et que le sel peut être retiré. Si tel était le cas, les viandes ne seraient pas conformes à la définition suivante de la nomenclature combinée: "Sont considérés comme "salés ou en saumure", au sens du n° 00210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids". Cependant, la Commission n'a pas connaissance du fait que des importations de viandes de volaille salées ne seraient pas conformes à cette définition …" *Voir* la pièce n° 4 de la Thaïlande.

également incompatible avec le principe énoncé dans l'élément 1 de la note de chapitre selon lequel la viande fraîche qui a été saupoudrée de sel en vue d'assurer une conservation temporaire doit être classée en tant que viande fraîche. Les exportations thaïlandaises de viande de poulet ne sont pas "saupoudrées" de sel en vue d'assurer une conservation temporaire. Cette viande a fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes ses parties et présente une teneur minimale de 1,2 pour cent, en vue de sa préparation. Par conséquent, dès lors que le sel ajouté est plus qu'un agent conservateur temporaire, la viande doit être classée en tant que produit autre que "frais" ou "congelé". Elle doit être classée en tant que produit "salé".

iii) Notes de position relatives aux positions 0207 et 0210

60. Une partie de la note relative à la position 0207 (dont les CE allèguent que le produit en cause relève) indique ce qui suit:

> Cette position s'applique *exclusivement* aux viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles domestiques qui, vivantes, sont classées au n° 01.05 (…). (pas d'italique dans l'original)

61. Le chapitre 2 couvre le classement des viandes présentées dans différents états ou auxquelles ont été appliqués différents procédés: viandes fraîches, réfrigérées, congelées, salées, en saumure, séchées ou fumées. Toutefois, la note relative à la position 0207 indique clairement que cette position s'applique *exclusivement* aux viandes présentées dans *trois* de ces états – à savoir frais, réfrigéré ou congelé. En d'autres termes, la position 0207 exclut clairement les viandes qui sont salées, en saumure, séchées ou fumées.

62. Par application du principe d'interprétation des traités *expressio unius est exclusio alterius*, la note relative à la position 0207 inclut expressément, parmi *tous* les différents états possibles des viandes couverts au chapitre 2, les viandes qui sont présentées dans l'état frais, réfrigéré ou congelé. La position 0207 exclut donc expressément les viandes qui sont salées, en saumure, séchées ou fumées. La Thaïlande fait valoir qu'en ajoutant les viandes salées pour qu'elles soient classées sous la position 0207, les CE *modifient* spécifiquement *la portée de la position 0207 du SH*. Modifiant la portée de la position du SH, elles modifient en conséquence la portée de la position 0207 dans la Liste LXXX.

63. La position 0207 exclut spécifiquement les viandes qui sont salées, en saumure, séchées ou fumées parce qu'un procédé de préparation leur a été appliqué. Cette interprétation est étayée par la note relative à la position 0210, qui indique que "[c]ette position s'applique seulement aux *viandes* et abats *de toutes sortes préparés selon les spécifications du libellé*". (pas d'italique dans l'original) Par conséquent, toutes viandes préparées selon les spécifications du libellé doivent être classées sous la position 0210.

64. On ne trouve, dans les notes de chapitre ou de position du SH, aucune justification textuelle à l'appui de la position des CE selon laquelle la méthode de préservation ou de conservation, à elle seule, devrait déterminer le classement correct d'un produit. Les notes de chapitre ou de position du SH confirment que, selon son sens ordinaire, le terme "salé" désigne un produit qui contient du sel, et non un produit qui est conservé selon la méthode du salage. Par application de la Règle générale d'interprétation 1, qui prévoit que le classement sera déterminé d'après les termes des positions et des notes pertinentes, la viande de poulet salée qui est congelée doit être classée sous une seule position 0210, précisément la sous-position 0210.90, de la nomenclature du Système harmonisé.

65. La Thaïlande souligne également que le SH ne décrit pas "la conservation et la préparation" comme étant des "procédés". En fait, celles-ci constituent les *buts* en vue desquels un *procédé* particulier est mis en œuvre. Par exemple, un produit peut être fumé par un procédé particulier dans le but d'être préparé. Ainsi, dans la *note explicative* relative au chapitre 2, il est question de produits

"préparés ou conservés par tout procédé". Dans la *note de chapitre* relative au chapitre 16, il est question de produits "préparés ou conservés par les procédés énumérés aux chapitres 2, 3 ou au n° 05.04". Cela signifie que les *buts* que sont la conservation et la préparation peuvent être atteints au moyen des *procédés* qui sont énumérés au chapitre 2, au chapitre 3 et à la position 05.04.

66. Dans la mesure où le but du procédé est pertinent pour la portée de la concession accordée par les CE en ce qui concerne la position 0210 dans la Liste LXXX, le but des procédés visés à la position 0207 (réfrigération ou congélation) serait celui de la conservation. Le but des procédés qui sont appliqués aux produits relevant de la position 0210 serait celui de la préparation. Cela est confirmé par la note complémentaire 6 des CE elles-mêmes, selon laquelle: "[l]es produits du n° 0210 auxquels sont ajoutés des produits d'assaisonnement *pendant leur fabrication* restent classés dans cette position, pour autant que cela ne change pas leur caractère de produits relevant du n° 0210". (pas d'italique dans l'original) Cette note complémentaire 6, qui fait clairement référence aux produits de la position 0210 comme ayant été soumis à un procédé dans le but d'être préparés, a été incluse dans la nomenclature combinée des CE depuis au moins 1992 jusqu'à 2003. Cette définition figure toujours dans la version 2003 de la nomenclature combinée.

iv) Règle générale d'interprétation 3

67. La Règle générale d'interprétation 3 a) dispose que la position la plus spécifique doit avoir la priorité sur les positions d'une portée plus générale. En l'espèce, le salage, à la différence de la congélation, modifie les caractéristiques d'un produit. La viande de poulet salée a une saveur et une texture qui ne peuvent être éliminées et qui la rendent propre à la fabrication des produits transformés à base de poulet. En revanche, la viande de poulet congelée et la viande de poulet non congelée sont le même produit et, après avoir été congelé, un produit peut facilement être décongelé pour retrouver son état initial. Les CE l'ont reconnu dans le contexte d'une enquête anti-dumping sur les importations de saumons en provenance de Norvège, du Chili et des îles Féroé, où il avait été indiqué que "la congélation des saumons ne suffisait pas à en modifier les caractéristiques essentielles" et que "[p]lutôt que d'ajouter une valeur au produit appréciée par certains utilisateurs, il [était] estimé que l'une des raisons de cette congélation [était] de faciliter le transport des saumons vers la Communauté".[43]

68. De surcroît, la Règle générale d'interprétation 3 b) n'est pas applicable à un produit carné comestible puisqu'elle concerne "les produits mélangés, les ouvrages composés de matières différentes ou constitués par l'assemblage d'articles différents". La Règle 3 c) dispose que dans le cas où les Règles 3 a) et 3 b) ne permettent pas d'effectuer le classement, la marchandise est classée dans la position placée la dernière par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération.

69. Cependant, le procès-verbal du Comité du code des douanes des CE indique que le "… produit correspond à la fois au libellé de la position 0207 (congelé) et au libellé de la position 0210 (salé)". Dans sa première communication écrite, la Thaïlande a indiqué qu'elle n'estimait pas que la Règle 3 c) soit applicable en l'espèce parce que le produit en cause pouvait être classé uniquement sous la position 0210 en tant que viande salée, et non sous la position 0207 en tant que viande de poulet congelée. Néanmoins, si le Groupe spécial devait juger que le produit peut être classé *prima facie* sous la position 0207 comme sous la position 0210, il serait alors justifié d'appliquer la Règle 3 c). En ce cas, entre les deux positions susceptibles d'être valablement prises en considération selon le Comité du code des douanes des CE, la position 0210 est placée la dernière par

[43] Règlement (CE) n° 930/2003 du Conseil du 26 mai 2003 clôturant les procédures antidumping et antisubventions concernant les importations de saumons atlantiques d'élevage originaires de Norvège et la procédure antidumping concernant les importations de saumons atlantiques d'élevage originaires du Chili et des îles Féroé, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 133 du 29 mai 2003, page 01, paragraphe 19. ("Règlement n° 930/2003"). Pièce n° 21 de la Thaïlande.

ordre numérique. Le Groupe spécial pourrait donc constater sur cette seule base que la viande de poulet salée congelée peut être classée sous la position 0210.

e) Décisions judiciaires des CE

70. Les CE se fondent sur l'affaire *Gausepohl*, dans laquelle la Cour de justice a estimé que, pour que la viande de l'espèce bovine soit classée sous la position 0210, le produit devait i) avoir fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes ses parties; ii) à des fins de conservation à long terme; iii) présenter une teneur globale en sel d'un minimum de 1,2 pour cent en poids. Or, quand elles ont codifié les conclusions de l'arrêt *Gausepohl* dans la note complémentaire 8 (renumérotée ultérieurement note complémentaire 7), au moyen du Règlement n° 535/94, qui a été publié avant la *conclusion* du Cycle d'Uruguay, les CE ont conservé les premier et troisième critères, mais ont spécifiquement omis le deuxième, selon lequel le procédé devait répondre à des fins de conservation à long terme. Ce n'était pas une simple omission involontaire; elles ont décidé délibérément d'exclure la notion de conservation à long terme. Par conséquent, au moment où l'accord a été *conclu*, elles reconnaissaient elles-mêmes que les "fins de conservation à long terme" n'étaient pas un facteur pertinent pour déterminer si un produit devrait être considéré comme étant salé et, partant, classé sous la position 0210. Cela confirme qu'elles estimaient à ce moment-là que les produits devaient être classés sur la base des caractéristiques physiques objectives. C'est probablement la raison pour laquelle la Commission, "au cours de la procédure orale [ ] a partiellement modifié sa position, en indiquant une teneur minimale en sel que la viande devrait avoir pour pouvoir être classée dans la position 0210: à savoir, 1,2 pour cent du poids".[44] La logique de l'arrêt *Gausepohl* contredit également l'allégation des CE selon laquelle le but qu'est la conservation était si évident qu'elles n'avaient pas vu la nécessité de mentionner spécifiquement ce critère dans le Règlement n° 535/94.

71. En outre, les documents des CE communiqués par la Thaïlande contredisent directement la position des CE. Il a été reconnu expressément dans le procès-verbal du Comité du code des douanes des CE daté du 25 janvier 2002 que l'élément de conservation à long terme était exclu de la définition finale de la viande "salée" aux fins du classement sous la position 0210 dans le Règlement n° 535/94 et, partant, dans la note complémentaire 7.[45]

72. En droit communautaire, les notes complémentaires comme la "note complémentaire 7", s'intégrant dans la position à laquelle elles se rapportent. Ainsi que l'a expliqué la Cour de justice européenne,

> [… une note complémentaire], issue de la volonté du Conseil, *s'intègre dans la position à laquelle elle se rapporte* et *participe de sa force obligatoire*, soit qu'elle en constitue une interprétation authentique, soit qu'elle la complète.[46] (pas d'italique dans l'original)

73. Les CE ont également spécifié les niveaux quantitatifs qui doivent être atteints pour qu'un produit puisse être considéré comme étant "séché ou fumé". La note complémentaire 2 E) du chapitre 2 dispose ce qui suit:

> Sont considérés comme "séchés ou fumés", au sens des sous-positions 0210 11 31, 0210 11 39, 0210 12 19 et 0210 19 60 à 0210 19 89, les produits dans lesquels le

[44] Première communication écrite des CE, pièce n° 14 des CE, conclusions de l'avocat général Tesauro, paragraphe 7.

[45] Pièce n° 22 de la Thaïlande.

[46] Affaire 38-75, *Douaneagent der NV Nederlandse Spoorwegen contre Inspecteur der invoerrechten en accijnzen*, 19 novembre 1975, Recueil 1975, page 01439, paragraphe 10.

rapport eau-protéine (teneur en azote x 6,25) dans la viande est égal ou inférieur à 2,8. La teneur en azote doit être déterminée selon la méthode ISO 937-1978.

74. La structure de la note complémentaire 2 E) est la même que celle de la note complémentaire 7, en ce sens que le classement d'un produit en tant que produit "séché ou fumé" ou bien "salé" dépend d'un critère neutre et objectif – ici, un rapport eau-protéine spécifique. Dans les deux cas, ces critères permettant de déterminer si un produit relève de la position 0210 pourraient facilement être évalués par un agent des douanes à la frontière. De plus, il n'existe pas, dans la note complémentaire 2 E), de prescription voulant que le produit soit séché ou fumé à des fins de conservation à long terme.

2. Les moyens complémentaires d'interprétation au titre de l'article 32 confirment que la viande de poulet salée congelée devrait être classée sous la position 0210 du SH

75. Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a reconnu que la pratique de classement suivie par le défendeur "pendant les négociations du Cycle d'Uruguay fai[sait] "partie des circonstances" dans lesquelles l'*Accord sur l'OMC* [avait] été conclu et [pouvait] être utilisée comme moyen complémentaire d'interprétation au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*".[47] Il a noté ensuite que "…[s]i la pratique de classement suivie par le Membre importateur au moment des négociations tarifaires [était] pertinente pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre, il ne fai[sait]t aucun doute que la législation dudit Membre relative au classement douanier en vigueur à ce moment-là [était] aussi pertinente".[48]

76. Par conséquent, la date pertinente la plus récente à laquelle la signification des positions de la Liste LXXX des CE devrait être évaluée est le 15 avril 1994, date à laquelle la Liste a été annexée au Protocole de Marrakech et, partant, à laquelle les CE ont pris leurs engagements dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, la date clé pour l'interprétation de l'accord visé est 1994, c'est-à-dire la date à laquelle les Membres ont contracté leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC. En particulier, l'Organe d'appel a examiné l'expression "ressources naturelles épuisables" figurant à l'article XX g) du GATT à la lumière du libellé du préambule de l'Accord sur l'OMC.[49]

77. La législation communautaire régissant le classement douanier au moment de la conclusion du Cycle d'Uruguay indiquait qu'étaient considérés comme "salés" au sens du n° 0210 les viandes et abats comestibles qui avaient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentaient une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids. Le taux plancher de 1,2 pour cent était ajouté spécifiquement afin de pouvoir *distinguer* dans le classement les *viandes* et abats comestibles *salés* de la position 0210 des viandes et abats *frais, réfrigérés ou congelés*. La définition ne dit rien de la prescription voulant que le produit soit salé à des fins de conservation à long terme.

B. LE CLASSEMENT PAR LES CE DU PRODUIT EN CAUSE ENTRAÎNE POUR LA VIANDE DE POULET SALÉE CONGELÉE UN TRAITEMENT MOINS FAVORABLE QUE CELUI QUI ÉTAIT CONSOLIDÉ DANS LA LISTE DE CONCESSIONS DES CE ET EST DONC INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE II:1 A) ET L'ARTICLE II:1 B) DU GATT

78. Dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, l'Organe d'appel a clairement indiqué ce qui suit: "l'application d'un type de droits différent de celui qui est prévu dans la liste d'un Membre est incompatible avec la première phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 *dans la mesure*

[47] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 92.
[48] *Ibid*., paragraphe 94.
[49] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 129.

où il en résulte que les droits de douane proprement dits qui sont perçus sont plus élevés que ceux qui sont prévus dans la liste de ce Membre".[50] (pas d'italique dans l'original)

79. En l'espèce, le passage d'un taux *ad valorem* à un droit spécifique est incompatible avec les règles de l'OMC dans la mesure où il en résulte l'application de droits plus élevés que les taux consolidés et où il n'a pas été prévu de plafond pour garantir que le taux consolidé ne serait pas dépassé.

80. La Thaïlande a démontré que le taux spécifique de 102,4 €/100 kg/net ne serait équivalent au taux *ad valorem* de 15,4 pour cent que si le prix de la viande de poulet désossée était de 6,65 €/kg. Dès lors que le prix de la viande de poulet est inférieur à 6,65 €/kg, le taux de droit spécifique de 102,4 €/100kg/net serait plus élevé que le taux *ad valorem* consolidé de 15,4 pour cent et entraînerait donc un "traitement moins favorable".

81. La Thaïlande a commencé à exporter de la viande de poulet vers les CE en 1996. De 1997 au milieu de 2002, le prix moyen de la viande de poulet était de 2,3 €/kg.[51] Par conséquent, l'application du droit spécifique de 102,4 €/100 kg/net – compte tenu du prix de juin 2003 de la viande de poulet et du prix moyen de 1997 à 2002 de la viande de poulet – a toujours entraîné l'application d'un droit de douane proprement dit plus élevé que le taux *ad valorem* consolidé de 15,4 pour cent prévu dans la Liste de concessions des CE. Il s'agit d'un "traitement qui [est] moins favorable" au sens de l'article II:1 a) du GATT.

82. La mesure des CE est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT parce que le classement de la viande de poulet qui est établi dans le Règlement n° 1223/2002 et la Décision du 31 janvier 2003 a pour conséquence que le même produit est soumis à l'application de droits plus élevés que le taux *ad valorem* consolidé de 15,4 pour cent des CE. Il est loisible aux CE d'utiliser tout système de classement douanier de leur convenance, *pour autant que les droits restent égaux ou inférieurs aux taux consolidés pour ce produit*. Du fait que le classement des morceaux de poulet désossés et congelés des CE établi dans le Règlement n° 1223/2002 et expliqué en détail dans la Décision du 31 janvier 2003 entraîne l'application de droits plus élevés que le taux consolidé pour la viande de poulet salée congelée, les CE manquent à leurs obligations au titre de l'article II.

IV. CONCLUSION

83. En l'espèce, l'argument fondamental des CE est que la Thaïlande exporte un "produit artificiel" qui a été "créé uniquement pour esquiver le niveau des droits de douane négociés" par les CE pendant le Cycle d'Uruguay. Les CE font valoir qu'elles ont négocié un droit de douane peu élevé pour la position 0210 parce qu'elles n'attendaient aucun commerce concernant ce produit[52] et que leur objectif pendant le Cycle d'Uruguay était "d'obtenir un niveau de protection souhaitable pour la viande de poulet congelée".[53] Pour atteindre cet objectif, elles ont apparemment centré leur action sur les droits de douane frappant les produits classés sous la position 0207. En tout état de cause, elles ne peuvent pas maintenant utiliser le classement pour corriger ce qu'elles peuvent aujourd'hui considérer comme des omissions ou des lacunes dans leurs listes négociées.

84. Par conséquent, l'argument des CE selon lequel l'addition de sel est un simple artifice visant à esquiver le droit de douane plus élevé frappant les morceaux congelés n'est pas juridiquement pertinent.[54] Pour autant que le produit corresponde à la désignation de la position tarifaire, les raisons pour lesquelles l'exportateur le fait relever de cette position ne sont pas pertinentes. Les motivations

[50] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Textiles*, paragraphe 55.
[51] *Voir* la pièce n° 2 de la Thaïlande.
[52] Première communication écrite des CE, paragraphe 163.
[53] *Ibid*., paragraphe 54.
[54] *Ibid*., paragraphe 19.

de l'exportateur ne sont tout simplement pas pertinentes quand il s'agit de déterminer le classement douanier correct d'un produit. Ainsi que le reconnaissent les CE, l'objectif du Système harmonisé était d'assurer "une uniformité plus grande entre les pays en matière de classement douanier".[55] C'est pourquoi, pour déterminer le classement correct d'un produit, ce sont toujours les caractéristiques physiques objectives du produit en cause qui ont constitué la considération primordiale. Le Groupe spécial ne devrait pas permettre que les efforts déployés par les CE pour qu'il soit tiré des déductions négatives d'un comportement commercial rationnel ne le dissuadent d'analyser dûment le classement du produit en cause sur la seule base de ses caractéristiques physiques objectives, compte tenu de la concession accordée par les CE.

85. La Thaïlande demande au Groupe spécial de constater que les CE agissent d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article II:1 b) et II:1 a) du GATT en réservant au produit à base de poulet en cause un "traitement moins favorable" que celui qui était prévu dans la Liste de concessions des CE. Elle demande au Groupe spécial de recommander, conformément à l'article 19.1 du Mémorandum d'accord, que l'ORD demande aux CE de rendre la mesure en cause conforme au GATT.

[55] *Ibid*., paragraphe 61.

ANNEXE B

COMMUNICATIONS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication de la Chine en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	B-5

ANNEXE B-1

COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE
RÉSUMÉ ANALYTIQUE

(30 septembre 2004)

I. INTRODUCTION

1. La communication de la Chine en tant que tierce partie traite des trois questions suivantes:

   1) L'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("*CE – Matériels informatiques*") a établi les règles régissant l'interprétation des concessions tarifaires. Ces règles s'appliquent également en l'espèce;

   2) l'interprétation par les Communautés européennes de la position 0210 de leur nomenclature combinée (la "NC") n'a aucun fondement textuel clair, ni dans la Liste LXXX ni dans le *Système harmonisé* et ses *Notes explicatives*; et

   3) la pratique et les législations des CE en matière de classement pendant les négociations du Cycle d'Uruguay en tant que moyens complémentaires d'interprétation de la Liste LXXX.

II. RÈGLES RÉGISSANT L'INTERPRÉTATION DES CONCESSIONS TARIFAIRES

2.1 Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a établi que les seules règles qui pouvaient être appliquées pour interpréter une concession étaient les règles générales d'interprétation des traités énoncées dans la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (la "*Convention de Vienne*"). En particulier, l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, a mis l'accent sur les règles ci-après régissant l'interprétation des concessions tarifaires.

2.2 Conformément à l'article 31 de la *Convention de Vienne*, le sens d'un terme d'un traité doit être déterminé suivant le sens ordinaire à attribuer à ce terme dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité.

2.3 S'agissant du contexte de la Liste LXXX, une interprétation correcte de cette Liste aurait dû inclure un examen du *Système harmonisé* et de ses *Notes explicatives*.

2.4 Conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne*, si après avoir appliqué l'article 31 de ladite convention, le sens du terme reste ambigu ou obscur, ou conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable, celui qui interprète un traité peut faire appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu.

2.5 En ce qui concerne les "circonstances dans lesquelles" un traité "a été conclu", la pratique de classement d'un Membre importateur ainsi que la législation de ce Membre en matière de classement douanier en vigueur pendant le Cycle d'Uruguay sont pertinentes pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la Liste d'un Membre.

2.6 La Chine considère que les règles ci-dessus s'appliquent également en l'espèce.

III. ABSENCE DE FONDEMENT TEXTUEL POUR L'INTERPRÉTATION DE LA POSITION 0210 PAR LES CE

3.1 En vertu du Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission des CE du 8 juillet 2002 ("Règlement n° 1223/2002"), les morceaux de poulet désossés, congelés, imprégnés de sel dans toutes leurs parties et présentant une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids relèvent de la position 0207.14.10 de la NC.

3.2 Le sens ordinaire du terme "salé", ainsi que l'ont exposé les parties au différend dans leurs communications écrites respectives, n'indique pas clairement que le processus de salage prévu à la position 0210 doit être uniquement destiné à des fins de conservation.

3.3 Dans l'examen du "contexte" aux fins de l'interprétation de la Liste LXXX, la Chine fait observer que les notes explicatives relatives à la position 0210 et au chapitre 2 du *Système harmonisé* et ses *Notes explicatives* sont pertinentes dans la présente affaire.

3.4 Dans la note explicative relative à la position 0210, il n'est pas clairement indiqué que le salage prévu à de la position 0210 doit être destiné à des fins de conservation à long terme.

3.5 Le seul endroit dans le chapitre 2 du *Système harmonisé* et ses *Notes explicatives* où le salage est lié à la conservation se trouve dans la note explicative relative au chapitre 2.

3.6 Le Règlement n° 1871/2003 de la Commission des CE du 23 octobre 2003 ("Règlement n° 1871/2003") dispose que, conformément à la note explicative relative au chapitre 2, le raisonnement applicable aux viandes fraîches s'applique également aux viandes congelées, c'est-à-dire que les viandes fraîches restent classées comme telles, même si elles ont été conditionnées avec du sel servant d'agent conservateur temporaire pendant le transport.

3.7 Le raisonnement énoncé dans le Règlement n° 1871/2003 n'a aucun fondement textuel clair dans le *Système harmonisé* et ses *Notes explicatives*.

3.8 Premièrement, le *Système harmonisé* et ses *Notes explicatives* ne contiennent pas de libellé associé au terme "congelé" identique ou semblable à celui qui est associé au terme "frais".

3.9 Deuxièmement, à supposer que ce raisonnement s'applique également aux viandes congelées, le seul cas où la viande de poulet ayant été à la fois congelée et salée pourrait être classée sous la position 0207 est celui où la viande de poulet congelée aurait été "saupoudré[e] de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport" et non "imprégné[e] de sel dans toutes [ses] parties" avec une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent en poids.

IV. PRATIQUE ET LÉGISLATION DES CE EN MATIÈRE DE CLASSEMENT PENDANT LES NÉGOCIATIONS DU CYCLE D'URUGUAY

4.1 Pendant le Cycle d'Uruguay, la législation des CE applicable en matière de classement était le Règlement (CE) n° 2658/87 du Conseil. Avant la fin du processus de vérification de la Liste LXXX, les CE ont publié le Règlement (CE) n° 535/94 de la Commission du 9 mars 1994 ("Règlement n° 535/94") modifiant l'annexe I du Règlement n° 2658/87.

4.2 Dans le Règlement n° 535/94, le terme "salé" au sens de la position 0210 de la NC était défini comme désignant les "viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids".

4.3 Le Règlement n° 535/94 disposait également qu'une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids constituait un critère approprié de distinction entre les viandes salées et les viandes fraîches, réfrigérées et congelées.

4.4 Le Règlement n° 535/94 a été publié pendant la période de vérification de la Liste LXXX et il est entré en vigueur le 1er avril 1994 – juste avant la fin des négociations du Cycle d'Uruguay. On peut raisonnablement penser qu'un règlement, promulgué par un Membre à l'issue des négociations du Cycle d'Uruguay, établit les critères applicables au classement des viandes salées, tels qu'ils ont été adoptés par ce Membre pendant les négociations du Cycle d'Uruguay.

4.5 La Chine note que la définition du terme "salé" au sens de la position 0210, telle qu'elle a été établie dans le Règlement n° 535/94, est restée en vigueur dans la NC jusqu'à l'adoption du Règlement n° 1223/2002.

ANNEXE B-2

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

(29 septembre 2004)

I. INTRODUCTION

1. M. le Président, Mme et M. les membres du Groupe spécial, je vous remercie de donner aux États-Unis, en tant que tierce partie à la procédure, l'occasion de faire une déclaration à la présente réunion du Groupe spécial.

2. Le présent différend ne concerne pas la classification douanière en tant que telle. Il concerne plutôt le traitement tarifaire appliqué par les Communautés européennes ("CE") aux morceaux de poulet désossés et congelés en provenance du Brésil et de la Thaïlande, spécifiquement le point de savoir si les CE appliquent à ces produits un traitement tarifaire qui est moins favorable que celui qui est prévu dans leur Liste de concessions tarifaires issue du Cycle d'Uruguay, à savoir la Liste LXXX. Les États-Unis voudraient saisir l'occasion qui leur est offerte ce matin pour avancer l'argument, certes limité mais important, selon lequel, aux fins de l'analyse du sens des termes de la concession pertinente, il faut examiner des éléments de preuve montrant comment les CE comprenaient ces termes au moment où elles ont fait cette concession.

II. ANALYSE

3. Ainsi que le Brésil et la Thaïlande l'ont expliqué dans leurs communications, le terme fondamental en cause dans le présent différend est le terme "salé". Le point de savoir si les produits que le Brésil et la Thaïlande exportent vers les CE peuvent bénéficier de la concession faite par celles-ci pour la position 0210, qui couvre les "autres viandes salées", dépend du sens du terme "salé". Par conséquent, compte tenu des obligations énoncées aux paragraphes 1 a) et b) de l'article II de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"), la question est de savoir si les CE ont fait pendant le Cycle d'Uruguay une concession relative au traitement tarifaire des "viandes salées" relevant de la position 0210, qui couvre les produits exportés par le Brésil et la Thaïlande.

4. Le Brésil et la Thaïlande produisent des éléments de preuve indiquant qu'en 1994, avant la conclusion de la Liste LXXX, les CE ont publié le Règlement n° 535/1994 disposant que les CE distingueraient les "viandes fraîches, réfrigérées et congelées" relevant de la position 0207 de leur nomenclature combinée ("NC") des "viandes salées" relevant de la position 0210 en considérant comme "viandes salées" les viandes présentant une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids. Par conséquent, les CE ont inséré une note complémentaire dans le chapitre 2 de leur NC qui disposait ce qui suit: "Sont considérés comme "salés", au sens du n° 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids." À l'époque du Cycle d'Uruguay, le Brésil et la Thaïlande n'exportaient pas les morceaux de poulet désossés et congelés en cause vers les CE, mais la Thaïlande a commencé d'exporter lesdits produits en 1996 et le Brésil a fait de même en 1998. Ensuite, pendant plusieurs années, les CE ont accordé pour les morceaux de poulet désossés et congelés en provenance du Brésil et de la Thaïlande qui présentaient une teneur globale en sel supérieure à 1,2 pour cent en poids le traitement tarifaire prévu dans la Liste des CE pour la position 0210.

5. En 2002, les CE ont publié le Règlement n° 1223/2002 disposant que, au sens de la position 0207, "[l]'addition de sel ne modifi[ait] pas le caractère du produit en tant que viande

congelée de la position 0207". En 2003, la Commission européenne "a clarifié et confirmé" que les morceaux de poulet congelés et désossés présentant une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids devaient être classés sous la position 0207 et non sous la position 0210, et elle a demandé à l'Allemagne de révoquer une décision selon laquelle les teneurs en sel allant de 1,9 pour cent à 3,0 pour cent relevaient de la position 0210. Plus tard, la même année, les CE ont publié le Règlement n° 1871/2003, qui modifiait la note relative au chapitre 2 de leur NC où étaient définies les "viandes salées" au sens de la position 0210, ajoutant la condition selon laquelle "le salage [était] l'opération qui garanti[ssait] une conservation à long terme".

6. Les CE font maintenant valoir que "pour avoir gain de cause, le Brésil et la Thaïlande doivent montrer que "le poulet à goût salé" peut être considéré comme étant "salé" aux fins de l'interprétation de la Liste des CE".[1] Elles affirment que le Brésil et la Thaïlande ne sont pas en mesure de prouver le bien-fondé de leur argumentation car, à l'époque où elles ont consolidé leur taux de droit pour la position 0210, "une teneur en sel de 1,2 pour cent était perçue comme étant une teneur en sel minimale" et qu'"il n'a jamais été considéré que la simple existence d'une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent en elle-même faisait qu'un produit était "salé" au sens de la position 0210".[2] Le Brésil et la Thaïlande ne partagent pas l'opinion selon laquelle il existait un critère implicite de conservation à long terme associé au terme "salé" dans la définition qui figurait dans la nomenclature combinée des CE au moment de la conclusion de la Liste LXXX, et ils estiment que la concession des CE pour la position 0210 s'applique au produit qu'ils exportent.

7. Sans vouloir donner raison à telle ou telle partie, les États-Unis souhaitent souligner que les éléments de preuve relatifs au sens des termes qui figuraient dans la nomenclature combinée des CE avant que celles-ci ne concluent la Liste LXXX doivent être pertinents pour comprendre quelle est la concession tarifaire que les CE ont accordée et, par voie de conséquence, quelles sont leurs obligations au titre de l'article II du GATT de 1994. L'Organe d'appel a noté dans l'affaire *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* que les "seules règles qui [pouvaient] être appliquées pour interpréter une concession [étaient] les règles générales d'interprétation des traités énoncées dans la *Convention de Vienne*".[3] Les États-Unis conviennent que le terme "salé", à la position 0210, doit être examiné conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public énoncées à l'article 31 1) de la *Convention de Vienne*; autrement dit "suivant le sens ordinaire à attribuer au terme du traité ... dans [son] contexte et à la lumière de [l]'objet et [du] but [du traité]". Les États-Unis estiment que le sens que les CE attribuaient au mot "salé" avant la conclusion de leur Liste constitue un élément de preuve pertinent indiquant le sens ordinaire de ce terme. Autrement dit, le sens que les CE elles-mêmes attribuaient au terme "salé" semblerait être un élément de preuve montrant ce que les CE considèrent elles-mêmes comme étant couvert par le sens ordinaire de ce terme.

8. Les obligations au titre de l'article II:1 a) concernant le "traitement" s'appliquent au "traitement prévu" dans la Liste d'un Membre, et les obligations au titre de l'article II:1 b) concernant les droits de douane s'appliquent aux "produits repris" ("products described") dans la Liste d'un Membre. Le sens ordinaire du verbe "describe" est "indiquer les caractéristiques de". Avant de conclure la Liste LXXX, les CE ont "décrit" le produit dénommé viandes "salées" dans leur nomenclature combinée - ou encore "indiqué les caractéristiques de" ce produit - comme étant des viandes "qui [avaient] fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentaient une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids".

---

[1] Première communication écrite des Communautés européennes ("première communication des CE"), paragraphe 1.

[2] Première communication des CE, paragraphe 88.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* (*CE – Matériels informatiques*), WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 5 juin 1998, paragraphe 84.

9. Ainsi que le Brésil le fait observer, "rien dans le sens ordinaire du terme "salé" ne donne à penser qu'il désigne exclusivement un processus utilisé pour garantir la conservation [à long terme]".[4] En revanche, il est clair que le sens ordinaire du terme "salé" englobe le sens contenu dans la note de 1994 relative à la NC. Même les CE reconnaissent que l'un des sens du terme "salé" est que "le goût" de la viande "a été modifié par l'addition de sel".[5]

10. Ou bien le Groupe spécial pourrait considérer que la note de 1994 relative à la NC définissant le terme "salé", ainsi que la pratique de classement des CE en ce qui concernait ces produits au cours du Cycle d'Uruguay, font partie des "circonstances dans lesquelles" l'Accord sur l'OMC "a été conclu" et qui peuvent être utilisées comme moyen complémentaire d'interprétation conformément aux règles coutumières d'interprétation énoncées à l'article 32 de la *Convention de Vienne*. Ainsi que l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *Communautés européennes – Classification tarifaire de certains matériels informatiques*, "nous considérons que la pratique de classement en vigueur dans les Communautés européennes pendant le Cycle d'Uruguay fait partie des "circonstances dans lesquelles" l'Accord sur l'OMC "a été conclu" et peut être utilisée comme moyen complémentaire d'interprétation au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne".[6] En outre, "Si la pratique de classement suivie par le Membre importateur au moment des négociations tarifaires est pertinente pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la liste d'un Membre, il ne fait aucun doute que la législation dudit Membre relative au classement douanier en vigueur à ce moment-là est aussi pertinente."[7] Par conséquent, il y a peut-être lieu de recourir à la note de 1994 relative à la NC ainsi qu'à la pratique de classement des CE pour confirmer le sens ordinaire du terme "salé" ou pour en déterminer le sens, si celui-ci est par ailleurs ambigu ou obscur.

III. CONCLUSION

11. Ainsi s'achève mon exposé. Les États-Unis vous remercient de la possibilité qui leur a été donnée d'exprimer leurs vues.

[4] Première communication écrite du Brésil ("première communication du Brésil"), paragraphe 100 (soulignement et crochets dans l'original).

[5] Première communication des CE, paragraphe 121.

[6] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatique*s, paragraphe 92.

[7] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 94.

ANNEXE C

RÉPONSES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL DES AUTRES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-2
Annexe C-2	Réponses du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial et par les Communautés européennes après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-34
Annexe C-3	Observations du Brésil sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées après la deuxième réunion de fond (9 décembre 2004)	C-49
Annexe C-4	Réponses de la Thaïlande aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-65
Annexe C-5	Réponses de la Thaïlande aux questions posées par le Groupe spécial et les Communautés européennes après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-76
Annexe C-6	Observations de la Thaïlande sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées après la deuxième réunion de fond (9 décembre 2004)	C-83
Annexe C-7	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial, la Thaïlande et le Brésil après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-88
Annexe C-8	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial et le Brésil après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-116
Annexe C-9	Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants aux questions posées après la deuxième réunion de fond (9 décembre 2004)	C-136
Annexe C-10	Réponses de la Chine aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-141
Annexe C-11	Réponses des États–Unis aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (14 octobre 2004)	C-143
Annexe C-12	Réponses de l'Organisation mondiale des douanes aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond (29 octobre 2004)	C-145
Annexe C-13	Réponses de l'Organisation mondiale des douanes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (2 décembre 2004)	C-153
Annexe C-14	Observations du Brésil, de la Thaïlande et des Communautés européennes sur les réponses de l'Organisation mondiale des douanes aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond (16 décembre 2004)	C-156

ANNEXE C-1

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(14 octobre 2004)

AU BRÉSIL:

1. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil cite comme étant "les mesures en cause" le Règlement (CE) n° 1223/2002 et la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003. Le Brésil conteste-t-il ces mesures en tant que mesures indépendantes et autonomes? Dans la négative, veuillez expliquer.

Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil a désigné comme mesures spécifiques en cause les actes suivants:

1) le Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission, publié au Journal officiel des CE le 9 juillet 2002, relatif au classement de certaines marchandises dans la Nomenclature combinée (NC); et

2) la Décision de la Commission des CE en date du 31 janvier 2003, publiée au Journal officiel des CE le 12 février 2003, concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants (RTC) délivrés par la République fédérale d'Allemagne.

Telles sont les mesures attaquées.

Néanmoins, le Brésil considère que certaines mesures, à savoir les Règlements n° 1871/2003 et n° 2344/2003, ont été prises par suite des changements introduits dans le classement et le traitement tarifaire par le Règlement n° 1223/2002 et la Décision du 31 janvier 2003 de la Commission. Plus exactement, comme ce règlement et cette décision ont modifié – ou interprété d'une manière nouvelle – le champ couvert par la position 0207.14.10 et la définition des produits qui en relevaient pour y faire entrer les "viandes salées" du n° 0210.99.39, les CE ont dû réviser la définition qui existait alors des "viandes salées" de la position 0210 dans leur Nomenclature combinée pour éviter la contradiction avec l'interprétation nouvelle de la définition et de la portée de la sous-position 0207.14.10. Ce changement de définition des "viandes salées" de la position 0210 a été opéré par le truchement des Règlements n° 1871/2003 et n° 2344/2003. Ces mesures ont été publiées au Journal officiel des CE un peu plus d'un mois après que le Brésil eut présenté sa demande officielle d'établissement d'un groupe spécial.

Le Brésil considère que, s'il est constaté que le Règlement n° 1223/2002 et la Décision de la Commission du 31 janvier 2003 sont incompatibles avec les obligations des CE au regard de l'article II du GATT de 1994 et que le Groupe spécial recommande que les CE mettent ces mesures en conformité avec cet accord, les Règlements n° 1871/2003 et n° 2344/2003, qui découlent du Règlement n° 1233/2002 et de la Décision de la Commission, devraient par conséquent eux aussi être mis en conformité.

Dans le sens de notre interprétation, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Chaussures* avait conclu que les mesures qui ne sont pas énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ou les actes juridiques survenant postérieurement aux mesures qui y figurent peuvent dûment relever du mandat du Groupe spécial s'ils sont "étroitement liés" à une

mesure indiquée dans la demande d'établissement du groupe spécial.[1] Le Groupe spécial de la mise en œuvre dans l'affaire *Australie - Saumons*[2] et le Groupe spécial dans *Japon – Pellicules photographiques*[3] avaient eux aussi considéré des "mesures étroitement liées", "mesures de mise en œuvre" ou mesures qui ont un "lien étroit" comme relevant de leur mandat.

Au surplus, dans l'affaire *CE – Bananes III*[4], le Groupe spécial avait établi que l'indication du "régime" général applicable à la banane était suffisant pour permettre aux plaignants de contester la législation "ultérieure". En l'espèce, les Règlements n° 1871/2003 et n° 2344/2003 ont été publiés après l'établissement du Groupe spécial et ne pouvaient donc pas être mentionnés dans la demande d'établissement du Groupe spécial. Dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, le Groupe spécial notait, au paragraphe 8.34 de son rapport: "*les objections procédurales de l'Argentine concernent des modifications de la mesure de sauvegarde définitive, de sorte que la situation est tout à fait semblable à celle de "la législation, [des] règlements et [des] mesures administratives ultérieurs de la CE … qui mettent en œuvre, complètent et modifient le régime [communautaire applicable à la banane]" et dont il a été constaté qu'ils relevaient du mandat de ce groupe spécial."*

Les Règlements n° 1871/2003 et n° 2344/2003 "servent à préciser et à mettre en œuvre le règlement fondamental"[5], à savoir le Règlement (CE) n° 1223/2002. C'est pourquoi, si l'on veut arriver, comme le prescrit l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, à une solution positive du différend, ces règlements relèvent eux aussi du mandat du Groupe spécial et devront eux aussi être mis en conformité s'il est constaté qu'ils sont contraires à l'Accord visé de l'OMC.

2. Le Brésil est prié de fournir la preuve de l'affirmation figurant au paragraphe 3 de sa première communication écrite selon laquelle il a commencé à exporter du poisson salé à destination des CE en 1998, à la suite de demandes de l'industrie alimentaire communautaire.

Le Brésil produit dans sa pièce n° 29 la correspondance, les factures, les connaissements et les commandes concernant les ventes de viande de poulet salée du Brésil à la clientèle communautaire, qui remontent jusqu'à 1998. Il souligne que tous les documents figurant dans leur pièce n° 29 ainsi que tous les renseignements qui s'y trouvent (y compris les noms des importateurs et des entreprises de transformation) constituent une information extrêmement sensible et **confidentielle** qui doit être traitée comme telle durant et après la procédure en cours.

Les CE, nous semble-t-il, ne contestent pas que le Brésil a effectivement commencé à exporter du poulet salé vers le marché communautaire en 1998, sous la position 0210. Si nous comprenons bien, elles auraient des doutes sur l'existence en Europe d'une "demande" du produit viande de poulet salée. À ce propos, et en sus de la pièce n° 29, le Brésil présente dans sa pièce n° 30 des lettres de sociétés européennes attestant les raisons qui leur font préférer la viande de poulet salée à la viande de poulet non salée. Nous notons que les deux dernières lettres figurant dans la pièce n° 30 indiquent précisément la situation inverse: des sociétés européennes qui vendent de la viande de poulet pour la consommation immédiate, utilisation finale pour laquelle l'emploi de viande salée est exclu. Le Brésil souligne à nouveau que toutes les lettres et l'information contenues dans la pièce n° 30, et surtout les noms des importateurs et des entreprises de transformation, sont **confidentiels** et doivent être traités comme tels durant et après la procédure en cours.

3. En ce qui concerne les paragraphes 50, 177 et 178 de sa première communication écrite, le Brésil est prié de fournir des copies des RTC prouvant que les produits spécifiques en cause en l'espèce (c'est-à-dire les morceaux de poulet désossés et congelés ayant une teneur en sel

[1] WT/DS121/R, paragraphes 8.23 à 8.46.
[2] WT/DS18/RW, paragraphe 7.10.
[3] WT/DS44/R, paragraphe 10.8.
[4] WT/DS27/R, paragraphe 7.27.
[5] *Idem.*

supérieure à 1,2 pour cent) relevaient de la position 0210.90.20 jusqu'à la date de la promulgation du Règlement (CE) n° 1223/2002.

Pour autant que le Brésil sache, il faut entendre par renseignements tarifaires contraignants (RTC) les renseignements tarifaires publiés par les autorités douanières des États membres des CE qui sont obligatoires pour les administrations de tous les États membres.[6] Dès qu'il a été délivré, le RTC est introduit dans une base de données gérée par la Commission des CE et il est juridiquement valide dans tous les États membres, quel que soit celui qui l'a délivré. Le titulaire d'un RTC, au nom de qui le renseignement contraignant est délivré, doit être en mesure de prouver à la satisfaction des autorités douanières que la marchandise déclarée correspond à tous égards à celle qui est décrite dans le renseignement.[7] Les RTC sont généralement valables six ans à compter de la date de leur délivrance.[8]

Dans ces conditions, le Brésil note que les RTC constituent une information à laquelle les autorités communautaires et les titulaires (les importateurs) ont aisément accès; ce ne sont pas des renseignements que les producteurs/exportateurs des pays tiers ou le gouvernement brésilien puissent se procurer facilement. Le Brésil souligne que les Communautés sont la seule partie au différend qui ait pleinement et immédiatement accès aux RTC délivrés par leurs États membres et que, en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a le droit de demander cette information aux CE. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, l'Organe d'appel était parvenu à la conclusion que les Membres ont "*le devoir et l'obligation de "répondre dans les moindres délais et de manière complète" aux demandes de renseignements présentées par les groupes spéciaux au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord*".[9] De plus, l'Organe d'appel avait clairement dit qu'en cas de refus de coopérer des déductions défavorables pouvaient et devaient être tirées, en ces termes: "*le refus de fournir les renseignements qu'ils demandent peut aboutir à des déductions concernant le caractère compromettant des renseignements non communiqués*".[10]

Néanmoins, soucieux de donner au Groupe spécial une réponse correcte, le Brésil a réussi à se procurer des copies de certains RTC délivrés pour les morceaux de poulet désossés et congelés présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent en provenance du Brésil, qui étaient classés dans la position 0210.99.39.[11] Qui plus est, il signale que la Thaïlande a communiqué dans ses pièces n° 24 b) et 24 c) des RTC pour du poulet salé congelé présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent, classé dans la position 0210.99.39, qui provenait également du Brésil.

En outre, le Brésil rappelle à nouveau que les CE n'ont pas nié que des RTC classant le produit en cause au numéro 0210 ont été délivrés depuis que le Brésil a commencé à l'exporter vers le marché européen.

Nous rappelons aussi qu'à la première réunion du Groupe spécial avec les parties le Brésil a demandé aux CE comment avoir accès aux RTC délivrés par leurs États membres. La délégation des CE n'a donné au Brésil aucune indication sur ce qu'il pourrait faire, ou devrait faire, pour se procurer cette information.

---

[6] Article 5.1 du Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le Code des douanes communautaire.

[7] Article 12.3.4 du Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire.

[8] Article 12.4 du Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil établissant le code des douanes communautaire.

[9] WT/DS70/AB/R, paragraphe 187.

[10] *Id.*, paragraphe 204.

[11] Pièce n° 31 du Brésil.

4. Au paragraphe 102 de sa première communication écrite, le Brésil s'appuie sur des publications scientifiques qui indiquent, selon lui, que lorsqu'il est utilisé "en conjonction avec d'autres procédés de conservation, tels que la réfrigération, la dissection (*sic*) et le fumage (...) le sel exerce un effet microbicide satisfaisant à des concentrations aussi faibles que 1 à 3 pour cent". Le Brésil pourrait-il commenter le fait que la référence au "fumage" dans cette citation indique que le fumage, qui est l'un des termes figurant dans l'intitulé de la position 0210 de la Liste des CE, est utilisé comme procédé de conservation.

Le Brésil a déjà indiqué qu'il est possible que certaines viandes, préparées par salage, séchage ou fumage, soient aussi conservées par ces procédés.[12] Nous avons également indiqué que le salage est un procédé qui peut servir à de nombreuses fins, y compris – mais pas seulement – la conservation.[13] De plus, la notion de conservation n'est ni absolue ni totalement dépourvue d'ambiguïté. Un produit peut être soumis à un procédé permettant de le conserver pendant des laps de temps entièrement différents, qui peuvent aller de quelques heures à une durée indéfinie. Il s'ensuit, si nous avons bien compris, que la préparation par fumage peut dans certains cas être employée aussi pour conserver la viande durant des laps de temps variables, mais que ce n'est certainement pas là l'unique ni la principale raison pour laquelle on fume la viande.

Dans notre pièce n° 16, nous présentons certains écrits concernant le procédé du fumage et ses caractéristiques. En particulier, nous indiquons que "*par fumage on entend le procédé consistant à appliquer de la fumée à des produits alimentaires, suivant lequel la fumée est produite par la combustion incomplète de certains bois préalablement sélectionnés. On peut définir les produits fumés comme ceux qui (...) sont soumis au procédé du fumage pour qu'il leur confère un arôme et une saveur caractéristiques, en sus d'une plus longue durée de conservation, par le moyen d'une déshydratation partielle. Le procédé du fumage n'est pas utilisé exclusivement dans le but de conserver des aliments, il l'est aussi comme élément d'une technologie propre à conférer aux produits fumés des caractéristiques organoleptiques telles qu'une coloration, une saveur et un arôme agréables. (...). Ils ont un arôme et un goût qui sont caractéristiques des produits carnés fumés*".[14] Nous indiquons aussi que "*même si la majorité des produits carnés fumés présente une plus grande stabilité et une plus longue durée de conservation (...), il n'empêche que si l'on veut prévenir les altérations, d'autres moyens de conservation s'imposent*."[15] Nous avons aussi rappelé dans notre déclaration orale que certains fumages sont **insuffisants** pour inhiber le développement de certains organismes toxiques et que, pour éviter ce risque, il faut que certains poissons fumés demeurent congelés du moment de la production à la cuisson et/ou la consommation.[16]

Mais le fait est, et c'est peut-être plus important et plus révélateur, que certains États membres des CE concèdent que le salage et/ou le fumage constituent ce qui donne à la viande son caractère, même quand la congélation s'impose pour assurer la conservation du produit. En ce sens, le Brésil produit dans sa pièce n° 32 un extrait du procès-verbal d'une réunion du Comité du code des douanes des CE qui prouve sans équivoque qu'aux yeux du Danemark et d'autres États membres le bacon, qui est salé/fumé **et** congelé, devrait "rester" classé au numéro 0210, même quand il est congelé. Si, comme l'affirment les CE, la congélation est ce qui confère à un produit son caractère (et son classement), comment se fait-il que le bacon salé/fumé qui exige la congélation soit classé dans la position 0210? Nous le savons. Le bacon est classé dans la position 0210 parce que c'est le salage/fumage qui confère à ce produit son caractère, et non le fait qu'il a été congelé.

---

[12] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 40.

[13] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 23.

[14] Documentation sur l'action du sel dans la viande. João Andrade Silva, page 175. Pièce n° 16 du Brésil.

[15] Documentation sur l'action du sel dans la viande. John C. Forrest, page 247. Pièce n° 16 du Brésil.

[16] Déclaration orale à la première réunion de fond, paragraphe 42.

5. En ce qui concerne la décision de 1991 des États-Unis portant sur le classement tarifaire de la viande de poulet désossée mécaniquement en provenance du Canada, à laquelle le Brésil se réfère au paragraphe 79 de sa première communication écrite:

a) Le Brésil est prié de fournir de plus amples explications sur la manière dont cette décision étaye le point de vue selon lequel les produits en cause, qui sont *à la fois* congelés et salés, devraient être classés sous la position 0210 plutôt que sous la position 0207 dans la Liste des CE.

Ainsi que nous l'indiquons dans notre première communication, cette décision de 1991 des États-Unis concerne la viande de poulet désossée mécaniquement, qui est commercialisée "*soit fraîche **soit** congelée **et** traitée **ou** non traitée en salaison*".[17] En d'autres termes, les produits en cause dans cette affaire étaient les suivants: viande fraîche traitée en salaison; viande fraîche non traitée en salaison; viande congelée traitée en salaison; viande congelée non traitée en salaison. Suivant la décision en question, la viande de poulet fraîche, **non traitée en salaison**, et la viande de poulet congelée, **non traitée en salaison**, devaient être classées dans les sous-positions 0207.39.0020 et 0207.41.0000, respectivement, du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (HTSUS).[18] À partir de là, on peut dire en toute certitude qu'aux yeux de l'autorité qui l'a prise seule la viande de poulet fraîche ou congelée qui n'avait **pas** été traitée en salaison relevait de la position 0207. La même décision établit aussi que le poulet qui **a été traité en salaison** (qu'il soit frais ou congelé) doit être classé au numéro 0210.90.2000 du HTSUS.[19]

Cette décision a été communiquée à titre d'exemple, pour montrer que la viande de volaille **non préparée** relève de la position 0207 et la volaille **préparée**, de la position 0210. Le même raisonnement vaut selon nous en l'espèce. Les morceaux de poulet salés sont de la viande de volaille préparée et devraient être classés dans la position 0210, qu'ils soient frais, réfrigérés ou congelés.

b) Le Brésil accepte-t-il la définition du terme "traiter en salaison" (cure) qui figure à l'annexe 2 de la première communication écrite des CE? En outre, convient-il que, compte tenu de cette définition du terme "traiter", la décision laisse entendre que les viandes salées relevant de la position 0210 doivent avoir fait l'objet d'un procédé de conservation?

Le Brésil n'accepte pas l'interprétation des CE selon laquelle le terme "cure" ne peut renvoyer qu'à un traitement destiné à conserver la viande.[20] À titre d'exemple, le terme "cure" signifie aussi "to prepare or alter esp. by chemical or physical processing for keeping or use" [préparer ou modifier, en particulier par un procédé chimique ou physique, pour garder ou utiliser].[21] Selon le Brésil, ce traitement, comme le salage, était une forme ancienne de conservation des denrées alimentaires mais, de nos jours, il est assez rare qu'on y ait recours exclusivement à des fins de conservation.[22] Nous n'affirmons pas cela parce que nous "pensons" qu'il en est ainsi. Nous l'affirmons parce que les publications scientifiques le disent.

Nous présentons ci-après plusieurs passages, empruntés à divers auteurs, qui confirment que même si, à l'origine, il servait à la conservation, ce n'est plus là son principal but. Aujourd'hui, le traitement en salaison est moins connu comme moyen de conservation que pour les propriétés

[17] Paragraphe 2 de la Décision NY 869661. Pièce n° 15 du Brésil.
[18] Paragraphes 3 et 5 de la Décision NY 869661. Pièce n° 15 du Brésil.
[19] Paragraphe 7 de la Décision NY 869661. Pièce n° 15 du Brésil.
[20] Première communication écrite des CE, paragraphe 117.
[21] *The Merriam Webster's Collegiate Dictionary – Tenth Edition*, Merriam-Webster, Inc. 1993, page 284 (non souligné dans l'original).
[22] Première communication écrite des CE, paragraphes 37 et 39.

spéciales qu'il confère à la viande telles que saveur, coloration, rendement, et ainsi de suite. Dans l'ensemble, pour se conserver, les produits ainsi traités doivent être gardés au frais ou réfrigérés.

Qu'y a-t-il dans un traitement en salaison?

Les agents de traitement le plus souvent utilisés sont des produits tels que chlorure, nitrate et nitrite de sodium, sucre, épices et glycérine, le sel jouant le rôle fondamental.[23] À vrai dire, "*le sel (...) est le seul ingrédient nécessaire au traitement en salaison*".[24]

L'usage moderne du traitement en salaison/le procédé

"*D'un point de vue historique, **le traitement en salaison** de la viande peut se définir comme l'opération consistant à ajouter du sel (ClNa) à la viande en vue d'en assurer la conservation. Son origine exacte se perd dans la nuit des temps. (...) Le terme "**traitement en salaison**" de la viande a **fini par signifier l'addition de sel**, de sucre, de nitrate et/ou nitrite. (...) Avec l'apparition d'une réfrigération commerciale d'un bon rendement et la quasi-universalisation du réfrigérateur domestique, la nécessité de **conserver** la viande **en la traitant en salaison** a **considérablement diminué**, et **d'autres facteurs** comme la saveur, la coloration et le rendement **sont** aujourd'hui **plus importants** que l'effet de conservation obtenu.*"[25]

C'est aussi l'avis d'autres auteurs, qui déclarent: "*Avec l'apparition des méthodes modernes de conservation des aliments, en particulier celles qui font appel aux basses températures, le salage **a perdu** beaucoup de son importance comme procédé de conservation des aliments; cela dit, l'application de sel, seul ou avec d'autres substances, reste largement pratiquée pour **traiter en salaison** le produit, ce qui **se caractérise par des modifications organoleptiques des aliments** qui plaisent beaucoup aux consommateurs*"[26], *et encore "(...) **ce traitement n'a pas pour objectif de conserver la viande** dans un état semblable à celui du produit frais. C'est davantage, la viande traitée en salaison tire sa valeur de la qualité organoleptique différente qu'elle acquiert par suite dudit traitement*".[27]

Les salaisons d'aujourd'hui ne peuvent pas être conservées sans refroidissement/réfrigération

Aux États-Unis, les industriels de la viande sont aussi d'accord pour considérer que ce traitement de la viande ne sert plus à la conserver. En particulier, ils disent que "*le **traitement en salaison** de la viande servait à l'origine presque exclusivement à conserver la viande dans les périodes d'abondance pour en disposer en temps de pénurie (...). Toutefois, l'accessibilité presque universelle du réfrigérateur domestique a grandement changé les raisons de **traiter** la viande **en salaison**. De nos jours, les **salaisons de viande** ont en général subi un traitement léger et **doivent obligatoirement être conservés sous réfrigération***".[28]

Plus précisément, en ce qui concerne la conservation, les auteurs disent que "*(...) suivant la pratique actuelle qui consiste à ajouter 2 à 3 pour cent de sel afin que le produit **traité en salaison***

---

[23] Documentation sur l'action du sel dans la viande. José Evangelista, page 409. Pièce n° 16 du Brésil.

[24] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Montana Meat Processors Convention, page 11. Pièce n° 16 du Brésil.

[25] Documentation sur l'action du sel dans la viande. James F. Price, pages 393 et 394. Pièce n° 16 du Brésil.

[26] Documentation sur l'action du sel dans la viande. José Evangelista, page 408. Pièce n° 16 du Brésil.

[27] Documentation sur l'action du sel dans la viande. R.A. Lawrie, pages 301 et 302. Pièce n° 16 du Brésil.

[28] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Montana Meat Processors Convention, page 10. Pièce n° 16 du Brésil.

*offre un goût agréable, le sel **n'a pas d'effet conservateur important** dans des produits qui contiennent 60 pour cent ou davantage d'humidité*"[29], et que "*durant le stockage, **les salaisons de viandes sont habituellement modifiées** essentiellement par les changements qu'elles subissent dans leur coloration, suivis du rancissement qu'entraîne l'oxydation des graisses et, en troisième lieu, **de l'action de microorganismes***".[30]

Pour présumer, suivant une interprétation restrictive, que le terme "curing" dans la Décision de 1991 des États-Unis, signifiait à des fins de conservation, le Groupe spécial devrait ignorer les écrits cités ci-dessus et le fait que, dans cette affaire-là, les concentrations de sel et de nitrite de sodium variaient dans le traitement selon les besoins des consommateurs[31], et non selon les exigences de la conservation.

AUX PLAIGNANTS:

9. Pourquoi les parties ont-elles décidé de porter le présent différend devant l'OMC plutôt que devant l'Organisation mondiale des douanes?

Le Brésil a décidé de porter le présent différend devant l'OMC et non devant l'OMD parce qu'il s'agit selon lui d'une affaire de traitement tarifaire moins favorable, au sens de l'article II du GATT de 1994, et non de reclassement en soi. En particulier, il s'agit de l'imposition sur les importations de viande de poulet salée de droits venant en dépassement du droit prévu pour ce produit dans la Liste LXXX. Comme le Brésil l'a signalé durant la première réunion avec les parties, c'est précisément là la position prise par les CE dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, en ces termes: "*(...) selon elles, (...) la présente affaire (...) portait sur le traitement tarifaire et **non** la classification des produits. Une décision de l'OMD **ne pouvait pas** influer sur l'équilibre des concessions convenu entre les parties (...) lors du Cycle d'Uruguay. (...) [La classification douanière était donc **uniquement** la base sur laquelle [l]es négociations [tarifaires] se déroulaient, elles n'en étaient **pas** l'objet. Sinon, les négociations tarifaires auraient lieu dans le cadre de l'OMD et non à l'OMC. (...)*".[32]

Pour voir si les CE ont enfreint les dispositions de l'article II du GATT de 1994, le Groupe spécial devra apprécier le sens et la portée de la concession tarifaire accordée pour les "viandes salées" du n° 0210 dans la Liste LXXX. Cela se fait suivant les règles d'interprétation des traités énoncées dans la Convention de Vienne. Comme contexte, dans le cadre des règles imposées par la Convention, le Système harmonisé et ses Notes explicatives constituent un élément pertinent de cet exercice holiste qu'est l'interprétation. Toutefois, le sens et la portée des concessions tarifaires faites à l'OMC ne sont pas nécessairement les mêmes que le sens et la portée des positions et sous-positions du SH.

De plus, et pour autant qu'il sache, les décisions du Comité du SH de l'OMD – y compris les décisions découlant du règlement des différends – ne sont pas contraignantes, et le Brésil ne connaît pas de mécanismes en vigueur qui garantissent la mise en œuvre ou l'exécution des décisions prises dans cette enceinte. Nous rappelons au Groupe spécial que les Membres portent en dernier recours les affaires devant l'OMC afin d'obtenir réparation pour un commerce qui se trouve amputé d'une manière incompatible avec les obligations assumées à l'OMC.

---

[29] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, page 723. Pièce n° 16 du Brésil.

[30] Documentation sur l'action du sel dans la viande. R.A. Lawrie, pages 301 et 302. Pièce n° 16 du Brésil.

[31] Paragraphe 2 de la Décision NY 869661. Pièce n° 15 du Brésil.

[32] *CE – Matériels informatiques*, rapport du Groupe spécial, WT/DS62/R, WT/DS67/R, WT/DS68/R, paragraphe 5.13 (pas de caractères gras et non souligné dans l'original).

Dernière observation, le Brésil rappelle qu'avant sa demande de consultations à l'OMC, il avait demandé à l'OMD des indications et des éclaircissements sur le sens des positions 0207 et 0210, vu l'affaire à l'examen. À l'époque, l'OMD n'avait pas donné d'éclaircissements au sujet de l'interprétation de ces positions et s'était bornée à renvoyer le Brésil à la disposition relative au règlement des différends à l'OMD qui figurent dans la Convention SH.[33]

10. Les plaignants sont priés d'indiquer en termes précis les produits dont ils allèguent qu'ils ont reçu un traitement moins favorable au sens de l'article II du GATT de 1994. En particulier, les produits en cause sont-ils: a) les morceaux de poulet congelés, désossés et salés; b) les morceaux de poulet congelés, désossés et salés ayant une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent; c) les morceaux de poulet congelés, désossés et salés ayant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 1,9 pour cent; d) les morceaux de poulet congelés, désossés et salés ayant une teneur en sel comprise entre 1,2 et 3 pour cent; et/ou e) toute autre catégorie de morceaux de poulet? En outre, les plaignants pourraient-ils indiquer si les produits en cause ont ou non fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène?

Les produits qui ont reçu un traitement moins favorable au sens de l'article II du GATT de 1994 sont les morceaux de poulet congelés, désossés et salés ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et ayant une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids. Tel est le produit en cause: les "viandes salées" de la position 0210, définies par les CE dans la Note complémentaire 7 du chapitre 2 de la Nomenclature combinée avant la conclusion de la Liste LXXX.

Que ce produit soit imprégné de sel en profondeur de manière homogène est un fait qui n'a pas été contesté par les parties et qui a effectivement été reconnu par les CE. Dans ses pièces n° 22 et 23, la Thaïlande présente les procès-verbaux des réunions du Comité du Code des douanes des CE sur le classement tarifaire des viandes de volailles salées et congelées. Dans celui de la réunion du 25 janvier 2002, le Comité indique, à propos des viandes de volailles en provenance du Brésil et de Thaïlande, que la question "*concerne plus précisément les importations de blancs de poulet, désossés, congelés et contenant 1,2 à 1,4 pour cent en poids de sel ajouté. D'après les renseignements reçus, le **salage satisfait aux critères établis par la Note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC***".[34] Plus précisément, dans l'extrait du procès-verbal des réunions du 18 au 19 février 2002, le Comité assure que "*les États Membres qui avaient procédé à une **analyse** des produits **ont confirmé** que le sel était **également distribué dans toute la viande** et que la teneur en sel était égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids, c'est-à-dire que le **salage satisfaisait aux critères posés dans la Note complémentaire 1 du chapitre 2**. Partant, les produits congelés et salés en question pouvaient être classés dans la position 0210*".[35]

Il ne fait donc aucun doute que lorsque des morceaux de poulet congelés, désossés et salés en provenance du Brésil et de Thaïlande ont été importés dans la Communauté, ils étaient imprégnés de sel en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et leur teneur globale en sel était égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids.

11. Les plaignants sont priés d'indiquer s'ils veulent ou non contester spécifiquement les règlements (CE) n° 1871/2003, 1789/2003 et 2344/2003 de la Commission dans la présente procédure. Dans l'affirmative, ils sont priés d'indiquer sur quelle base repose une telle contestation, en faisant référence à leurs demandes respectives d'établissement d'un groupe spécial.

[33] Pièce n° 28 du Brésil.
[34] Pièce n° 22 de la Thaïlande (non souligné dans l'original).
[35] Pièce n° 23 de la Thaïlande (non souligné dans l'original).

Ainsi que nous l'indiquions plus haut dans notre réponse à la question n° 1, les mesures citées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont le Règlement n° 1223/2002 et la Décision de la Commission des CE en date du 31 janvier 2003.

Cependant, le Brésil sait que les Règlements n° 1871/2003, 1789/2003 et 2344/2003 ont été pris à la suite, et découlent en fait des changements de classement et de droits instaurés par le Règlement n° 1223/2002 et la Décision de la Commission des CE en date du 31 janvier 2003. Ce règlement et cette décision de la Commission ayant modifié la portée et la définition des produits classés dans la sous-position 0207.14.10 de manière à y faire entrer les "autres viandes salées" de la sous-position 0210.99.39, les CE ont été forcées de modifier la définition qui existait alors des "viandes salées" de la position 0210 dans leur Nomenclature combinée. Ce changement de définition des "viandes salées" de la position 0210 a été opéré par les Règlements n° 1871/2003 et n° 2344/2003.

Pour résumer, ces règlements ont beau ne pas avoir été cités dans sa demande d'établissement du Groupe spécial, le Brésil considère qu'en bonne logique, s'il est constaté que le Règlement n° 1223/2002 et la Décision de la Commission du 31 janvier 2003 sont contraires à l'article II du GATT de 1994 et que les CE soient invitées à mettre ces mesures en conformité, il s'ensuit que la nouvelle définition du terme "viandes salées" de la position 0210, instituée par le Règlement n° 1871/2003 et qui figure actuellement dans le Règlement n° 2344/2003, devrait aussi être mise en conformité. Comme il était indiqué dans la réponse à la question n° 1, ces mesures "affinent et mettent en œuvre le règlement fondamental" – le Règlement n° 1223/2002 des CE – et relèvent par conséquent du mandat du Groupe spécial.

12. À supposer que la congélation ait un effet permanent et irréversible sur la viande, existe-t-il un moyen de distinguer cet effet de celui que produisent sur la viande le salage, le saumurage, le séchage et le fumage?

À supposer, pour les besoins du raisonnement, que "*la congélation ait un effet permanent et irréversible sur la viande*", ce qui la distingue du salage, du saumurage, du séchage ou du fumage c'est que, à la différence de ces autres procédés, la congélation n'altère pas les caractéristiques fondamentales d'une viande.

Cette conclusion n'est pas seulement de pur bon sens – puisqu'une viande salée congelée, une fois décongelée, restera toujours de la viande salée employée aux mêmes fins qu'avant la congélation –, elle est en outre étayée par la discussion que les CE durent mener dans une autre affaire, une procédure antidumping et antisubventions visant des importations de saumons en provenance de Norvège, du Chili et des Îles Féroé.[36]

Dans cette affaire, la question soulevée était celle de savoir si le saumon frais devait être distingué du saumon congelé aux fins de l'enquête en question. Après avoir évalué les divers types et présentations de saumons, la Commission des CE a considéré que: "*(...) la congélation des saumons ne suffisait pas à en modifier les caractéristiques essentielles. Plutôt que d'ajouter une valeur au produit apprécié par certains utilisateurs, il est estimé que l'une des raisons de cette congélation est de faciliter le transport des saumons vers la Communauté*".[37]

À en juger par ce qui précède, la Commission paraît considérer que la congélation n'a pas d'effet permanent et irréversible sur la viande, tout au moins pas au point de modifier les caractéristiques essentielles du produit. Le salage, le saumurage, le séchage et le fumage, en revanche, si. Nous donnons, aux paragraphes 81 à 89 de notre première communication écrite, au paragraphe 26 de notre déclaration orale et dans notre pièce n° 16 des renseignements précis, confirmés par les auteurs, sur l'action du sel sur la viande et les modifications qu'il y favorise.

[36] Pièce n° 26 du Brésil.
[37] Considérant (19) du Règlement n° 930/2003, pièce n° 26 du Brésil.

13. Le Brésil et la Thaïlande laissent entendre dans leurs déclarations orales à la première réunion de fond (au paragraphe 16 dans le cas du Brésil et aux paragraphes 8 et 53 dans le cas de la Thaïlande) qu'aux fins de l'analyse menée par le Groupe spécial au titre de l'article II du GATT de 1994 le critère décisif permettant de caractériser les produits en cause sont les caractéristiques objectives du produit au moment de son importation. Quel rôle le Brésil et la Thaïlande considèrent-ils que les processus de production, les utilisations finales et les vues des utilisateurs finals devraient jouer, pour autant qu'ils doivent en jouer un, dans la caractérisation des produits en cause aux fins de l'analyse menée par le Groupe spécial au titre de l'article II?

Le Brésil considère que les processus de production, les utilisations finales et les vues des utilisateurs finals ne devraient pas jouer de rôle dans la caractérisation du produit "morceaux de poulet salés congelés" aux fins d'une analyse au regard de l'article II.

Nous nous arrêtons ici un instant pour rappeler aux membres du Groupe spécial que la question dont ils sont saisis n'est pas de savoir si les exportations du Brésil vers le marché communautaire de morceaux de poulet salés congelés, qui sont imprégnés en profondeur de manière homogène de plus de 1,2 pour cent de sel, sont identiques aux morceaux de poulet congelés non salés ou interchangeables avec eux. Ils ne le sont **pas**, mais là n'est pas la question. Celle dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si les morceaux de poulet salés congelés, qui sont **en fait** imprégnés en profondeur de manière homogène de plus de 1,2 pour cent de sel, correspondent au champ d'application et à la définition des "viandes salées" de la position 0210 dans la Liste de concessions des CE (Liste LXXX). Si c'est le cas, le traitement réservé par les CE au produit classé dans la position 0207 est contraire aux dispositions de l'article II du GATT de 1994.

Dans sa question, le Groupe spécial indique que pour le Brésil et la Thaïlande, le critère décisif pour caractériser le produit en cause, ce sont les "caractéristiques objectives" du produit au moment de son importation. Cette affirmation est exacte. Mais, **surtout**, ce sont les CE qui considèrent que les "caractéristiques objectives" d'un produit sont le critère décisif pour son classement.[38] Selon elles, ce critère remplit une double fonction, en assurant la sécurité juridique et en facilitant les vérifications aux autorités douanières.[39]

Lorsque, avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, les CE avaient défini dans le Règlement n° 535/94 les caractéristiques objectives des "viandes salées", elles assuraient en fait la sécurité juridique en donnant la certitude que les viandes ayant fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et présentant une teneur globale en sel supérieure à 1,2 pour cent constituaient des "viandes salées" aux fins de la position 0210.

Si le Brésil a largement repris les arguments cités dans la question, c'est dans le simple souci de prévenir ou réfuter l'argument de la part des CE que les morceaux de poulet salés et les morceaux de poulet à l'état naturel sont identiques ou interchangeables. Au cas où le Groupe spécial constaterait qu'il doit se pencher sur cette question, le Brésil s'en tient aux éléments de preuve qu'il a communiqués et qui montrent que les deux produits ne sont ni identiques ni interchangeables.

14. Les plaignants sont priés de fournir des renseignements détaillés sur les procédés auxquels les produits en cause sont soumis avant d'être exportés vers les CE. En particulier, veuillez donner des renseignements détaillés, avec documents à l'appui, concernant:

---

[38] Pièce n° 12 des CE, pages 969 et 977 (paragraphe 10), pièce n° 18 de la Thaïlande, page 1276, et pièce n° 27 du Brésil.

[39] Pièce n° 12 des CE, pages 982 et 983 (paragraphe 6), pièce n° 27 du Brésil (quatrième alinéa après le point 3).

a) les procédés physiques auxquels sont soumis les produits en cause;

b) les effets de ces procédés sur les produits en cause;

c) le temps nécessaire pour appliquer ces procédés; et

d) les coûts et les avantages associés à ces procédés.

a) les procédés physiques auxquels sont soumis les produits en cause

Le Brésil tient à souligner pour commencer que les renseignements qu'ils donnent pour répondre à cette question, et en particulier ceux qui figurent dans sa pièce n° 33, sont sensibles pour l'industrie brésilienne et doivent être traités comme **confidentiels** à tous les stades de la procédure en cours.

Les producteurs et exportateurs brésiliens de viande de poulet salée ont recours essentiellement à deux méthodes de salage: le salage à sec (à la main/barattage) ou le saumurage (par immersion/injection). La méthode la plus employée par les producteurs brésiliens est le salage à sec. Le Groupe spécial trouvera ci-dessous des précisions sur ces deux méthodes de salage.

Salage à sec – Après que la viande de poulet a été nettoyée et introduite dans la chaîne de production, des morceaux sont choisis, pesés puis laissés à reposer en chambre froide, à une température contrôlée, durant un certain temps. Le refroidissement a pour but tout au long de ce processus de faciliter la pénétration du sel aux étapes ultérieures; toutefois, les températures très basses empêchent la pénétration du sel et, de leur côté, les très hautes températures facilitent le développement microbien.[40] Après que les morceaux de poulet ont reposé, le sel est appliqué sur la surface de la viande. Le contact du sel sec avec la viande s'effectue à la main, le sel étant frotté sur la surface de la viande pour provoquer des déchirements superficiels du tissu conjonctif.[41] Ces déchirements provoquent une augmentation de la pression osmotique et favorisent la pénétration du sel.[42] La simple aspersion ou le dépôt de sel à la surface de la viande ne produit pas de pénétration effective.[43] Après que les morceaux de poulet ont été salés à la main, ils sont dirigés vers une baratte. La viande est alors barattée/malaxée durant un certain temps pour favoriser une imprégnation homogène et totale. Après le barattage, les morceaux salés sont à nouveau laissés à reposer en chambre froide, à une température contrôlée, durant un certain temps. Comme on l'a observé, le refroidissement tout au long du processus de salage facilite l'imprégnation par le sel. Le produit est ensuite placé dans un tunnel de congélation, conditionné et emballé dans des boîtes de carton pour l'expédition. En général, ce salage prend dans les 30 à 40 heures.

Le Brésil donne dans sa pièce n° 33 une description plus détaillée, accompagnée d'illustrations, du salage à sec, tel que le pratique un producteur brésilien de viande de poulet salée. Le Brésil répète que tous les renseignements figurant dans sa pièce n° 33 doivent être traités comme confidentiels.

Saumurage – Le saumurage est une méthode de salage plus simple. Il peut s'effectuer par immersion dans une solution saline durant un certain temps ou par injection intra-musculaire ou intra-artérielle avec une aiguille longue pour accélérer la distribution de la saumure dans la partie

[40] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, pages 724 et 725; João Andrade Silva, page 184. Pièce n° 16 du Brésil.

[41] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, pages 723 et 724; João Andrade Silva, page 184. Pièce n° 16 du Brésil.

[42] Documentation sur l'action du sel dans la viande. João Andrade Silva, page 184. Pièce n° 16 du Brésil.

[43] *Id.*

interne des tissus.[44] Nous signalons en outre d'autres facteurs qui peuvent aussi influer sur la pénétration du sel, à savoir: l'épaisseur de la viande (la pénétration est meilleure/plus rapide dans les pièces plus fines), la température appliquée durant l'opération et la taille des cristaux de sel.[45]

b) les effets de ces procédés sur les produits en cause

Les effets du sel sur la viande sont nombreux. Cependant, d'un point de vue purement commercial, le salage est bon parce qu'il réduit la perte de liquide par écoulement. La perte de liquide par écoulement est l'incapacité du tissu musculaire de retenir l'eau; elle intervient au moment de l'abattage et dure jusqu'à ce que la viande ait été décongelée pour la consommation. Elle représente une perte de poids du produit, qui peut se traduire par une moindre qualité de la viande (en réduisant sa tendreté et sa jutosité) et une abaisse éventuelle de prix de vente du produit. En conséquence, la perte de liquide par écoulement pose un sérieux problème économique aux producteurs de viande de poulet. En particulier, la congélation et la décongélation accroissent grandement cette perte. La viande de poulet congelée (salée ou non) doit nécessairement être décongelée avant usage, que ce soit pour la consommation immédiate ou pour la transformation ultérieure dans l'industrie alimentaire. Si le salage réduit la perte de liquide par écoulement, il est parfaitement raisonnable que les importateurs/l'industrie alimentaire préfèrent les viandes salées aux viandes non salées. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles la clientèle européenne demande et importe de la viande de poulet salée du Brésil, parce que la présence de sel réduit la perte de liquide par écoulement.[46]

Bien évidemment, le salage agit aussi sur les caractéristiques organoleptiques du produit (la saveur et la texture). Le sel favorise aussi d'autres changements, dans l'activité de l'eau et les protéines de la viande par exemple, grâce auxquels celle-ci convient mieux et se prête mieux aux besoins de l'industrie alimentaire en aval. C'est ce qui ressort à l'évidence des écrits scientifiques communiqués par le Brésil dans sa pièce n° 16 et qu'attestent aussi les déclarations figurant dans sa pièce n° 30.

c) le temps nécessaire pour appliquer ces procédés

Ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus dans la section a), le salage peut prendre de 30 à 40 heures.

d) les coûts et les avantages associés à ces procédés

Les avantages du salage ont été indiqués ci-dessus dans la section b). Les coûts qui y sont associés sont les suivants: la matière première (morceaux de poulet et sel); l'acquisition et l'entretien du matériel nécessaire (barattes); l'affectation des installations nécessaires pour conduire les différentes étapes de l'opération (chambre frigorifique par exemple); la main-d'œuvre employée pour la partie manuelle de l'opération; l'eau, l'électricité et autres charges; enfin, il faut ajouter les dépenses correspondant à l'augmentation de la durée de production de 30 à 40 heures.

15. Les procédés auxquels les produits en cause sont soumis lorsqu'ils sont exportés vers les CE depuis le Brésil et la Thaïlande sont-ils les mêmes que ceux auxquels ils sont soumis lorsqu'ils sont exportés vers d'autres pays?

[44] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, page 725; João Andrade Silva, page 184. Pièce n° 16 du Brésil.

[45] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, pages 724 et 725; João Andrade Silva, page 184. Pièce n° 16 du Brésil.

[46] Pièce n° 30 du Brésil.

Les procédés de salage appliqués par les producteurs brésiliens peuvent varier de l'un à l'autre. D'ordinaire, le salage est assuré par barattage ou par injection à l'aide d'une aiguille.[47] Cela dit, chaque producteur/usine de transformation ne soumet la viande de poulet qu'à un seul de ces procédés pour obtenir des morceaux de poulet salés. Le procédé de salage appliqué par tel ou tel producteur ne devrait donc pas changer selon le marché d'exportation auquel le produit est destiné.

Les trois grands marchés d'exportation des produits de viande de poulet du Brésil sont le Moyen-Orient, l'Asie et l'Europe. Le profil du marché et les produits demandés sont différents dans ces trois régions. Dans le cas du marché européen, en particulier, les exportations brésiliennes de morceaux de poulet salés sont stimulées par deux grands facteurs.

Le premier est que les CE sont le seul marché où le produit brésilien serve en grandes quantités à une transformation plus poussée. Comme les CE elles-mêmes l'admettent, les morceaux de poulet salés sont utilisés par l'industrie alimentaire d'aval. Elles ont invoqué l'argument fallacieux que les morceaux salés et les morceaux à l'état naturel sont interchangeables, mais ce n'est tout simplement pas vrai. L'interchangeabilité invoquée par les CE ne peut survenir que sur le marché de la transformation ultérieure. Le produit salé ne peut être vendu ni au consommateur final, ni à "l'industrie des services alimentaires" (supermarchés, restaurants, hôtels et ainsi de suite). Dans leur quasi-totalité, les autres grands marchés susmentionnés du Brésil – au Moyen-Orient et en Asie – importent des poulets, en morceaux ou entiers, pour l'industrie des services d'alimentation.

Le second facteur est que la structure des Listes de concessions des autres grands importateurs de volailles brésiliennes fait que les importations de morceaux de poulet salés ne sont pas intéressantes, quand bien même le produit serait utilisé par l'industrie alimentaire d'aval. Le Brésil renvoie le Groupe spécial au tableau figurant dans sa pièce n° 37. Il en ressort que, des 17 autres Membres de l'OMC qui offrent des débouchés à l'industrie brésilienne de la volaille, trois seulement, à l'instar des CE, attribuent une concession tarifaire à un niveau de droit plus élevé pour la position 0207 que pour la position 0210, à savoir la République tchèque, le Japon et l'Afrique du Sud. Il en va de même au fond de l'Arabie saoudite et de la Russie, qui ne sont pas encore Membres de l'OMC. Dans l'ensemble, ces marchés n'utilisent pas le produit importé en quantités tant soit peu importantes dans l'industrie alimentaire d'aval. Dans leur immense majorité, sinon leur totalité, les volailles importées à l'état naturel du Brésil dans ces pays sont destinées à l'industrie des services alimentaires. C'est aussi le cas à Bahreïn, Cuba et Hong Kong, Chine, au Paraguay, à Singapour et aux Émirats arabes unis, qui appliquent des droits consolidés identiques pour les positions 0207 et 0210. Les huit autres importateurs (Angola, Argentine, Chine, Égypte, Inde, Oman, Qatar et Corée) ont des Listes prévoyant des droits plus élevés pour la position 0210 que pour la position 0207.

16. Les plaignants sont priés de fournir des renseignements détaillés sur leur pratique en matière de classification en ce qui concerne les importations et les exportations des produits en cause.

Le Brésil n'importe **pas** de morceaux de poulet salés. Il n'a donc pas de pratique en matière de classement en ce qui concerne les importations de ce produit. En effet, il ressort des statistiques d'importation de 2002 et 2003 que les seuls produits de poulet importés au Brésil durant cette période étaient des viandes de poulets déshydratées en provenance des États-Unis de la sous-position 0210.99 et des cœurs de poulets congelés en provenance d'Argentine de la sous-position 0207.14.

Quant au reproche fait au Brésil pour sa pratique en matière de classement des exportations de poulets salés congelés, il appelle les observations suivantes.

[47] Nous faisons remarquer que le barattage ou l'injection à l'aide d'une aiguille ne constitue que l'une des étapes du salage.

En premier lieu, il n'y a pas de droits à l'exportation sur les exportations de viande de poulet salée congelée, pas plus que sur celles de viande de poulet congelée à l'état naturel. Dans les situations où il n'y a pas de droits à percevoir, les autorités sont habituellement moins sévères en matière de classement et ne vérifient pas toujours si la marchandise déclarée par un producteur/exportateur correspond au produit effectivement exporté. Ainsi, comme les importations sont le plus souvent assujetties à des droits, c'est la pratique en matière de classement des importations qui se révèle la plus fiable et la plus exacte comme source de renseignements concernant le classement. C'est regrettable, mais c'est ainsi. De leur côté, les producteurs de viande de poulet salée cherchent à vendre leurs produits. Pour cela, ils produisent et vendent selon la demande de la clientèle. Ils ne sont pas particulièrement avertis des questions de classification lorsqu'elles n'ont aucune espèce d'incidence sur leurs opérations ou leurs bénéfices commerciaux, ce qui est le cas du classement des exportations au Brésil. À titre d'exemple, les producteurs brésiliens ont exporté le produit en cause, à savoir le poulet salé congelé, en le décrivant comme du poulet épicé/à goût épicé, qui – à s'en tenir rigoureusement à la classification – relèverait du n° 1602, et non de la position 0210. Comme ce sont les importateurs qui paient des droits, ce sont eux qui sont "en phase avec" ces exigences. C'est précisément pour cette raison que le classement des importations est plus exact que celui des exportations. Il y a en la matière une sorte de jeu naturel de "poids et contrepoids" qui est assuré par les autorités douanières et les importateurs. Au Brésil, les statistiques d'exportation rendent compte surtout du classement attribué par l'exportateur (ou par son agent en douane) au produit qui est expédié à l'étranger. Les autorités douanières à la frontière ne sont pas aussi attentives que dans le cas des importations et ne procéderaient sûrement pas à des essais pour vérifier si les morceaux de poulet congelés sont à l'état naturel ou s'ils sont, en fait, imprégnés en profondeur de manière homogène de plus de 1,2 pour cent de sel.

Deuxièmement, nous ne pensons pas que la pratique du Brésil soit utile pour l'interprétation de la Liste LXXX. Nous notons à ce propos que la pratique dont nous parlons consiste en "*toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité*".[48]

En l'espèce, les règles d'interprétation sont appliquées pour l'interprétation des concessions tarifaires accordées par les CE pour la position 0210 en vertu de leur Liste LXXX. En d'autres termes, le texte du traité qui est examiné est celui de la Liste LXXX. Cette liste est la Liste des engagements pris par les **CE**, et non la liste des engagements du Brésil, de la Thaïlande ou d'aucun autre Membre. C'est l'interprétation de la portée et du sens des concessions tarifaires assumées par les CE avec la Liste LXXX qui est très précisément en cause ici. Bien que *tous* les Membres doivent s'entendre sur la portée d'une concession tarifaire accordée par les CE dans la Liste LXXX, cette concession tarifaire ne s'applique qu'aux seules CE. Il peut arriver parfois que les listes de différents Membres soient identiques à tous égards, y compris en ce qui concerne leur législation interne. Mais ce n'est pas le cas ici. Comment, dans ces conditions, le classement adopté par les autres Membres de l'OMC, même s'ils ne font pas le commerce des morceaux de poulet salés congelés, peut-il être pertinent pour l'interprétation de la Liste LXXX?

En l'espèce, la pratique ultérieure des CE, qui a consisté pendant quatre ans à classer la viande de poulet salée sous la position 0210 a conféré la sécurité au commun accord auquel les parties étaient parvenues à l'époque de la conclusion de la Liste LXXX, à savoir qu'aux fins de la concession tarifaire des CE pour la position 0210 le terme "viandes salées" s'entendait de "*viandes (...) qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids*".[49]

[48] Article 31, paragraphe 3 b), de la Convention de Vienne.
[49] Pièce n° 6 du Brésil.

17. Les plaignants pourraient-ils commenter le fait que les notes explicatives des chapitres 2 et 16 du Système harmonisé désignent sous le nom de "procédés" aussi bien la conservation que la préparation?

Donnant des exemples de viande relevant du chapitre 16 et du chapitre 2, les Notes explicatives du chapitre 2 du SH indiquent expressément "*les viandes (...) autrement préparé[e]s ou conservé[e]s par tout procédé non visé au présent chapitre (...)*.[50] En conséquence, les notes explicatives du chapitre 16 du SH précisent aussi que ce chapitre "*ne comprend pas les viandes (...) préparé[e]s ou conservé[e]s par les procédés énumérés au chapitre 2 (...)*".[51] Du texte de ces notes il ressort clairement que, dans les deux chapitres, les procédés sont répartis entre deux groupes, soit de préparation, soit de conservation. Nous appelons l'attention sur le fait que la **seule** position du chapitre 2 qui s'applique explicitement aux viandes "préparées" par certains procédés (salées, en saumure, séchées ou fumées) est la position 0210.[52]

Nous relevons que le fait que les termes "conservées" et "préparées" sont tous deux caractérisés comme des "procédés" n'en préjuge pas plus le sens qu'il ne les rend semblables. Un procédé est simplement une "action ou succession d'actions continues et régulières, ayant lieu ou conduites d'une manière déterminée" (voir la réponse à la question n° 67). Conserver un produit est un procédé, préparer un produit est un procédé, l'emballer est un procédé, le dédouaner en est encore un autre. Le fait que toutes ces actions soient des "procédés" ne les rend nullement semblables, ni même apparentées.

Qui plus est si, comme l'affirment les CE, le chapitre 2 du SH était structuré exclusivement selon les méthodes de conservation, il n'y aurait aucun besoin d'évoquer explicitement dans les notes de ce chapitre et de la position 0210 les procédés de préparation et le terme "préparées". Et cependant, ces notes font clairement et délibérément une place aux procédés de préparation (qui diffèrent des procédés de conservation) et établissent en outre que le salage, le saumurage, le séchage et le fumage sont du nombre.

18. Les plaignants sont priés de commenter l'avis émis par le Secrétariat de l'OMD, tel qu'il est reproduit au paragraphe 29 de la déclaration orale des CE à la première réunion de fond, en ce qui concerne la classification des poissons au chapitre 3 du Système harmonisé.

Tout d'abord, le Brésil croit comprendre qu'une lettre indiquant l'avis ou l'opinion du Secrétariat de l'OMD en réponse à une question posée par une autorité douanière ne constitue pas une interprétation de la Nomenclature du SH ni une position officielle de l'OMD. Comme les CE elles-mêmes l'ont reconnu, une telle lettre "*(...) ne se confond pas, bien entendu, avec une décision ou une opinion rendue par le Comité du Système harmonisé en matière de classement*".[53] De fait, le Secrétariat de l'OMD indique que lorsque l'autorité douanière ne se range pas aux vues qu'il a exposées dans sa lettre d'avis, le Secrétariat est prêt à réexaminer la question sur la base des compléments d'information fournis par elle.

Au sujet de cette note, le Groupe spécial devrait ne pas perdre de vue que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a considéré que "les ***décisions*** *de l'OMD* [***pouvaient***] *être pertinentes*"[54] pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la Liste LXXX. Si, comme le suggérait l'Organe d'appel, les décisions de l'OMD, qui sont prises par le Comité du SH et approuvées

[50] Pièce n° 24 du Brésil (non souligné dans l'original).
[51] Première communication écrite des CE, paragraphe 142 (non souligné dans l'original).
[52] Pièce n° 24 du Brésil.
[53] Déclaration orale des CE à la première réunion de fond, paragraphe 27.
[54] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 90 (non souligné dans l'original).

par le Conseil de coopération douanière, sont contestables (*peuvent*) comme moyens d'interprétation pertinents, les opinions émises par le Secrétariat de l'OMD le sont encore plus.

Bien que le Brésil n'ait pas eu l'avantage de pouvoir examiner les termes précis dans lesquels étaient formulées les questions posées par l'autorité chypriote, ni les circonstances de fait entourant cette enquête, il s'efforcera de commenter l'avis relatif au classement des poissons salés congelés et d'établir un lien entre ce produit et le produit en cause en l'espèce.

Ce faisant, ce qu'il remarque d'emblée, c'est que le premier souci des autorités chypriotes est de savoir "s'il y a pour les poissons salés un pourcentage minimum de sel sur le produit final et s'il y a un pourcentage différent pour les filets salés et les poissons entiers salés". À cette préoccupation, le Secrétariat de l'OMD a immédiatement et directement répondu ceci: "La Nomenclature n'offre **pas** de critères spécifiques concernant la teneur en sel nécessaire pour constituer des "poissons salés" (...)."[55] Le Groupe spécial pourra vérifier qu'il en va ainsi aussi des viandes salées du chapitre 2. La Nomenclature du SH n'indique aucun critère spécifique concernant la teneur en sel nécessaire pour constituer les viandes salées du n° 0210. En revanche, et c'est là que le bât blesse, la Nomenclature combinée des CE, à l'époque de la conclusion des négociations du Cycle d'Uruguay, contenait bien un critère très spécifique quant à la teneur en sel nécessaire pour constituer les "viandes salées" du n° 0210. À l'époque du Cycle d'Uruguay, étaient considérées comme "viandes salées" de la position 0210 les "viandes (...) qui [avaient] fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présent[ai]ent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids". Tel était le critère précis nécessaire pour être considérées comme des "viandes salées" au sens du n° 0210, établi par les CE par le truchement de la Note complémentaire 8 du chapitre 2 de la Nomenclature combinée. Ce critère figurait dans ladite nomenclature des CE à l'époque où leur Liste LXXX fut conclue, et il y est resté jusqu'à ce que le Règlement n° 1871/2003 vienne le modifier.

La lettre d'avis poursuit en affirmant que les poissons aspergés d'eau salée ou saupoudrés de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport sont classés comme poissons frais, réfrigérés ou congelés dans les positions 0302 ou 0303.[56] Nous sommes d'accord. Il ne saurait en être autrement, puisque c'est exactement ce qui est prévu dans les notes explicatives de ces positions. Voyons donc. Pour le n° 0302, la note explicative du SH indique ceci: "*Cette position couvre les poissons frais ou réfrigérés, qu'ils soient entiers, étêtés, éviscérés ou tronçonnés en conservant les arêtes. Toutefois, elle ne comprend pas les filets de poissons et autre chair de poissons du n° 03.04. Les poissons peuvent être présentés avec ou sans glace, même saupoudrés de sel ou arrosés d'eau salée pour assurer simplement leur conservation pendant le transport. (...).*"[57] Pour le n° 0303, les notes indiquent: "*Les dispositions de la Note explicative du n° 03.02 s'appliquent, mutatis mutandis, aux produits de la présente position.*"[58] Dans le chapitre 2 du SH, on trouve le même libellé **uniquement** dans les Notes explicatives du SH relatives à ce chapitre. Plus précisément, les notes explicatives du chapitre 2 indiquent: "*Ne sont compris dans ce chapitre que les viandes et abats présentés dans les états suivants, qu'ils aient ou non été soumis à un traitement thermique peu poussé à l'eau chaude ou à la vapeur (tel que l'échaudage ou le blanchiment), mais n'ayant pas pour effet la cuisson véritable des produits: 1) frais (c'est-à-dire à l'état naturel), même saupoudrés de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport (...)*".[59] En ce qui concerne cette note, le Groupe spécial pourra confirmer que le Brésil a déjà très précisément commenté ce texte aux paragraphes 139 à 143 de sa première communication écrite. Nous n'avons pas l'intention de réitérer ces arguments, mais nous rappellerons au Groupe spécial: 1) que la mention du sel dans cette note se rapporte aux viandes fraîches et non pas congelées et 2) que le conditionnement des viandes fraîches

[55] Pièce n° 19 des CE (non souligné dans l'original).
[56] *Id.*
[57] Pièce n° 20 des CE (non souligné dans l'original).
[58] *Id.*
[59] Pièce n° 24 du Brésil (non souligné dans l'original).

avec du sel comme agent de conservation temporaire en vue du transport est **très différent** de l'addition de sel à un produit, par application d'un procédé de préparation qui fait qu'il est imprégné de sel en profondeur de manière homogène (et irréversiblement différent du produit non salé).

Nulle part le Système harmonisé et ses Notes explicatives ne disent que le chapitre 2, ni d'ailleurs le chapitre 3, est structuré selon les méthodes de conservation. Et de fait, nous n'avons pas trouvé de décisions de l'OMD sur le sujet.

Dans sa lettre, le Secrétariat de l'OMD indique encore que les poissons en question avaient été soumis à un salage "normal" avant la congélation et qu'on ne voyait pas très bien ce qu'il fallait entendre exactement par procédé "normal". Ce qui était clair, c'était l'indication que si le procédé "normal" mentionné par l'autorité chypriote couvrait "*les poissons présentés avec ou sans glace, même saupoudrés de sel ou arrosés d'eau salée pour assurer simplement la conservation pendant le transport*", il devait être classé sous le n° 0303. En l'espèce, le procédé de salage appliqué aux viandes de poulet **imprègne** ces viandes de sel en profondeur de manière homogène. Partant, il ne correspond pas à la qualification "*présentés avec ou sans glace, même saupoudrés de sel ou arrosés d'eau salée*".

À la fin de sa lettre, le Secrétariat de l'OMD avance prudemment que les poissons "salés" classés au n° 0305 ne sont pas **normalement** salés légèrement, de telle sorte qu'il serait nécessaire de les congeler, et il déclare ne pas avoir connaissance de poissons congelés qui auraient été réellement salés et qui auraient encore besoin d'être congelés pour se conserver. Cependant, cette déclaration du Secrétariat n'est pas corroborée par les faits. Aux paragraphes 40 à 43 de sa déclaration orale, le Brésil a donné des exemples de cas où des viandes, y compris des poissons, qui ont été salées et/ou fumées doivent quand même être gardées en chambre froide ou dans des installations frigorifiques pour pouvoir se conserver.

De plus, et c'est plus important, les CE elles-mêmes paraissent considérer que les poissons salés/séchés/fumés congelés devraient être classés au n° 0305, et non 0303 ou 0304. Dans sa pièce n° 34, le Brésil donne des précisions sur les RTC existants délivrés par une autorité douanière communautaire qui classe le colin ou lieu de l'Alaska (type de morue) salé/séché congelé, et les saumons salés/fumés congelés au n° 0305 de la Nomenclature combinée des CE, et non dans les positions 0303 ou 0304, alors même que ces produits sont congelés.

Surtout, la lettre du Secrétariat se borne à exprimer l'opinion technique d'une personne (M. I. Kusahara, qui la signe), ou peut-être plus. Cette opinion ne lie aucunement les membres de l'OMD et n'a aucune valeur juridique. C'est ce qu'illustre parfaitement la lecture d'autres lettres semblables du Secrétariat.

Le Brésil signale à l'attention du Groupe spécial une autre lettre du Secrétariat de l'OMD faisant part de son avis, également sur le sens du terme "salé". Cette fois, cependant, il s'agit du terme "salé" du n° 0210.[60] Et cette fois, à la différence des CE qui ont choisi une lettre datée de septembre 1997, le Brésil se réfère à une lettre beaucoup plus proche de nous, puisqu'elle est datée de mai 2003, soit il y a un peu plus d'un an. La lettre en question est signée par M. Holm Kappler, Directeur de la Direction de la nomenclature et de la classification, soit le même secteur que celui où M. Kusahara travaillait à l'époque où il avait signé sa lettre, il y a sept ans. Celle de M. Kappler répondait à une question posée par l'Administration bulgare des douanes, qui voulait savoir si les importations "*de poitrines de l'espèce porcine, désossées, congelées, qui avant la congélation ont subi un salage en surface*"[61], devaient être classées au n° 0203.29 ou au n° 0210.12. Dans ce cas-là, "*les résultats de l'analyse de laboratoire, après la décongélation, indiquent que le sel n'a pénétré que dans*

[60] Pièce n° 35 du Brésil.
[61] *Id.* (non souligné dans l'original).

une couche très limitée (celle située sous la surface du produit) et non pas en profondeur"[62], et l'autorité en question considérait, en s'en rapportant au libellé de la Note complémentaire 7 du chapitre 2 de la Nomenclature combinée des CE, que le produit en question devait être classé au n° 0203 parce qu'il n'avait pas fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène. L'importateur, au contraire, faisait valoir que ledit produit relevait de la position 0210, parce que sa teneur globale en sel était de l'ordre de 1,9 pour cent en poids. Devant ce problème, l'autorité douanière avait demandé l'avis du Secrétariat de l'OMD.

Avant d'aller plus loin, nous soulignons que, dans ce cas-là, la demande de l'autorité reposait précisément sur le fait que le produit considéré ne satisfaisait qu'à une partie de la description/du critère des "viandes salées" du n° 0210 figurant dans la Note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC. Dans le présent différend, il n'y a aucun doute. Les morceaux de poulet salés congelés exportés du Brésil répondent **pleinement** à la définition des "viandes salées" du n° 0210 de la Nomenclature combinée. Le Groupe spécial pourra le vérifier dans les pièces n° 22 et 23 de la Thaïlande, d'où il ressort que les États membres des CE se sont livrés à une analyse des produits qui a confirmé que le salage satisfaisait aux critères posés par la Note complémentaire 7 du chapitre 2, ainsi qu'en examinant les RTC communiqués dans la pièce n° 31 du Brésil.

Pour en revenir à la question posée par l'autorité bulgare, l'avis du Secrétariat fut d'abord et avant tout le suivant: "En ce qui concerne le terme "salé", **aucun** texte officiel **ni** note explicative de la Nomenclature du Système harmonisé **n'en donne une définition**."[63] Le Secrétariat était clair: il n'y a **pas** de définition officielle du terme "salé" dans le Système harmonisé et ses Notes explicatives. Ceci, rappelons-le, se passait en mai 2003.

Le Secrétariat allait même plus loin et reconnaissait que la Nomenclature combinée des CE retenait un critère spécifique pour définir les viandes salées du n° 0210 et que l'autorité bulgare devait se tourner vers elles pour tirer la chose au clair. Nous appelons ici l'attention sur le fait que cette autorité avait expressément demandé des indications sur le degré et la méthode de salage du n° 0210. Et cependant, dans l'échange de lettres et d'opinions, ni l'autorité ni le Secrétariat de l'OMD n'avaient considéré, ni même soulevé l'idée, que le salage devait **conserver** le produit pour que celui-ci puisse être classé au n° 0210. Il paraît raisonnable de penser que si, comme le suggèrent les CE, la position 0210 du Système harmonisé ne comprenait que les viandes conservées (par opposition à préparées) par salage, séchage ou fumage, le Secrétariat de l'OMD, et l'autorité bulgare elle-même, l'auraient mentionné dans leurs lettres. Mais en vérité, ils n'en ont rien fait.

En réalité, si M. Kappler partageait l'interprétation des CE ou, apparemment, de M. Kusahara, sa réponse aurait dû être fort simple: si le produit est congelé, c'est que le salage n'est pas destiné à en assurer la conservation à long terme et que, par conséquent, il doit être classé sous la position 0207. Or, telle n'est pas la conclusion de M. Kappler, qui termine sa lettre en disant que le Secrétariat n'est pas en mesure de se prononcer sur le classement de ce produit.

Fait plus significatif, M. Kappler i) note que la Bulgarie fonde son classement tarifaire sur la Nomenclature combinée (NC) des CE; ii) indique que la NC contient une définition des "viandes salées"; et iii) renvoie l'Administration bulgare aux CE en disant: "*vous devriez vous adresser à la Communauté européenne pour connaître son interprétation de cette définition*".

À TOUTES LES PARTIES:

56. Les parties conviennent-elles que le moment auquel devrait se rapporter l'évaluation du sens des positions de la Liste des CE (LXXX) est le moment où cette liste a été annexée au

[62] *Id.* (non souligné dans l'original).
[63] *Id.* (pas de caractères gras dans l'original).

Protocole de Marrakech du 15 avril 1994? Dans la négative, à quel moment ou à quelle période cette évaluation devrait-elle se rapporter?

Pour être précis, le moment auquel l'évaluation du sens des positions de la Liste LXXX aurait dû et pu se rapporter est le 15 avril 1994, date à laquelle les Parties contractantes avaient signé l'Acte final du Cycle d'Uruguay et les listes de concessions des Membres été annexées au Protocole de Marrakech. En principe, la date du 15 avril 1994 était la dernière occasion qu'une Partie contractante avait de refuser ou d'accepter de respecter ce Protocole.

Les Membres disposaient aussi d'un délai précis pour vérifier la portée et le sens des concessions tarifaires figurant dans les Listes des autres Membres. À cet égard, l'Organe d'appel a confirmé, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, que "*(...) il y a[vait] eu un processus de vérification des listes tarifaires du 15 février au 25 mars 1994, qui a[vait] permis aux participants du Cycle d'Uruguay de vérifier et de contrôler, dans le cadre de consultations avec leurs partenaires de négociation, la portée et la définition des concessions tarifaires*".[64]

Nous soulignons que, du 15 février au 25 mars 1994, les Membres avaient la possibilité de vérifier et contrôler la portée et la définition de leurs concessions tarifaires respectives. C'est avant la fin de ce processus de vérification que les CE avaient promulgué le Règlement n° 535/94, avec sa définition des "viandes salées" de la position 0210. Plus précisément, le Règlement n° 535/94, du 9 mars 1994, avait été publié au Journal officiel des Communautés européennes le 11 mars 1994 et était entré en vigueur 21 jours après la publication, soit, par une cocasse coïncidence, le 1er avril 1994.

Les CE elles-mêmes admettent que le Règlement n° 535/94 avait été publié au cours de la période de vérification des listes de concessions tarifaires, mais elles font valoir que ce règlement n'était entré en vigueur qu'après la fin de cette période de vérification.[65] En affirmant cela, il semble que les CE fassent valoir que, même si elles avaient rendu publique leur définition des "viandes salées" avant la fin de ladite période, du fait que le Règlement n° 535/94 n'était entré en vigueur qu'après ladite période, leur définition des "viandes salées" de la position 0210 n'existait pas à l'époque.

À ce propos, nous appelons l'attention sur le fait que, dans des rapports adoptés antérieurement, les groupes spéciaux du GATT de même que ceux de l'OMC "ont toujours estimé que la législation impérative d'un Membre, même si elle n'était pas encore entrée en vigueur ou appliquée, pouvait être contestée par un autre Membre de l'OMC".[66] Si une loi impérative qui n'est pas encore en vigueur peut être contestée par un autre Membre de l'OMC, il semble que la définition communautaire des "viandes salées" énoncée dans le Règlement n° 535/94, qui était publique mais pas en vigueur durant la période de vérification des listes, aurait aussi pu être contestée par un partenaire de négociation au cours de cette période. Après tout, elle était appelée à être l'interprétation donnée par les CE de ce qui constitue les "viandes salées" de la position 0210 dans leur Liste de concessions (LXXX). La logique ici est que, même si leur définition des "viandes salées" du n° 0210 n'était pas encore en vigueur, et n'était donc pas applicable aux échanges en cours, elle serait applicable au commerce futur. La publication de ce que les CE considéraient comme "viandes salées" de la position 0210 donnait à leurs partenaires de négociation la prévisibilité nécessaire pour programmer leur commerce futur. Ainsi, le simple fait pour les partenaires de négociation des CE de savoir ce que celles-ci considéraient comme "viandes salées" du n° 0210 était suffisant pour les besoins de la vérification et du contrôle de la portée et de la définition des concessions tarifaires.

---

[64] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 109 (non souligné dans l'original).

[65] Première communication écrite des CE, paragraphe 200.

[66] Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements, rapport du Groupe spécial, WT/DS34/R, paragraphe 9.37 et note 263; États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation, rapport du Groupe spécial, IBDD S34/154, paragraphes 5.2.1 et 5.2.2 (non souligné dans l'original).

57. La Liste des CE en question a-t-elle été négociée sur la base d'une série d'offres et de demandes, ou bien sur la base d'une offre unilatérale faite par les CE?

Comme nous le disions dans notre première communication écrite, le Brésil n'a trouvé aucun document spécialement consacré aux travaux préparatoires de la Liste LXXX portant sur les positions 0207 et 0210.[67] Néanmoins, que cette liste ait été négociée sur la base d'une série d'offres et de demandes ou sur celle d'une offre unilatérale de la part des CE, toutes les offres faites par un Membre tout au long du processus de négociation sont finalement, en un sens, unilatérales, et c'est à ses partenaires de négociation soit d'accepter telle ou telle offre de ce Membre, soit de la décliner. Ainsi, dans un cas comme dans l'autre – série d'offres et de demandes ou offre unilatérale –, les Membres qui négocient des concessions tarifaires doivent tenir compte de la définition que chacun de leurs partenaires donne des produits qui sont négociés. Les concessions tarifaires et les définitions correspondantes ont été acceptées par les autres Membres lorsqu'ils ont signé l'Accord de Marrakech.

58. Le Règlement (CE) n° 535/94 a-t-il été promulgué pour répondre en totalité ou en partie à des demandes adressées aux CE par d'autres Membres lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay afin de clarifier les positions de la Liste des CE en cause dans la présente affaire?

La manière dont la question qui précède a été formulée amène le Brésil à penser qu'il n'a peut-être pas été clair dans ses arguments concernant le Règlement n° 535/94. Dans sa première communication écrite, le Brésil présentait ce règlement comme la législation communautaire en matière de classement douanier qui existait à l'époque de la fin des négociations du Cycle d'Uruguay.[68] Pour nous, le Règlement n° 535/94 fait partie des circonstances dans lesquelles la Liste LXXX a été conclue, au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne.

Nous avons présenté le Règlement n° 535/94 de cette manière parce que l'Organe d'appel a reconnu que "si la pratique de classement suivie par le Membre importateur au moment des négociations tarifaires est pertinente pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la Liste d'un Membre, **il ne fait aucun doute** que la législation dudit Membre relative au classement douanier en vigueur à ce moment-là est aussi pertinente".[69] La raison pour laquelle l'Organe d'appel a jugé à ce point évident que la législation d'un Membre importateur en matière de classement, à l'époque des négociations tarifaires, était pertinente pour interpréter les concessions tarifaires, est que la législation d'un Membre éclaire la portée et la définition de l'engagement tarifaire pris par ce Membre.

Cela étant, passons à la question du Groupe spécial. Le Brésil croit savoir que le Règlement n° 535/94 n'avait pas été pris pour répondre à des demandes d'éclaircissements adressées aux CE par d'autres Membres au sujet de la position 0210 de la Liste LXXX. Il l'avait été pour régler une affaire qui paraît fort semblable à ce qui est en cause ici: le point de savoir si des viandes salées et congelées relèvent de la position 0207 ou de la position 0210. C'est à la suite de cette affaire que les CE avaient modifié leur Nomenclature combinée pour y introduire un critère très spécifique auquel les viandes devaient satisfaire pour être considérées comme des "viandes salées" de la position 0210. Ce critère ne comprenait ni le terme ni la notion de conservation ou conservation à long terme.

59. Existe-t-il des Listes annexées au GATT de Membres de l'OMC autres que les CE dans lesquelles figurent des positions identiques ou semblables aux positions en cause dans la présente affaire? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails sur ces listes et des renseignements sur les pratiques en matière de classification suivies par ces Membres pour ce

[67] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 166.
[68] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 166 à 176.
[69] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 94 (pas de caractères gras et non souligné dans l'original).

qui est de ces positions. Les parties sont priées d'indiquer, si possible, comment ces Membres ont classé les produits en cause dans la présente affaire.

Dans notre pièce n° 37, nous présentons les concessions tarifaires figurant dans les Listes de certains Membres de l'OMC pour les produits de la position 0210.[70] Plus précisément, les concessions présentées se rapportent à des pays qui sont de grands marchés d'importation de produits à base de poulet en provenance du Brésil. Pour autant que nous sachions, il n'y a pas de marchés importants, en dehors des CE, qui importent des morceaux de poulet salés congelés pour transformation ultérieure. Aussi n'avons-nous pas été en mesure de nous renseigner sur la pratique des autres Membres en matière de classement des importations de viande de poulet salée congelée.

Néanmoins, le Groupe spécial notera qu'il y a quelques légères différences parmi les listes entre les descriptions de la position 0210 et de ses sous-positions.[71] Il reste que, vu la nature de la question posée par le Groupe spécial, nous tenons à répéter que la concession tarifaire accordée par un Membre ne se résume pas à ce que prévoit la ligne tarifaire correspondante de sa Liste. Comme l'Organe d'appel l'a montré, d'autres facteurs que les seuls mots employés dans le texte sont pertinents pour interpréter une concession tarifaire reprise dans la Liste d'un Membre, et notamment la législation de ce Membre sur le classement douanier des marchandises applicable au moment des négociations tarifaires.[72]

60. Les parties sont priées de fournir des détails concernant les procédés auxquels les produits en cause sont soumis après leur importation dans les CE et avant leur consommation finale. En particulier, veuillez donner des renseignements détaillés, avec documents à l'appui, concernant:

a) les procédés physiques auxquels sont soumis les produits en cause;
b) les effets de ces procédés sur les produits en cause;
c) le temps nécessaire pour appliquer ces procédés; et
d) les coûts et les avantages associés à ces procédés.

Le Brésil considère que les renseignements demandés ne sont pas de ceux qui appartiennent au Gouvernement brésilien ou aux producteurs/exportateurs brésiliens de viande de poulet salée et que, par conséquent, le Brésil n'y a ni aisément ni complètement accès. Nous notons en outre que les morceaux de poulet salés sont utilisés comme matière première dans la fabrication de toutes sortes de produits dérivés à valeur ajoutée. Cela signifie que les morceaux de poulet salés congelés subissent un grand nombre de transformations ultérieures différentes. Il s'ensuit que les renseignements que nous donnons dans cette réponse ne donnent qu'un aperçu général de certains des procédés auxquels les morceaux de poulet salés congelés sont soumis pour la fabrication de produits à valeur ajoutée à base de poulet.

Pour la fabrication de produits cuits/panés à base de poulet, les morceaux de poulet salés congelés sont décongelés, barattés/malaxés avec assaisonnement, laissés à reposer (pour maturation), farinés/enveloppés de pâte/panés, préfrits, cuits, congelés et emballés. Selon le produit, ce traitement peut admettre quelques variantes. Les morceaux de poulet congelés peuvent être décongelés, broyés, attendris par assaisonnement, mélangés à d'autres ingrédients dans un mélangeur, mis en forme, farinés/enrobés de pâte/panés, préfrits, cuits, congelés et emballés. Ils peuvent aussi être décongelés,

[70] Nous observons que cette pièce n° 37 indique aussi les droits appliqués par la Russie et par l'Arabie saoudite, qui ne sont pas Membres de l'OMC mais importent beaucoup de produits à base de poulet brésiliens.

[71] Nous relevons que la République de Corée a une sous-position "viandes de volailles" dans le n° 0210 de sa Liste. Les États-Unis et le Canada, bien qu'ils ne figurent pas dans notre pièce n° 37, ont aussi dans leur Liste une sous-position "viandes de volailles" pour la position 0210.

[72] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 94.

broyés, mélangés à d'autres ingrédients dans un mélangeur, mis en forme, farinés/enrobés de pâte/panés, préfrits, précuits, congelés et emballés.

Pour la fabrication de poulet mariné, les morceaux de poulet salés congelés sont décongelés, barattés/malaxés avec assaisonnement, laissés à reposer (pour maturation), emballés et congelés.

Pour la fabrication des saucisses et autres produits de charcuterie à base de poulet, les morceaux de poulet salés congelés sont décongelés, broyés, brassés avec d'autres ingrédients dans un mélangeur, laissés à reposer (pour maturation), pressés, attachés, pesés, emballés et congelés. Selon le produit, ce traitement peut admettre quelques variantes. Les morceaux de poulet salés congelés peuvent être décongelés, broyés, brassés avec d'autres ingrédients dans un mélangeur, pressés, cuits/fumés/réfrigérés et emballés. Ils peuvent aussi être décongelés, broyés, brassés avec d'autres ingrédients dans un mélangeur, émulsifiés, pressés, cuits, refroidis, colorés, séchés, emballés, pasteurisés et emballés une seconde fois. Ils peuvent aussi être décongelés, broyés, découpés dans une machine à découper, pressés, cuits, réfrigérés et emballés.

Pour les sandwichs ronds au poulet "burgers", les morceaux de poulet salés congelés sont décongelés, broyés, brassés avec d'autres ingrédients dans un mélangeur, mis en forme, congelés, enveloppés et emballés. Pour les boulettes de poulet et produits similaires, les morceaux de poulet salés congelés sont décongelés, broyés, brassés avec d'autres ingrédients dans un mélangeur, mis en forme, congelés et emballés.

À propos des descriptions qui précèdent, nous observons: 1) que la première étape dans tous ces procédés consiste toujours à décongeler la viande de poulet salée congelée; 2) qu'il n'y a d'étape de dessalage dans aucun des procédés décrits (les morceaux salés ne sont pas dessalés pour transformation plus poussée); et 3) que la mention de l'assaisonnement ne comprend pas le sel.

L'effet de ces procédés sur le produit en cause est de transformer les morceaux de poulet salés en produits à base de poulet très élaborés (cuits/panés/de charcuterie, et ainsi de suite). Dans l'ensemble, les produits à valeur ajoutée coûtent plus cher que ceux qui sont moins élaborés. Du fait que les morceaux de poulet salés sont utilisés comme matière première pour la fabrication d'une gamme de produits très large, le temps nécessaire à cette fin est très variable. Cela dit, nous pensons que le temps nécessaire pour appliquer ces procédés est ordinairement de 24 à 48 heures.

61. Est-il possible de dessaler des morceaux de poulet désossés qui ont fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène?

Les morceaux de poulet salés produits au Brésil, qui ont fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène et qui présentent une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent ne peuvent pas être complètement dessalés. À l'intention du Groupe spécial, le Brésil donne dans sa pièce n° 36 une brève explication des méthodes de salage et de l'effet du dessalage de la viande de poulet salée, établie par M. le professeur Nelcindo N. Terra[73] d'après des renseignements recueillis dans des publications scientifiques internationales.

De plus, nous demandons au Groupe spécial de réfléchir à l'idée avancée par les CE que les viandes de poulet salées exportées du Brésil peuvent être dessalées et que le salage est dans une large mesure réversible avant que la viande ne soit consommée.[74] Si c'était exact, le Groupe spécial devrait se poser la question suivante: pourquoi les producteurs et les exportateurs brésiliens n'ont-ils pas tout simplement accru la teneur en sel des viandes afin qu'elles répondent à la nouvelle définition

[73] M. Nelcindo N. Terra est professeur au Département de science et technologie des produits alimentaires de l'Université fédérale de Santa Maria (UFSM), dans l'État du Rio Grande Do Sul, au Brésil, et il a donné des cours sur la technologie des viandes.

[74] Première communication écrite des CE, paragraphes 25 et 43.

communautaire des "viandes salées" de la position 0210? Après tout, s'il est possible de se contenter de dessaler le produit après qu'il a été importé afin qu'il redevienne le même produit non salé, possédant les mêmes propriétés qu'avant le salage, pourquoi donc les producteurs/exportateurs ne l'ont-ils pas déjà fait? La réponse est simple.

Le procédé de salage appliqué par les producteurs brésiliens aboutit à un produit irréversiblement salé, différent du produit sans sel.[75] Un certain dessalage est possible. Toutefois, les viandes de poulet brésiliennes imprégnées de sel en profondeur **ne peuvent pas être complètement** dessalées au point de revenir à l'état de poulets non salés possédant les mêmes caractéristiques fondamentales et ayant le même usage qu'avant le salage. Une fois qu'elle a fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène, la viande de poulet se présentera toujours comme une viande salée, même après dessalage. Le Brésil n'a connaissance d'aucun importateur européen qui dessale ce produit. Dans le cadre de nos recherches, nous avons constaté que les industriels peuvent adapter le mélange d'ingrédients ou les recettes pour tenir compte du fait que les morceaux de poulet sont déjà salés.

Qui plus est, du fait que le dessalage entraîne l'addition d'eau à la viande durant un certain temps, cette eau, lorsqu'elle élimine une partie du sel, élimine aussi du même coup certaines protéines musculaires, des vitamines et des minéraux importants. De ce fait, le dessalage prive la viande de caractéristiques fondamentales et parfois même la laisse dans un état où elle ne convient pas comme matière première pour la fabrication de produits dérivés.

62. Quel est/serait le procédé utilisé pour saler des morceaux de poulet désossés de manière à en assurer la conservation à long terme?

Le salage en vue de "la conservation à long terme" est une notion créée par les CE, qui n'a en fait pas été définie. Le Brésil n'est donc pas en mesure de dire, pour répondre à cette question, quel est/serait le procédé de salage nécessaire pour assurer la conservation à long terme.

Ce que nous pouvons certifier, c'est que les morceaux de poulet salés congelés qui sont exportés du Brésil vers le marché communautaire ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties, présentent une teneur globale en sel supérieure à 1,2 pour cent en poids et satisfont par conséquent au critère fixé dans la Nomenclature combinée des CE pour les "viandes salées" de la position 0210.

63. Quels sont les produits finals autres que les nuggets de poulet pour lesquels les produits en cause sont utilisés comme ingrédients?

Les morceaux de poulet salés servent de matière première dans la fabrication de plusieurs produits dérivés à valeur ajoutée tels que les produits à base de poulet cuits, panés, enrobés de pâte, marinés (galettes, bâtonnets, "nuggets", boulettes, par exemple), saucisses, saucisses viennoises et autres produits de charcuterie à base de poulet, plats cuisinés, entrées, pâtés en croûte, etc.

64. Les produits en cause sont-ils salés avec du sel ordinaire? Le terme "salé" tel qu'il figure dans la Liste des CE se rapporte-t-il à l'addition de sel ordinaire ou inclut-il l'addition d'autres sels?

Les morceaux de poulet salés exportés du Brésil vers le marché communautaire sont imprégnés de sel ordinaire. Le Brésil préférerait ne pas se lancer dans des observations sur le point de savoir si, dans l'abstrait, le terme "salés" du n° 0210, dans la Liste LXXX, ne se rapporte qu'à la préparation faite à l'aide de sel ordinaire ou s'il peut aussi avoir trait à une préparation comportant l'addition d'autres sels.

[75] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 83 et 141.

65. Si le produit en cause est réfrigéré ou congelé après un salage, saumurage, séchage ou fumage visant à en assurer la conservation à long terme, cela signifie-t-il qu'il devrait être classé sous la position 0207?

Non. La réfrigération ou la congélation d'une viande servent seulement à la conserver dans le même état, ou avec les mêmes caractéristiques essentielles, qu'avant la réfrigération ou la congélation. Une fois décongelée, la viande de poulet salée, par exemple, sera la même viande de poulet salée qui existait avant la congélation. Que la congélation puisse causer, à l'échelle microscopique, des changements irréversibles qui sont normalement imperceptibles pour les consommateurs, ne signifie pas que les caractéristiques essentielles ou fondamentales du produit aient changé.

En revanche, le salage, le saumurage, le séchage et/ou le fumage ont une telle action sur la viande qu'ils changent les caractéristiques du produit. Dans notre pièce n° 16, nous présentons des textes de spécialistes sur l'action et l'effet du sel sur la viande et les propriétés différentes qu'il lui confère. Dans la pièce n° 36, nous donnons des explications, empruntées à des publications scientifiques, sur différentes méthodes de salage et l'effet du dessalage sur la viande, et plus précisément sur le fait que le salage n'est pas complètement réversible et que le dessalage prive la viande de propriétés naturelles importantes.

La position 0210 est réservée aux viandes qui ont été préparées suivant certains procédés: salage, saumurage, séchage ou fumage. Ceux-ci confèrent au produit sa caractéristique et, par conséquent, son classement. Ainsi, une fois salée, peu importe que la viande demeure à l'état frais ou soit réfrigérée ou congelée, elle est et demeurera à toutes fins utiles une viande salée.

66. Aux fins de l'interprétation des positions 0207 et 0210 de la Liste des CE, conviendrait-il d'évaluer globalement le sens ordinaire de tous les termes utilisés dans l'intitulé de ces positions, ou faudrait-il plutôt traiter les termes autres que celui de "congelés" dans l'intitulé de la position 0207 (à savoir "frais" et "réfrigérés") et les termes autres que celui de "salés" dans l'intitulé de la position 0210 (à savoir "en saumure", "séchés" et "fumés") comme ayant valeur de contexte pour l'interprétation des termes qui semblent directement en cause – à savoir "congelés" et "salés"? L'interprétation aboutira-t-elle à des résultats différents selon l'approche adoptée? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en vous référant spécifiquement aux positions en cause dans la présente affaire.

Le Brésil a donné le sens ordinaire de tous les termes pertinents de la position 0207 ("frais", "réfrigérés" et "congelés") et de la position 0210 ("salés", "en saumure", "séchés" et "fumés")[76], parce qu'il considère que ce à quoi s'applique l'examen du Groupe spécial ce sont la portée et le sens de la concession tarifaire figurant dans la Liste LXXX pour la position 0210. En conséquence, la position 0210 se compose de termes autres que salés qui doivent aussi être interprétés. En outre, les mesures en cause, à savoir le Règlement n° 1223/2002 et la Décision de la Commission des CE, visent à introduire les "viandes salées" au n° 0207. Ainsi, il faut aussi examiner la portée et le sens de (tous les termes de) cette position.

Le Brésil ne considère pas que le résultat de l'interprétation doive différer selon que les autres termes des positions 0207 et 0210 sont évalués en tant que sens ordinaire ou en tant que contexte.

67. Peut-on considérer les produits qui relèvent de la position 0207 de la Liste des CE comme ayant fait l'objet d'un "procédé"? Dans l'affirmative, veuillez expliquer ce qu'il faut entendre par "procédé". Peut-on distinguer les procédés, pour autant qu'il y en ait, auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0207 de ceux auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0210? Dans l'affirmative, comment?

[76] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 71 à 75.

Dans les dictionnaires, le terme "process" (procédé) est défini comme "a continuous and regular action or succession of actions, taking place or carried on in a definite manner"[77] [une action ou succession d'actions continues et régulières se produisant ou conduites d'une manière déterminée], ou comme "a series of operations performed in the making or treatment of a product" [une série d'opérations accomplies dans la fabrication ou le traitement d'un produit].[78] Le Groupe spécial notera que la définition du terme "process" [procédé] couvre un champ très vaste.

Dans le cadre de cette définition très large, et abstraction faite des viandes fraîches, les produits de la position 0207 peuvent être considérés comme ayant été soumis à un procédé, c'est-à-dire à une série d'actions ayant pour but de réfrigérer ou congeler la viande. La réfrigération et la congélation sont pratiquées pour conserver la viande. Le Brésil n'a connaissance d'aucune autre raison de réfrigérer ou congeler la viande. La congélation sert à conserver la viande de telle sorte qu'après avoir été décongelée, celle-ci reste fondamentalement la même, et sert aux mêmes fins, qu'avant la congélation.

Les produits relevant de la position 0210 sont eux aussi considérés comme ayant fait l'objet d'un procédé. En d'autres termes, il s'agit d'opérations qui transforment une viande à l'état naturel en viande salée, séchée ou fumée. Le salage, le séchage ou le fumage de la viande sont pratiqués pour plusieurs raisons, et notamment pour conférer à la viande des caractéristiques organoleptiques, lui donner des propriétés spéciales (extraction de protéines, réduction de la perte de liquide par écoulement, accroissement du rendement) et la conserver. À la différence de ce qui se passe lorsqu'elle est décongelée, la viande une fois dessalée ne présentera plus les mêmes caractéristiques essentielles et ne servira plus aux mêmes fins qu'avant d'avoir été soumise au salage.

68. Si certains ou la totalité des produits relevant de la position 0207 de la Liste des CE peuvent être considérés comme ayant été soumis à un "procédé", quel est le but de ce procédé? Quel est le but des procédés auxquels les produits relevant de la position 0210 sont soumis?

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 67 ci-dessus.

69. Dans quelle mesure le but d'un procédé auquel un produit est soumis est-il pertinent, pour autant qu'il le soit, pour l'interprétation: a) de la position 0207 de la Liste des CE et b) de la position 0210 de cette liste? Faudrait-il considérer que le but est plus important que le procédé dans l'un ou l'autre cas? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et dans quelles circonstances. S'agissant des deux positions, si les procédés en question ont plusieurs buts, quel est celui qui devrait être considéré comme le plus important?

Aux yeux du Brésil, le but des procédés auxquels sont soumis les produits relevant des positions 0207 et 0210 n'est pas pertinent pour l'interprétation du sens et de la portée de ces positions.

Le salage ou le fumage de la viande, par exemple, peut avoir plus d'un but. On peut saler, sécher ou fumer une viande parce qu'on veut la conserver. On peut aussi saler, sécher ou fumer une viande parce qu'on veut obtenir un produit possédant des qualités organoleptiques spéciales (ou des propriétés spéciales liées au procédé). La position 0210 de la Liste LXXX ne qualifie pas le but du salage/saumurage/séchage/fumage. De même, le chapitre 2 et la position 0210 du Système harmonisé ne qualifient pas non plus le but des procédés indiqués pour les produits de cette position. Ils se bornent à qualifier les procédés de la position 0210 de procédés de préparation. La définition des "viandes salées" énoncée dans le Règlement n° 535/94 (et dans la Nomenclature combinée des CE), **à**

[77] The Shorter Oxford English Dictionary on Historical Principles – Third Edition, Oxford at the Clarendon Press, 1944, page 1590.

[78] The American Heritage College Dictionary – Third Edition, Houghton Mifflin Company, 1993, pages 1090 et 1091.

l'évidence, ne qualifiait pas non plus le but du procédé de salage. Cette définition désignait le salage comme le procédé laissant la viande imprégnée en profondeur de manière homogène de plus de 1,2 pour cent de sel, et non pas comme celui qui conserve la viande à long terme. À notre sens, les CE ont essayé d'introduire un but [bien précis] pour le salage par le truchement du Règlement n° 1223/2002 et du Règlement n° 1871/2003.

Dans ces conditions, le Brésil considère que le but ne devrait ni ne saurait l'emporter sur le procédé.

70. L'ordre des opérations/activités que nécessite un procédé auquel un produit est soumis joue-t-il un rôle dans la classification de ce produit? Veuillez expliquer en faisant référence aux produits en cause dans la présente affaire.

L'ordre des opérations/activités ne peut compter que dans la mesure où il modifie les caractéristiques de base du produit final. Au Brésil, comme nous l'indiquions dans notre réponse à la question n° 14 et dans notre pièce n° 33, les morceaux de poulet sont d'abord soumis au salage puis congelés. Partant, lorsque le produit est congelé, les morceaux de poulet ont déjà été imprégnés de sel en profondeur de manière homogène. Une fois décongelés, les morceaux salés congelés reviennent à l'état de morceaux de poulet salés présentant les mêmes caractéristiques et servant aux mêmes fins qu'avant la congélation. Le produit dont il s'agit est donc du poulet salé qui a été congelé.

Des articles scientifiques présentés dans notre pièce n° 16, nous tirons la conclusion que la température influe sur la pénétration du sel. Plus précisément, "*les très basses températures (…) entravent la pénétration du sel*"[79] et "*plus la température est élevée, plus la pénétration est rapide. Toutefois, les températures élevées favorisent une intensification du développement microbien*".[80] Si la congélation (*les très basses températures*) empêche ou inhibe la pénétration du sel, il est possible, nous semble-t-il, que le sel n'imprègne pas la viande en profondeur de manière homogène quand le salage intervient après que le produit a été congelé.

71. La viande peut-elle être séchée, fumée ou saumurée à des degrés différents? Dans l'affirmative, est-il exact que les produits carnés peuvent seulement être classés sous la position 0210 lorsque leur degré de séchage, fumage ou saumurage dépasse un certain niveau? Si tel est le cas, quels sont les niveaux pertinents et comment sont-ils déterminés?

Oui, une viande peut être séchée, fumée ou saumurée à différents degrés. Toutefois, lorsqu'un Membre définit expressément un critère (ou degré) de salage, séchage ou fumage pour classer des viandes sous la position 0210, au moment où il s'engage sur un droit de douane pour ce produit, ce Membre assure aux autres Membres une prévisibilité quant aux viandes qui relèvent de la position 0210 et aux droits qui leur seront appliqués.

En ce sens, le Brésil voit bien pourquoi il n'existe pas une seule valeur universelle (ou un seul degré) qui s'applique de manière générale à toutes les Listes d'engagements. Dans le cas des CE, la valeur (ou degré) du salage qui était applicable à la Liste LXXX était celle qui existait au moment où cette liste avait été conclue. C'est-à-dire que les viandes devaient avoir fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et présenter une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids.

72. La référence aux "volailles" dans l'intitulé de la position 0207 de la Liste des CE rend-elle cette position plus "spécifique", au sens de la Règle générale 3 a) du Système

[79] Documentation sur l'action du sel dans la viande. João Andrade Silva, page 184. Pièce n° 16 du Brésil.

[80] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, page 724. Pièce n° 16 du Brésil.

harmonisé, que l'intitulé de la position 0210, qui mentionne les "viandes" de manière plus générale? Veuillez expliquer.

En un mot, la réponse est non. La mention des "volailles" dans l'intitulé de la position 0207 ne rend pas celle-ci plus spécifique que la position 0210.

Avant d'aborder convenablement cette question, nous tenons à rappeler au Groupe spécial qu'après avoir examiné les termes des positions 0207 et 0210, ainsi que des éléments de leurs notes de section et de chapitre qui s'y rapportent respectivement, le Brésil ne considère pas les morceaux de poulet salés congelés comme un produit qui, à première vue, relève de deux ou plusieurs positions.[81] À nos yeux, les morceaux de poulet salés congelés relèvent de la position 0210.

Comme nous l'indiquons au paragraphe 70 de notre première communication écrite, les CE ne contestent pas dans leurs mesures – ni apparemment dans la procédure en cours – le fait que les deux sous-positions 0207.41.10 et 0210.90.20 comprennent les viandes de poulet. Partant, il ne fait aucun doute que les viandes de poulet sont un produit couvert par ces deux sous-positions. Les notes explicatives du SH précisent que la position 0210 s'applique aux viandes de toutes sortes, ce qui veut dire que diverses viandes sont classées sous cette position. Celle-ci comprend les viandes de porc, bovin, cheval, agneau, chèvre, oie, dinde, poulet et autres. Autrement dit, du fait que le terme "viandes" dans l'intitulé de la position 0210 recouvre des viandes de toutes sortes, il reviendrait exactement au même de dire que la position 0210 se rapporte aux viandes de porc, bovin, cheval, agneau, chèvre, oie, dinde, poulet, et ainsi de suite.

Cela dit, la question litigieuse est ici celle de l'interprétation et la portée des termes "salés" de la position 0210 et "congelés" de la position 0207 de la Liste LXXX. En l'espèce, le terme "salés" désigne plus spécifiquement le produit "morceaux de poulet salés congelés" que le terme "congelés".

Nous avons indiqué aux paragraphes 150 à 156 de notre première communication écrite les raisons pour lesquelles la viande salée est plus spécifique que la viande congelée. Le sel confère des propriétés spéciales à la viande. En particulier, il modifie ses caractéristiques organoleptiques (saveur et texture) et lui confère des propriétés spéciales et importantes qui favorisent la transformation (extraction de protéines, réduction de la perte de liquide par l'écoulement et accroissement du rendement). Ces propriétés ont aussi une influence sur la perception que les consommateurs ont du produit, et il faut que l'acheteur de viande de poulet sache et soit en mesure de déceler si la viande qu'il achète a été salée ou non.

73. Le Système harmonisé constitue-t-il un "contexte" au sens de l'article 31.2 de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en démontrant comment il est satisfait aux divers éléments de l'article 31.2 a) ou 31.2 b).

Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a considéré que le Groupe spécial n'avait pas dans cette affaire "*examiné le contexte de la Liste LXXX (…) conformément aux règles d'interprétation des traités énoncées dans la Convention de Vienne*"[82] et il a indiqué qu'il "*(…) ne compren[ait] pas bien pourquoi le Groupe spécial, lorsqu'il s'[était] attaché à interpréter les termes de la Liste LXXX, n'a[vait] pas pris en considération le Système harmonisé et ses Notes explicatives (…)*".[83] L'Organe d'appel estimait, comme le Brésil, que, pour interpréter correctement la Liste LXXX, il convient d'examiner le Système harmonisé et ses Notes explicatives.

[81] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 147.

[82] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 88 (non souligné dans l'original).

[83] *Id.*, paragraphe 89.

Compte tenu de ce qui précède, le Brésil considère que le Système harmonisé et ses Notes explicatives constituent un contexte au sens de l'article 31.2 b) de la Convention de Vienne. Aux termes de cette disposition, le contexte, aux fins de l'interprétation des traités, comprend aussi "*tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité*". Le Système harmonisé et ses Notes explicatives satisfont aux éléments de cette disposition de la manière suivante:

> 1. "*Tout instrument qui a été établi par une ou plusieurs parties (…)*" – la Convention sur le Système harmonisé, accompagnée de la Nomenclature du SH, est un instrument qui a été établi par diverses parties à l'Accord sur l'OMC.
>
> 2. "*(…) à l'occasion de la conclusion du traité (…)*" – le Système harmonisé a été établi "à l'occasion de" la conclusion de l'Accord sur l'OMC, en ce sens qu'il se rapporte à cet Accord – qu'il a servi de base aux négociations tarifaires –, et non qu'il a été conclu au même moment que ledit accord.
>
> 3. "*(…) accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité*" – même si les Membres de l'OMC ne sont pas tous parties au Système harmonisé, tous ont accepté que le Système harmonisé serve de base aux négociations sur les listes d'engagements.

74. À supposer que le Système harmonisé puisse être considéré comme un "contexte" aux fins de l'interprétation de la Liste des CE conformément à l'article 31.2 de la *Convention de Vienne*, dans quelle mesure les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé peuvent-elles être utilisées, pour autant qu'elles le puissent, afin de déterminer le sens de l'intitulé des positions en question?

Aux termes de l'article 1 a) de la Convention sur le Système harmonisé, on entend par ""Système harmonisé" (…) la Nomenclature comprenant les positions et sous-positions et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions ainsi que les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé (…)".[84] Les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé font donc partie du Système harmonisé et peuvent aussi être considérées comme un contexte pour l'interprétation des positions de la Liste LXXX.

Nous appelons l'attention du Groupe spécial sur le fait que l'article 1 a) de la Convention sur le SH n'englobe pas les Notes explicatives dans le Système harmonisé. Nous le signalons pour montrer que, dans l'affaire *CE – Matériel de réseau local*, l'Organe d'appel, sachant que ces Notes ne faisaient pas partie du SH, leur a à dessein conféré le même poids et la même valeur pour l'interprétation qu'au Système harmonisé lui-même.[85] Nous savons que l'Organe d'appel comprenait parfaitement la nature juridique des Notes explicatives du SH, car celle-ci avait été débattue au cours de la procédure dans cette affaire.[86] À ses yeux, néanmoins, un examen des Notes explicatives était lui aussi utile pour l'interprétation de la Liste LXXX.

75. Dans quelles catégories conviendrait-il de classer, le cas échéant, dans le cadre des articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*: a) la Note explicative de 1981 relative à la position 02.06 du Tarif douanier commun des CE; b) la Note explicative relative aux sous-positions 0210.11-31 et 0210.11-39 du Tarif douanier commun des CE; c) la décision rendue par la Cour de justice européenne en 1983 dans l'affaire *Dinter*; d) la décision rendue

---

[84] Pièce n° 20 du Brésil (non souligné dans l'original).

[85] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 89.

[86] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 38.

par la Cour de justice européenne en 1993 dans l'affaire *Gausepohl*; et e) la Note explicative de décembre 1994 relative aux sous-positions 0210.11.11 et 0210.11.19 de la Nomenclature combinée des CE?

Aucune des positions mentionnées ci-dessus dans la question n° 75 ne doit être classée dans une catégorie dans le cadre des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne.

Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a selon nous reconnu que la législation communautaire relative à la classification douanière – en d'autres termes, la Nomenclature combinée – qui était en vigueur à l'époque des négociations du Cycle d'Uruguay était pertinente pour interpréter les concessions tarifaires reprises dans la Liste LXXX.[87] En revanche, l'Organe d'appel n'a **pas** dit que les Notes explicatives de la Nomenclature combinée, et en particulier celles qui étaient antérieures de dix ans à la fin du Cycle d'Uruguay, pouvaient être considérées comme faisant partie des "circonstances dans lesquelles [l'Accord sur l'OMC] a[vait] été conclu".[88] Nous soulignons en outre le fait que les Notes explicatives de la NC sont des instruments qui ne sont pas juridiquement contraignants et que la Cour de justice européenne elle-même en a parfois considéré le contenu comme non conforme aux dispositions effectives de cette nomenclature.[89]

De même, le Brésil ne voit pas comment la jurisprudence de la Cour antérieure à la conclusion du Cycle d'Uruguay pourrait être considérée comme les "circonstances dans lesquelles l'Accord sur l'OMC a été conclu". À vrai dire le Brésil, pays dont le système de droit s'inscrit dans la tradition romano-germanique, conçoit qu'un Membre ne soit pas tenu de connaître entièrement la jurisprudence d'un autre Membre et ses instruments non contraignants, telles les Notes explicatives de la NC, au moment où les deux Membres mènent des négociations tarifaires. À cette fin, il lui suffirait de connaître la législation de ce Membre relative à la classification douanière. C'est exactement l'interprétation retenue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*.

76. Le Système harmonisé peut-il être considéré comme comprenant des "règle[s] pertinente[s] de droit international" au sens de l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en démontrant comment il est satisfait aux divers éléments de l'article 31.3 c).

Non. Veuillez vous reporter à la réponse du Brésil à la question n° 73, dans laquelle nous indiquons que le Système harmonisé et ses Notes explicatives constituent un contexte au sens de l'article 31.2 b) de la Convention de Vienne.

77. À part la question de la période considérée, quelle est la différence, pour autant qu'il y en ait une, entre la nature des éléments de preuve concernant la pratique en matière de classification qu'il faut produire pour établir l'existence d'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31.3 b) de la *Convention de Vienne* et la nature des éléments de preuve concernant la pratique en matière de classification qui sont nécessaires aux fins de l'article 32 de la *Convention de Vienne*?

En l'espèce, le Brésil considère qu'il y a deux moments à retenir en ce qui concerne la pratique en matière de classement - l'une, antérieure à l'achèvement des négociations du Cycle d'Uruguay, l'autre, postérieure.

Nous savons qu'avant l'achèvement des négociations tarifaires, les CE n'importaient pas de viande de poulet salée relevant de la position 0210. Nous savons aussi qu'il y avait des discussions

[87] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 94.
[88] *Id.*
[89] Pièce n° 18 de la Thaïlande, page 1284.

sur le point de savoir s'il fallait classer les viandes congelées et salées sous la position 0210 ou non, et qu'il n'y avait pas de législation communautaire spécifique sur le classement définissant ou établissant un critère pour les "viandes salées" de la position 0210.

C'est **avant** l'achèvement des négociations tarifaires, et plus précisément au cours de la vérification des listes de concessions tarifaires, que les CE avaient promulgué le Règlement n° 535/94, qui donnait une définition très spécifique du produit "viandes salées" de la position 0210 de leur Nomenclature combinée. Cette définition était leur interprétation de ce que sont les "viandes salées" de la position 0210, et leurs partenaires de négociation – les Membres exportateurs – avaient admis et compris que les droits négociés pour la position 0210 de la Liste LXXX (et non pour la Liste de chaque Membre) s'appliquaient aux produits répondant à la définition des "viandes salées" énoncée dans la Nomenclature combinée des CE.

C'était là un texte marquant, destiné à tirer au clair, une fois pour toutes, quand les viandes congelées salées – de quelque type que ce fût – devaient être classées dans la position 0210.

Par la suite, après la conclusion du Cycle d'Uruguay, les Membres exportateurs commencèrent à exporter des viandes de poulet salées au titre de la position 0210, conformément à la définition insérée dans la Nomenclature combinée des CE par le Règlement n° 535/94. Les autorités douanières des États membres des CE acceptaient et classaient le produit "morceaux de poulet salés congelés", qui satisfaisait au critère énoncé dans ce règlement, comme "viande salée" de la position 0210. Les autorités appliquèrent ce classement durant plus de six ans (quatre ans pour le produit brésilien et six pour le produit thaïlandais). Les "viandes salées" de la position 0210 sont restées classées dans la législation communautaire comme prévu à la fin du Cycle d'Uruguay jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures en cause – le Règlement n° 1223/2002 et la Décision de la Commission des CE. En d'autres termes, de 1995 à 2002, les CE ont conservé leur législation applicable au classement des "viandes salées" de la position 0210 telle qu'elle était au moment où elles avaient négocié leurs concessions tarifaires dans le cadre de la Liste LXXX. En conséquence, de 1996 à 2002, les CE ont classé leurs importations de morceaux de poulet salés congelés dans la position 0210.

Comme nous le disions plus haut dans notre réponse à la question n° 16, c'est sur le sens et la portée de la concession tarifaire prévue pour la position 0210 dans la Liste LXXX que porte l'examen. La Liste LXXX est la Liste des engagements des CE, et non d'un autre Membre. Il s'ensuit que la pratique ultérieure en matière de classement doit nécessairement être celle des CE reposant sur leur Liste d'engagements. Il peut se trouver que, pour certaines concessions tarifaires, il y ait des Listes de Membres semblables ou identiques et qu'en ce sens la pratique de quelques-uns ou de la totalité des Membres soit pertinente pour établir le sens et la portée d'une concession tarifaire. Mais ce n'est pas le cas pour les "viandes salées" de la position 0210 de la Liste LXXX. Pour la position 0210, les CE ont introduit une définition spécifique, qui diffère de celle que l'on trouve dans la plupart sinon la totalité des Listes des Membres. La pratique pertinente en matière de classement est donc celle des CE aux fins de l'interprétation de la concession tarifaire prévue pour la position 0210 de la Liste LXXX.

78. Les parties considèrent-elles que les Modalités de l'établissement d'engagements contraignants et spécifiques s'inscrivant dans le cadre du programme de réforme, publiées par l'OMC le 20 décembre 1993, constituent des "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et indiquer quelle est la signification que les parties donnent à ce document.

Au dernier paragraphe de la page 1 de la Note de décembre 1993 sur les Modalités, il est expressément dit: "Le texte révisé est publié étant entendu, pour les participants au Cycle d'Uruguay, que ces modalités de négociation **ne seront pas** utilisées comme base pour engager **une procédure de**

règlement des différends au titre de l'Accord instituant l'OMC".[90] Les Membres ont donc exprimé sans équivoque leur intention de ne **pas** utiliser la note mentionnée comme base d'une procédure de règlement des différends dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.

Nous rappelons que le système de règlement des différends de l'OMC sert aussi à "(…) clarifier les dispositions existantes de[s] accords [visés] conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public".[91] Autrement dit, ce mécanisme est employé pour clarifier le droit de l'OMC suivant les règles d'interprétation du droit international public. Comme les règles qui peuvent être appliquées pour interpréter le sens d'une concession sont les règles d'interprétation de la Convention de Vienne (articles 31 et 32), les Membres ont arrêté que la Note sur les modalités ne pourrait **pas** être utilisée comme "travaux préparatoires", au sens de l'article 32, aux fins de la présente procédure de règlement des différends.

De plus, nous signalons que les "travaux préparatoires" doivent être utilisés dans l'interprétation d'un traité – en l'espèce la Liste LXXX –, et non dans l'interprétation de la pratique des CE en matière d'importation lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay. Nous disons cela parce que c'est précisément, semble-t-il, ce que font les CE lorsqu'elles associent la Note sur les Modalités à leur pratique en matière d'importation de poulet congelé et de viande salée à la fin du Cycle d'Uruguay.[92]

79. Quel est ou quels sont le ou les traits essentiels communs qui, de l'avis des parties, caractérisent les produits relevant:

a) du chapitre 2 du Système harmonisé?
b) de la position 0207 de la Liste des CE?
c) de la position 0210 de la Liste des CE?

Pour les produits relevant du chapitre 2 du Système harmonisé, le trait essentiel qu'ils ont en commun est d'être des viandes ou des abats comestibles. Dans le cas des produits relevant de la position 0207 de la Liste LXXX, le trait commun est qu'il s'agit de viandes ou abats de poulets qui n'ont pas été préparés. Quant à la position 0210 de la Liste LXXX, elle recouvre des produits ayant pour trait commun d'être des viandes ou des abats comestibles qui ont été préparés par salage, saumurage, séchage ou fumage.

80. Au paragraphe 20 de sa déclaration orale à la première réunion de fond, le Brésil affirme que "[l]es Membres importateurs ont toute latitude pour définir leurs offres de telle façon que leurs intérêts soient pleinement protégés". Cela signifie-t-il qu'il faut supposer qu'au cours du processus d'établissement de leurs engagements tarifaires, les Membres ont anticipé tous les changements possibles dans la structure des échanges, ou en ont du moins assumé la responsabilité?

Bien que les Membres puissent anticiper certains changements dans la structure des échanges, le Brésil ne pense pas qu'il leur soit possible d'anticiper et d'assumer pleinement tous les changements possibles dans la structure des échanges lorsqu'ils négocient des concessions tarifaires. Après tout, les flux d'échanges ont toujours été et seront toujours quelque chose de dynamique, marqué par l'apparition de nouvelles configurations pour répondre à l'évolution de la demande des marchés et aux règles existantes.

Lorsque des droits sont négociés, les Membres définissent leurs offres et leurs obligations dans les termes les mieux adaptés à leurs besoins. Cela ne fait aucun doute. Toutefois, un Membre ne peut absolument pas prévoir dans les moindres détails ce que ses besoins seront dix ans ou plus après

[90] Pièce n° 9 des CE (pas de caractères gras et non souligné dans l'original).
[91] Article 3:2 du Mémorandum d'accord.
[92] Première communication écrite des CE, paragraphe 53.

la date à laquelle il a négocié ses droits. C'est précisément parce que les flux commerciaux sont dynamiques qu'existe la possibilité, et même la probabilité, de voir un courant d'échanges nouveau et imprévu se développer dans un sens qui est contraire ou qui ne convient pas aux besoins d'un Membre. C'est un phénomène auquel tous les Membres de l'OMC sont exposés.

En fait, les Accords de l'OMC n'ignorent pas cette possibilité et prévoient des moyens pour les Membres de faire face à l'apparition de courants d'échanges imprévus. L'un d'eux est l'Accord sur les sauvegardes, lorsque se produit une poussée imprévue des importations d'un produit déterminé. Un Membre peut aussi recourir à des mesures antidumping ou des mesures compensatoires lorsque le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées augmente et qu'il s'ensuit un dommage pour la branche de production nationale. Un Membre peut même modifier sa Liste de concessions en vertu des dispositions de l'article XXVIII. Ce qu'un Membre en revanche ne peut pas faire, c'est modifier unilatéralement ses engagements pour la seule raison qu'un nouveau courant d'échanges a vu le jour et que la concession correspondante de sa Liste ne répond plus à ses besoins.

ANNEXE C–2

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(2 décembre 2004)

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

AU BRÉSIL:

81. Dans sa réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, le Brésil soutient que la définition du terme "salé" figurant dans le Règlement 535/94 était l'interprétation par les CE de ce que sont les "viandes salées" de la position 02.10 et que les partenaires de négociation – les Membres exportateurs – avaient admis et compris que les droits négociés pour la position 02.10 de la Liste des CE (et non pour la Liste de chaque Membre) s'appliquaient aux produits répondant à la définition des "viandes salées" énoncée dans la Nomenclature combinée des CE. Veuillez fournir des éléments de preuve indiquant qu'ils avaient bien "admis" et "compris" cela.

Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a conclu que "*(…) le fait que les listes des Membres [faisaient] partie intégrante du GATT de 1994 indiqu[ait] que, si chacune d'elles représent[ait] les engagements tarifaires pris par un Membre, elles ne représent[aient] pas moins un accord commun entre tous les Membres*".[1] Le Brésil réaffirme que cet "accord commun entre tous les Membres" a été conclu le 15 avril 1994 lorsque les Membres ont approuvé et signé le Protocole de Marrakech. Le Règlement n° 535/94, contenant l'interprétation/la définition donnée par les CE des "viandes salées" de la position 0210, a été publié au Journal officiel des CE avant le 15 avril 1994, plus précisément le 11 mars 1994. Par conséquent, le Protocole de Marrakech est lui-même l'élément de preuve indiquant de manière définitive que les partenaires aux négociations admettaient que l'expression "viandes salées" figurant dans le Règlement n° 535/94 constituait la définition des "viandes salées" de la position 0210 de la Liste LXXX.

Le Brésil croit aussi comprendre que les Membres se sont vu offrir, avant le 15 avril 1994, une occasion d'examiner les listes des autres Membres de façon à "vérifier et contrôler" la portée et la définition des concessions tarifaires. Le délai pour cet examen des listes a expiré le 25 mars 1994 et jusqu'à cette date, les Membres ont eu la possibilité de soulever, débattre et résoudre toutes questions se rapportant à la portée et à la définition des concessions tarifaires spécifiques. Le Règlement n° 535/94 a, le 11 mars 1994, énoncé la définition donnée par les CE des "viandes salées" de la position 0210 dans la nomenclature combinée et, partant, dans la Liste LXXX. Si le Brésil, ou tout autre Membre de l'OMC, avait eu une objection à élever ou une question à poser au sujet de la définition donnée par les CE des "viandes salées", il lui était possible jusqu'au 25 mars 1994 de la formuler et d'en discuter avec les CE.

Toutefois, en l'absence d'objections ou de questions, il n'y avait aucune nécessité ou raison de signifier expressément l'acceptation de concessions spécifiques négociées. Une acceptation tacite interviendrait naturellement le 25 mars 1994, à l'issue de la période ménagée pour la vérification des listes. Ce fut le cas pour la concession tarifaire relative à la position 0210. Le Brésil n'a pas exprimé son acceptation formelle de la portée et du sens de chacune des lignes tarifaires présentant un intérêt pour lui, et il n'avait pas à le faire. En ce sens, ce que demande le Groupe spécial, c'est que le Brésil

[1] *CE – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 109 (pas d'italique dans l'original).

apporte la preuve impossible d'un fait négatif: l'absence d'objection de la part des Membres concernant la portée de la position 0210 dans la Liste LXXX. Nous avons recherché en vain des documents indiquant que le Brésil aurait "admis" la portée et la définition de la position 0210 de la Liste LXXX, ou de toute autre ligne tarifaire. Cela ne signifie évidemment pas que le Brésil ne se souciait pas de la définition et de la portée des positions de la Liste LXXX, dont certaines avaient trait à des produits d'exportation cruciaux pour lui. Cela signifie simplement que, pendant la période de vérification, le Brésil n'a vu aucune raison de faire objection à la définition et à la portée de ces positions. La preuve effective de l'acceptation de la définition des "viandes salées", telle qu'elle était énoncée dans la nomenclature combinée des CE, c'est la signature de l'Accord de Marrakech par le Brésil et par tous les autres Membres de l'OMC le 15 avril 1994.

82. Dans sa réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, le Brésil note qu'à leur importation dans les CE, les produits en cause sont "assaisonnés" et/ou "mélangés à d'autres ingrédients". Veuillez fournir des éléments de preuve indiquant que l'"assaisonnement" et le "mélange à d'autres ingrédients" n'entraînent pas l'adjonction de sel.

Le Brésil réaffirme que ce sont les caractéristiques objectives du produit au moment de l'importation qui sont pertinentes aux fins de la classification. En l'espèce, le Brésil a déjà montré que les morceaux de poulet salés congelés présentaient les caractéristiques objectives des viandes de la position 0210 qui sont énoncées dans la note complémentaire 7 du chapitre 2, insérée dans la nomenclature combinée en vertu du Règlement n° 535/94.[2] En d'autres termes, c'est un fait que les morceaux de poulet salés congelés en provenance du Brésil et de la Thaïlande étaient imprégnés en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et présentaient une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent en poids au moment de leur entrée sur le territoire des CE. Cela n'est pas contesté par les CE. Par conséquent, les opérations supplémentaires auxquelles un produit est soumis après importation ne sont pas pertinentes aux fins de la classification.

Cela étant dit, nous en venons à la demande du Groupe spécial. À titre d'observation préliminaire, nous faisons observer que les morceaux de poulet salés sont utilisés par les fabricants européens comme matière première pour un large éventail de produits à valeur ajoutée à base de poulet. De ce fait, les renseignements spécifiques concernant la composition des formules utilisées dans les multiples procédés différents sont des renseignements commerciaux confidentiels qui appartiennent à l'industrie alimentaire européenne et auxquels les pouvoirs publics et les producteurs/exportateurs de morceaux de poulet salés brésiliens n'ont pas pleinement ni aisément accès.

Selon les renseignements que le Brésil a pu obtenir, lorsque des morceaux salés sont utilisés, il n'y a pas d'adjonction de sel lors de la fabrication de produits à valeur ajoutée à base de poulet. Pour étayer cette information, nous renvoyons à la pièce n° 30 du Brésil, qui contient des lettres de sociétés européennes attestant que les fabricants n'ont pas besoin d'ajouter du sel à leurs formules parce que les morceaux sont déjà salés.[3] Le Brésil soumet aussi, dans sa pièce n° 41, d'autres éléments émanant de fabricants européens qui confirment qu'aucune quantité additionnelle de sel – autre que celle qui se trouvait dans les morceaux salés – n'était utilisée dans le traitement de la viande de poulet. Nous notons que tous les renseignements contenus dans la pièce n° 41 du Brésil, en particulier les noms des importateurs et des producteurs, sont considérés comme confidentiels et doivent être traités comme tels pendant et après la présente procédure.

[2] Pièces n° 22 et 23 de la Thaïlande.
[3] Pièce n° 30 du Brésil. Deuxième et troisième lettres figurant dans cette pièce.

AUX PLAIGNANTS:

84. Comment les exportateurs brésiliens et thaïlandais décrivent–ils les produits en cause dans leurs documents d'exportation lorsque ces produits sont exportés vers les CE?

Le Brésil a présenté dans sa pièce n° 29 un certain nombre de lettres, de factures, de connaissements et de bons de commande relatifs à des ventes de morceaux de poulet salés en provenance du Brésil et à destination des CE pour la période allant de 1998 à 2002 inclus. Ces documents permettent au Groupe spécial de se faire une opinion sur la manière dont les exportateurs brésiliens décrivaient le produit en cause lorsque celui-ci était exporté vers les CE.

Plus précisément, une facture de 1998 (pièce n° 29 a) du Brésil) décrit le produit comme suit: "*demi–blancs de poulet, sans peau, désossés, sans filet intérieur, sans médaillon, non calibrés, conditionnés au kg, congelés, épicés avec du sel*". La pièce n° 29 d) contient une facture et un connaissement de 2001 relatifs à la même transaction, portant la description suivante: "*pechuga de pollo sin hueso y sin piel sazonada con sal congelada*" (blancs de poulet désossés et sans peau assaisonnés avec du sel congelés). Une facture de 2000 (pièce n° 29 e)) décrit le produit comme suit: "*demi-blancs de poulet congelés désossés sans peau salés*". La pièce n° 29 f) contient une facture, un connaissement et un bon de commande de 2001 concernant la même transaction où le produit est décrit en ces termes: "*blancs avec filet intérieur congelés désossés, sans peau, teneur en sel 1,3 pour cent en poids*". La pièce n° 29 g) est un autre ensemble de documents relatifs à une transaction de 2001 (facture, connaissement, bon de commande) qui portent une description du produit identique à celle qui figure dans la pièce n° 29 f). La pièce n° 29 h) comprend une facture, un connaissement et un bon de commande concernant une transaction de 2002, où le produit est décrit comme suit: "*blancs de poulet congelés, désossés, sans peau, seuls sans filets intérieurs salés 1,2 à 1,5 pour cent*".

Le Brésil soumet aussi dans sa pièce n° 42 des documents d'exportation additionnels portant la description du produit en cause. Plus précisément, la pièce n° 42 a) contient une facture pro forma de 1998, où le produit en cause est décrit comme suit: "*blancs de poulet congelés, désossés sans peau, en moitiés, sans filet intérieur, sans cartilage médian, sans médaillon, 80 g ou plus, salé 1,2/1,5 pour cent barattés, blocs de 7,5 kg en papier plastifié bleu, mini–conteneur de 570 kg*". Dans la pièce n° 42 b), le produit est décrit sur une facture pro forma de 1999 en ces termes: "*blancs de poulet, congelés, en moitiés, sans peau, désossés, sans cartilage médian, sans filet intérieur, sans médaillon, salés, tailles normales 80 g et plus et petites tailles, conditionnés en blocs de 7,5 kg/papier plastifié bleu, en mini-conteneurs de 570 kg*". S'agissant de cette même facture contenue dans la pièce n° 42 b), nous appelons l'attention sur le fait que, dans la case "Expédition", le produit est décrit en tant que blancs de poulet salés. Nous présentons aussi la pièce n° 42 c), dans laquelle un connaissement de 2001 décrit le produit comme suit: "*Blancs de poulets brésiliens frais congelés, dédoublés, avec filet intérieur, désossés, sans peau, sans tendons, salés (1,2–1,6 pour cent)*". Nous notons au sujet de ce connaissement que le code de classification douanière qui y figure est NCM 0210.90. La même pièce n° 42 c) contient aussi le document d'enregistrement à l'exportation (RE) pour cette transaction, où le code douanier NCM 0210.90 est indiqué dans la case n° 10, ainsi que l'accusé de réception relatif à cette transaction. De même, nous soumettons dans la pièce n° 42 d) un autre connaissement de 2001 où le produit est décrit en ces termes: "*blancs de poulet salés congelés, en moitiés, désossés, sans peau, sans filet intérieur, min. 1,2 pour cent max. 1,6 pour cent de sel, max. 2 pour cent d'eau*", le document d'enregistrement à l'exportation (RE) pour cette transaction, dans lequel le produit est déclaré sous le code douanier NCM 0210.90, ainsi que l'accusé de réception correspondant. La pièce n° 42 e) contient la documentation suivante concernant une opération de vente de 2001: facture, connaissement, liste de colisage, certificat d'origine, certificat zoosanitaire et de salubrité publique (en portugais et en anglais), déclaration additionnelle et confirmation de commande. Dans tous les documents de la pièce n° 42 e), le produit est décrit comme suit: "*filets de blanc de poulet, désossés, sans peau, salés, portés à maturation, sans filets intérieurs, barattés, minimum 140 g et plus par pièce, saupoudrés d'une couche de sel, 1,2 à 1,5 pour cent, cartons polyliner de 15 kg*".

Le Brésil insiste sur le fait que tous les documents contenus dans ses pièces n° 29 et 42 et tous les renseignements y figurant (y compris les noms des importateurs et des fabricants) sont strictement confidentiels et doivent être traités comme tels pendant et après la présente procédure.

85. Veuillez expliquer le processus de classement des exportations pour les produits en cause. En particulier, ce processus est–il entrepris par les autorités douanières nationales et/ou par les exportateurs?

Sur la base des réglementations pertinentes et des renseignements obtenus auprès des autorités brésiliennes, ainsi que des producteurs/exportateurs nationaux de morceaux de poulet salés, le Brésil présente ci-après une description générale du processus de classement des exportations pour tous les produits à base de poulet, y compris le produit en cause.

En premier lieu, l'exportateur négocie avec l'importateur/le fabricant et définit avec lui les conditions et modalités d'une opération de vente spécifique. Ce processus implique que soient précisés la destination commerciale, la description du produit, la quantité, le prix, les modalités de paiement, les conditions et modalités d'expédition, et autre variables négociables. L'exportateur envoie alors à l'importateur/au fabricant une facture pro forma contenant un relevé de l'opération négociée, y compris une description du produit. Puis il reçoit de l'importateur une confirmation de la facture pro forma. Il émet alors un ordre de production.

Ensuite, l'exportateur règle les détails de l'expédition (date et transporteur) et demande à l'unité de production d'envoyer le produit au port de chargement. À ce stade, l'exportateur établit la facture sur laquelle sont indiqués, entre autres renseignements: la quantité, le prix, la description du produit (comportant parfois le code de classification douanière correspondant dans la Nomenclature commune du Mercosur – NCM), le nom et l'adresse du producteur, le nom et l'adresse du client, les ports de chargement et de déchargement, les conditions et modalités de paiement et d'expédition, etc. En outre, l'exportateur établit aussi les autres documents exigés pour l'expédition, tels que la liste de colisage et les certificats (certificat de qualité, certificat sanitaire).

Après stérilisation du conteneur, l'exportateur – ou son courtier en douane – enregistre l'opération d'exportation en remplissant un formulaire intitulé *Registro de Operações de Exportação* (RE) dans un système d'enregistrement en ligne appelé *Sistema Integrado de Comércio Exterior* (SISCOMEX). Le SISCOMEX permet aux pouvoirs publics brésiliens de contrôler toutes les opérations d'importation et d'exportation du Brésil. Les administrations responsables de la gestion de SISCOMEX sont: le Secrétariat au commerce extérieur (*Secretaria de Comércio Exterior* – SECEX)[4], le Département fédéral des recettes publiques (*Secretaria da Receita Federal* – SRF)[5], et la Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil* – BACEN). L'enregistrement des exportations dans le cadre du SISCOMEX vise à vérifier/contrôler toutes les marchandises expédiées, de façon à s'assurer que les marchandises expédiées à l'étranger sont bien celles qui ont été facturées pour exportation. Le RE contient des renseignements sur l'opération d'exportation spécifique tels que: nom et numéro d'inscription au registre des impôts de l'exportateur; unités de production et d'expédition de l'exportateur; nom et adresse de l'importateur et pays d'importation; conditions et modalités de paiement et d'expédition; valeur de la transaction; code de classification douanière (NCM) du produit exporté[6]; description du produit; quantité, etc. Le logiciel SISCOMEX vérifie que tous les champs ont été correctement remplis. Si tel est le cas, le système délivre le RE. Aux

[4] Le SECEX relève du Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (*Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior* – MDIC).

[5] Le SRF relève du Ministère brésilien des finances (*Ministério da Fazenda* – MF).

[6] Dans les pièces n° 42 c) et 42 d) du Brésil, le code de classification douanière (NCM) du produit indiqué dans le champ n° 10 du RE est 0210.90.

termes de l'article 8 de la Portaria SECEX n° 15 du 17 novembre 2004, les renseignements portés sur le RE engagent la responsabilité de l'exportateur.

Puis l'exportateur – ou généralement son courtier en douane – établit une déclaration d'exportation, appelée *Declaração de Despacho de Exportação* (DDE), comprenant la facture, un extrait du RE et une demande d'autorisation d'expédition du Département de l'inspection des produits d'origine animale (*Departamento de Inspeção de Produtos de Origem Animal* – DIPOA).[7] Ces documents sont soumis au Département fédéral des recettes publiques au port de chargement. Le Département fédéral des recettes publiques peut alors délivrer immédiatement une autorisation d'expédition des marchandises ou décider de procéder à leur inspection. Il est très rare que des produits exportés soient sélectionnés pour inspection et, lorsque cela se produit, c'est en général parce que la valeur déclarée de la marchandise est très inférieure au prix du marché, que la description du produit est vague ou inexacte, ou que la documentation semble avoir été falsifiée.

À ce stade, la marchandise est mise en libre circulation et prête à être expédiée. L'exportateur a, pour sa part, déjà envoyé ses instructions d'expédition à l'armateur qui – dès confirmation de l'expédition de la marchandise – établit le connaissement. Le courtier en douane de l'armateur dispose de 48 heures environ à compter de l'établissement du connaissement pour enregistrer les données d'expédition dans le cadre du SISCOMEX, où les renseignements fournis par l'exportateur dans le DDE et les données d'expédition enregistrées par le courtier en douane sont comparés pour vérification.

Si le DDE est conforme au connaissement, un certificat d'inscription/enregistrement et un accusé de réception sont délivrés et le SISCOMEX autorise la mise en libre circulation de la marchandise pour expédition.

86. Aux paragraphes 14 et 36 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que de faibles teneurs en sel (0,5 pour cent) sont considérées dans la branche de production comme étant suffisantes pour éviter la "perte de liquide par écoulement". De l'avis des CE, une teneur en sel supérieure ou égale à 1,2 pour cent n'est pas nécessaire à cette fin. Elles font valoir par conséquent que, même si la perte de liquide par écoulement était un facteur pertinent, une teneur en sel supérieure à 0,5 pour cent ne serait pas nécessaire. Veuillez formuler des observations à cet égard.

Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés ont affirmé qu'une teneur en sel de 0,5 pour cent était considérée dans la branche de production comme étant suffisante pour éviter la "perte de liquide par écoulement" de sorte que, selon les CE, il n'est pas nécessaire d'imprégner la viande pour obtenir une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent.[8] Nous faisons observer que, une fois encore dans la présente procédure, les CE formulent une allégation qui n'est étayée par aucun élément de preuve.

Le Brésil a, pour sa part, produit des lettres de sociétés européennes attestant que la viande de poulet salée exportée du Brésil vers les CE – c'est-à-dire la viande imprégnée de sel présentant une teneur minimale de 1,2 pour cent – est préférée à la viande de poulet non salée précisément parce que la "perte de liquide par écoulement" est réduite.[9] Le Groupe spécial a donc la confirmation, par la branche de production, du fait qu'une teneur en sel de 1,2 pour cent dans la viande de poulet réduit effectivement la "perte de liquide par écoulement".

[7] Le DIPOA relève du Ministère brésilien de l'agriculture (*Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento* – MAPA).

[8] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 14 et 36.

[9] Pièce n° 30 du Brésil.

De plus, le Brésil a fourni des documents techniques dans lesquels il est expliqué que la "perte de liquide par écoulement" est l'inverse de la capacité de rétention d'eau, à savoir la capacité de la viande de conserver son eau.[10] En d'autres termes, c'est l'incapacité du tissu musculaire de conserver son eau, et les protéines qu'elle contient. À cet égard, il ressort également de la documentation que la viande traitée avec des quantités croissantes de sel augmente dans un premier temps de volume, la quantité d'eau retenue s'accroissant considérablement.[11] Pour le dire simplement, plus on ajoute de sel à la viande et plus sa capacité de rétention d'eau augmente, tandis que la "perte de liquide par écoulement" diminue. Il y a toutefois un point au-delà duquel la corrélation entre l'accroissement de la quantité de sel et la diminution de la "perte de liquide par écoulement" disparaît. Lorsque la viande a absorbé environ 5 pour cent de sel, la "perte de liquide par écoulement" est réduite au maximum et, de ce fait, la quantité d'eau retenue atteint elle aussi sa valeur maximale.[12] Si l'on continue d'ajouter du sel, le volume de la viande et celui de l'eau retenue décroissent, et lorsque la concentration de sel atteint 10 à 12 pour cent, le processus s'inverse: les muscles diminuent de volume et la viande commence à perdre son eau.[13]

En l'espèce, cela signifie que plus la teneur en sel est élevée (jusqu'à 5 pour cent), plus la "perte de liquide par écoulement" est faible. Par conséquent, selon les éléments de preuve dont dispose le Groupe spécial, si une teneur en sel de 0,5 pour cent peut réduire la "perte de liquide par écoulement", une teneur en sel de 1,2 pour cent peut la réduire encore plus. Pour l'industrie alimentaire, le fait que la "perte de liquide par écoulement" est évitée ou réduite dans les viandes salées est un aspect positif, parce que cela signifie que le produit transformé final conserve une plus grande quantité d'eau et de protéines.

Quoi qu'il en soit, le Groupe spécial ne doit pas perdre de vue le point le plus important ici: à savoir que ce sont les CE qui ont établi les caractéristiques objectives des "viandes salées" de la position 0210 en les décrivant comme des viandes ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène, présentant une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent en poids. Il n'est pas contesté que les morceaux de poulet salés exportés du Brésil et de la Thaïlande vers les CE présentaient ces caractéristiques objectives au moment de l'importation. Le fait que dans la viande de poulet imprégnée de 1,2 pour cent de sel, la "perte de liquide par écoulement" est moindre est un avantage commercial qui explique l'existence d'une demande pour ce produit dans les CE. Toutefois, ce qui détermine le classement sous la position 0210, c'est la conformité du produit, au moment de l'importation, avec les caractéristiques objectives énoncées dans la nomenclature des CE.

<u>À TOUTES LES PARTIES</u>:

118. Quelle est la distinction entre "conservation" et "conservation à long terme"?

Le Brésil a soutenu que le verbe "conserver" signifie "maintenir (une chose) dans l'état existant" ou "empêcher (des corps organiques) de se décomposer ou de se détériorer".[14] Le Brésil croit comprendre que la notion de conservation n'est pas un concept absolu et dénué d'ambiguïté et qu'un produit peut être soumis à divers procédés qui en assureront la conservation pour des laps de temps complètement différents. Compte tenu de cela, nous affirmons que "conservation à long terme"

[10] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Convention des fabricants de produits à base de viande du Montana, page 7. Pièce n° 16 du Brésil. Aguirre, S.E., Ingredientes que Aumentan la Capacidad de Retención de Agua en Productos Cárnicos, premier paragraphe. Pièce n° 38 du Brésil.

[11] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, page 724; João Andrade Silva, page 183. Pièce n° 16 du Brésil.

[12] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, page 724; João Andrade Silva, page 183. Pièce n° 16 du Brésil.

[13] Documentation sur l'action du sel dans la viande. Miguel Cione Pardi, page 724; João Andrade Silva, page 183. Pièce n° 16 du Brésil.

[14] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 76.

est une expression qui ne figure ou n'est définie ni dans la nomenclature du Système harmonisé, ni dans la nomenclature de la classification ou la législation du Brésil, ni dans la nomenclature combinée des CE.

En outre, nous rappelons au Groupe spécial que l'expression "conservation à long terme" a été forgée et introduite par les CE et n'a jamais vraiment été définie correctement dans le présent différend. Il semble que les CE l'aient décrite à un moment comme une conservation assurée pour de "nombreux" mois ou "plusieurs" mois[15], mais le Brésil n'en est pas certain étant donné que dans l'annexe du Règlement n° 1223/2002, l'expression paraît désigner une conservation assurée pour un an (12 mois).[16] De plus, le considérant 4) du Règlement n° 1871/2003 donne à penser qu'il s'agit d'une conservation pendant un laps de temps autre que la durée du transport.[17] Dans l'affaire *Gausepohl*, la définition de "conservation à long terme" à l'examen était "*conservation dépassant largement la durée du transport*".[18] Dans ladite affaire, nous rappelons que le temps nécessaire au transport de la viande en question n'était que d'une heure mais que la viande était conservée pour une période pouvant atteindre deux jours, que l'Avocat général a considéré comme dépassant amplement la durée du transport.[19] Les CE ont ajouté à la confusion quant au sens de l'expression "conservation à long terme" lorsqu'elles ont affirmé que les viandes salées/séchées/fumées pouvaient faire l'objet d'une "opération de conservation supplémentaire" – par exemple la réfrigération ou la congélation – et relever encore de la position 0210[20], tout en faisant valoir que le classement sous la position 0210 était déterminé par le fait que c'était le salage/le séchage/le fumage qui assurait la conservation à long terme.

Vu l'absence de définition légitime de l'expression et compte tenu des sens divers évoqués au paragraphe ci-dessus, le Brésil estime qu'il ne peut pas établir de distinction entre les expressions "conservation" et "conservation à long terme".

119. Au moment où les CE ont conclu leur Liste, y avait–il des éléments de preuve montrant l'existence d'un commerce de viandes relevant de la position 0210 qui étaient conservées par salage pour une période inférieure à quelques mois?

Lorsque les CE ont conclu leur Liste LXXX, il existait, selon toute vraisemblance, un commerce de viandes préparées avec du sel relevant de la position 0210, dont le salage assurait aussi la conservation pour une période inférieure à quelques mois. Le commerce de produits tels que le lard ou le jambon de Parme réfrigéré ou congelé sous la position 0210 se pratique de longue date. Toutefois, il reste à déterminer: 1) si une teneur en sel de 1,2 pour cent suffisait à assurer la conservation des viandes pour une période de quelques mois, comme le donnent à entendre les CE; 2) si ces viandes salées étaient aussi congelées – pour être conservées plus longuement – lorsqu'il en était fait commerce sous la position 0210; et 3) si une même viande salée était conservée pour des laps de temps différents, selon la distance entre le pays exportateur et le pays importateur.

Le Brésil a procédé à des recherches dans la Base de données en ligne des marchandises du Système harmonisé de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) en vue de déterminer quels types de viandes salées faisaient l'objet d'un commerce sous la position 0210 à l'époque où les CE ont conclu leur Liste. Nous faisons observer que la Base de données en ligne de l'OMD regroupe des bases de données obtenues auprès des administrations des Membres, de sociétés privées, d'organisations internationales, etc. Elle est conçue pour aider les utilisateurs à déterminer le

[15] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 41; pièce n° 5 des CE.
[16] Pièce n° 8 du Brésil.
[17] Pièce n° 10 du Brésil.
[18] Pièce n° 14 des CE, page I–3056, paragraphe 35.
[19] Pièce n° 14 des CE, page I–3061, paragraphe 6.
[20] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, paragraphes 54, 57 et 79; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 30.

classement des marchandises dans le Système harmonisé et fait partie des publications et bases de données complémentaires du Système harmonisé. Malheureusement, seules sont disponibles dans cette base les données relatives aux versions de 1996 et de 2002 du Système harmonisé. Quoi qu'il en soit, nous présentons dans la pièce n° 43 du Brésil un extrait de la liste, obtenue dans la Base de données en ligne sur le SH, des viandes salées classées sous la sous-position 0210.90 (version de 1996 du SH). Le Groupe spécial notera que la "viande de poulet salée" et la "viande de volaille salée" figurent dans cette liste comme exemples de produits relevant de la sous-position 0210.90.

La liste est révélatrice aussi du fait qu'elle contient un certain nombre de produits qui ne satisfont pas au critère absurde que les CE ont proposé pour le classement sous la position 0210: "préparation qui fait passer la viande à un état perceptiblement différent et normalement désigné par un nom".[21] Des produits tels que les abats comestibles salés de renne, la viande de castor salée, les cuisses de grenouilles salées, la viande de pigeon salée ou la viande de lièvre salée, pour n'en citer que quelques-uns, ne sont guère "instantanément reconnaissables au sens où le sont le bacon ou la charque".[22] Pourtant, comme le montre clairement la liste, ce sont des produits dont il est normalement fait commerce sous la position 0210.90.

120. En ce qui concerne la suggestion faite par le Brésil dans sa réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, selon laquelle celui-ci devrait tirer des déductions défavorables du fait que les CE n'avaient pas fourni certains renseignements qu'il leur avait demandés, existe–t–il un quelconque fondement permettant au Groupe spécial de tirer des déductions analogues d'un refus du Brésil et de la Thaïlande de fournir des renseignements sur leur pratique de classement des exportations pour les positions en cause?

Le Brésil a déclaré dans sa réponse à la question n° 3 que les renseignements tarifaires contraignants (RTC) sont des renseignements aisément accessibles aux autorités et aux importateurs des CE, mais que les producteurs/exportateurs n'appartenant pas aux CE ou les pouvoirs publics brésiliens ne peuvent facilement obtenir. Par conséquent, dans la présente procédure, seules les Communautés ont pleinement et immédiatement accès aux RTC délivrés par leurs États membres et elles seules sont en mesure de fournir ces renseignements au Groupe spécial.

Dans sa question n° 53, le Groupe spécial a demandé aux CE de fournir des copies des RTC ou d'autres documents pertinents à l'appui de leur affirmation selon laquelle les bureaux de douane – en dehors de ceux de Hambourg, de Rotterdam et du Royaume-Uni – ne classaient pas le produit en cause sous la sous-position 0210.90. Dans leur réponse, les CE ont fourni un RTC sans rapport avec l'affaire, qui concernait le jambon, et non la viande de poulet, classé sous la sous-position 0210.11.31, et n'ont donc pas fourni les renseignements demandés par le Groupe spécial, à savoir des RTC pertinents, ou d'autres documents à l'appui de leur position, démontrant que les bureaux de douane des CE ne classaient pas le produit en cause sous la sous-position 0210.90. Il semble que même le Groupe spécial reconnaît que les CE n'ont pas fourni ces renseignements, puisqu'il les demande une nouvelle fois dans sa question n° 117.

En revanche, le Brésil n'a pas refusé de fournir des renseignements sur sa pratique en matière de classification pour les exportations de produits relevant des positions en cause. Nous rappelons que dans sa question n° 16, le Groupe spécial a demandé aux plaignants de fournir des renseignements détaillés sur leur pratique en matière de classification en ce qui concerne les importations et les exportations des produits en cause. C'est précisément ce que le Brésil a fait. Nous avons tout d'abord dit qu'il n'existait aucune pratique en matière de classification pour les importations de morceaux de poulet salés parce que nous n'importons pas ce produit. Puis, nous avons dit que notre pratique en matière de classement de la viande de poulet salée congelée manquait de régularité. En effet, parfois, les exportateurs brésiliens ou leurs courtiers en douane classent à juste titre les morceaux de poulet

[21] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 35.
[22] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 36.

salés exportés sous la position 0210[23], le Brésil admet que d'autres exportations du produit en cause ont été classées de manière erronée sous la position 0207. À cet égard, nous avons aussi expliqué pourquoi cette pratique concernant les exportations manquait de régularité. Il est toutefois un point qui ne devrait pas échapper au Groupe spécial, à savoir que le Brésil ne croit pas que sa pratique en matière de classification soit pertinente aux fins de l'interprétation de la Liste LXXX. Nous nous en sommes longuement expliqués dans notre réponse aux questions n° 16 et 77, ainsi que dans notre deuxième communication écrite et notre deuxième déclaration orale, et nous ne reprendrons pas nos arguments ici.[24]

En bref, le Brésil souhaiterait établir clairement qu'il n'a pas refusé de fournir des renseignements sur sa pratique en matière de classification pour les exportations de morceaux de poulet salés, et il croit par conséquent que le Groupe spécial ne serait pas fondé à tirer des déductions défavorables de tout renseignement et/ou de toute réponse qu'il a fournis.

121. Quel poids relatif le Groupe spécial devrait–il accorder aux déductions qui peuvent être tirées, pour les positions en cause dans la présente affaire:

a) de la structure du chapitre 2 du SH et de ses prédécesseurs;

b) des Notes explicatives se rapportant au chapitre 2 du SH et de ses prédécesseurs; et

c) de la Règle générale 3 pour l'interprétation du SH

Étant donné que les CE et le Brésil ont des vues divergentes sur la manière dont le chapitre 2 du SH est structuré, les déductions qu'il est possible de tirer pour les positions en cause, et le poids qu'il convient d'accorder à de telles déductions, doivent être fonction de ce que le SH et ses prédécesseurs prévoient expressément. En ce sens, le point de vue des CE selon lequel le chapitre 2 du SH est structuré suivant les méthodes de conservation n'est nullement étayé par le libellé du SH ou des précédentes nomenclatures. C'est un point de vue des CE que le libellé du SH ne valide tout simplement pas.

En revanche, le libellé clair et dénué d'ambiguïté des notes explicatives relatives au chapitre 2 et à la position 0210 du SH précise que le chapitre 2 est structuré suivant les méthodes de conservation et de préparation, et que les procédés visés à la position 0210 sont des procédés de préparation – et non de conservation. Les nomenclatures qui ont précédé le SH contiennent aussi un libellé clair sur la structure du chapitre 2, qui peut aider le Groupe spécial à comprendre comment ce dernier a été initialement structuré. C'est ainsi que dans le Projet de nomenclature douanière de 1937 de la Société des Nations, le chapitre 2 était structuré de manière à placer les viandes à l'état naturel en tête du chapitre et les viandes "simplement préparées" à la fin.[25] Il était également expliqué dans le Projet de 1937 pourquoi les termes "frais", "réfrigéré" et "congelé" – qui ont trait à la conservation – faisaient l'objet de positions tierces à l'intérieur d'une position et non de positions distinctes. Il y avait eu un souci réel de ne pas créer de divisions fondamentales entre "frais", "réfrigéré" et "congelé" parce que cela aurait pu obliger des pays à introduire dans leur nomenclature de classification des subdivisions qui auraient abouti à une discrimination entre des viandes de même type – mais conservées selon des méthodes différentes – selon qu'elles provenaient de telle ou telle région du monde.[26] Ce souci n'existait pas pour les viandes salées parce qu'une préparation à base de sel n'était

[23] Les pièces n° 42 c) et 42 d) du Brésil montrent que certaines exportations du produit en cause étaient classées sous la sous-position 0210.90 au moment où elles quittaient le Brésil.

[24] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 75 et 76; deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphes 40 à 48.

[25] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 36 et 37; pièce n° 40.

[26] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 38 à 41; pièce n° 40 du Brésil.

pas considérée comme une méthode de conservation. C'est la raison pour laquelle les viandes salées avaient été classées sous une position distincte à l'intérieur du chapitre 2.

Pour ce qui est du poids que le Groupe spécial devrait accorder aux déductions tirées des Notes explicatives du SH relatives au chapitre 2, nous avons fait valoir que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel avait estimé que pour interpréter correctement la Liste LXXX, il aurait fallu examiner le Système harmonisé et ses Notes explicatives.[27] Dans le présent différend, toutes les parties conviennent que tant le Système harmonisé que ses Notes explicatives sont pertinents pour l'interprétation des termes de la Liste LXXX. En particulier, le Brésil et les CE considèrent que le SH et les Notes explicatives constituent un contexte.[28] S'agissant spécifiquement des Notes explicatives, nous notons que, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, le Groupe spécial leur a intentionnellement attribué le même poids et le même statut, pour ce qui est de l'interprétation, que ceux qu'il attribuait au SH.[29] Nous le savons parce que, dans cette affaire, les États-Unis ont invité le Groupe spécial à faire preuve de prudence quant à la valeur interprétative à attribuer à ces notes.[30] Malgré cette mise en garde des États-Unis, l'Organe d'appel a considéré les Notes explicatives comme tout aussi pertinentes que le SH lui-même pour l'interprétation de la Liste LXXX.[31]

De même, en ce qui concerne la Règle générale 3 pour l'interprétation du SH, le Brésil a fait valoir qu'elle fait partie du SH. Nous rappelons que le Système harmonisé se compose de "*(…) la nomenclature comprenant les positions et sous-positions et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions ainsi que les règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé (…)*".[32] Puisqu'elle fait partie du SH, la Règle générale 3 fait aussi partie du contexte de la Liste LXXX. Même si le Brésil ne considère pas que le produit en cause puisse *prima facie* relever de deux positions ou plus du SH (il s'agit pour nous sans ambiguïté d'un produit relevant de la position 0210), si la Règle générale 3 est d'application, le Groupe spécial devrait l'utiliser comme élément du contexte – en même temps que les autres règles en matière d'interprétation des traités – dans son exercice d'interprétation.

122. Les parties considèrent–elles qu'il est nécessaire que certains ou l'ensemble des négociateurs participant à la négociation d'un traité aient effectivement connaissance, au cours des négociations, d'un document ou d'un instrument pour que celui-ci puisse être pris en considération en tant qu'élément des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances dans lesquelles" le traité "a été conclu", conformément à l'article 32 de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez étayer cette opinion. Dans la négative, veuillez étayer cette opinion.

Pour répondre à bon escient, le Brésil estime nécessaire de préciser l'expression "avoir effectivement connaissance" qui figure dans la question du Groupe spécial.

---

[27] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 89.

[28] Première communication écrite des CE, paragraphe 107; Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, paragraphes 95 et 102; Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 28; Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial, question n° 73; Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 31; Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 27.

[29] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 89.

[30] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 38.

[31] *CE – Matériels informatiques*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 89.

[32] Article 1 a) de la Convention sur le Système harmonisé. Pièce n° 20 du Brésil. (pas d'italique dans l'original)

Si "avoir effectivement connaissance" signifie que tous les négociateurs doivent avoir été, de fait, informés de l'existence et de la teneur de certains documents et instruments pendant les négociations, alors la réponse est "non". La connaissance effective d'un document ou d'un instrument par certains négociateurs ou la totalité d'entre eux n'est pas nécessaire pour que ces instruments soient considérés comme des éléments des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances dans lesquelles" le traité "a été conclu" au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne. C'est ainsi que des instruments ou des documents peuvent avoir été rédigés pendant la négociation d'un traité sans la participation de l'ensemble des États qui sont parties contractantes audit traité. On ne peut présumer que de tels documents ne sont pas des éléments de l'historique du traité négocié pour la simple raison que certains États n'ont pas participé, ou n'ont pas pu participer [pleinement et sur un pied d'égalité] à l'examen ayant conduit à la rédaction de tels documents.

À l'inverse, si "avoir effectivement connaissance" signifie que certains documents et instruments étaient publics, et que tous les négociateurs pouvaient donc y avoir accès pendant les négociations, alors la réponse est "oui". Pour qu'un document ou un instrument puisse être considéré comme un élément des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances dans lesquelles" le traité "a été conclu", il faut que ce document ou cet instrument ait été rendu public. Autrement dit, il faut que les États aient eu la possibilité de consulter ces documents ou instruments pendant les négociations s'ils le souhaitaient. En toute logique, il n'est pas possible d'invoquer des documents ou des instruments qui n'ont pas été rendus publics, ou qui sont tenus secrets en tant que documents liés à l'historique de la négociation d'un traité.

Afin de mieux illustrer la distinction faite aux paragraphes ci-dessus, nous reproduisons ci-après une citation de Sir Ian Sinclair concernant les moyens complémentaires d'interprétation[33]:

> "*(…) il semble qu'il serait encore préférable de considérer que le recours aux travaux préparatoires ne dépend* ***pas*** *de la participation à la rédaction du texte de l'État à l'encontre duquel ces travaux sont invoqués. En décider autrement romprait l'unité d'un traité multilatéral, puisque ce serait donner à entendre qu'il faudrait employer deux méthodes d'interprétation différentes, l'une pour les États qui ont participé aux travaux préparatoires et l'autre pour les États qui n'y ont pas participé. Il importe toutefois de préciser un point.* ***Les travaux préparatoires doivent être dans le domaine public de telle sorte que les États qui n'ont pas participé à la rédaction du texte aient la possibilité de les consulter****. Des travaux préparatoires tenus secrets par les États négociateurs ne devraient pas pouvoir être invoqués à l'encontre d'États ayant adhéré ultérieurement.*" (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)

Dans l'affaire à l'examen, nous notons que le Règlement n° 535/94 était dans le domaine public à la date du 11 mars 1994, et que tous les partenaires des CE aux négociations avaient la possibilité de consulter l'interprétation/la définition donnée par les Communautés des "viandes salées" de la position 0210 avant la conclusion de la Liste LXXX.

QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Le Brésil est prié d'indiquer et de citer les phrases spécifiques qui, dans les pièces qu'il a produites, étayent selon lui les allégations ci-après:

- **"Le Brésil a fourni des éléments de preuve indiquant que de telles teneurs en sel [1,2 à 3 pour cent] ont un certain effet de conservation sur les viandes" (paragraphe 2 de la deuxième déclaration orale du Brésil);**

[33] *The Vienna Convention on the Law of Treaties*, deuxième édition. Sir Ian Sinclair, Manchester University Press, 1984, page 144.

Le Brésil a déjà indiqué et cité dans la note de bas de page 1 de sa déclaration finale les pages spécifiques des documents techniques contenus dans sa pièce n° 16 où est confirmé le fait qu'une teneur en sel de 1,2 à 3 pour cent dans la viande a un certain effet de conservation. Par esprit de coopération, nous reproduisons ci-après certains des passages cités dans la pièce n° 16 du Brésil.

Meat Science Foundations (Les fondements de la science de la viande)
John C. Forrest, page 246

> "*(…) la diminution de l'activité de l'eau à un degré suffisant pour assurer une conservation efficace exige dans le produit fini une concentration de sel de 9 à 11 pour cent, soit une quantité considérablement plus élevée que les* ***2 à 3 pour cent*** *généralement constatés dans les produits transformés à des fins commerciales.* ***Même si ces concentrations de sel [de 2 à 3 pour cent] inhibent certains micro-organismes****, l'activité de l'eau demeure suffisamment élevée pour permettre la croissance de moisissures, de levures et de bactéries halophiles (vivant en milieu salé). Par conséquent, dans les produits carnés transformés à des fins commerciales que l'on trouve aujourd'hui,* ***le sel n'exerce qu'un effet de conservation limité, et d'autres méthodes de conservation sont nécessaires pour prolonger la durée de vie de ces produits***." *(pas de caractères gras et non souligné dans l'original)*

Chemical Food Preservation – Characteristics, Uses, Effects (Conservation des aliments par des moyes chimiques – caractéristiques, utilisations, effets)
E. Lück, page 84

> "*En de pareils cas [quand il est utilisé comme agent conservateur],* ***le sel ordinaire exerce un effet satisfaisant sur les microbes à des concentrations aussi faibles que 1 à 3 pour cent****. Ces additions relativement faibles réduisent l'activité de l'eau et empêchent la croissance de bactéries jouant un rôle important dans la putréfaction, comme c'est le cas dans les saucisses, les jambons et les viandes salées*." *(pas de caractères gras et non souligné dans l'original)*

Meat Science, Technology and Hygiene (Science, technologie et hygiène de la viande)
Miguel Cione Pardi, pages 722 et 723

> "*a) à des concentrations suffisamment élevées, le sel inhibe la croissance microbienne par augmentation de la pression osmotique du milieu, avec pour résultat une diminution de l'activité de l'eau (a_w);*
>
> *b) à des concentrations comprises entre 1 et 3 pour cent, le sel exerce une action antimicrobienne satisfaisante, étant donné la diminution de l'activité de l'eau (a_w);*
>
> *c)* ***la croissance de certaines bactéries est inhibée à de faibles concentrations telles que 2 pour cent****, tandis que d'autres organismes, comme les levures et les moisissures, sont capables de se développer dans des concentrations de sel pouvant même atteindre le point de saturation; pour ce qui est des bactéries halophiles, une concentration de NaCl supérieure à 10 pour cent est généralement nécessaire;*
>
> *d) pour que la conservation du produit soit convenablement assurée, celui-ci doit contenir entre 50 et 55 pour cent d'eau, et entre 9 et 11 pour cent de sel, soit une phase aqueuse presque saturée de sel;*
>
> *e) le sel perd sensiblement son effet conservateur lorsque sa concentration dans la phase aqueuse d'une viande traitée en salaison est inférieure à 5,5 pour cent;*

> *d) dans la pratique courante,* ***une adjonction de 2 à 3 pour cent de sel*** *visant à donner au produit traité en salaison un goût agréable* ***n'a pas d'effet conservateur significatif*** *dans les produits dont la teneur en humidité est égale ou supérieure à 60 pour cent; (…)*" *(pas de caractères gras et/ou non souligné dans l'original)*

Topics on Food Technology (Questions de technologie alimentaire)
João Andrade Silva, pages 182 et 183

> "*À des concentrations suffisamment élevées, le sel inhibe la croissance microbienne par augmentation de la pression osmotique du milieu, avec pour résultat une diminution de l'activité de l'eau;* ***à de faibles concentrations, comprises entre 1,0 et 3,0 pour cent, le sel exerce déjà une action antimicrobienne significative, due à la diminution de l'activité de l'eau du milieu*** *(…)*" *(pas de caractères gras et non souligné dans l'original)*
>
> "*(…) Dans les viandes traitées en salaison,* ***l'effet conservateur du sel est considérablement réduit à une concentration inférieure à 5,5 pour cent*** *dans la phase aqueuse.* ***La conservation des produits dans lesquels la concentration de sel est inférieure à cette valeur doit être assurée par réfrigération (refroidissement)*** *(…)*" *(pas de caractères gras et non souligné dans l'original)*

- **"Le sel extrait les protéines, accroît la capacité de rétention d'eau et le rendement, améliore le liant et la texture et réduit la "perte de liquide par écoulement" après décongélation" (deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphe 17)**

Tout au long de la présente procédure, le Brésil a indiqué et cité dans ses communications, ses déclarations et ses réponses, les passages qui confirment les faits exposés au paragraphe 17 de sa deuxième déclaration orale. En particulier, nous invitons le Groupe spécial à se reporter aux paragraphes 85 à 87 et aux notes de bas de page 75 à 79 de la première communication écrite du Brésil; au paragraphe 26 et aux notes de bas de page 15 à 19 de sa première déclaration orale; et au paragraphe 15 et aux notes de bas de page 20 à 22 de sa deuxième communication écrite. Ces passages, de même que le paragraphe 17 de la deuxième déclaration orale du Brésil, sont étayés par les pièces suivantes produites par le Brésil: pièce n° 16 – documentation scientifique sur l'action du sel dans la viande; pièce n° 30 – lettres de sociétés européennes faisant état de leur préférence pour les morceaux de poulet salés plutôt que non salés parce que l'adjonction de sel rend la viande plus tendre et réduit la perte de liquide par écoulement (meilleurs rendements); pièce n° 36 – bref exposé de M. Nelcindo Terra sur l'effet du sel sur la viande de volaille, les différentes méthodes de salage de la viande de volaille et les conséquences du dessalage de la viande; et pièce n° 38 – renseignements sur l'action du sel et les différentes méthodes de salage.

Pour la commodité du lecteur, le Brésil reproduit ci-après des extraits de la documentation scientifique contenue dans la pièce n° 16 du Brésil, qui confirment la déclaration figurant au paragraphe 17.

Meat Science, Technology and Hygiene (Science, technologie et hygiène de la viande)
Miguel Cione Pardi, page 721

> "***Le sel (chlorure de sodium) est utilisé dans les préparations de viande en raison de son important pouvoir liant****, de son arôme/sa saveur et de son action conservatrice.* ***L'un des effets recherchés du NaCl est l'extraction des protéines myofibrillaires. L'extraction et la solubilisation des ces protéines musculaires contribuent à lier les particules de viande, ce qui a pour effet d'émulsionner la graisse et d'accroître la capacité de rétention d'eau****. Ainsi, il* ***réduit les pertes qui se produisent*** *lors de la cuisson du produit et* ***améliore la qualité et la texture de ce dernier****. Lors de la*

cuisson du produit cru, la graisse, l'eau et autres éléments constitutifs sont attirés à l'intérieur de la matrice des protéines de viande coagulées ***formant ainsi des produits acceptables du point de vue du rendement, de la tendreté, de l'humidité, de la texture et de la qualité générale*** *(Schmidt et al. (13); Acton et al. (2)). (…)*" (pas de caractères gras et/ou non souligné dans l'original)

Science of Meat and Meat Products (Science de la viande et des produits carnés)
James F. Price, pages 381 à 385

"*Le mécanisme de liaison des systèmes carnés est complexe et n'est pas parfaitemenet compris. Néanmoins,* ***les facteurs les plus pertinents dont dépend l'efficacité de la liaison sont: l'extraction des protéines, le travail mécanique, la présence et la concentration de sels ajoutés, le pH et la température de cuisson*** *(Trout et Schmidt, 1984).*" (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)

"*(…) Les* ***mécanismes par lesquels le sel accroît la capacité de liaison de la matrice des protéines sont****: a)* ***l'accroissement du nombre de protéines extraites****; b) l'altération de la force ionique et du pH du milieu de telle sorte que la matrice stable des protéines présente en fin de cuisson une structure tridimensionnelle cohérente.*

Une explication de la manière dont les sels accroissent la force de gel a été proposée par Siegel et Schmidt (1979a, 1979b), qui ont démontré, par balayage au microscope électronique, que lorsque la myosine et l'actomyosine sont chauffées dans des solutions salines de force ionique élevée, les protéines forment un réseau fibreux tridimensionnel. En l'absence de ces sels ajoutés, les mêmes protéines forment une structure spongieuse de faible force (Siegel et al., 1979). Par conséquent, ***ils ont conclu que l'adjonction de sels était nécessaire pour que les protéines de la viande forment un réseau tridimensionnel stable****.*" (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)

Topics on Food Technology (Questions de technologie alimentaire)
João Andrade Silva, page 181

"***L'une des fonctions les plus importantes du sel****, dans l'industrie des produits carnés,* ***est l'extraction des protéines myofibrillaires****. L'extraction et la solubilisation de ces protéines musculaires contribuent à l'émulsification des graisses et à l'****accroissement de la capacité de rétention d'eau****, ce qui* ***réduit les pertes en poids*** *lors de la cuisson du produit,* ***contribuant ainsi à améliorer la qualité et la texture du produit****.(…)*" (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)

Ingredients in Processed Meat Products (Ingrédients des produits carnés transformés)
Montana Meat Processors Convention, page 11

"*(…) Le sel est utilisé dans la plupart des cas comme exhausteur du goût mais* ***il joue aussi un rôle important dans la capacité de liaison de l'eau de la viande et l'extraction des protéines de la viande*** *nécessaires à la fabrication de jambons désossés ou hachés et mis en forme. Lorsqu'il est ajouté à la viande, le sel fait gonfler les myofibrilles (Hamm, 1960). L'adjonction de sel induit un déplacement du point isoélectrique (capacité de rétention d'eau minimale) vers un pH plus acide,* ***augmentant la capacité de liaison de l'eau de la viande*** *lorsque celle-ci atteint son pH final normal de 5,5 à 5,6 (Hamm, 1960).*

> ***Le sel améliore la liaison de l'eau mais il est nécessaire aussi à l'extraction des protéines*** *lors de la fabrication des jambons désossés.* ***Le sel solubilise l'actine et la myosine, qui forment alors une colle entre les pièces musculaires de sorte que les produits désossés semblent être d'une seule pièce et qu'il est plus facile de débiter le produit fini en tranches.*** ***Des quantités croissantes de sel permettront l'extraction d'un plus grand nombre de protéines musculaires****, mais la quantité qui peut être utilisée est limitée du fait des incidences sur le goût du produit (…)*" (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)

En ce qui concerne l'effet de "perte de liquide par écoulement", nous notons que les CE ont elles-mêmes affirmé que la question se posait pour les aliments congelés et qu'il s'agissait, plus précisément, de la perte de protéines au moment de la décongélation.[34] En conséquence, la viande salée a la préférence des fabricants, parce que les produits transformés plus avant dont elle est la matière première peuvent retenir une plus grande quantité d'eau et de protéines.

[34] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 14 et 36.

ANNEXE C-3

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(9 décembre 2004)

QUESTIONS POSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Question n° 91

Nous commençons par faire remarquer que les Communautés n'ont pas fourni de réponse à la question du Groupe spécial relative à la manière dont les fonctionnaires des douanes traitent un produit lorsqu'il n'est pas évident qu'il ait été conservé par l'un des moyens mentionnés dans l'intitulé de la position 02.10.

En outre, nous rappelons que tout au long de cette procédure, les CE ont allégué que le produit en cause ne pouvait pas être considéré comme viande salée de la position 02.10, parce que le salage en question n'assurait pas la conservation à long terme. En répondant à cette question, les CE disent qu'il est "normalement évident" pour des fonctionnaires des douanes de savoir quelle espèce de viande salée/séchée/fumée a été conservée, car les techniques de conservation visées à la position 02.10 confèrent à la viande des caractéristiques spécifiques qui sont aisément décelables. Or, pendant une période de plus de six ans, il a été "normalement évident" pour les fonctionnaires des douanes des CE que le produit en cause était classé sous la position 02.10. Apparemment, ce produit présentait des caractéristiques spécifiques (goût salé), aisément décelées par les fonctionnaires des douanes des CE qui le plaçaient sous la position 02.10.

À cet égard, les CE ont indiqué en réponse à la question n° 89 que pour vérifier les caractéristiques objectives d'un produit, les fonctionnaires des douanes procédaient à certaines opérations au cours de leur inspection/leurs analyses. Parmi ces opérations figure "*l'inspection physique du produit, et en particulier de sa température, son odeur, son goût et sa couleur*". Il ne fait aucun doute qu'à l'inspection, le produit en cause est aisément décelé comme une "viande salée", en particulier en raison de son goût salé.

Les CE signalent aussi l'analyse d'échantillons du produit en laboratoire comme un autre moyen possible d'inspection pour évaluer les caractéristiques objectives d'un produit. Cette analyse est effectuée pour vérifier la conformité aux spécifications douanières. En l'espèce, les États membres des CE ont effectivement effectué une analyse des morceaux de poulet salés congelés qui a confirmé que le produit en cause répondait aux critères des caractéristiques objectives définis dans la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC.[1] Autrement dit, les fonctionnaires des douanes ont effectivement vérifié que le produit était conforme aux spécifications douanières.

Question n° 93

Les CE ont indiqué que "le Règlement n° 535/94 fix[ait] une teneur en sel minimale, comme règle pragmatique, en deçà de laquelle on ne p[ouvait] considérer qu'un produit [était] salé à des fins de conservation". Si, pour les besoins de l'argumentation, nous devions tenir cette affirmation pour vraie, la logique semblerait être que les CE n'établissent une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent au titre de la position 02.10 que s'il y a un type de viande qui se conserve effectivement [à long terme] avec ce pourcentage de sel. Sinon, pourquoi les CE fixeraient-elles le niveau minimum de sel à

[1] Pièces n° 22 et 23 de la Thaïlande.

1,2 pour cent? Or, elles ont dit ne **pas** connaître de type de viande qui, ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et présentant une teneur en sel de 1,2 pour cent, puisse être conservée pendant de nombreux ou plusieurs mois sans réfrigération ou congélation.[2] Dans une autre réponse, elles ont aussi précisé que "pour être conservée à l'aide de sel, une viande [devait] avoir été imprégnée en profondeur de manière homogène d'une quantité de sel suffisante pour garantir la conservation à long terme, c'est-à-dire bien supérieure à 3 pour cent".[3] À en juger par ces réponses, il nous apparaît clairement que – contrairement à ce qu'ont fait valoir les CE – la limite de 1,2 pour cent énoncée dans le Règlement n° 535/94 ne constituait pas une règle pragmatique indiquant la teneur en sel minimale en deçà de laquelle un produit n'était pas salé à des fins de conservation (en d'autres termes, le niveau auquel ou à partir duquel il pouvait être salé à des fins de conservation à long terme).

Par ailleurs, le Règlement n° 535/94 ne mentionne **pas** la "conservation" ou la "conservation à long terme". Les CE voudraient faire croire au Groupe spécial que "*la condition de la conservation (…) découle directement de la position 02.10 de la Nomenclature combinée*" et est contenue implicitement dans le Règlement n° 535/94. Cela n'est tout simplement **pas** vrai. Jusqu'à l'entrée en vigueur du Règlement n° 1871/2003, on ne trouvait **nulle part** dans la Nomenclature combinée de concept/notion/condition correspondant à la "conservation à long terme". L'on ne peut pas, comme le laissent entendre les CE, considérer que ce concept était postulé dans la NC du fait qu'il était couvert par le SH. Cela n'est **pas** vrai non plus. La "conservation à long terme" n'était **pas**, et n'est **pas**, visée ni même mentionnée dans le SH, en particulier s'agissant des viandes salées de la position 02.10. Nous l'avons amplement démontré pendant cette procédure.

En réalité, le Règlement n° 535/94 énonçait simplement le critère des caractéristiques objectives auquel un produit devait répondre pour être classé en tant que viande salée sous la position 02.10. À cet égard, les CE ne contestent pas que le produit en cause répondait au critère des caractéristiques objectives pour les viandes salées de la position 02.10: le produit avait fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes ses parties et présentait une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent en poids.

Question n° 96

Il n'est pas contesté que les CE classent le jambon de Parme, le prosciutto et le jamón Serrano sous la position 02.10[4], même s'ils sont réfrigérés ou congelés. Les paquets présentés en tant que pièce n° 25 de la Thaïlande sont la preuve que ces produits doivent être conservés par réfrigération. Le Brésil a également indiqué que le bacon salé/fumé danois était classé sous la position 02.10, même lorsqu'il était congelé.[5] Les CE elles-mêmes ont concédé que la viande salée/séchée/fumée qui était tranchée – comme c'est le cas pour le jambon de Parme et le prosciutto – était exposée à une contamination de surface à moins que des mesures [réfrigération/congélation] ne soient prises pour la protéger.[6] S'agissant du bacon salé/fumé, elles ont également admis qu'on le congelait parce qu'il était tranché et conditionné en emballages de consommation pour la vente au détail. Pour les CE, le fait que le produit ait été réfrigéré pour permettre de le conserver plus longtemps ne modifie pas son classement sous la position 02.10.[7]

---

[2] Réponse des CE aux questions posées par le Brésil après la deuxième réunion de fond, question n° 2, paragraphe 2.

[3] Réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, question n° 88 paragraphe 4.

[4] Nous faisons remarquer que les CE n'ont pas communiqué le classement des produits cités par le Groupe spécial lors de l'importation dans les CE et que leur pièce n° 31 est la nomenclature des restitutions et non la Nomenclature combinée des CE.

[5] Pièces n° 32 et 39 du Brésil.

[6] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 43.

[7] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 45.

À présent, les CE nient purement et simplement avoir jamais dit que ces types de produits nécessitaient des moyens de conservation supplémentaires. Ce faisant, elles se réfèrent à une opinion de M. Karl-Otto Honikel déclarant que le jambon de Parme, le prosciutto et le jamón Serrano se conservent pendant de nombreux mois à température ambiante et que, même une fois tranchés, ces produits peuvent se conserver[8], encore qu'à cet égard, ni les CE ni M. Honikel ne se risquent à indiquer combien de temps. Peut-être ces produits pourraient-ils se conserver sans réfrigération pendant des semaines, des jours ou des heures. Curieusement, cette information n'a pas été fournie. Pour autant, M. Honikel explique que des moisissures et des levures peuvent se développer sur la viande salée/séchée/fumée tranchée non réfrigérée et former en surface des taches d'apparence déplaisante.[9] Selon M. Honikel, c'est la raison pour laquelle les jambons crus tranchés sont réfrigérés durant leur entreposage ou leur présentation. En d'autres termes, ces produits sont réfrigérés ou congelés durant l'entreposage ou la présentation pour empêcher moisissures et levures, microorganismes qui détériorent la viande, de se développer. En particulier, nous notons que la formation de taches d'apparence déplaisante à la surface de la viande fait partie du processus de détérioration. La réfrigération et la congélation sont donc bien appliquées au jambon de Parme, au prosciutto, au jamón Serrano et au bacon dans le but d'en assurer la conservation.

Ici, le Groupe spécial devrait avoir présent à l'esprit que si, comme l'ont allégué les CE, la conservation est ce qui structure véritablement le chapitre 2 et que les procédés mentionnés dans le libellé de la position 02.10 sont ceux qui assurent la conservation à long terme, alors les viandes salées/séchées/fumées – tels le jambon de Parme ou le bacon – qui ont effectivement fait l'objet d'une opération de conservation ou d'une opération de conservation supplémentaire (pour le transport, le stockage, la présentation, etc.) par réfrigération/congélation ne peuvent pas être classées sous la position 02.10 comme c'est la pratique courante des CE pour ces produits. Dans la pratique, même les CE ne considèrent pas que la conservation [à long terme] soit ce qui donne le classement sous la position 02.10.

Le Brésil voudrait également saisir cette occasion pour faire quelques observations générales au sujet de la pièce n° 32 des CE. Premièrement, les CE affirment catégoriquement que le Brésil a mentionné ou cité M. Karl-Otto Honikel dans la documentation qu'il a présentée dans cette procédure. Le Brésil invite le Groupe spécial à vérifier si M. Karl-Otto Honikel est à l'origine d'aucun des renseignements techniques qui lui ont été communiqués.[10] Ce n'est pas le cas. Deuxièmement, l'opinion présentée par M. Honikel dans la pièce n° 32 des CE n'est étayée par aucune bibliographie susceptible d'être vérifiée par les plaignants ou le Groupe spécial. Troisièmement, la littérature technique fournie par le Brésil au cours de cette procédure a été, pour l'essentiel, présentée le 3 août 2004, dans la pièce n° 16 du Brésil, en même temps que la première communication écrite du Brésil. Les Communautés avaient, si elles le voulaient, la possibilité de présenter un avis technique d'expert en ce qui concerne l'action du sel sur la viande dans leur première communication écrite ou à un stade ultérieur – à la première réunion de fond, en réponse aux questions du Groupe spécial ou dans leur deuxième communication écrite. Or, elles ont choisi de communiquer ces renseignements au dernier moment possible, rendant impossible pour les plaignants – dans le délai fixé pour présenter des observations – l'examen technique complet et la réfutation des renseignements présentés dans la pièce n° 32. Pour cette raison, et sur la base du point 14 des procédures de travail du Groupe spécial, le Brésil demande au Groupe spécial d'écarter la pièce n° 32 des CE.

[8] Pièce n° 32 des CE.
[9] Pièce n° 32 des CE.
[10] Veuillez noter que dans l'article de Thayne R. Dutson et Ann Carter "Microstructure and Biochemistry of Avian Muscle and its Relevance to Meat Processing Industries" présenté dans la pièce n° 38 du Brésil, un texte relatif à la viande bovine écrit, entre autres, par M. Honikel, se trouve simplement cité dans la partie références.

Question n° 97

En ce qui concerne la réponse ci-dessus, quelques clarifications s'imposent.

À plusieurs reprises, les CE ont essayé de faire passer l'idée que les changements donnant la couleur rouge sont une caractéristique de la viande produite par le salage lorsqu'il est utilisé à des fins de conservation.[11] Juste pour mettre les choses au point, nous rappelons au Groupe spécial que le produit en cause est la viande de poulet salée. Autrement dit, c'est une viande blanche - et non rouge – et donc, quelle que soit la quantité de sel imprégnée, elle ne présentera jamais une "couleur rouge habituelle". De même, les cuisses de grenouille salées, la viande de canard salée, la viande d'oie salée, la viande de pigeon salée, la viande de lapin salée et bien d'autres viandes blanches salées énumérées dans la base de données des marchandises du SH de l'OMD comme viandes relevant de la sous-position 0210.90 ne présenteront pas une couleur rouge après salage comme l'ont suggéré les CE. Les CE semblent donner à entendre que seule la viande rouge peut être considérée comme une viande salée de la position 02.10. Cela n'est **pas** vrai.

La deuxième clarification a trait à la proposition des CE selon laquelle le Brésil a délibérément allégué à un stade tardif de la procédure qu'une teneur en sel de 1,2 à 3,0 pour cent était suffisante pour conserver la viande. Cela n'est **pas** vrai non plus. Le Brésil a, depuis sa première communication écrite, eu une position claire sur l'action du sel sur la viande.[12] En fait, dans sa réponse à la question n° 1 posée par les CE après la deuxième réunion de fond, le Brésil a non seulement indiqué et cité les passages de la littérature technique corroborant le fait qu'une teneur en sel de 1,2 à 3,0 pour cent avait un certain effet de conservation, mais il en a également reproduit des parties pour les CE.[13] Toutefois, ce qui est encore plus ridicule, c'est l'allégation selon laquelle nous avons présenté une nouvelle allégation tard dans la procédure. Le Brésil rappelle qu'il a été obligé de clarifier la question précisément parce que les CE avaient induit le Groupe spécial en erreur en l'amenant à penser que le Brésil avait allégué que les morceaux de viande salés à ces niveaux ne pouvaient pas se conserver.[14] Il ne s'agissait **pas** pour nous de présenter une nouvelle allégation, comme l'ont avancé les Communautés, mais de dissiper un malentendu créé par les CE.

Nous clarifions ensuite d'autres impressions fausses que pourrait avoir le Groupe spécial s'agissant de la pièce n° 32 des CE. M. Karl-Otto Honikel a indiqué dans cette pièce que "*[à] l'état cru et réfrigéré, 3 pour cent de sel [n'étaient] pas suffisants pour empêcher la dégradation pendant plus de quelques jours*".[15] Nous sommes d'accord. En fait, nous l'avons déjà dit: à des concentrations de 1 à 3 pour cent, le sel ordinaire exerce une bonne action antimicrobienne mais pour assurer une conservation correcte/convenable du produit, une concentration en sel de 9 à 11 pour cent est nécessaire.[16] Le fait que des concentrations en sel de 1 à 3 pour cent ont un certain effet de conservation sur la viande de poulet n'est apparemment pas contesté, puisque même l'autorité des CE en la matière a reconnu qu'elles permettaient de conserver la viande de poulet pendant quelques jours.[17] Le Brésil n'est pas d'avis que le salage visé à la position 02.10 doive assurer la conservation. Néanmoins, à supposer même que cela soit le cas, nous rappelons que dans l'arrêt *Gausepohl*, la durée de la conservation à long terme était de deux jours.[18] Si la durée de la conservation à long terme était de deux jours dans l'arrêt *Gausepohl* et que M. Honikel a affirmé que la viande de poulet salée se

[11] Réponse des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphes 18 et 31. Dans ces paragraphes, les CE renvoient au paragraphe 116 de leur première communication écrite mais le Brésil ne comprend pas en quoi ce paragraphe corrobore leur assertion.

[12] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 83 à 87 et paragraphe 102.

[13] Réponse du Brésil aux questions posées par les CE après la deuxième réunion de fond, question n° 1.

[14] Deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphe 2 et deuxième communication écrite des CE, paragraphe 33.

[15] Pièce n° 32 des CE.

[16] Réponse du Brésil à la question posée par les CE après la deuxième réunion de fond, question n° 1.

[17] Pièce n° 32 des CE.

[18] Pièce n° 14 des CE, page I-3061, paragraphe 6.

conservait pendant quelques jours sans réfrigération, il semble donc que le produit en cause remplisse les conditions requises pour être classé sous la position 02.10 selon le critère des CE et que la congélation ne soit utilisée que comme un moyen de conservation supplémentaire du produit.

Toujours en ce qui concerne la pièce n° 32 des CE, M. Honikel affirme qu'"il n'y a pas d'avantage technologique à saler la viande avant de la congeler car la poitrine de poulet congelée (salée ou non salée) lorsqu'elle est destinée aux produits carnés sera utilisée légèrement congelée. La perte de liquide par écoulement n'est donc pas un problème".[19] En d'autres termes, ce que dit M. Honikel est que la perte de liquide par écoulement est sans effet si la viande n'est pas décongelée. Pour l'essentiel, nous sommes d'accord avec cette affirmation. En revanche, nous ne sommes **pas** d'accord avec l'affirmation de M. Honikel selon laquelle les morceaux de poulet salés congelés ne sont pas décongelés avant transformation. En réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, nous avons indiqué que la première étape dans tous les procédés de transformation plus poussés consistait toujours à décongeler la viande de poulet salée congelée. De plus, les entreprises de transformation elles-mêmes ont déclaré que la réduction de la perte de liquide par écoulement dans la viande de poulet salée constituait pour eux un avantage.[20] En réalité, la perte de liquide par écoulement est un problème. Les Communautés et M. Honikel n'ont même pas tenté de prouver que cela n'était pas le cas. Nous devons souligner que non seulement l'affirmation de M. Honikel concernant la perte de liquide par écoulement est de nature commerciale et non technique ("la poitrine de poulet lorsqu'elle est destinée aux produits carnés sera utilisée légèrement congelée"), mais qu'elle n'est étayée par aucun élément de preuve. Cela suffit à mettre en question l'impartialité et l'objectivité de l'"opinion d'expert" donnée par M. Honikel.

Le dernier point de clarification porte sur l'affirmation des CE selon laquelle l'interprétation du Brésil est qu'il suffirait de n'importe quel degré de salage, séchage ou fumage pour qu'un produit puisse être classé sous la position 02.10 du SH. Le Brésil n'a **jamais** dit cela. Par exemple, nous croyons comprendre que le simple saupoudrage de sel sur la viande – lequel ne correspond pas aux circonstances de l'espèce – n'est pas suffisant pour que la viande puisse être classée comme salée sous la position 02.10. C'est énoncé explicitement dans le SH. D'un autre côté, le SH ne prescrit pas un critère ou un seuil spécifiques quant au sel pour que la viande relève de la position 02.10. C'est une chose que les pays peuvent inscrire dans leurs propres nomenclatures de classement. Les CE, par exemple, incluent dans leur Nomenclature combinée et, par voie de conséquence, dans leur Liste LXXX un critère et un seuil spécifiques quant au sel pour que la viande soit classée comme salée sous la position 02.10. Manifestement, le SH ne contient pas la définition de la viande salée de la position 02.10 qui est énoncée dans la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC. C'est quelque chose que les CE ont ajouté dans leur NC, qui n'existe pas dans le SH ni, pour autant que nous le sachions, dans la nomenclature nationale d'aucun Membre.[21]

Question n° 98

Dans leur réponse, les CE indiquent que si la viande qui a fait l'objet d'une conservation à long terme doit être soumise à une opération de conservation supplémentaire, c'est afin de pouvoir se conserver plus longtemps encore. Nous savons que les CE estiment que la distinction entre "conservation" et "conservation à long terme" n'est pas pertinente en l'espèce[22], mais nous pensons qu'elle est extrêmement pertinente. Si nous ne savons pas ce que recouvre l'expression "conservation à long terme"– ou quelle est la durée du long terme – comment saurons-nous où placer la frontière entre la "conservation à long terme" et la "conservation supplémentaire" aux fins du classement sous

[19] Pièce n° 32 des CE.
[20] Pièces n° 30 et 41 du Brésil.
[21] Deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphes 46 à 48.
[22] Réponse des CE à la question posée par le Brésil après la première réunion de fond, question n° 2, paragraphe 6; réponse des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, question n° 118 paragraphe 75.

la position 02.10? La réponse des CE n'assure ni clarté ni prévisibilité pour les importateurs et les exportateurs.

Selon les CE, le tranchage de la viande influe sur la durée de conservation de la viande ou la diminue au point qu'elle doit être soumise à une opération de conservation [supplémentaire] par réfrigération ou congélation.[23] Et bien, dans le raisonnement des CE voulant que la conservation à long terme confère le classement sous la position 02.10, les produits tranchés salés/séchés/fumés devraient être classés sous une position autre que 02.10 car le salage/séchage/fumage n'est plus suffisant pour assurer la conservation à long terme. S'il y avait une logique dans la position des CE relativement à la conservation à long terme, il faudrait que cela soit la pratique des CE quant au jambon de Parme et au bacon. Or, en réalité ce n'est pas le cas.

De surcroît, le fait que des techniques de conservation pour les viandes relevant de la position 02.10 sont explicitement envisagées dans les Notes explicatives du Chapitre 2 du SH est parfaitement conforme à notre interprétation selon laquelle la position 02.10 comprend les viandes qui ont été préparées, et non conservées, par salage/séchage/fumage. Les préparations de viande seront toujours classées sous la position 02.10, nonobstant la méthode de conservation qui leur a été appliquée.

Question n° 99

Le Brésil précise qu'il a simplement dit qu'une lettre d'avis émanant du Secrétariat de l'OMD au sujet d'un produit qui est différent et qui est classé sous une position différente (03.05) et dans un chapitre différent du produit en cause ne saurait être sérieusement prise en considération par le Groupe spécial comme pratique ultérieurement suivie pertinente pour ce qui est de l'application de la position 02.10 de la Liste LXXX.

Question n° 100

Nous commencerons pas souligner notre préoccupation concernant l'opinion de M. Honikel présentée dans la pièce n° 32 des CE et l'interprétation qu'en donnent les Communautés. Le Brésil a présenté dans ses pièces n° 16, 30 et 41 des éléments de preuve montrant qu'une teneur en sel de 1,2 à 3,0 pour cent a un certain effet de conservation sur la viande, qu'il y a bien une perte de liquide par écoulement et que cela constitue un réel problème pour l'industrie. L'interprétation des Communautés, fondée sur l'analyse faite par M. Honikel selon laquelle les articles techniques et les lettres sont tout simplement incorrects, jette une fois encore le doute sur l'objectivité et l'impartialité de l'opinion présentée dans la pièce n° 32 des CE.

Cela étant dit, le Brésil souscrit à l'opinion selon laquelle la viande qui a été salée/séchée/fumée est indéniablement différente de la viande à l'état naturel, autrement dit la viande qui n'a pas été soumise à l'un de ces procédés de préparation. C'est essentiellement ce qui différencie la viande de la position 02.07 de celle de la position 02.10: l'une est de la viande de volaille non préparée et l'autre, de la viande préparée par salage, séchage ou fumage. Nous avons affirmé cela depuis le premier jour[24] et maintenu cette position tout au long de cette procédure.[25] Cependant, nous ne pensons pas que des critères comme "perceptiblement différent", "instantanément reconnaissable" ou "aisément identifiable" soient valables s'agissant du classement de produits. Ces critères ne sont pas prévus quant à eux dans le SH ou la NC.[26]

[23] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 43.
[24] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 76 à 96.
[25] Réponse du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, question n° 79.
[26] Deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphe 31.

Tentant une fois encore d'exclure les morceaux de poulet salés de la position 02.10, les Communautés ont déclaré que les viandes de la position 02.10 avaient des noms, soit génériques (bacon), soit spécifiques (jambon de Parme). Pour les CE, apparemment, le fait que les morceaux de poulet salés n'ont pas de nom [générique ou spécifique] indique qu'ils ne relèvent pas de la position 02.10. Cette assertion est absurde. Premièrement, parce qu'il n'existe pas de règles ou de critères de classement applicables n'importe où dans le monde qui étayent un critère de classement aussi illogique. Deuxièmement, parce que le Brésil a donné dans sa pièce n° 41 des exemples de viandes salées relevant de la sous-position 0210.90 du SH et présentées dans la base de données en ligne de l'OMD, et qu'aucune des viandes salées énumérées ne porte un "nom". En fait, nous avons constaté que les viandes salées de la base de données en ligne de l'OMD ne répondent pas non plus au critère indiqué par les CE de produits "perceptiblement différents", "instantanément reconnaissables" ou "aisément identifiables".

Question n° 102

D'abord et avant tout, les CE n'ont **pas** démontré que la notion de conservation, ou de conservation à long terme, était au cœur de la position 02.10 du SH, de la Liste LXXX ou de la NC. Rien dans ces nomenclatures n'indique que la conservation soit ce qui confère le classement sous la position 02.10. Au contraire, le libellé explicite du SH et de ses Notes explicatives démontre sans ambiguïté que la préparation est ce qui détermine le classement sous la position 02.10. Depuis 1937, la structure du chapitre 2 nous enseigne que les viandes salées ne sont **pas** salées à des fins de conservation. Si le salage servait à conserver la viande, il aurait alors été ajouté à l'intérieur d'une position en tant que position tierce ou sous-position, à côté des viandes fraîches, réfrigérées et congelées. Or, la viande salée/séchée/fumée a toujours constitué un produit distinct, figurant sous une position distincte.

En outre, les Communautés semblent avoir esquivé la question du Groupe spécial. Une durée de conservation de nombreux mois à température ambiante constitue-t-elle une conservation à long terme? Il semble que cela soit la position des CE, mais nous n'en sommes pas tout à fait sûrs puisqu'elles ne l'ont pas dit expressément. Un autre point qui appellerait des éclaircissements est la question de savoir s'il est également considéré qu'une viande conservée durant quelques jours à température ambiante relève aussi de la conservation à long terme aux fins de la position 02.10. Nous rappelons que dans l'arrêt *Gausepohl* une durée de deux jours suffisait pour qu'il soit répondu au critère de la conservation à long terme. Dans ce cas, le critère n'était donc **pas** la conservation pour de nombreux mois ou plusieurs mois. À cet égard, nous avons demandé aux Communautés d'indiquer où, dans l'arrêt *Gausepohl* ou dans le droit communautaire, le principe de la conservation à long terme se trouvait défini/prévu comme une conservation pour de nombreux mois ou plusieurs mois. Au lieu de signaler des passages dans l'arrêt *Gausepohl* ou dans le droit communautaire, les CE ont répondu vaguement qu'elles avaient déjà fourni d'amples indications sur la manière dont le critère de la conservation à long terme s'inscrivait dans le droit communautaire.[27] Cette [absence de] réponse en elle-même est l'indication de ce que la notion de conservation à long terme, en particulier au sens d'une conservation pour de nombreux mois ou plusieurs mois, n'est pas inscrite dans le droit communautaire, que ce soit au moyen de la législation ou même au moyen de la jurisprudence (comme l'ont allégué les CE).

Question n° 105

Les Communautés reconnaissent que le classement des marchandises est fondé sur les caractéristiques objectives du produit, lesquelles reposent sur la composition et les propriétés dudit produit et sont établies par des examens en laboratoire. Elles affirment ensuite que l'état du colin ou

[27] Réponse des CE à la question posée par le Brésil après la deuxième réunion de fond, question n° 3, paragraphe 3.

lieu d'Alaska salé/séché congelé et des saumons salés/fumés congelés[28] peut être établi par les laboratoires en mesurant le degré d'humidité et l'activité de l'eau. Le Brésil ne sait pas si le degré d'humidité et l'activité de l'eau constituent le critère des caractéristiques objectives énoncé dans la NC pour ces produits (colin ou lieu salé/séché et saumons salés/séchés/fumés). Ce qu'il sait, c'est que le critère des caractéristiques objectives pour la viande salée relevant de la position 02.10 – jusqu'à l'introduction des mesures contestées – nécessitait simplement que la viande ait fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes ses parties et présente une teneur en sel minimale de 1,2 pour cent en poids. Ce critère était établi dans la NC. Les laboratoires vérifiaient que les morceaux de poulet salés y étaient conformes.

Question n° 106

Nous sommes partiellement d'accord avec la réponse donnée par les CE. Comme celles-ci, nous pensons que nombre d'éléments du chapitre 2 du projet de Genève de 1937 ont été repris dans la NCCD. Comme elles, nous pensons que la répartition des positions en fonction de l'espèce animale se retrouve dans le projet de Genève de 1937 et dans la NCCD. Nous sommes également d'accord pour dire que les termes "réfrigéré" et "congelé" – qui désignent des moyens de réfrigération – sont liés au terme "conservé" dans le projet de 1937, la NCCD et le SH, tandis que les termes "salé", "séché" et "fumé" ne le sont pas. Cependant, les CE n'ont pas noté que les produits figurant dans le chapitre 2 ainsi que dans la structure entière des trois nomenclatures (SH, NCCD et projet de 1937) sont placés suivant leur degré de transformation.

La position 18 correspond en fait à la position 02.06 de la NCCD et la position 02.10 du SH. Le membre de phrase "cuite ou simplement préparée" figurant dans la position 18 n'apparaît plus, en fait, dans la position 02.10, mais le terme "préparé" a été laissé intentionnellement dans les Notes explicatives de la position 02.10 et du Chapitre 2 du SH. Les CE donnent à entendre que le terme "préparation" figurant dans les Notes explicatives du SH a été laissé par inadvertance dans le chapitre 2 et la position 02.10 lorsque le terme "cuite" a été déplacé et mis dans le chapitre 16. Cette allégation est ridicule. On ne peut pas raisonnablement penser qu'une modification de cette importance (transfert de la viande cuite dans une autre position et un autre chapitre) n'a pas été pleinement débattue et connue des parties contractantes à la Convention sur le SH. De plus, si le terme "préparé" a vraiment été oublié dans les Notes explicatives du chapitre 2 et de la position 02.10 comme l'avancent les Communautés, cela aurait pu être "corrigé" dans les diverses modifications apportées au SH. Or, nulle partie contractante au SH n'a jamais demandé une telle correction ni n'a soulevé la question dans cette enceinte.

Question n° 107

À ce stade de la procédure, les CE ne peuvent pas prétendre sérieusement n'avoir jamais dit que le chapitre 2 était structuré en fonction des méthodes de conservation. Pour ne citer que quelques endroits où elles ont soutenu cette position, nous demandons au Groupe spécial d'examiner: le considérant 3) du Règlement n° 1871/2003[29]; les paragraphes 76 et 138 de la première communication écrite des CE; le paragraphe 4 de leur deuxième communication écrite; et aussi les paragraphes 42 et 58 de leur réponse à la question que le Groupe spécial leur a posée après la deuxième réunion de fond. En particulier, au paragraphe 138 de leur première communication, elles ont dit ceci: "*(…) un examen du chapitre 2 dans son ensemble montre que celui-ci est divisé en fonction des différentes formes de conservation, et non suivant que la viande a été soumise ou non à un procédé*."[30]

[28] Produits décrits dans les renseignements concernant les RTC existants présentés dans la pièce n° 34 du Brésil.

[29] Pièce n° 10 du Brésil.

[30] Première communication écrite des CE, paragraphe 138. (pas d'italique et non souligné dans l'original)

Fait intéressant, les deux caractéristiques particulières des viandes salées mentionnées par les CE dans leur réponse à la question n° 107 ne sont pas liées à la conservation: 1) les viandes salées diffèrent très nettement des viandes qui n'ont pas été soumises au procédé du salage; et 2) les viandes salées étaient si semblables les unes aux autres qu'elles pouvaient être traitées dans une position commune. La conclusion des Communautés selon laquelle ces caractéristiques procèdent du fait que les viandes sont conservées est simplement une assertion avancée par elles seules et qui n'est pas confirmée par la structure ni le libellé des nomenclatures successives.

Le Groupe spécial devrait également noter que les CE fournissent toutes sortes d'explications en réponse à la question qu'il leur a posée, à l'exception de celle qui est explicitement énoncée dans les Notes explicatives du projet de 1937. Les termes "frais", "réfrigéré" et "congelé" avaient fait l'objet de positions tierces à l'intérieur d'une position - et non de positions distinctes - parce que l'on craignait, si l'on créait des distinctions fondamentales entre ces termes, de produire une discrimination entre des viandes de même type – mais conservées selon des méthodes différentes – selon qu'elles provenaient de telle ou telle région du monde. Ce souci n'existait pas s'agissant de la viande salée parce que le salage n'était pas considéré comme une méthode de conservation.

Question n° 108

En résumé, la notion de conservation ne transparaît **pas** dans le Règlement n° 535/94. Aucun Membre de l'OMC ne pourrait, au vu du Règlement n° 535/94, supposer que, comme le laissent entendre les CE, il fixait une teneur en sel minimale en deçà de laquelle on ne pouvait pas considérer qu'un produit était salé à des fins de conservation. Quiconque lirait le Règlement n° 535/94, y compris les autorités douanières des CE elles-mêmes, parviendrait à la conclusion logique que ce règlement ne faisait qu'énoncer les caractéristiques objectives qu'un produit devait posséder pour être considéré en tant que viande salée de la position 02.10.

En outre, les CE se trompent lorsqu'elles déclarent que le Règlement n° 535/94 n'avait pas besoin de redire explicitement que la position 02.10 reposait sur la notion de conservation. Tout d'abord, le verbe "redire" donne à penser que la conservation à long terme était déjà une notion qui figurait dans la position 02.10 de la NC ou y était associée, alors que nous savons que la "conservation" ou la "conservation à long terme" n'ont jamais été prévues dans la position 02.10 de la NC, ni d'ailleurs du SH, pas plus qu'elles n'y ont été associées. Si le Règlement n° 535/94 voulait introduire la notion de "conservation"/"conservation à long terme" dans la position 02.10 de la NC, il aurait dû le faire explicitement, ce qui n'est pas le cas.

Enfin, la conclusion de la Cour européenne dans l'affaire *Gausepohl*, selon laquelle, d'après l'économie du chapitre 2, la viande relevant de ce chapitre était soit de la viande fraîche/réfrigérée, soit de la viande qui avait été soumise à l'un des procédés requis pour assurer une conservation à long terme, n'est **aucunement** étayée par la Nomenclature combinée ou le Système harmonisé. Là encore, la NC n'a jamais indiqué que "la conservation"/"conservation à long terme" était ce qui déterminait l'"économie" du chapitre 2. Au contraire, le libellé direct et exprès que l'on trouve dans les Notes explicatives du SH relatives au chapitre 2 prouve que le classement est décidé en fonction de la conservation **et** de la préparation. À leur tour, les Notes explicatives du SH relatives à la position 02.10 établissent que, pour cette position, la préparation est ce qui détermine le classement.

Question n° 109

La pièce n° 34 des CE n'étaye **aucunement** l'opinion des CE selon laquelle le principe de la "conservation à long terme" était solidement établi dans les CE depuis le 1er septembre 1986. Au contraire, la réponse fournie par les CE est un exemple supplémentaire classique de tautologie. Voyons plutôt. D'après les CE, le tarif douanier commun de 1986 reproduit les positions de la NCCD – la nomenclature qui a précédé le SH. La position 02.06 de la NCCD, disent les CE, consacre le

principe de la conservation. Ainsi, la notion de conservation à long terme figurait déjà dans la position 02.06 du tarif douanier commun des CE de 1986. Le seul problème de cette réponse "logique" est que **rien**, dans la structure ou le libellé du projet de 1937, de la NCCD ou du SH, n'indique ni même ne permet de penser que le salage des viandes salées (de la position 02.06 de la NCCD ou 02.10 du SH) est ce qui assure la conservation à long terme. Le principe de la "conservation à long terme" ne figurait **pas** dans ces nomenclatures de classification, ne figurait **pas** dans le tarif douanier commun des CE et ne figurait **pas** dans la Liste LXXX.

Question n° 111

D'après la réponse qui est donnée, nous croyons comprendre que les CE ont préféré ne **pas** commenter le fait que l'Avocat général, dans l'affaire *Dinter*, n'a pas estimé que le fumage était un procédé de conservation. Au paragraphe 90 de notre deuxième communication, nous avons cité l'Avocat général dans l'affaire *Dinter* précisément pour démontrer que le principe de la "conservation à long terme" n'était pas un principe bien établi/ancré en liaison avec l'interprétation de la position 02.10 de la Nomenclature combinée, comme les CE souhaiteraient le faire croire au Groupe spécial. Notre opinion est aussi étayée par la pratique suivie depuis six ans par les agents des douanes communautaires qui classent les morceaux de poulet salés congelés sous la position 02.10.

Question n° 112

Dans le présent différend, les CE semblent avoir établi que le principe de la "conservation à long terme", censément bien établi dans le droit communautaire, signifie pouvant être conservé pendant de nombreux ou plusieurs mois à température ambiante. Lorsqu'on leur a demandé exactement à quel endroit, dans l'affaire *Gausepohl* ou dans le droit communautaire, se trouvait cette définition, les CE ont répondu vaguement qu'elles avaient déjà donné d'amples indications sur la manière dont ce principe s'inscrivait dans le droit communautaire.[31]

Maintenant, les CE disent que le principe de la "conservation à long terme" utilisé par la Cour dans l'affaire *Gausepohl* était celui qui était appliqué dans les Notes explicatives de la NC aux viandes de l'espèce porcine (sous-positions 0210.11.11 et 0210.11.19). Nous avons déjà expliqué pourquoi les Notes explicatives – instruments non contraignants – se rapportant à une sous-position spécifique ne pouvaient pas s'appliquer *mutatis mutandis* à une autre sous-position sans qu'une disposition explicite l'indique.[32] Néanmoins, nous attirons l'attention sur la partie de la Note explicative ainsi libellée: "*(…) la durée de la conservation doit dépasser largement la durée du transport*".[33] Il n'est indiqué nulle part que la durée dépassant la durée du transport est de nombreux ou plusieurs mois. Dans l'affaire *Gausepohl*, la durée dépassant largement la durée du transport – en d'autres termes, la durée de la conservation à long terme – n'était que de deux jours. La viande de poulet salée, comme le confirme M. Honikel[34], peut aussi être conservée pour la même durée et, en conséquence, peut être conservée à long terme si elle est transportée de Suisse en Allemagne, par exemple. Nous rappelons que les CE ont aussi indiqué qu'un produit salé/séché/fumé pouvait être soumis à un procédé de conservation supplémentaire par réfrigération/congélation tout en continuant de relever de la position 02.10. Par conséquent, si le produit en cause est considéré comme conservé à long terme lorsqu'il est transporté de Suisse en Allemagne, il n'est que légitime que le même produit soit aussi considéré comme conservé à long terme lorsqu'il est transporté du Brésil vers l'Allemagne, même s'il a été soumis à un procédé supplémentaire de conservation par réfrigération ou congélation.

[31] Réponse des CE aux questions posées par le Brésil après la deuxième réunion de fond, question n° 3, paragraphe 3.
[32] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 92 à 94.
[33] Pièce n° 14 des CE, page I-3051, paragraphe 9.
[34] Pièce n° 32 des CE.

Question n° 113

Dans l'arrêt *Gausepohl*, le *Bundesfinanzhof* a estimé que l'affaire posait un problème touchant l'interprétation de la législation communautaire en question – la position 02.10 de la Nomenclature combinée – et a donc décidé de renvoyer la question à la Cour de justice au titre de l'article 177 du Traité instituant la CEE.[35]

L'article 177 du Traité instituant la CE dispose ce qui suit:

"La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

a) sur l'interprétation du présent traité,

b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté et par la BCE;

c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés par un acte du Conseil, lorsque ces statuts le prévoient.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États Membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice." (non souligné dans l'original)

Selon un commentaire sur le Traité instituant la CEE, "*l'article 177 définit la compétence de la Cour de statuer sur des questions de droit communautaire soulevées devant des juridictions nationales*".[36] Au sujet des divers domaines relevant de la compétence de la Cour, le commentaire dit que "*la Cour peut avoir seulement le pouvoir d'interpréter la loi, mais ne peut pas être autorisée à appliquer la loi aux faits établis. C'est ainsi que la Cour a interprété la tâche lui revenant au titre de l'article 177*".[37]

Dans l'affaire *Gausepohl*, la loi qu'il était demandé à la Cour d'interpréter était le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, instaurant la Nomenclature combinée des CE.[38] Nous rappelons que la Nomenclature combinée reprend: 1) la nomenclature du SH; 2) les subdivisions communautaires (sous-positions NC); et 3) les dispositions préliminaires, les notes complémentaires de sections ou de chapitres et les notes de bas de page se rapportant aux sous-positions NC.[39] Les mesures concernant l'application ou la modification de la Nomenclature combinée sont adoptées par la Commission.[40] La Commission, par exemple, peut adopter un règlement qui incorpore une note complémentaire dans un chapitre de la Nomenclature combinée. Le Règlement n° 535/94 en est un exemple.[41]

---

[35] Pièce n° 14 des CE, page I-3051, paragraphe 11.

[36] The *Law of the European Community, A Commentary on the EEC Treaty (Volume 5)*, Lexis Nexis, Mathew Bender (auteurs originaux: Hans Smit et Peter Herzog), page 5-313.

[37] The *Law of the European Community, A Commentary on the EEC Treaty (Volume 5)*, Lexis Nexis, Mathew Bender (auteurs originaux: Hans Smit et Peter Herzog), page 5-314. (non souligné dans l'original)

[38] Pièce n° 23 du Brésil, article 1.1 du Règlement n° 2658/87.

[39] Pièce n° 23 du Brésil, article 1.2 du Règlement n° 2658/87.

[40] Pièce n° 23 du Brésil, articles 9 et 10 du Règlement n° 2658/87.

[41] Pièce n° 6 du Brésil.

À ce stade de la présente procédure, le Groupe spécial a eu la possibilité de vérifier que, jusqu'à l'introduction du Règlement n° 1871/2003, la "conservation à long terme" n'était **pas** explicitement prévue dans la Nomenclature combinée. Ainsi, lorsqu'il a été demandé à la Cour dans l'affaire *Gausepohl* d'interpréter la NC, la "conservation à long terme" ne faisait pas partie de la nomenclature. Nous devons souligner que, dans la réponse des CE, tout le raisonnement repose sur une prémisse incorrecte: que la notion de "conservation à long terme" relevait de la portée de la position 02.10 de la Nomenclature combinée lorsque la CJCE a rendu son arrêt dans l'affaire *Gausepohl*. Nous répétons que nulle part dans la Nomenclature combinée ou dans le SH la notion de "conservation à long terme" n'est prévue.

Nous précisons pour le Groupe spécial qu'il ne s'agit pas là d'une question de hiérarchie de normes, comme le laissent entendre les CE.

Les CE se trompent lorsqu'elles disent que la Cour a confirmé la portée de la position 02.10 de la NC. La confirmation implique la validation de quelque chose qui existait déjà, alors qu'en réalité, la "conservation" ou "conservation à long terme" n'existaient pas au titre de la position 02.10 de la NC. Le fait que la note complémentaire 7 relative au chapitre 2 ait été insérée dans la NC au moyen d'un règlement de la Commission, acte juridique inférieur au règlement du Conseil qui a instauré la NC, n'a absolument rien à voir avec la question. Les CE essaient de convaincre le Groupe spécial qu'il y a un rapport.

Les Communautés ne s'arrêtent pas là. Elles affirment que tout acte de la Commission doit nécessairement être lu en même temps que la norme supérieure, en l'espèce l'acte du Conseil instaurant la Nomenclature combinée. Nous sommes d'accord. Le Règlement n° 535/94 de la Commission est en parfaite harmonie avec ce qui est prévu au titre de la position 02.10 de la NC. En fait, nous pensons que la "conservation à long terme" a été délibérément omise du Règlement n° 535/94 de manière à ce que ce dernier puisse se lire harmonieusement avec la Nomenclature combinée, dont une partie se fonde sur le Système harmonisé. L'interprétation de la Cour était tout simplement incorrecte. Le Brésil rappelle que la CJCE a l'autorité nécessaire pour interpréter un acte du Conseil, tel que la NC, mais elle n'a pas l'autorité nécessaire pour interpréter le SH. Une interprétation par la CJCE du SH, ou qui se fonde sur le SH, reste une interprétation unilatérale et n'est en aucun cas une interprétation autorisée de cet accord multilatéral.

Néanmoins, même si nous en venions à estimer que l'interprétation de la Cour était correcte - ce qui n'est pas le cas - la norme appliquée dans cette affaire pour la conservation serait une durée excédant la durée du transport. Dans l'affaire *Gausepohl*, la durée nécessaire pour transporter la viande en question n'était que d'une heure, mais elle avait été conservée pour une durée qui excédait largement la durée du transport: deux jours. Cependant, cela ne semble pas être la norme que les CE appliquent à la "conservation à long terme" dans la présente affaire (de nombreux ou plusieurs mois).

Question n° 114

En ce qui concerne la réponse des CE à la question n° 115, le Brésil reste d'avis qu'un règlement concernant l'interprétation d'une position particulière de la NC l'emporte sur un arrêt de la Cour rendu, avant ledit règlement, qui porte sur l'interprétation de la même position.

Les CE affirment qu'un règlement de la Commission doit être compatible avec le droit communautaire et avec les obligations internationales de la Communauté. Et bien, le Règlement n° 535/94 l'était. Compte tenu du fait que la Nomenclature combinée n'indiquait **pas** que le salage visé à la position 02.10 était un procédé de conservation et que, au contraire, le SH indique en fait qu'il s'agit d'un procédé de préparation – et pas de conservation – le critère objectif énoncé dans le Règlement n° 535/94 était compatible avec le droit communautaire et avec les obligations internationales des CE au titre de la Convention sur le SH.

Pour démontrer le bien-fondé de leur thèse, les CE exposent une hypothèse qui est tout simplement incohérente. Elles disent qu'une modification de la Convention sur le SH pour établir un seuil de 1,2 pour cent et plus de sel pour la position 02.10 pourrait entraîner la contestation du Règlement n° 1871/2003 (contenant une exigence de conservation à long terme), au motif d'une incompatibilité avec la position 02.10 de la NC, ce qui pourrait à son tour entraîner un revirement de la jurisprudence "bien établie" concernant l'interprétation de la position 02.10. Dans l'exemple des CE, cela commence par la Convention sur le SH (obligation internationale), continue par le Règlement n° 1871/2003 de la Commission, qui définit les caractéristiques objectives des viandes salées de la position 02.10 dans la NC, puis par l'interprétation que donne la Cour de la position 02.10 dans la NC. Cependant, dans l'affaire dont est saisi le Groupe spécial, il n'existait aucune mesure (règlement) qui énonçait les caractéristiques objectives des viandes salées de la position 02.10 dans la NC lorsque la Cour dans l'affaire *Gausepohl* a interprété la position 02.10 de la NC. La CJCE a donné une interprétation qui ne se fondait pas sur les dispositions explicites du texte: 1) des règlements interprétant la position 02.10 de la NC; 2) de la NC; ou 3) du SH. L'interprétation de la CJCE était strictement une évaluation subjective du sens de ces textes.

Les CE affirment en outre qu'il n'y a eu aucun changement dans la norme supérieure examinée dans l'affaire *Gausepohl*, mais cela n'est tout simplement **pas** correct. Premièrement, la norme supérieure pendant l'affaire *Gausepohl*, à savoir la position 02.10 du SH, n'indiquait **pas** que le salage visé à la position 02.10 était ce qui assurait la conservation à long terme. Cette notion n'existait – et n'existe – même pas dans le SH. Les CE elles-mêmes reconnaissent que "*le mot "conservation" ne figure pas dans l'intitulé de la position 02.10 du SH*".[42] Deuxièmement, l'autre norme supérieure examinée dans l'affaire *Gausepohl*, à savoir la position 02.10 de la NC, a été en fait modifiée, ou à tout le moins précisée. Cette modification a été apportée par le Règlement n° 535/94 et n'incluait pas la notion de "conservation" ou "conservation à long terme".

Question n° 115

Le Brésil note que les CE ont confirmé que la note supplémentaire 6 a) l'emportait sur l'arrêt *Dinter*. À ce sujet, nous citons un passage très important de l'arrêt *Van de Kolk*, qui a confirmé la note complémentaire 6 a): "*il convient (…) de relever que l'arrêt [Dinter] a été rendu dans des circonstances différentes de celles de la présente espèce. En effet, il n'y avait pas eu d'interprétation réglementaire du tarif douanier commun (…)*".[43]

Appliqué à la présente affaire, l'arrêt *Gausepohl* a aussi été rendu dans des circonstances différentes. À cette époque, il n'y avait pas d'interprétation réglementaire des viandes salées de la position 02.10 de la Nomenclature combinée. Le Règlement n° 535/94 était précisément le règlement qui a interprété les viandes salées de la position 02.10 de la NC et, ce faisant, il n'a pas inclus la "conservation" ou "conservation à long terme". La note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC n'a pas modifié la portée des chapitres, sections et positions de la NC. Elle a simplement précisé les critères objectifs à prendre en considération pour classer les viandes salées sous la position 02.10.

Question n° 116

Le Brésil souhaiterait préciser que la condition de la "conservation à long terme" n'existait **pas** dans la Nomenclature combinée jusqu'à ce qu'elle y soit **introduite** par le Règlement n° 1871/2003. Tout au long de la présente procédure, les CE n'ont pas été capables de citer une disposition quelconque dans la NC, les nomenclatures de classification antérieures des CE ou n'importe où dans la législation communautaire où la condition soit définie ou même mentionnée.

[42] Réponse des CE à la question posée par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 75.

[43] Pièce n° 35 de la Thaïlande. Arrêt de la CJCE dans l'affaire C-233/88, Van de Kolk, paragraphe 15. (non souligné dans l'original)

Question n° 117

Les CE n'ont une fois de plus **pas** fourni de RTC **ou de document justificatif quelconque** pour étayer l'allégation selon laquelle d'autres bureaux de douane communautaires n'ont pas classé le produit en cause sous la sous-position 0210.90. Le RTC concernant le jambon communiqué par les CE dans leur pièce n° 26 n'est certainement pas la preuve que des morceaux de poulet salés congelés ont été classés par des bureaux de douane communautaires sous la position 02.07 et non sous la position 02.10. Par ailleurs, le Brésil et la Thaïlande ont communiqué des copies de RTC délivrés pour des morceaux de poulet désossés, salés et congelés présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent au titre de la sous-position 0210.99.39.[44] Le Brésil a aussi montré que, depuis 1998, il a exporté vers les CE de la viande de poulet salée congelée classée sous la position 02.10, qui a été débarquée dans différents ports de divers États membres des CE, dont l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.[45]

Les Communautés évoquent les "*dangers qu'il y a à s'en remettre aux RTC comme indication générale de la pratique douanière*" mais n'ont pas même présenté un seul RTC – ou tout autre document – qui donnerait au Groupe spécial une quelconque indication selon laquelle les bureaux de douane ont classé le produit sous la position 02.07 – et non sous la position 02.10 – entre 1996 et 2002.

Les CE tentent de justifier le fait qu'elles n'ont pas communiqué les renseignements demandés en expliquant qu'il est possible en vertu du droit communautaire de retirer une demande de RTC lorsque l'importateur considère que le résultat ne sera pas favorable. Pourtant, les articles 6 et 8 du Règlement n° 2454/93 de la Commission précisent que les demandes de renseignements contraignants sont formulées par écrit et qu'une copie de la demande de renseignements tarifaires contraignants, une copie de la notification et les données seront transmises à la Commission dans les meilleurs délais par les autorités douanières des États membres concernés. Il semble que même si une demande était retirée par l'importateur, la Commission – ou les autorités douanières des États membres – aurait au moins accès à la demande écrite et/ou aux formulaires visés aux articles 6 et 8.

QUESTIONS POSÉES À TOUTES LES PARTIES

Question n° 118

Nous appelons l'attention du Groupe spécial sur le fait que les CE ont concédé que le "*mot "conservation" ne figur[ait] pas dans l'intitulé de la position 02.10 du SH*". Malheureusement, les CE insistent pour dire que leur législation en matière de classement contient l'expression "conservation à long terme". Cela n'est **pas** vrai. L'expression "conservation à long terme" n'a jamais été associée à la position 02.10 de la Nomenclature combinée ni d'ailleurs au chapitre 2 de la NC, et n'y a jamais figuré. Nous avons demandé aux Communautés de nous montrer où trouver la définition de cette notion dans l'affaire *Gausepohl* ou dans la législation communautaire et les CE n'ont pas été en mesure de le faire.

Il apparaît maintenant que, pour les CE, les expressions "conservation" et "conservation à long terme" ont le même sens. D'après cette réponse, on ne sait toujours pas très bien si les CE comprennent le mot "conservation" comme signifiant une durée de conservation de nombreux ou plusieurs mois à température ambiante. Nous rappelons que le sens ordinaire du verbe "conserver" est "maintenir (une chose) dans l'état existant" ou "empêcher (des corps organiques) de se décomposer ou

[44] Pièces n° 31 du Brésil et n° 24 de la Thaïlande.
[45] Pièces n° 29 et 42 du Brésil.

de se détériorer"[46], et aucune durée n'est associée avec le sens ordinaire du terme. En fait, cette durée pourrait aller de quelques minutes ou heures à éventuellement des années.

Question n° 120

Les CE n'ont, en fait, **pas** communiqué les RTC requis – ou tout autre document justificatif – dans leur réponse à la question n° 53 (et non à la question n° 34, comme l'indiquent les CE). En outre, et pour préciser les choses, le Brésil n'a **pas** concédé qu'il existait une pratique de classement des exportations comme les CE l'avaient allégué dans leurs statistiques et leurs documents présentés à titre d'exemple.[47] Le Brésil a simplement confirmé que sa pratique de classement des exportations de poulet salé congelé manquait de régularité: le produit était parfois à juste titre classé sous la position 02.10 et parfois classé à tort sous la position 02.07. À ce sujet, nous avons même présenté des documents d'exportation dans les pièces n° 42 c) et 42 d) du Brésil qui démontrent que certaines exportations de poulet salé congelé étaient classées sous la sous-position 0210.90 lorsqu'elles quittaient le Brésil.

Nous avons fourni les éléments de preuve figurant dans les pièces n° 42 c) et 42 d) du Brésil alors que le Groupe spécial n'avait **pas** fait de demande spécifique à cet effet. Par contre, une demande très spécifique avait été adressée [deux fois] aux CE qui ne s'y sont pas conformées.

Question n° 121

Là encore, les CE interprètent mal ce que le Brésil a dit. Pour le Brésil, le produit en cause ne semble pas devoir être classé sous deux ou plusieurs positions du SH.[48] Il est indéniable qu'il s'agit d'un produit relevant de la position 02.10. Le Groupe spécial, bien sûr, peut recourir à la Règle générale 3 s'il comprend que le produit doit pouvoir relever de deux ou plusieurs positions du SH. Dans le cas où la Règle générale 3 s'appliquerait, nous avons expliqué que le Groupe spécial devrait l'utiliser comme élément du contexte, en même temps que les autres règles d'interprétation des traités.

Une correction mineure mais importante qui doit aussi être apportée est que le Secrétaire général de l'OMD a effectivement mentionné les Notes explicatives du SH et souligné leur importance dans la lettre où il donne son avis, datée du 25 octobre 2004. D'après le Secrétaire général, les Notes explicatives du SH constituent l'interprétation officielle du SH. Sans doute, elles ont éclairé le sens de la position 02.10 du SH et fourni des indications utiles à ce sujet. Les CE elles-mêmes ont indiqué que le "*Système harmonisé [était] pertinent dans la mesure où il énon[çait] des positions et fourni[ssait] des notes de chapitre et des Notes explicatives pour en élucider le sens*".[49] En outre, l'Organe d'appel a donné aux Notes explicatives du SH le même poids pour l'interprétation que celui qui est accordé au SH lui-même.

Question n° 122

Nous commençons en citant un passage tiré de la réponse ci-dessus: "En même temps, il est évident que tous documents sur lesquels on s'appuie pour interpréter les obligations contractées dans le cadre de l'OMC suivant l'article 32 de la Convention de Vienne doivent avoir été dans le domaine public ou accessibles aux Membres de l'OMC." Le Brésil, dans sa réponse, a adopté une position

[46] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 76.

[47] Le Brésil ne savait pas que les CE avaient présenté à titre d'exemple des documents concernant sa pratique de classement des exportations du produit en cause.

[48] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 147. Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 49. Réponse du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, question n° 121.

[49] Réponse des CE à la question posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond, question n° 76, paragraphe 102. (pas d'italique dans l'original)

similaire: pour qu'un document ou un instrument puisse être considéré comme un élément des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", il faut qu'il ait été publié de manière à ce que les États aient eu la possibilité de le consulter pendant les négociations s'ils le souhaitaient.

Cela dit, nous abordons les considérations suivantes.

Le 11 mars 1994, le Brésil et tous les autres Membres négociateurs avaient connaissance du Règlement n° 535/94 car c'était à cette date que le règlement avait été publié au Journal officiel des CE. Cette date était antérieure aussi bien au 15 avril 1994 qu'au 25 mars 1994, où la période de vérification des listes a pris fin. Avoir connaissance du Règlement n° 535/94 signifiait avoir connaissance de ce qui avait été effectivement et expressément prévu dans ce règlement et la "conservation à long terme" n'y figurait **pas**. Les Communautés allèguent que si le Brésil avait connaissance [effective ou présumée] du Règlement n° 535/94, il devait aussi avoir connaissance du "*critère de la conservation qui était au cœur du droit communautaire*". Mais le critère de la conservation ne faisait **pas** partie de la Nomenclature combinée, ni d'ailleurs du Système harmonisé, et n'y avait **jamais** figuré. Ce critère n'a **jamais** été au cœur du droit communautaire.

De manière assez ironique, les CE déclarent que si le Brésil "prétend" avoir connaissance du Règlement n° 535/94 parce qu'il s'est soudain donné la peine d'examiner tous les faits nouveaux survenus dans les CE, il ne saurait nier l'existence de la condition de la "conservation à long terme" qui était bien ancrée dans la NC telle qu'interprétée par "plusieurs" arrêts de la Cour de justice, puisque ces arrêts étaient aussi accessibles au public.

Pour mettre les choses au point, le Brésil ne "prétend" pas avoir eu connaissance du Règlement n° 535/94. Comme c'était le cas pendant le Cycle d'Uruguay, la Mission du Brésil à Bruxelles est chargée de suivre les changements législatifs dans les CE par la publication d'actes législatifs au Journal officiel des CE. Le suivi et la vérification des arrêts de la Cour, par contre, n'ont **jamais** fait partie de ce travail et n'en font toujours pas partie.

Pour revenir à la réponse, nous répétons que la condition de la "conservation à long terme" n'était pas et n'aurait pas pu être bien ancrée dans la NC pour la simple raison que cette "condition" n'avait jamais figuré dans la NC. Mais même si nous supposons – pour les besoins de l'argumentation – que le Brésil et les autres Membres négociateurs avaient connaissance des arrêts *Dinter* et *Gausepohl* et de l'interprétation par la Cour de la condition alléguée de la "conservation à long terme" à la position 02.10, nous faisons observer que l'analyse de la Cour dans ces affaires n'était **pas** étayée par une quelconque disposition figurant dans la Nomenclature combinée ou dans le Système harmonisé. Comme nous l'avons démontré au cours de la présente procédure, le chapitre 2 n'est **pas** structuré suivant les modes de conservation et la position 02.10 n'englobe **pas** les viandes qui ont été salées aux fins d'une conservation à long terme. Par conséquent, l'analyse que donne la Cour de l'"économie" du chapitre 2 et la manière dont elle a interprété la position 02.10 dans ces affaires étaient tout simplement incorrectes.

En outre, les arrêts *Dinter* et *Gausepohl* n'ont **pas** établi ou défini la "conservation à long terme", surtout pas dans le sens d'une durée de conservation de nombreux ou plusieurs mois. En particulier, dans l'affaire *Gausepohl*, la norme était une durée dépassant largement la durée du transport, qui en pratique était de deux jours. Il faut bien reconnaître que deux jours et de nombreux ou plusieurs mois sont deux choses bien différentes. Si, même à ce jour, les CE ne peuvent donner une définition constante de la "conservation à long terme", comment peuvent-elles s'attendre à ce que le Groupe spécial et les plaignants croient qu'il s'agissait d'un concept/notion/condition "bien ancré" dans le droit communautaire qui n'avait pas besoin d'être explicitement énoncé dans le Règlement n° 535/94.

ANNEXE C-4

RÉPONSES DE LA THAÏLANDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(14 octobre 2004)

À LA THAÏLANDE:

7. La Thaïlande est priée de fournir la preuve de l'affirmation qui figure aux paragraphes 7 et 53 de sa première communication écrite selon laquelle elle a commencé à exporter du poulet salé à destination des CE en 1996, à la suite de demandes d'entreprises de l'industrie alimentaire communautaire.

Voir la pièce n° 26 de la Thaïlande.

8. La Thaïlande fait valoir aux paragraphes 74 et 75 de sa première communication écrite qu'il est possible de ramener un produit "congelé" à son état initial sans aucune modification de ses caractéristiques physiques ou chimiques. La Thaïlande est priée de justifier cet argument à la lumière des renseignements figurant à la page 2 de la pièce n° 14 de la Thaïlande, d'où il ressort que la congélation provoque une rupture des parois cellulaires dans les aliments, de sorte que la volaille décongelée a une chair plus tendre.

L'article repris dans la pièce n° 14 de la Thaïlande analyse les "modifications de la texture des denrées alimentaires au cours de la congélation" et relève que les changements de texture qui découlent de la congélation "sont notables surtout dans les *fruits* et *légumes* qui présentent une teneur en eau élevée". C'est pourquoi les fruits et légumes, tels la laitue ou le céleri, qui ont une teneur en eau très élevée seront altérés par la congélation parce qu'ils vont se flétrir et se ramollir. Au contraire, dans le cas des produits qui sont cuits avant d'être consommés, les "modifications de la texture dues à la congélation ne sont pas aussi visibles ... parce que la cuisson a aussi pour effet d'attendrir les parois cellulaires". Les morceaux de poulet désossés congelés appelés à être décongelés avant d'être cuits ne seront donc pas aussi modifiés ou altérés par la congélation.

AUX PLAIGNANTS:

12. À supposer que la congélation ait un effet permanent et irréversible sur la viande, existe-t-il un moyen de distinguer cet effet de celui que produisent sur la viande le salage, le saumurage, le séchage et le fumage?

À supposer que la congélation puisse avoir un tel effet sur la viande, le moyen le plus indiqué pour le distinguer de celui du salage, du saumurage, du séchage et du fumage consiste à examiner ce qu'est cet effet sur le goût. La viande étant destinée à l'alimentation humaine, c'est l'effet sur le goût qui compte le plus pour le consommateur final. Un morceau de poulet désossé congelé, une fois décongelé et cuit, aura le même goût qu'un morceau de poulet désossé frais une fois cuit. En revanche, un morceau de poulet qui aurait été salé, mis dans la saumure, séché ou fumé aurait un goût fort différent après avoir été soumis à un tel traitement.

13. Le Brésil et la Thaïlande laissent entendre dans leurs déclarations orales à la première réunion de fond (au paragraphe 16 dans le cas du Brésil et aux paragraphes 8 et 53 dans le cas de la Thaïlande) qu'aux fins de l'analyse menée par le Groupe spécial au titre de l'article II du GATT de 1994 le critère décisif permettant de caractériser les produits en cause sont les caractéristiques objectives du produit au moment de son importation. Quel rôle le Brésil et la Thaïlande considèrent-ils que les processus de production, les utilisations finales et les vues des

utilisateurs finals devraient jouer, pour autant qu'ils doivent en jouer un, dans la caractérisation des produits en cause aux fins de l'analyse menée par le Groupe spécial au titre de l'article II?

Aucun. Ce sont là des facteurs permettant de déterminer si des produits sont similaires au sens de l'article III du GATT, notion qui n'est pas en cause en l'espèce. Les renseignements communiqués dans ces réponses en ce qui concerne le processus de production, l'utilisation finale et les vues des consommateurs finals sont destinés à donner au Groupe spécial un tableau complet des circonstances de l'espèce. Toutefois, la cause de la Thaïlande ne repose pas sur cette information.

Le présent différend concerne le traitement tarifaire réservé aux produits en cause et il exige par conséquent un examen de la concession accordée par les CE dans la position n° 0210 ainsi qu'une appréciation des produits en cause pour déterminer s'ils possèdent les caractéristiques physiques du produit décrit dans la Liste de concessions des CE.

14. Les plaignants sont priés de fournir des renseignements détaillés sur les procédés auxquels les produits en cause sont soumis avant d'être exportés vers les CE. En particulier, veuillez donner des renseignements détaillés, avec documents à l'appui, concernant:

a) les procédés physiques auxquels sont soumis les produits en cause;

La plupart des poulets salés de Thaïlande sont produits par la méthode du "barattage". Suivant ce procédé, le poulet est découpé en morceaux de tailles différentes, selon les commandes des clients, à la suite de quoi les morceaux de poulet sont mélangés à de l'eau salée dans la baratte sous vide. Le barattage prend une vingtaine de minutes. La teneur en sel du poulet salé est vérifiée à l'aide d'un instrument spécial qui permet de la déterminer. La Thaïlande reviendra plus en détail sur les procédés dans sa deuxième communication écrite.

b) les effets de ces procédés sur les produits en cause;

L'addition de sel réduit l'activité de l'eau et empêche la croissance des micro-organismes. Le sel permet aussi la solubilisation des protéines de la viande. Tant les protéines que le sel aident à réduire la perte d'humidité à la cuisson et rendent la viande plus juteuse.

c) le temps nécessaire pour appliquer ces procédés; et

Le barattage prend entre 15 et 30 minutes.

d) les coûts associés à ces procédés.

Ces coûts sont les suivants:

Salaires des travailleurs thaïlandais:	4,83 dollars EU par jour, soit 0,07 à 0,10 dollar EU par kg (200 baht/jour ou 3 à 4 baht/kg)
Coût du sel (sel ordinaire) – sel extrait des gisements souterrains situés dans le nord-est de la Thaïlande	67-70 dollars EU la tonne métrique
Coût total de production	**180-200 dollars EU/tonne métrique**

15. Les procédés auxquels les produits en cause sont soumis lorsqu'ils sont exportés vers les CE depuis le Brésil et la Thaïlande sont-ils les mêmes que ceux auxquels ils sont soumis lorsqu'ils sont exportés vers d'autres pays?

La Thaïlande n'exporte de poulets congelés salés que vers le marché communautaire, car il n'y a pas de commandes de ce produit de pays autres que ceux des CE. Les commandes varient d'un pays à l'autre, selon la demande des consommateurs et les besoins des importateurs. Au Japon, par exemple, les importateurs de viande de poulet cuit fournissent une recette aux exportateurs, pour qu'ils cuisent la viande dans leurs installations avant expédition.

16. Les plaignants sont priés de fournir des renseignements détaillés sur leur pratique en matière de classification en ce qui concerne les importations et les exportations des produits en cause.

La Thaïlande n'a jamais importé de poulet congelé salé et n'a donc jamais classé le produit en cause à des fins douanières. Le classement des produits d'exportation n'est pas pertinent pour déterminer la pratique d'un Membre en matière de classement. Ce qui est pertinent, c'est la pratique des Membres concernant la mise en œuvre de leurs concessions tarifaires sur les viandes salées.

17. Les plaignants pourraient-ils commenter le fait que les notes explicatives des chapitres 2 et 16 du Système harmonisé désignent sous le nom de "procédés" aussi bien la conservation que la préparation?

Il n'est pas exact de dire que le SH "désigne sous le nom de procédés la préservation et la préparation". Ce sont plutôt là les *buts* en vue desquels un *procédé* particulier est appliqué. Un produit peut, par exemple, être fumé par un certain procédé pour atteindre le but de la préparation. En particulier, on trouve dans la *Note explicative* du chapitre 2 la mention "préparés ou conservés par tout procédé". La *Note de chapitre* du chapitre 16, pour sa part, évoque les produits "préparés ou conservés par les procédés énumérés aux chapitres 2 ou 3 ou au n° 05.04". Aux yeux de la Thaïlande, c'est là reconnaître que les *buts* de la conservation et de la préparation peuvent être atteints par les *procédés* qui sont spécifiés aux chapitres 2 et 3 et au n° 05.04. Pour de plus amples précisions, veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 48 c).

À TOUTES LES PARTIES:

56. Les parties conviennent-elles que le moment auquel devrait se rapporter l'évaluation du sens des positions de la Liste des CE (LXXX) est le moment où cette liste a été annexée au Protocole de Marrakech du 15 avril 1994? Dans la négative, à quel moment ou à quelle période cette évaluation devrait-elle se rapporter?

La Thaïlande convient que le moment auquel devrait se rapporter l'évaluation du sens des positions de la Liste LXXX des CE est la date du 15 avril 1994, à savoir celle à laquelle la Liste a été annexée au Protocole de Marrakech. Cette date du 15 avril 1994 est celle à laquelle les CE ont assumé leurs engagements issus du Cycle d'Uruguay. À ce propos, la Thaïlande note que dans l'affaire *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, l'Organe d'appel avait dit que la date clé pour l'interprétation du traité en cause était 1994, celle à laquelle les Membres avaient assumé les obligations qui découlaient pour elles de l'Accord sur l'OMC. En particulier, l'Organe d'appel avait examiné le terme "ressources naturelles épuisables", figurant à l'article XX g) du GATT, à la lumière du texte du préambule de l'Accord sur l'OMC (rapport de l'Organe d'appel, WT/DS58/AB/R, paragraphe 129). L'Accord sur l'OMC fut signé par les Membres à Marrakech le 15 avril 1994. Telle est donc la date à retenir pour établir le sens des obligations et, en l'espèce en particulier, des concessions auxquelles les CE se sont engagées.

Comme la Thaïlande le notait dans sa première communication écrite, le Règlement n° 535/94 – qui donnait une définition claire des produits relevant de la position 0210 – avait été publié et était entré en vigueur avant le 15 avril 1994:

> "Sont considérés comme "salés" au sens du n° 0210 les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids."

59. Existe-t-il des Listes annexées au GATT de Membres de l'OMC autres que les CE dans lesquelles figurent des positions identiques ou semblables aux positions en cause dans la présente affaire? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails sur ces listes et des renseignements concernant les pratiques en matière de classification suivies par ces Membres pour ce qui est de ces positions. Les parties sont priées d'indiquer, si possible, comment ces Membres ont classé les produits en cause dans la présente affaire.

La Thaïlande s'emploie actuellement à recueillir ces renseignements et, si le Groupe spécial a l'indulgence de patienter, elle les lui communiquera à brève échéance.

60. Les parties sont priées de fournir des détails concernant les procédés auxquels les produits en cause sont soumis après leur importation dans les CE et avant leur consommation finale. En particulier, veuillez donner des renseignements détaillés, avec documents à l'appui, concernant:

Les renseignements reçus des importateurs communautaires qui se rapportent de manière générale aux produits en cause sont les suivants:

a) les procédés physiques auxquels sont soumis les produits en cause;

Les produits en cause subissent plusieurs procédés, tels le découpage, la cuisson, la marinade et l'enrobage, seuls ou en combinaison. Il n'existe pas de procédé uniforme auquel les industriels auraient en majorité recours.

b) les effets de ces procédés sur les produits en cause;

Ces procédés ont en général pour effet de modifier la qualité du produit en vue de répondre aux vœux du consommateur.

c) le temps que demandent ces procédés; et

Le temps que demandent ces procédés varie de quelques heures à près d'une journée.

d) les coûts associés à ces procédés.

Le coût de ces procédés est extrêmement variable.

61. Est-il possible de dessaler des morceaux de poulets désossés qui ont fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène?

Ce produit ne peut pas être entièrement dessalé. Au paragraphe 79 de sa première communication écrite, la Thaïlande indique qu'"à la différence de la réfrigération ou de la congélation des poulets, qui est facilement réversible, leur salage de manière homogène dans toutes leurs parties ne peut pas être entièrement éliminé".

66. Aux fins de l'interprétation des positions 0207 et 0210 de la Liste des CE, conviendrait-il d'évaluer globalement le sens ordinaire de tous les termes utilisés dans l'intitulé de ces positions, ou faudrait-il plutôt traiter les termes autres que celui de "congelés" dans l'intitulé de la position 0207 (à savoir "frais" et "réfrigérés") et les termes autres que celui de "salés" dans

l'intitulé de la position 0210 (à savoir "en saumure", "séchés" et "fumés") comme ayant valeur de contexte pour l'interprétation des termes qui semblent directement en cause – à savoir "congelés" et "salés"? L'interprétation aboutira-t-elle à des résultats différents selon l'approche adoptée? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en vous référant spécifiquement aux positions en cause dans la présente affaire.

Dans sa première communication écrite, la Thaïlande a choisi d'examiner le sens ordinaire de *tous* les termes des positions 0207 et 0210. Elle a donc adopté pour l'interprétation la première des deux démarches définies dans cette question. À notre sens, toutefois, le résultat ne différera pas selon celle des deux qui est retenue.

67. Peut-on considérer les produits qui relèvent de la position 0207 de la Liste des CE comme ayant fait l'objet d'un "procédé"? Dans l'affirmative, veuillez expliquer ce qu'il faut entendre par "procédé". Peut-on distinguer les procédés, pour autant qu'il y en ait, auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0207 de ceux auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0210? Dans l'affirmative, comment?

Par "process" (procédé), le *New Shorter Oxford English Dictionary* entend, notamment, "[a] thing that goes on or is carried on; a continuous series of actions, events or changes; a course of action, a procedure; *esp*. a continuous and regular action or succession of actions occurring or performed in a definite manner; a systematic series of actions or operations directed to some end, as in manufacturing, printing, photography, etc." (page 2364) (quelque chose qui se déroule ou est mené; une série continue d'actions, d'événements ou de changements; une ligne d'action, une procédure; en part., une action ou succession d'actions continues et régulières se produisant ou accomplies d'une manière déterminée; une série méthodique d'actions ou d'opérations dirigées vers un but, comme dans les activités manufacturières, l'impression, la photographie, et ainsi de suite". La position 0207 couvre des produits qui sont "frais, réfrigérés ou congelés". D'un produit frais, on ne peut pas dire qu'il ait fait l'objet d'un procédé. La réfrigération et la congélation peuvent être considérées comme des procédés. Des trois états (frais, réfrigérés ou congelés) énumérés dans cette note de la position 0207, la Thaïlande estime que la réfrigération et la congélation se rapportent à un procédé destiné à atteindre le but de la conservation.

Les procédés de la position 0207 peuvent se distinguer nettement de ceux de la position 0210. Les procédés du n° 0207 se rapportent à la température du produit. La note de la position 0207 indique:

> Cette position s'applique exclusivement aux viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles domestiques qui, vivantes, sont classées au n° 01.05.

Par contre, les procédés du n° 0210 se rapportent à la préparation du produit, et non à sa température. La note de la position 0210 est ainsi conçue:

> Cette position s'applique seulement aux viandes et abats de toute sorte *préparés selon les spécifications du libellé*, à l'exclusion cependant du lard sans parties maigres ainsi que de la graisse de porc et de la graisse de volailles non fondues ni autrement extraites (n° 02.09). Le lard entrelardé (c'est-à-dire le lard entremêlé de couches de viande) et le lard avec une couche de viande adhérente relèvent de cette position, *pour autant qu'ils soient préparés selon les spécifications du libellé*. (pas d'italique dans l'original)

Au cours de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, après que le délégué de la Thaïlande eut lu la première phrase de cette note, les CE ont observé qu'il s'agissait d'une note explicative qui servait à délimiter le champ couvert respectivement par les numéros 02.09

et 02.10. Le fait que cette note renvoie à la distinction entre deux sous-positions n'ôte rien de sa valeur intrinsèque à la description qui y est retenue. En outre, l'expression "préparés selon les spécifications du libellé" apparaît à la fois dans la première et dans la deuxième phrases de ladite note. Celle-ci dit ainsi clairement, tant dans sa première que dans sa deuxième phrase, que les termes "… salés ou en saumure, séchés ou fumés …" sont des *spécifications* précisant la manière dont les viandes et les abats comestibles *ont été préparés*. Autrement dit, la sous-position couvre *les viandes et abats comestibles qui ont été préparés suivant les spécifications du libellé*, à savoir par les procédés du salage ou du saumurage, du séchage ou du fumage. La préparation n'est pas fonction de la température.

68. Si certains ou la totalité des produits relevant de la position 0207 de la Liste des CE peuvent être considérés comme ayant été soumis à un "procédé", quel est le but de ce procédé? Quel est le but des procédés auxquels les produits relevant de la position 0210 sont soumis?

Pour autant que le but du procédé soit pertinent pour la portée de la concession des CE concernant la position 0210 de la Liste LXXX, le but des procédés figurant au numéro 0207 (réfrigération ou congélation) serait la conservation. Le but des procédés auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0210 serait la préparation.

C'est ce que confirment les CE elles-mêmes dans leur Note complémentaire 6, où il est dit: "les produits du n° 0210 auxquels sont ajoutés des produits d'assaisonnement pendant *leur fabrication* restent classés dans cette position, pour autant que cela ne change pas [leur] caractère" (pas d'italique dans l'original). Cette Note complémentaire 6, qui dit clairement des produits de la position 0210 qu'ils ont été soumis à un procédé à des fins de préparation, a figuré dans la Nomenclature combinée des CE depuis au moins 1992 jusqu'à 2003. La Thaïlande communique dans ses pièces n° 27 et 28, respectivement, les éditions 1992 et 1993 de la Nomenclature combinée des CE. (Elle observe que l'édition 1994 figurait déjà dans sa propre pièce n° 8 et dans la pièce n° 7 du Brésil.) La Thaïlande relève que cette définition figure encore dans la version 2003 de la Nomenclature combinée.

69. Dans quelle mesure le but d'un procédé auquel un produit est soumis est-il pertinent, pour autant qu'il le soit, pour l'interprétation: a) de la position 0207 de la Liste des CE; et b) de la position 0210 de cette Liste? Faudrait-il considérer que le but est plus important que le procédé dans l'un et l'autre cas? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et dans quelles circonstances. S'agissant des deux positions, si les procédés en question ont plusieurs buts, quel est celui qui devrait être considéré comme étant le plus important?

Le but du procédé auquel un produit est soumis n'est pas pertinent pour l'interprétation, que ce soit de la position 0207 ou de la position 0210 de la Liste des CE. Comme la Cour de justice des CE l'a dit, "[l]e critère décisif pour la classification douanière des marchandises doit être recherché, d'une manière générale, dans leurs caractéristiques et leurs propriétés objectives …" (Affaire 55/75, État belge contre Vandertaelen, Recueil de jurisprudence 1975, page 01647. Citée dans la pièce n° 18 de la Thaïlande, page 1278). Il s'ensuit que dans aucune des deux positions, le but ne devrait être considéré comme plus important que le procédé ou les caractéristiques objectives du produit.

Le procédé étant plus important que le but, il est indifférent, pour le classement d'un produit, que tel ou tel procédé puisse avoir plusieurs buts.

71. La viande peut-elle être séchée, fumée ou saumurée à des degrés différents? Dans l'affirmative, est-il exact que les produits carnés peuvent seulement être classés sous la position 0210 lorsque leur degré de séchage, fumage ou saumurage dépasse un certain niveau? Si tel est le cas, quels sont les niveaux pertinents et comment sont-ils déterminés?

Oui, une viande peut être séchée, fumée ou saumurée à des degrés différents.

Comme la Thaïlande le notait dans sa première communication écrite, les CE avaient fourni, dans la Note complémentaire 7 du chapitre 2 de leur Nomenclature combinée, une définition du terme "salés" qui fixait un niveau quantitatif minimal qu'un produit devait atteindre pour être classé comme salé au n° 0210. Dans le même ordre d'idées, les CE donnaient dans la Note complémentaire 2 E) du même chapitre la définition suivante des termes "séchés ou fumés":

> Sont considérés comme "séchés ou fumés", au sens des sous-positions 0210 11 31, 0210 11 39, 0210 12 19 et 0210 19 60 à 0210 19 89, les produits dans lesquels le rapport eau/protéine (teneur en azote x 6,25) dans la viande est égal ou inférieur à 2,8. La teneur en azote doit être déterminée selon la méthode ISO 937-1978.

Comme celle du champ couvert par la position 0210, cette définition se borne à spécifier le niveau quantitatif qu'un produit doit atteindre pour être considéré comme "séché ou fumé". La Thaïlande note que la structure de la Note complémentaire 2 E) est la même que celle de la Note complémentaire 7, à savoir que le classement d'un produit comme "séché ou fumé" ou "salé" dépend d'un critère neutre et objectif. Pour qu'un produit soit considéré comme "séché ou fumé", il faut qu'il présente un rapport eau/protéine bien précis. De même, pour être considéré comme "salé", un produit devait présenter une teneur en sel égale au minimum à 1,2 pour cent, ce sel étant imprégné en profondeur de manière homogène dans le produit carné. Ce sont là des critères permettant de déterminer si un produit relève de la position 0210 qui pourraient aisément être appliqués à cette fin par un fonctionnaire des douanes à la frontière.

La Thaïlande note en outre que la Note complémentaire 2 E) ne prescrit nullement que le produit soit séché ou fumé à des fins de conservation à long terme.

73. Le Système harmonisé constitue-t-il un "contexte" au sens de l'article 31.2 de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en démontrant comment il est satisfait aux divers éléments de l'article 31.2 a) ou 31.2 b).

L'article 31.2 de la *Convention de Vienne* est ainsi conçu:

> Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> a) tout accord ayant un rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.

La Thaïlande ne considère pas que le Système harmonisé constitue un contexte au sens de l'article 31.2 a) ou 31.2 b), car il ne satisfait pas aux critères énoncés aux alinéas a) et b).

La Thaïlande observe que dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a bien dit qu'à son avis le Système harmonisé aurait dû être pris en considération par le groupe spécial qui avait examiné cette affaire "lorsqu'il s'était attaché à interpréter les termes de la Liste LXXX". (WT/DS/62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 89). En revanche, l'Organe d'appel n'a pas précisé la disposition de la Convention de Vienne en vertu de laquelle il fallait tenir compte du Système harmonisé. De l'avis de la Thaïlande, il n'est sans doute pas nécessaire au Groupe spécial de préciser la disposition de l'article 31 en vertu de laquelle il prend en considération le Système harmonisé.

74. À supposer que le Système harmonisé puisse être considéré comme un "contexte" aux fins de l'interprétation de la Liste des CE conformément à l'article 31.2 de la *Convention de Vienne*, dans quelle mesure les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé peuvent-elles être utilisées, pour autant qu'elles le puissent, afin de déterminer le sens de l'intitulé des positions en question?

Dans l'hypothèse que le Groupe spécial fait en posant cette question, le Thaïlande considère que les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé doivent être utilisées pour déterminer le sens de l'intitulé d'une position déterminée. L'article premier de la Convention sur le Système harmonisé définit celui-ci en y englobant, notamment, les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. L'article 3.1 a) oblige les parties contractantes à faire en sorte que leurs "nomenclatures tarifaire et statistiques soient conformes au Système harmonisé". De plus, comme la Thaïlande l'indique au paragraphe 104 de sa première communication écrite, les CE et la Thaïlande, en leur qualité de parties contractantes à la Convention sur le Système harmonisé, se sont d'un commun accord engagées "à appliquer les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé".

Quand bien même le Groupe spécial prendrait le Système harmonisé en considération en vertu d'une disposition autre que l'article 31.2 de la *Convention de Vienne*, il lui faudrait s'appuyer sur les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé, parce qu'elles font partie intégrante du Système harmonisé pour les raisons indiquées ci-dessus.

75. Dans quelles catégories conviendrait-il de classer, le cas échéant, dans le cadre des articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*: a) la Note explicative de 1981 relative à la position 02.06 du Tarif douanier commun des CE; b) la Note explicative de 1983 relative aux sous-positions 0210.11-31 et 0210.11.39 du Tarif douanier commun des CE; c) la décision rendue par la Cour de justice européenne en 1983 dans l'affaire *Dinter*; d) la décision rendue par la Cour de justice européenne en 1993 dans l'affaire *Gausepohl*; e) la Note explicative de décembre 1994 relative aux sous-positions 0210.11.11 et 0210.11.19 de la Nomenclature combinée des CE?

La Thaïlande considère que les textes a), b) et c) ne peuvent être rangés dans aucune catégorie dans le cadre des articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*, parce qu'ils existaient déjà avant le lancement du Cycle d'Uruguay. Elle considère qu'il en va de même de d), parce qu'il est antérieur à la conclusion du traité et qu'il y a eu une législation spécifique adoptée sous la forme du Règlement n° 535/94, qui clarifiait la question même traitée dans cette affaire *Gausepohl* et précisait bien que, pour pouvoir être classé dans la position 0210, le produit devait satisfaire à certains critères. Enfin, la Thaïlande considère qu'il ne devrait pas être tenu compte de e) dans le cadre des articles 31 et 32, parce qu'il s'agit d'un type de viande qui n'est pas en cause dans la procédure en cours. Comme elle l'a suggéré dans ses questions aux CE, celles-ci n'ont pas normalement pour habitude d'appliquer les dispositions d'une note explicative à une autre, à moins qu'il ne soit dit que la première s'applique *mutatis mutandis*.

En revanche, la Thaïlande tient à préciser que le Règlement n° 535/94 devrait être pris en considération pour interpréter les termes de la concession des CE au titre de la position 0210. Tout d'abord, ce règlement avait été publié le 9 mars 1994 et était entré en vigueur le 1er avril de la même année. Aux termes de son article premier, "La Note complémentaire suivante est insérée au chapitre 2 de la Nomenclature combinée annexée au Règlement (CEE) n° 2658/87":

> Sont considérés comme "salés" au sens du n° 0210 les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids.

L'article 2 dit:

> Le présent règlement entre en vigueur le [1er avril 1994] … [Il] est obligatoire dans tous ses éléments et *directement applicable* dans tout État membre.

Deuxièmement, la Thaïlande relève que la définition du terme "salés" énoncée dans le Règlement n° 535/94 fut insérée dans la Nomenclature combinée comme "Note complémentaire" et non comme "Note explicative". Comme la Thaïlande l'a observé dans sa déclaration orale à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, la Cour de justice a expliqué qu'"une note complémentaire … issue de la volonté du Conseil, s'intègre dans la position à laquelle elle se rapporte et participe de sa force obligatoire, soit qu'elle en constitue une interprétation authentique, soit qu'elle la complète". (Affaire 38-75, Douaneagent der NV Nederlandse Spoorwegen contre Inspecteur der invoerrchten en accijnzen, 19 novembre 1975, Rec. CJCE 1975, page 01439, paragraphe 10.) Il s'ensuit que la Note complémentaire 7 donnait une définition claire du terme "salés" aux fins de la position 0210 et qu'elle en a constitué un élément obligatoire dans la Nomenclature combinée des CE à compter de la conclusion de l'Accord sur l'OMC.

L'énoncé de la Note complémentaire était obligatoire et constituait l'interprétation donnée par les CE, dans le cadre de leur propre droit, des engagements qu'elles avaient contractés pour la position 0210 de la Liste LXXX.

76. Le Système harmonisé peut-il être considéré comme comprenant des "règle[s] pertinente[s] de droit international" au sens de l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en démontrant comment il est satisfait aux divers éléments de l'article 31.3 c).

Le Système harmonisé pourrait théoriquement être considéré comme comprenant une règle de droit international pertinente, applicable dans les relations entre les parties au sens de l'article 31.3 c). Comme la Thaïlande l'a déjà noté en répondant oralement à cette question à la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les CE, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, avaient répondu à la question de l'Organe d'appel en disant: "sur la base de l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*, la *Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises* (note de bas de page omise) … et ses *notes explicatives* (note de bas de page omise) seraient pertinentes pour interpréter leurs obligations au titre de la Liste LXXX à l'égard des Membres de l'OMC qui sont aussi membres de l'Organisation mondiale des douanes (l'"OMD")" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 13).

Or, la Thaïlande relève qu'en l'espèce, au paragraphe 107 de leur première communication écrite, les CE ont suggéré le Système harmonisé comme "contexte", au sens de la *Convention de Vienne*, ce qui donnerait à penser qu'il devrait être pris en considération dans le cadre de l'article 31.1 ou de l'article 31.2, puisque ce sont là les deux seules dispositions de la *Convention de Vienne* qui aient trait au contexte.

La Thaïlande a indiqué dans sa première communication écrite que le Système harmonisé doit être pris en considération dans une analyse au regard de l'article 31, mais sans préciser la disposition dont l'exercice devrait relever.

78. Les parties considèrent-elles que les Modalités de l'établissement d'engagements contraignants et spécifiques s'inscrivant dans le cadre du programme de réforme, publiées par l'OMC le 20 décembre 1993, constituent des "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et indiquer quelle est la signification que les parties donnent à ce document.

Les Modalités de l'OMC pour l'établissement d'engagements contraignants et spécifiques s'inscrivant dans le cadre du programme de réforme, qui avaient été publiées le 20 décembre 1993, peuvent théoriquement être considérées comme des "travaux préparatoires", au sens de l'article 32 de la *Convention de Vienne*. À en juger par ce qui en est dit au paragraphe 63 de leur première communication, il semblerait que les CE citent la note sur les Modalités en vue de démontrer que le Système harmonisé avait été un outil important dans les négociations sur l'agriculture. Cela dit, la Thaïlande ne voit pas très bien quelle est la valeur probante de ce document comme moyen d'interprétation complémentaire. Elle note que l'Accord sur l'agriculture, qui fait partie du traité que constitue l'Accord sur l'OMC, précise bien dans ses annexes que la liste des produits visés reprend les codes du SH. Elle ne considère pas que ce document soit significatif en l'espèce.

Il lui paraît important de souligner que c'est la concession accordée par les CE dans leur Liste LXXX, et non la position du SH, qui doit être interprétée par le Groupe spécial.

79. Quel est ou quels sont le ou les traits essentiels communs qui, de l'avis des parties, caractérisent les produits relevant:

a) du chapitre 2 du Système harmonisé?

À ce qu'indique son titre, le chapitre 2 couvre les "viandes et abats comestibles". Il ne couvre pas les produits relevant des n° 02.01 à 02.08 et 02.10 qui sont impropres à l'alimentation humaine. Le trait essentiel commun aux produits de ce chapitre est qu'ils doivent être des viandes ou des abats propres à l'alimentation humaine.

La Note générale du chapitre, qui établit la distinction entre les viandes et abats du chapitre 2 et ceux du chapitre 16, donne les précisions suivantes:

Ne sont compris dans ce chapitre que les viandes et abats présentés dans les états suivants:

1) frais

2) réfrigéré

3) congelé

4) salé ou en saumure, ou bien encore séché ou fumé.

Il s'ensuit que les viandes et abats présentés dans l'un quelconque de ces *quatre* états constituent la totalité du champ couvert par le chapitre 2.

b) de la position 0207 de la Liste des CE?

La position 0207 comprend les viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 0105.

La Note de la position 0207 précise: "[c]ette position s'applique exclusivement aux viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles domestiques qui, vivantes, sont classées au n° 0105".

Il est donc évident d'après le texte que la position 0207 couvre les viandes et abats comestibles présentés dans *trois* des *quatre* états visés au chapitre 2 (selon la Note générale du chapitre).

Le trait essentiel commun qui caractérise les produits "réfrigérés ou congelés" de cette position est la conservation.

c) de la position 0210 de la Liste des CE?

La position 0210 couvre les viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats.

La note de la position 0210 est ainsi conçue: "[c]ette position s'applique seulement aux viandes et abats de toute sorte préparés selon les spécifications du libellé, à l'exclusion cependant du lard sans parties maigres ainsi que de la graisse de porc et de la graisse de volailles non fondues ni autrement extraites (n° 02.09). Le lard entrelardé (c'est-à-dire le lard entremêlé de couches de viande) et le lard avec une couche de viande adhérente relèvent de cette position, pour autant qu'ils soient préparés selon les spécifications du libellé".

Il est donc évident, à s'en rapporter au texte, que la position 0210 comprend les viandes et abats comestibles qui se trouvent dans le *quatrième* état, à savoir salé ou en saumure, séché ou fumé, parmi ceux qui sont couverts par le chapitre 2 (selon la Note générale du chapitre).

Qui plus est, la Thaïlande relève que la Note de chapitre du chapitre 16 exclut les produits qui sont "*préparés ou conservés* par les procédés énumérés aux chapitres 2, 3 ou au n° 0504". Le chapitre 2, répétons-le, comprend des produits qui se trouvent dans quatre états: i) frais, ii) réfrigéré, iii) congelé ou iv) salé ou en saumure, séché ou fumé. Le chapitre 3 couvre les poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques qui sont à l'état frais, réfrigéré ou congelé, salé, en saumure, séché ou fumé. La position 0504 recouvre les boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons. (La Thaïlande relève que c'est là le libellé complet de la position dans la Liste des CE, tandis que la position du SH, en son entier, se lit comme suit: boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons, à l'état frais, réfrigéré, congelé, salé ou en saumure, séché ou fumé.) Ces procédés sont les seuls à être spécifiés aux chapitres 2 et 3 et au n° 0504. Parmi eux, nul ne conteste que frais ne désigne pas l'état de viandes soumises à la conservation et que réfrigéré et congelé se rapportent effectivement à la conservation. La question est de savoir si "salé ou en saumure, séché ou fumé" ont pour but la conservation ou la préparation. Leur attribuer comme but la conservation aurait pour effet de rendre inutiles les termes "ou préparés" dans la Note de chapitre du chapitre 16, parce que cela reviendrait à dire qu'aucun procédé ayant pour but la *préparation* n'a été spécifié au chapitre 2, au chapitre 3 ou au n° 0504. L'interprétation juste consisterait à considérer "salé ou en saumure, séché ou fumé" comme des procédés ayant la *préparation* pour but. Cette lecture donnerait un sens à tous les termes de la Note générale du chapitre 16.

La Thaïlande considère que cette dernière lecture est conforme à l'interprétation des CE elles-mêmes, suivant laquelle les types de procédés visés au chapitre 2 comprennent des procédés appliqués à des fins de préparation et de conservation.

Dans la version de décembre 1994 de la Nomenclature combinée des CE (Règlement (CE) n° 3115/94 de la Commission du 20 décembre 1994, pièces n° 8 de la Thaïlande et n° 7 du Brésil), on pouvait lire dans la Note complémentaire 6 ce qui suit: "Les produits du n° 0210 auxquels sont ajoutés des produits d'assaisonnement pendant leur *fabrication* restent classés dans cette position, pour autant que cela ne change pas [leur] caractère."

Les CE n'ont jamais varié dans leur interprétation selon laquelle les produits de la position n° 0210 sont soumis à *un procédé de préparation*. Cette interprétation constante a trouvé son expression dans toutes les éditions annuelles de leur Nomenclature combinée de 1992 au moins à 2003.

ANNEXE C-5

RÉPONSES DE LA THAÏLANDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(2 décembre 2004)

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

***À LA THAÏLANDE*:**

83. Veuillez concilier la déclaration faite par la Thaïlande au paragraphe 44 de sa déclaration orale à la première réunion de fond et dans sa réponse à la question n° 16 du Groupe spécial, selon laquelle seule la pratique de classement suivie par les Membres lorsqu'ils mettent en œuvre leurs concessions tarifaires est pertinente, avec la déclaration qu'elle a faite au paragraphe 68 de sa deuxième communication écrite, selon laquelle les pratiques de classement unilatérales des Membres ne peuvent pas être considérées comme une pratique ultérieurement suivie établissant "l'accord des parties" à l'égard de l'interprétation de la position tarifaire en cause.

Il est dit au paragraphe 44 que la pratique de classement suivie par les Membres lorsqu'ils mettent en œuvre leurs concessions tarifaires est pertinente [aux fins d'élucider leur interprétation de la portée de ces concessions tarifaires]. Cette déclaration avait pour but d'insister sur l'importance de la pratique de classement à l'importation en ce qui concerne une concession tarifaire *par comparaison avec* le classement des exportations à des fins statistiques.

Toutefois, la Thaïlande n'a jamais considéré le classement opéré unilatéralement par un Membre lorsqu'il met en œuvre ses concessions tarifaires comme une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31 2 b) de la Convention de Vienne pour l'interprétation de la position tarifaire en cause. Une "pratique ultérieurement suivie", au sens de l'article 31 2 b), doit établir l'accord des parties.

Ces deux déclarations de la Thaïlande peuvent donc se concilier du fait qu'elles visent des points différents.

***AUX PLAIGNANTS*:**

84. Comment les exportateurs brésiliens et thaïlandais décrivent-ils les produits en cause dans leurs documents d'exportation lorsque ces produits sont exportés vers les CE?

Le produit est désigné en ces termes: "Viande de poulet désossé (blancs sans peau et désossés), à l'état frais ou congelé" et est indiqué par la compagnie maritime sur les documents d'exportation comme produit relevant du n° 0207.

85. Veuillez expliquer le processus de classement des exportations pour les produits en cause. En particulier, ce processus est-il entrepris par les autorités douanières nationales et/ou par les exportateurs?

1) Les exportateurs doivent obtenir un permis (formulaire R-9) de la Direction de l'élevage. Ce formulaire sert à obtenir de la Direction des douanes un formulaire de déclaration d'exportation.

2) Les exportateurs louent les services d'une compagnie maritime pour les formalités et procédures douanières d'exportation. C'est aussi la compagnie maritime qui désignera le produit et la position du tarif douanier dans laquelle il se classe dans le formulaire de déclaration d'exportation. Le poulet salé exporté de Thaïlande vers le marché communautaire est classé par la compagnie maritime au n° 0207. Le formulaire de déclaration d'exportation rempli par la compagnie maritime est ensuite présenté aux fonctionnaires des douanes pour la suite des procédures d'exportation requises.

3) Le formulaire de déclaration d'exportation sert lui-même à obtenir un certificat sanitaire auprès de la Direction de l'élevage. Ce certificat est exigé par les CE pour les exportations thaïlandaises de poulet salé vers leurs États membres. Ce certificat indique si le produit exporté est du poulet frais ou une préparation de viande ou encore du poulet cuit.

86. Aux paragraphes 14 et 36 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que de faibles teneurs en sel (0,5 pour cent) sont considérées dans la branche de production comme étant suffisantes pour éviter la "perte de liquide par écoulement". De l'avis des CE, une teneur en sel supérieure ou égale à 1,2 pour cent n'est pas nécessaire à cette fin. Elles font valoir, par conséquent, que même si la perte de liquide par écoulement était un facteur pertinent, une teneur en sel supérieure à 0,5 pour cent ne serait pas nécessaire. Veuillez formuler des observations à cet égard.

La teneur en sel de 1,2 pour cent qui avait été spécifiée en 1994 dans le Règlement n° 535/94 ne reposait pas sur une obligation de prévenir toute "perte de liquide par écoulement". Ce facteur est une notion introduite pour la première fois au cours de la présente procédure. Il joue un rôle important sur le plan technique dans la préférence des importateurs pour le poulet salé. Cela dit, la quantité de sel qui peut être ou ne pas être exigée pour prévenir la "perte de liquide par écoulement" est une considération *a posteriori* et qui n'est pas pertinente pour la question dont le Groupe spécial est saisi, à savoir la portée de la concession tarifaire accordée par les CE pour la position 0210 à l'époque de la conclusion de l'Accord sur l'OMC.

***AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES*:**

93. Les produits en cause dans la présente affaire satisfont-ils aux critères énoncés dans le Règlement n° 535/94 des CE?

Oui.

Le Commissaire Fischler lui-même a reconnu que les produits en cause satisfont aux critères énoncés dans le Règlement n° 535/94. Répondant à la question posée par un membre du Parlement européen, M. Albert Maat, il a dit: "[l']honorable Parlementaire estime que les viandes concernées sont légèrement salées et que le sel peut être retiré. Si tel était le cas, les viandes ne seraient pas conformes à la définition suivante de la Nomenclature combinée: "Sont considérés comme "salés" ou en saumure", au sens du n° 0210, les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur globale en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids". Cependant, la Commission n'a pas connaissance du fait que des importations de viande de volaille salée ne seraient pas conformes à cette définition." (Pièce n° 4 de la Thaïlande).

108. Au paragraphe 119 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que, tout au long des négociations du Cycle d'Uruguay, leur législation régissant le classement des produits relevant de la position 02.10, y compris le Règlement n° 535/94, était fondée sur la notion de conservation. Veuillez expliquer où la notion de conservation transparaît dans le Règlement n° 535/94.

La notion de conservation ne transparaît pas dans le Règlement n° 535/94. Les CE ont expressément reconnu cette omission au paragraphe 87 de leur première communication écrite, où elles disent: "... le Règlement n° 535/94 n'avait pas besoin d'évoquer la notion de conservation ni l'arrêt de la [CJ]CE."

114. Veuillez commenter l'opinion, émise par le Brésil et la Thaïlande respectivement au paragraphe 56 et au paragraphe 8 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, selon laquelle les effets juridiques d'un arrêt de la CJCE peuvent être annulés ou modifiés du fait d'un changement apporté à la législation, y compris la promulgation d'un nouveau règlement.

En réponse à une question posée par la Thaïlande à propos de la différence entre l'arrêt rendu par la Cour de justice dans l'affaire *Dinter* et le règlement qui avait suivi promulguant la Note complémentaire 6 a), les CE ont dit qu'"[elles] exercent leurs pouvoirs législatifs avec circonspection, en vue de faire en sorte qu'il n'y ait pas de conflit. En cas de conflit, il ne peut faire aucun doute que les arrêts de la Cour de justice l'emportaient." Les CE citaient ensuite l'affaire *République française contre Commission des CE*, où il est dit que la Commission n'est pas autorisée à "modifier le contenu des positions tarifaires qui ont été établies sur la base du Système harmonisé ... dont la Communauté s'est engagée à ne pas modifier la portée".[1] La Thaïlande admet que les CE ne sauraient modifier le contenu des positions tarifaires. Si, par exemple, elles promulguaient un règlement qui modifiait la définition des "viandes salées" de la position 0210 pour y englober des produits quelconques, la Cour de justice pourrait annuler ce règlement pour excès de pouvoir, car les CE auraient excédé leur compétence législative en le prenant. Dans une situation de ce genre, l'arrêt de la Cour de justice l'emporterait.

Toutefois, telle n'est pas la situation dans l'affaire dont le Groupe spécial est saisi.

Le Règlement n° 535/94 (promulgué comme note complémentaire n° 7) n'a pas modifié le contenu des positions tarifaires qui ont été établies sur la base du Système harmonisé. En réalité, le Règlement n° 535/94 n'a fait que spécifier les critères à prendre en considération pour classer certaines marchandises sous une certaine position, en l'occurrence la position 0210.

Dans l'affaire *Gijs van de Kolk-Douane Expéditeur BV*, la Cour de justice des Communautés européennes examinait une note complémentaire qui ne modifiait pas la portée des chapitres, sections et positions de la nomenclature, mais précisait simplement les critères dont il fallait tenir compte pour classer certaines marchandises sous une position déterminée du Tarif douanier commun ...[2] Dans cette affaire, la Cour de justice a dit que la validité de la note complémentaire n'était pas affectée.

De la même manière, la Thaïlande considère que la Note complémentaire n° 7 ne modifie pas la portée des positions tarifaires de la Nomenclature combinée – elle se borne à préciser les critères dont il faut tenir compte pour classer certaines marchandises. Par conséquent, la validité de la Note complémentaire n° 7 n'est pas affectée.

La Thaïlande considère que les effets juridiques de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes dans l'affaire *Gauspohl* ont été modifiés parles dispositions de la Note complémentaire n° 7 qui précisait les critères dont il fallait tenir compte pour classer les produits sous la position 0210.

[1] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par les plaignants à la première réunion de fond des parties. Réponse des CE à la question n° 1 de la Thaïlande, 14 octobre 2004.

[2] C-233/88, *Gijs van de Kolk-Douane Expéditeur BV* contre *Inspecteur der Invoerrecten en Accijnzen*, 8 février 1990, Rec. CJCE 1990, page I-00265, paragraphe 18. Pièce n° 35 de la Thaïlande.

***<u>À TOUTES LES PARTIES</u>*:**

118. Quelle est la distinction entre "conservation" et "conservation à long terme"?

À la suite de la première réunion de fond avec les parties, le Brésil a posé aux CE la question suivante: "Y a-t-il une différence entre la "conservation" et la "conservation à long terme"? Dans l'affirmative, quelle est-elle?" Les CE ont répondu ceci: "[c]ette question est sans intérêt pour le présent différend, car personne ne soutient que le produit en cause remplisse l'un ou l'autre de ces critères".

Les CE ont affirmé à maintes reprises que "la conservation est au cœur du chapitre 2". (La Thaïlande n'a jamais convenu que la conservation soit le facteur essentiel pour déterminer le classement au chapitre 2.) En revanche, les CE n'ont jamais dit que "la conservation *à long terme*" soit au cœur du chapitre 2. Néanmoins, dans les Règlements n° 1223/2002 et 1871/2003, elles ont introduit la notion de *conservation à long terme* comme critère décisif pour déterminer le classement d'un produit.

Or, comme elles l'ont indiqué tout au long de la procédure en cours, les CE n'ont pas elles-mêmes une idée très claire de la norme à retenir pour apprécier la "conservation à long terme". D'ailleurs, elles ont reconnu que cette détermination est une question que les fonctionnaires des douanes des États membres des CE auraient à résoudre individuellement dans des délais strictement limités, au cas par cas, expédition par expédition, sans directives précises sur le pourcentage de sel qui serait suffisant pour atteindre le but de la "conservation à long terme". D'après les déclarations des CE elles-mêmes à la première réunion de fond avec les parties, un fonctionnaire des douanes devrait déterminer que le produit aurait besoin d'être conservé durant une période qui se situerait entre "quelques" et "plusieurs mois".

La Thaïlande relève que dans leur réponse orale à une question posée par le Groupe spécial au cours de la deuxième réunion de fond, les CE ont dit que l'analyse de ce que l'on entend par conservation à long terme, aux fins du classement d'un produit au n° 0210, devrait être effectuée "produit par produit et cas par cas". Pareille démarche n'assure aux opérateurs commerciaux ni sécurité ni prévisibilité en ce qui concerne les concessions commerciales négociées par les CE dans le cadre de la Liste LXXX.

119. Au moment où les CE ont conclu leur Liste, y avait-il des éléments de preuve montrant l'existence d'un commerce de viandes relevant de la position 02.10 qui étaient conservées par salage pour une période inférieure à quelques mois?

Dans leur première communication écrite, les CE donnent au tableau 2 (page 22) des renseignements indiquant l'existence d'un commerce de viandes relevant de la position 02.10.90.20 atteignant 21 tonnes métriques en 1994. Il n'y a en revanche aucune indication de la durée de conservation prévue des produits de viandes salées, quelques jours, quelques mois ou autres.

La Thaïlande note que le Groupe spécial a précédemment demandé aux CE "de donner des détails sur la teneur en sel des produits classés comme "autres viandes salées" à propos des statistiques communiquées au tableau 1 (page 21)". Les CE n'ont pas donné ces détails, se contentant de répondre:

> Le tableau 1 de la première communication écrite des CE porte sur les importations de la période 1986 à 1993. Les déclarations d'importation ne sont pas centralisées mais gérées par les autorités douanières des États membres. Il est peu probable que celles de cette période soient encore accessibles, et il est par surcroît peu probable

qu'elles mentionnent la teneur en sel des produits en question. Les CE n'ont pas pu trouver de documents attestant la teneur en sel de ces produits.[3]

La Thaïlande ne voit pas bien pourquoi les CE n'ont pas demandé ces renseignements directement aux autorités douanières des États membres.

En tout état de cause, la Thaïlande observe que la viande en question, dans l'affaire *Gausepohl* contenait 0,71 pour cent de sel (la teneur en sel interne étant de 0,48 pour cent).[4] Nous observons aussi que la *Oberfinanzdirektion* avait délivré le 9 mai 1989 un renseignement tarifaire contraignant classant la viande des animaux de l'espèce bovine présentant une teneur globale en sel de 0,71 pour cent (teneur en sel interne de 0,48 pour cent) dans la sous-position 0210 20 90 de la Nomenclature combinée. Ce fait indique à lui seul qu'il y avait des opérations commerciales sur des viandes salées conservées pour moins de quelques mois. Dans cette affaire, il avait été dit que cette quantité de sel n'assurerait pas la conservation de la viande durant très longtemps.

120. En ce qui concerne la suggestion faite par le Brésil dans sa réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, selon laquelle celui-ci devrait tirer des déductions défavorables du fait que les CE n'avaient pas fourni certains renseignements qu'il leur avait demandés, existe-t-il un quelconque fondement permettant au Groupe spécial de tirer des déductions analogues du refus du Brésil et de la Thaïlande de fournir des renseignements sur leur pratique de classement des exportations pour les positions en cause?

Non. La Thaïlande n'a jamais refusé de fournir ces renseignements. Elle a soutenu tout au long de la procédure en cours l'argument juridique selon lequel ses pratiques en matière de classement à des fins statistiques ne sont pas pertinentes pour déterminer la portée de la concession accordée par les CE sur la position 0210 au moment de la conclusion de l'Accord sur l'OMC.

Cela dit, pour répondre à la demande du Groupe spécial, la Thaïlande a maintenant communiqué ces renseignements dans sa réponse à la question n° 84, et le Groupe spécial n'a donc pas lieu de faire des déductions défavorables.

121. Quel poids relatif le Groupe spécial devrait-il accorder aux déductions qui peuvent être tirées, pour les positions en cause dans la présente affaire:

a) de la structure du chapitre 2 du SH et de ses prédécesseurs;

b) des notes explicatives se rapportant au chapitre 2 du SH et de ses prédécesseurs; et

c) de la règle générale 3 pour l'interprétation du SH.

a) La structure des rubriques de la Liste de concessions des CE (qui est la même que la structure du chapitre 2 du Système harmonisé et la même que la structure du chapitre 2 de la Nomenclature combinée des CE) devrait être prise en considération par le Groupe spécial, en tant qu'élément du "contexte", après qu'il aura examiné le "sens ordinaire" des termes du traité en cours, dans le cadre de l'application de l'article 31 1) de la Convention de Vienne. La structure du chapitre 2 dans les nomenclatures précédentes offre un arrière plan utile pour l'interprétation de l'actuel chapitre 2 dans les divers accords.

[3] Réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond avec les parties, 14 octobre 2004. Question n° 35.

[4] Paragraphe 2 du rapport d'audience dans l'affaire 33/92. Pièce n° 14 des CE.

b) La Note du chapitre 16 (qui n'est pas une note explicative) concerne le chapitre 2 du SH. Comme la Thaïlande l'explique plus en détail dans la section B.3 de sa deuxième communication écrite, la note du chapitre 16 (qui est juridiquement contraignante) exclut les produits préparés ou conservés par les procédés énumérés au chapitre 2 ou 3 ou au numéro 0504. Cela signifie que les produits du chapitre 2 sont soumis à des procédés à des fins de conservation *ou* de préparation. La Thaïlande a conclu que les produits de la position 0210 sont soumis à des procédés à des fins de préparation.

Le Groupe spécial devrait aussi accorder du poids aux notes explicatives du chapitre 2. Dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a expressément dit ceci: "[n]ous pensons toutefois que pour interpréter correctement la Liste LXXX, il aurait fallu examiner le Système harmonisé et *ses notes explicatives*." (Pas d'italique dans l'original, paragraphe 89). Pour interpréter la Liste LXXX, l'Organe d'appel aurait pu choisir de ne pas accorder aux notes explicatives du Système harmonisé le même poids qu'au SH lui-même. Or, il a dit clairement qu'il fallait utiliser le Système harmonisé et ses notes explicatives pour interpréter la Liste LXXX des CE. C'est pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas attribuer aux notes explicatives du SH moins de poids que l'Organe d'appel ne l'a recommandé.

c) La Règle générale 3 pour l'interprétation du SH peut être prise en considération comme élément du Système harmonisé. L'article 1 a) de la Convention sur le SH stipule que par Système harmonisé, on entend "la nomenclature comprenant les positions et sous-positions et les codes numériques y afférents, les notes de sections, de chapitres et de sous-positions ainsi que les *Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé*, figurant dans l'annexe à la présente convention". (pas d'italique dans l'original)

122. Les parties considèrent-elles qu'il est nécessaire que certains ou l'ensemble des négociateurs participant à la négociation d'un traité aient effectivement connaissance, au cours des négociations, d'un document ou d'un instrument pour que celui-ci puisse être pris en considération en tant qu'élément des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances dans lesquelles" le traité "a été conclu", conformément à l'article 32 de la Convention de Vienne? Dans l'affirmative, veuillez étayer cette opinion. Dans la négative, veuillez étayer cette opinion.

Non. La Thaïlande ne considère pas qu'il soit nécessaire que certains ou la totalité des négociateurs aient *effectivement* connaissance, au cours des négociations, d'un document ou d'un instrument pour que celui-ci puisse être pris en considération en tant qu'élément des "circonstances dans lesquelles le traité a été conclu". En pratique, il serait extrêmement difficile de prouver que tous les négociateurs en ont "effectivement connaissance". Cela dit, on peut penser que les négociateurs ont *censément* connaissance de la législation en vigueur dans le territoire relevant de la juridiction d'un autre Membre à l'époque de la conclusion du traité.

QUESTION POSÉE PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Au paragraphe 5 de sa déclaration de clôture du 18 novembre 2004, la Thaïlande considère que la Note complémentaire 6 b) signifie "que les produits de la position 0210 sont soumis à un procédé de préparation". Comment la Thaïlande explique-t-elle qu'aucune des parties, dans l'affaire *Gausepohl*, ne se soit appuyée sur cette note pour faire valoir que la viande de bœuf avait été "préparée" et devait donc pouvoir être classée au numéro 0210 et que la Cour n'en ait pas tenu compte dans son interprétation de la position 0210?

Réponse

La Thaïlande ignore les raisons pour lesquelles ni les parties ni la Cour ne s'étaient appuyées dans l'affaire *Gausepohl* sur la Note complémentaire 6 b), qui disait que "les produits de la position 0210 sont soumis à un procédé de préparation".

La Thaïlande sait en revanche que la Note complémentaire 6 b) avait été instituée par le Règlement n° 3678/83 du 23 décembre 1983 (Règlement (CEE) n° 3678/83 de la Commission du 23 décembre 1983 concernant le classement tarifaire de certaines sortes de viandes assaisonnées et modifiant le règlement (CEE) n° 950/68 relatif au tarif douanier commun, J.O. L 366/53). Cette note, qui à l'époque était la Note complémentaire 6 c), est ainsi conçue:

> "Toutefois, les produits relevant des sous-positions 02.06 B I, 02.06 C I a) et 02.06 C II a) auxquels sont ajoutés des produits d'assaisonnement pendant leur fabrication restent classés dans lesdites sous-positions, pour autant que cela ne change pas leur caractère de produit relevant de la position 02.06".

Selon la Thaïlande, comme la Note complémentaire 6 b) avait été dûment publiée et était en vigueur à l'époque de l'affaire *Gausepohl*, les parties et la Cour auraient pu s'appuyer sur les dispositions de cette note indiquant que "les produits de la position 0210 sont soumis à un procédé de préparation".

ANNEXE C-6

OBSERVATIONS DE LA THAÏLANDE SUR LES RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(9 décembre 2004)

QUESTIONS POSÉES AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Question n° 87

De l'avis de la Thaïlande, le sens des positions de la Liste des CE doit être évalué par rapport au moment de la conclusion de l'Accord sur l'OMC. Le sens du terme "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 de la Liste des CE était à ce moment-là défini par le Règlement n° 535/94 qui avait été publié le 11 mars 1994 et était entré en vigueur dans la Nomenclature combinée des CE le 1er avril 1994. Comme l'a déclaré l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, "… le fait que les listes des Membres font partie intégrante du GATT de 1994 indique que, si chacune d'elles représente les engagements tarifaires pris par un Membre, elles ne représentent pas moins un accord commun entre tous les Membres" (paragraphe 109). L'interprète d'un traité doit évaluer la portée de l'engagement tarifaire que les CE ont pris en ce qui concerne la position 02.10 lorsqu'elles ont conclu l'Accord sur l'OMC le 15 avril 1994 pour établir les obligations des CE à l'égard de l'OMC. Pour déterminer s'il y a violation des obligations des CE, il faut se fonder sur la situation en vigueur à la date de l'établissement du Groupe spécial.

En outre, dans ce cas particulier, on aurait pu s'attendre à ce qu'au moment de la conclusion de l'Accord sur l'OMC, les négociateurs aient eu censément connaissance de la *législation* des CE, comme le Règlement n° 535/94, qui avait été publié et était en vigueur au moment de la conclusion du traité. On n'aurait pas pu s'attendre à ce que les négociateurs connaissent chaque arrêt de la Cour dans les CE parce que chaque arrêt concernait la situation de fait particulière dont était saisie la Cour. Par exemple, le dispositif de la décision dans l'affaire *Gausepohl* que les CE tentent d'invoquer en l'espèce ne se rapporte qu'à l'interprétation de la position 02.10 en ce qui concerne les viandes de l'espèce bovine. Par conséquent, l'interprétation que donne la Cour de la position 02.10 dans l'affaire *Gausepohl* n'a que peu d'utilité pour les commerçants exportant du poulet salé ou d'autres types de viandes vers les CE. Les amendements apportés par la législation, par contre, sont plus généralement applicables à des situations diverses. Le Règlement n° 535/94, qui s'applique à tous les types de viandes relevant de la position 02.10, est plus général et a donc une valeur d'information plus grande pour les commerçants qui exportent différents types de viandes.

Les Membres sont convenus dans l'accord sur les modalités d'utiliser le *niveau* des droits appliqué au 1er septembre 1986. Il est tout à fait courant de convenir au début de négociations commerciales multilatérales d'une date dans le passé qui serait utilisée pour déterminer les niveaux des droits auxquels s'appliquerait toute réduction tarifaire convenue. Cela garantit qu'aucun participant aux négociations ne peut accroître ses "atouts de négociation" au cours d'un cycle. Cette entente sur l'utilisation du niveau des droits ne peut pas être comprise comme signifiant que la portée de la Liste des CE devrait être déterminée au début du cycle. Cependant, la teneur de l'accord finalement conclu doit être déterminée par les circonstances en vigueur au moment de la conclusion de l'accord.

De fait, la Convention de Vienne indique clairement à l'article 31 que ce sont les termes du traité (tels qu'ils ont *été* négociés) qui doivent être interprétés, et à l'article 32 que ce sont les circonstances dans lesquelles le traité *a été conclu* auxquelles il peut être fait appel. La *Convention de Vienne* ne contient aucune référence aux circonstances lors du *lancement* des négociations du traité.

Question n° 97

Les CE disent qu'elles "n'ont connaissance d'aucune viande qui soit conservée uniquement à l'aide de sel ordinaire". Elles font ensuite observer qu'elles avaient précédemment mentionné le bacon comme le seul produit carné qui soit conservé uniquement par salage, mais déclarent maintenant qu'il serait plus exact de dire du bacon qu'il est "traité en salaison" plutôt que "salé" puisque l'on utilise en combinaison du sel ordinaire (NaCL), du nitrite et du nitrate de sodium dans le cadre de ce procédé (paragraphe 19). Or, l'intitulé de la position 02.10 ne contient pas l'expression "traité en salaison" mais mentionne uniquement "salés ou en saumure, séchés ou fumés". Par conséquent, la réponse des CE sous-entend, ce qui est étrange, que les viandes qui ont été traitées avec du sel ordinaire ne peuvent pas être considérées comme relevant du terme "salés" et que le bacon qui est normalement classé en tant que "viande salée" sous la position 02.10 ne devrait pas être considéré comme "salé", mais comme "traité en salaison", alors même que l'expression "traité en salaison" ne figure pas dans la position 02.10. L'interprétation des CE n'a pas de sens.

En outre, les CE ont obtenu l'avis d'un expert qui déclare qu'un minimum de 7 pour cent de sel dans la viande est nécessaire pour la conserver (pièce n° 32 des CE). (La Thaïlande note qu'il y a une contradiction apparente entre cette opinion d'expert et l'avis qui est donné dans l'affaire *Gausepohl* par l'Office fédéral de recherches sur les viandes, qui a indiqué qu'il fallait 4 à 5 pour cent de sel pour conserver la viande). En tout état de cause, au cours de la première réunion de fond avec les parties, les CE ont indiqué que les viandes contenant 3 pour cent de sel ou plus ne trouveraient pas de débouché commercial dans les CE. Par conséquent, les CE exigent que les viandes contiennent à des fins de conservation une teneur en sel si élevée qu'elles seraient immangeables et impropres à la consommation humaine. La Thaïlande fait observer que la note du Chapitre 2 indique ce qui suit: "[l]e présent chapitre ne comprend pas … en ce qui concerne les n° 02.01 à 02.08 et 02.10, les produits impropres à l'alimentation humaine". La Thaïlande estime qu'une teneur en sel de 7 pour cent rendrait les viandes "impropres à l'alimentation humaine". Par conséquent, les CE cherchent à établir un critère pour les viandes "salées" (c'est-à-dire une teneur en sel de 7 pour cent) qui, s'il était appliqué, ne permettrait pas de considérer le produit au titre du Chapitre 2.

Question n° 100

Aucun fondement juridique ni élément de preuve n'étayent l'autre argument des CE selon lequel la préparation doit "faire passer la viande à un état perceptiblement différent". Les CE citent leur pièce n° 5 pour étayer l'affirmation suivante: "toutes les viandes qui, à notre connaissance, sont classées sous la position 02.10, partagent cette caractéristique". Or, la Thaïlande fait observer que cette pièce est intitulée "Liste *non exhaustive* de produits carnés traditionnels *européens* salés et séchés/fumés". Cela sous-entendrait qu'il y a d'autres produits qui ne figurent pas sur cette liste qui pourraient, néanmoins, relever de la position 02.10. En outre, la Thaïlande note les éléments de preuve que le Brésil a présentés dans la pièce n° 43 du Brésil qui contient une liste partielle des produits énumérés dans la base de données du SH en ligne concernant les viandes salées pouvant être classées sous la sous-position 0210.90 (version du SH de 1996). Cette liste inclut des produits tels que la "viande de poulet salée" qui ne se présentent pas dans un "état perceptiblement différent" et qui n'ont pas de nom "générique" ni "spécifique", tel que le bacon ou le jambon de Parme. Pourtant, la base de données du Système harmonisé confirme le fait que "la viande de poulet salée" est un produit qui relève de la position 02.10.

Question n° 102

De l'avis de la Thaïlande, les CE n'ont pas montré que la notion de conservation était "au cœur" de la position 02.10 dans le Système harmonisé, dans leur propre Liste et dans leur Nomenclature combinée. Si d'ailleurs cela avait été le cas pour le Système harmonisé, l'OMD l'aurait alors probablement mentionné dans ses réponses à la première série de questions du Groupe spécial.

Les CE n'auraient pas non plus introduit, en 1983, la note complémentaire 6 a) dans leur Nomenclature combinée, qui est ainsi libellée: "… les produits relevant de la sous-position 02.06 [prédécesseur de la position 02.10] … auxquels sont ajoutés des produits d'assaisonnement pendant leur fabrication restent classés dans lesdites sous-positions …".

Question n° 109

La Thaïlande estime que les CE sont incapables de fournir au Groupe spécial tout élément de preuve complémentaire à l'appui de leur affirmation générale souvent répétée, selon laquelle "la législation et la pratique des CE appuient le principe de la conservation à long terme". De fait, les CE soumettent uniquement le tarif douanier commun des CE pour 1986 qui reproduit les positions de la NCCD. Le seul argument des CE est que la position 02.06 de la NCCD contient effectivement le même libellé que la position 02.10, qui, d'après les CE, "consacre" le principe de la conservation. Il demeure peu clair pour la Thaïlande en quoi le simple libellé de la position 02.10 "consacre" le principe de la conservation. En fait, la Thaïlande a démontré, tout au long de la présente procédure, comment le terme "salés" dans l'intitulé de la position 02.10 renvoyait à un procédé réalisé à des fins de préparation.

En outre, les CE n'ont cité qu'*une* seule affaire de la Cour européenne de justice antérieure au 1er septembre 1986, qui concernait le principe de la conservation régissant le classement au titre du Chapitre 2, à savoir l'affaire *Dinter*. L'affaire *Gausepohl*, qui est la seule autre affaire de la Cour européenne de justice concernant la conservation (bien que dans le contexte du classement des viandes de l'espèce bovine), ne fait que se référer à l'affaire *Dinter*.

Question n° 113

La Thaïlande fait observer que l'interprétation que donne la Cour de la position 02.10 ne concerne que les viandes de l'espèce bovine, et ne peut donc être considérée comme l'interprétation de la Cour pour toutes les viandes relevant de la position 02.10.

En outre, la Thaïlande fait observer que le contenu du Règlement n° 535/94 a été promulgué à de nombreuses reprises en tant que règlement de conseil par le biais de la publication annuelle de la Nomenclature combinée des CE. Elle fait aussi observer que la note complémentaire 7 n'a pas modifié la portée des sections ou des positions du Chapitre 2.

La Commission est habilitée à promulguer un règlement tel que le Règlement n° 535/94 précisant les critères à prendre en considération pour classer les produits sous la position 02.10.

Question n° 114

L'explication que donnent les CE de la relation entre l'affaire *Dinter*, la note complémentaire 6 a) et l'effet de l'arrêt dans l'affaire *van der Kolk* est trompeuse.

Dans l'affaire *Dinter* (arrêt publié le 17 mars 1983), la Cour a affirmé qu'"un critère aussi subjectif que le goût ne p[ouvait] pas être utilisé pour évaluer l'assaisonnement d'une viande". Le 23 décembre 1983, la Commission a introduit le Règlement n° 3678/83 sur le classement de certains types de viandes assaisonnées qui indiquait dans la note complémentaire 6 a) que "[s]ont considérées comme "viandes assaisonnées" les viandes non cuites, dont l'assaisonnement est réalisé en profondeur ou sur la totalité de la surface du produit et est perceptible à l'œil nu ou clairement perceptible au goût". La note complémentaire 6 a) a ensuite été incorporée dans le tarif douanier commun des CE par le biais du Règlement n° 3400/84 du Conseil. La question douanière initiale dans l'affaire *van der Kolk* était que le classement sous la position 16.02 avait été refusé parce que l'assaisonnement du produit à base de poulet n'avait pas été réalisé sur toute la surface et n'était pas perceptible au goût.

Le produit a donc été classé sous la position 02.02, et l'importateur est devenu de ce fait passible des droits de douane correspondant à cette position.

L'importateur a alors fait appel devant la Tariefcommissie qui s'est interrogée sur la question de savoir si la note complémentaire 6 a) était conforme aux critères de la Convention sur la nomenclature de Bruxelles (ancienne méthode de classement des marchandises qui a précédé l'introduction du Système harmonisé). La question dont était saisie la Cour européenne de justice était la suivante:

> Premièrement, le point de savoir si le Conseil avait dépassé la marge d'appréciation dont il disposait pour interpréter le tarif douanier commun lorsqu'il a adopté la note complémentaire 6 a) et,
>
> deuxièmement, le point de savoir si la note complémentaire 6 a) avait modifié la portée des chapitres, sections et positions de la Nomenclature de Bruxelles.

La Cour a répondu non à ces deux questions. Aux fins du présent différend, il est utile d'examiner en détail les raisons qui ont motivé l'arrêt de la Cour dans l'affaire *van der Kolk*. Premièrement, la Cour a noté que, dans l'affaire *Dinter*, elle avait estimé qu'un critère aussi subjectif que le goût ne pouvait pas être utilisé à des fins de classement. Cependant, la Cour a ensuite précisé que cet arrêt avait été rendu dans deux circonstances différentes: premièrement, il n'y avait pas de règlement interprétant le tarif douanier commun *et* deuxièmement, il n'y avait pas de norme ISO venant confirmer l'objectivité de l'évaluation sensorielle. (Contrairement à ce qu'affirment les CE, rien n'indique, dans l'arrêt de la Cour, que la norme ISO était le "changement de circonstance décisif".) La Cour a estimé que le Conseil n'avait pas dépassé la marge d'appréciation dont elle disposait en établissant que le "goût" pouvait être utilisé à des fins de classement. Deuxièmement, la Cour a estimé que la note complémentaire 6 b) ne modifiait pas la portée des chapitres, sections ou positions de la Nomenclature de Bruxelles. Par conséquent, la Cour, dans l'affaire *van der Kolk*, a confirmé la validité de la note complémentaire 6 a) qui, comme l'ont confirmé les CE, s'applique actuellement. En d'autres termes, la Cour a confirmé la validité de la note complémentaire 6 a) parce qu'elle n'excédait pas les limites de l'autorité de la Commission ou du Conseil.

Le Règlement n° 535/94 (note complémentaire 7) peut être analysé en utilisant la même approche que celle que la Cour a utilisée pour examiner la validité de la note complémentaire 6 b). Premièrement, la Thaïlande estime que la Commission agissait dans les limites de son pouvoir discrétionnaire en promulguant le Règlement n° 535/94. Deuxièmement, elle estime que le Règlement n° 535/94 ne modifie pas la portée des chapitres, sections et positions du Système harmonisé ni de la Nomenclature combinée des CE ni de la Liste des CE. Il précisait simplement les critères objectifs à prendre en considération pour le classement des produits sous la position 02.10.

La Thaïlande n'est pas d'accord pour dire que la définition des "viandes salées", en tant que produit carné contenant 1,2 pour cent de sel ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes les parties, pourrait être considérée comme modifiant la portée de la position 02.10. Les CE se réfèrent uniquement à leur argument selon lequel le salage à un tel niveau n'assure pas la conservation. Mais les CE n'ont pas prouvé que le salage visé à la position 02.10 avait le sens de "conservation". Elles n'ont toujours pas réussi à trouver dans la jurisprudence des CE une autre affaire que les arrêts *Dinter* et *Gausepohl* à l'appui de leur affirmation. Elles se sont contentées de citer les positions de la NCCD et du SH sans démontrer clairement comment le salage avait le sens de "conservation".

Question n° 121

En ce qui concerne le premier paragraphe de la réponse des CE, la Thaïlande ne souscrit pas à l'opinion selon laquelle "les parties au différend sont toutes d'accord pour considérer que la règle générale 3 n'est pas applicable en l'espèce". La Thaïlande renvoie le Groupe spécial à sa discussion de la règle générale 3 dans sa première communication écrite (pages 33 à 35), sa deuxième communication écrite (pages 12 à 14) et sa déclaration liminaire à la deuxième réunion de fond avec les parties (paragraphes 24 et 25).

ANNEXE C-7

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL, LA THAÏLANDE ET LE BRÉSIL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(14 octobre 2004)

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

19. Quel est l'effet juridique de la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003? En particulier:

a) Cet effet juridique se limite-t-il à la révocation de certains avis de RTC délivrés par l'Allemagne, ou a-t-il une portée plus vaste? Dans le second cas, veuillez expliquer.

L'article premier de la Décision de la Commission 2003/97/CE du 31 janvier 2003 en limite l'effet à la révocation des RTC énumérés à l'annexe de cette décision.

b) Cet effet juridique se limite-t-il à l'Allemagne, ou la Décision s'applique-t-elle de manière plus générale, en totalité ou en partie, à l'ensemble des États membres des CE? Dans le second cas, veuillez expliquer.

Aux termes de l'article 249 du Traité CE (qui règle les compétences des CE et de leurs institutions), "la décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne". L'article 2 de la Décision 2003/97/CE de la Commission dit que "la République fédérale d'Allemagne est destinataire de [cette] décision". En conséquence, l'effet juridique de la Décision 2003/97/CE est limité à l'Allemagne.

c) Les considérants des décisions de la Commission des CE peuvent-ils produire un effet juridique? Dans l'affirmative, veuillez expliquer quel est l'effet juridique, pour autant qu'ils en aient un, des considérants 7 et 8 de la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003 en ce qui concerne l'interprétation et l'application du Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission.

L'article 253 du Traité CE exige que les actes législatifs des institutions communautaires soient "motivés". Les considérants de la Décision 2003/97/CE de la Commission exposent par conséquent les raisons pour lesquelles la décision a été adoptée. Cela dit, l'effet juridique de la Décision découle de son dispositif.

20. S'agissant des Règlements (CE) n° 1871/2003 et 2344/2003 de la Commission:
a) Comment les CE définissent-elles le ou les effets juridiques de ces règlements en ce qui concerne les morceaux de poulet congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et qui présentent une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent, par comparaison avec le ou les effets juridiques liés au Règlement (CE) n° 1223/2002 et à la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003?

Les CE tiennent à noter tout d'abord qu'aucun de ces deux règlements ne relève du mandat du Groupe spécial. Le Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission insère dans la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la Nomenclature combinée des CE le membre de phrase "pour

autant que le salage soit l'opération qui garantit une conservation à long terme", en vue de préciser et confirmer que pour qu'une viande puisse être considérée comme "salée" au sens du n° 02.10, il faut que le salage soit suffisant pour garantir la conservation. Ce règlement modifie le texte de la *Nomenclature combinée* qui était en vigueur en 2003. Quant au Règlement (CE) n° 2344/2003 de la Commission, il apporte une série de modifications au texte de la Nomenclature combinée pour 2004, y compris les éléments déjà introduits par le Règlement n° 1871/2003.

La Note complémentaire 7 s'applique à la position 02.10 de la *Nomenclature combinée* en général. C'est-à-dire qu'elle s'applique à toutes les viandes qui sont présentées pour l'importation sous le n° 02.10. Par contre, le Règlement n° 1223/2002 de la Commission concerne le classement des marchandises précisément désignées dans la colonne 1 de l'annexe de ce règlement, à savoir, les "morceaux de poulet désossés, congelés et imprégnés de sel dans toutes leurs parties. Ils présentent une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids. Le produit est congelé à cœur et doit être conservé à une température inférieure à - 18 °C pour garantir une conservation d'un an au moins". De même, la Décision 2003/97/CE concerne les produits précis désignés dans les RTC énumérés à l'annexe de cette décision.

b) Les morceaux de poulet congelés qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et qui présentent une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent pourraient-ils être classés sous la position 0210.90.20 de la Nomenclature combinée des CE par suite de l'application des règlements n° 1871/2203 et 2344/2003 de la Commission? Dans l'affirmative, veuillez préciser dans quelles circonstances ou à quelles conditions? Dans la négative, veuillez préciser sous quelle position de la Nomenclature combinée de tels produits seraient classés.

Les produits en question ne pourraient être classés sous la position 02.10 que s'ils avaient été salés à des fins de conservation.

21. Au paragraphe 1 de la première communication écrite des CE et au paragraphe 4 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les CE estiment que le produit en cause n'est rien d'autre que du "poulet à goût salé". Les CE pourraient-elles préciser plus avant ce qu'elles entendent par cette description des produits en cause?

L'expression "poulet à goût salé" signifie que du sel est ajouté au produit en cause comme ingrédient, ce qui fait que ce poulet a un goût de sel, par opposition au poulet qui est conservé par salage. Toutefois, il n'est jamais consommé par l'utilisateur final comme "poulet à goût salé", parce que, comme les plaignants l'expliquent, il est toujours transformé en produits plus élaborés, dans lesquels le sel n'est qu'un ingrédient parmi d'autres.

22. Les CE pourraient-elles commenter les arguments avancés par le Brésil et la Thaïlande dans leurs déclarations orales à la première réunion de fond (au paragraphe 20 dans le cas du Brésil et aux paragraphes 47 et 49 dans le cas de la Thaïlande), selon lesquelles les exportateurs sont dans leur droit lorsqu'ils "cherchent la voie de la moindre résistance" et mettent au point des produits qui réduisent au minimum leurs coûts, y compris les droits de douane?

Les CE ne contestent pas le droit des exportateurs de concevoir leurs produits de manière à ce qu'ils se classent sous telle ou telle position tarifaire. Tantôt ils réussissent, tantôt ils échouent. En tout état de cause, la question décisive est de savoir si oui ou non le produit considéré entre dans le champ couvert par la ligne tarifaire considérée. Le produit exporté par la Thaïlande en 1996 et par le Brésil en 1998, c'est-à-dire, les morceaux de poulet désossés et congelés, additionnés de 1,2 à 2,9 pour cent de sel, n'entrent pas pour autant dans le champ d'application de la position 02.10. C'est pourquoi la tentative du Brésil et de la Thaïlande pour "chercher la voie de la moindre résistance" n'a pas réussi.

23. Existe-t-il des principes directeurs pour aider les fonctionnaires des douanes des CE à déterminer si le salage assure une conservation à long terme, ou ces fonctionnaires procèdent-ils à cette évaluation au cas par cas?

Il n'existe pas de principes directeurs spéciaux pour déterminer quand le salage assure la conservation à long terme. Ceux qui pourraient être nécessaires sont spécifiés dans les notes complémentaires ou les notes explicatives de la Nomenclature combinée. Toutefois, en pratique, de tels principes directeurs n'ont jamais été nécessaires, parce que l'application du n° 02.10 n'a jamais posé de problème (à l'exception des faits en cause dans l'affaire *Gausepohl* et dans le présent différend), car il n'y a guère eu de contestation quant au groupe de produits qui relève de cette position.

24. Les CE sont priées d'expliquer ce qu'il faut entendre par "caractère" dans l'annexe du Règlement (CE) n° 1223/2003 et dans le considérant 7 de la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003.

Ces deux références renvoient au fait que le produit en cause n'entre pas dans le champ couvert par la position tarifaire 02.10. En d'autres termes, il ne possède pas les caractéristiques nécessaires (conservation par salage) pour relever du numéro 02.10.

25. Les CE ont-elles mis en place un quelconque mécanisme qui empêcherait que le droit perçu sur les importations des produits visés par le Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission et la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003 excède 15,4 pour cent *ad valorem*?

Ces produits relèvent de la position 0207 et sont assujettis aux droits applicables aux lignes tarifaires correspondantes du Tarif douanier commun des CE. À l'heure actuelle, les CE n'ont pas de mécanisme qui soumette les produits visés par le Règlement n° 1223/2002 et la Décision 2003/97/CE mais relevant de la position 0207 à un droit n'excédant pas 15,4 pour cent *ad valorem*. Cela dit, à leur avis, la mise en place d'un tel mécanisme n'était pas nécessaire, parce que le produit en cause ne peut pas être admis au bénéfice de la concession communautaire d'un taux de droit de 15,4 pour cent *ad valorem* au titre de la position 02.10.

26. En ce qui concerne le paragraphe 45 de la première communication écrite des CE, s'il n'existe pas de documents traitant du pourcentage de sel nécessaire à la conservation du poulet, comment les CE peuvent-elles être certaines que le fait d'imprégner de sel des morceaux de poulet désossés de façon que leur teneur en sel soit comprise entre 1,2 et 3 pour cent n'assure pas leur conservation à long terme?

Les CE ne voient pas de désaccord entre les parties sur le fait qu'une teneur en sel qui va de 1,2 à 3 pour cent est insuffisante pour garantir la conservation. Ni le Brésil ni la Thaïlande n'ont prétendu que le produit précis en cause ait été salé à des fins de conservation. De plus, le Brésil considère que "les morceaux de poulet salés […] sont correctement conservés lorsque la teneur en sel va de 9 à 11 pour cent et au-delà".[1] Les CE considèrent, à en juger par la généralité des publications qu'elles ont examinées, que la teneur en sel nécessaire pour garantir la conservation varie selon le type de viande, la découpe de cette viande et d'autres facteurs environnementaux qui peuvent avoir un effet sur les mécanismes d'altération des aliments.

27. Au paragraphe 45 de leur première communication écrite, les CE font état d'une "absence de pratique en matière de salage des volailles à des fins de conservation". Malgré l'absence d'une telle pratique, les CE ont donné à entendre tout au long de leur première communication écrite que ne sont classés comme produits salés relevant de la position 0210 que

[1] Brésil, première communication écrite, paragraphe 85.

les produits où le sel a été utilisé comme agent conservateur. De plus, les mesures qui sont contestées par les plaignants donnent à penser qu'une teneur en sel supérieure à 3 pour cent est nécessaire à la conservation des morceaux de poulet désossés. Les CE estiment-elles vraiment qu'il n'y a aucun commerce de morceaux de poulet désossés ayant une teneur en sel supérieure à 3 pour cent? Les CE importent-elles des morceaux de poulet salés relevant de la position 0210.90.20? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails sur ces importations.

Les CE n'ont connaissance d'aucun commerce de morceaux de poulet désossés dont la teneur en sel soit supérieure à 3 pour cent. Elles n'ont pas connaissances d'importations d'un tel produit sous la position 0210.90.20 (telle qu'elle apparaît dans la Liste des CE). Autant qu'elles sachent, il n'existe pas de pratique commerciale du salage du poulet à des fins de conservation.

28. Que pensent les CE de l'idée exprimée par le Brésil et la Thaïlande aux paragraphes 55 et 44, respectivement, de leurs déclarations orales à la première réunion de fond, selon laquelle la pratique en matière de classification des exportations est moins pertinente que la pratique en matière de classification des importations, étant donné que les marchandises exportées ne donnent pas lieu à la perception de droit?

Le Brésil et la Thaïlande prétendent que "la classification douanière des produits destinés à l'exportation n'est pas pertinente pour déterminer la pratique d'un Membre en matière de classification douanière".[2] La distinction que les plaignants font à ce propos selon que les produits sont destinés à l'exportation ou à l'importation n'a aucun fondement en droit et vise seulement à détourner l'attention de leurs propres pratiques en la matière. Importations et exportations devraient être classées suivant les mêmes principes. C'est ce qui est admis à l'article 3.1 a) de la *Convention sur le Système harmonisé*, lequel exige que les nomenclatures tarifaires et statistiques soient conformes au Système harmonisé. Dans le préambule de la Convention, il est question de favoriser "l'établissement d'une corrélation aussi étroite que possible entre les statistiques du commerce d'importation et d'exportation, d'une part, et les statistiques de production, d'autre part". En matière d'accès aux marchés, le négociateur a besoin de données exactes sur lesquelles s'appuyer pour négocier des concessions tarifaires. C'est ce qu'avaient reconnu les Parties Contractantes du GATT dans leur décision de 1983 sur le Système harmonisé, où elles notaient:

> Outre les avantages qu'elle présente du point de vue de la facilitation du commerce et de l'analyse des statistiques commerciales, l'adoption du Système harmonisé assurerait, selon le GATT, une plus grande uniformité des classifications douanières des pays et permettrait ainsi à ces derniers de mieux surveiller et protéger la valeur des concessions tarifaires.[3]

Comme l'a dit l'Organe d'appel, les négociations tarifaires sont un processus d'"offres" et de "demandes" entre Membres exportateurs et Membres importateurs.[4] Il est donc nécessaire de s'entendre sur une base commune pour classer les marchandises. Les plaignants ont donc tort de donner à entendre que la classification des exportations serait si peu que ce soit moins pertinente que celle des importations.

29. Au paragraphe 25 de leur première communication écrite, les CE demandent pourquoi l'opération de barattage qui vise à ajouter 1,2 à 3 pour cent de sel s'effectue en Thaïlande. Au paragraphe 48 de sa déclaration orale à la première réunion de fond, la Thaïlande explique que

---

[2] Déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 44.

[3] Décision des Parties Contractantes du 12 juillet 1983 (L/5470/Rev.1), *Implications du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises pour les concessions accordées dans le cadre du GATT*, GATT, IBDD S/30, pages 17 à 22, paragraphe 1.2. Citée au paragraphe 61 de la première communication écrite des CE.

[4] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, *op. cit.*, paragraphe 109.

les coûts pertinents sont plus faibles dans les CE. Les CE pourraient-elles commenter cette explication donnée par la Thaïlande?

Sauf erreur de la part des CE, c'est en Thaïlande que les coûts sont plus faibles, selon la référence citée par le Groupe spécial.

La question des CE conserve toute sa pertinence et sa validité parce que le barattage effectué en Thaïlande est nécessairement répété dans les États membres des CE. L'industrie alimentaire européenne va procéder sur le même poulet au barattage ou à l'injection en vue d'ajuster la teneur en sel (si besoin est), d'ajouter des épices, d'autres ingrédients et un traitement supplémentaire finalement superflu, conçu, pour autant que les CE le sachent, uniquement pour les exportations vers le marché communautaire et uniquement pour éviter le droit qui y est appliqué aux poulets congelés (par comparaison avec les viandes salées). Ainsi, même si les coûts de main-d'œuvre thaïlandais sont plus faibles, le barattage en Thaïlande ne permet pas de réduire les coûts de transformation du poulet.

Comme il sera indiqué plus en détail encore dans la réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, l'industrie alimentaire préfère en général que le produit ne soit pas baratté ou injecté dans le pays d'exportation, parce que cela donne à l'exportateur une chance d'en accroître le poids en y ajoutant de l'eau et, partant, d'en gonfler le prix.

30. Au paragraphe 33 de leur déclaration orale à la première réunion de fond, les CE font référence à une décision douanière des États-Unis de novembre 1993 et notent que, dans cette décision, il a été constaté que le produit en cause relevait des positions 0201 ou 0202 (selon qu'il était frais ou congelé), et non de la position 0210. Les CE pourraient-elles citer les aspects spécifiques de cette décision qui étayent l'opinion selon laquelle la viande congelée ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène devrait être classée sous la position 0207 plutôt que sous la position 0210 de la Liste des CE.

La décision des États-Unis de 1993 concerne le "classement tarifaire de la viande de bœuf désossée, fraîche ou congelée, contenant 3 pour cent de sel ajouté, en provenance de Nouvelle-Zélande". Le salage est décrit dans cette décision comme suit: "cette viande est barattée, pour libérer la myosine de la viande et en accroître ainsi la capacité d'absorption. Tandis que la viande est barattée, il y est ajouté dans les 3 pour cent de sel en poids, et le barattage est poursuivi jusqu'à ce que le sel ait été intégralement absorbé".

Les CE croient comprendre que ce traitement donne une viande de bœuf "salée en profondeur de manière homogène", mais ne la conserve pas. En d'autres termes, la viande en question était dans le même état que le produit en cause. Cette viande était classée par les douanes des États-Unis dans la position 0201 ou 0202, qui sont pour la viande de bœuf les positions correspondant à la position 0207 pour le poulet. Ainsi, la logique de cette décision va entièrement dans le sens des conclusions des CE.

31. Que signifie l'expression "imprégné de sel" dans les mesures contestées? Veuillez indiquer le ou les procédés auxquels la viande de poulet doit avoir été soumise et/ou les qualités qu'elle doit posséder pour être réputée avoir été imprégnée de sel.

L'expression "imprégné de sel" n'apparaît que dans la désignation du produit de la colonne 1 de l'annexe du Règlement n° 1223/2002 et dans le considérant 1 du préambule de la Décision 2003/97/CE. Dans le Règlement, elle sert à désigner le produit en cause, et cette désignation se retrouve dans le premier considérant du préambule de la décision en question.

La formule "salage imprégné" figure comme condition obligatoire dans le Règlement n° 535/94 (ainsi que dans l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire *Gausepohl*): elle est destinée à distinguer les produits qui ont été salés à des fins de conservation de ceux qui ont été simplement

saupoudrés de sel. Les types de procédés envisagés dans cette expression sont ceux qui aboutissent à la conservation du produit par salage.

32. Quelle différence y a-t-il, pour autant qu'il y en ait une, entre une viande qui a été "imprégnée" de sel et une viande qui a fait l'objet d'un salage "imprégné en profondeur de manière homogène"? Le procédé correspondant au second cas diffère-t-il de celui qui correspond au premier? Dans l'affirmative, veuillez expliquer.

Par "de manière homogène", on veut dire que le sel a été également réparti dans toute la viande. Les CE croient comprendre qu'il ne suffit pas, pour conserver un produit par salage, de se borner à l'imprégner de sel (même en profondeur) dans une seule partie – c'est la pièce de viande tout entière qu'il faut saler, faute de quoi l'altération de la partie non salée se répandra pour gagner la partie salée. Il peut donc se trouver qu'une viande simplement imprégnée de sel ne soit pas salée à des fins de conservation.

33. Les CE qualifient-elles les Règlements (CE) n° 1789/2003 et 2344/2003 de la Commission de révisions annuelles de la Nomenclature combinée des CE, au sens de l'article 12 du Règlement n° 2658/87? Dans l'affirmative, pourquoi a-t-il été publié deux révisions annuelles en 2003? Dans la négative, veuillez préciser comment ces règlements devraient être qualifiés.

Le Règlement (CE) n° 1789/2003 de la Commission, qui reproduit la version complète de la *Nomenclature combinée* (voir son considérant 6) pour l'année 2004, remplace l'intégralité de l'annexe I du Règlement (CE) n° 2658/87 du Conseil. Adopté le 11 septembre 2003, il est entré en vigueur le 1er janvier 2004. Le Règlement (CE) n° 2344/2003 de la Commission du 30 décembre 2003 apporte certains changements à la version complète de la *Nomenclature combinée* pour 2004, annexée au Règlement n° 1789/2003 pour tenir compte des modifications de la *Nomenclature combinée* en vigueur en 2003 qui étaient postérieures au 11 septembre 2003.

Le Règlement n° 1871/2003 du 23 octobre 2003 était au nombre de ces modifications. C'est ce qui explique la mention de la note complémentaire 7 du chapitre 2 à l'annexe du Règlement n° 2344/2003.

34. Au paragraphe 94 de leur première communication écrite, les CE déclarent que la désignation des produits figurant dans le Règlement (CE) n° 1223/2002 correspondait aux désignations des produits figurant dans les RTC. Les CE sont priées de fournir des copies des RTC qui ont servi de base au Règlement (CE) n° 1223/2002.

Le considérant 4 et l'article 2 évoquent l'existence de RTC qui étaient incompatibles avec la décision de classement exposée à l'annexe du Règlement n° 1223/2002. Ce règlement ne reposait pas explicitement sur certains RTC, il était plutôt destiné à redresser les erreurs d'interprétation qui avaient servi de base à des RTC. Les CE ont fourni, dans leur pièce n° 24, un certain nombre de RTC pertinents, d'où il ressort que leur teneur en sel variait de 1,2 à 1,9 pour cent.

35. En ce qui concerne les statistiques reproduites au tableau 1 (page 21) de la première communication écrite des CE, les CE sont priées de fournir des renseignements détaillés sur la teneur en sel des produits relevant de la catégorie "autres viandes salées".

Le tableau 1 de la première communication écrite des CE porte sur les importations de la période 1986 à 1993. Les déclarations d'importation ne sont pas centralisées mais gérées par les autorités douanières des États membres. Il est peu probable que celles de cette période soient encore accessibles, et il est par surcroît peu probable qu'elles mentionnent la teneur en sel des produits en question. Les CE n'ont pas su trouver de documents attestant la teneur en sel de ces produits.

36. Les CE disent, au paragraphe 43 de leur première communication écrite, que le procédé de salage est réversible. Peut-on dire de même des procédés de saumurage, de séchage ou de fumage de la viande? Veuillez expliquer, en fournissant des éléments de preuve à l'appui.

Sauf erreur de la part des CE, la conservation assurée par tel séchage ou le fumage des produits n'est pas réversible. Cela tient à ce que ces procédés provoquent des changements chimiques et physiques irréversibles dans la viande.

37. Les CE sont priées d'expliquer ce qu'elles entendent aux paragraphes 43 et 135 de leur première communication écrite lorsqu'elles disent que le salage est "en grande partie" réversible. En particulier, il leur est demandé d'indiquer, en donnant suffisamment d'éléments à l'appui, la mesure dans laquelle le salage est réversible.

Les CE croient comprendre qu'en théorie le sel ordinaire (chlorure de sodium, NaCl) qui a été ajouté à la viande peut être entièrement éliminé, par osmose. Toutefois, cette élimination exigerait des techniques sophistiquées et serait onéreuse. Elle n'est donc pas utilisée à des fins commerciales. En revanche, il est assez courant, pour réduire la teneur en sel des morceaux de poulet salés importés, de recourir au barattage avec du poulet moins salé, tout en y ajoutant d'autres ingrédients, ainsi qu'on le verra à propos des questions n° 60 et 61 du Groupe spécial.

Les CE renvoient le Groupe spécial, pour un exemple de dessalage, à l'exposé du dessalage de la morue salée qu'elles ont fourni dans leur première communication écrite (voir le paragraphe 39 et la note de bas de page 27).

Autant que les CE sachent, la conservation de la viande par "salage" comporte souvent l'emploi non seulement de chlorure, mais encore de nitrate et de nitrite de sodium. Ces derniers se combinent au pigment musculaire, la myoglobine, pour former de la nitrosomyoglobine, de couleur rouge. Ce processus est irréversible. Le chlorure de sodium résiduel pourrait être réduit par osmose.

38. Les CE pourraient-elles étayer le point de vue exprimé au considérant 4 du Règlement (CE) n° 1871/2003, selon lequel tous les procédés énumérés à la position 0210 visent à garantir la conservation à long terme?

Le Règlement n° 1871/2003 ne figurait pas parmi les mesures indiquées par les plaignants dans leurs demandes d'établissement du Groupe spécial. Cela dit, l'exercice d'interprétation auquel les CE se livraient dans les considérants du Règlement n° 1871/2003 est semblable à celui auquel le Groupe spécial doit procéder. Au surplus, le point de vue exprimé au considérant 4 correspond aux arguments que les CE ont développés devant le Groupe spécial – conformément à leur position constante – au sujet des conclusions à tirer, pour l'interprétation du terme "salés", du contexte de ce terme, à savoir les termes "en saumure", "séchés" et "fumés". Comme les CE l'ont exposé dans leur première communication écrite (aux paragraphes 127 à 139) et leur déclaration orale (paragraphes 10 à 16), le sens ordinaire de tous ces termes a trait à des méthodes de conservation des viandes, par opposition aux méthodes destinées à ajouter des ingrédients. En l'espèce, les exportateurs brésiliens et thaïlandais se bornent à ajouter les ingrédients – procédé qui ne range pas le produit en cause dans la position 02.10.

39. Les CE sont invitées à commenter l'observation formulée par la Thaïlande aux paragraphes 13 et suivants de sa déclaration orale à la première réunion de fond selon laquelle, lorsque les CE ont voulu faire de la conservation un critère pertinent dans leur Liste, elles l'ont fait de façon explicite.

Les CE ne sont pas convaincues par l'argument que la Thaïlande tire d'autres cas où le SH utilise explicitement le terme conservation pour conclure que la mention du terme "congelés" au n° 0207 et tous les procédés mentionnés au n° 02.10 puissent renvoyer à des procédés de

conservation. Les termes "congelés" et "séchés", "salés", "fumés", "en saumure" impliquent nécessairement que la viande est conservée. Il n'y a par conséquent aucun besoin de le dire expressément, car ce serait redondant. La lecture *a contrario* suggérée par la Thaïlande ne repose sur rien. D'ailleurs, la Thaïlande se contredit. Dans sa première communication écrite, elle déclarait que le terme "congelés", dans la Liste des CE, a trait aux "produits conservés par […] réfrigération", et pourtant, le terme "conservation" n'est pas mentionné à propos du terme "congelés" dans leur Liste.[5]

En outre, à examiner de plus près le chapitre 8, dont la Thaïlande fait état, il se confirme que, comme le pensent les CE, les procédés désignés au n° 02.10 sont destinés à assurer une conservation à long terme. Le libellé de l'intitulé de la position 08.14 est capital à cet égard. Il dit ceci:

> Écorces d'agrumes ou de melons (y compris de pastèques), fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées.

La position 08.14 juxtapose les écorces d'agrumes ou de melons qui sont "congelées" ou "séchées" et celles qui sont "provisoirement conservées" dans l'eau salée. Comme nous le disions tout à l'heure, les termes "congelées" et "séchées" impliquent que les fruits sont conservés par les procédés de la congélation et du séchage. Lorsque la conservation n'est que provisoire, cela doit être expressément indiqué.

40. Aux paragraphes 80 et suivants de leur première communication écrite, les CE font référence à la décision rendue par la Cour de justice européenne dans l'affaire *Gausepohl* qui, font-elles valoir, étaye la proposition selon laquelle le chiffre de 1,2 pour cent pour la teneur en sel a été fixé en tant que valeur minimale au-dessus de laquelle un produit carné pouvait être conservé seulement par salage. Sur quelle base a été fixé ce chiffre de 1,2 pour cent? Il est probable que la Cour de justice européenne avait à l'esprit certains produits carnés pour lesquels une teneur en sel de 1,2 pour cent suffirait à assurer la conservation. Si tel est le cas, quelle est la viande à laquelle se référait la Cour de justice européenne?

Pour répondre à cette question, il est utile de rappeler l'arrière-plan procédural de l'affaire *Gausepohl*. Celle-ci était née de deux décisions des autorités douanières de Hambourg classant des "viandes de l'espèce bovine présentant une teneur en sel de 0,71 pour cent et de 1,2 pour cent" respectivement, dans la position 0202. L'importateur *Gausepohl* avait introduit un recours contre les autorités de Hambourg en faisant valoir que ces viandes auraient dû être classées comme "salées" au n° 02.10. Le juge allemand (Bundesfinanzhof) fut obligé de surseoir à statuer pour demander à la Cour de justice une décision préjudicielle, car sa propre décision exigeait une interprétation de la *Nomenclature combinée*, instrument de droit communautaire. Dans sa demande, le Bundesfinanzhof posait deux questions précises à la Cour (et c'est aux juridictions qui adressent de telles questions qu'il appartient de les formuler). La première concernait le classement correct des expéditions en cause. Toutefois, le Bundesfinanzhof avait aussi considéré qu'il serait utile d'obtenir davantage de clarté en général au sujet de l'interprétation de la position 02.10, parce que la seconde question portait sur la teneur en sel nécessaire et les autres conditions qui "doivent … être réunies pour que la viande bovine puisse être classée dans la position 02.10 en tant que viande salée".[6]

Ni *Gausepohl*, ni l'autorité douanière allemande, partie défenderesse, ni la Belgique ni la Commission européenne (en qualité d'intervenantes), pas plus que le Bundesfinanzhof lui-même ne doutaient le moins du monde que le procédé de salage mentionné au n° 02.10 devait nécessairement aboutir à la conservation. En revanche, des doutes sérieux furent exprimés quant à la possibilité de fixer catégoriquement une teneur en sel permettant de considérer toutes viandes comme conservées.

[5] Thaïlande, première communication écrite, paragraphe 72.

[6] Rapport d'audience, Affaire C-33/92 (pièce n° 14 des CE), paragraphe 12 (BFH); 14 (autorités douanières allemandes), paragraphe 20 (le plaignant *Gausepohl*); 22 (gouvernement belge) et 27 (Commission).

Selon certains, cette décision devait être prise au cas par cas.[7] L'avocat général, M. Tesauro, considérait que la teneur minimale en sel ne pouvait être déterminée qu'"en procédant par élimination" (paragraphe 5) et il a souligné qu'une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent ne devait pas être considérée comme décisive. La Commission a admis en cours de procédure la nécessité pour les autorités douanières de disposer d'un point de référence sous la forme d'un pourcentage minimum de sel en deçà duquel il peut être exclu que la viande bovine ait été salée à des fins de conservation à long terme.[8]

C'est pourquoi la Cour de justice a entrepris, au paragraphe 13 de son arrêt, d'établir le pourcentage minimal qu'une viande doit atteindre pour être classée dans la position 02.10. Elle a envisagé les différentes teneurs en sel minimales suggérées par les participants: 4 à 5 pour cent par la Commission européenne, suivant l'avis de l'Office fédéral de recherches sur les viandes de Kulmbach, 2 pour cent par l'Allemagne et 1,2 pour cent par la Belgique. Le seuil de 1,2 pour cent était simplement le plus faible (paragraphe 14) de tous ceux qu'avaient indiqués les parties intéressées et il était très nettement inférieur à celui que les experts scientifiques avaient jugé nécessaire pour garantir la conservation. Aux paragraphes 14 et 15, la Cour dit ce qui suit:

> À cet égard, les éléments du dossier font apparaître des divergences entre les pourcentages retenus par les autorités des différents États membres. Ces éléments permettent toutefois de chiffrer à 1,2 pour cent par poids la teneur globale en sel minimale pour la conservation d'une viande à long terme. Par conséquent, ainsi que l'a proposé le gouvernement belge dans ses observations écrites et la Commission à l'audience, il y a lieu de retenir ce pourcentage minimal pour la classification d'une viande dans la position 0210.[9]

Il s'ensuit que selon la Cour, il peut être exclu dans la totalité des cas qu'un salage inférieur à 1,2 pour cent puisse assurer une conservation à long terme.

41. Les CE pourraient-elles préciser la signification, pour autant qu'il y en ait une, qu'il conviendrait de donner aux décisions rendues dans les affaires *Dinter* et *Gausepohl* suite à la promulgation du Règlement (CE) n° 1223/2002 et de la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003?

Dans leur première communication écrite, les CE ont expliqué (aux paragraphes 64 et suivants) les principes du droit communautaire applicables aux questions de classification douanière et se sont penchées en particulier sur la question de la valeur juridique des divers instruments. De plus, dans leur déclaration orale (au paragraphe 36), elles ont souligné que la Commission n'a pas le pouvoir de "modifier le contenu des positions tarifaires qui ont été établies sur la base du *Système harmonisé* instauré par la Convention".[10] Au sein des CE, les sources autorisées d'interprétations du Système harmonisé sont les juridictions européennes, et en particulier la Cour de justice. Dans leur première communication écrite, les CE expliquent la portée juridique des arrêts *Dinter* et *Gausepohl*. En ce qui concerne le champ couvert par les positions tarifaires (qui est la question que nous avons à résoudre), cette portée ne saurait avoir été modifiée par les mesures en question. En d'autres termes, le Règlement n° 1223/2002 et la Décision 2003/97/CE (de même que le Règlement n° 535/94) doivent être lus conjointement avec cette jurisprudence de la Cour. Ces actes confirment tous trois et/ou appliquent le sens donné aux termes de la position 02.10 par l'interprétation de la Cour.

---

[7] *Id.*, paragraphes 22 et 25 (gouvernement belge), paragraphes 31 et 37 et 39 (Commission).
[8] Opinion de M. Tesauro, Affaire C-33/92, paragraphe 7.
[9] Pièce n° 14 des CE.
[10] Affaire C-267/94, *République française contre Commission*, Rec. CJCE 1995, page I-4845, paragraphe 20 (pièce n° 22 des CE).

42. Si, comme les CE l'affirment aux paragraphes 72 et suivants de leur première communication écrite, le principe selon lequel les produits relevant de la position 0210 doivent avoir été salés à des fins de conservation à long terme est aussi fermement établi dans les CE, pourquoi a-t-il été jugé nécessaire de promulguer le Règlement n° 1871/2003 de la Commission? Quels événements ou circonstances ont provoqué la décision de promulguer ce Règlement?

Le Règlement (CE) n° 1871/2003 de la Commission avait pour but "de préciser et de confirmer" (voir le considérant 5)) le sens qu'il convenait de donner au terme "salés" au n° 02.10. Les événements qui ont provoqué la décision de le promulguer sont les décisions de classement erronées prises par des bureaux de douane de certains États membres à propos du produit en cause. Il est apparu qu'outre le traitement du produit considéré dans le Règlement n° 1223/2002 et la Décision n° 2003/97/CE, il y avait lieu de préciser, en termes généraux, l'interprétation exacte de la position 02.10, suivant la position constante des CE sur cette question.

43. Dans sa réponse à une question qui lui avait été posée par un membre du Parlement européen en novembre 2001 au sujet des importations de viande de volaille salée dans les CE, M. Fischler, Commissaire européen à l'agriculture, a répondu ce qui suit: "Au sens de la position 0210 [de la Nomenclature combinée des CE], sont considérés comme "salés ou en saumure" les viandes et abats comestibles qui ont fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties et qui présentent une teneur en sel égale ou supérieure à 1,2 pour cent en poids". (Voir la pièce n° 2 du Brésil). Veuillez expliquer à cet égard pourquoi il n'a pas été fait mention de la "conservation" dans les explications concernant les produits qui relèvent de la position 0210.

Les CE notent que le Commissaire se bornait à répondre à une question concernant des poulets salés légèrement et superficiellement. La réponse – une citation de la Note complémentaire – était suffisante pour régler ce problème. Il n'était pas nécessaire dans ce contexte de donner une explication complète du droit communautaire en la matière.

44. S'agissant du paragraphe 3 de la déclaration finale des CE à la première réunion de fond, à quel principe spécifique les CE font-elles référence? D'autre part, comment ce principe est-il appliqué? La réponse diffère-t-elle selon l'origine des produits? Les CE communiquent-elles des décisions préalables à ce sujet?

Le principe auquel les CE font allusion est celui de la conservation. Comme elles l'ont noté ailleurs, l'application de ce principe a rarement posé des problèmes, parce qu'il est normalement évident qu'un produit a ou n'a pas été conservé par l'un des moyens mentionnés dans l'intitulé de la position 02.10. Les CE appliquent ce principe indépendamment de l'origine des produits importés.

45. Les CE sont invitées à commenter les extraits du procès-verbal de la réunion du 25 janvier 2002 du Comité du Code des douanes des CE reproduits au paragraphe 27 de la déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, d'où il ressort que certains éléments de la décision rendue par la Cour de justice européenne dans l'affaire *Gausepohl*, y compris la nécessité que le salage ait pour objet la conservation à long terme, ont été délibérément omis dans la définition du "salage" aux fins du Règlement (CE) n° 535/94.

Les CE s'élèvent avec force contre l'idée qu'implique l'observation faite par la Thaïlande dans sa déclaration orale. Cette idée implicite est que la raison pour laquelle le Règlement n° 535/94 ne mentionnait pas la notion de conservation était que les CE avaient pris la décision de principe de ne plus interpréter de la sorte la position 02.10. Au demeurant, la Thaïlande ne fournit aucun motif de considérer qu'un revirement si abrupt ait eu lieu (il est à noter que ce règlement n'avait été adopté que quelques mois après que la Cour eut rendu son arrêt dans l'affaire *Gausepohl*, où toutes les parties avaient sans équivoque considéré que la position 02.10 visait le salage à des fins de conservation). Elle ne peut qu'essayer de "solliciter" le texte du procès-verbal d'une réunion du Comité du Code des

douanes tenue huit ans plus tard. En réalité, si les CE avaient décidé que le critère de la conservation n'était plus pertinent, elles auraient dû aller devant l'OMD, soit pour faire modifier la Nomenclature du SH, soit, au minimum, pour faire adopter une décision de classement. Comme il n'en a rien été, la Cour de justice a précisé que la Commission ne saurait, de son propre chef, modifier les positions de la Nomenclature combinée. Dans l'affaire 267/94, on l'a vu, elle a dit que le pouvoir de la Commission d'adopter des notes complémentaires:

> ne l'autorise pas à modifier le contenu des positions tarifaires qui ont été établies sur la base du Système harmonisé instauré par la Convention dont la Communauté s'est engagée, en vertu de l'article 3 de cette dernière, à ne pas modifier la portée.[11]

Deuxièmement, les CE n'admettent pas l'interprétation implicite de la Thaïlande. À ce que celle-ci semble dire, le membre de phrase "le critère du salage à des fins de conservation à long terme n'a pas été inséré", qui figure dans le procès-verbal de la réunion, donnerait à penser que la notion de conservation avait été entièrement exclue de la législation communautaire en matière de classification douanière. Ce membre de phrase, replacé dans son contexte, affirme simplement que cette notion ne figure pas dans la note complémentaire 7 (ce qui est incontesté).

Les CE aimeraient clarifier la situation en examinant les raisons pour lesquelles la Commission a adopté le Règlement n° 535/94. Les décisions de la Cour de justice, on l'a vu, lient la Commission et constituent les interprétations autorisées de la Nomenclature combinée. La Commission avait jugé nécessaire à l'époque d'insérer des notes complémentaires spéciales à propos des aspects des décisions de la Cour qui n'avaient pas encore trouvé leur expression dans la Nomenclature combinée sous la forme d'une note et qui ne ressortaient pas au premier coup d'œil d'une interprétation des positions.

Dans l'affaire *Gausepohl*, la Cour avait interprété la position 02.10 en ce sens qu'elle exigeait un salage à des fins de conservation. La chose était incontestée entre les parties et déjà exprimée dans plusieurs notes explicatives, que la Cour avait prises en considération dans son interprétation. Étant donné que l'exigence de la conservation était déjà indiquée dans la Nomenclature combinée de diverses façons (le sens ordinaire du libellé de la position 02.10, son contexte et les notes explicatives) et qu'il n'y avait pas la moindre contestation sur ce point entre toutes les parties intéressées, il était tout simplement inutile de répéter une évidence. Il ne faut pas oublier que les notes explicatives s'adressent en premier lieu aux autorités douanières des États membres qui sont chargées de l'application effective de la Nomenclature combinée. Ces notes ne portent que sur les problèmes qui ont surgi dans la mise en œuvre ou sur les points qui sont un peu flous. Le critère de la conservation n'était ni contesté ni flou.

Pour finir, les CE tiennent à faire remarquer que le procès-verbal rend compte du débat préparatoire au Règlement n° 1871/2003, et non à aucune des mesures en cause, pas plus qu'au Règlement n° 535/94. Les procès-verbaux ne sont pas des actes législatifs de la Communauté, pas plus qu'ils ne représentent les raisons justifiant une intervention du législateur communautaire, ni ne constituent des interprétations autorisées d'actes communautaires.

46. Les CE sont priées de commenter l'extrait du procès-verbal de la réunion des 18 et 19 février 2002 du Comité du Code des douanes des CE reproduit au paragraphe 30 de la première communication écrite de la Thaïlande.

Les CE pensent que, sauf erreur de leur part, c'est du paragraphe 39 de la communication de la Thaïlande qu'il s'agit. La réunion en question faisait partie des discussions qui allaient aboutir à l'adoption du Règlement n° 1223/2002. Quelques États membres indiquèrent qu'ils avaient classé le

[11] Affaire C-267/94, *République française contre Commission des Communautés européennes*, *op. cit.*, paragraphe 20 (pièce n° 22 des CE).

produit en cause sous la position 02.10 (comme les CE l'exposent dans leur première communication écrite, aux paragraphes 91 et 92). La déclaration en question ne fait que rappeler cette situation de fait.

47. Les CE pourraient-elles indiquer précisément quels sont les aspects des affaires examinées par la Cour de justice européenne auxquelles elles se réfèrent, à savoir les affaires *Dinter* et *Gausepohl*, qui étayent l'opinion selon laquelle la teneur en sel minimale requise pour qu'une viande relève de la position 0210 peut varier selon les viandes?

Les CE ont expliqué dans leur première communication écrite (au paragraphe 84) et dans leur réponse à la question n° 40 du Groupe spécial comment l'arrêt *Gausepohl* étaye la conclusion que la règle du 1,2 pour cent de sel était censée être un minimum, dont il fallait tenir compte en même temps que du critère de la conservation à long terme. Il est implicite, dans ce principe, que la quantité de sel requise pour cette conservation peut varier selon les viandes. Sans ces variations, le pourcentage nécessaire pourrait être calculé et publié.

48. Au paragraphe 41 de leur première communication écrite, les CE indiquent que les produits conservés par salage (ou en combinant salage, séchage et fumage) sont appréciés en raison principalement de leur goût et d'autres caractéristiques. Quelle est la caractéristique, ou quelles sont les caractéristiques, des produits en cause qui revêtent la plus grande importance aux yeux du consommateur/de l'utilisateur final?

En disant cela, les CE songeaient aux viandes (telles que le jambon de Parme) qui sont conservées par salage, etc., et qui ont la faveur des consommateurs parce que ceux-ci apprécient leurs caractéristiques de goût, texture et autres analogues, de même que leur longue durée de conservation.

En ce qui concerne le produit en cause, les plaignants admettent que les morceaux de poulet désossés et congelés présentant une teneur en sel qui se situe entre 1,2 et 3 pour cent sont exclusivement destinés à une transformation plus poussée et ne sont pas consommés en l'état par les ménages. Contrairement aux viandes traditionnellement rangées pour le commerce dans la position 02.10, ce produit sert à la fabrication d'autres produits plus élaborés à base de poulet. La principale caractéristique physique de la viande recherchée par les consommateurs industriels est qu'elle se prête à une transformation ultérieure. En règle générale, ces industriels préfèrent une viande à laquelle aucun ingrédient n'a été ajouté. Ils sont cependant parfois prêts à accepter des viandes auxquelles des ingrédients ont été ajoutés, à condition que cela n'entrave pas l'addition ultérieure d'ingrédients au cours de la transformation plus poussée. L'unique caractéristique qui intéressait l'industrie alimentaire européenne dans le produit en cause était son prix avantageux, dû au fait qu'il était importé comme produit relevant de la position 02.10.

49. Les CE sont invitées à commenter l'argument présenté par le Brésil au paragraphe 95 de sa première communication écrite, selon lequel les deux décisions des États-Unis relatives à la classification auxquelles il se réfère montrent que le saumon fumé congelé doit être classé sous la position 0305, qui concerne, entre autres choses, les poissons salés, en saumure, séchés ou fumés, plutôt que sous la position 0303, qui concerne les poissons congelés. De même, les CE sont priées de commenter l'argument présenté par le Brésil au paragraphe 96 de sa première communication écrite selon lequel, aux États-Unis, le lard qui a été salé/fumé mais aussi congelé sera considéré comme du lard salé/fumé plutôt que comme du lard congelé. En particulier, les CE pourraient-elles commenter toutes inférences auxquelles ces décisions peuvent donner lieu en ce qui concerne les positions de la Liste des CE en cause dans la présente affaire?

Les CE considèrent que les éléments de preuve cités par le Brésil les confortent également dans leur position.[12] Dans les deux cas, la viande a été fumée ou traitée en salaison, c'est-à-dire soumise à des procédés qui sont utilisés pour conserver les viandes. Ces procédés n'ont pas été appliqués simplement pour ajouter des ingrédients comme dans le cas du produit en cause.

Les CE ont montré que les viandes conservées peuvent se garder durant de nombreux mois (pièce n° 5 des CE) à température ambiante. Les industriels peuvent vouloir essayer de prolonger cette durée de conservation (afin de garder plus longtemps le produit en magasin, par exemple) en refroidissant voire en congelant le produit. Rien ne donne à penser que les produits en question aient eu besoin d'être conservés par congélation.

En tout état de cause, cet élément de preuve ne peut être pertinent pour l'interprétation de la Liste des CE que dans la mesure où il peut être qualifié de pratique ultérieurement suivie pertinente.

50. Sous quelle position – 0303 ou 0305 – les CE classent-elles le saumon fumé congelé? Veuillez fournir des documents pertinents à l'appui.

Les CE n'ont pas eu à examiner cette question à l'échelon central. Au demeurant, en faisant des recherches, elles n'ont trouvé qu'un seul RTC dans lequel le saumon fumé congelé ait été classé sous la position 03.05. Ce RTC a été délivré par les autorités allemandes et il est reproduit dans la pièce n° 25 des CE. Son dispositif est ainsi conçu:

> Saumon Salmo Salar congelé [.] Enveloppé d'un film en matière plastique, fermé sous vide, avec diverses étiquettes ("Grande Luxe R"/"saumon fumé véritable" ("echter Räucherlachs")/"Ambach telijk- gerookte Zalm- nit Noorwegen", par exemple). Selon le demandeur, la marchandise est salée – avec addition de sel prête à être consommée –, présentée en filets de saumon fumé, congelé et tranché dans un emballage ordinaire dont le contenu est variable en poids. L'apparence, l'odeur et le goût ont livré aucune indication qui fasse douter de l'exactitude de ces renseignements.[13]

Dans le cas de ce RTC, les autorités douanières ont vérifié que le produit avait subi un procédé de conservation (le fumage en l'occurrence) en en contrôlant l'apparence, l'odeur et le goût. Apparemment, les autorités douanières allemandes ont immédiatement pu voir que ce produit avait été soumis à l'un des procédés de la position 03.05 pour garantir sa conservation. Qu'il eût été congelé pour se garder plus longtemps ne comptait pas. Comme les CE le notaient dans leur réponse à la question précédente, les industriels peuvent essayer de prolonger la durée de conservation du produit qu'ils fabriquent, par exemple en le refroidissant, en le congelant ou en l'emballant sous vide. Comme le poisson en cause dans ce RTC est tranché, ce qui fait qu'une plus grande surface est exposée à l'air (et donc aux microbes), le fabricant peut aussi avoir décidé de l'emballer sous vide et de le congeler pour être sûr qu'il se garderait plus longtemps.

51. Au paragraphe 29 de leur première communication écrite, les CE affirment qu'aucune branche de production communautaire ne produit du poulet contenant du sel ajouté. Les CE pourraient-elles donner de plus amples explications à ce sujet, compte tenu de la question qui a été posée à la Commission des CE par Albert Maat en novembre 2001 (pièce n° 2 du Brésil) et de la note d'information communiquée par la délégation italienne au Conseil de l'agriculture et de la pêche en janvier 2003 (pièce n° 3 du Brésil)?

---

[12] Les CE s'élèvent contre la prétention du Brésil à s'appuyer sur un connaissement comme preuve du classement. Un connaissement n'est pas un document émanant d'une autorité gouvernementale et il n'est pas probant comme justificatif du classement.

[13] Pièce n° 25 des CE. (d'après une traduction non officielle en anglais)

Il ressort de la question posée par Albert Maat et de la note d'information de la délégation italienne qu'il y a un afflux de poulets sur le marché communautaire à cause d'une mauvaise application de la position 02.10. Plus précisément, selon ces deux sources, le poulet importé comme produit de la position 02.10 était légèrement salé et aurait donc dû être exclu du champ d'application de cette position suivant la note explicative insérée en 1994. Lesdites sources indiquent aussi que ce produit a la même utilisation que le poulet congelé non salé, dont les importations ont diminué en proportion.

Au paragraphe 29 de leur première communication écrite, les CE notent que l'industrie communautaire ne produit ni viande de poulet légèrement salé, ni le produit en cause en l'espèce (ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène et contenant 1,2 à 2,9 pour cent de sel). Les observations qui précèdent corroborent la conclusion qu'il n'y a pas de la part de l'industrie alimentaire communautaire de demande de morceaux de poulet désossés et congelés avec addition de sel qui constitueraient un "produit nouveau".

52. En ce qui concerne les données présentées aux tableaux 2 et 3 (pages 22 et 23) de leur première communication écrite, les CE sont priées de fournir les mêmes statistiques au niveau des positions à huit chiffres.

Le tableau 2 porte bien sur des positions à huit chiffres. Les CE se permettent de renvoyer le Groupe spécial aux notes de bas de page 47 et 48 de leur première communication écrite. La mention au tableau 2 des positions 02.07 et 02.10 était destinée à éviter d'avoir à répéter les modifications apportées à la nomenclature à huit chiffres durant la période couverte par le tableau.

Les données du tableau 3 proviennent de la base de données GTAN, base de données privée à laquelle la Commission européenne est abonnée, mais qui ne fournit pas de données au niveau des positions à six chiffres. Les CE ont communiqué les statistiques des importations communautaires au niveau des positions à quatre chiffres pour permettre les comparaisons.

Comme les CE l'ont indiqué au cours de la séance de questions et réponses avec le Groupe spécial, les plaignants seront en mesure de communiquer leurs propres statistiques des exportations au niveau des positions à huit chiffres relevant des deux lignes tarifaires pertinentes pour la période couverte par le tableau 3 (1990-2003). Les données sur les importations communautaires au niveau des positions à huit chiffres figurent au tableau 2.

53. Aux paragraphes 91 et 92 de leur première communication écrite, les CE font observer qu'à part les autorités douanières d'États membres des CE qui se trouvent à Hambourg et Rotterdam et divers bureaux, les bureaux de douane ne classaient pas le produit en cause sous la position 0210.90. Les CE sont priées de fournir des copies des RTC ou d'autres documents pertinents à l'appui de leur affirmation concernant ces bureaux de douane.

Au paragraphe 92 de leur première communication écrite, les CE disent que l'interprétation de la position 02.10 considérant celle-ci comme applicable à des produits qui ont été salés, mais non à des fins de conservation, n'a été suivie que dans un petit nombre d'États membres. Le volume du commerce des produits classés sous la position 02.10 qui avaient été salés, séchés ou fumés à des fins de conservation est resté important. Pour la majeure partie d'entre eux, leur classement sous la position 02.10 ne prêtait pas à controverse et n'a donc pas abouti à des demandes de RTC. Toutefois, il y a quelques exemples de RTC qui prouvent que l'interprétation donnée de la position 02.10 ne vise que les produits séchés ou fumés à des fins de conservation. Les CE ont fourni dans leur pièce n° 26 un RTC délivré par les autorités espagnoles, qui évoque clairement la nécessité pour un produit d'avoir été soumis à un procédé de conservation (en l'occurrence salé et séché) pour pouvoir être classé au n° 02.10. Le dispositif de ce RTC est ainsi conçu:

Jambons des animaux de l'espèce porcine domestique, conservés par un traitement combinant le salage suivi d'un séchage, partiellement désossés (sans "l'os de côtelette"). Ils sont présentés dans des emballages individuels fermés sous vide.[14]

54. Aux paragraphes 12 et 91 de leur première communication écrite, les CE reconnaissent que certains bureaux de douane classaient le produit en cause sous la position 0210. Les CE pourraient-elles fournir de plus amples détails en ce qui concerne: i) la période durant laquelle a été suivie cette pratique en matière de classification; et ii) le volume des importations totales des produits en cause qui ont fait l'objet de cette "classification erronée" des produits en cause? Si certains bureaux de douane ont pendant un certain temps (c'est-à-dire peut-être depuis 1996) classé le produit en cause sous la position 0210, pourquoi les CE ont-elles attendu jusqu'en 2002 pour remédier au problème de la "classification erronée" en promulguant le Règlement CE) n° 1223/2002?

Les CE indiquent, tout d'abord, qu'elles n'admettent pas que les erreurs de classement faites par certains bureaux de douane aient pu modifier les obligations internationales qu'elles ont contractées ni que cela puisse constituer une pratique susceptible d'être pertinente au sens des articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*.

Comme le Brésil et la Thaïlande l'ont expliqué, ces importations ont commencé en 1996 et se sont poursuivies jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures en cause. Les CE ont présenté des statistiques sur le volume des importations effectuées au titre de la ligne tarifaire en cause au tableau 2 de leur première communication écrite.

Les CE n'ont pas attendu 2002 pour s'occuper du problème. En réalité, ce n'est qu'en 2001 qu'il est devenu manifeste pour les fonctionnaires de la Commission qu'il y avait un problème d'erreur de classement. Cela s'explique avant tout parce que la ligne tarifaire où les importations étaient classées était "viandes salées, autres". La Commission ne pouvait pas dire quels étaient les produits qui entraient à ce titre, et ce n'est qu'en 2000 qu'il y a eu un bond dans les statistiques (un triplement des importations) (les statistiques n'étant disponibles qu'à partir de la fin de 2000 et au début de 2001). Même à ce moment-là, on ne savait pas encore que ces produits n'avaient pas été salés à des fins de conservation – ce qui n'est apparu qu'après une enquête plus poussée. Dans ce contexte, les CE tiennent aussi à faire remarquer que quelque 38 000 RTC sont délivrés chaque année (il y a actuellement à peu près 167 000 RTC valides), qu'il y a eu de sérieuses difficultés à communiquer les RTC (par suite du manque d'interopérabilité des systèmes informatiques) et que la Commission n'a qu'un seul fonctionnaire, secondé par deux assistants administratifs, pour surveiller toutes les questions qui peuvent se poser à propos des 40 premiers chapitres de la Nomenclature combinée.

55. Pourquoi le Comité du Code des douanes des CE n'a-t-il pas émis d'avis s'agissant du Règlement (CE) n° 1223/2002? Quelle aurait été la signification juridique pour autant qu'il en ait eu une, d'un tel avis s'il avait été émis? Quelle est la signification juridique, pour autant qu'il en ait une, du fait qu'un avis n'a pas été émis dans le délai imparti s'agissant du Règlement (CE) n° 1223/2002?

Le Comité du Code des douanes est un comité de représentants des États membres chargé de surveiller l'adoption par la Commission européenne de la législation secondaire (dérivée) détaillée (système connu sous l'appellation de "comitologie"). Il est demandé au Comité de voter pour ou contre telle ou telle proposition. Le Comité ne peut émettre son avis, positif ou négatif, qu'à la majorité qualifiée (pour la majorité nécessaire, voir l'article 205 du Traité CE). S'il adopte un avis positif, ou s'il ne parvient pas à émettre un avis, la proposition sera adoptée. Ce n'est que dans le cas où son avis est négatif que l'affaire sera examinée par le Conseil de l'Union européenne. Les effets

[14] Pièce n° 26 des CE. D'après une traduction non officielle.

juridiques de l'absence d'un tel avis sont par conséquent purement institutionnels et n'ont pas d'intérêt pour le règlement du présent différend.

À TOUTES LES PARTIES:

56. Les parties conviennent-elles que le moment auquel devrait se rapporter l'évaluation du sens des positions de la Liste des CE (LXXX) est le moment où cette Liste a été annexée au Protocole de Marrakech du 15 avril 1994? Dans la négative, à quel moment ou à quelle période cette évaluation devrait-elle se rapporter?

À notre avis, le Groupe spécial est chargé d'évaluer le sens des concessions à la date de son établissement, conformément aux articles 3:2 et 11 du Mémorandum d'accord, afin de tenir compte de tous les moyens d'interprétation pertinents prévus par l'article 31 de la Convention de Vienne, dont, par exemple, la pratique ultérieurement suivie.

De toute évidence, les événements postérieurs au 15 avril 1994 ne peuvent absolument pas être les circonstances dans lesquelles le traité a été conclu au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne.

57. La Liste des CE en question a-t-elle été négociée sur la base d'une série d'offres et de demandes, ou bien sur la base d'une offre unilatérale faite par les CE?

Les droits applicables aux produits agricoles ont été établis sur la base de "l'Accord sur les modalités" (pièce n° 9 des CE). Les modalités définies dans cet accord fixent une formule spécifique de conversion du niveau de protection assuré par les obstacles non tarifaires en "droits de douane ordinaires". Lorsqu'elles s'étaient engagées dans le Cycle d'Uruguay, les CE n'avaient de droits consolidés pour aucune des lignes tarifaires en cause. En application du paragraphe 3 de l'Accord sur les modalités, elles ont consolidé leurs droits sur les "autres viandes salées" à 15,4 pour cent, soit le taux de droit appliqué au 1er septembre 1986. Dans le cas des volailles congelées, les CE ont converti leurs obstacles non tarifaires antérieurs, par l'opération de "tarification", en droits de douane qui ont finalement été consolidés. La période de référence retenue pour le processus de tarification était celle des années 1986 à 1988 (voir l'Annexe 3 de l'Accord sur les modalités). Les niveaux de droits ainsi consolidés correspondaient au niveau de protection qui existait auparavant. Des écarts par rapport à cette procédure ont pu être négociés, mais aucun n'est pertinent en l'espèce. L'offre n'était pas unilatérale, c'était plutôt l'un des volets du cadre dans lequel s'inscrivaient les offres de tous les participants au Cycle d'Uruguay.

58. Le Règlement (CE) n° 535/94 a-t-il été promulgué pour répondre en totalité ou en partie à des demandes adressées aux CE par d'autres Membres lors de la conclusion du Cycle d'Uruguay afin de clarifier les positions de la Liste des CE en cause dans la présente affaire?

Non. Il a été promulgué suite à l'arrêt rendu par la Cour de justice dans l'affaire *Gausepohl*. Que cette promulgation ait eu lieu au printemps de 1994 est pure coïncidence. Comme les CE l'ont indiqué dans leur réponse à la question n° 57, la date pertinente pour leur concession tarifaire sur les viandes salées était celle du 1er septembre 1986, soit huit ans plus tôt. Il n'est donc pas plausible de prétendre que la commune intention des parties aux négociations ait pu être infléchie par ce règlement, ou par n'importe quels autres actes unilatéraux de ce genre[15], quand les plaignants n'ont pas indiqué le moindre élément tendant à prouver le contraire (tel qu'une note de bas de page dans la Liste des CE).

[15] Ainsi que les CE l'ont expliqué dans leur cas de figure hypothétique exposé dans leur déclaration orale à la première réunion de fond du Groupe spécial.

59. Existe-t-il des listes annexées au GATT de Membres de l'OMC autres que les CE dans lesquelles figurent des positions identiques ou semblables aux positions en cause dans la présente affaire? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails sur ces listes et des renseignements concernant les pratiques en matière de classification suivies par ces Membres pour ce qui est de ces positions. Les parties sont priées d'indiquer, si possible, comment ces Membres ont classé les produits en cause dans la présente affaire.

Comme les positions en question proviennent du Système harmonisé, qui a été très généralement adopté par les parties aux négociations du Cycle d'Uruguay, les CE supposent que les Listes de la plupart, sinon la totalité, des autres Membres de l'OMC sont identiques en ce qui concerne les positions du chapitre 2. Les CE ont vérifié un certain nombre de listes (dont celles du Brésil, de la Thaïlande et des États-Unis) et constaté que tel est bien le cas.

Les CE ont déjà fait part de la pratique d'autres Membres sur cette question pour autant qu'elle puisse être mise au jour. En particulier, en dehors des CE, les seuls pays à suivre une quelconque pratique en matière de classification du produit en cause sont le Brésil et la Thaïlande. Ces deux pays le classent pour l'exportation de la manière dont les CE considèrent qu'il doit être classé. Au surplus, les CE ont déjà fourni au Groupe spécial des éléments de preuve indiquant que les États-Unis classent un produit sensiblement identique de la même façon qu'elles-mêmes.

60. Les parties sont priées de fournir des détails concernant les procédés auxquels les produits en cause sont soumis après leur importation dans les CE et avant leur consommation finale. En particulier, veuillez donner des renseignements détaillés, avec documents à l'appui, concernant:

a) les procédés physiques auxquels sont soumis les produits en cause;
b) les effets de ces procédés sur les produits en cause;
c) le temps nécessaire pour appliquer ces procédés; et
d) les coûts et les avantages associés à ces procédés.

Les CE ont fourni une série de photographies, accompagnées de commentaires, qui figurent à l'annexe 1 du document. Elles illustrent le fait que l'addition par l'exportateur d'une quantité de sel portant la teneur dans une fourchette de 1,2 à 1,9 pour cent est ridicule sur le plan économique. Comme les plaignants le reconnaissent, le produit en cause n'est vendu qu'à l'industrie de transformation. Celle-ci le soumet nécessairement à un barattage qui a pour effet d'introduire du sel, des épices et de l'eau dans la viande en la malaxant. Le coût du sel est négligeable. L'industriel peut donc ajouter du sel suivant sa propre recette lorsqu'il procède au barattage. Ce dernier n'entraîne aucun surcoût notable. Au contraire, pour couvrir ses coûts de production, l'industrie alimentaire doit ajouter de l'eau lorsqu'elle baratte la viande. Elle a donc intérêt sur le plan économique à garder autant que possible la maîtrise des ingrédients et de l'eau que contient la viande de poulet.

61. Est-il possible de dessaler des morceaux de poulet désossés qui ont fait l'objet d'un salage en profondeur de manière homogène?

Si le poulet salé est baratté avec du poulet non salé, le pourcentage de sel tendra vers une moyenne. L'industrie alimentaire a eu recours à ce système pour arriver à la teneur en sel souhaitée tout en introduisant d'autres ingrédients. Comme la plupart des produits transformés en cause sont marinés, l'industrie ajoute 8, 10 ou 15 pour cent d'eau et d'autres épices. Cela réduit automatiquement la teneur en sel de la viande. Cela dit, les CE ne savent pas si ces procédés sont efficaces pour des poulets contenant plus de 3 pour cent de sel. En outre, elles croient savoir que lorsque le sel employé n'est pas du sel ordinaire, il est parfois plus difficile, sinon impossible, de dessaler le produit.

62. Quel est/quel serait le procédé utilisé pour saler des morceaux de poulet désossés de manière à en assurer la conservation à long terme?

Il existe un certain nombre de techniques qui peuvent être employées pour saler la viande. Les CE ont donné dans leur pièce n° 8 des exemples de recours à l'une de ces techniques pour la *charque* (viande séchée) présentée dans un document de la FAO. L'autre article figurant dans la pièce n° 8 des CE indique aussi que le sel peut être absorbé par barattage ou injection (en notant que ces techniques sont courantes dans l'industrie de la viande), avant que la viande ne soit mise au repos avec une couche de sel pendant un certain nombre de jours. Cette technique est semblable à celle qui est mentionnée dans la pièce n° 6 des CE à propos du jambon de Parme.

63. Quels sont les produits finals autres que les nuggets de poulet pour lesquels les produits en cause sont utilisés comme ingrédients?

Les plaignants sont nécessairement mieux placés pour répondre à cette question, parce que leurs exportateurs devraient savoir en quoi le produit en cause est transformé. Pour autant que les CE le sachent, le produit en cause pourrait servir à la préparation de n'importe quel produit transformé à base de poulet.

64. Les produits en cause sont-ils salés avec du sel ordinaire? Le terme "salé" tel qu'il figure dans la Liste des CE se rapporte-t-il à l'addition de sel ordinaire ou inclut-il l'addition d'autres sels?

Les plaignants sont nécessairement mieux placés pour répondre à cette question. Toutefois, les CE croient savoir que le produit en cause a été salé avec du sel ordinaire. Le terme "salé", dans leur Liste, recouvre normalement le salage à l'aide d'autres sels. Les CE croient même savoir qu'il est relativement peu courant que l'on n'utilise que du sel ordinaire pour la conservation des produits faisant l'objet de transactions commerciales.

65. Si le produit en cause est réfrigéré ou congelé après un salage, saumurage, séchage ou fumage visant à en assurer la conservation à long terme, cela signifie-t-il qu'il devrait être classé sous la position 0207?

Non. Les procédés énumérés au n° 02.10 mettent les viandes dans un état particulier; c'est-à-dire que celles-ci sont conservées par l'un des procédés mentionnés au n° 02.10. Le produit garde cet état, qu'il soit ou non réfrigéré ou congelé par la suite, ou que sa durée de conservation soit prolongée par tout autre moyen. (Les CE relèvent les difficultés qui surgiraient en pratique si le simple fait de réfrigérer ou de ne pas réfrigérer un produit pouvait en changer le classement. Tout ce que cela exigerait serait de modifier la température d'un conteneur de quelques degrés. Il est significatif que les variations de température des viandes des positions 02.01 à 02.09 entre l'état normal et l'état réfrigéré ne change rien à leur classification.)

66. Aux fins de l'interprétation des positions 0207 et 0210 de la Liste des CE, conviendrait-il d'évaluer globalement le sens ordinaire de tous les termes utilisés dans l'intitulé de ces positions, ou faudrait-il plutôt traiter les termes autres que celui de "congelés" dans l'intitulé de la position 0207 (à savoir "frais" et "réfrigérés") et les termes autres que celui de "salés" dans l'intitulé de la position 0210 (à savoir "en saumure", "séchés" et "fumés") comme ayant valeur de contexte pour l'interprétation des termes qui semblent directement en cause – à savoir "congelés" et "salés"? L'interprétation aboutira-t-elle à des résultats différents selon l'approche adoptée? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en vous référant spécifiquement aux positions en cause dans la présente affaire.

Dans la présente affaire, les CE ont classé le produit en question sous la position 02.07 parce qu'il s'agissait de viandes de volailles. Les plaignants se sont élevés contre cette décision au seul

motif que, disent-ils, il devrait être classé sous la position 02.10 comme "salé". Pour réussir, ils devront prouver que ce produit relève de cette position. Les CE n'ont pas besoin de prouver que le produit en cause relève de la position 02.07.

Dans cette perspective, par conséquent, le terme "salés" doit être examiné dans son contexte. Le contexte immédiat est l'intitulé de la position 02.10. Dans leur communication et dans leur déclaration orale, les CE ont montré comment l'article 31 de la Convention de Vienne, et en particulier les principes du "sens ordinaire" et du "contexte", débouche sur la conclusion que les termes qui y figurent ont en commun la notion de conservation. Quelle que soit l'interprétation précise que l'on donne de cette notion, les plaignants eux-mêmes ne vont pas jusqu'à soutenir que du poulet auquel ont été ajoutés 3 pour cent de sel y réponde.

67. Peut-on considérer les produits qui relèvent de la position 0207 de la Liste des CE comme ayant fait l'objet d'un "procédé"? Dans l'affirmative, veuillez expliquer ce qu'il faut entendre par "procédé". Peut-on distinguer les procédés, pour autant qu'il y en ait, auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0207 de ceux auxquels sont soumis les produits relevant de la position 0210? Dans l'affirmative, comment?

Les CE ne pensent pas qu'une analyse du terme "procédé" qui l'isole des opérations particulières mentionnées ou implicites dans les positions 02.07 et 02.10 soient d'un secours quelconque pour régler le présent différend. Elles notent que le mot "procédé" a un sens très large. Elles estiment en particulier que le sens du terme "salé" ne s'éclaire pas beaucoup quand on sait que c'est le résultat de ce qui est qualifié de "procédé". De même, dans la mesure où il est pertinent, ni "réfrigération" ni "congélation" ne se comprendraient mieux parce qu'on leur appliquerait ce terme.

68. Si certains ou la totalité des produits relevant de la position 0207 de la Liste des CE peuvent être considérés comme ayant été soumis à un "procédé", quel est le but de ce procédé? Quel est le but des procédés auxquels les produits relevant de la position 0210 sont soumis?

Les procédés de la réfrigération et de la congélation qui sont mentionnés dans l'intitulé de la position 0207 sont destinés, en réduisant la température et en freinant ou arrêtant ainsi les processus chimiques et biologiques à l'œuvre dans la viande, à empêcher que des changements, et en premier lieu une détérioration, ne s'y produisent.

Les procédés du salage, etc., mentionnés dans l'intitulé de la position 02.10 sont également destinés à ralentir ou faire cesser la détérioration et la décomposition de la viande. Il s'agit certes ainsi de conserver la viande, mais ces procédés peuvent aussi avoir des effets accessoires qui les rendent intéressants pour des producteurs et des consommateurs à des degrés divers selon les cas.

69. Dans quelle mesure le but d'un procédé auquel un produit est soumis est-il pertinent, pour autant qu'il le soit, pour l'interprétation: a) de la position 0207 de la Liste des CE; et b) de la position 0210 de cette Liste? Faudrait-il considérer que le but est plus important que le procédé dans l'un ou l'autre cas? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et dans quelles circonstances. S'agissant des deux positions, si les procédés en question ont plusieurs buts, quel est celui qui devrait être considéré comme étant le plus important?

a) En ce qui concerne la position 0207, il est évident que les procédés mentionnés ici – réfrigération et congélation – ont un but, mais les CE ne voient pas en quoi celui-ci implique des conséquences quelconques pour l'interprétation de la position 02.10. Les trois états en question sont instantanément détectables, et il est inutile de s'occuper de la question du but pour décider si une viande est réfrigérée ou congelée.

b) Sur la position 02.10, les CE sont d'avis que la démarche suivie pour l'interpréter devrait être commandée par les règles énoncées dans la *Convention de Vienne*. Elles ont déjà démontré les

résultats de l'application de ces règles, et l'un des moyens de décrire ces résultats consisterait à dire que le but des procédés du salage, etc., est important, puisque la conclusion de l'analyse est que lesdits procédés sont de ceux qui sont destinés à conserver la viande. Les CE ne voient pas comment on pourrait dire dans ce contexte que le but doit être considéré comme plus important que le procédé. Le but aide à définir le procédé, lequel pourrait autrement être présenté comme la simple addition d'une certaine quantité de sel ou une certaine exposition à la fumée ou à l'air. En pratique, ce qui est important pour les autorités douanières, c'est que les viandes conservées possèdent des caractéristiques physiques particulières qui sont aisément identifiables.

Les CE supposent qu'en parlant de plusieurs buts, le Groupe spécial songe au fait que les viandes conservées sont appréciées non seulement parce qu'elles résistent bien à la détérioration, mais encore pour leur goût, leur texture, leur apparence, et ainsi de suite. Les CE ne pensent pas que ces qualités puissent utilement être isolées ou hiérarchisées. Elles ne connaissent aucun moyen de conférer aux viandes ce dernier groupe de qualités autrement qu'en les soumettant au procédé de la conservation. De même, si elles sont conservées par salage, etc., elles acquerront ces qualités.

Ce que les CE essayent de faire valoir, c'est qu'il n'y a pas grand chose à gagner à vouloir régler le présent différend en essayant d'opposer le but de la "réfrigération" et de la "congélation" de la position 02.07 (ou de n'importe laquelle des positions 02.01 à 02.08) à celui du "salage", etc., de la position 02.10.

70. L'ordre des opérations/activités que nécessite un procédé auquel un produit est soumis joue-t-il un rôle dans la classification de ce produit? Veuillez expliquer, en faisant référence aux produits en cause dans la présente affaire.

Les CE ne pensent pas que les rédacteurs du chapitre 2 aient pu avoir l'intention de faire dépendre l'interprétation des positions de l'ordre dans lequel les procédés considérés auraient été appliqués. Ce qui est pertinent, à leur sens, c'est l'état où se trouve le produit au moment de l'importation.

En fait, dans le cas qui nous occupe, le produit est congelé immédiatement après l'addition de sel. D'ailleurs, comme il a été indiqué en réponse aux questions n° 29 et 60 du Groupe spécial, pour respecter la liste des ingrédients du produit transformé final, il faut procéder à un barattage supplémentaire après la décongélation.

71. La viande peut-elle être séchée, fumée ou saumurée à des degrés différents? Dans l'affirmative, est-il exact que les produits carnés peuvent seulement être classés sous la position 0210 lorsque leur degré de séchage, fumage ou saumurage dépasse un certain niveau? Si tel est le cas, quels sont les niveaux pertinents et comment sont-ils déterminés?

Le degré de séchage, etc., qui est nécessaire pour conserver la viande varie d'une espèce à l'autre. Comme nous l'expliquions dans notre première communication écrite (au paragraphe 37), le niveau d'"activité de l'eau" (Aw) est un important indicateur du degré de conservation obtenu, et celui-ci peut être mesuré avec une certaine précision. Cela dit, le nitrite de sodium exerce lui aussi directement un effet conservateur, au même titre que la fumée, et ni l'un ni l'autre ne se prêtent à des mesures précises. Comme les CE l'ont expliqué dans leur déclaration de clôture à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, il est rare en pratique qu'il y ait eu des problèmes dans le cas des viandes conservées. Ces produits sont solidement établis et bien connus; les produits de base existent depuis des siècles, sinon des millénaires. Comme on peut le voir au tableau de la pièce n° 5 des CE, ils peuvent se garder de nombreux mois. Qu'ils relèvent de la position 02.10 n'a jamais été mis en doute. Il est même évident que c'est précisément pour ces produits que la position 02.10 avait été créée. C'est en s'appuyant sur une vaste expérience de ces produits que les CE ont élaboré leur critère de la conservation à long terme.

72. La référence aux "volailles" dans l'intitulé de la position 0207 de la Liste des CE rend-elle cette position plus "spécifique", au sens de la Règle générale 3 a) pour l'interprétation du Système harmonisé, que l'intitulé de la position 0210, qui mentionne les "viandes" de manière plus générale? Veuillez expliquer.

Les CE ne sont pas convaincues que l'application de la Règle générale 3 a) pour l'interprétation du Système harmonisé puisse être utile dans l'opération d'interprétation pour déterminer le sens du terme "salés" au n° 02.10 (ce qui est pour l'interprète la tâche à accomplir). La Règle générale 3 a) concerne le classement d'un produit qui paraît devoir être classé sous deux positions différentes et assigne donc pour première tâche à l'interprète la question de la portée des deux positions différentes qui pourraient éventuellement être applicables.[16]

Cela dit, sur le plan des faits, la réponse à la question du Groupe spécial est très simple. Toutes les volailles sont des viandes, mais toutes les viandes ne sont pas des volailles. Si l'on représentait les deux par des cercles, le cercle représentant les volailles serait entièrement inscrit dans celui des viandes. Il s'ensuit que la référence aux "volailles" est plus spécifique.

Les CE renvoient aussi le Groupe spécial à leur réponse à sa question n° 74.

73. Le Système harmonisé constitue-t-il un "contexte" au sens de l'article 31.2 de la Convention de Vienne? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en démontrant comment il est satisfait aux divers éléments de l'article 31.2 a) ou 31.2 b).

Les CE pensent que l'on peut trouver à l'article 31 de la Convention plusieurs éléments justifiant le recours au Système harmonisé pour interpréter leur Liste et que cette décision doit être prise au cas par cas. Pour les raisons indiquées dans leur réponse à la question n° 76 du Groupe spécial, les CE considèrent que le Système harmonisé ainsi que ses notes de chapitre et ses notes explicatives constituent un contexte au sens de l'article 31 3) c) de la *Convention de Vienne.*

74. À supposer que le Système harmonisé puisse être considéré comme un "contexte" aux fins de l'interprétation de la Liste des CE conformément à l'article 31.2 de la Convention de Vienne, dans quelle mesure les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé peuvent-elles être utilisées, pour autant qu'elles le puissent, afin de déterminer le sens de l'intitulé des positions en question?

Le sens de l'intitulé de la position 02.10, et plus précisément du terme "salés" qui s'y trouve, doit être interprété conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord par application des règles coutumières d'interprétation des traités qui sont énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*, en particulier le sens ordinaire, le contexte, le but et la pratique ultérieurement suivie.

Les CE notent que la Thaïlande s'appuie sur la Règle générale 3 c) pour l'interprétation du Système harmonisé pour arguer que si les marchandises ne peuvent pas être classées par référence à la Règle 3 a) ou 3 b), elles doivent l'être sous la position qui vient en dernier par ordre de numérotation parmi celles susceptibles d'être valablement prises en considération.[17]

Les CE comprennent mal comment la Thaïlande peut s'appuyer sur une règle de classification aussi mécanique pour déterminer le sens de l'intitulé de la position en question. Tant le Brésil que la Thaïlande ne cessent de soutenir que le présent différend ne porte pas sur une question de

[16] Contrairement à ce que la Thaïlande affirme au paragraphe 29 de sa déclaration orale, les CE n'ont nulle part reconnu que le produit corresponde à la fois au libellé de la position 0207 (congelés) et à celui de la position 0210 (salés).

[17] Déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 29.

classification, et effectivement les deux plaignants ont refusé la suggestion des CE, avancée au stade des consultations, de le porter devant l'OMD dans la mesure où il se rapporte à la classification.

En tout état de cause, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord ne ménage pas la possibilité d'appliquer en cas de *non liquet* une règle mécanique qui garantisse un résultat dans la pratique quotidienne du classement comme celle qui est définie dans la Règle générale 3 c) pour déterminer le sens de l'intitulé d'une position prise en particulier. Lus conjointement, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord et les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* exigent la prise en considération de tous les textes pouvant servir à l'interprétation, et en particulier celle des moyens complémentaires, pour déterminer le sens de la liste. Dans un cas de *non liquet*, les règles générales du droit de l'OMC en matière de charge de la preuve exigeraient du Groupe spécial qu'il penche du côté du défendeur.

75. Dans quelles catégories conviendrait-il de classer, le cas échéant, dans le cadre des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne: a) la Note explicative de 1981 relative à la position 02.06 du Tarif douanier commun des CE; b) la Note explicative de 1983 relative aux sous-positions 0210.11-31 et 0210.11-39 du Tarif douanier commun des CE; c) la décision rendue par la Cour de justice européenne en 1983 dans l'affaire *Dinter*; d) la décision rendue par la Cour de justice européenne en 1993 dans l'affaire *Gausepohl*; et e) la Note explicative de décembre 1994 relative aux sous-positions 0210.11.11 et 0210.11.19 de la Nomenclature combinée des CE?

Les textes a) à d) font partie de la pratique communautaire, à prendre en considération en vertu de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, en tant que circonstances dans lesquelles le traité a été conclu.

Quant à la note e), dans la mesure où elle constitue une pratique ultérieurement suivie, elle doit être prise en considération en vertu de l'article 31 3) b) de la *Convention de Vienne*.

76. Le Système harmonisé peut-il être considéré comme comprenant des "règle[s] pertinente[s] de droit international" au sens de l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*? Dans l'affirmative, veuillez expliquer, en démontrant comment il est satisfait aux divers éléments de l'article 31.3 c).

Aux termes du paragraphe 3 c) de l'article 31 de la *Convention de Vienne*, "il sera tenu compte, en même temps que du contexte … de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties". À cette fin, les "règle[s] pertinente[s] de droit international" comprennent celles des autres traités auxquels les parties sont également parties.[18] La Convention sur le Système harmonisé est un traité international auquel dans leur immense majorité les Membres de l'OMC sont parties et qu'ils utilisent comme base de la négociation des concessions tarifaires. Le Système harmonisé est pertinent dans la mesure où il énonce des positions et fournit des notes de chapitre et des notes explicatives pour en élucider le sens. Comme nous l'exposions dans notre première communication écrite, et comme l'Organe d'appel l'avait dit dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, le Système harmonisé et ses notes de chapitre et notes explicatives fournissent par conséquent un contexte pertinent pour l'interprétation de la Liste des CE.[19]

77. À part la question de la période considérée, quelle est la différence, pour autant qu'il y en ait une, entre la nature des éléments de preuve concernant la pratique en matière de classification qu'il faut produire pour établir l'existence d'une "pratique ultérieurement suivie" au sens de l'article 31.3 b) de la Convention de Vienne, et la nature des éléments de preuve

[18] Sinclair, *op. cit.*, page 117, citant *Documents officiels, deuxième session*, 13ème séance plénière (Fleischauer).

[19] Première communication écrite des CE, paragraphe 107; rapport de l'Organe d'appel, *op. cit.*, *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 89.

concernant la pratique en matière de classification qui sont nécessaires aux fins de l'article 32 de la Convention de Vienne?

Aux yeux des CE, il y a une différence fondamentale dans la manière dont la pratique peut être utilisée dans ces deux situations. S'agissant de la pratique ultérieurement suivie (article 31.3 b)), la pratique sert à la fois d'élément de preuve de l'intention qu'avaient les parties de se lier par ce qu'elles pratiquent et d'élément de preuve de la nature et de la portée de l'obligation. (Les CE ont déjà exposé dans leur première communication écrite (au paragraphe 170) la nécessité d'une pratique "concordante, commune et cohérente" parmi les parties.)

Dans le second cas – l'existence d'une pratique antérieure, constituant l'une des "circonstances dans lesquelles le traité a été conclu", mentionnée à l'article 32 –, seule la seconde de ces propositions est vraie. La pratique en elle-même ne fournit pas le moindre élément de preuve de l'intention qu'avaient ou non les parties de se lier pour observer cette pratique dans l'avenir. Il faut que cette intention soit établie entièrement à partir d'autres sources. Si, à partir de ces sources, cette intention est établie, la pratique fournira des éléments de preuve concernant le contenu de l'obligation.

78. Les parties considèrent-elles que les modalités de l'établissement d'engagements contraignants et spécifiques s'inscrivant dans le cadre du programme de réforme, publiées par l'OMC le 20 décembre 1993, constituent des "travaux préparatoires" au sens de l'article 32 de la Convention de Vienne? Dans l'affirmative, veuillez expliquer pourquoi et indiquer quelle est la signification que les parties donnent à ce document.

Les CE considèrent que l'Accord sur les modalités représente à tout le moins des "travaux préparatoires" parce qu'il énonce les paramètres des négociations. Au demeurant, étant donné qu'il fixe déjà les dates et les méthodes particulières qui seront ultérieurement reprises dans les Listes, il a valeur de contexte au sens de l'article 31 de la *Convention de Vienne*.

79. Quel est ou quels sont le ou les traits essentiels communs qui, de l'avis des parties, caractérisent les produits relevant:

a) du chapitre 2 du Système harmonisé?

Les traits essentiels sont définis par les intitulés des positions et des chapitres. Ainsi, dans le cas de ce chapitre, les traits essentiels sont résumés par l'expression "Viandes et abats comestibles".

b) de la position 0207 de la Liste des CE?

Le trait commun essentiel de la position 0207 – Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05 – est qu'il s'agit de viandes de volailles, autres que les viandes conservées relevant de la position 02.10.

c) de la position 0210 de la Liste des CE?

Dans le cas de la position 02.10, les produits qui en relèvent ont pour trait essentiel commun d'être des viandes ou abats comestibles conservés par l'un des procédés énumérés.

80. Au paragraphe 20 de sa déclaration orale à la première réunion de fond, le Brésil affirme que "[l]es Membres importateurs ont toute latitude pour définir leurs offres de telle façon que leurs intérêts soient pleinement protégés". Cela signifie-t-il qu'il faut supposer qu'au cours du processus d'établissement de leurs engagements tarifaires, les Membres ont anticipé tous les changements possibles dans la structure des échanges, ou en ont du moins assumé la responsabilité?

Les CE ne discernent pas très bien le sens précis de l'expression employée par le Brésil dans sa déclaration. Elles admettent que les courants commerciaux puissent changer à la suite d'engagements tarifaires. Cela ne signifie pas pour autant que ces événements commerciaux ne soient fonction d'aucun paramètre. Tout courant d'échanges nouveau doit nécessairement entrer dans le champ de l'engagement tarifaire qu'il revendique. En l'espèce, le nouveau courant d'échanges ne relève pas de l'engagement tarifaire des CE en ce qui concerne les viandes salées.

QUESTIONS POSÉES PAR LA THAÏLANDE

1. À la première réunion de fond avec les parties, les CE ont donné à entendre que les décisions de la Cour de justice européenne lient la Commission et qu'elles fournissent une interprétation authentique du Tarif douanier commun des CE. Les CE pourraient-elles indiquer au Groupe spécial si la Commission européenne a la faculté d'apporter à la Nomenclature combinée des CE une modification reposant sur des critères de classification d'un produit qui sont différents des critères que la Cour de justice avait précédemment retenus pour régler un différend sur le classement de ce même produit? La Thaïlande note que dans l'affaire *Dinter*[20], qui concernait le classement de viandes assaisonnées, la Cour avait statué en ces termes:

"**La position 16.02 du Tarif douanier commun doit être interprétée en ce sens qu'elle comprend également la viande de volaille à laquelle ont été additionnés du sel et du poivre, même si le poivre ne peut être décelé qu'au microscope". (non souligné dans l'original)**

À la suite de l'arrêt *Dinter*, la Thaïlande croit savoir que la Commission a inséré une note complémentaire 6 a) au chapitre 2 du Tarif douanier commun des CE:

Les "viandes assaisonnées" de volailles ou d'animaux des espèces porcine ou bovine – à l'exclusion des produits désignés ci-dessous en c) – relèvent des sous-positions 16.02 B +, 16.02 B III a) et 16.02 B III b) 1 aa), respectivement. Sont considérées comme "viandes assaisonnées" les viandes non cuites dont l'assaisonnement est réalisé en profondeur ou sur la totalité de la surface du produit et est perceptible à l'œil nu ou nettement perceptible au goût.

Est-il exact que la Note complémentaire 6 a) a effectivement réduit à néant la décision de la Cour dans l'affaire *Dinter* en exigeant que l'assaisonnement soit perceptible uniquement à l'œil nu ou nettement perceptible au goût (c'est-à-dire les caractéristiques objectives du produit) au lieu de prescrire que l'assaisonnement (le poivre) puisse n'être décelable qu'au microscope? Les CE pourraient-elles dire si c'est l'arrêt de la Cour dans l'affaire *Dinter* ou la Note complémentaire 6 a) qui régit actuellement le classement douanier des produits relevant de la position 16.02?

Les CE ne voient pas de contradiction entre l'arrêt *Dinter* et la note complémentaire évoquée par la Thaïlande. Dans cet arrêt, la Cour dit qu'une viande à laquelle a été ajouté du poivre, même si celui-ci n'est visible qu'au microscope, doit être classée au chapitre 16 comme viande assaisonnée. Dans la note complémentaire, le premier critère est de savoir si le poivre est perceptible à l'œil nu. Dans l'éventualité où il ne le serait pas (et ne serait donc éventuellement visible qu'au microscope), le fonctionnaire des douanes devrait goûter la viande pour déterminer s'il y a présence de poivre. Bien que cela n'exige pas de lui qu'il la contrôle à l'aide d'un microscope, il est effectivement tenu de vérifier la présence de poivre, même si elle n'est pas perceptible. Les CE ne sont donc pas d'accord avec la Thaïlande lorsqu'elle soutient que les CE ont réduit à néant l'arrêt de la Cour de justice.

[20] Première communication écrite des CE, paragraphe 76. Affaire C-175/82, *Dinter contre Hauptzollamt Köln-Deutz*, Rec. CJCE 1983, page 00969, pièce n° 12 des CE.

En fait, les CE exercent leurs pouvoirs législatifs avec circonspection, en vue de faire en sorte qu'il n'y ait pas de conflit. En cas de conflit, il ne peut faire aucun doute que les arrêts de la Cour de justice l'emporteraient. C'est ce qui ressort à l'évidence de l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire C-267/94, dans lequel la Cour dit que [le pouvoir législatif de la Commission]

> ne l'autorise pas à modifier le contenu des positions tarifaires qui ont été établies sur la base du Système harmonisé instauré par la Convention dont la Communauté s'est engagée, en vertu de l'article 3 de cette dernière, à ne pas modifier la portée.[21]

2. Au paragraphe 37 de leur déclaration orale à la première réunion de fond avec les parties, les CE disent: "… si le Règlement n° 535/94 avait voulu dire que pour qu'un produit puisse être classé sous la position 02.10 il suffisait d'y ajouter une quantité de sel qui était insuffisante pour en assurer la conservation, on se serait logiquement attendu à ce que les notes explicatives des CE, qui renvoyaient à la notion de conservation, soient modifiées pour éliminer toute référence à la conservation. Il n'en a rien été. Les notes explicatives ci-après sont restées en place:

[référence aux sous-positions 0210 1111 à 0210 1119, 0210 1131 et 0210 1139]."

La Thaïlande relève que ces notes explicatives visent les viandes des animaux de l'espèce porcine domestique, à savoir les jambons et épaules et leurs morceaux, non désossés. Les CE pourraient-elles dire si elles ont pour pratique de prévoir expressément dans les notes explicatives si une certaine règle s'applique aussi, *mutatis mutandis*, à d'autres produits? La Thaïlande note, par exemple, que la Note explicative relative à la sous-position 0210 1211 [poitrines (entrelardées) et leurs morceaux, de l'espèce porcine domestique, salées ou en saumure] est ainsi conçue: "Les notes explicatives des sous-positions 0210 11 11 et 0210 11 19 sont applicables, *mutatis mutandis*." Si la Thaïlande a bien compris, il n'y a pas de note explicative semblable pour le n° 0210 99 39 (viandes salées). Les CE pourraient-elles, par conséquent, expliquer la pertinence des notes explicatives qu'elles citent au paragraphe 37 de leur déclaration orale aux fins de l'interprétation de la sous-position 0210 99 39?

En citant ces notes, les CE souhaitaient montrer qu'à l'époque du Cycle d'Uruguay, la notion de conservation était inhérente à leur analyse de la position 02.10. Que les notes considérées visent en l'occurrence la viande de porc est sans conséquence aux fins du présent différend. Elles prouvent incontestablement qu'à l'époque du Cycle d'Uruguay, les CE interprétaient le terme "salés" comme ayant trait au salage à des fins de conservation, indépendamment du produit particulier auquel la note se rapportait.

Les notes en question ont été conçues pour établir une distinction entre les conserves de viandes de porc selon le moyen utilisé: d'une part, les viandes qui étaient conservées exclusivement par salage ou saumurage, d'autre part, celles qui l'étaient par séchage ou fumage (combiné ou non avec le salage ou le saumurage). Cette distinction est faite pour diverses découpes de viandes de porc et elle est donc répétée, à l'aide de l'expression *mutatis mutandis*. Elle n'était pertinente que pour la viande de porc, de sorte qu'il n'y aurait eu aucune raison de l'appliquer à d'autres espèces de viande.

[21] Affaire C-267/94, *République française contre Commission des CE*, Rec. CJCE 1995, page I-04845, paragraphe 20 (pièce n° 22 des CE).

QUESTIONS POSÉES PAR LE BRÉSIL

1. Aux fins de la position 0210, que signifie l'expression "conservation à long terme"?

Pour interpréter ce terme, le mieux est d'examiner les sortes de viandes qui sont normalement classées au n° 02.10. Dans leur première communication écrite, les CE ont fourni un tableau qui en donne des exemples.

2. Y a-t-il une différence entre la conservation et "la conservation à long terme"? Dans l'affirmative, en quoi consiste-t-elle?

Cette question est sans intérêt pour le présent différend, car personne ne soutient que le produit en cause explique l'un ou l'autre de ces critères.

3. Quelle est la durée de la "conservation à long terme"?

Voir la réponse à la question n° 1.

4. Les viandes fraîches de la position 0207 sont-elles destinées à une "conservation à long terme"? Dans la négative, combien de temps une viande doit-elle durer sans se décomposer pour être classée comme fraîche?

Les CE ne comprennent pas la première question. Elles la considèrent ainsi que les deux suivantes comme excessivement théorique et dépourvue de toute utilité pour l'affaire à l'examen. Toutes les parties ont admis que la question cruciale est de savoir à quelles conditions des produits peuvent être considérés comme relevant de la position 02.10. Ce sont les termes de l'intitulé de cette position qu'il faut interpréter.

5. Les viandes réfrigérées de la position 0207 sont-elles destinées à une "conservation à long terme"? Dans la négative, combien de temps les viandes réfrigérées doivent-elles durer sans se décomposer pour pouvoir être classées comme réfrigérées?

Voir la réponse à la question n° 4.

6. Les viandes congelées de la position 0207 sont-elles destinées à une conservation à long terme? Dans la négative, combien de temps les viandes congelées doivent-elles durer sans se décomposer pour être classées comme congelées?

Voir la réponse à la question n° 4.

7. Au moment de l'importation, comment les autorités douanières peuvent-elles apprécier si certaines viandes du chapitre 2 sont conservées ou conservées à long terme?

Normalement, le classement des produits sous la position 02.10 ne pose pas de problème, car les produits qui peuvent y prétendre sont bien établis.

8. Y a-t-il un rapport entre le "salage imprégné en profondeur de manière homogène" et la durée de conservation d'un produit? Dans l'affirmative, quelle est la quantité de sel nécessaire pour que l'imprégnation de la viande en assure la conservation?

Les CE croient savoir que la conservation assurée seulement par du sel, ce qui est très inhabituel comme mode de conservation, se trouve facilitée si le produit fait l'objet d'un "salage imprégné en profondeur de manière homogène". La quantité de sel est appelée à varier selon l'espèce

de viande considérée. Les CE notent que le Brésil lui-même estime qu'une teneur en sel de l'ordre de 9 à 11 pour cent est nécessaire à la conservation.

9. Compte tenu des importations totales en provenance du Brésil, de morceaux de poulet désossés et congelés présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent, enregistrées sur le marché communautaire, de 1998 à la promulgation du Règlement n° 1223/2002, veuillez indiquer les parts respectives, en pourcentage, des importations de ce produit entrées sous la position 0207 et sous la position 0210.

Le tableau 2 de la première communication écrite des CE donne les chiffres des importations en provenance du Brésil classées respectivement aux n° 02.07 et 02.10 durant les années en question. On peut probablement supposer que la quasi-totalité des viandes importées au titre de la position 02.10 consiste en ces morceaux de poulet.

10. Au paragraphe 92 de leur première communication écrite, les CE disent que, "étant donné l'importance commerciale de certains de ces bureaux de douane (Hambourg, Rotterdam), des courants d'importation substantiels sont entrés dans la Communauté" sous la position 02.10. Sur la base de cette affirmation et de l'allégation selon laquelle les morceaux de poulet congelés contenant plus de 1,2 pour cent de sel importés sur le marché communautaire y sont entrés sous la position 0207 en passant par certains bureaux de douane, veuillez indiquer ce que les CE entendent par "courants d'importation substantiels".

Les CE voulaient dire que des quantités relativement importantes du produit en cause ont été importées à travers certains États membres – ceux sur le territoire desquels ces bureaux de douane se trouvaient situés.

11. Dans l'affaire *Gausepohl*, il semble que la teneur en sel d'un minimum de 1,2 pour cent exigée pour la conservation à long terme de la viande ait été fixée sur la base des observations écrites présentées par le gouvernement belge. Veuillez communiquer les études ou rapports utilisés dans cette affaire qui indiquent que le seuil de 1,2 pour cent de sel est suffisant pour assurer la conservation à long terme.

La Cour de justice n'a pas considéré la teneur en sel de 1,2 pour cent comme suffisante pour assurer la conservation à long terme. Elle ne disposait d'aucune étude pour suggérer ce chiffre. Au contraire, elle a clairement affirmé qu'une teneur en sel de 1,2 pour cent constituerait un minimum approprié, en deçà duquel il ne serait même pas nécessaire de se demander si la viande en question avait été salée à des fins de conservation.

Voir la réponse des CE à la question n° 40 du Groupe spécial.

12. Si la congélation est un procédé "en grande partie réversible", cela signifie-t-il qu'une viande, une fois décongelée, sera identique ou semblable à ce qu'elle était avant la congélation? Veuillez expliquer.

Non, elle ne saurait être vendue comme viande fraîche. La congélation et la décongélation de la viande provoquent des changements spécifiques, comme l'attestent les publications citées par le Brésil et par la Thaïlande. De toute évidence, des viandes fraîches, réfrigérées ou congelées peuvent toutes être utilisées par l'industrie alimentaire pour fabriquer des produits transformés à base de poulet.

13. Dans la négative, comment la congélation et la décongélation changent-elles le caractère de la viande?

Voir la réponse à la question n° 12.

14. Une fois décongelée, la viande peut-elle encore servir aux mêmes fins qu'avant la congélation?

Voir la réponse à la question n° 12.

ANNEXE C-8

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LE BRÉSIL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(2 décembre 2004)

QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

87. Dans leur réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, les CE font valoir que le Groupe spécial est chargé d'évaluer le sens de leurs concessions à la date à laquelle il a été établi, conformément aux articles 3:2 et 11 du Mémorandum d'accord, autrement dit les 7 et 21 novembre 2003. Toutefois, aux paragraphes 97 et suivants de leur deuxième communication écrite et au paragraphe 72 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, les CE soutiennent que la date pertinente aux fins de l'interprétation de leurs concessions tarifaires concernant les viandes salées est celle de l'ouverture des négociations du Cycle d'Uruguay, à savoir le 1er septembre 1986. Les CE pourraient-elles dissiper la contradiction apparente qui existe entre ces déclarations et indiquer clairement la date à laquelle elles considèrent que leurs concessions en question devraient être interprétées.

1. Aux yeux des CE, la question n° 56 ("le moment auquel devrait se rapporter l'évaluation du sens des positions de la Liste des CE (LXXX)") n'admet pas une unique réponse. Le "moment" en question dépend de la question précise qui est examinée.

2. Les CE reconfirment qu'à leur sens pour interpréter leur Liste en faisant application de l'article 31 de la *Convention de Vienne*, il faut évaluer le sens des concessions à la date de l'établissement du Groupe spécial. C'est ainsi, par exemple, qu'il faut apprécier ce qu'étaient à ce moment-là la pratique ultérieurement suivie, au sens de l'article 31 3 b) ou des règles pertinentes de droit international, au sens de l'article 31 3 c).

3. La date à retenir pour la prise en considération du droit communautaire est une autre question. Dans la mesure où ce droit est pertinent pour déterminer la portée de la Liste des CE dans le contexte de l'article 32 de la *Convention de Vienne*, la commune intention des parties, exprimée dans l'Accord sur les modalités, était de retenir comme point de départ le niveau des droits (ou des consolidations) des parties en 1986.

88. En ce qui concerne leur réponse à la question n° 32 du Groupe spécial, les CE veulent-elles dire que la viande qui a été "imprégnée de sel" aura nécessairement été salée à des fins de conservation? Dans la négative, veuillez répondre de façon détaillée.

4. Non. Pour être conservée à l'aide de sel, une viande doit avoir été imprégnée en profondeur de manière homogène d'une quantité de sel suffisante pour garantir la conservation à long terme, c'est-à-dire bien supérieure à 3 pour cent.[1] Avoir été imprégnée de sel est une condition nécessaire mais non suffisante. Que la viande ait été salée à des fins de conservation ou non dépend en particulier de sa teneur en sel.

[1] Voir déjà les réponses des CE à la question n° 32 posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond et la note de bas de page 11 de leur deuxième déclaration orale.

89. À quelles inspections et/ou à quelles analyses les fonctionnaires des douanes des CE procèdent-ils pour vérifier les caractéristiques objectives des produits en cause?

5. Lorsqu'un produit arrive à la frontière, les fonctionnaires des douanes procèdent aux opérations suivantes:

- inspection des documents douaniers et sanitaires joints à la marchandise et, le cas échéant, d'un RTC;
- inspection physique par les fonctionnaires des douanes du conteneur, de l'emballage et de l'étiquetage;
- inspection physique du produit, et en particulier de sa température, son odeur, son goût et sa couleur;
- au besoin, expédition d'échantillons au laboratoire, en vue d'analyses destinées à vérifier la conformité du produit aux spécifications douanières.

6. Les dispositions juridiques pertinentes, qui figurent aux articles 68 à 70 du Règlement n° 2913/92 établissant le code des douanes communautaire, sont ainsi conçues:

Article 68

Pour la vérification des déclarations acceptées par elles, les autorités douanières peuvent procéder:

a) à un contrôle documentaire portant sur la déclaration et les documents qui y sont joints. Les autorités douanières peuvent exiger du déclarant de leur présenter d'autres documents en vue de la vérification de l'exactitude des énonciations de la déclaration;

b) à l'examen des marchandises accompagné d'un éventuel prélèvement d'échantillons en vue de leur analyse ou d'un contrôle approfondi.

Article 69

1. Le transport des marchandises sur les lieux où il doit être procédé à leur examen ainsi que, le cas échéant, au prélèvement d'échantillons, et toutes les manipulations nécessitées pour permettre cet examen ou ce prélèvement sont effectués par le déclarant ou sous sa responsabilité. Les frais qui en résultent sont à la charge du déclarant.

2. Le déclarant a le droit d'assister à l'examen des marchandises ainsi que, le cas échéant, au prélèvement d'échantillons. Lorsqu'elles le jugent utile, les autorités douanières exigent du déclarant qu'il assiste à cet examen ou à ce prélèvement ou qu'il s'y fasse représenter afin de leur fournir l'assistance nécessaire pour faciliter ledit examen ou prélèvement d'échantillons.

3. Dès lors qu'il est effectué selon les dispositions en vigueur, le prélèvement d'échantillons par les autorités douanières ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'administration, mais les fais d'analyse ou de contrôle sont à la charge de cette dernière.

Article 70

1. Lorsque l'examen ne porte que sur une partie des marchandises faisant l'objet d'une même déclaration, les résultats de l'examen sont valables pour l'ensemble des marchandises de cette déclaration. Toutefois, le déclarant peut demander un examen supplémentaire des marchandises lorsqu'il estime que les résultats de l'examen partiel ne sont pas valables pour le reste des marchandises déclarées.

2. Pour l'application du paragraphe 1, lorsqu'un formulaire de déclaration comporte plusieurs articles, les énonciations relatives à chaque article sont considérées comme constituant une déclaration séparée.

90. Les CE sont priées de répondre à l'observation que le Brésil a formulée dans sa réponse à la question n° 13 du Groupe spécial ainsi qu'au paragraphe 11 de sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond, selon laquelle les CE considèrent les "caractéristiques objectives" d'un produit comme étant un critère de classement décisif.

7. Il est exact que, selon le droit communautaire applicable à la mise en œuvre du SH, les caractéristiques objectives du produit sont décisives pour son classement. Toutefois, on l'a vu, la question du classement est différente de celle de la détermination de la portée d'une Liste aux fins de l'article II du GATT de 1994.

91. Dans leur réponse à la question n° 44 du Groupe spécial, les CE estiment que l'application du principe de conservation a rarement posé des problèmes, parce qu'il est "normalement" évident qu'un produit a ou n'a pas été conservé par l'un des moyens mentionnés dans l'intitulé de la position 02.10. Que faut-il entendre par "normalement" évident? En outre, veuillez expliquer comment les fonctionnaires des douanes traitent un produit lorsqu'il n'est pas évident qu'il ait été conservé par l'un des moyens mentionnés dans l'intitulé de la position 02.10.

8. Les CE ont employé "normalement" au sens d'"habituellement". Elles voulaient simplement dire que les fonctionnaires des douanes, en procédant aux inspections et analyses mentionnées plus haut dans la réponse des CE à la question n° 89 du Groupe spécial, n'aurait aucun mal à dire qu'un produit déterminé a été conservé. Les techniques de conservation visées au n° 02.10 confèrent à la viande des caractéristiques spécifiques (couleur, goût salé, sécheresse, par exemple) qui sont aisément décelables (dans le jambon de Parme, par exemple). De fait, comme les CE l'ont signalé, cette position n'est pas de celles qui en pratique créent des difficultés, ainsi qu'en témoigne le très petit nombre de cas où elle apparaît dans les documents officiels, qu'ils soient nationaux ou internationaux, comme un problème à régler.

92. Dans leur réponse à la question n° 50 du Groupe spécial relative à un RTC sur le classement du saumon fumé congelé, les CE soutiennent que les autorités douanières allemandes ont immédiatement pu *voir* que le produit en question avait été soumis à l'un des procédés de la position 03.05 pour garantir sa conservation. Elles soutiennent aussi que les autorités douanières ont vérifié que le produit avait subi un procédé de conservation (le fumage en l'occurrence) en contrôlant *l'apparence, l'odeur et le goût.* Veuillez indiquer spécifiquement les investigations qui ont permis dans ce cas aux autorités douanières d'acquérir la conviction que le produit relevait de la position 03.05. Ces investigations sont-elles habituelles dans le cas de produits que l'on cherche à classer sous la position 03.05?

9. La réponse des CE à la question n° 50 du Groupe spécial avait trait à la procédure suivie par les autorités douanières allemandes pour délivrer un renseignement tarifaire contraignant. La demande ne visait qu'un seul groupe de produits et contenait les énonciations suivantes:

- une désignation détaillée des marchandises permettant de les identifier et d'en déterminer le classement dans la Nomenclature combinée;

- la composition des marchandises et les méthodes d'identification éventuellement employées pour en déterminer le classement;

- des échantillons et un étiquetage pouvant aider les autorités douanières allemandes à déterminer le classement exact.

10. En fait, les marchandises étaient emballées, enveloppées d'un film en matière plastique fermé sous vide, avec l'étiquette suivante "Grande Luxe R/saumon fumé véritable". On sait que le fumage est l'un des plus anciens moyens de conservation des aliments, et en particulier le saumon. Il donne à la chair ou aux filets du saumon une saveur "fruitée" et un goût qui se reconnaissent instantanément. Le fumage confère au produit un caractère distinctif.

11. Le produit en cause fut examiné par les autorités douanières allemandes au laboratoire des douanes de Hambourg. La couleur, l'odeur et le goût furent aisément identifiés comme la source d'une saveur et d'un goût indiquant que le produit avait été fumé. En procédant ainsi, les autorités suivaient le Guide sur les laboratoires des douanes publié par l'Organisation mondiale des douanes. Ce guide recommande de commencer par une analyse de contrôle de la marchandise, qui consiste à examiner l'aspect et la nature de l'échantillon. Cet examen repose sur les sens de la vue, de l'odorat et de l'ouïe. Dans le cas considéré, les autorités douanières allemandes furent en mesure de décider immédiatement que la marchandise avait été soumise à un procédé de fumage visé par la position 03.05.

93. Les produits en cause dans la présente affaire satisfont-ils aux critères énoncés dans le Règlement n° 535/94 des CE?

12. Non. Comme les CE l'ont expliqué dans leurs diverses communications, le Règlement n° 535/94 fixe une teneur en sel minimale, comme règle pragmatique, en deçà de laquelle on ne peut considérer qu'un produit est salé à des fins de conservation. La condition de la conservation qui découle directement de la position 02.10 de la Nomenclature combinée, suivant l'interprétation qu'en donne une jurisprudence constante de la Cour, demeure inchangée par le Règlement n° 535/94 (voir aussi les réponses aux questions n° 113 et 114 du Groupe spécial). En conséquence, pour être classé au n° 02.10, un produit doit satisfaire aux critères du Règlement n° 535/94 et être salé à des fins de conservation, comme l'exige la position 02.10 de la Nomenclature combinée. C'était le cas lorsque le Règlement n° 535/94 fut promulgué, et cela reste le cas aujourd'hui.

13. Les CE ne contestent pas que les produits en cause avaient fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène dans toutes leurs parties. Cela dit, le Brésil et la Thaïlande eux-mêmes limitent leurs allégations à des produits contenant plus de 1,2 pour cent de sel. Ils admettent que cette teneur en sel ne suffit pas à garantir la conservation à long terme.

94. Dans leur réponse à la question n° 25 du Groupe spécial, les CE soutiennent que les produits visés par le Règlement (CE) n° 1223/2002 et par la Décision 2003/97/CE de la Commission du 31 janvier 2003 relèvent de la position 02.07 de leur Liste et sont assujettis aux droits applicables aux lignes tarifaires correspondantes du Tarif douanier commun des CE. Les CE pourraient-elles indiquer précisément quels sont ces droits?

14. Les produits en question relèvent de la sous-position 0207.14.10 de la NC et les droits à l'importation auxquels ils sont assujettis s'élèvent à 102,4 €/100 kg. De plus, ces produits peuvent se voir appliquer le mécanisme de sauvegarde spécial prévu à l'article 5 de l'*Accord sur l'agriculture*. Les CE notent aussi qu'elles ont un contingent tarifaire couvrant cette ligne tarifaire qui s'établit à 15 500 tonnes et dont le Brésil et la Thaïlande sont, entre autres, les bénéficiaires. Le taux

contingentaire est nul. Ce contingent tarifaire a déjà fait l'objet à l'OMC du règlement d'un différend entre le Brésil et les CE.

95. Veuillez commenter les données relatives aux prix des produits en cause mentionnées au paragraphe 57 de la première communication écrite du Brésil et au paragraphe 11 de la première communication écrite de la Thaïlande. En particulier, les CE admettent-elles que ces prix sont ceux qui étaient applicables, au moment pertinent, aux importations des produits en cause en provenance respectivement du Brésil et de la Thaïlande?

15. Les CE ne contestent pas les chiffres des prix fournis par les plaignants.

96. Au paragraphe 19 de sa déclaration orale à la première réunion de fond et au paragraphe 37 de sa deuxième communication écrite, la Thaïlande soutient que les produits salés nécessitent un moyen de conservation supplémentaire. À l'appui, elle cite en référence les pièces n° 25 a), 25 b) et 25 c) de la Thaïlande, qui contiennent des paquets de jambon de Parme, de prosciutto et de jamón Serrano. Sous quelle position de la Nomenclature combinée des CE ces produits sont-ils classés? Veuillez fournir tous les éléments de preuve nécessaires à l'appui.

16. De très petites quantités seulement de jambons, séchés ou fumés, à l'os ou désossés, sont importées dans les États membres des CE (en 2001: 250 tonnes; en 2002: 240 tonnes; en 2003: 235 tonnes). La Communauté classe ces produits à l'exportation, sous la position 0210.11.31 pour les jambons à l'os et sous la position 0210.19.81 pour les jambons désossés. Cette dernière position vaut pour les jambons en question s'ils sont tranchés.

17. Les CE fournissent des extraits de leur nomenclature des exportations de produits agricoles (pièce n° 31 des CE), qui repose sur le SH et où les mentions "Prosciutto di Parma" (couramment dénommé jambon de Parme) et "Prosciutto di San Daniele" figurent dans ces sous-positions. Il n'y a pas dans cette nomenclature de numéro prévu pour le "jamón Serrano", mais celui-ci serait compris dans les mêmes sous-positions. Les CE ne sont pas d'accord avec la Thaïlande pour considérer que ces groupes de produits exigent des moyens de conservation supplémentaires et elles communiquent l'opinion d'un expert en la personne de M. le professeur Karl-Otto Honikel, autorité internationale également citée par les plaignants (voir la pièce n° 32 des CE). Ces produits se conservent durant des mois – on peut les voir suspendus dans les bars à tapas du monde entier. Le tranchage contamine la surface par les moisissures, levures ou autres microbes, mais cependant, le produit tranché est encore stable à température ambiante. En pratique, les produits tranchés sont réfrigérés, car des levures ou moisissures, mais non les microbes, pourraient commencer à se développer sur la face de découpage, ce qui rendrait le produit moins attrayant pour le consommateur.

97. En ce qui concerne les réponses des CE aux questions n° 48 et 71 du Groupe spécial ainsi que le paragraphe 36 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, la liste de produits figurant dans la pièce n° 5 des CE est-elle une liste exhaustive de tous les produits dont le commerce relève habituellement de la position 02.10? Dans la négative, veuillez indiquer tous autres produits dont le commerce relève de cette position. Veuillez indiquer, en donnant toutes les preuves nécessaires, la teneur en sel de chacun des produits qui sont décrits comme étant "salés".

18. Dans le tableau de leur pièce n° 5, les CE ont fait figurer des exemples représentatifs des diverses sortes de viandes salées, séchées et fumées. Cette liste ne saurait être exhaustive, car il existe d'innombrables petits producteurs de jambon semblable aux exemples donnés, qui est traité en salaison, dans certains cas fumé, puis séché à l'air à des degrés divers et suivant des styles variés. D'un autre côté, les CE souhaiteraient ajouter le bacon à cette liste. Lui aussi se présente sous des formes variées, et peut en particulier être ou ne pas être fumé. Les CE l'ont désigné comme le seul

produit carné qui soit conservé uniquement par salage[2], mais il serait plus exact de parler de "traitement en salaison" puisque l'on utilise en combinaison du sel ordinaire (NaCl) et du nitrite et du nitrate de sodium. Ces derniers ont un effet de conservation supplémentaire et provoquent les changements qui donnent à la viande sa couleur rouge caractéristique.[3]

19. La teneur en sel ordinaire des diverses viandes est indiquée au tableau de la pièce n° 5 des CE, où elle a trait à la conservation, encore que les CE tiennent à souligner que, dans aucun de ces cas, pas plus que dans celui du lard, le salage à l'aide de sel ordinaire ne constitue la seule base de la conservation. De fait, les CE n'ont connaissance d'aucune viande qui soit conservée uniquement à l'aide de sel ordinaire. En revanche, c'est le seul traitement appliqué au poulet qui est l'objet du présent différend. Le Brésil allègue que la teneur en sel de ce poulet suffit à le conserver. Pour combattre cette allégation, formulée à un stade tardif de la procédure[4], les CE ont recueilli l'opinion d'un expert (pièce n° 32 des CE), qui confirme qu'un minimum de 7 pour cent de sel dans la viande est nécessaire à cette fin. L'expert, M. le professeur Karl-Otto Honikel, est un éminent spécialiste de ce domaine et il est cité comme une autorité dans les documents présentés par le Brésil à l'appui de ses assertions.

20. Il faut dire que le volume du commerce de ces produits est faible. Les importations communautaires au titre de la position 02.10 s'établissent en moyenne aux alentours de 2 000 tonnes par an, dont la moitié consiste en conserves de viande de bœuf en provenance de Suisse ("*viande de grison*"). Toutefois, durant la période où les morceaux de poulet salés congelés étaient classés sous cette position, le volume annuel des importations s'est trouvé multiplié par plus de 100.[5] Cet épisode est instructif. Les plaignants prétendent que leurs arguments portent spécifiquement sur la Liste des CE, au motif qu'ils font entrer en jeu le Règlement n° 535/94.[6] En réalité, ils n'invoquent ce règlement qu'en vue de *confirmer* leur interprétation de la position 02.10 de la Liste suivant l'usage qu'ils font du Système harmonisé comme contexte. D'après leur interprétation, qui équivaut à une interprétation de la position 02.10 du SH, n'importe quel degré de salage, séchage ou fumage serait suffisant pour qu'un produit puisse être classé sous cette position. Les éléments de preuve fournis par le Brésil lui-même[7] montrent que le classement sous cette position assure aux morceaux de poulet une réduction importante de droits dans de nombreux tarifs douaniers nationaux. Qui plus est, l'interprétation des plaignants ne se limite pas aux morceaux de poulet, elle s'applique à toutes les viandes. Si cette interprétation était retenue, dans tous les cas où la Liste d'un Membre prévoit un droit de douane plus faible pour une viande relevant de la position 02.10 que pour les viandes correspondantes des positions 02.01 à 02.08, ce Membre pourrait s'attendre à la même distorsion spectaculaire du commerce de ses échanges commerciaux par le biais du recours à des viandes légèrement salées, etc., que celle que les CE ont subie avec le poulet congelé salé.

98. Veuillez répondre à la question posée par le Brésil au paragraphe 29 de sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond, à savoir pourquoi il est nécessaire de procéder à une "opération de conservation supplémentaire" pour les produits qui sont classés sous la position 02.10 s'ils ont déjà fait l'objet d'un procédé visant à garantir leur conservation à long terme?

21. Pour répondre brièvement à la question de savoir pourquoi une viande qui a fait l'objet d'une opération de conservation à long terme (salage, séchage, et ainsi de suite) devrait être soumise à une opération de conservation supplémentaire (réfrigération, voire congélation), on peut dire que c'est afin

[2] Première déclaration de clôture des CE, paragraphe 4.
[3] Première communication écrite des CE, paragraphe 116.
[4] Deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphe 2.
[5] Première communication écrite des CE, paragraphe 58, tableau 3.
[6] Voir, par exemple, la deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 20.
[7] Pièce n° 37 du Brésil.

de pouvoir se conserver plus longtemps encore. Les CE ont énuméré[8] divers facteurs qui influent sur la durée de conservation ou la présentation des conserves de viande. En particulier, ces viandes ne sont plus gardées de la manière prévue à l'origine et elles sont souvent tranchées en guise de préparation à la vente au détail (voir la pièce n° 32 des CE).

22. Le recours à des techniques de conservation supplémentaires pour les viandes relevant de la position 02.10 est explicitement envisagé dans les notes explicatives du chapitre 2 du SH, qui prévoient que les produits relevant du chapitre 2 y restent classés lorsqu'ils sont conditionnés dans des emballages sous vide (conditionnement sous atmosphère modifiée).[9]

99. Au paragraphe 40 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que les produits cités en exemple par les plaignants à l'appui de leur argument selon lequel les produits salés ne sont pas nécessairement conservés au seul moyen du salage, sont quasiment tous des poissons et non des viandes. Les CE sont priées d'expliquer, dans des termes précis, les différences existant entre les poissons et les viandes qui justifient des conclusions différentes à cet égard.

23. Les CE ont fait cette remarque en vue de montrer par un exemple que les produits que les plaignants avaient identifiés comme conservés par l'un des procédés de la sous-position 02.10 étaient pour la plupart des produits à base de poisson et non des produits carnés. Elles ne voulaient pas donner à entendre qu'il fallait nécessairement tirer des produits à base de poisson des conclusions différentes de celles qui seraient tirées des produits carnés.

24. En réalité, les CE tiennent à l'indiquer, c'est le Brésil qui rejette expressément la possibilité de tirer des analogies du chapitre 3 du SH. En commentant la lettre adressée par l'OMD aux autorités chypriotes[10], le Brésil soutient que le poisson congelé salé est un produit différent du produit en cause et ne saurait par conséquent "être sérieusement pris en considération par le Groupe spécial comme pratique ultérieurement suivie pertinente". Pourtant, il apparaît que le Brésil est partagé sur cette question, car il cite aussi des exemples du classement des poissons congelés à l'appui de ses arguments.[11]

25. Aux yeux des CE, l'économie générale du chapitre 3 est semblable à celle du chapitre 2, de sorte que les observations de l'OMD sur les poissons sont importantes pour le présent différend.

100. Au paragraphe 35 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que, même si les plaignants avaient raison de considérer que la position 02.10 dépend davantage de la préparation que de la conservation, l'ensemble de la pratique existante donnerait à penser qu'il doit s'agir d'une préparation à l'issue de laquelle la viande est dans un "état perceptiblement différent". Les CE veulent-elles dire qu'il est possible que la conservation ne soit pas nécessaire aux fins du classement sous la position 02.10, à condition que l'état du produit en question ait été perceptiblement modifié? Dans la négative, veuillez expliquer ce que les CE veulent dire par cette observation. En outre, veuillez expliquer comment les CE interprètent l'expression "état perceptiblement différent".

26. Les CE ont fait ces observations pour présenter un autre argument, pour le cas où le Groupe spécial n'admettrait pas que tous les procédés visés dans la position 02.10 comportent la conservation de la viande. À leurs yeux, le changement d'état est provoqué par la conservation, mais que ce changement *existe* est indéniable. Par l'expression "perceptiblement différent", nous voulons dire en particulier que la viande est manifestement différente de la viande crue par son aspect et sa texture.

[8] Dans leur deuxième communication écrite au paragraphe 43, par exemple.
[9] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 9.
[10] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 63.
[11] Dans sa première communication écrite, par exemple, au paragraphe 94.

Un fonctionnaire des douanes examinant ces marchandises n'aurait aucune difficulté à les reconnaître pour ce qu'elles sont. On peut dire que toutes les viandes dont nous savons qu'elles sont classées sous la position 02.10 ont en commun cette caractéristique (voir le tableau de la pièce n° 5 des CE). En outre, toutes ces viandes ont des noms, soit génériques (comme "lard"), soit spécifiques (comme "jambon de Parme"). Le poulet congelé auquel a été ajouté du sel ne présente aucune de ces caractéristiques. Non seulement il ressemble à de la viande de poulet lorsqu'il arrive à la frontière, mais encore, comme le confirme l'opinion d'expert du professeur Karl-Otto Honikel (pièce n° 32 des CE), un salage qui se situe entre 1,2 et 3 pour cent ne produit aucun des effets (conservation et réduction de la perte de liquide par écoulement) allégués par les plaignants pour le distinguer de la viande de poulet non salée.

101. Dans leur réponse à la question n° 69 du Groupe spécial, les CE indiquent que le but recherché s'agissant des états mentionnés dans la position 02.07 n'est pas pertinent, puisque ces états sont "instantanément détectables". En revanche, les CE estiment que le but recherché s'agissant des états mentionnés dans la position 02.10 est important. Les CE considèrent-elles que ce but est important en ce qui concerne la position 02.10 parce que les états mentionnés dans cette position ne sont pas considérés comme étant "instantanément reconnaissables"? Dans l'affirmative, comment les CE concilient-elles cela avec l'opinion qu'elles ont formulée dans leur réponse à la question n° 69 du Groupe spécial, selon laquelle, en pratique, ce qui est important pour les autorités douanières, c'est que les viandes conservées possèdent des caractéristiques physiques particulières qui sont aisément identifiables? Dans la négative, veuillez expliquer, dans des termes précis, pourquoi le but visé est important en ce qui concerne la position 02.10, mais non en ce qui concerne la position 02.07.

27. Les CE trouvent qu'il est difficile de répondre à cette question, parce qu'elle semble impliquer une dichotomie entre les viandes qui sont réfrigérées ou congelées et celles qui sont salées, etc. au sens de la position 02.10. Comme elles l'ont déjà indiqué, les viandes de la position 02.10 peuvent aussi être réfrigérées ou congelées, et elles ne perdront pas leur classement pour autant. En conséquence, ces termes n'ont pas la même valeur au chapitre 2. Une fois qu'il aura été constaté qu'une viande est salée, etc., elle sera classée sous la position 02.10.[12] Mais la constatation qu'une viande est congelée ne dit pas quelle est la position appropriée; pour cela, il faut en savoir davantage à son sujet.[13]

28. En ce qui concerne le "but", il est indéniable, selon les CE, que la position 02.10 a été créée pour couvrir les viandes qui avaient été traitées par des moyens particuliers (salage, etc.) en vue de les mettre dans un état où elles seraient conservées.[14] Les viandes dans cet état sont "aisément identifiables" comme telles, et l'on pourrait aussi dire "instantanément reconnaissables".

102. Dans leur réponse à la question n° 49 du Groupe spécial, les CE soutiennent que les viandes conservées peuvent se garder durant de nombreux mois à température ambiante. Les CE soutiennent-elles que garantir une durée de conservation de nombreux mois équivaut à une conservation à long terme? Dans la négative, que faut-il entendre par conservation à long terme dans le contexte de la position 02.10 de la Liste des CE?

29. Les CE ont montré que l'idée de conservation est au cœur de la position 02.10 dans le Système harmonisé, dans leur propre Liste et dans leur Nomenclature combinée. Les plaignants n'ont pas établi que le produit en cause remplisse ce critère, et leurs allégations doivent donc faire long feu. Les CE ont observé que les viandes qui sont conservées pour plusieurs mois le sont manifestement aux fins de la position 02.10. Voir aussi la réponse des CE à la question n° 118 du Groupe spécial.

[12] En faisant abstraction de la position 02.09.
[13] Plus précisément, cela exclurait la position 02.01 et plusieurs sous-positions.
[14] Voir, par exemple, l'analyse de l'évolution des termes.

103. Dans sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial, le Brésil décrit les méthodes de salage employées par les producteurs et les exportateurs brésiliens de viande de poulet salée. L'une ou plusieurs de ces méthodes permettent-elles d'obtenir un salage imprégné en profondeur de manière homogène?

30. Le barattage à sec, le barattage en saumure et l'injection peuvent permettre d'obtenir cette imprégnation.

104. En ce qui concerne la réponse des CE à la question n° 64 du Groupe spécial, quels sont les sels utilisés pour conserver les produits que les CE considèrent généralement comme relevant de la position 02.10?

31. Le chlorure de sodium, le nitrate de sodium et le nitrite de sodium. Sans l'emploi de nitrates et de nitrites, la viande conservée ne peut pas avoir sa couleur rouge habituelle.[15] Les CE n'ont connaissance d'aucune viande qui soit conservée uniquement avec du chlorure de sodium (sel ordinaire).

105. Veuillez commenter la réponse du Brésil à la question n° 18 du Groupe spécial et la pièce n° 34 du Brésil, qui, selon le Brésil, montrent que les CE elles-mêmes considèrent que les poissons salés/séchés/fumés congelés devraient être classés sous la position 03.05 et non sous la position 03.03 ou la position 03.04.

32. Une fois que le poisson a été suffisamment salé, etc., pour être conservé, qu'il soit aussi congelé ou non ne changera rien à son classement douanier. Les CE ont toujours fondé leur classement des marchandises sur les "caractéristiques objectives" de celles-ci, qui reposent pour l'essentiel sur leur composition ou leurs propriétés, lesquelles peuvent être établies par des examens en laboratoire, que ce soit un laboratoire des douanes ou un laboratoire privé. L'état des produits en cause – salés ou en saumure, séchés ou fumés à des fins de conservation à long terme – peut être établi par les laboratoires en mesurant le degré d'humidité et l'activité de l'eau.

33. À titre d'exemple, les filets de hareng, salés ou en saumure, congelés ont été classés au cas par cas, tantôt au n° 03.05, et tantôt au n° 03.04 (pièce n° 33 des CE).

106. Au paragraphe 42 de leur deuxième communication écrite, les CE ont indiqué que la NCCD était le prédécesseur du Système harmonisé. Dans quelle mesure la structure et la raison d'être du chapitre 2 de la NCCD sont-elles différentes de celles du chapitre correspondant de la nomenclature de Genève ou sont-elles semblables à celles-ci?

34. Bon nombre des éléments du chapitre 2 du projet de Genève avaient été repris dans la NCCD.

35. La stratégie consistant à traiter la plupart des viandes par espèce animale (bovine, ovine, porcine, et ainsi de suite) se retrouve dans les deux (mais la position 15, "gibier tué", du projet de Genève n'a pas d'équivalent dans la NCCD). Que la viande ait été congelée ou non ne compte pas dans la NCCD, alors même que cela jouait un rôle dans le projet de Genève (et que c'est redevenu le cas dans le SH). Il n'est pas inutile de noter que le mot "conservé" est lié à la réfrigération (position 13, et également dans la position 19), pratique qui est reprise dans les notes de la NCCD (et du SH).

36. Le mieux pour comprendre la position 17, "lard de porc", du projet de Genève est de lire les notes explicatives qui l'accompagnent, d'où il ressort très clairement qu'elle correspond en fait à la position 02.05 de la NCCD (et à la position 02.09 du SH), visant la graisse de porc et la graisse de volailles.

[15] Voir la première communication écrite des CE, paragraphe 116.

37. La position 18 correspond à la position 02.06 de la NCCD (position 02.10 du SH), à ceci près que le membre de phrase "cuite ou simplement préparée d'une autre manière" a disparu. Les CE ont traité cette question dans leur deuxième déclaration orale.[16] Les viandes cuites ont été transportées au chapitre 16 de la NCCD, mais il est resté des traces du mot "préparées" dans ses notes explicatives (qui ont subsisté dans celles du SH).

107. Si, comme l'affirment les CE, les procédés énumérés dans l'intitulé de la position 02.10 visent à garantir la conservation à long terme et si le chapitre 2 est structuré en fonction des méthodes de conservation, pour quelle raison les procédés énumérés dans la position 02.10 – à savoir produits "salés", "en saumure", "séchés" ou "fumés" – relèvent-ils d'une position distincte au lieu de faire l'objet d'une position tierce à l'intérieur de chacune des positions précédentes (c'est-à-dire de la position 02.01 à la position 02.08 incluse), avec les produits "frais", "réfrigérés" ou "congelés"?

38. En guise d'introduction, les CE observent que, malgré les affirmations contraires réitérées des plaignants, elles n'ont pas soutenu que le chapitre 2 soit "structuré en fonction des méthodes de conservation". Néanmoins, la conservation est manifestement un trait important de ce chapitre.

39. Il est évident, à en juger par les structures des nomenclatures successives – 1937, NCCD, SH –, que les rédacteurs considéraient les viandes qui avaient été salées, etc., comme présentant deux caractéristiques particulières. En premier lieu, elles étaient très nettement différentes des viandes qui n'avaient pas été soumises à ces procédés, à telle enseigne qu'elles n'étaient même pas comprises dans les mêmes positions. Deuxièmement, elles étaient si semblables les unes aux autres qu'elles pouvaient être traitées dans une position commune. Ces caractéristiques procèdent l'une et l'autre du fait que les viandes sont conservées; une viande qui n'a été que légèrement salée, ou séchée, etc., n'est pas très sensiblement différente d'une viande non transformée, et cette viande d'un animal n'offre pas de ressemblance particulière avec la viande légèrement salée, etc., d'un autre animal.

40. L'importance de la congélation des viandes a évolué au fil des ans (elle ne figurait pas dans la NCCD), mais même dans le SH, elle n'est manifestement pas considérée comme un procédé aussi radical que la conservation par salage, etc., puisqu'il n'en est rendu compte que par des divisions en catégories définies seulement à l'intérieur d'espèces animales et dans la plupart des cas au moyen de sous-positions.

41. Les CE pensent que ces considérations apportent sa réponse à la question du Groupe spécial.

108. Au paragraphe 119 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que, tout au long des négociations du Cycle d'Uruguay, leur législation régissant le classement des produits relevant de la position 02.10, *y compris le Règlement n° 535/94*, était fondée sur la notion de conservation. Veuillez expliquer où la notion de conservation transparaît dans le Règlement n° 535/94.

42. Le Règlement n° 535/94 n'avait pas besoin de redire explicitement que la position 02.10 reposait sur la notion de conservation. Pour reprendre la formule concise employée par la Cour de justice dans l'affaire *Gausepohl*:

> Il ressort […] de l'économie de ce chapitre que, pour les besoins de la classification tarifaire, il s'agit soit de viande bovine fraîche ou réfrigérée, soit de viande qui a été soumise à un des modes de conservation distincts à long terme.[17]

[16] Au paragraphe 42.

[17] Paragraphe 10. Pour le texte intégral de cet extrait de l'arrêt, voir la première communication écrite des CE, paragraphe 82.

43. Comme nous le notions dans notre réponse à la question n° 40 du Groupe spécial à la première réunion, ce fait était incontesté entre tous les États membres intéressés, la Cour, la Commission et l'importateur lui-même.

44. Les CE ont expliqué, en répondant à la question n° 93 du Groupe spécial, que le Règlement n° 535/94 fixe une teneur en sel minimale, comme règle pragmatique, en deçà de laquelle on ne peut considérer qu'un produit a été salé à des fins de conservation (voir aussi la réponse à la question n° 113 du Groupe spécial). En conséquence, pour être classé sous la position 02.10, un produit doit satisfaire aux critères énoncés dans le Règlement n° 535/94 et avoir fait l'objet d'un salage destiné à en garantir la conservation.

109. Au paragraphe 107 de leur deuxième communication écrite, les CE soutiennent que, s'agissant de la position 02.10 de leur Liste, *au 1er septembre 1986*, leur législation et leur pratique appuyaient le principe de la conservation à long terme. Mis à part l'arrêt Dinter de 1983 et la note explicative de 1981 relative au TDC que les CE ont déjà mentionnés, quels éléments existe-t-il à l'appui de l'opinion selon laquelle, au 1er septembre 1986, le principe de la conservation à long terme était solidement établi dans les CE?

45. Bien qu'avant le Cycle d'Uruguay les CE aient eu peu de droits consolidés sur les produits agricoles, leur nomenclature reposait très exactement sur la NCCD (les États membres étaient parties au traité établissant la NCCD et tenues de ce fait d'en observer les termes). La position 02.06 de la NCCD a effectivement le même libellé que la position 02.10 du SH, et l'une comme l'autre, ainsi que les CE l'ont établi, consacrent le principe de la conservation. C'est ce que l'on retrouve dans le Règlement n° 3331/85, qui renferme le tarif douanier commun des CE pour 1986 et reproduit les positions de la NCCD. Des extraits pertinents en sont présentés dans la pièce n° 34 des CE. La même nomenclature reposant sur la NCCD était en usage dans les CE depuis 1960 sinon plus tôt. Il s'ensuit que le principe de la conservation à long terme était solidement établi dans les CE et avait été confirmé dès 1983 dans l'affaire *Dinter*.[18] Toute autre mesure n'aurait pu que réaffirmer l'exigence de la conservation, mais non la modifier.

110. Les arrêts de la CJCE sont-ils publiés? Dans l'affirmative, comment et quand? Sont-ils accessibles au public? Veuillez indiquer les moyens par lesquels ces arrêts étaient accessibles au public à la date: a) du 1er septembre 1986; b) du 15 décembre 1993; et c) du 15 avril 1994.

46. Les arrêts de la Cour de justice sont rendus en audience publique (article 37 du *Statut de la Cour* et article 64, paragraphe 1, du *Règlement de procédure de la Cour*).

47. Le jour où ils sont rendus, les arrêts sont accessibles au public en dehors de la salle d'audience et après le prononcé, ils sont adressés par le greffe à quiconque en fait la demande.

48. Selon l'*article 68 du Règlement de procédure de la Cour*, un recueil de la jurisprudence de la Cour est publié par les soins du greffier et, en principe, tous les arrêts y figurent.

49. Depuis le milieu des années 70, les arrêts de la Cour sont accessibles dans une base de données juridique communautaire (CELEX) gérée par l'Office des publications des Communautés.

50. De plus, la Cour notifie tant le début d'une procédure que l'arrêt rendu et ses conclusions au Journal officiel des Communautés européennes. À titre d'exemple, les CE présentent dans leur pièce n° 35 les extraits du Journal officiel relatifs aux affaires *Dinter* et *Gausepohl*.

[18] Voir l'arrêt rendu dans l'affaire 175/82, *Dinter* (pièce n° 12 des CE), paragraphe 6, ainsi que l'exposé de la portée de cette jurisprudence fait par l'Avocat général Tesauro dans l'affaire C-33/92, *Gausepohl* (pièce n° 14 des CE), paragraphe 4. Cette jurisprudence constante fut reconfirmée par la Cour dans l'arrêt *Gausepohl* (pièce n° 14 des CE), paragraphe 16.

51. Les moyens de rendre les arrêts accessibles au public cités ci-dessus existaient à toutes les dates spécifiées par le Groupe spécial. Depuis 1997, tous les arrêts sont également accessibles sur le site Web de la Cour (www.curia.eu.int).

111. Veuillez commenter l'affirmation émise par le Brésil au paragraphe 90 de sa deuxième communication écrite, selon laquelle l'avocat général, dans l'affaire *Dinter*, a estimé que le fumage était un procédé de préparation.

52. Les CE croient comprendre qu'au paragraphe 90 de sa deuxième communication, le Brésil tente de fournir des éléments de preuve pour combattre leur explication suivant laquelle la notion de conservation était au cœur de leur pratique de classement concernant la position 02.10. Le seul document juridique que le Brésil cite, ce sont les conclusions de l'avocat général, M. Mancini, dans l'affaire *Dinter*, c'est-à-dire l'opinion juridique indépendante fournie à la Cour durant la procédure, opinion que la Cour n'est nullement tenue de suivre.

53. Si tant est qu'il ait un effet, le document auquel le Brésil se réfère, corrobore la position des CE. En premier lieu, l'avocat général Mancini, au paragraphe 3 de ses conclusions, distingue entre l'addition de sel selon le chapitre 2, destinée à "mieux conserver le produit", et l'addition de sel comme assaisonnement. C'est-à-dire qu'il dit expressément que "le salage", aux fins de la position 02.10, exige manifestement un salage destiné à assurer la conservation. Deuxièmement, il s'agissait en l'occurrence d'assaisonnement à l'aide de sel et de poivre, et non de fumage. Au surplus, la Cour, dans son arrêt (lequel est la décision tranchant en dernier ressort et contraignante) a confirmé que le chapitre 2 "comprend les viandes de volaille qui ont été soumises à des procédés en vue de les conserver" (paragraphe 6).

112. En ce qui concerne la réponse des CE à la question n° 47 du Groupe spécial, veuillez expliquer pourquoi et comment il est implicite, dans l'arrêt *Gausepohl*, que la quantité de sel requise pour la conservation peut varier selon les viandes.

54. Dans l'affaire *Gausepohl*, la Cour a trouvé confirmation de son interprétation de la position 02.10, à savoir que celle-ci exige un salage à des fins de conservation à long terme, dans une note explicative relative à la viande porcine.[19] Comme il est noté dans le rapport d'audience (au paragraphe 33), cette note explicative de la Nomenclature combinée dit que la teneur en sel "peut être très différente selon les découpes et la nature de la viande".

113. En ce qui concerne les affaires dans lesquelles la CJCE rend un arrêt afin de clarifier un règlement déterminé, en vertu de la législation des CE, est-il nécessaire de lire cet arrêt à la lumière d'un règlement qui a été promulgué après que l'arrêt a été rendu et dont l'objet était expressément de modifier le premier règlement sur lequel l'arrêt était fondé?

55. Il n'existe pas de procédure en vertu de laquelle la Cour de justice soit chargée de "clarifier un règlement déterminé". Selon le *Traité CE*, un règlement peut soit être attaqué directement par voie de recours en annulation (article 230 du *Traité CE*), soit être examiné par la Cour dans le cadre d'une procédure de demande de décision préjudicielle et son invalidation être prononcée (article 234 du *Traité CE*). Dans le cadre des deux procédures, la conséquence juridique est que le règlement n'est pas valide et n'est plus en vigueur *ex tunc* (sauf indication contraire expresse de la Cour).

56. L'acte ultérieur qui remplace l'acte invalidé est autonome et il est motivé, conformément à l'article 253 du *Traité CE*. Il ne demande donc généralement pas à être lu dans le contexte de l'arrêt qui a invalidé l'acte précédent, à moins que cet arrêt ne soit expressément mentionné dans l'exposé des motifs.

[19] Arrêt de la Cour dans l'affaire C-33/92, *Gausepohl* (pièce n° 14 des CE), paragraphe 12.

57. Si les CE comprennent bien, le Groupe spécial s'intéresse à la relation entre les arrêts comme *Gausepohl*, qui interprète la Nomenclature combinée, et un règlement ultérieur de la Commission qui y insère une note complémentaire. Or, c'est là une question de hiérarchie des normes, par opposition à une question de hiérarchie entre les arrêts de la Cour et les règlements de la Commission.

58. Dans l'arrêt *Gausepohl*, par exemple, la Cour a confirmé la portée de la position 02.10 de la Nomenclature combinée (qui est un règlement du Conseil). L'addition ultérieure par la Commission de la Note complémentaire 7, par le truchement du Règlement n° 535/94 de la Commission, est un acte juridique qui est *inférieur* à la Nomenclature combinée (règlement du Conseil). La Commission n'est pas habilitée à modifier, en prenant un règlement, la teneur ou la portée d'une position tarifaire définie dans la Nomenclature combinée (Règlement du Conseil portant application du Système harmonisé). Il s'ensuit que tout acte de la Commission doit nécessairement à tout moment être lu conjointement avec la norme supérieure (la Nomenclature combinée) et son interprétation par la Cour. En d'autres termes, la portée de la position 02.10, qui, à s'en tenir à son libellé et sa structure, entraîne déjà une exigence de conservation, ainsi que la Cour l'a confirmé dans l'arrêt *Gausepohl*, échappe entièrement aux atteintes de tout acte juridique adopté par la suite par la Commission. D'ailleurs, comme l'avocat général Tesauro le notait dans ses conclusions dans cette affaire:

> Le chapitre 2 de la Nomenclature combinée, ainsi qu'il résulte également de la jurisprudence de la Cour, inclut des viandes qui ont été soumises à des traitements destinés à leur conservation, parmi lesquels, précisément, la congélation et le salage.[20]

59. C'est l'acte de la Commission qui doit être lu en harmonie avec celui du Conseil et avec son interprétation par la Cour, et non l'inverse. Dans la mesure où il y aurait eu un conflit (ce qui n'était pas le cas), c'est l'interprétation donnée par la Cour de la portée de la position 02.10 de la Nomenclature combinée qui l'emporterait.

114. Veuillez commenter l'opinion, émise par le Brésil et la Thaïlande respectivement au paragraphe 56 et au paragraphe 8 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, selon laquelle les effets juridiques d'un arrêt de la CJCE peuvent être annulés ou modifiés du fait d'un changement apporté à la législation, y compris la promulgation d'un nouveau règlement.

60. Dans les paragraphes susmentionnés, les plaignants continuent à tenter de justifier leur recours sélectif au Règlement n° 535/95 de la Commission et leur mauvaise interprétation de la portée de ce règlement. Plus précisément, les arguments des plaignants, si les CE ont bien compris, sont les suivants:

61. Le Brésil soutient, en se référant à un ouvrage consacré au droit communautaire, que l'effet juridique d'un arrêt de la Cour peut être annulé ou modifié par un changement apporté à la législation, y compris la promulgation d'un nouveau règlement, et que par conséquent la nouvelle législation ne tombe pas sous le coup des constatations de la Cour faites dans des "circonstances différentes" antérieures.[21]

62. La Thaïlande, pour sa part, tente de déduire de l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire *Van de Kolk* que "dans une situation de conflit" entre un arrêt de la Cour et un règlement postérieur de la Commission, la Cour de justice a elle-même dit nettement que c'était le règlement postérieur qui l'emporterait".[22]

63. Ainsi que nous l'expliquerons ci-dessous, ces deux propositions sont entièrement fausses.

---

[20] C-33/92, *Gausepohl*, conclusions de l'avocat général Tesauro (pièce n° 14 des CE), paragraphe 4.
[21] Deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphe 56.
[22] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 8.

64. À propos de l'argument du Brésil, les CE notent d'emblée que celui-ci n'a pas fourni au Groupe spécial la citation originale de l'autorité en matière de droit communautaire à laquelle il se réfère dans la note de bas de page 62 à l'appui de son affirmation. Les CE présentent dans une pièce jointe la page pertinente (495) de cet ouvrage sur le droit communautaire, où Lasok décrit les effets juridiques des arrêts de la Cour en ces termes:

> L'effet juridique d'un arrêt de la Cour peut en principe être annulé ou modifié par un changement apporté au droit appliqué par la Cour, tel un amendement aux traités.[23]

65. Cette citation ne correspond pas à l'affirmation du Brésil selon laquelle l'adoption d'un règlement de la Commission (tel que le Règlement n° 535/94) à la suite d'un arrêt de la Cour (comme *Gausepohl*) annule la portée juridique de l'arrêt antérieur. Au contraire, Lasok confirme l'explication donnée par les CE pour répondre à la question n° 113 du Groupe spécial, à savoir qu'il n'y a pas de règle de conflit suivant laquelle un acte législatif ultérieur de la Commission ou du Conseil remplacerait tout arrêt antérieur de la Cour. Lasok se réfère à une situation dans laquelle la Cour avait examiné la compatibilité d'une mesure avec les normes appliquées par la Cour. Il se réfère en particulier au *Traité CE*, parce que celui-ci prime sur toutes les autres normes en droit communautaire. Un règlement du Conseil doit aussi être compatible avec les principes du droit communautaire comme avec les obligations internationales de la Communauté. Un règlement de la Commission doit être compatible avec tous ces actes, et en outre avec tous les règlements du Conseil. Pour en donner un exemple sous forme d'hypothèse, si la *Convention sur le SH* était modifiée de manière à prévoir que tous les produits carnés présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent sont couverts par la position 0210, un importateur pourrait attaquer le Règlement n° 1871/2003 de la Commission pour incompatibilité avec la position 02.10 de la Nomenclature combinée, et la Cour reviendrait sur sa jurisprudence bien établie quant à l'interprétation de la position 02.10. Telle n'est pas la situation dans le cas de l'arrêt *Gausepohl* et du Règlement n° 535/94 de la Commission. Il n'y a eu aucun changement dans la norme supérieure examinée dans l'affaire *Gausepohl*, c'est-à-dire la position 02.10 du SH et/ou de la Nomenclature combinée. Le seul changement apporté à la législation était un règlement de la Commission instituant une teneur en sel minimale en deçà de laquelle on peut exclure tout effet de conservation. Comme il a été expliqué dans la réponse à la question n° 113, l'effet juridique d'un tel règlement de la Commission ne pourra jamais être de modifier la portée de la position 02.10 dans le règlement du Conseil, acte de rang supérieur, suivant l'interprétation qu'en a donnée la Cour.

66. Quant à la Thaïlande, pour expliquer en quoi elle se trompe en tentant d'assimiler le Règlement n° 535/94 de la Commission au Règlement n° 3400/84 du Conseil et à une succession très particulière d'affaires, il est bon de récapituler brièvement cette succession d'affaires et de règlements.

67. Dans l'affaire *Dinter*, la Cour se trouvait devant une décision douanière classant au chapitre 2 des volailles contenant du poivre et du sel. L'autorité douanière avait refusé de les considérer comme assaisonnées au sens du chapitre 16 de la NC, parce que le sel et le poivre n'étaient perceptibles ni au goût ni à l'œil nu. La Cour appliqua un principe général d'interprétation selon lequel le classement dans le cadre du Tarif douanier devait être recherché dans les caractéristiques et les propriétés objectives du produit considéré.[24] La Cour considérait que ce critère sensoriel était subjectif et ne pouvait pas répondre à l'exigence d'un classement fondé sur des caractéristiques objectives.

68. Peu après l'affaire *Dinter*, le Conseil insérait dans le TDC la Note complémentaire 6 a), qui exige l'application d'un critère organoleptique et optique pour déterminer s'il y a assaisonnement.

---

[23] Lasok, The European Court of Justice Practice and Procedure (2ème édition, Londres, 1994), page 495 (pièce n° 36 des CE).

[24] Arrêt de la CJCE dans l'affaire C-175/82, *Dinter* (pièce n° 12 des CE), paragraphe 9.

69. Cette note complémentaire fut attaquée dans l'affaire *Van de Kolk* pour incompatibilité avec le principe du classement fondé sur des caractéristiques objectives, suivant l'interprétation fournie dans l'affaire *Dinter* et dans la *Convention sur la Nomenclature* (le prédécesseur du SH). La Cour jugea que le Conseil n'avait pas violé ces normes, pour les motifs suivants:

> Il convient [...] de relever que l'arrêt précité a été rendu dans des circonstances différentes de celles de la présente espèce. En effet, il n'y avait pas eu d'interprétation réglementaire du tarif douanier commun et, lors de l'examen effectué sur les marchandises par les autorités nationales, la norme ISO 4120 n'avait pas encore été établie.
>
> Dans ces conditions, il y a lieu de conclure que le Conseil, en établissant les critères susmentionnés, n'a pas violé le principe de sécurité juridique ni dépassé, d'une autre manière, la marge d'appréciation dont il dispose en la matière.
>
> La note litigieuse n'est pas non plus contraire à la Convention sur la nomenclature, selon laquelle il incombe aux parties contractantes de n'apporter dans les notes de chapitres ou de sections aucun changement susceptible de modifier la portée des chapitres, sections et positions (article II, sous b), ii)).
>
> En effet, cette note ne modifie pas la portée des chapitres, sections ou positions de la Nomenclature. Elle se limite à préciser les critères à prendre en compte pour le classement de certaines marchandises sous une position déterminée du tarif douanier commun, conformément à l'interprétation donnée à propos de cette position par le Conseil de coopération douanière.[25]

70. Contrairement à l'argument que la Thaïlande fait valoir au paragraphe 8 de sa deuxième déclaration orale, la mention par la Cour du fait que le Conseil avait légiféré ne saurait être entendue à tort comme signifiant que la Cour était liée par le règlement du Conseil. La chose est parfaitement absurde, parce que la mesure attaquée devant la Cour était précisément ce règlement du Conseil insérant la Note complémentaire 6 a) dans le TDC. Le fait que la Cour ait mentionné la législation adoptée par le Conseil comme l'un des éléments du changement de circonstances signifie simplement qu'elle s'abstenait de revenir sur le règlement technique du Conseil prévoyant des normes uniformes pour l'analyse sensorielle dans toute la Communauté sur la base d'une norme ISO. Cela dit, le changement de circonstances décisif relevé par la Cour était la norme ISO, qui confirmait l'objectivité de l'analyse sensorielle et du même coup privait de tout intérêt pratique la critique qu'elle avait formulée dans l'arrêt *Dinter*.

71. Au surplus, la Thaïlande ignore commodément que le Règlement n° 3400/84 du Conseil avait aussi été examiné de près pour voir s'il modifiait la portée de la position, à l'encontre des obligations que la Convention sur la Nomenclature imposait aux Communautés. Dans l'affaire *Van de Kolk*, la Cour s'est bornée à confirmer la validité de la Note complémentaire prévoyant des analyses sensorielles telle qu'elle avait été introduite par le Conseil, parce qu'elle concernait simplement les moyens techniques d'une évaluation objective des caractéristiques d'un produit, mais sans modifier la portée des positions considérées. Au contraire, l'introduction d'un critère permettant de considérer tous les produits carnés présentant une teneur en sel supérieure à 1,2 pour cent comme "salés" au sens de la position 02.10, même si ce salage ne garantit pas la conservation, modifierait très sensiblement la portée de la position 02.10 correspondant à l'interprétation constante de la Cour dans les arrêts *Dinter* et *Gausepohl*. Les CE renvoient à leur réponse à la question n° 97 et à leur pièce n° 32.

[25] Arrêt de la CJCE dans l'affaire C-233/88, *Van de Kolk* (pièce n° 35 de la Thaïlande), paragraphes 16 à 18.

115. Est-ce la note complémentaire 6 a) relative à la Nomenclature combinée ou bien l'arrêt *Dinter* qui prévaut en ce qui concerne le critère approprié qui doit être appliqué pour déterminer si une viande est ou non "assaisonnée" au sens du chapitre 16 (autrement dit, détection par la perception sensorielle ou par la microscopie)?

72. À l'heure actuelle, c'est la note complémentaire 6 a), dont la validité a été reconnue dans l'arrêt *Van de Kolk*, qui s'applique. Comme la Cour l'a confirmé dans cette affaire, la critique des techniques sensorielles à laquelle elle s'était livrée dans l'affaire *Dinter* a été remplacée par un changement de circonstances et se trouve donc privée d'intérêt pratique. Et cependant (pour éviter tout malentendu), il convient de noter que, du point de vue de son effet juridique, l'arrêt *Dinter*, qui apporte une décision préjudicielle sur la compatibilité avec le droit communautaire de la décision de classement prise par l'autorité allemande dans cette affaire-là et offre un certain nombre d'interprétations juridiques, y compris de la position 0210, conserve par ailleurs toute sa validité.

116. Le procès-verbal d'une réunion du Comité du code des douanes des CE, tenue en février 2002 (pièce n° 23 de la Thaïlande), indique que le Comité a jugé nécessaire de modifier la note complémentaire 7 relative au chapitre 2 afin "de *créer* la condition de la "conservation à long terme"" (pas d'italique dans l'original). Pourquoi était-il nécessaire de créer cette condition, compte tenu de ce que les CE ont affirmé au sujet de l'importance et de l'effet de l'arrêt *Dinter* et de l'arrêt *Gausepohl*?

73. Comme nous l'avons expliqué dans notre réponse à la question n° 113, il n'était pas nécessaire au regard du droit communautaire de "créer" un concept juridique *nouveau* de "conservation" ou "conservation à long terme", parce que ce concept existait déjà. Le terme "créer", dans ce contexte, désigne l'acte d'insérer un éclaircissement que la Commission n'avait pas jugé nécessaire, car il existait une jurisprudence constante interprétant la position 0210 en ce sens que celle-ci exigeait un salage à des fins de conservation à long terme (*Dinter* et *Gausepohl*). Toutefois, comme il s'était présenté des cas de RTC nationaux erronés, il était souhaitable de réaffirmer le sens de l'intitulé de la position 02.10 dans l'interprétation donnée par les arrêts *Dinter* et *Gausepohl*. Les CE rappellent leur réponse à la question n° 45, posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion, dans laquelle elles précisent que les procès-verbaux des réunions du Comité du code des douanes des CE n'ont aucun effet juridique quel qu'il soit.

117. Veuillez fournir des copies de RTC relatifs à des cas dans lesquels les produits en cause étaient classés sous la position 02.07 et non sous la position 02.10 avant la publication du Règlement n° 1223/2002 et de la Décision 2003/97 de la Commission du 31 janvier 2003.

74. Les CE ne parviennent à identifier aucun RTC de ce genre. Toutefois, elles répètent la mise en garde formulée au paragraphe 51 de leur deuxième communication écrite au sujet des dangers qu'il y a à s'en remettre aux RTC comme indication générale de la pratique douanière. Elles tiennent à ajouter qu'il est possible en droit communautaire de retirer une demande de RTC lorsque l'importateur considère que le résultat ne sera pas favorable. L'absence de ces RTC n'a donc pas de conséquences juridiques, en particulier pour la portée de la position 02.10 de la Nomenclature combinée telle qu'elle est interprétée par la Cour, en ce sens qu'elle exige une conservation à long terme. En tout état de cause, les CE rappellent qu'elles ont donné quelques exemples de RTC interprétant la position 02.10 comme couvrant les viandes conservées par certaines des techniques qui y sont mentionnées (pièce n° 25 des CE).

118. Quelle est la distinction entre "conservation" et "conservation à long terme"?

75. Les CE considèrent que la distinction posée dans cette question n'est pas pertinente en l'espèce. Alors que le droit communautaire relatif à la classification renferme l'expression "conservation à long terme", le mot "conservation" ne figure pas dans l'intitulé de la position 02.10 du SH. En fait, comme les CE l'ont montré, la position 02.10 s'articule autour d'une notion centrale que

les CE ont dénommée "conservation" dans la présente procédure, mais qu'elles auraient pu tout aussi bien appeler "conservation à long terme". En conséquence, la distinction évoquée par le Groupe spécial est sans rapport avec le présent différend. "Conservation à long terme" est l'expression que les CE ont employée pour représenter le critère de la conservation qui est inhérent à la position 02.10, que ce soit dans le Système harmonisé, dans la Liste des CE ou dans la nomenclature combinée des CE.

119. Au moment où les CE ont conclu leur Liste, y avait-il des éléments de preuve montrant l'existence d'un commerce de viandes relevant de la position 02.10 qui étaient conservées par salage pour une période inférieure à quelques mois?

76. Il apparaît que le commerce de poulet salé n'a débuté qu'en 1996 avec la Thaïlande, suivie du Brésil en 1998. La viande bovine salée qui était en cause dans l'affaire *Gausepohl* n'était pas classée au numéro 02.10. Que les CE sachent, il n'y a eu aucun autre commerce de produits de ce groupe.

120. En ce qui concerne la suggestion faite par le Brésil dans sa réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, selon laquelle celui-ci devrait tirer des déductions défavorables du fait que les CE n'avaient pas fourni certains renseignements qu'il leur avait demandés, existe-t-il un quelconque fondement permettant au Groupe spécial de tirer des déductions analogues du refus du Brésil et de la Thaïlande de fournir des renseignements sur leur pratique de classement des exportations pour les positions en cause?

77. Les CE notent qu'il existe un certain nombre de conditions à remplir pour tirer des déductions défavorables. La première est le refus de coopérer de la partie qui détient les éléments de preuve. Les CE n'ont jamais refusé ni omis de coopérer. Elles ont fourni les RTC demandés en réponse à la question n° 34 (pièce n° 24 des CE).

78. Étant donné que les deux plaignants ont concédé qu'il existait une pratique de classement des exportations comme les CE l'avaient allégué dans leurs statistiques et leurs documents présentés comme exemples, et qu'en tout état de cause ils n'ont pas réussi à jeter le doute sur leurs allégations circonstanciées en fournissant des éléments de preuve contraires, le Groupe spécial peut considérer ce point comme incontesté sans tirer de déductions défavorables. Cela dit, les CE considèrent que les conditions requises pour tirer des déductions défavorables à l'encontre des plaignants seraient remplies, parce que ces derniers n'ont pas fourni d'éléments de preuve pour combattre ce qu'elles avaient allégué, bien que le Groupe spécial le leur ait expressément demandé.

121. Quel poids relatif le Groupe spécial devrait-il accorder aux déductions qui peuvent être tirées, pour les positions en cause dans la présente affaire:

a) de la structure du chapitre 2 du SH et de ses prédécesseurs;

b) des notes explicatives se rapportant au chapitre 2 du SH et de ses prédécesseurs; et

c) de la Règle générale 3 pour l'interprétation du SH.

79. Les parties au différend sont toutes d'accord pour considérer que la Règle générale 3 n'est pas applicable en l'espèce. La simple existence d'une controverse au sujet du classement d'un produit ne signifie pas que la condition requise pour appliquer cette règle soit remplie. Du point de vue des CE, il y a largement de quoi parvenir à une interprétation claire de la position 02.10 par rapport au produit en cause.

80. Pour ce qui est du poids relatif à accorder aux éléments mentionnés aux points a) et b), les CE observent qu'à leur avis la question est théorique, car tous les facteurs mentionnés débouchent en l'occurrence sur la même conclusion. Toutefois, si la question devait se poser, les CE notent,

premièrement, que les notes explicatives ne sont pas des documents juridiquement contraignants et n'ont donc nécessairement qu'une valeur accessoire. Il est significatif que l'OMD ne les ait pas mentionnées dans la lettre où elle donne son avis. Deuxièmement, les notes explicatives du SH ne sont reproduites ni dans la Liste des CE, ni dans leur Nomenclature combinée, ni dans leurs notes explicatives. Au contraire, les termes du chapitre 2, et par voie de conséquence sa structure, se retrouvent tant dans la Liste que dans la NC.

81. Enfin, les CE renvoient à leurs observations sur la pertinence de la Règle générale 3 pour l'interprétation du SH.

82. Pour les raisons qui précèdent, les CE estiment que la structure du chapitre 2 et de ses prédécesseurs est le plus pertinent des facteurs mentionnés.

122. Les parties considèrent-elles qu'il est nécessaire que certains ou l'ensemble des négociateurs participant à la négociation d'un traité aient effectivement connaissance, au cours des négociations, d'un document ou d'un instrument pour que celui-ci puisse être pris en considération en tant qu'élément des "travaux préparatoires" et/ou des "circonstances dans lesquelles" le traité "a été conclu", conformément à l'article 32 de la Convention de Vienne? Dans l'affirmative, veuillez étayer cette opinion. Dans la négative, veuillez étayer cette opinion.

83. En droit international public, le degré précis et la nature de la connaissance des documents préparatoires et des circonstances dans lesquelles le traité a été conclu varient selon le type de traité et s'apprécient au cas par cas en fonction de la qualité de Membre originaire ou de Membre adhérent de la partie considérée.[26] Dans le cadre du droit de l'OMC, les CE pensent que, comme l'Organe d'appel l'a souligné[27], le critère fondamental de l'"intention commune" des parties a une incidence importante sur la question. Le terme intention commune présuppose une "connaissance" de la part des parties. Et cependant, il n'est pas concevable que l'interprétation des obligations et concessions des Membres de l'OMC soit tributaire de la preuve d'une connaissance effective chez tous les négociateurs de l'accès aux marchés. Pas plus que l'interprétation de ces obligations ne peut différer selon qu'il s'agit des Membres originels ou des Membres qui y ont accédé plus tard. En même temps, il est évident que tous documents sur lesquels on s'appuie pour interpréter les obligations contractées dans le cadre de l'OMC suivant l'article 32 de la *Convention de Vienne* doivent avoir été dans le domaine public ou accessibles aux Membres de l'OMC.

84. Les CE considèrent que le Groupe spécial n'a pas besoin de décider si une connaissance "effective" ou "présumée" est déterminante aux fins de la présente affaire. L'intention commune des parties qui négociaient les accords du Cycle d'Uruguay était de respecter la Nomenclature du SH et de prendre comme point de départ le niveau des droits, consolidés ou non, des parties en 1986. Elle trouve son expression dans l'Accord sur les modalités.

85. L'Accord sur les modalités est d'ailleurs le seul document qu'une partie au présent différend ait mentionné comme "travaux préparatoires", et il ne fait pas de doute que toutes les parties aux négociations en avaient connaissance durant le Cycle d'Uruguay.[28]

---

[26] La CIJ s'était appuyée sur la connaissance présumée (quelque chose qu'une partie aurait dû savoir) dans son Avis consultatif du 8 juin 1960 – *Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime*, CIJ Recueil 1960, page 170. Cependant, voir aussi les décisions mentionnées et critiquées par Sinclair, *The Vienna Convention on the Law of Treaties* (2ème édition, Manchester 1984), pages 141 à 147.

[27] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, *op. cit.*, paragraphes 88 et 93.

[28] Les CE rappellent avoir aussi fait valoir que l'Accord sur les modalités devrait être pris en considération en vertu de l'article 31 de la Convention de Vienne. À cet égard, elles tiennent à attirer l'attention du Groupe spécial sur la décision d'un comité d'arbitrage établi conformément à l'article 2008 de l'Accord de libre-échange nord-américain, qui a indiqué que l'Accord sur les modalités fait partie des travaux préparatoires

86. Même si le Groupe spécial devait considérer que les éléments nouveaux introduits unilatéralement dans le droit communautaire à la date du 15 avril 1994 sont pertinents pour l'interprétation de la Liste des CE en tant que "circonstance dans laquelle le traité a été conclu", il lui faudrait écarter l'assertion du Brésil selon laquelle tant ses propres négociateurs que ceux des autres parties avaient connaissance - connaissance effective ou présumée - du Règlement n° 535/94, mais non du critère de la conservation qui est au cœur du droit communautaire.[29] En premier lieu, il convient de signaler que le Brésil n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de l'affirmation qu'il avait connaissance du Règlement n° 353/94.[30] Au surplus, il est significatif que la Thaïlande, qui avait aussi participé aux négociations, n'ait pas formulé une telle allégation. Si le Brésil avait conscience au début de 1994 des conséquences qu'impliquait le Règlement n° 535/94, on peut s'étonner qu'il ait encore fallu quatre ans de plus aux exportateurs brésiliens pour commencer à exporter du poulet salé congelé (en 1998), alors que la Thaïlande l'avait fait dès 1996.

87. En tout état de cause, les CE ont démontré que, même à la date du 15 avril 1994, la condition d'un salage destiné à assurer la conservation à long terme était bien ancrée dans le droit communautaire et qu'elle n'a nullement été affectée par le Règlement n° 535/94 de la Commission (voir en particulier les réponses aux questions n° 113 et 114 du Groupe spécial). Si le Brésil prétend avoir eu connaissance du Règlement n° 535/94 de la Commission parce qu'il s'est soudain donné la peine d'examiner tous les faits nouveaux unilatéraux survenant au sein des CE, il ne saurait nier l'existence de cette condition de la conservation à long terme qui était bien ancrée dans l'interprétation de la position 02.10 de la Nomenclature combinée donnée par la Cour de justice dans plusieurs arrêts. Comme nous l'avons expliqué en détail dans notre réponse à la question n° 110 du Groupe spécial, ces arrêts étaient tous accessibles au public et même notifiés sous une forme résumée au Journal officiel, lequel est lu à l'ambassade du Brésil à Bruxelles (ainsi que le Brésil l'a expliqué au Groupe spécial à la deuxième séance).

88. Le Brésil ne peut pas gagner sur les deux tableaux. S'il s'appuie sur le droit communautaire à cette date-là, il lui faut accepter la législation communautaire tout entière comme accessible au public à ce moment-là. Si le Brésil juge par trop contraignant de devoir suivre continûment l'évolution de régimes juridiques complexes comme le Tarif douanier commun, il ne peut sélectivement s'appuyer sur un élément particulier tel que le Règlement n° 535/94 de la Commission, en l'isolant totalement de son contexte.

QUESTIONS POSÉES PAR LE BRÉSIL

1. Au paragraphe 17 de leur deuxième déclaration orale, les CE disent qu'elles "ne font pas de distinction entre les produits selon leur but, mais en fonction de leurs caractéristiques essentielles au moment où ils sont examinés par les autorités douanières". Veuillez préciser si l'expression "caractéristiques essentielles" est la même que l'expression "caractéristiques objectives". Si ces deux expressions n'ont pas le même sens, veuillez expliquer pourquoi.

1. Les CE ne voient pas de différence notable entre ces deux expressions.

2. Y a-t-il une sorte quelconque de viande qui, contenant 1,2 pour cent de sel imprégné en profondeur de manière homogène, puisse être conservée durant "de nombreux" ou "plusieurs"

---

et des circonstances dans lesquelles l'Accord de l'OMC sur l'agriculture a été conclu, de même qu'il fait partie du contexte au sens de l'article 31 2): *Tarifs appliqués par le Canada sur certains produits agricoles en provenance des États-Unis*, http://www.nafta-sec-alena.org/app/DocRepository/1/Dispute/french/NAFTA_Chapter_20/Canada/cb95010f.pdf, paragraphe 179.

[29] Deuxième déclaration orale, paragraphe 70, deuxième déclaration de clôture, paragraphe 9, du Brésil.

[30] En prononçant sa deuxième déclaration de clôture, le représentant du Brésil a expliqué le système que ce pays appliquait pour suivre l'évolution des questions au niveau national, mais sans indiquer comment il l'avait utilisé durant le Cycle d'Uruguay.

mois sans réfrigération ou congélation? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles sont les sortes de viande en question.

2. Les CE supposent que le Brésil parle du sel ordinaire (chlorure de sodium), tel celui qui était utilisé dans l'objet du présent différend. Les CE n'ont connaissance d'aucune viande de ce genre.

3. Veuillez indiquer où dans l'affaire *Gausepohl,* ou en droit communautaire, le principe de la conservation à long terme se trouve défini comme une conservation durant "de nombreux" ou "plusieurs" mois.

3. Du fait qu'il y a rarement eu des différends sur ce point, la question n'a pas fait l'objet d'une définition particulière. Les CE ont fourni au Brésil et au Groupe spécial d'amples indications sur la manière dont le critère de la conservation à long terme s'inscrit dans le droit communautaire.

4. Comment les CE concilient-elles leur position selon laquelle un nouvel allongement de la durée de conservation d'un produit n'en change pas le classement sous la position 0210 avec les raisons énoncées à l'annexe du Règlement n° 1223/2002, à savoir que les morceaux de poulet salés sont de la viande congelée à des fins de conservation à long terme? En d'autres termes, si la congélation destinée à assurer une conservation de plus longue durée est autorisée au titre de la position 0210, et ne change rien au classement sous cette position, pourquoi les morceaux de poulet salés, qui sont congelés pour assurer sa conservation plus longtemps, ne sont-ils pas classés au n° 0210?

4. Le Règlement n° 1223/2002 désignait le produit visé comme "une viande de poulet qui a été congelée pour assurer sa conservation à long terme". L'expression "plus longtemps" n'était pas employée dans le texte du Règlement qui, en particulier, ne définissait pas la viande comme "congelée pour assurer sa conservation plus longtemps". Les CE ne comprennent donc pas les questions que pose le Brésil.

5. Le Brésil a communiqué la Liste LXXX dans sa pièce n° 1. Veuillez indiquer si les numéros de position 0207.41.10 et 0210.90.20 qui figurent dans la colonne 1 de la Liste LXXX ont été tirés ou sont les mêmes que ceux de la Nomenclature combinée des CE. S'ils n'ont pas été tirés ou ne sont pas les mêmes que ceux de la Nomenclature des CE, veuillez indiquer de quelle nomenclature ces numéros de positions tarifaires ont été tirés.

5. Les CE estiment avoir démontré le parallélisme de la Nomenclature combinée et de la Liste LXXX à l'annexe 1 de leur première communication écrite.

ANNEXE C-9

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LES RÉPONSES DES PLAIGNANTS AUX QUESTIONS POSÉES APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(9 décembre 2004)

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes remercient le Groupe spécial de leur avoir donné l'occasion de formuler des observations sur les réponses du Brésil et de la Thaïlande aux questions posées par le Groupe spécial et les CE après la deuxième réunion de fond.

2. Les Communautés européennes comprennent l'invitation du Groupe spécial à formuler des observations comme étant limitée aux nouveaux arguments factuels ou juridiques communiqués par les plaignants en réponse aux questions complémentaires posées par le Groupe spécial. Les plaignants ont cependant en grande partie répété des arguments formulés précédemment. Par conséquent, le fait que les Communautés européennes ne formulent pas spécifiquement d'observations les concernant ne signifie pas qu'elles ne les contestent plus. Les Communautés européennes renvoient le Groupe spécial à leurs positions concernant les faits et les arguments juridiques telles qu'exprimées précédemment. En outre, elles ont cherché à limiter leurs observations aux nouveaux éléments qui semblent pertinents pour les délibérations du Groupe spécial.

OBSERVATIONS SUR LES RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES CE

Question n° 81

3. Le Brésil persiste à prétendre que la "période de vérification" du Cycle d'Uruguay couvrant les mois qui ont précédé le 15 avril 1994 a été utilisée pour négocier des modifications aux projets de listes des parties et allègue que le Règlement n° 535/94 constituait une telle modification.

4. Comme les CE l'ont expliqué[1], le but de la période de vérification était de s'assurer que les listes des Membres étaient conformes aux concessions qu'ils avaient faites pendant les négociations qui se sont terminées le 15 décembre 1993. Le type de questions auxquelles se sont intéressés les négociateurs est illustré par les points soulevés par les pays participant à la réunion du Comité des négociations commerciales qui a suivi, le 30 mars 1994.[2] Aucun de ces points ne concernait des aspects de la pratique nationale. Au contraire, toutes les questions évoquées par les participants lors de la discussion sur le processus de vérification concernaient des points ressortant clairement des textes des listes. En particulier, il était suggéré que les concessions reprises dans ces textes ne correspondaient pas aux engagements pris par les participants au cours des négociations. Dans le secteur agricole, surtout, la nature particulièrement complexe des modifications apportées empêchait les participants d'utiliser l'étape de la vérification à d'autres fins.

[1] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 108 et suivants.

[2] MTN.TNC/43, 1994 (pièce n° 37 des CE). Par exemple, les États-Unis s'étaient plaints que la Liste de la Corée ne reprenait pas l'engagement pris durant les négociations au sujet du "programme de l'harmonisation concernant les produits chimiques" et que les CE n'avaient pas l'intention d'engager la mise en œuvre de leurs concessions agricoles avant le milieu de 1995.

5. Pour cette raison et d'autres qui sont exposées en détail dans notre deuxième communication[3], les parties ont certainement estimé que l'évolution de la situation nationale ne modifierait pas la teneur des concessions, du moins tant qu'elle n'était pas portée à l'attention des négociateurs.

6. Cela dit, le Brésil convient que si une partie avait eu "une objection à élever ou une question à poser au sujet de la définition donnée par les CE des "viandes salées", il lui était possible jusqu'au 25 mars 1994 de la formuler et d'en discuter avec les CE". Comme l'ont montré les CE, le Brésil avait aussi connaissance des arrêts *Gausepohl* et *Dinter* rendus par la Cour européenne de justice. Si le Brésil avait été d'avis que le Règlement n° 535/94 modifiait la définition des "viandes salées" et que cette définition faisait partie des concessions des CE, il aurait certainement été prudent qu'il vérifie auprès des CE que son interprétation du Règlement n° 535/94 était correcte, à la lumière de ces arrêts. Le Brésil admet qu'il n'a jamais demandé de tels éclaircissements.

Question n° 82

7. L'argument des CE est que la réalisation d'un procédé distinct de salage n'est pas rentable d'un point de vue économique et qu'il ne présente aucun avantage technique. Nous avons déjà exposé notre opinion concernant le premier point[4] et le deuxième point est expliqué dans l'avis de M. Honikel (pièce n° 32 des CE).

8. Le Brésil et la Thaïlande ont expédié vers les CE plus de 200 000 tonnes de poulet salé congelé en 2001, dont le Brésil a donné la preuve sous forme de factures et autres documents d'expédition. Par contre, pour la période qui a suivi la disparition de l'avantage tarifaire en 2002/03, il n'existe aucun document de ce type, bien que le total des importations de poulet congelé soit resté au même niveau. Les seuls éléments que le Brésil a produits pour étayer le prétendu maintien de la demande de poulet salé sont les affirmations des commerçants. En outre, les exemples les plus récents (pièce n° 41 du Brésil) concernent exclusivement un comportement passé et ne donnent aucune indication permettant de dire que les sociétés continuent d'importer du poulet salé congelé. Il n'y a ni factures ni documents similaires.

9. Les transformateurs qui ont l'intention d'ajouter du sel au poulet sont peut-être satisfaits de recevoir du poulet qui est déjà salé. Mais l'économie de coût est minime, puisque les opérations ordinaires des transformateurs permettent l'adjonction de sel à un coût minimal.

10. L'avantage que le salage est censé présenter en réduisant la perte de liquide par écoulement est dénué de pertinence en ce qui concerne les viandes appelées à faire l'objet d'une transformation ultérieure parce que (comme le fait observer M. Honikel), le transformateur coupe la viande avant qu'elle ne soit décongelée.

Question n° 86

11. Le Brésil soutient que la viande de poulet actuellement exportée vers les CE est une viande "imprégnée de sel présentant une teneur minimale de 1,2 pour cent", mais n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de cette affirmation. Aucune des lettres figurant dans la pièce n° 30 du Brésil ou dans la pièce n° 41 du Brésil qui affirment qu'il existe une demande de poulet salé ne mentionne la concentration de sel dans la viande. C'est particulièrement notable dans celles qui allèguent que le sel présente des avantages spécifiques.

[3] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 94 et suivants.
[4] Première communication écrite des CE, paragraphe 27.

Question n° 118

12. Le Brésil croit apparemment qu'il s'agit dans la présente procédure de faire grief aux CE d'avoir utilisé le critère de la "conservation à long terme" qui, d'après lui, n'est pas suffisamment précis. Paradoxalement, le Brésil soutient en même temps que le critère approprié pour la position 02.10 est un degré indéterminé de salage, de fumage ou de séchage.

13. La question est en réalité tout autre. Il s'agit simplement de savoir si le poulet visé par les deux mesures des CE – c'est-à-dire contenant jusqu'à 3 pour cent de sel – pouvait être traité comme relevant de la position 02.10 de la Liste des CE. Les plaignants n'ont pas établi que c'était le cas.

14. Les CE ont montré que le critère central en ce qui concerne la position 02.10 a trait à la conservation. Cependant, même s'il ne s'agissait que de "préparation", cela entraînerait quand même un changement d'état certain.

Question n° 119

15. Contrairement à la déclaration du Brésil, les CE n'ont pas laissé entendre qu'"une teneur en sel de 1,2 pour cent suffisait à assurer la conservation des viandes pour une période de quelques mois".

16. En ce qui concerne la liste de l'OMD présentée en tant que pièce n° 43 du Brésil, les CE ne nient pas que, quelque part dans le monde, il ait pu y avoir à certains moments un commerce de "viande salée de poulet", pas plus qu'il ne nie l'existence d'un commerce d'"abats comestibles salés de yak tibétain" et de "viande de castor salée". Ce qu'elles disent en revanche, c'est qu'elles n'ont pas connaissance de ce type d'échanges. En outre, loin de remettre en cause le critère de conservation qui est au cœur de la position 02.10, les produits inscrits sur cette liste le confortent. La nature exotique de nombre de ces viandes permet de penser que le commerce ne se serait pas développé s'il avait été tributaire de l'existence de moyens de réfrigération pour conserver la viande. En d'autres termes, c'est sans doute le salage qui a assuré la conservation de la viande.

17. Le Brésil dit que les différentes viandes salées inscrites sur la liste ne sont pas perceptiblement différentes de leurs formes non préparées, mais son allégation n'est qu'une simple affirmation puisque sa connaissance des viandes découle exclusivement de la liste et que celle-ci ne fournit aucune description. Le Brésil n'a même pas d'élément pour étayer son allégation selon laquelle les viandes inscrites sur la liste ne sont pas individuellement désignées. Il est tout à fait évident que la liste n'utilise pas ce type de désignations. Par exemple, sous la position 0210.20, il y a une entrée correspondant au "bœuf séché". La "charque", "charqui" ou "viande de grison" ne sont pas mentionnées bien que ce soit sous cette appellation que dans la pratique ces viandes sont connues.

Question n° 121

18. Le Brésil se réfère au souci dans la Nomenclature de 1937 de ne pas créer de distinction majeure selon que la viande était fraîche ou congelée. Ce qu'il ne peut pas expliquer c'est pourquoi ce souci ne s'est pas étendu aux viandes salées, etc. si, comme il l'allègue, ces viandes n'étaient pas conservées de cette manière. Si le salage, etc. n'avaient pas assuré la conservation de la viande, celle-ci devrait être traitée exactement comme la viande fraîche. Or, la Nomenclature ne mentionne pas la possibilité de réfrigérer ces produits. Dire "ce souci n'existait pas pour les viandes salées parce qu'une préparation à base de sel n'était pas considérée comme une méthode de conservation" est un non-sens.

Question n° 122

19. Le Brésil cite M. *Sinclair* d'une manière sélective pour fournir un appui tendancieux à sa thèse. Il n'indique pas que ce qui est examiné dans l'extrait est la question très spécifique du statut des

travaux préparatoires en ce qui concerne les parties qui *adhèrent* à un traité multilatéral *existant*. Dans l'intérêt du Groupe spécial, les CE présentent les observations éclairées de l'auteur dans leur intégralité (pièce n° 38 des CE). Comme l'ont indiqué les CE dans leur propre réponse à la question n° 122 du Groupe spécial (note de bas de page 26), la jurisprudence en la matière est partagée et l'auteur note que son avis est en contradiction avec celui de certaines instances judiciaires internationales.

20. Le Groupe spécial notera que l'extrait de l'auteur s'inspire de l'avis majoritaire dans l'arbitrage *Young Loan*. Bien que cette affaire concerne aussi l'adhésion à un accord multilatéral, l'opinion exprime des considérations d'un caractère plus général sur ce que *sont* les travaux préparatoires:

> Une autre condition préalable pour que le dossier soit examiné en tant qu'élément des *travaux préparatoires* est qu'il soit effectivement accessible à toutes les parties initiales et qu'elles en aient connaissance. Les projets d'articles particuliers, les documents préparatoires et les comptes rendus des réunions dont un ou plusieurs membres des parties contractantes étaient exclus ne peuvent pas servir d'indication quant aux intentions communes et aux définitions convenues sauf si toutes les parties avaient pris connaissance des documents ou matériaux au moment où le traité a été signé.

21. Ainsi, les travaux préparatoires donnés à titre d'exemple sont "les projets d'articles particuliers, les documents préparatoires et les comptes rendus des réunions".

22. En recourant au vague critère des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", le Brésil cherche à introduire des documents qui ne seraient jamais considérés comme faisant partie des "travaux préparatoires". En fait, si des documents unilatéralement produits pouvaient être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur l'interprétation des traités simplement parce qu'ils étaient désignés comme faisant partie des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu", toute la notion de "travaux préparatoires" risquerait d'être compromise.

23. Les CE se réfèrent à leur réponse à la question n° 122 du Groupe spécial dans laquelle elles ont une nouvelle fois souligné que le seul document préparatoire présenté en l'espèce était l'accord sur les modalités dont l'objet était précisément d'éviter les divergences dans l'interprétation des listes par une référence ultérieure à des "circonstances" dans lesquelles le traité "a été conclu" changeantes.

24. D'une manière plus générale, les CE font observer que bien que dans le cas présent, l'interprétation proposée par les plaignants ait été axée sur l'avantage conféré aux exportateurs de ces derniers, la même interprétation s'étendrait à tous les Membres de l'OMC et en ce qui concerne toutes les mesures adoptées unilatéralement pendant les négociations du Cycle d'Uruguay que ce soit par les CE ou d'autres Membres. La seule condition d'après le Brésil est qu'il faudrait établir ultérieurement qu'elles avaient été publiées quelque part à un moment donné avant la signature. Apparemment le soir d'avant serait suffisant.

25. Enfin, les CE font observer que, comme d'habitude lorsqu'il aborde ce type de questions, le Brésil n'est pas capable d'expliquer et en fait ne cherche pas à expliquer, en quoi sa référence au Règlement n° 535/94 peut être considérée comme *confirmant* l'interprétation de la Liste qu'il déduit de l'analyse de son sens ordinaire et de son contexte. Son silence persistant sur cette question centrale est suffisamment parlant.

Réponse du Brésil à la question des CE

26. Les extraits que le Brésil a tirés des documents à l'appui de sa thèse ne servent qu'à souligner le fait que la viande de poulet imprégnée de sel jusqu'à 3 pour cent n'est pas concernée. Rien dans ce que le Brésil a présenté ne répond d'une manière quelconque à la conclusion de M. Honikel

(pièce n° 32 des CE) selon laquelle la teneur en sel minimale pour la conservation de la viande est 7 pour cent.

OBSERVATIONS SUR LES RÉPONSES DE LA THAÏLANDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES CE

Question n° 118

27. Contrairement à l'affirmation de la Thaïlande, les CE n'ont jamais dit que "la conservation [était] au cœur du chapitre 2". Au contraire, elles ont dit à plusieurs occasions que cette notion était au cœur de la position 02.10.

Question n° 119

28. Pour rétablir les faits en ce qui concerne les renseignements concernant les importations, les CE souhaiteraient indiquer clairement que les volumes d'"autres viandes salées" importées avant que cette sous-position ne s'applique à la viande de poulet salée congelée (c'est-à-dire avant 1996) étaient extrêmement réduits. La plupart des années, le volume en question a probablement correspondu à l'importation d'un seul conteneur. Dans ce cas, il est aussi très probable que le chiffre ait été le résultat d'une erreur d'enregistrement. Même si, au prix d'un effort administratif très considérable, la date et le lieu de l'importation avaient pu être déterminés, rien ne garantirait que la teneur en sel de l'expédition particulière aurait été enregistrée, à supposer même que les dossiers pertinents existaient encore.

29. En ce qui concerne les observations de la Thaïlande sur l'affaire *Gausepohl*, les CE font observer que, bien que la *Oberfinanzdirektion* ait initialement délivré un renseignement tarifaire contraignant classant les produits sous la sous-position 0210 20 90, elle l'a par la suite annulé et remplacé par un classement sous la sous-position 0202 30 90. Les CE ne connaissent pas la raison de la décision initiale mais sont certaines que la Thaïlande s'avance trop en disant que cela indique qu'il y avait des opérations commerciales sur des viandes salées conservées pour moins de quelques mois. En tout état de cause, les CE ne prétendent pas savoir s'il y avait ou non un commerce de viandes légèrement salées. Elles nient simplement qu'elles aient pu être classées en tant que viandes salées, etc. au titre de ce qui est désormais la position 02.10.

Réponse de la Thaïlande à la question des CE

30. Les CE notent que la Thaïlande n'explique pas pourquoi la note complémentaire 6 b) n'a pas été mentionnée dans l'affaire *Gausepohl*, si elle confirmait la thèse selon laquelle la position 02.10 renvoyait simplement à des modes de préparation. La Thaïlande ne peut que dire qu'elle "ignorait" les raisons pour lesquelles la note n'avait pas été citée, et que les parties à la Cour "auraient pu s'appuyer sur elle". La raison en est claire. Il était incontesté par les CE (importateurs, États membres et Commission) que la position 02.10 s'appliquait aux viandes qui avaient été conservées et il était incontesté que la note complémentaire 6 b) ne pouvait pas infléchir cette interprétation.

ANNEXE C-10

RÉPONSES DE LA CHINE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(14 octobre 2004)

La Chine se félicite de cette occasion de répondre aux questions posées par le Groupe spécial aux tierces parties le 30 septembre 2004.

1. Le produit en cause dans la présente affaire a–t–il jamais été importé en Chine ou exporté depuis son territoire? Dans l'affirmative, veuillez fournir des renseignements détaillés sur les pratiques adoptées par la Chine en ce qui concerne la classification de ce produit.

À notre connaissance, la Chine a importé et exporté des marchandises relevant de la sous-position 02109000 du Tarif douanier à l'importation et à l'exportation de la République populaire de Chine ("le Tarif douanier") en 2000 et 2001, et n'a importé ou exporté aucune marchandise relevant de cette même sous–position depuis 2002. Les marchandises destinées à l'importation ou à l'exportation qui relèvent de la sous–position 02109000 sont décrites comme suit:

> "Autres, y compris les viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats."

La Chine a importé et exporté des marchandises relevant de la sous–position 02071400 du Tarif douanier en 2000, et n'a importé ou exporté aucune marchandise relevant de cette même sous-position depuis 2001. Les marchandises destinées à l'importation ou à l'exportation qui relèvent de la sous–position 02071400 sont décrites comme suit:

> "Morceaux et abats de poulets, congelés."

Pour l'information du Groupe spécial, les codes pertinents du SH et la désignation des marchandises visées figurant dans la Liste de concessions de la Chine (Liste CLII) se lisent comme suit:

SH	Désignation
0210	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats
02109000	- Autres, y compris les farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats
0207	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 0105
02071400	- De coqs et de poules - - Morceaux et abats, congelés

2. Au paragraphe 16 de sa communication en tant que tierce partie, la Chine déclare que le seul cas où la viande de poulet ayant été à la fois congelée et salée pourrait être classée sous la position 0207 est celui où la viande de poulet congelée est "saupoudré[e] de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport" et non "imprégné[e] de sel dans toutes [ses] parties" avec une teneur minimale en sel de 1,2 pour cent. Eu égard à cette déclaration, comment, selon la Chine, pourrait–on distinguer la viande de poulet imprégnée de sel dans toutes ses parties de la viande de poulet saupoudrée de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport?

Le raisonnement dans l'abstrait susmentionné, développé par la Chine dans sa communication en tant que tierce partie, vise à faire ressortir l'absence, dans le texte du *Système harmonisé* et de ses *Notes explicatives*, d'éléments étayant le raisonnement suivi par les CE dans le Règlement de la Commission (CE) n° 1871/2003 du 11 septembre 2003.

Comme elle l'a expliqué dans sa communication en tant que tierce partie, la Chine relève que la note relative au chapitre 2 du *Système harmonisé* et de ses *Notes explicatives* prévoit expressément que les produits frais (viandes) comprennent les viandes et abats, même saupoudrés de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport. Par ailleurs, aucune disposition ni aucun terme identique ou semblable ne figure dans la définition des termes "réfrigéré" ou "congelé" dans la note relative au chapitre 2 du *Système harmonisé* et de ses *Notes explicatives*. Par conséquent, de l'avis de la Chine, la note relative au chapitre 2 du *Système harmonisé* et de ses *Notes explicatives* ne peut se comprendre comme signifiant que la viande congelée doit englober aussi les viandes et abats, même saupoudrés de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport. De surcroît, même si l'on admet que le raisonnement concernant la viande fraîche pourrait être interprété comme s'appliquant aussi à la viande congelée (ce que la Chine n'admet que pour les besoins de l'argumentation), les viandes congelées ne comprennent que les viandes et abats, même saupoudrés de sel en vue d'assurer la conservation pendant la durée du transport et rien d'autre.

La Chine remercie le Groupe spécial de lui offrir cette occasion d'exposer ses vues sur les questions examinées pendant la présente procédure et espère que les remarques qui précèdent lui seront utiles.

ANNEXE C-11

RÉPONSES DES ÉTATS–UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

(14 octobre 2004)

Les États–Unis se félicitent de cette occasion de répondre aux questions du Groupe spécial portant sur certaines déclarations les concernant que les parties au présent différend ont formulées dans leurs communications. Au sujet de leurs réponses à toutes ces questions, les États–Unis souhaiteraient rappeler leur observation selon laquelle le présent différend porte non pas sur la *classification douanière* en tant que telle, mais plutôt sur le *traitement tarifaire* – et en particulier sur le point de savoir si les Communautés européennes ("les CE") appliquent à certains produits un traitement tarifaire moins favorable que celui qui est prévu dans leur liste de concessions tarifaires établie dans le cadre du Cycle d'Uruguay (Liste LXXX).[1] C'est la raison pour laquelle les États-Unis n'ont pas formulé d'avis concernant la classification douanière correcte des morceaux de poulet désossés et congelés en cause.[2] Venons-en à présent aux questions spécifiques du Groupe spécial:

1. En ce qui concerne la décision de 1991 des États–Unis portant sur la classification tarifaire de la viande de poulet désossée mécaniquement en provenance du Canada, à laquelle le Brésil se réfère au paragraphe 79 de sa première communication écrite, les États–Unis souscrivent–ils à l'affirmation du Brésil selon laquelle il est possible d'inférer de cette décision que la viande qui a été congelée et traitée en salaison ne devrait pas être classée sous la position 0207?

En ce qui concerne la décision de 1991 des États–Unis en matière de classification tarifaire à laquelle le Brésil se réfère au paragraphe 79 de sa première communication écrite, les États–Unis conviennent que le produit qui faisait l'objet de cette décision était classé sous la position 0210. Nous faisons aussi observer, toutefois, que la décision n'a pas trait au produit en cause dans le présent différend.

2. Les États–Unis sont priés de commenter l'argument présenté par le Brésil au paragraphe 95 de sa première communication écrite selon lequel les deux décisions de 1999 des États-Unis relatives à la classification, auxquelles il se réfère, montrent que le saumon fumé congelé doit être classé sous la position 0305, qui concerne, entre autres choses, les poissons salés, en saumure, séchés ou fumés, plutôt que sous la position 0303, qui concerne les poissons congelés. En particulier, l'interprétation que fait le Brésil de ces décisions est-elle correcte? Dans l'affirmative, cette interprétation est–elle compatible avec la pratique en matière de classification suivie de longue date aux États–Unis? Veuillez expliquer, en produisant à l'appui tout document pertinent.

Les deux décisions auxquelles le Brésil se réfère au paragraphe 95 de sa première communication classent l'une et l'autre le saumon fumé congelé sous la position 0305. Les États–Unis observent qu'aucune de ces décisions ne donne d'indication concernant spécifiquement la position 0303 ou la position 0304 (à laquelle le Brésil se réfère au paragraphe 94 de sa première communication), ni n'analyse la raison pour laquelle le poisson est classé sous la position 0305 plutôt que sous la position 0303 ou 0304. De plus, ni l'une ni l'autre de ces décisions ne porte spécifiquement sur la question de savoir si la classification se fonde sur le procédé de préparation ou de conservation auquel le produit a été soumis. Aussi les États–Unis ne sont-ils pas en mesure de

[1] Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 2.
[2] *Id*., paragraphe 7.

confirmer l'interprétation de ces décisions faite par le Brésil, telle qu'elle ressort des paragraphes 94 et 95 de sa première communication écrite.

3. Les États–Unis sont priés de commenter l'argument présenté par le Brésil au paragraphe 96 de sa première communication écrite selon lequel, aux États–Unis, le lard qui a été salé/fumé mais aussi congelé sera considéré comme du lard salé/fumé plutôt que comme du lard congelé. En particulier, l'affirmation du Brésil reflète–t–elle correctement un principe général observé aux États–Unis?

À l'appui de ses déclarations figurant au paragraphe 96 de sa première communication, le Brésil se réfère à un connaissement dans lequel l'importateur demande pour son produit – le lard tranché congelé – un traitement tarifaire correspondant à la position 0210. Les États–Unis notent que le fait qu'un importateur demande un traitement tarifaire correspondant à une position particulière ne constitue pas une déclaration officielle des autorités douanières des États–Unis quant à la classification correcte du produit. Dans une décision de 1996, les autorités douanières des États-Unis ont dit toutefois qu'il convenait de classer le lard congelé en provenance du Danemark sous la position 0210.[3]

4. À la première réunion de fond, les CE ont fait référence à une décision douanière des États-Unis de novembre 1993 (pièce n° 21 des CE) et noté que, dans cette décision, il avait été constaté que le produit en cause relevait des positions 0201 ou 0202 (selon qu'il était frais ou congelé) et non de la position 0210. Les États–Unis pourraient–ils dire s'ils souscrivent au point de vue exprimé par les CE selon lequel cette décision étaye la proposition voulant que la viande congelée ayant fait l'objet d'un salage imprégné en profondeur de manière homogène soit classée sous la position 0207 plutôt que sous la position 0210 dans la Liste des CE?

En ce qui concerne la décision de 1993 à laquelle se réfèrent les CE, les États–Unis notent que leurs autorités douanières ont décrit le produit en cause dans cette affaire comme étant "semblable à la viande de bœuf fraîche saupoudrée de sel", tandis que le produit en cause dans la présente affaire est décrit comme étant "imprégné en profondeur de manière homogène" de sel.[4] Il est difficile de savoir à quel point les deux produits sont semblables, de sorte que les États–Unis ne sont pas en mesure de confirmer la proposition mentionnée dans la dernière phrase de la question.

[3] Lettre d'avis de décision de New York n° NY A80393 (7 mars 1996), telle qu'elle a été modifiée par la Lettre d'avis de décision douanière n° HQ 960585 (20 juillet 1998). *Voir* la pièce n° 1 des États-Unis.

[4] Lettre d'avis de décision de New York n° NY A80393 (7 mars 1996), telle qu'elle a été modifiée par la Lettre d'avis de décision douanière n° HQ 960585 (20 juillet 1998). *Voir* la pièce n° 1 des États-Unis.

ANNEXE C-12

RÉPONSES DE L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

(29 octobre 2004)

Nous nous référons à votre lettre du 30 septembre 2004, dans laquelle vous avez demandé à l'OMD de répondre à neuf questions posées dans le cadre des travaux du Groupe spécial de l'OMC chargé du règlement du différend *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, suite aux demandes soumises par le Brésil dans le document WT/DS269/3 et par la Thaïlande dans le document WT/DS286/5.

Les réponses du Secrétariat de l'OMD figurent ci-après. Pour plus de commodité, nous avons reproduit le texte de chaque question, immédiatement suivi de la réponse.

1. Quels sont les facteurs et éléments pris en considération afin de décider de la position sous laquelle un produit devrait être classé, y compris les facteurs et éléments pris en considération afin d'interpréter les termes de l'intitulé des positions et de toutes notes explicatives pertinentes? De manière générale, comment ces facteurs et ces éléments sont–ils évalués et appliqués au produit en question?

Avant tout, il convient de faire observer que la classification du Système harmonisé (SH) repose sur le libellé des textes juridiques, c'est-à-dire sur les termes des positions et de toutes Notes de Sections, de Chapitres ou de Sous-Positions connexes, ainsi que sur les Règles générales pour l'interprétation du Système harmonisé. Sont également prises en considération les Notes explicatives du SH (interprétation officielle du Système harmonisé), lues conjointement avec les textes juridiques.

Note: Les Notes explicatives du Système harmonisé suivent normalement l'ordre systématique de cet instrument. Elles constituent un commentaire sur la portée de chaque position et donnent une liste des principaux produits inclus et exclus, ainsi que la description technique des marchandises visées (apparence, propriétés, méthode de production et utilisations) et des indications pratiques aux fins de leur identification.

Le classement de marchandises dans le Système harmonisé s'effectue toujours sur la base des caractéristiques objectives du produit au moment de son importation. Le facteur qui détermine le caractère essentiel d'un produit varie suivant le produit. Ce pourrait être par exemple la nature ou l'importance d'une matière constitutive. Il y a plusieurs manières de déterminer le caractère essentiel d'un produit. La plus évidente est l'inspection visuelle du produit, y compris les indications figurant sur l'emballage. On peut aussi se reporter aux documents d'accompagnement. Dans certains cas, toutefois, une analyse en laboratoire peut être nécessaire.

En l'absence de critères clairs dans les textes juridiques ou les Notes explicatives du SH, on considère en général qu'un terme ou une expression doit s'entendre dans son acception commune, qui devrait normalement être la même que celle qui est utilisée dans le commerce. Par conséquent, en pareil cas, on pourrait appliquer les définitions lexicographiques et commerciales reconnues afin de déterminer les caractéristiques d'un produit.

Étant donné que les positions 02.07 et 02.10 visent les produits "congelés" et "salés", respectivement, il y aurait lieu de déterminer si le produit en cause a essentiellement le caractère d'un produit "congelé" ou d'un produit "salé". Il serait probablement facile de déterminer si le produit est

"congelé" ou non, tandis qu'une analyse en laboratoire pourrait être nécessaire pour déterminer s'il peut être considéré comme un produit "salé" au sens de la position 02.10.

S'agissant des définitions lexicographiques, la dixième édition révisée (2001) du Concise Oxford Dictionary décrit le terme "*freeze"* (congeler) ("*frozen*") (congelé) comme signifiant "be or cause to be very cold" (être ou rendre très froid), avec comme sens secondaire "store at very low temperature as a means of preservation" (entreposer à très basse température à des fins de conservation), tandis que le terme "*salted*" (salé) renvoie à l'action de "season or preserve with salt" (assaisonner ou conserver avec du sel).

2. Selon quelle logique a-t-on décidé des produits visés aux niveaux des positions à quatre chiffres et des positions à six chiffres de la nomenclature du Système harmonisé?

Lors de l'élaboration du SH, l'objectif principal était de répondre aux besoins de toutes les parties s'occupant du commerce international (douanes, statistiques du commerce international, transports, etc.). C'est pourquoi près de 60 pays et plus de 20 organisations internationales et nationales (y compris le GATT, la CNUCED, l'ISO, le CCI, la CIMM et IATA) ont pris part aux travaux en faisant des propositions, en commentant les propositions faites ou en participant par d'autres moyens à la prise de décisions.

De manière générale, le SH a été élaboré à partir de l'ancienne "Nomenclature du CCD" (Nomenclature du Conseil de coopération douanière – NCCD) qui était appliquée par un grand nombre de pays avant l'entrée en vigueur du SH le 1er janvier 1988, ainsi que de la Classification type pour le commerce international des Nations Unies (CTCI), Rev.2, établie en correspondance avec la NCCD. Toutefois, il a également été tenu compte d'un large éventail d'autres tarifs douaniers ou nomenclatures statistiques nationaux fondés sur la NCCD (ceux du Japon ou de l'Association latino-américaine de libre-échange, ou la nomenclature statistique des CE (NIMEXE) par exemple), ainsi que de systèmes de classification ne reposant pas sur la NCCD (tels que les tarifs douaniers des États–Unis et du Canada). Plusieurs nomenclatures des transports ont également été consultées.

La désignation séparée de marchandises ou de groupes de marchandises n'a, en règle générale, été approuvée que lorsque les participants s'accordaient pour reconnaître que ces marchandises ou groupes de marchandises étaient significatifs dans le commerce international.

Par conséquent, le choix des produits visés dans le SH avait pour objet de répondre aux besoins des participants au commerce international, en incluant des marchandises ou groupes de marchandises représentant un volume significatif dans les échanges internationaux, compte tenu de la structure des nomenclatures consultées.

3. Sur quelle logique reposent les désignations utilisées dans les différentes positions du chapitre 2 du Système harmonisé? Entre autres choses, comment se fait-il que, pour la graisse de porc visée à la position 02.09, il ne soit fait aucune distinction entre, d'une part, la graisse de porc congelée et, d'autre part, la graisse de porc salée? En d'autres termes, pourquoi n'a-t-on pas jugé nécessaire de créer des positions distinctes pour la graisse de porc congelée et la graisse de porc salée?

Le chapitre 2 du Système harmonisé est fondé sur la structure de la NCCD. Pour information, il y a lieu de noter que la NCCD, en usage depuis 1959, était, dans une certaine mesure, fondée sur l'ancienne "Nomenclature de Genève". La structure des chapitres 2 de la Nomenclature de Genève, de la NCCD et du SH est reproduite en annexe aux présentes réponses.

Toutefois, l'historique des deux positions du SH en cause (02.07 et 02.10) est le suivant:

Position 14	Volaille tuée. *(Nomenclature de Genève)*
02.02	Volailles mortes de basse-cour et leurs abats comestibles (à l'exclusion des foies), frais, réfrigérés ou congelés. *(NCCD)*
02.07	**Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05.** ***(SH)***

_____

Position 18	Viandes salées, séchées, fumées, cuites ou simplement préparées d'une autre manière. *(Nomenclature de Genève*)
02.06	Viandes et abats comestibles de toutes espèces (à l'exclusion des foies de volailles), salés ou en saumure, séchés ou fumés. *(NCCD)*
02.10	**Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats.** ***(SH)***

En ce qui concerne les questions relatives à la "graisse de porc" visée à la position 02.09, il convient de se référer également à l'annexe. Comme on peut le voir, cette position a été directement reprise de la NCCD (moyennant quelques modifications de forme mineures) et, aucune demande tendant à l'introduction de sous-positions supplémentaires dans le SH n'ayant été faite, on a regroupé sous cette position tous les types de "lard sans parties maigres et graisse de porc".

4. Quel est l'historique de l'interprétation des positions 03.03, 03.04 et 03.05 du Système harmonisé?

Le Comité du Système harmonisé n'a examiné dans le passé aucune question de classification se rapportant aux positions 03.03, 03.04 et 03.05.

Toutefois, le Secrétariat a examiné le classement des "poissons salés, congelés" en 1997 à la demande de l'un des membres de l'Organisation. Le produit considéré était décrit comme suit: "poissons salés, congelés ayant été salés avant la congélation non seulement en vue de la conservation pendant la durée du transport, mais aussi en application d'un procédé de salage normal".

Dans sa réponse, le Secrétariat a noté que la Nomenclature n'énonçait aucun critère spécifique quant à la teneur en sel requise pour que le produit soit considéré comme des "poissons salés". En général, les poissons arrosés d'eau salée ou saupoudrés de sel, ou les poissons légèrement salés en vue de la conservation pendant la durée du transport, sont classés en tant que poissons frais, réfrigérés ou congelés.

Le Secrétariat a ultérieurement conclu que les poissons salés, susceptibles d'être classés sous la position 03.05, n'avaient pas besoin d'être congelés, le sel étant ajouté de telle manière qu'il pénétrait dans le produit et assurait sa conservation. Le Secrétariat a indiqué en outre qu'il n'avait pas connaissance de cas où les poissons salés de cette manière avaient encore besoin d'être congelés pour être conservés. Enfin, le Secrétariat a émis des doutes quant à la question de savoir si les poissons légèrement salés puis congelés pouvaient être classés sous la position 03.05.

5. Quelle est la relation, pour autant qu'il y en ait une, entre, d'une part, les positions 03.03 et 03.04 du Système harmonisé et, de l'autre, la position 03.05?

Le Secrétariat souhaiterait compléter cette question pour y inclure aussi la position 03.02, étant donné que les positions 03.02 et 03.03 couvrent les poissons entiers, étêtés, éviscérés ou tronçonnés en conservant les arêtes ou les cartilages, tandis que la position 03.04 couvre les filets de poissons et autre chair de poissons sans arêtes. Les poissons entiers, etc. font l'objet d'une distinction en fonction du traitement, à savoir que la position 03.02 couvre les poissons frais et réfrigérés, tandis que la position 03.03 couvre les poissons congelés.

Toutefois, cette distinction n'a pas été faite à la position 03.04 pour les filets de poissons et autre chair de poissons sans arêtes, puisque cette position couvre les produits frais, réfrigérés et congelés.

À la position 03.05, aucune distinction n'a été faite entre les poissons et morceaux de poissons contenant des arêtes et les filets de poissons. Par conséquent, cette position couvre toutes les sortes de poissons et chair de poissons séchés, salés ou fumés, y compris les filets.

La structure de ces positions dérive elle aussi de la NCCD. C'est ainsi que le libellé de la position 03.05 du SH est exactement le même que celui de la position 03.02 de la NCCD. La seule modification a été l'introduction d'un nouveau groupe de produits: "farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, propres à l'alimentation humaine".

6. Dans le contexte des positions 02.07 et 02.10, le caractère "spécifique" au sens de la Règle générale d'interprétation 3 a) serait-il pertinent et de quelle manière?

Dès lors que le produit en cause ne peut être classé conformément à la Règle générale d'interprétation 1, c'est-à-dire d'après les termes des positions et de toutes Notes de Sections ou de chapitres connexes, la Règle générale d'interprétation 3 serait d'application.

La Règle générale d'interprétation 3 a) se lit comme suit:

> La position la plus spécifique doit avoir la priorité sur les positions d'une portée plus générale. Toutefois, lorsque deux ou plusieurs positions se rapportent chacune à une partie seulement des matières constituant un produit mélangé ou un article composite, ou à une partie seulement des articles dans le cas de marchandises présentées en assortiments conditionnés pour la vente au détail, ces positions sont à considérer, au regard de ce produit ou de cet article, comme également spécifiques même si l'une d'elles en donne par ailleurs une description plus précise ou plus complète. (*non souligné dans l'original*)

Il n'est pas possible de poser des principes rigoureux permettant de déterminer si une position est plus spécifique qu'une autre à l'égard des marchandises. Toutefois, les Notes explicatives du Système harmonisé énoncent à cet égard les principes directeurs ci-après:

> a) Une position qui désigne nommément un article particulier est plus spécifique qu'une position comprenant une famille d'articles: par exemple, les rasoirs et tondeuses à moteur électrique incorporé sont classés au n° 85.10 et non au n° 84.67 (outils à moteur électrique incorporé, pour emploi à la main) ou au n° 85.09 (appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, pour usages domestiques).

b) On doit considérer comme plus spécifique la position qui identifie plus clairement, et suivant une description plus précise et plus complète, la marchandise considérée.

On peut citer comme exemples de ce dernier type de marchandises:

1) les tapis touffetés en matières textiles reconnaissables comme étant destinés aux voitures automobiles qui doivent être classés, non comme accessoires de véhicules automobiles au n° 87.08, mais au n° 57.03 où ils sont plus spécifiquement repris.

2) les verres de sécurité, consistant en verres trempés ou formés de feuilles contrecollées, non encadrés, mis en forme, reconnaissables pour être utilisés comme pare-brise d'avions qui doivent être classés, non comme parties des appareils des n° 88.01 et 88.02 au n° 88.03, mais au n° 70.07 où ils sont plus spécifiquement repris.

Il convient de noter que, de l'avis du Secrétariat, la deuxième partie de la Règle générale d'interprétation 3 a) selon laquelle "*lorsque deux ou plusieurs positions se rapportent chacune à une partie seulement des matières constituant un produit mélangé ou un article composite, ou à une partie seulement des articles dans le cas de marchandises présentées en assortiments conditionnés pour la vente au détail, ces positions sont à considérer, au regard de ce produit ou de cet article, comme également spécifiques même si l'une d'elles en donne par ailleurs une description plus précise ou plus complète*", ne peut s'appliquer dans la présente affaire, puisqu'il ne s'agit pas d'un "produit mélangé" ni d'un "article composite".

S'agissant du produit en cause, on pourrait faire valoir:

- que c'est la position 02.07 qui énonce la description la plus spécifique, puisqu'elle fait référence aux "*viandes, congelé[e]s, de[ ]* ***volailles***", alors que la position 02.10 fait référence aux "***viandes****, salé[e]s*" en général;

ou

- que la référence au type spécifique de viandes (viandes de volailles) qui est faite à la position 02.07 ne doit pas être prise en considération puisque c'est le traitement (*congélation* et *salage*) qui importe afin de déterminer le classement dans l'affaire à l'examen, de sorte qu'il est possible que ce soit la position 02.10 qui donne une description plus spécifique.

7. Selon quel point de vue – celui des consommateurs et/ou des producteurs – évalue–t–on les caractéristiques "spécifiques" d'un produit, ou cette évaluation devrait–elle être faite par référence aux qualités intrinsèques objectives d'un produit? Dans le second cas, comment détermine–t–on les qualités intrinsèques d'un produit? Quelles seraient les qualités intrinsèques associées aux produits visés aux positions 02.07 et 02.10 du Système harmonisé?

Le classement d'un produit dans le Système harmonisé s'effectue toujours sur la base des caractéristiques objectives de ce produit au moment de son importation et des termes des positions et de toutes Notes de Sections ou de Chapitres connexes.

En l'absence de critères clairs dans les textes juridiques du SH ou les Notes explicatives du SH, on pourrait aussi appliquer les définitions lexicographiques et commerciales afin de déterminer les caractéristiques d'un produit.

Le Secrétariat n'est pas certain du sens de l'expression "qualités intrinsèques". Il a toutefois interprété cette expression comme signifiant "caractère essentiel", qui est une expression courante dans le contexte des classifications tarifaires (voir par exemple la Règle générale d'interprétation 3 b)).

Comme le précise la Note explicative relative à la Règle générale d'interprétation 3 b) (point VIII), page 4), "*[l]e facteur qui détermine le caractère essentiel varie suivant le genre de marchandises. Il peut, par exemple, ressortir de la nature de la matière constitutive ou des articles qui les composent, de leur volume, leur quantité, leur poids ou leur valeur, de l'importance d'une des matières constitutives en vue de l'utilisation des marchandises*".

Il importe toutefois de noter que la Règle générale d'interprétation 3 b) ne concerne que i) les produits mélangés, ii) les ouvrages composés de matières différentes, iii) les ouvrages constitués par l'assemblage d'articles différents et iv) les marchandises présentées en assortiments conditionnés pour la vente au détail. Étant donné que le produit en cause n'entre dans aucune de ces quatre catégories, la Règle 3 b) ne devrait pas, de l'avis du Secrétariat, s'appliquer.

Pour être classé sous la position 02.07, le produit devrait avoir le caractère de "viande de volaille congelée" et ne pas être couvert de manière plus spécifique par une autre position dans la nomenclature. De même, un produit susceptible d'être classé sous la position 02.10 devrait avoir (dans le contexte de l'affaire examinée par le Groupe spécial) le caractère d'un produit "salé" et ne pas être couvert de manière plus spécifique par une autre position dans la nomenclature.

Voir aussi la réponse à la question n° 1 ci-dessus.

8. L'OMD est priée de fournir des renseignements détaillés sur la pratique en matière de classification relative aux positions 02.07 et 02.10 du Système harmonisé.

Le Comité du Système harmonisé n'a examiné dans le passé aucune question de classification se rapportant aux positions 02.07 et 02.10.

Le Secrétariat a toutefois reçu en février 2003 de l'un des Membres de l'Organisation (ne figurant pas parmi les pays parties à l'affaire examinée par le Groupe spécial) une demande d'avis de classement portant sur un produit semblable. Toutefois, faute de disposer de renseignements précis sur le traitement, le Secrétariat n'a pas été en mesure d'exprimer son opinion sur le classement.

9. *L'OMD est priée de fournir des renseignements détaillés sur la pratique en matière de classification relative aux positions 03.03 et 03.05 du Système harmonisé.*

Veuillez vous reporter à la réponse à la question n° 4 ci-dessus.

ANNEXE

Historique du chapitre 2:

La **Nomenclature de Genève** était structurée comme suit pour ce qui est des "viandes":

Position 13	Viandes de boucherie (des espèces bovine, ovine, porcine et chevaline).
Position 14	Volaille tuée.
Position 15	Gibier tué.
Position 16	Autres viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, à l'exception du lard.
Position 17	Lard.
Position 18	Viandes salées, séchées, fumées, cuites ou simplement préparées d'une autre manière.

Le **chapitre 2** de la **NCCD** (à compter de 1959) était structuré comme suit:

02.01	Viandes et abats comestibles des animaux repris aux n° 01.01 à 01.04 inclus, frais, réfrigérés ou congelés.
02.02	Volailles mortes de basse-cour et leurs abats comestibles (à l'exclusion des foies), frais, réfrigérés ou congelés.
02.03	Foies de volailles frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure.
02.04	Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés.
02.05	Lard, à l'exclusion du lard contenant des parties maigres (entrelardé), graisse de porc et graisse de volailles non pressées ni fondues, ni extraites à l'aide de solvants, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés.
02.06	Viandes et abats comestibles de toutes espèces (à l'exclusion des foies de volailles), salés ou en saumure, séchés ou fumés.

Le **chapitre 2** du **Système harmonisé** est structuré comme suit:

02.01	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées.
02.02	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées.
02.03	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées.
02.04	Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées.
02.05	Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées.
02.06	Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés.
02.07	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05.

02.08 Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés.

02.09 Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non fondues ni autrement extraites, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés.

02.10 Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats.

Les principales modifications apparaissant dans le chapitre 2 du SH par rapport au chapitre 2 de la NCCD peuvent être décrites comme suit:

1. La position 02.01 de la NCCD a été subdivisée pour former dans le SH six nouvelles positions (02.01 à 02.06), les abats des animaux mentionnés dans les cinq premières de ces nouvelles positions du SH étant regroupés dans une nouvelle position distincte (02.06) du SH.

2. Les foies de volailles frais, réfrigérés et congelés relevant de la position 02.03 de la NCCD ont été regroupés avec les viandes de volailles et autres abats comestibles de volailles frais, réfrigérés ou congelés visés à la position 02.02 de la NCCD pour former la nouvelle position 02.07 dans le SH.

3. La notion d'extraction à l'aide de solvants ("solvent-extracted") mentionnée dans l'expression entre parenthèses ("not rendered or solvent-extracted") qui figurait dans le libellé de la position 02.05 de la NCCD (position 02.09 du SH) a été supprimée de façon que le libellé de cette position complète les dispositions de la position 15.01, qui avaient été modifiées pour tenir compte de ce que les "graisses de porc et graisses de volailles" relevant de cette position sont toujours d'abord fondues ("rendered") puis extraites soit par pressage, soit à l'aide de solvants.

4. Les mots "(à l'exclusion des foies de volailles)" ont été retirés du libellé de la position 02.06 de la NCCD (position 02.10 du SH), de telle sorte que la position 02.10 du SH couvre i) les foies de volailles salés ou en saumure visés à la position 02.03 de la NCCD et ii) les foies de volailles séchés et fumés qui étaient classés sous la position 16.02 dans la NCCD. De plus, une mention spécifique des "farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats" a été insérée dans le libellé de la nouvelle position 02.10 du SH; il n'en est toutefois résulté aucune modification de sa portée.

ANNEXE C-13

RÉPONSES DE L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(2 décembre 2004)

Nous nous référons à votre lettre du 19 novembre 2004, dans laquelle vous avez demandé au Secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes de répondre à cinq questions additionnelles posées dans le cadre du règlement par l'OMC du différend *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés.*

Les réponses du Secrétariat de l'OMD figurent ci-après. Pour plus de commodité, nous avons reproduit le texte de chaque question, immédiatement suivi de la réponse.

10. Veuillez fournir une liste exemplative des types de produits qui, de l'avis du Secrétariat de l'OMD, rempliraient clairement les conditions requises pour être classés sous la position 02.10.

Compte tenu de l'intitulé de la position 02.10, le Secrétariat souhaiterait faire observer que cette position couvre tous les types de viandes et d'abats comestibles salés, en saumure, séchés ou fumés, autres que les produits visés à la position 02.09. Des exemples en sont donnés dans la partie pertinente de la Note explicative relative à la position 02.10 (page 21). Les autres groupes de produits relevant de ladite position comprennent les farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats. Par conséquent, le Secrétariat estime que des produits tels que *bacon*, jambons ou épaules salés ou fumés, ainsi que les abats comestibles salés ou fumés tels que pieds, queues, foies, gorges et langues relèveraient clairement de la position 02.10.

11. Les aspects pratiques de la vérification des critères figurant dans l'intitulé des positions tarifaires pourraient–ils avoir, ou ont-ils, une incidence sur la façon dont l'OMD interprète les positions tarifaires et établit les classifications?

Le Secrétariat croit comprendre votre question de la façon suivante: les aspects pratiques de la vérification des critères de classification sont–ils ou non pris en compte aux fins du classement des marchandises par l'OMD (c'est–à–dire par le Comité du Système harmonisé (SH) et par le Conseil de l'OMD)?

À cet égard, il convient de noter que lorsqu'il est reconnu que de tels aspects pratiques sont d'application universelle, ils peuvent être mentionnés dans les dispositions de la Nomenclature du SH ou dans les Notes explicatives sur la base de décisions respectives du Comité du SH. Ces décisions sont ensuite soumises à l'approbation du Conseil de l'OMD. Les aspects pratiques de la vérification des critères de classification sont donc pris en compte aux fins du classement des marchandises au niveau du SH dès lors que ces aspects sont devenus partie intégrante du texte juridique ou des Notes explicatives (voir, par exemple, les méthodes d'essais concernant les papiers et cartons couchés qui sont décrites dans la Note explicative générale du chapitre 48 (page 871)).

12. Quelle était la raison d'être de la référence faite à l'expression "assurer provisoirement leur conservation" figurant sous la position 08.14? Quelle est l'importance éventuelle qu'il faudrait accorder à cette référence s'agissant d'autres positions du SH dans l'intitulé desquelles le terme "conservation" n'a pas été explicitement mentionné?

Après consultation des documents de référence, le Secrétariat souhaiterait vous informer que la position 08.14 a été incluse à l'origine dans la Nomenclature du Conseil de coopération douanière

(NCCD) datée de 1950 en tant que position 08.13, dont l'intitulé se lisait comme suit: "Peel of melons and citrus and other fruit, fresh, frozen, dried, in brine, in sulphur water or in other temporary preservative solution" ("Écorces d'agrumes, de melons et d'autres fruits, fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées"). Dans la Nomenclature de 1955, cet intitulé a été remplacé par le suivant: "Peel of melons and citrus fruit, fresh, frozen, dried, or provisionnally preserved in brine, in sulphur water or in other preservative solutions" ("Écorces d'agrumes et de melons, fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées"). Toutefois, le Secrétariat n'a retrouvé à ce jour aucune indication quant à la raison de cette modification dans l'intitulé de la position.

Dans l'édition de 2002 de la Nomenclature du SH, la position 08.14 couvre les "[é]corces d'agrumes ou de melons (y compris de pastèques), fraîches, congelées, présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation ou bien séchées". Ces mêmes produits, si leur conservation était assurée par d'autres procédés que ceux qui sont spécifiés dans l'intitulé de la position (par exemple au moyen de vinaigre, d'acide acétique ou de sucre), relèveraient du chapitre 20. Le Secrétariat croit comprendre que la mention "servant à assurer provisoirement leur conservation" a pour objet d'établir une distinction entre les produits finis du chapitre 20, d'une part, et les écorces d'agrumes ou de melons n'ayant été soumis qu'à certains procédés de conservation, mais non autrement préparés, d'autre part. Cette mention vise apparemment à élargir la portée de la position 08.14 pour y inclure non seulement les produits frais, congelés et séchés, mais aussi ceux dont la conservation est provisoirement assurée par les procédés énumérés dans l'intitulé de la position. Il y a lieu de noter que l'eau salée et l'eau soufrée sont des exemples de solutions servant à assurer la conservation des produits de la position 08.14.

En vertu de la Règle générale d'interprétation 1, "le classement [est] déterminé (…) d'après les termes des positions et des Notes de Sections ou de Chapitres". Par conséquent, en l'absence d'une disposition indiquant expressément que le terme "conservation" a une certaine incidence sur des positions autres que la position 08.14, ce terme est sans importance pour le classement des produits relevant d'autres positions de la Nomenclature, à moins que ce même terme figure dans l'intitulé d'une position comme c'est le cas, par exemple, de la position 08.12.

13. En ce qui concerne la lettre de 1997 adressée par le Secrétariat de l'OMD aux autorités douanières chypriotes (annexe A):

a) Veuillez expliquer ce qu'il fallait entendre par un "processus de salage normal".

b) Dans la mesure où le Secrétariat de l'OMD a émis des doutes quant au point de savoir si des poissons qui avaient été salés légèrement puis congelés relevaient de la position 03.05, veuillez expliquer ce qu'il faut entendre par l'expression "salés légèrement".

c) En ce qui concerne la déclaration du Secrétariat de l'OMD selon laquelle il n'avait pas connaissance de poissons congelés qui auraient été réellement salés et qui auraient encore besoin d'être congelés pour se conserver:

i) Que faut-il entendre par l'expression "réellement salés"?

ii) Cette déclaration signifie-t-elle que si des poissons avaient été "réellement salés" mais ne pouvaient pas se conserver, ils pourraient néanmoins être classés sous la position 03.05?

d) L'OMD considère-t-elle que l'analyse faite dans cette lettre aurait été différente si le produit en question avait été du poulet? Dans l'affirmative, à quels égards?

14. L'OMD est priée de commenter une lettre de 2003, adressée par son Secrétariat aux autorités douanières bulgares (annexe B). En particulier, dans cette lettre, le Secrétariat de l'OMD donne-t-il à entendre que le sens ordinaire de l'intitulé d'une position tarifaire peut être déterminé conformément à la législation nationale pertinente? Dans la négative, veuillez expliquer pour quelle raison et de quelle façon le Secrétariat de l'OMD a considéré que la Nomenclature combinée des CE était pertinente pour la question dont il était saisi dans cette affaire.

S'agissant des questions n° 13 et 14 de votre lettre, je note qu'elles ont trait à des échanges de correspondance entre deux membres de l'OMD et le Secrétariat. Ce type de correspondance ne devrait pas, à mon sens, être pris en compte par des tiers à moins que les parties concernées aient indiqué qu'elles approuvaient l'utilisation des renseignements qui y sont contenus. À ma connaissance, elles ne l'ont pas fait, et je m'abstiendrai donc de faire des observations sur les questions abordées.

Par ailleurs, la correspondance en question semble ne pas être pertinente en ce qui concerne la portée de certaines positions du SH auxquelles il est fait référence dans votre lettre ni, partant, pour ce qui est du classement approprié du produit considéré. De plus, aucune des deux demandes ne contenait les renseignements dont le Secrétariat avait besoin pour émettre un avis définitif au sujet du classement approprié dans le SH.

Règlement des différends relatifs au Système harmonisé

Pour ma part, il m'apparaît que l'affaire dont est saisi votre Groupe spécial concerne une question de classement intéressant plusieurs Parties contractantes à la Convention sur le SH. À cet égard, je voudrais appeler votre attention sur les dispositions de l'article 10 de ladite Convention, aux termes desquelles "[t]out différend entre des Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé, autant que possible, par voie de négociations directes entre lesdites Parties" et "tout différend qui n'est pas ainsi réglé est porté par les Parties au différend devant le Comité du Système harmonisé qui l'examine et fait des recommandations en vue de son règlement".

Cela étant, et compte tenu du fait que les parties intéressées, qui sont toutes des Parties contractantes à la Convention sur le SH, ne se sont pas conformées à toutes les dispositions de l'article 10 susmentionnées, j'estime qu'il faudrait suivre pour commencer la procédure de règlement énoncée dans la Convention sur le SH, avant que votre Groupe spécial ne puisse rendre sa décision.

Si les Parties contractantes au SH participant au présent différend ne souhaitent pas ou ne peuvent pas suivre cette procédure, l'OMC voudra peut-être demander au Secrétaire général de l'OMD de prendre les mesures nécessaires pour que cette question soit inscrite à l'ordre du jour du Comité du SH.

La prochaine session du Comité du SH doit se tenir du 14 au 24 mars 2005. S'il y a lieu d'inscrire la question à l'ordre du jour de cette session, veuillez communiquer au Secrétariat de l'OMD tous les renseignements dont le Comité du SH a besoin pour prendre une décision concernant le classement du produit considéré. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir ces renseignements aussi rapidement que possible (de préférence avant la mi-janvier 2005), de façon que le Secrétariat de l'OMD puisse établir et publier le document de travail correspondant en temps voulu.

ANNEXE C-14

OBSERVATIONS DU BRÉSIL, DE LA THAÏLANDE ET DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES SUR LES RÉPONSES DE L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL APRÈS LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND

(16 décembre 2004)

OBSERVATIONS DU BRÉSIL

Conformément au calendrier établi par le Groupe spécial dans l'affaire "*Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*" (WT/DS269 et 286), veuillez trouver ci-joint les observations du Brésil sur les réponses de l'OMD aux questions posées par le Groupe spécial.

* * * * * * *

Question n° 10

Quand il a été invité à fournir une liste exemplative des produits relevant clairement de la position 02.10, le Secrétariat de l'OMD a répondu d'emblée et immédiatement que la position 02.10 couvrait **tous les types** de viandes et d'abats comestibles salés, en saumure, séchés ou fumés. Il est clair que **tous les types** de viandes ne peuvent pas être ramenés à un nombre limité de viandes, comme le proposent les CE (jambon de Parme, prosciutto, jamón Serrano, bacon).[1] Nous avons montré que d'autres viandes salées/séchées/fumées – telles que la viande de lapin; la viande de dinde; la viande de chèvre; la viande de canard; la viande de poulet, etc. – relevaient aussi de la position 02.10.[2]

Le Secrétariat a ensuite indiqué que certains exemples de produits relevant de la position 02.10 figuraient dans la Note explicative de la position 02.10 et a précisé que "*des produits tels que bacon, jambons ou épaules salés ou fumés … relèveraient clairement de la position 02.10*". En ce qui concerne cette partie de la réponse du Secrétariat, le Brésil fait seulement observer que la Note explicative mentionnée cite le bacon, les jambons ou les épaules comme exemples de viandes fumées.[3] Ces exemples ont été mentionnés par le Secrétariat précisément parce qu'ils sont explicitement prévus dans la Note explicative du SH relative à la position 02.10. Ces produits ne constituent toutefois en **aucune** façon une liste exhaustive des produits relevant de la position 02.10. À cet égard, nous avons fourni une liste plus complète – tirée de la base de données des marchandises du SH en ligne de l'OMD – d'exemples de viandes salées relevant de la sous-position 0210.90 du SH (version de 1996). Selon la base de données des marchandises du SH, la viande de poulet salée remplit clairement les conditions requises pour être classée sous la position 02.10.

[1] Première communication écrite des CE, paragraphe 41; pièce n° 5 des CE; déclaration finale des CE après la première réunion de fond, paragraphe 4; réponses des CE aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond, paragraphe 91; réponses des CE aux questions posées par le Brésil après la première réunion de fond, paragraphes 5 et 11; deuxième communication écrite des CE, paragraphes 35 et 36; deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 36.

[2] Pièce n° 43 du Brésil.

[3] Pièce n° 24 du Brésil et pièce n° 27 des CE.

Question n° 11

Le Brésil souhaiterait faire porter ses observations surtout sur la dernière partie de la réponse du Secrétariat de l'OMD, selon laquelle "les aspects pratiques de la vérification des critères de classification sont … pris en compte aux fins du classement des marchandises au niveau du SH **dès lors que ces aspects sont devenus partie intégrante du texte juridique ou des Notes explicatives**" (pas de caractères gras et non souligné dans l'original). Nous rappelons au Groupe spécial que le Secrétariat avait indiqué, dans une réponse précédente, qu'à ce jour, le Comité du SH n'avait examiné aucune question de classification se rapportant aux positions 02.07 et 02.10.[4] Ainsi, en l'absence de décisions du Comité du SH sur les aspects pratiques de la vérification des critères de classification à prendre en compte aux fins du classement des produits sous la position 02.10, le classement doit reposer simplement sur le libellé du texte juridique lu conjointement avec les Notes explicatives du SH.[5] En ce qui concerne les Notes explicatives du SH, nous reproduisons ci-dessous une partie d'une réponse donnée par l'OMD au Groupe spécial[6]:

"*Note: Les Notes explicatives du Système harmonisé suivent normalement l'ordre systématique de cet instrument. Elles constituent un commentaire sur la portée de chaque position et donnent une liste des principaux produits inclus et exclus, ainsi que la description technique des marchandises visées (apparence, propriétés, méthode de production et utilisations) et des indications pratiques aux fins de leur identification.*" (non souligné dans le texte)

Nous insistons sur le fait que **nulle part**, absolument **nulle part**, dans le texte juridique ou dans la Note explicative du SH relative à la position 02.10 ne sont prévus les critères proposés par les CE pour la vérification des produits relevant de la position 02.10 ("aisément décelables", "instantanément reconnaissables", "perceptiblement différents"). Au contraire, les seules indications données dans cette Note explicative sont qu'elle s'applique aux viandes de toutes sortes **préparées** selon les spécifications du libellé. En outre, il n'est en aucune façon "reconnu" que les critères proposés par les CE sont "d'application universelle".

Question n° 12

En l'espèce, et comme l'a dit le Secrétariat de l'OMD, en l'absence d'une disposition indiquant expressément que le terme "conservation" a une certaine incidence sur des positions autres que la position 08.14 du SH, le terme "conservation" figurant dans la position 08.14 est **sans** importance pour le classement des viandes salées relevant de la position 02.10, à moins que ce même terme ("conservation") ne figure dans l'intitulé de la position 02.10. Le terme "conservation" ne figure **pas** dans l'intitulé de la position 02.10. En fait, ni l'intitulé de la position 02.10 ni la Note explicative de cette position ne contiennent les termes "conservation" ou "conservé". En revanche, la Note explicative de la position 02.10 indique explicitement que les viandes relevant de la position 02.10 sont celles qui ont été "**préparées**" par salage, saumurage, séchage et fumage.

Questions n° 13 et 14

Pour le Secrétariat de l'OMD, la correspondance mentionnée dans les questions n° 13 et 14 - lettres d'avis adressées à des autorités douanières sur le classement des poissons salés congelés sous les positions 03.03 ou 03.05 et sur le classement de la viande de l'espèce porcine salée congelée sous les positions 02.03 ou 02.10 – n'est **pas** pertinente pour la portée des positions 02.07 et 02.10 du SH ni, partant, pour ce qui est du classement approprié du produit considéré: les morceaux de poulet salés congelés.

[4] Réponse de l'OMD à la question n° 8 du Groupe spécial.
[5] Réponse de l'OMD à la question n° 1 du Groupe spécial.
[6] *Id.*

Apparemment, le Secrétariat croit comprendre que ces lettres d'avis ne sont **pas** pertinentes parce qu'elles portaient sur des produits différents de celui dont s'occupe le Groupe spécial. Nous partageons cet avis. Dans le contexte de l'interprétation des concessions tarifaires, nous avons indiqué qu'une lettre d'avis concernant un produit qui est différent du produit en cause ne peut pas sérieusement être considérée comme faisant partie d'une pratique pertinente ultérieurement suivie dans l'application de la position 02.10 de la liste LXXX (article 31 3) b) de la Convention de Vienne).[7]

Néanmoins, nous insistons sur le fait que la lettre adressée par le Secrétariat de l'OMD aux autorités douanières bulgares, citée dans la question n° 14, traitait précisément du classement sous la position 02.10 et sur la note complémentaire 7 du chapitre 2 de la NC **sans jamais** mentionner la notion de conservation des CE qui est, selon elles, "bien ancrée".

Règlement des différends relatifs au Système harmonisé

En ce qui concerne les considérations du Secrétariat de l'OMD au sujet du différend soumis au Groupe spécial et du règlement des différends relatifs au SH, le Brésil souhaite formuler les observations suivantes.

Le Brésil a parfaitement connaissance des dispositions de l'article 10 de la Convention sur le SH relatives au règlement des différends. Avant de présenter notre demande de consultations à l'OMC, nous avons demandé à l'OMD des indications et des éclaircissements au sujet du sens de l'intitulé des positions 02.07 et 02.10. À ce moment, l'OMD n'a donné aucun éclaircissement au sujet de l'interprétation des positions mentionnées et a simplement renvoyé le Brésil aux dispositions relatives au règlement des différends à l'OMD qui se trouvent dans l'article 10 de la Convention sur le SH.

Le Brésil avait donc connaissance des procédures de règlement des différends à l'OMD mais a délibérément choisi de ne pas y avoir recours. Pendant la présente procédure, nous avons expliqué les raisons pour lesquelles le Brésil avait décidé de recourir au système de règlement des différends de l'OMC – et non de l'OMD.[8]

Le Secrétariat de l'OMD ne semble pas conscient du fait que la présente affaire ne concerne pas le classement. Elle concerne un traitement tarifaire moins favorable au sens de l'article II du GATT de 1994. Plus particulièrement, elle concerne des droits imposés sur les importations de viande de poulet congelée qui sont plus élevés que le droit prévu pour ce produit dans la Liste LXXX. Le Secrétariat de l'OMD ne comprend pas la nature du présent différend quand il le réduit à des "questions de classement intéressant plusieurs Parties contractantes à la Convention sur le SH".

Pour évaluer si les CE ont violé l'article II, le Groupe spécial doit examiner la Liste LXXX selon les règles d'interprétation des traités qui se trouvent dans la Convention de Vienne. Comme cela a déjà été indiqué, le SH et ses Notes explicatives constituent incontestablement un contexte pertinent pour l'interprétation de la Liste LXXX mais ne représentent qu'une partie **seulement** de l'exercice d'interprétation que le Groupe spécial doit entreprendre. Les **décisions de l'OMD**, quant à elles, peuvent être pertinentes pour l'interprétation de la Liste LXXX mais en tant que pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité.[9]

Nous pensons, comme les CE, que "vu les cadres institutionnels des deux organisations, il est manifestement important que la nature des procédures de règlement des différends de l'OMC reste

[7] Observations du Brésil sur la réponse des CE à la question n° 99 posée après la deuxième réunion de fond.

[8] Réponse du Brésil à la question n° 9 posée par le Groupe spécial après la première réunion de fond.

[9] WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 90.

distincte de la prise de décisions à l'OMD".[10] Les deux mécanismes de règlement des différends sont distincts sur le plan des obligations, des délais, de la portée et des procédures.

Particulièrement surprenante est l'opinion donnée par le Secrétariat de l'OMD au Groupe spécial selon laquelle, si les parties au présent différend ne souhaitent pas ou ne peuvent pas suivre la procédure de règlement établie dans la Convention sur le SH, "*l'OMC voudra peut-être demander au Secrétaire général de l'OMD de prendre les mesures nécessaires pour que cette question soit inscrite à l'ordre du jour du Comité du SH*".

Le Secrétariat de l'OMD méconnaît manifestement la nature de l'OMC telle qu'elle apparaît dans ses accords constitutifs. Il ignore apparemment que l'OMC est une organisation pilotée par les Membres qui n'a pas qualité ni n'est mandatée pour agir au nom de ses Membres – et certainement pas au nom du Brésil. Aucun représentant ou organe de l'OMC n'a non plus été habilité à régler un différend concernant deux Membres de l'OMC ou davantage en dehors de l'OMC.

Nous ne voyons pas non plus clairement quel serait exactement l'agent de l'OMC qui demanderait l'inscription de "cette question … à l'ordre du jour du Comité du SH". Le Secrétariat de l'OMD ne pouvait certainement pas faire référence au Groupe spécial, à moins qu'il ne connaisse pas bien les dispositions du Mémorandum d'accord. Manifestement, si le Groupe spécial a le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il juge approprié des renseignements et des avis techniques, ainsi qu'il est prévu à l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, il n'a **pas** le droit d'abdiquer sa fonction, qui lui a été conférée par les Membres. L'article 11 du Mémorandum d'accord établit que la fonction du Groupe spécial est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du Mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, c'est la tâche du Groupe spécial – et non celle du Comité du SH – de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés et de la conformité des faits avec ces dispositions. En l'espèce, le Groupe spécial est parfaitement capable de s'acquitter de sa fonction en interprétant les obligations précises découlant de la position 02.10 de la Liste LXXX.

Le Secrétariat de l'OMD semble penser que si le Comité du SH arrive à une décision en matière de classement, le Groupe spécial pourra alors – et alors seulement – rendre sa propre décision ("*j'estime qu'il faudrait suivre pour commencer la procédure de règlement énoncée dans la Convention sur le SH, avant que votre Groupe spécial ne puisse rendre sa décision*"). Comme cela a été montré plus haut, ce n'est pas le cas: la présente affaire concerne l'interprétation de concessions tarifaires. À cet égard, nous rappelons que l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, a estimé que pour l'interprétation de concessions tarifaires reprises dans la Liste LXXX, les **décisions de l'OMD** pouvaient être pertinentes seulement en tant que pratique ultérieurement suivie dans l'application de la Liste LXXX.[11]

OBSERVATIONS DE LA THAÏLANDE

La Thaïlande souhaite formuler les observations suivantes au sujet de la lettre du Secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) datée du 2 décembre 2004, répondant aux cinq questions supplémentaires posées par le Groupe spécial à propos de la procédure considérée.

En réponse à la question n° 12 concernant l'importance de l'expression "assurer provisoirement leur conservation" figurant à la position 08.14 du SH, l'OMD indique que la mention de cette expression vise apparemment à élargir la portée de la position 08.14 pour y inclure des produits dont la conservation est provisoirement assurée par les procédés énumérés dans l'intitulé de la position, à savoir ceux qui sont présentés dans des solutions, comme l'eau salée ou soufrée, servant

[10] Deuxième déclaration orale des CE, paragraphe 13.
[11] WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, paragraphe 90.

à assurer provisoirement leur conservation. L'OMD confirme l'importance de la Règle générale d'interprétation 1, qui indique que "le classement [est] déterminé … d'après les termes des positions et des Notes de Sections ou de Chapitres". La Thaïlande fait observer que les Communautés européennes ont déclaré dans leur réponse à la question n° 118 posée par le Groupe spécial que "… le mot "conservation" ne figur[ait] pas dans l'intitulé de la position 02.10 du SH". Elles ont cependant poursuivi en soutenant que la position 02.10 "s'articul[ait] autour d'une notion centrale que les CE [avaient] dénommée "conservation" dans la présente procédure, mais qu'elles auraient pu tout aussi bien appeler "conservation à long terme"". Toutefois, l'OMD a indiqué clairement que le classement devait être déterminé sur la base des termes des positions et non en fonction de toutes autres notions générales de conservation ou de conservation à long terme qui, de l'avis d'une partie, constituent une notion centrale d'une position. Le terme "salés" apparaît dans le libellé de la position 02.10. Les CE elles-mêmes ont donné une définition claire des critères objectifs à prendre en compte pour classer les produits en tant que produits "salés" sous la position 02.10, à savoir la définition énoncée dans le Règlement n° 535/94.

D'une façon plus générale, la Thaïlande souhaite faire part de sa vive préoccupation devant la suggestion du Secrétaire général de l'OMD tendant à ce que les parties au présent différend suivent les procédures de règlement établies dans la Convention sur le SH avant que le Groupe spécial ne rende sa décision ou, au cas où les parties ne décideraient pas de procéder ainsi, à ce que l'OMC "demande[ ] au Secrétaire général de l'OMD de prendre les mesures nécessaires" pour inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité du SH. Comme la Thaïlande l'a déclaré tout au long de la présente procédure, le présent différend porte sur le traitement moins favorable appliqué par les CE du fait du classement du produit en cause et non sur le classement douanier du produit en soi dans le Système harmonisé. La principale question qui se pose dans le présent différend concerne par conséquent la portée des obligations contractées par les CE dans le cadre de leur Liste de concessions au moment où elles ont accepté d'être liées par l'Accord sur l'OMC. Comme les États-Unis l'ont fait observer dans leur déclaration orale en tant que tierce partie, "... en analysant le sens des termes de la concession pertinente, il faut examiner les éléments de preuve indiquant la façon dont les CE comprenaient ces termes au moment où elles ont fait la concession". Par conséquent, selon la Thaïlande, la question dans le présent différend n'est pas de savoir si la viande de poulet salée qui est congelée relève de la position 02.10 du Système harmonisé, ce qui pourrait entrer dans le domaine de compétence de l'OMD. La question est de savoir si la viande de poulet salée qui est congelée relève des termes de la position 02.10 (telle que les CE comprenaient cette position en 1994) de la Liste de concessions des CE, ce qui n'entre pas dans le domaine de compétence de l'OMD.

La Thaïlande demande au Groupe spécial de constater que les CE manquent à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant un traitement moins favorable au sens de l'article II du GATT du fait de l'imposition de droits de douane proprement dits sur le produit en cause qui sont plus élevés que ceux de la Liste de concessions des CE. Elle fait observer que l'article 23 du Mémorandum d'accord dispose que lorsque les Membres chercheront à obtenir réparation en cas de violation d'obligations résultant des accords visés, ils auront recours et se conformeront aux règles et procédures du système de règlement des différends de l'OMC.

En outre, la Thaïlande soutient que le mandat du Groupe spécial lui impose d'examiner la question que les plaignants ont portée devant lui à la lumière des dispositions pertinentes du GATT. Comme le prévoit l'article 11 du Mémorandum d'accord, la fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du Mémorandum d'accord et des accords visés. Le fait que l'OMD a un mécanisme de règlement des différends pour les questions de classement douanier ne signifie pas que le Groupe spécial soit déchargé de sa responsabilité d'examiner la question à la lumière des dispositions pertinentes et de formuler les recommandations appropriées pour aider l'ORD à statuer.

La Thaïlande compte que le règlement positif du présent différend restera dans le cadre juridictionnel du système de règlement des différends de l'OMC.

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Merci pour votre lettre datée du 7 décembre 2004 par laquelle vous avez transmis les réponses de l'OMD à la deuxième série de questions et invité les CE à formuler des observations à leur sujet.

En ce qui concerne la réponse de l'OMD aux questions n° 13 et 14, les CE peuvent confirmer qu'après avoir pris connaissance de la lettre de 1997 adressée par l'OMD aux autorités chypriotes en examinant les archives de l'OMD, elles ont demandé et obtenu l'accord des autorités douanières chypriotes avant de communiquer la correspondance au Groupe spécial.[12]

Les CE estiment que cette correspondance est pertinente parce que la structure du chapitre 03 est semblable dans tous ses aspects importants à celle du chapitre 02. La lettre de l'OMD aux autorités chypriotes montre clairement que l'OMD comprend le terme "salés" figurant à la position 03.05 comme se rapportant aux produits qui ont été salés à des fins de conservation.

Enfin, les CE se réservent le droit de présenter de nouvelles observations sur les questions soulevées dans les quatre derniers paragraphes de la lettre de l'OMD dans le cas où tout type d'initiative serait proposé à cet égard.

[12] Les CE font observer que la République de Chypre est maintenant l'un de leurs membres, bien qu'en 1997, elle ait été pleinement responsable de la conduite de sa politique douanière et commerciale.

ANNEXE D

CHAPITRE 2 DU SYSTÈME HARMONISÉ (VERSION DE 1992)

2	**VIANDES ET ABATS COMESTIBLES**
02.01	**Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées.**
0201.10	- En carcasses ou demi-carcasses
0201.20	- Autres morceaux non désossés
0201.30	- Désossées
02.02	**Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées.**
0202.10	- En carcasses ou demi-carcasses
0202.20	- Autres morceaux non désossés
0202.30	- Désossées
02.03	**Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées.**
	- Fraîches ou réfrigérées:
0203.11	-- En carcasses ou demi-carcasses
0203.12	-- Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés
0203.19	-- Autres
	- Congelées:
0203.21	-- En carcasses ou demi-carcasses
0203.22	-- Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés
0203.29	-- Autres
02.04	**Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées.**
0204.10	- Carcasses et demi-carcasses d'agneau, fraîches ou réfrigérées
	- Autres viandes des animaux de l'espèce ovine, fraîches ou réfrigérées:
0204.21	-- En carcasses ou demi-carcasses
0204.22	-- En autres morceaux non désossés
0204.23	-- Désossées
0204.30	- Carcasses et demi-carcasses d'agneau, congelées
	- Autres viandes des animaux de l'espèce ovine, congelées:
0204.41	-- En carcasses ou demi-carcasses
0204.42	-- En autres morceaux non désossés
0204.43	-- Désossées
0204.50	- Viandes des animaux de l'espèce caprine
02.05	**Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées.**
0205.00	Viandes des animaux des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées.

2	**VIANDES ET ABATS COMESTIBLES**
02.06	**Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés.**
0206.10	- De l'espèce bovine, frais ou réfrigérés
	- De l'espèce bovine, congelés:
0206.21	-- Langues
0206.22	-- Foies
0206.29	-- Autres
0206.30	- De l'espèce porcine, frais ou réfrigérés
	- De l'espèce porcine, congelés:
0206.41	-- Foies
0206.49	-- Autres
0206.80	- Autres, frais ou réfrigérés
0206.90	- Autres, congelés
02.07	**Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du n° 01.05.**
0207.10	- Volailles non découpées en morceaux, fraîches ou réfrigérées
	- Volailles non découpées en morceaux, congelées:
0207.21	-- Coqs et poules
0207.22	-- Dindons et dindes
0207.23	-- Canards, oies et pintades
	- Morceaux et abats de volailles (y compris les foies), frais ou réfrigérés:
0207.31	-- Foies gras d'oies ou de canards
0207.39	-- Autres
	- Morceaux et abats de volailles autres que les foies, congelés:
0207.41	-- De coqs ou de poules
0207.42	-- De dindons ou de dindes
0207.43	-- De canards, oies ou pintades
0207.50	-- Foies de volailles, congelés
02.08	**Autres viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés.**
0208.10	- De lapins ou de lièvres
0208.20	- Cuisses de grenouilles
0208.90	- Autres
02.09	**Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non fondues ni autrement extraites, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés.**
0209.00	Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non fondues ni autrement extraites, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés.

2	**VIANDES ET ABATS COMESTIBLES**
02.10	**Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats.**
	- Viandes de l'espèce porcine:
0210.11	-- Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés
0210.12	-- Poitrines (entrelardées) et leurs morceaux
0210.19	-- Autres
0210.20	- Viandes de l'espèce bovine
0210.90	- Autres, y compris les farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats

ANNEXE E

DEMANDES D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe E-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS269/3)	E-2
Annexe E-2	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande (WT/DS286/5)	E-4

ANNEXE E-1

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LE BRÉSIL

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS269/3
22 septembre 2003

(03-5040)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CLASSIFICATION DOUANIÈRE DES MORCEAUX DE POULET DESOSSÉS ET CONGELÉS

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil

La communication ci-après, datée du 19 septembre 2003, adressée par la Mission permanente du Brésil au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 11 octobre 2002, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (CE) conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994). Cette demande a été distribuée aux Membres de l'OMC le 16 octobre 2002 dans le document WT/DS269/1 intitulé "Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés". Le 5 décembre 2002 et le 19 mars 2003, le Brésil et les CE ont tenu des consultations à Genève en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Malheureusement, les consultations n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, le Brésil demande par la présente qu'un groupe spécial soit établi conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article XXIII du GATT de 1994, avec le mandat type énoncé à l'article 7 du Mémorandum d'accord.

Les mesures spécifiques en cause sont le Règlement (CE) n° 1223/2002 de la Commission relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée (NC), publié au Journal officiel des CE le 9 juillet 2002, et la Décision de la Commission des CE concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants (RTC) délivrés par la République fédérale d'Allemagne, publiée au Journal officiel des CE le 12 février 2003.

Le Règlement n° 1223/2002 prévoit une nouvelle désignation du produit relevant du Code NC 0207.14.10. En vertu du Règlement n° 1223/2002, les marchandises désignées comme suit: "morceaux de poulet, désossés, congelés, et imprégnés de sel dans toutes leurs parties. Ils présentent

une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids. Le produit est congelé à cœur et doit être conservé à une température inférieure à –18°C pour garantir une conservation d'un an au moins" sont maintenant classées sous le Code NC 0207.14.10. Les produits relevant du Code NC 0207.14.10 sont assujettis à un droit de 102,4 €/100kg/net.

Avant le Règlement n° 1223/2002, les "morceaux de poulet, désossés, congelés, et imprégnés de sel dans toutes leurs parties" étaient classés comme viandes salées sous le Code NC 0210.99.39. Les produits relevant du Code NC 0210.99.39 sont assujettis à un droit *ad valorem* de 15,4 pour cent. Après la publication du Règlement n° 1223/2002, la Commission des CE a publié une Décision à l'intention de la République fédérale d'Allemagne indiquant que tous les RTC délivrés précédemment par les États membres, classant les produits concernés comme viandes salées relevant du Code NC 0210, avaient cessé d'être valables. En particulier, cette décision indiquait que l'Allemagne avait délivré à tort des RTC qui classaient les produits congelés contenant entre 1,9 et 3 pour cent de sel sous le Code NC 0210. La raison invoquée était que les produits "constitués de morceaux de viandes de poulets qui ont été congelés pour assurer leur conservation à long terme et qui contiennent de 1,9 à 3 pour cent de sel sont similaires aux produits couverts par le Règlement (CE) n° 1223/2002". D'après la Commission des CE, "[l]'addition de telles quantités de sel n'est pas de nature à modifier le caractère des produits en tant que viandes de volailles congelées de la position 0207". La Décision de la Commission donnait donc pour instruction à l'Allemagne de révoquer les RTC délivrés pour les viandes de volailles congelées contenant entre 1,9 et 3 pour cent de sel.

À la suite de ces mesures, les morceaux de poulet désossés et congelés contenant 1,2 pour cent de sel ou plus, qui étaient précédemment classés comme viandes salées, sont maintenant classés comme viande de poulet congelée et assujettis à un taux de droit plus élevé que le taux consolidé appliqué aux viandes salées dans les Listes des CE annexées au GATT de 1994.

En conséquence, le Brésil considère que son commerce de viande de poulet salée à destination des CE a reçu un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE, ce qui est contraire aux obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. Ces mesures des CE faussent le commerce, ce qui annule et compromet, au sens de l'article XXIII du GATT, des avantages résultant pour le Brésil du GATT de 1994.

Le Brésil demande que la présente demande d'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, qui doit avoir lieu le 2 octobre 2003.

ANNEXE E-2

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LA THAÏLANDE

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS286/5
28 octobre 2003

(03-5735)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CLASSIFICATION DOUANIÈRE DES MORCEAUX DE POULET DÉSOSSÉS ET CONGELÉS

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Thaïlande

La communication ci-après, datée du 27 octobre 2003, adressée par la Mission permanente de la Thaïlande au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le 25 mars 2003, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") et à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994"), le Royaume de Thaïlande (la "Thaïlande") a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (les "CE") au sujet de la classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés des CE. Cette demande a été distribuée aux Membres de l'OMC le 31 mars 2003 dans le document WT/DS286/1. Le 21 mai 2003, la Thaïlande et les CE ont tenu des consultations à Genève en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Malheureusement, les consultations n'ont pas permis de régler le différend. La Thaïlande demande donc l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article XXIII du GATT de 1994.

La mesure en cause est la classification des morceaux de poulet salés, désossés et congelés prévue dans le Règlement des CE n° 1223/2002 du 8 juillet 2002 (le "Règlement n° 1223/2002") publié au Journal officiel des CE le 9 juillet 2002 et relatif au classement de certaines marchandises dans la nomenclature combinée (la "NC"), et précisée dans la Décision de la Commission des CE du 31 janvier 2003 (la "Décision") publiée au Journal officiel des CE le 12 février 2003 concernant la validité de certains renseignements tarifaires contraignants ("RTC") délivrés par la République fédérale d'Allemagne.

Le Règlement n° 1223/2002 établit une nouvelle désignation des produits relevant du Code NC 0207.14.10. En vertu du Règlement n° 1223/2002, les marchandises désignées comme suit: "[m]orceaux de poulet, désossés, imprégnés de sel dans toutes leurs parties. Ils présentent une teneur en sel de 1,2 à 1,9 pour cent en poids. Le produit est congelé à cœur et doit être conservé à une température inférieure à –18°C pour garantir une conservation d'un an au moins" sont maintenant

classées sous le Code NC 0207.14.10. Les produits relevant du Code NC 0207.14.10 sont assujettis à un droit de 102,4 euros/100 kg/net.

Avant le Règlement n° 1223/2002, les morceaux de poulet, désossés, congelés et imprégnés de sel dans toutes leurs parties étaient classés comme viandes salées sous le Code NC 0210.99.39. Les produits relevant du Code NC 0210.99.39 sont assujettis à un droit *ad valorem* de 15,4 pour cent.

Après la publication du Règlement n° 1223/2002, la Commission des CE a publié une Décision à l'intention de la République fédérale d'Allemagne indiquant que les RTC délivrés précédemment par les États membres, classant les produits considérés comme viandes salées relevant de la position 0210, avaient cessé d'être valables. Cette décision indiquait en outre que l'Allemagne avait délivré ultérieurement des RTC qui classaient les morceaux de poulet désossés et congelés contenant entre 1,9 et 3 pour cent de sel sous la position 0210. Cette décision indiquait ce qui suit: "des produits qui sont également constitués de morceaux de viandes de poulet qui ont été congelés pour assurer leur conservation à long terme et qui contiennent de 1,9 à 3 pour cent de sel, sont similaires aux produits couverts par le Règlement (CE) n° 1223/2002. L'addition de telles quantités de sel n'est pas de nature à modifier le caractère des produits en tant que viandes de volaille congelées de la position 0207". En conséquence, la Décision de la Commission donnait pour instruction à l'Allemagne de révoquer les RTC délivrés pour les viandes de volaille congelées contenant entre 1,9 et 3 pour cent de sel.

À la suite de cette mesure, le produit classé comme morceaux de poulet désossés et congelés contenant 1,2 pour cent de sel ou plus, qui était précédemment classé comme viandes salées assujetties au taux *ad valorem* de 15,4 pour cent, est maintenant classé comme viandes de poulet congelées et assujetti à un taux de droit plus élevé que le taux consolidé applicable aux viandes salées dans la Liste de concessions des CE (Liste LXXX) annexée au GATT de 1994.

De l'avis de la Thaïlande, ses exportations de viandes de poulet salées à destination des CE reçoivent un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans la Liste des CE, ce qui est contraire aux obligations des CE au titre de l'article II:1 a) et II:1 b) du GATT de 1994. La mesure des CE crée des distorsions des échanges qui annulent et compromettent, au sens de l'article XXIII, des avantages résultant pour la Thaïlande du GATT de 1994.

La Thaïlande demande qu'un groupe spécial soit établi avec le mandat type à la réunion de l'Organe de règlement des différends prévue pour le 7 novembre 2003.

ANNEXE F

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES ET LES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Liste des pièces présentées par le Brésil	F-2
Annexe F-2	Liste des pièces présentées par la Thaïlande	F-6
Annexe F-3	Liste des pièces présentées par les Communautés européennes	F-8
Annexe F-4	Pièce présentée par les États-Unis	F-10

ANNEXE F-1

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LE BRÉSIL

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 1 du Brésil	**Section I-A (Tariffs), Section I (Agricultural Products), Part I (Most-Favoured-Nation Tariff) of Schedule LXXX of the European Communities.**
Pièce n° 2 du Brésil	**Written Question E-3046/01 by Albert Maat (PPE-DE) to the Commission, of 5 November 2001** – Publié au Journal officiel des Communautés européennes n° C 147, 20 juin 2002, page 78.
Pièce n° 3 du Brésil	**Information Note from the Italian Delegation to the Agriculture and Fisheries Council, 5360/03** – Brussels, 16 January 2003 (21.01).
Pièce n° 4 du Brésil	**2481st Council Meeting, Agriculture and Fisheries – Brussels, 27 and 28 January 2003, 5433/03** (Presse 13).
Pièce n° 5 du Brésil	**Informal Meeting of Heads of Delegation: Statement by the Chairman**, MTN.TNC/W/131 (21 January 1994). **Marrakesh Protocol to the General Agreement on Tariffs and Trade 1994**.
Pièce n° 6 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 535/94**, of 9 March 1994 – Amending Annex I to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the Tariff and Statistical Nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 68, 11 mars 1994, page 15.
Pièce n° 7 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 3115/94, of 20 December 1994** – Amending Annexes I and II to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the Tariff and Statistical Nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 345, 31 décembre 1994, page 01 (partie pertinente).
Pièce n° 8 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 1223/2002, of 8 July 2002** – Concerning the Classification of Certain Goods in the Combined Nomenclature, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 179, 9 juillet 2002, page 8. **Corrigenda, of 13 August 2002** – Corrigendum to Commission Regulation (EC) No. 1223/2002, of 8 July 2002, Concerning the Classification of Certain Goods in the Combined Nomenclature, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 217, 13 août 2002, page 8.
Pièce n° 9 du Brésil	**Commission Decision, of 31 January 2003** – Concerning the Validity of Certain Binding Tariff Information (BTI) Issued by the Federal Republic of Germany, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 36, 12 février 2003, page 40.
Pièce n° 10 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 1871/2003, of 23 October 2003** – Amending Annex I to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the Tariff and Statistical Nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 275, 25 octobre 2003, page 5.
Pièce n° 11 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 1789/2003, of 11 September 2003** – Amending Annex I to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the Tariff and Statistical Nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 281, 30 octobre 2003, page 1 (partie pertinente).
Pièce n° 12 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 2344/2003, of 30 December 2003** – Amending Annex I to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the Tariff and Statistical Nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 346, 31 décembre 2003, page 38.

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 13 du Brésil	**Commission Regulation (EC) No. 1484/95, of 28 June 1995** – Laying Down Detailed Rules for Implementing the System of Additional Import Duties and Fixing Additional Import Duties in the Poultry Meat and Egg Sectors and for Egg Albumin, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 145, 29 juin 1995, page 47. **Commission Regulation (EC) No. 1148/2004, of 22 June 2004** – Fixing Representative Prices in the Poultry Meat and Egg Sectors and for Egg Albumin, and Amending Regulation (EC) No. 1484/95, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 222, 23 juin 2004, page 15.
Pièce n° 14 du Brésil	**Statistiques des importations d'Eurostat de 1990 à 2002 (Tonnes métriques et milliers d'ECU)** – Produits relevant des sous-positions 0207.41.10 et 0210.90.20 – Total et Brésil.
Pièce n° 15 du Brésil	**Ruling NY 869661, 26 December 1991** – Re: The tariff classification of mechanically deboned CHICKEN or TURKEY meat from Canada (Tariff No. 0207.39.0020; 0207.39.0040; 0207.41.0000; 0207.42.0000; 0210.90.2000).
Pièce n° 16 du Brésil	**Documentation sur l'action du sel dans la viande.** EVANGELISTA, JOSÉ. *Tecnologia de Alimentos* – 2ª Edição. Editora Atheneu – São Paulo, SP, 2000. FORREST, JOHN C.; ABERLE, ELTON D.; HEDRICK, HAROLD B.; JUDGE, MAX D. & MERKEL, ROBERT A. *Fundamentos de Ciencia de la Carne.* Editorial Acribia, S.A. – Zaragoza, España, 1979. LAWRIE, R.A. *Ciencia de la Carne*. Editorial Acribia, S.A. – Zaragoza, España, 1984. LÜCK, E.; JAGER, M.. *Conservación Química de los Alimentos – Características, usos efectos* – 2ª Edicíon. Editorial Acribia, S.A. – Zaragoza, España, 2000. PARDI, MIGUEL CIONE; SANTOS, IACIR FRANCISCO; SOUZA, ELMO RAMPINI & PARDI, HENRIQUE SILVA. *Ciência, Higiene e Tecnologia da Carne*. VII. Editora UFG – Goiânia, GO, 1996. PRICE, JAMES F.; SCHWEIGERT, BERNARD S. *Ciencia de la Carne y de los Productos Carnicos*. Editorial Acribia, S.A. – Zaragoza, España, 1994. SILVA, JOÃO ANDRADE. *Tópicos da Tecnologia dos Alimentos*. Varela Editora e Livraria LTDA – São Paulo, SP, 2000. MONTANA MEAT PROCESSORS CONVENTION. *Ingredients in Processed Meat Products* (Basic Chemistry of Meat). 27-29 April 2001. MONTANA STATE UNIVERISTY (MSU) – ANIMAL & RANGE SCIENCES DEPARTMENT. *Presentation: Meat as an Ingredient*. www.animalrange.montana.edu/courses/meat/meat_ingredients.pdf.
Pièce n° 17 du Brésil	**Statistiques des importations brésiliennes pour 2002 et 2003** – Importations de saumon congelé (fumé ou non).
Pièce n° 18 du Brésil	**Ruling NY E84540, 22 July 1999** – Re: The tariff classification of smoked salmon from Australia (Tariff No. 0305.41.0000). **Ruling NY E87725, 30 September 1999** – Re: The tariff classification of smoked salmon from Chile (Tariff No. 0305.41.0000).
Pièce n° 19 du Brésil	**Connaissement maritime des États-Unis** – Importations de bacon congelé relevant de la sous-position 0210.12.
Pièce n° 20 du Brésil	**The International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System, done at Brussels on 14 June 1983** – As Amended by the Protocol of Amendment to the International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System of 24 June 1986.

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 21 du Brésil	**Position Regarding Contracting Parties of the International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System**.
Pièce n° 22 du Brésil	**87/369/EEC: Council Decision, of 7 April 1987** – Concerning the Conclusion of the International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System and of the Protocol of Amendment thereto. **International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System** – Publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 198, 20 juillet 1987, pages 0003 à 0010.
Pièce n° 23 du Brésil	**Council Regulation (EEC) No. 2658/87, of 23 July 1987** – On the Tariff and Statistical Nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 256, 7 septembre 1987, page 1 (partie pertinente).
Pièce n° 24 du Brésil	**Version de 1992 de la Nomenclature du Système harmonisé** – Sous-positions 0207.41 et 0210.90 et notes de position, de section et de chapitre y relatives.
Pièce n° 25 du Brésil	**General Rules for the Interpretation of the Harmonized System and Explanatory Notes to the General Rules**.
Pièce n° 26 du Brésil	**Council Regulation (EC) No. 930/2003, of 26 May 2003** – Terminating the Anti-Dumping and Anti-Subsidy Proceedings Concerning the Imports of Farmed Atlantic Salmon Originating in Norway and the Anti-Dumping Proceeding Concerning Imports of Farmed Atlantic Salmon Originating in Chile and the Faeroe Islands, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 133, 29 mai 2003, page 01.
Pièce n° 27 du Brésil	**Publication allemande – *Zeitschrift für Zölle & Verbrauchsteuern*, Nr. 4 / April 2003** – Traduction en anglais des pages 139 à 141 – Comment on the Decision of the Commission, of 31 January 2003, on the Validity of Certain Binding Customs Tariff Information Issued by the German Federal Republic.
Pièce n° 28 du Brésil	Communications entre le Brésil et l'OMD.
Pièce n° 29 du Brésil	Correspondance, factures, connaissements et commandes concernant les ventes de viande de poulet salée du Brésil aux CE (1998-2002).
Pièce n° 30 du Brésil	Lettres en provenance des Communautés européennes montrant une préférence pour la viande de poulet salée.
Pièce n° 31 du Brésil	RTC concernant les morceaux de poulet désossés et congelés en provenance du Brésil relevant de la sous-position 0210.99.39.
Pièce n° 32 du Brésil	Extrait du procès-verbal de la 321ème réunion du Comité du code des douanes tenue à Bruxelles les 25 et 26 septembre 2003.
Pièce n° 33 du Brésil	Description et photographies du salage de la viande de poulet en provenance du Brésil.
Pièce n° 34 du Brésil	Renseignements concernant des RTC existants relatifs aux lieus de l'Alaska salés/séchés congelés et au saumon salé/fumé congelé relevant de la position 0305.
Pièce n° 35 du Brésil	Lettre du 7 mai 2003 adressée par le Secrétariat de l'OMD à la Direction centrale des douanes bulgare.
Pièce n° 36 du Brésil	Explication des méthodes de salage et de l'effet du dessalage de la viande de poulet salée.
Pièce n° 37 du Brésil	Concessions tarifaires pour les positions 0207 et 0210.
Pièce n° 38 du Brésil	Documentation citée dans la bibliographie de la pièce n° 36 du Brésil.

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 39 du Brésil	US Customs Ruling NY A80393 – Bacon from Denmark Classified Under Heading 0210. US Customs Ruling HQ 960585 – Bacon from Denmark Classified Under Heading 0210. US Customs Ruling NY B85951 – Bacon from Denmark Classified Under Heading 0210. US Customs Ruling NY C83926 – Bacon from Denmark Classified Under Heading 0210. US Customs Ruling HQ 960584 – Bacon from Denmark Classified Under Heading 0210.
Pièce n° 40 du Brésil	1937 Draft Customs Nomenclature of the League of Nations – Positions relevant du chapitre 2 et notes explicatives. Nomenclature du Conseil de coopération douanière de 1955 – Positions relevant du chapitre 2 et notes explicatives.
Pièce n° 41 du Brésil	Lettres d'entreprises de transformation européennes déclarant qu'il n'est pas ajouté de sel pendant les opérations ultérieures de transformation des produits à base de poulet.
Pièce n° 42 a) du Brésil	Facture *Pro-Forma* de 1998
Pièce n° 42 b) du Brésil	Facture *Pro-Forma* de 1999
Pièce n° 42 c) du Brésil	Connaissement, enregistrement à l'exportation (RE) et accusé de réception d'octobre 2001.
Pièce n° 42 d) du Brésil	Connaissement, enregistrement à l'exportation (RE) et accusé de réception de novembre 2001.
Pièce n° 42 e) du Brésil	Facture, connaissement, liste de colisage, certificat d'origine, certificat zoosanitaire et de salubrité publique, déclaration additionnelle et confirmation de commande de 2001.
Pièce n° 43 du Brésil	Exemples de viandes salées relevant de la sous-position 0210.90 figurant dans la base de données des marchandises du SH en ligne de l'OMD.

ANNEXE F-2

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LA THAÏLANDE

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 1 de la Thaïlande	T. Takase, "The Role of Concessions in the GATT Trading System and their Implications for Developing Countries", *Journal of World Trade Law*, Volume 21, Issue 5, October 1987.
Pièce n° 2 de la Thaïlande	Average Annual Price of Salted Chicken meat from 1997 to 2003.
Pièce n° 3 de la Thaïlande	Commission Regulation (EC) No. 535/94 of 9 March 1994, publiée au Journal officiel des Communautés européennes n° L 68, 11 mars 1994, page 15.
Pièce n° 4 de la Thaïlande	Written Question E-3046/01 by Albert Maat (PPE-DE) to the Commission, 15 November 2002/C147/081.
Pièce n° 5 de la Thaïlande	2481st Council Meeting, Agriculture and Fisheries Brussels, 27 and 28 January 2003, 5433/03 (Presse 13) (partie pertinente seulement).
Pièce n° 6 de la Thaïlande	Council Regulation (EEC) No. 2658/87, of 23 July 1987, on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel des Communautés européennes n° L 256, 7 septembre 1987, page 1 (partie pertinente seulement).
Pièce n° 7 de la Thaïlande	Informal Meeting of Heads of Delegation of 20 January 1994, Statement of the Chairman, MTN.TNC/W/131, 21 January 1994.
Pièce n° 8 de la Thaïlande	Commission Regulation (EC) No. 3115/94 of 20 December 1994, amending Annexes I and II to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the common customs tariff, publiée au Journal officiel des Communautés européennes n° L 345, 31 décembre 1994, page 1.
Pièce n° 9 de la Thaïlande	Commission Regulation (EC) No.1223/2002 of 8 July 2002 concerning the classification of certain goods in the Combined Nomenclature. Journal officiel des Communautés européennes n° L 179, 9 juillet 2002, page 8.
Pièce n° 10 de la Thaïlande	Corrigendum to Commission Regulation (EC) No. 1223/2002 of 8 July 2002 concerning the classification of certain goods in the Combined Nomenclature. Journal officiel des Communautés européennes n° L 217, 13 août 2002, page 8.
Pièce n° 11 de la Thaïlande	Commission Decision of 31 January 2003 concerning the validity of certain binding tariff information issued by the Federal Republic of Germany. Journal officiel des Communautés européennes n° L 36, 12 février 2003.
Pièce n° 12 de la Thaïlande	Commission Regulation (EC) No. 1789/2003 of 11 September 2003, amending Annex I to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and the Common Customs Tariff. Journal officiel de l'Union européenne n° L 281, 30 octobre 2003, page 1.
Pièce n° 13 de la Thaïlande	Commission Regulation (EC) No. 1871/2003, of 23 October 2003, amending Annex I to Council Regulation (EEC) No. 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff, publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L 275, 25 octobre 2003, page 5.
Pièce n° 14 de la Thaïlande	B. J. Willenberg, Department of Food Science and Human Nutrition, University of Missouri-Columbia, http://muextension.missouri.edu/xplor/hesguide/foodnut/gh1501.htm.
Pièce n° 15 de la Thaïlande	Food Safety Feature, United States Department of Agriculture, December1999, http://www.fsis.usda.gov/OA/pubs/bastebrine.htm.
Pièce n° 16 de la Thaïlande	Effects of Preblending, Reduced Fat and Salt Levels on Frankfurter characteristics, *Journal of Food Science*, Volume 52, No. 5, p. 1149 -1151, at 1151.
Pièce n° 17 de la Thaïlande	International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System.

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 18 de la Thaïlande	E. Vermulst, "EC Customs Classification Rules: Should Ice Cream Melt?", *Michigan Journal of International Law*, Volume 15, No. 4, 1994, pp. 1241 - 1328.
Pièce n° 19 de la Thaïlande	F. Snyder, *International Trade and Customs Law of the European Union*, (Butterworths, 1998), pages 1-9.
Pièce n° 20 de la Thaïlande	General Rules for the Interpretation of the Harmonized System.
Pièce n° 21 de la Thaïlande	Council Regulation (EC) No. 930/2003 of 26 May 2003, terminating the anti-dumping and anti-subsidy proceedings concerning the imports of farmed Atlantic salmon originating in Norway and the anti-dumping proceedings concerning imports of farmed Atlantic salmon originating in Chile and the Faeroe Islands. Journal officiel des Communautés européennes n° L 133, 29 mai 2003, page 01.
Pièce n° 22 de la Thaïlande	Working Document TAXUD/1636/2 of the Customs Code Committee of 25 January 2002.
Pièce n° 23 de la Thaïlande	Extrait du procès-verbal de la 273ème réunion de la Section de la Nomenclature tarifaire et statistique du Comité du code des douanes tenue à Bruxelles les 18 et 19 février 2002.
Pièce n° 24 a) à d) de la Thaïlande	RTC.
Pièce n° 25 a) de la Thaïlande	Paquet de Coppa Parma réfrigérée.
Pièce n° 25 b) de la Thaïlande	Paquet de Prosciutto crudo italiano réfrigéré.
Pièce n° 25 c) de la Thaïlande	Paquet de Jamón Serrano réfrigéré.
Pièce n° 26 de la Thaïlande	Certification de l'Association thaïlandaise des exportateurs de produits transformés à base de poulet (datée du 12 octobre 2004) indiquant que les exportations de viande de poulet salée vers des clients des CE ont commencé en 1996.
Pièce n° 27 de la Thaïlande	Commission Regulation (EEC) No. 2505/92 of 14 July 1992.
Pièce n° 28 de la Thaïlande	Commission Regulation (EEC) No. 2551/93 of 10 August 1993.
Pièce n° 29 de la Thaïlande	"Processing steps involved in salting chicken meat." (La Thaïlande insiste sur le fait que les renseignements contenus dans ce document sont confidentiels.)
Pièce n° 30 de la Thaïlande	Liste des concessions accordées par différents Membres de l'OMC pour la position 0210.
Pièce n° 31 de la Thaïlande	Case 38-75, Douaneagent der NV Nederlandse Spoorwegen v Inspecteur der invoerrechten en accijnzen, 19 November 1975, ECR 1975.
Pièce n° 32 de la Thaïlande	Case C-130/02, Krings GmbH V Oberfinanzdirektion Nürnberg, 4 March 2004 [arrêt non encore connu].
Pièce n° 33 de la Thaïlande	Case 149-73, Otto Witt KG v Hauptzollamt Hamburg-Ericus, 12 December 1973, ECR [1973].
Pièce n° 34 de la Thaïlande	Commission Regulation (EEC) no. 3678/83 of 23 December 1983 on the tariff classification of certain types of seasoned meat and amending Regulation (EEC) No 950/68 on the Common Customs Tariff [1983] O.J. L. 366/53.
Pièce n° 35 de la Thaïlande	Case C-233/88, Gijs van de Kolk-Douane Expéditeur BV v Inspecteur der Invoerrechten en Accijnzen, 8 February 1990, ECR [1990].

ANNEXE F-3

LISTE DES PIÈCES PRÉSENTÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 1 des CE	"Fowl Play", article de Felicity Lawrence sur les nuggets de poulet, The Guardian Newspaper, 8 juillet 2002
Pièce n° 2 des CE	"Food: Facts and Figures - May 2004 update", McDonalds Corporation, UK
Pièce n° 3 des CE	Diverses définitions tirées du Larousse gastronomique
Pièce n° 4 des CE	Codex Alimentarius, Recommended International Code of Practice for Salted Fish CAC/RCP 26-1979
Pièce n° 5 des CE	Liste non exhaustive de produits carnés traditionnels européens salés et séchés/fumés
Pièce n° 6 des CE	"How Parma ham is made" Consorzio del Prosciutto di Parma
Pièce n° 7 des CE	"Food safety of jerky", USDA
Pièce n° 8 des CE	"Dried salted meats: charque and carne-de-sol", FAO Animal Production and Health Paper No. 51, et "Charque, a Preserved meat product of Brazil", Dennis Buege
Pièce n° 9 des CE	Modalities for the Establishment of Specific Binding Commitments under the Reform Programme, MTN.GNG/MA/W/24, 20 Dec. 1994
Pièce n° 10 des CE	Statistiques commerciales des CE – 1986-1993
Pièce n° 11 des CE	Explanatory Notes to the Customs Tariff of the European Communities (extraits pertinents montrant les modifications de 1981)
Pièce n° 12 des CE	Case C-175/82 *Dinter v Hauptzollamt Koln-Deutz* ECR [1983] page 969
Pièce n° 13 des CE	Explanatory Notes to the Combined Nomenclature of the European Communities (extraits pertinents montrant les modifications de 1987)
Pièce n° 14 des CE	Case C-33/92, *Gausepohl-Fleisch v. Oberfmanzdirektion Hamburg* [1993] ECR 1-3047
Pièce n° 15 des CE	Explanatory Notes to the Combined Nomenclature of the European Communities (extraits pertinents montrant les modifications de 1994)
Pièce n° 16 des CE	*Dictionary of Nutrition and Food Technology*, Arnold Bender (Sixth Edition) (extraits pertinents)
Pièce n° 17 des CE	Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC), statistiques concernant les exportations brésiliennes mondiales de produits relevant des positions 02.07 à 02.10 (inclusivement) pour 2000
Pièce n° 18 des CE	Exportations thaïlandaises de produits relevants des positions 0207.140-000 et 0210.900-006 pour 2000
Pièce n° 19 des CE	Lettre du 17 septembre 1997 adressée par le Secrétariat de l'OMD aux services chypriotes des douanes et accises
Pièce n° 20 des CE	Chapitre 3 du Système harmonisé (version de 1992)
Pièce n° 21 des CE	Ruling NY 892236 of 23 November 1993 – RE: The tariff classification of fresh or frozen boneless beef, with 3 per cent added salt, from New Zealand
Pièce n° 22 des CE	Case C-267/94 *French Republic v Commission* ECR [1995] I-4845
Pièce n° 23 des CE	Photographies de baratteuses
Pièce n° 24 des CE	Exemple de RTC modifiés par le Règlement n° 1223/2002
Pièce n° 25 des CE	RTC concernant le saumon fumé congelé

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 26 des CE	RTC concernant le jambon
Pièce n° 27 des CE	Version d'août 2002 des notes du chapitre 2 du Système harmonisé
Pièce n° 28 des CE	Minutes of the Thirty-Sixth Meeting of the Trade Negotiations Committee of 15 December 1993 MTN.TNC/40
Pièce n° 29 des CE	Statement of the Chair, Informal Meeting of Heads of Delegation, 20 January 1994, MTN.TNC/W/131
Pièce n° 30 des CE	Tarif douanier allemand de 1952
Pièce n° 31 des CE	Regulation 3846/87 establishing an agricultural product nomenclature for export refunds (extrait)
Pièce n° 32 des CE	Avis d'un expert, M. Karl-Otto Honikel (Federal Research Centre for Nutrition and Food – Kulmbach (Allemagne))
Pièce n° 33 des CE	Exemple de RTC concernant le hareng congelé
Pièce n° 34 des CE	Regulation 3331/85 amending Regulation (EEC) N° 950/68 on the Common Customs Tariff (extraits)
Pièce n° 35 des CE	Extraits du Journal officiel des CE notifiant les procédures et les arrêts de la Cour dans les affaires C-33/92 *Gausepohl-Fleisch* et C-175/82 *Dinter*
Pièce n° 36 des CE	Lasok, The European Court of Justice Practice and Procedure (2nd ed), page 495 (extrait).

ANNEXE F-4

PIÈCE PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

PIÈCE	DESCRIPTION
Pièce n° 1 des États-Unis	New York Ruling Letter NY A80393 (March 7, 1996) as modified by Customs Ruling Letter HQ 960585 (July 20, 1998)